

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

(1941-1967)



**INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES
PRES LE COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL
D'ALBANIE**

EDITIONS "NAIM FRASHËRI" TIRANA, 1971

**L'HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE A
ETE PREPAREE PAR L'INSTITUT DES ETUDES
MARXISTES-LENINISTES ET ELLE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU
TRAVAIL D'ALBANIE**

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

Introduction.....p.4

CHAPITRE PREMIER - LA LUTTE POUR LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS (1929 — 1941)

- 1. - DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER. CROISSANCE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE ET ANTI-IMPERIALISTE DANS LE PREMIER QUART DU XXe SIECLE.....p.8**
L'Albanie, pays agraire semi-féodal — La grande Révolution socialiste d'Octobre et son influence en Albanie — La Révolution de Juin 1924
- 2. - NAISSANCE DU MOUVEMENT COMMUNISTE.....p.13**
La lamentable situation économique et sociale sous le régime zoguiste — Formation du Groupe Communiste de Korçë — Le mouvement communiste albanais et le Komintern — Les premières organisations ouvrières dirigées par les communistes — Participation des communistes au mouvement démocratique antizoguiste
- 3. - L'EXTENSION DU MOUVEMENT COMMUNISTE ET LA LUTTE CONTRE LA MENACE FASCISTE DANS LES ANNEES 1935-1939.....p.20**
Le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste — Les communistes à la tête du mouvement révolutionnaire grandissant — La presse dirigée par les communistes — Extension des organisations communistes. Le Groupe Communiste de Shkodër — La ligne nouvelle du mouvement communiste albanais — Les efforts pour l'application de la ligne nouvelle en Albanie — Aggravation des désaccords entre les Groupes de Korçë et de Shkodër — La lutte contre l'agression fasciste
- 4. - LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE - NECESSITE HISTORIQUE DANS LES CONDITIONS DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION NATIONALE.....p.31**
Etablissement du régime fasciste d'occupation — Débuts du mouvement de libération nationale. Problème essentiel : l'union des communistes — Enver Hoxha — Nouvelles difficultés sur la voie de l'union. Le Groupe des «Jeunes» — L'attitude des communistes et du peuple albanais à l'égard de l'agression fasciste contre les peuples voisins — L'union des communistes dans la lutte contre le fascisme
- 5. - FONDATION DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE.....p.42**
Bases idéologiques et organisationnelles du Parti — La ligne politique pour la Lutte de Libération Nationale

CHAPITRE II - LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE — ORGANISATEUR ET GUIDE DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION DU PAYS ET L'INSTAURATION DU POUVOIR POPULAIRE (1941 — 1944)

- 1. - ORGANISATION DU PARTI. EFFORTS FAITS EN VUE D'UNIR ET DE MOBILISER LES MASSES DANS LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE.....p.48**
Premières mesures d'organisation — La première des tâches : établir des liens avec les masses — La Conférence consultative des cadres actifs du Parti Communiste d'Albanie
- 2. - ECRASEMENT DU COURANT FRACTIONNISTE LIQUIDATEUR ET INSTAURATION DE L'UNITE DANS LE PARTI.....p.54**
La Conférence extraordinaire du Parti
- 3. - CREATION DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE. NAISSANCE DU POUVOIR POPULAIRE ET EXTENSION DE LA LUTTE ARMEE.....p.57**
Le «Zëri i Popullit» — La Conférence de Pezë — Les conseils de libération nationale — Les guérillas de partisans — L'attitude du Parti Communiste d'Albanie à l'égard du «Balli kombëtar»
- 4. - LA PREMIERE CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE. L'ORIENTATION DONNEE POUR L'INSURRECTION GENERALE ARMEE.....p.65**
Approfondissement de la crise politique dans les rangs de l'ennemi — A l'ordre du jour - l'organisation de l'insurrection générale — Renforcement ultérieur de l'unité du Parti
- 5. - ORGANISATION DE L'ARMEE DE LIBERATION NATIONALE ET DE L'INSURRECTION GENERALE POPULAIRE.....p.72**
Ecrasement de la fraction créée dans la région de Vlorë — Création de l'Etat-major général — L'Armée de Libération Nationale Albanaise — armée populaire révolutionnaire — Dénonciation du faux patriotisme du «Balli kombëtar» — Dénonciation de l'accord de Mukje — Les conseils de libération nationale - seul pouvoir du peuple
- 6. - EFFORTS FAITS POUR INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LES ALLEMANDS, NOUVEAUX ENVAHISSEURS, ET POUR ECRASER LA REACTION.....p.82**
La nouvelle situation au lendemain de la capitulation de l'Italie et de l'occupation du pays par les nazis allemands — L'écrasement de la réaction intérieure - condition pour mener victorieusement la lutte contre l'occupant — Aucune ingérence étrangère dans les affaires de la Lutte de Libération Nationale — Le renforcement du Pouvoir et de l'Armée de Libération Nationale, tâche prioritaire
- 7. - LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, ORGANISATEUR DE LA LUTTE HEROÏQUE DU PEUPLE ALBANAIS POUR L'ANEANTISSEMENT DES PLANS DE L'ENNEMI DURANT L'HIVER 1943-1944.....p.89**
Echec de l'opération d'hiver de l'ennemi — Eclatante démonstration de la justesse de la ligne politique du Parti Communiste d'Albanie
- 8. - FONDATION DU NOUVEL ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE.....p.95**
Efforts faits pour déjouer les nouvelles manœuvres de l'ennemi — Le Congrès de Permet. Création de l'Etat de démocratie populaire
- 9. - LIBERATION COMPLETE DE L'ALBANIE. TRIOMPHE DE LA REVOLUTION POPULAIRE.....p.100**
Echec de l'opération ennemie du mois de juin — Offensive générale de l'Armée de Libération Nationale Albanaise, anéantissement des plans de la réaction intérieure et extérieure — Consolidation des fondations de la démocratie populaire — Intervention brutale de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie
- 10. - LE BILAN DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE ET LES RAISONS DE LA VICTOIRE.....p.109**

CHAPITRE III - LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE EN LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE (Décembre 1944 — 1948)

- 1. - DEFENSE ET CONSOLIDATION DU POUVOIR DEMOCRATIQUE POPULAIRE.....p.114**
Modification radicale du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme — Difficultés de gouvernement du pays — La sauvegarde et la consolidation du Pouvoir populaire - problème central — Le Front Démocratique d'Albanie — La politique étrangère
- 2. - MOBILISATION DES MASSES POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS. PREMIERES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES.....p.122**
L'appui sur les forces intérieures — Création du secteur socialiste de l'économie — Pour l'abolition des anciens rapports agraires
- 3. - CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE EN TANT QUE FORME DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.....p.127**
Résolution du peuple d'aller de l'avant sur la voie du Parti — Proclamation de la République Populaire d'Albanie
- 4. - ORIENTATION DONNEE PAR LE PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION ET L'EDIFICATION DU SOCIALISME. ELIMINATION DES MANIFESTATIONS D'OPPORTUNISME.....p.130**
Le V^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie — Approfondissement des transformations économiques et sociales — Les thèses pour la révision du Plénum de Berat — Efforts faits en vue de normaliser la vie intérieure du Parti — Aggravation de la lutte de classes — Modification de la structure économique et sociale et premiers résultats dans le développement socialiste de l'économie
- 5. - ECRASEMENT DE L'INTERVENTION HOSTILE DES REVISIONNISTES YOUGOSLAVES. DENONCIATION DE L'ACTIVITE ANTIPARTI DU GROUPE DE KOÇI XOXE.....p.144**
Résistance du Parti Communiste d'Albanie à l'ingérence yougoslave — Dévoilement des plans antimarxistes et anti-albanais de la direction yougoslave — Le XI^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie. Ecrasement de l'ingérence yougoslave et de l'activité hostile de Koçi Xoxe

CHAPITRE IV - LA LUTTE DU PARTI POUR LA TRANSFORMATION DE L'ALBANIE DE PAYS AGRAIRE ARRIERE EN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL (1948 — 1955)

- 1. - LE I^{er} CONGRES DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE - TOURNANT HISTORIQUE DANS LA VIE DU PARTI ET DU PAYS.....p.154**
Orientation fondamentale pour l'édification des bases du socialisme — Renforcement et démocratisation ultérieurs du Pouvoir populaire — Les Statuts du Parti
- 2. — RENFORCEMENT DES LIENS UNISSANT LA CLASSE OUVRIERE ET LA PAYSANNERIE DANS LA LUTTE CONTRE LES DIFFICULTES.....p.159**
La politique du Parti en matière de stockage et d'approvisionnement — La lutte contre les difficultés pour l'application du nouveau système de stockage et d'approvisionnement — Ecrasement des plans des ennemis extérieurs et intérieurs
- 3. - LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE ET LE RAFFERMISSEMENT DE L'UNITE IDEOLOGIQUE ET ORGANISATIONNELLE DU PARTI ET POUR LA REALISATION DU PLAN BIENNAL.....p.167**
Elimination des déformations et des violations de la ligne du Parti — La II^e Conférence Nationale du Parti — Réalisation du plan biennal 1949-1950 — La lutte contre les manifestations de conciliation avec l'ennemi de classe — Efforts pour remédier au retard de l'agriculture
- 4. - LE II^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. LES TACHES A REMPLIR POUR TRANSFORMER L'ALBANIE EN UN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL.....p.174**
Les directives du premier plan quinquennal — Amélioration de la méthode de direction politique du Parti — La pioche dans une main, le fusil dans l'autre
- 5. - L'ACTION DU PARTI EN VUE DE REDUIRE L'ECART ENTRE LES NIVEAUX DE DEVELOPPEMENT RESPECTIFS DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE ET D'AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION.....p.178**
Causes de la disproportion entre le développement respectif de l'industrie et de l'agriculture — Mesures prises en faveur de l'agriculture et pour le mieux-être des travailleurs
- 6. - RENFORCEMENT DU TRAVAIL IDEOLOGIQUE ET ECRASEMENT DES TENTATIVES DE REVISION DE LA LIGNE MARXISTE-LENINISTE DU PARTI.....p.182**
Elévation du niveau de l'éducation idéologique, politique et culturelle — Vigilance du Parti pour prévenir la pénétration du révisionnisme — Réalisation du premier plan quinquennal

CHAPITRE V - LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR ACHEVER LA CONSTRUCTION DE LA BASE ECONOMIQUE DU SOCIALISME (1956 — 1960)

- 1. - LE III^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. ORIENTATION DONNEE EN VUE D'ACCELERER LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE.....p.189**
L'orientation révisionniste du XX^e Congrès du PCUS — Echec des tentatives de réviser la ligne du Parti du Travail d'Albanie — Détermination du Parti à poursuivre la ligne marxiste-léniniste — Directives du second plan quinquennal
- 2. - LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE — PRINCIPAL DANGER DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL.....p.195**
Recrudescence du révisionnisme dans le mouvement communiste international — L'attitude révolutionnaire internationaliste du Parti du Travail d'Albanie
- 3. - LA LUTTE DU PARTI POUR L'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS SOCIALISTES DANS LES CAMPAGNES ET LA REALISATION DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL.....p.202**
Le travail accompli pour la collectivisation massive de l'agriculture — La mobilisation des masses pour l'utilisation des réserves intérieures — Achèvement de la collectivisation de l'agriculture dans ses grandes lignes — Accomplissement avant terme du deuxième plan quinquennal
- 4. - CRITIQUE DES VUES REVISIONNISTES ET DE L'ACTIVITE SCISSIONNISTE DE LA DIRECTION SOVIETIQUE.....p.210**

Propagation ultérieure du révisionnisme international — Lutte sans compromis pour dénoncer et écraser le révisionnisme moderne — L'attitude de principe marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie à la Rencontre de Bucarest — Résistance résolue du Parti du Travail d'Albanie aux attaques de la direction soviétique — Critiques formulées par le Parti du Travail d'Albanie à l'adresse des révisionnistes khrouchtchéviens à la seconde Conférence de Moscou

CHAPITRE VI - LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE DANS LES CONDITIONS DU BLOCUS IMPERIALISTE ET REVISIONNISTE (1960 — 1965)

- 1. - LE IV^e CONGRES DU PARTI. ORIENTATION DONNEE EN VUE DE L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE.....p.221**
Construction de la base économique du socialisme — Pour l'édification de la société socialiste intégrale — Les directives du troisième plan quinquennal — Sans combattre le révisionnisme, on ne saurait combattre avec succès l'impérialisme, on ne saurait sauvegarder l'unité dans le mouvement communiste international
- 2. - LE PARTI EN LUTTE POUR LA REALISATION DES TACHES DU TROISIEME PLAN QUINQUENNAL. LES VISEES HOSTILES DES REVISIONNISTES CONTRE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE SONT BRISEES.....p.228**
Renforcement du régime d'économies — Le PTA face à l'assaut farouche de la direction révisionniste soviétique — Le PTA en lutte ouverte contre la direction révisionniste soviétique — L'unité d'acier du peuple autour du Parti en lutte contre les révisionnistes khrouchtchéviens
- 3. - LES TACHES A REMPLIR EN VUE DU DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE.....p.236**
Efforts fournis pour le développement intensif de l'agriculture — Pour une amélioration radicale de la situation économique, sociale et culturelle des campagnes
- 4. - RENFORCEMENT DU TRAVAIL ORGANISATIONNEL ET IDEOLOGIQUE DU PARTI POUR L'EDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS. ACCOMPLISSEMENT DES TACHES ECONOMIQUES.....p.239**
Renforcement organisationnel du Parti — L'éducation communiste des travailleurs - devoir fondamental du Parti — La littérature et les arts pour l'éducation communiste — Réalisation du troisième plan quinquennal
- 5. - LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE POUR DEMASQUER LA DEMAGOGIE ET LES MANŒUVRES DES REVISIONNISTES KHROUCHTCHEVIENS.....p.248**
La lutte pour abattre idéologiquement et politiquement le révisionnisme khrouchtchévien - devoir impérieux dicté par le moment historique — Fixer une bonne fois les limites qui nous séparent du révisionnisme — Aucune illusion sur les nouveaux dirigeants soviétiques. Lutte à outrance contre le révisionnisme khrouchtchévien

CHAPITRE VII - LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE POUR SA REVOLUTIONNARISATION ULTERIEURE ET CELLE DE TOUTE LA VIE DU PAYS

- 1. - L'APPROFONDISSEMENT DE LA LIGNE DE MASSE.....p.258**
La lutte contre le bureaucratisme, pour une méthode et un style de travail révolutionnaires — La lettre ouverte du Comité Central et l'élan révolutionnaire pour la mise en pratique des enseignements du Parti
- 2. - LE V^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. LES TACHES A ACCOMPLIR POUR POUSSER PLUS AVANT LA REVOLUTIONNARISATION DU PARTI ET DE TOUTE LA VIE DU PAYS.....p.265**
Développer la révolution socialiste sans interruption et l'approfondir dans tous les domaines — Renforcer davantage le Parti et son rôle dirigeant — Les directives du quatrième plan quinquennal — Intensifier la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne
- 3. - UN NOUVEAU BOND QUALITATIF EN AVANT DANS LA REVOLUTION IDEOLOGIQUE ET CULTURELLE.....p.280**
Deux maillons principaux : l'application des principes et des normes révolutionnaires du Parti et la lutte politique et idéologique contre le bureaucratisme — Le mouvement pour établir partout la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier — Le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades — Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme — Le mouvement pour la révolutionnarisation de l'école
- 4. - L'UNITE D'ACIER DU PEUPLE AUTOUR DU PARTI, GARANTIE DE NOUVELLES VICTOIRES.....p.297**

CONCLUSIONS GENERALES.....p.299

INTRODUCTION

La période qu'inaugure la création du Parti du Travail d'Albanie (PTA) est la plus lumineuse de l'histoire séculaire du peuple albanais. Elle est marquée par de profondes transformations révolutionnaires d'ordre politique, économique, social et culturel dans la vie du pays, par de grandes victoires d'importance vitale, qui ont mis un terme à l'oppression et à l'exploitation et assuré l'essor rapide et ininterrompu de l'Albanie sur la voie du socialisme.

Ces victoires ont été remportées par le peuple albanais, essentiellement grâce à la juste direction du Parti du Travail d'Albanie. Avec la formation du Parti, est née du sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses, dans le feu de la lutte contre les occupants fascistes et les traîtres au pays, une direction nationale révolutionnaire, résolue à défendre jusqu'au bout les intérêts du peuple, et capable de lui assurer sa libération nationale et sociale.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours eu pour unique et sûre boussole le marxisme-léninisme. Il a constamment tenu haut levé le drapeau de combat des idées immortelles de Marx, Engels, Lénine et Staline. Sa fidélité au marxisme-léninisme est la source de sa force inépuisable, de sa sagesse et de sa clairvoyance, de son courage et de sa détermination à surmonter obstacles et difficultés et à marcher avec une confiance inébranlable vers la complète réalisation de ses tâches et de ses objectifs.

Si le Parti du Travail d'Albanie a victorieusement mené à bien les grandes tâches qui se posaient à lui, c'est parce qu'il s'est fermement appuyé sur le peuple, dont il a hérité les magnifiques traditions patriotiques et révolutionnaires. Dans sa lutte contre le joug étranger et l'oppression sociale, le peuple albanais a témoigné avec une grande force son amour infini pour la Patrie, sa profonde aversion contre la servitude et l'oppression ; il a fait preuve d'ardentes aspirations et d'une volonté inflexible de progrès, d'une confiance absolue en la victoire, d'une vaillance sans pareille dans la lutte inégale contre l'ennemi, de générosité et d'un attachement sincère pour ses amis et ses compagnons de lutte, et d'une ferme intransigeance à l'encontre des ennemis et des traîtres. Il a été contraint de se battre contre de nombreux et puissants ennemis pour défendre son existence et son avenir, pour échapper à l'anéantissement comme peuple et comme nation. La résistance que les Albanais ont opposée à l'ennemi et les luttes qu'ils ont livrées contre lui ont toujours eu un caractère populaire, de libération, leurs guerres ont été justes. Les traditions patriotiques de progrès et la riche expérience historique du peuple ont servi de très solide appui à l'activité du Parti. Héritier de ces traditions, le Parti a élaboré cette expérience séculaire à la lumière des enseignements marxistes-léninistes et il l'a matérialisée dans son activité révolutionnaire. Sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie, sont apparues dans toute leur force les hautes vertus morales du peuple ; sa vitalité en tant que nation s'est vivifiée, ses traditions patriotiques et révolutionnaires sont devenues une grande force motrice dans la lutte pour la libération de la Patrie et l'édification du socialisme.

Le Parti a rattaché la lutte pour la liberté et l'indépendance à la lutte contre les classes exploiteuses pour l'instauration de la dictature du prolétariat, pour l'abolition de toute exploitation, pour l'édification du socialisme. Sous la conduite du Parti, le patriotisme populaire a grandi et s'est transformé en patriotisme socialiste. L'amour de la Patrie s'est allié de façon organique à l'attachement et à la fidélité au pouvoir populaire, au socialisme.

Eclairé par les enseignements du marxisme-léninisme, se fondant sur l'expérience de la lutte révolutionnaire des masses populaires, s'appuyant vigoureusement sur le peuple qui lui a donné naissance et l'a élevé, se guidant sur les nobles idéaux de service loyal du peuple et du socialisme, le Parti du Travail d'Albanie a réussi à élaborer et à appliquer constamment une ligne générale juste, et il a acquis la maturité qui lui permet de s'orienter en toute situation. Il a toujours rempli avec honneur ses devoirs à l'égard de la classe ouvrière et de son peuple, ainsi qu'envers le mouvement international communiste et ouvrier.

Le Parti est devenu la seule force dirigeante du peuple albanais dans la lutte pour l'indépendance nationale et la liberté, pour la démocratie et le socialisme. Il a organisé et dirigé la Lutte Antifasciste de Libération Nationale, la lutte victorieuse la plus glorieuse qu'ait jamais menée le peuple albanais. Il a organisé et dirigé la reconstruction du pays ravagé par la guerre, et le développement social, économique et culturel de l'Albanie sur la voie du socialisme.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie est l'histoire d'un parti marxiste-léniniste révolutionnaire qui a résolu et qui résout avec succès les problèmes essentiels que sont :

- l'abolition de toute dépendance politique et économique à l'égard des puissances étrangères impérialistes et l'accession à une pleine indépendance nationale ;*
- le développement ininterrompu de la révolution populaire, de l'étape anti-impérialiste démocratique à l'étape socialiste ;*
- l'établissement et la consolidation de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse et les autres masses populaires du pays, l'union en un front commun de ces masses autour du Parti et sous la direction unique de celui-ci ;*
- l'établissement, le renforcement et le perfectionnement incessants du pouvoir de démocratie populaire en tant que forme de la dictature du prolétariat ;*
- la liquidation du retard économique, social, culturel et technique séculaire du pays, son passage de l'état arriéré semi-féodal au socialisme, en sautant la phase du capitalisme avancé ;*
- la mise sur pied et le développement d'une industrie socialiste en tant que force directrice de l'économie populaire ;*
- la collectivisation de l'agriculture, son développement et sa mécanisation ;*
- la liquidation, en tant que classe, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ; l'édification de la base économique du socialisme dans les villes et les campagnes ;*
- la formation de cadres nouveaux pour les différentes branches de l'économie et de la culture, la création d'une intelligentsia socialiste ;*
- l'éducation révolutionnaire des travailleurs et leur formation selon la conception scientifique marxiste-léniniste ; le développement continu de la révolution dans le domaine idéologique et culturel ;*
- la défense de la patrie socialiste contre les visées et les menées hostiles des impérialistes, des révisionnistes et de leurs instruments ;*
- l'établissement de nouvelles relations de l'Etat albanais avec les autres pays sur la base de l'égalité, du respect de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale de chaque pays, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage réciproque ;*
- le maintien d'une unité idéologique et organisationnelle monolithique des rangs du Parti ;*
- l'établissement et le maintien conséquent de rapports fraternels entre le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis communistes et ouvriers frères sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien ; la sauvegarde de l'indépendance du Parti contre les visées et les menées chauvines de grande puissance des révisionnistes yougoslaves et khrouchtchéviens.*

Le Parti du Travail d'Albanie conduit le peuple albanais avec fermeté et une confiance inébranlable sur la voie de l'édification intégrale de la société socialiste, en résolvant des problèmes considérables et complexes qui se rattachent au développement de la révolution socialiste jusqu'à son accomplissement dans tous les domaines, politique, économique-social, idéologique et culturel, à la lutte pour le triomphe total du marxisme-léninisme sur le révisionnisme et du socialisme sur le capitalisme à l'échelle mondiale.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie est une école d'application créatrice du marxisme-léninisme dans les conditions de l'Albanie et dans des circonstances internationales données. L'étude de cette

histoire est une importante composante de l'étude du marxisme-léninisme en vue de l'élévation idéologique des membres du Parti et de tous les travailleurs du pays. Elle aide les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia socialiste à enrichir leurs connaissances sur le développement social et la lutte politique, à enrichir leur expérience de lutte pour l'édification du socialisme et du communisme, à juger et à réaliser correctement les tâches du moment et à comprendre l'orientation du développement ultérieur. L'étude de l'histoire du Parti du Travail d'Albanie aide le peuple à rehausser sa vigilance politique dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, elle raffermir sa confiance dans la victoire définitive du marxisme-léninisme sur le révisionnisme moderne et dans la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

«En publiant son Histoire, le Parti du Travail d'Albanie met entre les mains des communistes et des travailleurs de notre pays une arme politique et idéologique puissante et acérée. Ils en tireront une légitime fierté. L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie leur ouvrira de magnifiques perspectives et des horizons nouveaux. Elle imprénera encore davantage les communistes et le peuple des grandes idées marxistes-léninistes du Parti, elle les trempera encore mieux et les inspirera dans la lutte pour défendre le marxisme-léninisme, pour s'emparer de toutes les citadelles et remporter de nouvelles et grandioses victoires dans l'édification complète de la société socialiste et du communisme». (Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion du Bureau Politique du CC du PTA, le 30 juin 1967. Archives Centrales du Parti (ACP).)

Ce livre constitue le premier effort en vue de présenter succinctement, de façon systématique et dans son intégralité, le processus du développement du mouvement communiste albanais, la vie et la lutte du Parti du Travail d'Albanie, son rôle décisif dans la victoire et l'essor continu de la révolution socialiste, les éclatants résultats de la politique et de l'activité révolutionnaire du Parti.

L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie comporte trois périodes principales.

La première période commence avec les débuts du mouvement ouvrier et la naissance du mouvement communiste organisé, et elle aboutit à la fondation du Parti Communiste d'Albanie (novembre 1941).

La deuxième période embrasse l'activité menée par le Parti en vue d'organiser et de conduire la Lutte de Libération Nationale du peuple albanais contre les occupants fascistes et les traîtres et d'assurer la victoire de la révolution populaire (novembre 1941-novembre 1944).

La troisième période est celle de la lutte du Parti, en tant que parti dirigeant du pouvoir populaire et de toute la vie du pays, pour l'édification de la société socialiste.

CHAPITRE PREMIER - LA LUTTE POUR LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS (1929 — 1941)

1. DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER. CROISSANCE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE ET ANTI-IMPÉRIALISTE DANS LE PREMIER QUART DU XX^e SIÈCLE

La domination ottomane en Albanie dura près de cinq siècles. Ce fut une période de régime féodal-militaire, de féroce oppression nationale, d'implacable exploitation féodale, de fréquentes guerres dévastatrices et de grande régression dans le domaine de l'instruction et de la culture. Mais ce fut aussi une période de lutte indomptable du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance nationale, pour son développement matériel et moral, pour la justice sociale. Cette lutte fut le facteur déterminant qui conduisit à la proclamation de l'indépendance de l'Albanie, le 28 novembre 1912.

La proclamation de l'indépendance et la création du nouvel Etat étaient des événements de grande portée historique pour les Albanais. Mais en fait ce furent les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie qui se mirent à la tête de l'Etat. Le peuple, qui avait combattu et versé son sang, restait soumis à l'oppression et à l'exploitation des classes dominantes. En outre, l'Albanie indépendante se trouvait encerclée d'Etats bourgeois, qui poursuivaient à son égard une politique chauvine. D'autre part, les puissances impérialistes qui les appuyaient, non contentes d'avoir démembré l'Albanie en l'amputant, en 1913, de la moitié de ses territoires, ne renoncèrent pas à leurs desseins de l'effacer complètement de la carte politique des Balkans, ou de l'assujettir.

L'Albanie, pays agraire semi-féodal

A la proclamation de son indépendance, l'Albanie était un pays agraire arriéré. Bien que des rapports capitalistes de production eussent commencé à se développer dans les villes, et, dans une moindre mesure, dans les campagnes, ceux-ci en étaient généralement à la phase de coopération capitaliste initiale. Le système des grands domaines était répandu dans les zones de plaines et moins largement dans les régions montagneuses; des survivances patriarcales subsistaient encore dans la vie sociale, en particulier dans celle des hautes régions du Nord.

Les paysans métayers étaient saignés à blanc par les grands propriétaires fonciers. La situation des paysans pauvres qui représentaient la majorité de la population rurale n'était guère meilleure. Ces propriétaires de petites parcelles réussissaient à peine à assurer leur subsistance. Leur dénuement les jetait constamment dans les griffes des propriétaires fonciers, des paysans riches, des commerçants et des usuriers; ceux qui étaient ruinés se transformaient en ouvriers agricoles salariés. Une partie d'entre eux, dans l'impossibilité de trouver du travail dans les villes, prenaient le chemin de l'émigration. L'injuste répartition des terres, l'exploitation impitoyable des masses paysannes par les grands propriétaires terriens, les institutions religieuses et l'Etat, l'utilisation de méthodes de travail et d'instruments primitifs en agriculture étaient à l'origine de la grande pauvreté de ces masses et de la disette qui affligeait périodiquement le pays.

Les villes, généralement petites, étaient économiquement et socialement peu développées. On relevait encore des survivances moyenâgeuses dans leur mode de vie. Le type de production qui y prévalait était celui de la petite production artisanale. Toutefois, dans les principales villes, et notamment à Shkodër, à Berat, à Elbasan et à Korçë, des manufactures capitalistes avaient vu le jour dès le XIX^e siècle. Ces établissements employaient chacun en moyenne 10 à 15 ouvriers salariés. L'accroissement de la production marchande et l'élargissement du marché avaient permis à la bourgeoisie commerçante, qui exploitait le travail salarié des artisans à domicile, d'accumuler des capitaux et de créer à partir de ses rangs des propriétaires terriens. Mais, généralement, elle n'investissait pas ses

capitiaux dans l'industrie. Ainsi, dans le jeune Etat albanais, on ne comptait que 25 petites fabriques qui s'occupaient principalement de la transformation de certains produits agricoles. Ces entreprises étaient pourvues d'un outillage primitif et elles employaient un petit nombre d'ouvriers, au total environ 150 personnes.

Dans les dix premières années qui suivirent la proclamation de l'indépendance, les rythmes de l'expansion industrielle furent extrêmement lents. En tout, il fut mis sur pied quelque 50 nouveaux établissements, fabriques ou ateliers, mais même les plus importants d'entre eux n'employaient pas plus de 30 ouvriers. Les ouvriers étaient en majeure partie occupés dans des salines, scieries et entreprises du bâtiment. Quelques dizaines d'ouvriers travaillaient également aux mines de bitume de Selenicë (Vlorë) alors gérées par des concessionnaires étrangers.

La majorité des ouvriers employés dans les entreprises capitalistes étaient des ouvriers saisonniers. Leur travail à la ville fini, ils retournaient au village et s'adonnaient à l'agriculture. Les ouvriers des fabriques et des mines étaient tous d'origine artisanale ou paysanne. Ils ne formaient pas encore une classe dotée d'une conscience politique de classe.

Les ouvriers étaient cruellement exploités par les propriétaires capitalistes. La journée de travail, fort longue, atteignait dix et dans bien des cas quatorze heures, pour des salaires très bas, qui suffisaient à peine aux ouvriers pour assurer leur existence matérielle et celle de leur famille. De surcroît, ces salaires n'étaient nullement assurés. L'augmentation continue de la main-d'œuvre disponible permettait aux capitalistes de baisser les salaires ou d'en retarder arbitrairement le paiement pendant des mois. Il n'existait aucune loi de protection du travail et les patrons ne prenaient aucune mesure pour la sécurité des ouvriers.

Aux ouvriers des fabriques s'ajoutait la masse des apprentis et employés dans les ateliers artisanaux et des commis des commerçants. L'exploitation dont ils étaient l'objet était encore plus pénible, car elle se combinait avec des formes et des méthodes moyenâgeuses. La plupart d'entre eux étaient des enfants ou des adolescents. Outre leur travail à l'atelier ou au magasin, ils devaient s'acquitter d'une foule d'autres services pour leur patron; à la moindre faute, ils étaient sévèrement punis.

Dès les premières années de notre siècle, les apprentis avaient commencé à lutter de manière plus ou moins organisée contre l'exploitation dont ils étaient l'objet de la part des propriétaires d'ateliers artisanaux et des commerçants. Ce mouvement, qui se développa principalement à Shkodër, avait cependant un caractère local et spontané. Les idées socialistes qui se répandirent en ces circonstances étaient généralement dénaturées et dégénéraient dans certains cas en «socialisme» petit-bourgeois. Les premières organisations ouvrières revêtaient le caractère de sociétés mutualistes et, plus que la lutte contre l'exploitation, elles développaient l'esprit de solidarité entre ouvriers. A ces organisations participaient aussi des artisans établis à leur compte, qui avaient besoin, pour sauvegarder la petite production, de l'appui des apprentis dans la lutte contre la bourgeoisie marchande et les propriétaires des manufactures. Mais ces organisations n'étaient guère durables.

Dans les conditions de la domination étrangère, le mouvement ouvrier revêtit aussi un caractère patriotique fortement prononcé.

Les événements qui survinrent aussitôt après la proclamation de l'indépendance, en 1912, ne permirent pas un développement normal de l'Etat albanais. Les luttes politiques à l'intérieur du pays, dans les années 1913-1914, et le déclenchement de la Première Guerre mondiale en août 1914 créèrent pour les puissances impérialistes et les Etats chauvins limitrophes une occasion propice à la réalisation de leurs desseins à l'égard de l'Albanie. Celle-ci fut convertie en un champ de bataille, où se heurtaient les intérêts politiques et militaires des Etats belligérants. Par l'accord secret qu'elles conclurent en avril 1915, les puissances impérialistes de l'Entente convinrent de supprimer l'Albanie en tant qu'Etat indépendant et de démembrer son territoire. Les armées des puissances impérialistes maintinrent occupé tout le pays jusqu'à la fin du conflit.

Les invasions étrangères et les hostilités qui se déroulèrent sur son sol causèrent au peuple albanais d'immenses malheurs. L'économie du pays fut ruinée. Des villages entiers furent dévastés et incendiés. La disette sévit sur tout le pays. Les épidémies décimèrent la population.

La grande Révolution socialiste d'Octobre et son influence en Albanie

A l'époque où le peuple albanais souffrait sous l'oppression et le mépris dont il était l'objet, alors que ses droits étaient cruellement foulés aux pieds par les impérialistes, un grand événement secoua le monde — la victoire de la grande Révolution socialiste en Russie.

Le 7 novembre 1917 (25 octobre selon le calendrier julien), la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de Russie, conduites par le Parti bolchevik ayant à sa tête V.I. Lénine, renversèrent le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers et instaurèrent la dictature du prolétariat. Le drapeau du socialisme était hissé sur un sixième du monde.

La Révolution d'Octobre créa en Russie Soviétique les conditions indispensables pour l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression sociale et nationale, pour la victoire de l'ordre socialiste.

La révolution socialiste en Russie inaugura une nouvelle époque dans l'histoire universelle, l'époque du renversement du capitalisme et de la victoire de l'ordre socialiste, l'époque des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes et des révolutions de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, l'époque de la création du front unique révolutionnaire des prolétaires et des peuples opprimés de tous les pays contre l'impérialisme.

La victoire du Grand Octobre était la victoire du marxisme-léninisme sur la social-démocratie, l'opportunisme, le révisionnisme. La marche victorieuse de l'idéologie marxiste-léniniste dans le mouvement ouvrier international prenait un nouvel élan.

La Révolution d'Octobre et la République Soviétique exercèrent une influence considérable sur le mouvement révolutionnaire des différents pays. Elles indiquèrent aux masses travailleuses du monde entier la voie de l'avenir, elles les inspirèrent par leur exemple, imprimèrent une impulsion sans précédent au mouvement ouvrier et de libération nationale dans le monde.

Le retentissement de la Révolution d'Octobre atteignit aussi l'Albanie. Les idées de cette Révolution et la politique poursuivie par le gouvernement soviétique influèrent sur la croissance du mouvement de libération nationale, pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays, et sur l'extension du mouvement révolutionnaire démocratique.

La divulgation par le gouvernement soviétique des traités secrets conclus par les puissances impérialistes revêtit une importance particulière à cet égard. Un de ces documents, rendus publics sur décision du II^e Congrès des Soviets, était le traité secret de Londres, d'avril 1915, aux termes duquel l'Albanie devait être partagée entre l'Italie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce. La teneur de ce traité ne tarda pas à être connue en Albanie. Un puissant flot de colère s'empara du peuple albanais. Le mouvement de libération anti-impérialiste pour assurer la liberté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays, mouvement dirigé contre le traité de Londres, prit une grande ampleur. Le Congrès national anti-impérialiste de Lushnjë, réuni en janvier 1920, et la lutte héroïque livrée durant l'été de la même année contre les occupants impérialistes italiens et qui aboutit, à l'issue de la victorieuse bataille de Vlorë, à leur expulsion d'Albanie, témoignaient de l'ardent patriotisme du peuple albanais, ainsi que de l'influence de la politique léniniste anti-impérialiste.

Au lendemain de la victoire de la Révolution d'Octobre, dans les conditions de la montée générale de la révolution en Europe, les nouvelles des victoires des bolcheviks russes commencèrent à se répandre largement dans les rangs des ouvriers, des artisans et des intellectuels albanais, suscitant parmi eux

une sympathie accrue pour la Russie Soviétique. Le nom de Lénine devint le symbole des «nobles principes d'humanité», de la société nouvelle, sans exploiteurs ni exploités. Les premières brochures traitant de l'Union Soviétique et du communisme parvenaient de l'étranger et étaient lues dans des cercles restreints d'intellectuels et d'ouvriers. Les idées d'Octobre se répandirent parmi les masses déshéritées des villes, qui vivaient dans des conditions économiques très pénibles, dues aux conséquences ruineuses de la Première Guerre mondiale et à la politique antipopulaire des gouvernements de grands propriétaires terriens et de bourgeois alors au pouvoir.

La Révolution de Juin 1924

Après l'expulsion d'Albanie des forces impérialistes étrangères et des forces chauvines des pays voisins, la lutte pour l'instauration de l'ordre démocratique et en particulier pour le règlement de la question agraire surgit au premier plan de la vie politique et sociale. Les masses paysannes et les petites gens des villes, y compris les ouvriers, participaient à cette lutte.

La classe ouvrière n'avait pas encore atteint le degré de maturité idéologique et politique qui lui aurait permis de créer sinon son parti, du moins ses organisations professionnelles. C'est pourquoi, le mouvement ouvrier dans son ensemble ne réussit pas à surmonter ces faiblesses initiales. Les nouvelles sociétés qui se constituèrent dans les années 1920-1923 gardaient un caractère de sociétés d'assistance aux artisans et aux ouvriers et n'avaient jamais une activité durable. Aux côtés des apprentis, les ouvriers de quelques fabriques ou de quelques mines commencèrent, eux aussi, à se mettre en mouvement. Mais leurs grèves, toujours spontanées, n'avançaient que des revendications purement économiques. Outre les raisons objectives qui s'opposaient à son développement, le mouvement fut également entravé par l'incessante activité antisocialiste des classes dominantes, activité qui, après la Révolution d'Octobre, gagna encore en ampleur.

Le mouvement ouvrier s'intégra dans le vaste mouvement populaire qui embrassa tout le pays. La paysannerie et les masses urbaines pauvres, sur lesquelles pesaient l'oppression et l'exploitation féroces des propriétaires fonciers et des bourgeois, en constituaient la force principale. De toute l'Albanie, affluaient à l'adresse du gouvernement et du parlement des protestations réclamant la suppression de la dîme et des droits de douane élevés qui frappaient les céréales. En mars 1923, citadins et paysans manifestèrent par milliers à Korçë pour réclamer que le pain fût assuré au peuple et que fussent ouverts les magasins des spéculateurs de céréales. Dans la région de Vlorë, quelque trois mille citadins et paysans protestèrent contre la politique antipopulaire du gouvernement, forcèrent les dépôts des spéculateurs, se saisirent des céréales et les distribuèrent gratuitement à la population.

La paysannerie pauvre et opprimée réclamait la terre. La lutte pour la terre avait pris désormais un caractère très âpre et se traduisait dans bien des cas par des attaques violentes pour l'arracher par la force aux grands propriétaires fonciers et à l'Etat. Le règlement de la question agraire en Russie Soviétique influa aussi sur l'intensification de la lutte antiféodale. Dans un pays arriéré comme l'était l'Albanie, le bolchévisme signifiait avant tout l'abolition sans indemnité de la grande propriété terrienne et la remise gratuite des grands domaines aux paysans. Toutefois, ces revendications fondamentales des paysans ne furent pas appuyées par les groupes politiques bourgeois alors à la tête du mouvement démocratique. Ces groupes avaient de la réforme agraire une conception étroite. Leur seul objectif était de concilier les intérêts des paysans travaillant la terre avec ceux des grands propriétaires fonciers et «d'améliorer» la condition des premiers sans léser la classe des seconds. La bourgeoisie albanaise, constituée principalement de petits commerçants et fabricants, était aussi, en partie, propriétaire terrienne. En tant que classe, elle n'était pas pour des transformations radicales. Si elle avait pris part au mouvement démocratique, c'était comme adversaire des visées dictatoriales de la clique zogiste et de l'emprise des grands propriétaires fonciers sur la vie politique du pays.

Ce furent les démocrates révolutionnaires, groupés surtout au sein de la société «Bashkimi» (l'Union), qui jouèrent le rôle le plus important dans l'impulsion donnée au mouvement démocratique et dans son organisation. Ils provenaient, en majeure partie, des rangs des intellectuels issus de la petite

bourgeoisie. Le «Bashkimi» rassembla et organisa la jeunesse, principalement la jeunesse scolaire, qui s'illustra particulièrement par sa participation au mouvement démocratique révolutionnaire. Cette organisation et d'autres éléments démocrates soutinrent vigoureusement les revendications fondamentales des paysans pour la terre et animèrent la vie politique du pays, mettant en avant les problèmes politiques et sociaux les plus urgents.

La montée du mouvement conduisit au printemps 1924 à la création d'une situation révolutionnaire. L'assassinat d'Avni Rustemi, un des dirigeants du mouvement démocratique, par la réaction latifondiaire, servit d'appel à l'insurrection.

L'insurrection, qui éclata en mai, aboutit, le 10 juin 1924, à la victoire des forces révolutionnaires. Un gouvernement démocratique bourgeois présidé par Fan Noli accéda au pouvoir.

Le programme présenté par ce gouvernement comprenait une série de tâches et de réformes qui visaient à engager le pays sur la voie de son développement démocratique et bourgeois. Dans le domaine politique, le programme prévoyait l'instauration de la démocratie par la voie d'élections libres et directes, la transformation radicale de l'appareil d'Etat, civil et militaire. Dans le domaine économique et social, il avait pour objectif d'extirper le féodalisme, d'affranchir le paysan de l'exploitation dont il était victime de la part des grands propriétaires fonciers, de modifier, en faveur du peuple, le système fiscal, de faciliter l'entrée des capitaux étrangers, d'encourager et de défendre le capital national. En ce qui concerne l'instruction publique, ce programme envisageait la mise sur pied d'un système d'enseignement reposant sur des bases nationales et modernes. Dans le domaine extérieur, le gouvernement entendait suivre une politique de relations amicales avec tous les pays et en particulier avec les Etats voisins.

Ce programme reçut le soutien des larges masses populaires, qui en demandaient l'application intégrale. Il se heurta par ailleurs à la furieuse opposition des grands propriétaires terriens du pays et à celle de la réaction impérialiste. Dans le même temps, les chefs de la bourgeoisie, effrayés par la fougue révolutionnaire des masses, se rapprochèrent des grands propriétaires fonciers et des impérialistes pour lutter avec eux contre la mise en œuvre de ce programme et exercer une forte pression sur le nouveau gouvernement.

Dans ces circonstances, le gouvernement démocratique bourgeois, profondément ébranlé, s'avéra incapable de mener la révolution jusqu'au bout et pratiqua une politique de conciliation des classes. Il ne s'appuya pas sur les masses et ne lutta point pour mettre en pratique le programme proclamé, ce qui entraîna son isolement des masses populaires qui l'avaient porté au pouvoir. Devant la passivité et l'attitude chancelante du gouvernement, on vit se faire jour et croître dans les milieux démocratiques radicaux l'idée que les masses populaires devaient régler elles-mêmes les comptes avec les gros propriétaires fonciers et les chefs vacillants de la bourgeoisie, et faire élire un nouveau parlement composé de paysans et d'ouvriers. Mais cette idée ne se réalisa pas dans les faits.

L'attitude anti-impérialiste du gouvernement, qui relevait du caractère démocratique de son programme, eut des conséquences positives. Le gouvernement affranchit le pays de la soumission asservissante à l'Italie fasciste et repoussa les prétentions des chauvins yougoslaves et grecs à l'égard du territoire albanais. Il établit des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique. Toutefois, même dans le domaine de la politique extérieure, le gouvernement de Fan Noli chancela face aux pressions de l'impérialisme anglais et américain.

Les impérialistes et les gouvernements réactionnaires des pays voisins entreprirent une vaste campagne contre le mouvement démocratique en Albanie. Avec leur appui, les grands propriétaires terriens et autres réactionnaires du pays se préparèrent à étouffer la révolution.

Le 24 décembre 1924, les forces contre-révolutionnaires albanaises, conduites par Ahmet Zogu et venues en majeure partie de Yougoslavie avec l'appui direct des impérialistes, des troupes

réactionnaires serbes et de gardes blancs, entraient dans Tirana et y renversaient le gouvernement de Fan Noli. Le régime de Zogu accéda au pouvoir.

La Révolution de Juin avait été une composante active du puissant mouvement révolutionnaire des peuples qui s'était amorcé au lendemain de la victoire de la Révolution d'Octobre. Elle l'avait emporté cependant en un temps où les forces de la réaction et du fascisme en Europe étaient en pleine offensive et où s'était amorcé le reflux du mouvement révolutionnaire. C'est à ce moment que l'Albanie devint un foyer révolutionnaire dans les Balkans. La victoire de la Révolution de Juin eut une portée qui dépassa les frontières du pays. Elle suscita un intérêt particulier auprès des milieux communistes et démocratiques européens, qui apprécièrent justement son caractère révolutionnaire antiféodal et anti-impérialiste. Selon Georges Dimitrov, la répression de cette révolution signifiait la destruction d'une des bases du mouvement révolutionnaire dans les Balkans et l'élargissement du front de la réaction balkanique.

2. NAISSANCE DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Au mois de janvier 1925, la clique zoguiste proclamait la république, avec pour président Ahmet Zogu. En septembre 1928, la république était convertie en monarchie, et Zogu se couronnait lui-même roi des Albanais.

La lamentable situation économique et sociale sous le régime zoguiste

Le régime zoguiste fut constamment une féroce dictature antidémocratique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie réactionnaire.

Le régime zoguiste avait pour appui intérieur les forces réactionnaires du pays : les grands propriétaires terriens, la grande bourgeoisie marchande, la bourgeoisie rurale et les bayraktars dans les régions montagneuses. Ce furent ces forces qui servirent de base sociale à ce régime durant les 15 années qu'il se maintint au pouvoir.

Zogu ne cessa de poursuivre une politique intérieure et extérieure antipopulaire et antinationale. La dictature de Zogu maintint intacts les rapports féodaux subsistants, elle renforça l'exploitation exercée par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, créant tout un système de spoliation des masses populaires. Elle entrava le développement économique et culturel, laissant le pays dans un état arriéré et inculte.

Zogu supprima toute institution et liberté démocratiques, interdit la création de partis et d'organisations politiques, étouffa toute tentative de libre expression de la pensée et d'organisation. Il régna par des méthodes de terreur et, sous le drapeau de l'anticommunisme, combattit toute idée progressiste.

L'appareil d'oppression du régime était corrompu de fond en comble. Il s'appuyait en particulier sur les forces armées de mercenaires — gendarmerie et police. L'armée, qui avait un caractère foncièrement antipopulaire, était maintenue sur pied exclusivement pour protéger le pouvoir politique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie contre la révolte des masses laborieuses. Les forces armées étaient entièrement organisées et dirigées par des étrangers, agents de l'impérialisme.

Consciente de l'instabilité de son pouvoir, la clique zoguiste sollicita l'aide des Etats impérialistes. Au début, elle dédommagea le gouvernement yougoslave de l'appui qu'elle en avait reçu, en lui cédant une partie du territoire albanais, puis se lia avec l'Italie et l'Angleterre, deux des grandes puissances impérialistes qui s'intéressaient le plus aux Balkans en général et à l'exploitation des richesses du sous-sol albanais en particulier.

A l'égard des puissances étrangères capitalistes, Zogu pratiqua la politique de la «porte ouverte». Progressivement, cette politique se concrétisa par l'établissement de liens étroits, politiques et

économiques, avec l'Italie fasciste, qui ne ménageait pas ses efforts pour soumettre totalement l'Albanie à son influence. Ces liens frayèrent la voie à la colonisation fasciste. Comme instrument d'asservissement économique et politique du pays, les groupes financiers italiens créèrent la «Banque Nationale d'Albanie» et la SVEA (Société pour la mise en valeur économique de l'Albanie). Ils mirent la main sur les principales mines, la majeure partie des travaux publics, les douanes et pratiquement sur tout le commerce extérieur du pays. Le capital italien pénétra également dans l'industrie légère. En 1938, les investissements italiens en Albanie atteignaient 280 millions de francs-or, alors que le budget annuel du pays dépassait à peine 28 millions de francs-or. Ce sont ces mêmes objectifs de rapine que poursuivaient les prêts à intérêt élevé que le gouvernement de Rome accordait à la clique zoguiste et qui servaient avant tout à accroître la fortune personnelle du roi et celle des membres de son entourage. Le capital italien, devenu ainsi le véritable maître de l'économie nationale albanaise, convertit le pays en un débouché pour ses produits industriels et en une source de matières premières pour son économie.

Les accords économiques qui ouvrirent la voie à la pénétration du capital italien furent accompagnés de pactes politiques, notamment ceux conclus à Tirana en 1926-1927, qui reconnaissaient à l'Italie le droit de défendre, même par les armes, le régime de Zogu contre toute attaque venant de l'intérieur ou de l'extérieur. Ces pactes mirent la clique de Zogu à la remorque de l'Italie fasciste. L'Albanie se trouvait ainsi transformée en une semi-colonie de l'impérialisme italien.

La pénétration du capital étranger en Albanie imposa à l'économie du pays un caractère unilatéral. La politique colonialiste italienne, les survivances féodales marquées et l'absence d'une politique économique nationale stimulante étaient autant de causes qui laissèrent en fait le pays sans industrie. En 1938, il existait en Albanie quelque 300 petites fabriques et ateliers, pour la plupart des minoteries, huileries et manufactures de tabac, qui s'occupaient principalement de la transformation des produits agricoles. Près de la moitié d'entre elles comptaient moins de 10 ouvriers. Ces fabriques et ateliers, ainsi que les mines, employaient environ 7.500 ouvriers. La classe ouvrière s'était agrandie et comptait maintenant quelque 15.000 personnes, mais elle restait dispersée et attachée à des formes primitives de production. Une bonne part des ouvriers étaient des apprentis artisans et des commis de commerce. Le chômage massif et l'absence de toute législation du travail permettaient aux sociétés et aux capitalistes, avec l'appui de l'appareil d'Etat, d'exploiter les ouvriers sans merci. Dans les entreprises employant conjointement des ouvriers albanais et étrangers, les Albanais étaient sujets à une discrimination féroce. Pour un travail égal, le salaire d'un ouvrier albanais était plusieurs fois inférieur à celui d'un ouvrier italien.

Dans l'agriculture aussi, les rapports capitalistes connurent un certain développement. Le morcellement accentué de la grande propriété foncière et l'appauvrissement continu des petits paysans entraînèrent le renforcement constant de la paysannerie riche. Néanmoins, celle-ci ne parvint pas à se convertir en une bourgeoisie agraire évoluée. Les rapports capitalistes se développèrent surtout dans les fermes agricoles appartenant à l'Etat ainsi que dans celles que les sociétés capitalistes italiennes mirent sur pied en expropriant des dizaines de familles paysannes. Ces fermes employaient plusieurs milliers d'ouvriers journaliers.

Sous le régime zoguiste, l'Albanie demeura le pays agraire le plus arriéré d'Europe. En 1938, près de 87 pour cent de la population occupée à la production s'adonnait à l'agriculture et 13 pour cent seulement était employée dans l'industrie et les autres branches de l'économie nationale; la production industrielle et artisanale ne constituait que 9,8 pour cent de la production générale et les revenus fournis par l'industrie représentaient 4,5 pour cent du revenu national. La forme d'économie capitaliste, qui avait des bases surtout dans le secteur du commerce, ne réussissait pas à devenir la forme prépondérante dans l'économie nationale albanaise. Les impôts étaient lourds et ruineux pour les larges masses populaires. La pauvreté et la misère sévissaient dans tout le pays.

Le retard économique s'accompagnait d'un état de profonde régression culturelle. Plus de 80 pour cent de la population était illettrée. Le nombre des écoles était extrêmement faible, l'enseignement

supérieur et les établissements culturels et scientifiques faisaient entièrement défaut. On ne montrait aucun souci pour la santé du peuple, constamment menacé par des maladies dévastatrices.

Formation du Groupe Communiste de Korçë

La politique antipopulaire et antinationale du régime zoguiste suscita un mécontentement général des masses populaires. La lutte pour la réalisation des tâches démocratiques anti-impérialistes fut à nouveau à l'ordre du jour. La terreur zoguiste qui sévissait dans tout le pays avait rendu fort difficile toute nouvelle montée du mouvement démocratique. Mais la lutte antizoguiste ne cessa pas pour autant. Les forces démocratiques antizogistes la poursuivirent sous des formes diverses.

La résistance des forces démocratiques se traduisit alors en particulier par des actions révolutionnaires des paysans et des ouvriers. Dans maintes régions, les paysans se dressèrent contre les grands propriétaires fonciers qui cherchaient à les chasser par la force de leurs domaines ou à s'approprier leurs terres, et aussi contre les impôts très lourds. Cette lutte revêtit dans certains cas le caractère d'affrontements sanglants avec la gendarmerie zoguiste.

Le rôle de la classe ouvrière ne cessait de grandir. Elle avait grossi ses rangs de paysans contraints de quitter leur terre et d'artisans ruinés. Nombre d'entre eux trouvaient à s'engager dans les travaux publics, financés par des fonds étrangers (italiens). Féroce exploités par les sociétés de construction, des ouvriers s'étaient, dès 1925, soulevés contre les injustices dont ils étaient l'objet; ils protestaient et se mettaient parfois en grève pour réclamer le versement régulier de leurs salaires dont le paiement était souvent différé de un ou de plusieurs mois. En 1927, les ouvriers de la société concessionnaire anglaise du pétrole et les travailleurs des mines de Selenicë, qui réclamaient une hausse de leurs salaires, se joignirent à ceux de la construction et suspendirent le travail. L'intervention des forces de la gendarmerie zoguiste obligeait souvent les ouvriers à reprendre le travail sans qu'on ait fait satisfaction à leurs droits.

C'est durant ces années que furent formées certaines organisations ouvrières comme «l'Union ouvrière» à Gjirokastrë (1925), l'Association des ouvriers tailleurs «Përparimi» (le Progrès) à Tirana (1927) et «l'Union des ouvriers tailleurs» à Korçë (1927). C'étaient des associations d'apprentis qui avaient pour objectif de développer la solidarité et d'organiser l'assistance mutuelle entre les ouvriers, de restreindre dans leurs effets les vestiges des corporations, de résoudre les conflits entre apprentis et patrons, etc. «L'Union» de Korçë admettait aussi dans ses rangs des maîtres artisans et elle avait tendance à concilier leurs intérêts avec ceux des apprentis. De telles sociétés ne pouvaient jouer et ne jouèrent effectivement pas de rôle important dans l'organisation du mouvement ouvrier.

La lutte des paysans et des ouvriers eut, dès le début, un contenu antizoguiste, du fait que le régime de Zogu mit en action son appareil militaire et policier afin d'étouffer par la force tout mouvement tendant à alléger tant soit peu la pénible condition des masses. Mais, cette lutte, faute d'une direction révolutionnaire, était inorganisée et menée par intermittence.

Le mouvement des forces démocratiques, le regain de vitalité du mouvement ouvrier et le mécontentement général à l'égard du régime avaient d'ores et déjà créé le terrain favorable à un mouvement communiste organisé. Les écrits marxistes qui circulaient dans les milieux ouvriers, artisans et intellectuels, jouèrent un rôle important dans ce sens. Ces publications étaient apportées dans le pays par des Albanais étudiant ou travaillant à l'étranger, qui avaient embrassé les idées communistes et voulaient les propager.

En 1928, des éléments avancés, ouvriers et artisans, créèrent à Korçë la première cellule communiste. Ses membres, quoique manquant d'une bonne préparation théorique et politique, comprenaient que l'organisation du mouvement communiste était une condition indispensable pour que se développent le mouvement ouvrier et la lutte des masses populaires contre le régime des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

Rapidement, d'autres cellules furent créées à Korçë. Ce nouvel état de choses rendit nécessaire une réorganisation du travail. A cette fin, se tint, au mois de juin 1929, une réunion des représentants des cellules communistes. C'est au cours de cette réunion que fut créé le comité directeur présidé par l'artisan Mihal Lako. La décision y fut prise d'oeuvrer à la mise sur pied de nouvelles cellules. Celles-ci devaient propager les idées communistes par la voie de groupes de formation idéo-politique. La réunion décida également que ces cellules seraient rattachées aux masses et au mouvement ouvrier à travers des sociétés ouvrières légales. A cet effet, fut fixée la tâche de former des sociétés ouvrières révolutionnaires qui lutteraient pour la satisfaction des revendications économiques et politiques.

La réunion de juin 1929 marque la création du Groupe Communiste de Korçë et le début du mouvement communiste organisé.

Sous la conduite du comité directeur, le mouvement communiste de Korçë s'anima. Très rapidement, 8 cellules, comptant au total 40 membres, militaient dans la ville. Chacune d'elles dirigeait 3 ou 4 groupes de formation idéo-politique.

Le Groupe Communiste de Korçë était la première organisation politique révolutionnaire de la classe ouvrière albanaise. Mais encore faible, insuffisamment organisé et dépourvu d'expérience, il n'en était qu'à ses premiers pas. Les écrits sur le communisme qu'étudiaient les membres des cellules et les sympathisants n'étaient pas tous marxistes. On y trouvait aussi des matériaux trotskistes et anarchistes qui semaient le désarroi idéologique parmi leurs lecteurs. Les plus répandues étaient les publications «archio-marxistes» [*Dénomination d'une organisation antimarxiste grecque — du mot «archio-marxismou» (archives du marxisme).*] de l'organisation intellectuelle trotskiste grecque. Les conceptions «archio-marxistes» avaient été embrassées par certains éléments du Groupe de Korçë, dont l'un, Niko Xoxi, était membre du comité directeur. Ils n'admettaient le marxisme qu'en paroles, alors qu'en fait ils en dénaturaient les thèses fondamentales et combattaient par tous les moyens leur application.

La formation du Groupe de Korçë eut lieu juste à l'époque où s'amorçait la crise économique mondiale du capitalisme, qui devait avoir des conséquences désastreuses également pour l'Albanie. Les propriétaires fonciers, les capitalistes, cherchèrent à faire retomber tout le poids de la crise sur le dos des paysans et des ouvriers. La baisse des prix des produits agricoles aggrava encore davantage les conditions déjà lamentables de la paysannerie. Cette situation contraignit nombre de paysans à abandonner leur terre et à chercher des moyens d'existence dans les villes. Les difficultés accrues de vente des marchandises entraînèrent la ruine de nombreux artisans et de petits commerçants. Dans le même temps, nombre de fabriques et d'ateliers suspendirent ou réduisirent leur production. Toutes ces circonstances conjuguées augmentèrent à l'extrême le nombre des sans-travail et entraînèrent une baisse des salaires. Aussi, le mouvement de grève des ouvriers pour la défense de leurs droits prit-il une grande ampleur. En 1929, éclata une série de grèves et notamment celles des ouvriers du bâtiment à Librazhd, des ouvriers des carrières de Shëngjin, et du chantier de construction de la route Krujë-Burrel. En janvier 1930, les ouvriers du bâtiment se heurtaient à Tirana aux entrepreneurs capitalistes. En été de la même année, les ouvriers du chantier de Vau i Dejës à Shkodër se mettaient en grève et leur exemple était suivi par ceux des travaux de prospection du cuivre à Pukë, de la construction du canal d'irrigation à Kavajë, des chantiers de construction du pont à proximité de Rubik et de celui de Sinanaj près de Tepelenë, par les marins des bateaux de pêche et du cabotage national, etc.

L'aggravation générale de la situation économique et la disette qui frappait les couches pauvres de la population accentuèrent encore davantage le mécontentement envers le régime.

La poussée du mouvement ouvrier fournissait une bonne occasion au Groupe Communiste de Korçë d'étendre son activité et de nouer des liens avec les masses. Mais, en raison de ses propres faiblesses idéologiques et organisationnelles marquées, il demeura à l'écart de ce mouvement. Le Groupe fut amené à opérer un tournant important dans son activité grâce à l'action de l'éminent militant communiste Ali Kelmendi.

Le mouvement communiste albanais et le Komintern

A l'étranger également, - des efforts étaient faits en vue d'organiser le mouvement communiste albanais.

La III^e Internationale Communiste (Komintern), par l'intermédiaire de la Fédération Communiste Balkanique, prêta un précieux concours à l'organisation des démocrates révolutionnaires albanais, qui avaient été contraints de s'exiler au lendemain de la répression de la Révolution de Juin et de l'instauration de la dictature zoguiste.

Les enseignements qu'ils avaient tirés des événements de 1924, permirent aux démocrates révolutionnaires albanais de déterminer correctement, dans ses grandes lignes, leur orientation politique dans l'arène internationale où s'affrontaient deux forces mondiales antagonistes — l'impérialisme et le socialisme. Ils dirigèrent leurs regards vers l'Union Soviétique, qu'ils considéraient comme «le défenseur naturel de tous les peuples opprimés» et vers le mouvement communiste mondial. En mars 1925, ils formaient à Vienne, en Autriche, l'organisation démocratique dénommée - «Comité National Révolutionnaire» (KONARE), cependant qu'un groupe de jeunes révolutionnaires, anciens membres de la société «Bashkimi» (l'Union), gagnaient l'Union Soviétique. Un certain nombre d'entre eux, qui avaient embrassé les idées communistes, se mirent à fréquenter les écoles et cours politiques du Komintern afin d'y étudier le marxisme-léninisme. En août 1928, ils formèrent le Groupe Communiste Albanais en Union Soviétique, qui avait son centre à Moscou. La VIII^e Conférence Communiste Balkanique, qui se réunit cette même année, donnait pour directive aux communistes albanais de mener un travail préparatoire, attentif et de longue haleine, en vue de créer dans leur pays des groupes communistes ayant pour tâche «l'organisation et l'union des éléments ouvriers et paysans les plus avancés», afin d'aboutir, par la suite, à la formation du parti communiste albanais. [*Lettre de G. Dimitrov adressée au C. E. du Komintern, 12 septembre 1929. ACP.*]

Le Groupe Communiste Albanais en Union Soviétique élaborait ses propres statuts qui furent approuvés par le Komintern. Aux termes de ces statuts, le Groupe avait pour tâche essentielle d'œuvrer pour la fondation du parti communiste albanais, en tant que section albanaise du Komintern.

Le Groupe créa aussitôt au sein du «Comité de Libération Nationale» (c'était la nouvelle dénomination du KONARE après avril 1927) sa propre fraction communiste, qui s'employa à préserver l'esprit révolutionnaire de l'organisation et de son organe «Liria Kombëtare» (La liberté nationale).

La mise en application des statuts assignait pour tâche essentielle au Groupe Communiste Albanais en Union Soviétique de mener une activité révolutionnaire concrète à l'intérieur de l'Albanie et de venir ainsi en aide au mouvement communiste. Ali Kelmendi se signala particulièrement parmi les communistes qui, en 1930, regagnèrent leur Patrie à cette fin.

De retour en Albanie, Ali Kelmendi se mit à l'œuvre afin d'y créer de nouveaux groupes communistes clandestins. C'est ainsi qu'il forma une cellule communiste à Tirana et organisa la fraction communiste au sein de la société des ouvriers tailleurs «Përparimi». Sur son initiative, des cellules communistes furent aussi mises sur pied à Vlorë, à Krujë et à Elbasan. Elles étaient généralement faibles et instables, en majorité formées d'éléments d'origine petite-bourgeoise — enseignants, petits fonctionnaires, militaires, artisans dépourvus d'une solide préparation idéologique et politique.

Ali Kelmendi établit aussi des liens avec le Groupe Communiste de Korçë où la situation n'était pas satisfaisante. Le Groupe s'était replié sur lui-même et les éléments antimarxistes dans ses rangs avaient commencé à le ronger de l'intérieur et à paralyser son activité.

Ali Kelmendi aida le Groupe de Korçë à sortir de cette situation. Il l'engagea à combiner l'action illégale avec l'action légale, à participer activement aux sociétés légales d'ouvriers et d'artisans et à les transformer en organisations révolutionnaires, à étendre son activité dans les autres villes et en

particulier dans les centres ouvriers, à faire traduire des ouvrages marxistes afin d'élever la formation idéologique des communistes. Bien qu'interné par les autorités zoguistes successivement dans plusieurs villes, Ali Kelmendi s'employa à maintenir des liens avec les organisations communistes et à leur prêter aide. La mesure d'internement dont il fut l'objet en 1932, à Korçë, lui permit de collaborer directement avec le groupe communiste local. Le discours d'Ali Kelmendi à la réunion élargie du comité directeur, tenue en juillet 1932, ouvrit au groupe de plus claires perspectives. Dès lors, le Groupe de Korçë adopta une plate-forme politique et organisationnelle plus solide. En conséquence, son action s'engagea dans une nouvelle phase de développement.

Les premières organisations ouvrières dirigées par les communistes

Les communistes se mirent à la tâche pour mener une action aussi fructueuse que possible parmi les masses. La persistance de la crise économique créait des conditions favorables à une telle action. Les grèves des ouvriers se succédaient. Les ouvriers du bâtiment continuaient de se tenir à l'avant-garde du mouvement gréviste. Aussi était-il naturel que le Groupe Communiste de Korçë portât, avant tout, son attention sur cette catégorie de travailleurs. Sur son initiative, fut formée, en septembre 1933, à Korçë, la société «Puna» (le Travail). En faisaient partie non seulement des ouvriers, mais aussi des ouvriers-maîtres de diverses branches de la construction, exploités les uns et les autres par les entrepreneurs capitalistes. La société «Puna» était dirigée par la fraction communiste. Elle avait pour président Pilo Peristeri, membre du Comité du Groupe de Korçë. Rapidement, la société rassembla dans ses rangs environ 500 membres. Le caractère non saisonnier de leur travail constituait, pour l'organisation, une base stable. Afin de se soustraire aux poursuites de la gendarmerie, la société «Puna», dans ses statuts tels qu'ils avaient été entérinés par le gouvernement, apparaissait comme une société d'assistance, sans objectifs politiques. Toutefois, son programme véritable fut adopté lors d'une réunion semi-clandestine organisée par les communistes. Selon ce programme, la société «Puna» était en fait une organisation révolutionnaire qui avait pour objectifs de défendre les droits des ouvriers et de lutter en même temps contre le régime zoguiste, pour la liberté et la démocratie.

Ce premier succès encouragea les communistes du Groupe de Korçë à étendre leur activité. A l'exemple de la société «Puna» et sur l'initiative des communistes furent créées dans le courant de 1934 les organisations professionnelles des ouvriers cordonniers, tailleurs, chauffeurs, etc.

Le Groupe Communiste de Korçë étendit aussi son influence parmi les élèves des écoles secondaires de la ville, qui se signalaient par leurs sentiments patriotiques progressistes. Une cellule communiste fut même créée avec les éléments les plus révolutionnaires d'entre eux.

Le Groupe continuait cependant de se confiner dans la ville de Korçë. Ses liens avec les autres organisations communistes étaient faibles ou faisaient entièrement défaut. A la réunion d'août 1934, il fut décidé d'étendre l'activité communiste à d'autres villes du pays. Mais aucun succès notable ne fut enregistré dans ce sens.

L'extension de l'activité révolutionnaire du Groupe de Korçë s'accompagna d'une accentuation de la lutte idéologique à l'intérieur de ses rangs. Les éléments trotskistes s'acharnèrent furieusement contre la ligne suivie par Ali Kelmendi et la partie saine du Groupe. Ils cherchèrent par tous les moyens à empêcher l'influence des communistes de s'étendre parmi les masses.

Leur principal représentant, Niko Xoxi, visait à prendre en main la direction du Groupe et à le contraindre à adhérer à ses conceptions trotskistes. Afin de justifier son travail hostile, il propageait largement la «théorie des cadres», empruntée aux «archio-marxistes» grecs. Selon cette «théorie», les communistes ne devaient pas agir, pénétrer parmi les masses et les organiser, mais demeurer enfermés dans leurs cellules et s'occuper uniquement de formation théorique.

Le Groupe de Korçë ne pouvait mener son action avec succès sans frapper sévèrement le trotskiste Niko Xoxi. Aussi une réunion élargie du comité directeur décida-t-elle de l'exclure de son sein, tout en

lui laissant sa qualité de membre du Groupe. Cette demi-mesure lui permit, ainsi qu'aux autres éléments «archio-marxistes», d'intensifier son activité scissionniste hostile à l'intérieur du Groupe et dans les rangs des sociétés ouvrières. Seul le grand travail d'éclaircissement mené par la partie la plus saine des communistes réussit à isoler presque complètement Niko Xoxi.

Participation des communistes au mouvement démocratique antizoguiste

Le mouvement communiste en Albanie s'était dès lors étendu à plusieurs villes. Dans les années 1934-1935, de nouvelles organisations communistes furent créées à Tirana, à Shkodër, à Fier, à Vlorë, à Elbasan et à Gjirokastër. Mais ces organisations n'étaient pas composées essentiellement d'ouvriers, elles étaient numériquement faibles et agissaient généralement sans concerter leur action. Si elles propageaient les idées communistes, leur propagande n'en était pas moins limitée, menée par intermittence et détachée des problèmes politiques et économiques qui se posaient au pays. Les nouvelles organisations, surtout à Tirana, comprenaient aussi quelques officiers aux idées communistes.

L'Albanie offrait alors un terrain très propice au développement du mouvement communiste, ce qui, comme l'écrivait à l'époque Ali Kelmendi, était dû

«d'une part à la vitalité et au caractère irréductible de la lutte du peuple albanais contre le régime, et d'autre part à la trahison, à l'indécision et à la passivité des politiciens des autres tendances.» (A. Kelmendi, Rapport adressé au Komintern, 14 décembre 1936. ACP.)

Dans ces conditions, le renforcement du mouvement communiste pouvait être assuré par l'établissement de liens solides entre les diverses organisations communistes et par la mise sur pied d'un vaste mouvement démocratique, antizoguiste et anti-impérialiste parmi les ouvriers, les paysans, les militaires, et les jeunes, qui formaient l'immense majorité de la population et avaient profondément ressenti les conséquences de la politique antipopulaire et antinationale de Zogu.

Le Comité de Libération Nationale, qui s'était fixé pour but d'organiser le mouvement antiféodal et antifasciste, bien qu'ayant mené un travail fructueux de propagande par la diffusion de journaux et de tracts, était demeuré une organisation de réfugiés politiques et ne s'était pas implanté en Albanie même. Le travail clandestin sous le régime d'oppression de Zogu exigeait des sacrifices, et les dirigeants de cette organisation ne s'étaient pas montrés fort enclins à en consentir. D'autre part, les communistes, à l'intérieur de l'Albanie, en raison de leur horizon politique généralement restreint, n'avaient pas conscience de la nécessité urgente de créer un vaste mouvement démocratique et anti-impérialiste. Ce furent essentiellement leur haine du régime et leur patriotisme qui poussèrent les communistes, et les organisations de Tirana en particulier, à participer activement au mouvement antizoguiste des années 1934-1935.

En 1934, les relations entre l'Albanie et l'Italie se détériorèrent fortement. Le gouvernement de Rome, désireux de faire au plus tôt de l'Albanie une semi-colonie et afin de forcer Zogu à la capitulation, dépêcha sa flotte de guerre au large de Durrës. La soumission de Zogu devant la pression italienne donna une certaine impulsion au mouvement antizoguiste. Dès le mois d'avril 1934, un groupe d'ex-officiers et d'intellectuels bourgeois avait créé une organisation secrète qui s'était donné pour but de renverser la monarchie zoguiste, d'instaurer le régime républicain et d'éliminer l'ingérence italienne en Albanie. Cette organisation avait limité son activité aux milieux militaires et intellectuels bourgeois. Des agents de l'Italie fasciste, qui cherchaient à tirer parti de ce mouvement au profit du fascisme, pénétrèrent même dans ses rangs. L'organisation communiste de Tirana et quelques officiers communistes connus comme militants antizogistes se rallièrent à l'organisation secrète.

Le Groupe Communiste de Korçë, ayant examiné, au cours de sa réunion du mois d'août 1934, la question de sa participation éventuelle à cette organisation secrète, décida de mettre à profit cette occasion dans l'intérêt du mouvement démocratique antizoguiste et, si l'insurrection éclatait, d'y

participer comme une force indépendante ayant son propre programme. Celui-ci prévoyait: la proclamation de la république démocratique populaire; l'annulation de tous les accords asservissants qui liaient le pays à l'Italie fasciste; la suppression des monopoles et des concessions; l'amnistie pour les détenus politiques. Toutefois, le Groupe de Korçë ne se mobilisa pas pour élargir ce mouvement antizogiste et exercer son influence sur lui. Restant dans l'expectative, il se proposait d'agir pour la réalisation de son programme lorsque l'insurrection aurait triomphé, en s'emparant du pouvoir dans la ville de Korçë, où le Groupe jouissait de la plus forte influence parmi les masses.

Le communiste Riza Cerova, rentré d'Union Soviétique en mars 1935, contribua à renforcer les rangs du mouvement antizogiste. Il s'employa en particulier à y rallier les paysans de Skrapar et de Mallakastër.

Le gouvernement de Zogu découvrit l'existence du mouvement et commença à prendre des mesures. Les chefs de l'insurrection se virent contraints de la déclencher le 14 août 1935, à Fier, avant la date préalablement fixée. Mais le soulèvement fut très rapidement réprimé par les forces gouvernementales. Le défaut d'organisation et le déclenchement prématuré de la révolte compromirent gravement le succès du plan opérationnel. Les insurgés conduits par Riza Cerova n'atteignirent pas non plus leur objectif. Riza Cerova fut tué au combat par les gendarmes de Zogu, avec la conviction, comme il l'écrivait aux siens, que le peuple ne deviendrait libre que lorsqu'il aurait renversé les classes exploiteuses.

L'insurrection de Fier échoua. Elle était vouée à une telle fin parce qu'elle manquait d'une saine direction révolutionnaire, d'une bonne organisation, et parce qu'elle était demeurée détachée des masses populaires urbaines et rurales, qui n'avaient pas été préparées au soulèvement. L'opposition antizogiste bourgeoise se montra tout à fait incapable d'organiser et de diriger un mouvement populaire d'envergure. En outre, des éléments réactionnaires fascistes s'étaient mêlés au mouvement qu'ils tentèrent de mettre à profit pour la réalisation des visées de l'Italie fasciste en Albanie. Les communistes qui participèrent au mouvement, bien que résolus à le mener jusqu'au bout, ne réussirent pas à en prendre la tête, à le préparer dans tous les domaines et à le doter d'un programme politique clairement défini. Toutes ces circonstances firent que l'insurrection aboutit à un putsch. Néanmoins, elle était une manifestation de l'irritation et du mécontentement général contre le régime oppresseur des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Elle eut une portée politique et son retentissement dépassa les frontières de l'Albanie. L'opinion démocratique, dans le pays comme à l'étranger, s'éleva contre les mesures de terreur que prit Zogu pour réprimer l'insurrection. D'autre part, cette insurrection, comme l'écrivait Ali Kelmendi, était «le baptême du feu, un banc d'essai» pour les communistes albanais. «Cette épreuve, poursuivait-il, les communistes albanais l'ont honorablement surmontée, se montrant dignes de leurs frères communistes des autres pays.» *[Ali Kelmendi, Rapport adressé au Komintern, 14 décembre 1936. ACP.]*

3. L'EXTENSION DU MOUVEMENT COMMUNISTE ET LA LUTTE CONTRE LA MENACE FASCISTE DANS LES ANNEES 1935-1939

Les années 1930-1940 furent marquées par de grandes transformations dans la vie économique et politique de l'Union Soviétique et du monde capitaliste. Pour l'Union Soviétique, cette période était celle de la lutte pour l'édification de la société socialiste. Le peuple soviétique, conduit par le Parti Communiste ayant à sa tête J.V. Staline, transforma son pays en une grande puissance industrielle dotée d'une agriculture collectivisée avancée. La victoire du système social socialiste en Union Soviétique avait une portée historique mondiale.

D'autre part, la grave crise économique des années 1929-1933 avait secoué le monde capitaliste dans ses fondements et exacerbé les contradictions qui le rongeaient au dedans. Afin de sortir de cette situation difficile, la bourgeoisie impérialiste dans nombre de pays se mit à soutenir la propagation du fascisme et l'instauration de régimes fascistes, autrement dit de la dictature la plus réactionnaire, terroriste et chauvine du capital financier. Avec l'accession des nazis au pouvoir en 1933, un très

dangereux foyer de guerre s'était créé en Allemagne. Les fascistes s'attaquèrent furieusement au mouvement ouvrier, communiste et démocratique et ils se préparaient fébrilement à des guerres d'agression. Le péril d'une nouvelle guerre mondiale devint encore plus menaçant, lors de l'agression de la Chine par le Japon militariste en 1931 et de celle de l'Abyssinie par l'Italie fasciste en 1935.

Le danger fasciste, celui d'une seconde guerre mondiale menaçait le monde. Les puissances occidentales prétendues «démocratiques» comme l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, loin de prendre des mesures efficaces contre ce danger, appuyèrent la militarisation des pays fascistes, et, par la voie de la politique de «non-intervention» de triste mémoire, encouragèrent l'agression fasciste, dans le dessein de la diriger contre l'Union Soviétique.

Seuls le gouvernement soviétique et les partis communistes luttèrent de toutes leurs forces pour juguler les agresseurs.

Le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste

La nouvelle situation créée par la menace fasciste posait aux partis communistes du monde entier de nouvelles tâches. Le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste réuni à Moscou en juillet 1935 souligna la nécessité d'élargir le front de la lutte contre l'offensive du capital et du fascisme. Dans ce domaine, le Congrès fixa la tâche de créer le front unique de la classe ouvrière contre le fascisme, en réalisant l'unité d'action des ouvriers et de former, sur cette base, un vaste front populaire antifasciste. Afin de mener à bien ces tâches et de pénétrer dans les larges masses ouvrières, les partis communistes devaient surmonter une série de faiblesses, telles que les survivances de traditions sectaires, modifier les méthodes d'agitation et de propagande, qui, en bien des cas, avaient un caractère abstrait, et les rendre aussi concrètes que possible en les rattachant aux besoins directs et aux intérêts quotidiens des masses. Le Congrès appela tous les peuples à mobiliser leurs forces pour venir en aide aux pays qui luttèrent pour leur indépendance contre le joug impérialiste.

Les décisions du VII^e Congrès du Komintern marquaient une nouvelle étape dans le développement ultérieur du mouvement communiste et ouvrier international. Leur application créatrice dans les conditions concrètes de chaque pays frayait aux communistes la voie pour se porter à la tête des larges masses populaires et devenir la principale force dirigeante du mouvement ouvrier, démocratique et anti-impérialiste.

Ces décisions attiraient l'attention des peuples sur le danger du fascisme et leur indiquaient le chemin à suivre pour empêcher son accession au pouvoir. Elles avaient une grande portée pour tous les pays et en particulier pour ceux qui, comme l'Albanie, étaient directement menacés par le fascisme.

Les communistes à la tête du mouvement révolutionnaire grandissant

La pression de l'Italie fasciste sur l'Albanie et la soumission de Zogu conduisirent à la conclusion des accords italo-albanais du mois de mars 1936, qui marquaient un grand pas vers un assujettissement encore plus prononcé du pays à l'Italie fasciste.

Dans les conditions ainsi créées en Albanie, de pair avec la poursuite de la lutte contre l'exploitation capitaliste et le régime zoguiste, la lutte contre les asservisseurs fascistes prenait une importance sans cesse croissante. La bourgeoisie albanaise était étroitement liée au régime zoguiste et, en dépit des contradictions économiques existant entre elle et le capital monopoliste italien, elle ne pouvait conduire la lutte pour la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance du pays. Même les forces démocratiques bourgeoises qui, au lendemain de l'échec de l'insurrection de Fier, poursuivirent la lutte contre le régime zoguiste et contre la soumission à l'Italie, n'étaient plus en mesure, par suite de leur manque de fermeté et d'organisation, de diriger le mouvement antizoguiste et antifasciste.

L'unique force révolutionnaire capable de prendre la tête des masses populaires dans la lutte pour obtenir les droits démocratiques et défendre la liberté et l'indépendance de la Patrie était maintenant celle que constituaient les communistes.

L'insurrection de Fier avait ébranlé le régime zoguiste et discrédité sa politique. Le roi, comme l'écrivait Ali Kelmendi, fut contraint «d'entreprendre une manœuvre démagogique pour gagner du temps, reprendre haleine après le coup qu'il venait d'essuyer, et préparer une nouvelle offensive contre le peuple» En octobre 1935, il installa au pouvoir un nouveau gouvernement, «libéral» cette fois, qui fit de tapageuses promesses de réformes.

En fait, la politique du nouveau gouvernement visait à renforcer le régime zoguiste. Toutefois, les communistes mirent à profit les libertés proclamées, quoique fort restreintes, pour prendre de nouvelles initiatives en vue d'une organisation plus poussée de la classe ouvrière, et de l'extension de leur propre influence sur les larges masses populaires.

En automne 1935, le plus important centre ouvrier du pays, Kuçovë (aujourd'hui Qyteti Stalin), administré à l'époque par la société concessionnaire AIPA (Société italienne du pétrole en Albanie), commença à bouger. Environ 1.600 ouvriers albanais travaillaient à l'extraction du pétrole et dans les secteurs auxiliaires. Dès le milieu de 1934, un noyau clandestin pour l'organisation d'un syndicat des ouvriers du pétrole avait été formé à Kuçovë. En octobre 1935, il constitua la société «Puna» (le Travail). Au début, cette société comptait dans ses rangs quelque 700 ouvriers, mais, un an plus tard, elle en organisait plus de 1.500. En novembre, elle fut reconnue par le gouvernement. Bien que la société, afin d'éviter que des obstacles ne lui fussent dressés par les autorités, eût déclaré dans ses statuts qu'elle était créée pour «défendre la dignité et les intérêts de ses membres, et leur prêter une assistance morale et matérielle», elle se transforma aussitôt en une organisation ouvrière révolutionnaire antizoguiste et antifasciste.

Avant même d'avoir reçu sa validation officielle, la société «Puna» de Kuçovë présenta au gouvernement et au parlement une pétition réclamant la journée de travail de 8 heures, l'adoption de mesures tendant à l'amélioration des conditions de logement, d'alimentation et d'hygiène, ainsi que de mesures de sécurité sociale. Les ouvriers demandaient aussi à ne plus être obligés par les patrons étrangers à saluer à la manière fasciste. Le représentant du gouvernement dépêché à Kuçovë, ayant repoussé leurs revendications, les ouvriers protestèrent en organisant une courte grève et une manifestation. L'AIPA, appuyée par le gouvernement, licencia les dirigeants et d'autres activistes de la société. Dans une intention ouvertement anti-albanaise, elle décida que le 28 novembre, fête de l'Indépendance, serait jour ouvrable. Ce jour-là, la société «Puna» organisa une puissante manifestation dirigée principalement contre les fascistes italiens.

En décembre 1935, les organisations créées sur l'initiative des communistes et conduites par eux, virent leurs rangs grossir par la constitution de l'«Association des employés du secteur privé de Korçë», qui englobait les ouvriers et les employés du commerce, des restaurants, des boulangeries, des banques, etc. N'ayant pas été reconnue officiellement par le gouvernement, elle se mit à opérer dans une semi-clandestinité.

Les communistes avaient pris la tête du mouvement ouvrier et du mouvement populaire antizoguiste, qui entrèrent en 1936 dans une nouvelle phase de leur développement.

En janvier 1936, la société «Puna» de Kuçovë décidait de recourir à la grève pour que ses revendications obtiennent satisfaction. Les premiers à suspendre le travail furent les 400 ouvriers occupés à la construction de l'oléoduc à Ujë e Ftohtë, à proximité de Vlorë. Leur grève fut suivie de celle des ouvriers de la centrale électrique de Kuçovë, pour prendre, le 11 février, un caractère généralisé. Le gouvernement dépêcha de nombreuses forces de gendarmes pour réprimer la grève. Commandées par le ministre de l'Intérieur lui-même, elles arrêtaient 60 des ouvriers les plus avancés. Trois cents autres furent éloignés de Kuçovë et dispersés dans différentes villes. La grève générale fut

réprimée au bout de trois jours par la gendarmerie. La société «Puna» cessa alors pratiquement d'exister.

La grève générale, malgré son échec, eut une grande portée. Elle avait été pour les ouvriers une école révolutionnaire. D'autre part, elle obligea le gouvernement à demander aux entrepreneurs, quoique de façon purement formelle, d'assurer à leurs ouvriers des conditions de travail plus décentes.

De pair avec le mouvement de grève, un puissant mouvement populaire contre la famine et le régime zoguiste s'étendait dans le pays. En automne 1935, la misère avait atteint son comble. Des milliers de personnes étaient menacées de mourir de faim. L'armée des sans-travail avait considérablement grossi. Le mécontentement et la colère qui s'étaient emparés de diverses couches sociales, en particulier des masses pauvres urbaines et rurales, se manifestaient en premier lieu contre les spéculateurs de céréales, auxquels étaient associés de hauts fonctionnaires du régime. Les artisans, menacés d'être ruinés par la concurrence de la production industrielle, jouaient un rôle actif au sein de ce mouvement. Leur lutte était empreinte d'illusions petites-bourgeoises quant à la possibilité de sauvegarder la petite production et d'empêcher l'essor de la production industrielle. Malgré le caractère utopique de ces revendications, le mouvement des artisans était essentiellement un mouvement contre la misère qui s'était abattue sur tout le pays.

Le Groupe Communiste de Korçë sut mettre à profit la situation créée, prendre la tête des masses populaires et donner à leur lutte un caractère politique. Les fractions communistes de la société «Puna», des ouvriers du bâtiment, des sociétés des cordonniers, des tailleurs, etc., intensifièrent leur action pour organiser le mouvement, le rendre plus massif et plus compact et le diriger contre le régime zoguiste. Le 21 février 1936, éclatait à Korçë la grande manifestation antizoguiste qui est entrée dans l'histoire sous le nom de «manifestation pour le pain». Les heurts sanglants avec les forces de gendarmerie n'empêchèrent pas les ouvriers et les artisans, auxquels s'étaient joints les élèves des écoles secondaires, d'organiser, l'après-midi du même jour, une nouvelle manifestation où les échauffourées avec les gendarmes furent encore plus violentes.

La «manifestation pour le pain» à Korçë fut la première action populaire antizoguiste organisée et dirigée par les communistes. Quoique réprimée, son retentissement fut grand dans tout le pays. Elle sema la panique parmi les autorités et les classes dominantes. Elle devint un exemple et une source d'inspiration pour les masses populaires des autres régions. Des manifestations contre la faim eurent lieu également à Gjirokastër, Sarandë, Leskovik, Bilisht, Pogradec et Berat. Le mécontentement des masses populaires à rencontre du régime de Zogu s'exprima également dans les grandes manifestations qui se déroulèrent à Vlorë en juillet 1936 et à Elbasan, en octobre de la même année.

En septembre 1936, Ali Kelmendi fut expulsé d'Albanie par le gouvernement zoguiste. Avant de quitter le pays, il prit contact à Gjirokastër avec Enver Hoxha, qui venait de rentrer en Albanie et se signalait comme un militant communiste actif.

La presse dirigée par les communistes

Les événements de 1936 attestaient l'extension de l'influence des communistes parmi les masses, mais, sur le plan national, ces succès étaient encore fort limités. Les communistes ne menaient leur travail politique de dénonciation du régime zoguiste et de sa politique antipopulaire et antinationale que par le moyen de l'agitation individuelle. La sévère censure zoguiste ne leur permettait pas d'exprimer ouvertement leurs vues dans la presse. Ils réussissaient néanmoins à publier des écrits d'esprit démocratique avancé dans les organes de la presse bourgeoise. La fraction communiste du Comité de Libération Nationale avait publié en 1934 et en 1935 deux brochures qui mettaient à nu toute la pourriture du régime zoguiste et dénonçaient son caractère réactionnaire. Elles présentaient un nouveau programme du mouvement populaire en Albanie, prévoyant l'organisation de l'insurrection armée des larges masses conduites par la classe ouvrière afin de renverser le régime de Zogu et d'instaurer une république populaire. De son côté, le groupe des communistes albanais de Lyon, en

France, avait commencé à faire paraître le journal militant antizogiste et antifasciste «Populli» (le Peuple), auquel devait succéder plus tard le journal «Sazani». Toutefois, ces matériaux étaient fort peu répandus en Albanie et surtout lus dans des milieux restreints d'intellectuels.

La nécessité de propager largement les idées démocratiques antiféodales et anti-impérialistes à l'intérieur du pays, imposait absolument aux communistes de recourir à de nouvelles formes de travail. Ils avaient commencé à pénétrer avec succès dans les sociétés culturelles et artistiques. La société «Besa Shqiptare» (la Fidélité Albanaise), créée dès 1929 par les élèves du gymnase de Shkodër, et le groupe théâtral de la société «Puna» de Korçë se rendirent populaires par leurs représentations empreintes d'esprit patriotique, démocratique et anti-impérialiste. En outre, les diverses organisations communistes prirent des mesures afin de publier des organes légaux qui devaient devenir leur tribune et celle des éléments progressistes du pays. Les communistes des organisations de Tirana et de Korçë mirent immédiatement à profit les circonstances créées par l'avènement du gouvernement «libéral», pour faire paraître des organes qui eurent un vaste écho dans tout le pays.

La plus durable de ces publications devait être la revue «Bota e Re» (le Monde nouveau), qui commença à paraître à Korçë en avril 1936. Bien que, en raison de la censure, le langage employé dans ces écrits procédât par allusions, «Bota e Re» devint, entre les mains des communistes, une arme puissante de critique contre le régime au pouvoir et contre les plaies de la société albanaise. Elle mena une lutte acharnée contre l'idéologie réactionnaire fasciste et traita, dans un esprit démocratique révolutionnaire, des problèmes sociaux et politiques fondamentaux qui se posaient au peuple, invitant l'opinion démocratique albanaise à lutter pour leur solution. «Bota e Re» fut très appréciée des jeunes et des intellectuels démocrates, qu'elle éduqua dans l'amour du peuple travailleur et dans la haine des classes exploiteuses.

Extension des organisations communistes. Le Groupe Communiste de Shkodër

Les événements révolutionnaires des années 1935-1936 constituaient un important succès pour le mouvement communiste. Mais ils avaient en même temps fait apparaître une série de faiblesses dans l'organisation du mouvement ouvrier et antizogiste. La première tâche qui s'imposait dans ces circonstances était celle d'étendre le mouvement communiste à tout le pays, d'établir des liens plus solides entre les organisations et d'en coordonner l'activité.

A cette fin, le Groupe Communiste de Korçë se choisit en décembre 1936 un nouveau comité directeur, qui fut chargé de déployer son action dans toutes les régions du pays. Ce comité visait à devenir le centre dirigeant du mouvement communiste albanaise, mais il ne réussit pas à atteindre cet objectif. De nouvelles organisations du Groupe de Korçë ne furent créées qu'à Berat et à Tirana, où fut également formée la société des ouvriers typographes. Le travail que ce Groupe effectuait dans les différentes régions du pays revêtait un caractère superficiel et était mené par intermittence. Le recrutement d'éléments nouveaux n'était pas fait sur la base d'une connaissance approfondie des candidats. D'où, la pénétration dans les rangs de l'organisation d'éléments qui nuisirent au mouvement communiste.

A cette époque, un nouveau et important foyer du mouvement communiste albanaise était en formation à Shkodër. La première organisation communiste fondée dans cette ville dès 1934 avait étendu son activité. De nouvelles cellules et groupes de sympathisants furent créés. Le Groupe Communiste de Shkodër étendit ses ramifications à Tirana, Elbasan, Gjirokastër, Korçë, etc. Des comités régionaux chargés de la direction des organisations furent créés en 1937 à Shkodër et à Tirana. Le Groupe avait pour chef Zef Mala, un intellectuel aux vues théoriques erronées et à l'esprit politique très confus.

L'activité du Groupe parmi les masses était circonscrite aux milieux scolaires, artisanaux et à certains centres ouvriers. La création d'organisations de la jeunesse à Shkodër et à Tirana, et la formation, dans la capitale, de la société des ouvriers menuisiers comptaient parmi ses importants succès.

Le Groupe de Shkodër était dépourvu d'une ligne politique claire, précise, d'une forme organisationnelle bien déterminée, d'une discipline solide et d'une rigoureuse observance du secret de la vie de l'organisation. Les cellules, généralement composées de trois membres, s'occupaient principalement de leur propre formation théorique. Les écrits utilisés à cette fin et qui comprenaient une série d'ouvrages des classiques du marxisme-léninisme servirent à propager les idées communistes. Cependant, tout comme dans les autres groupes, des publications trotskistes et anarchistes circulaient aussi parmi les organisations du Groupe de Shkodër.

Dans la voie de son développement, le mouvement communiste albanais eut à affronter de sérieux obstacles suscités par les trotskistes. Au début de 1937, était arrivé d'Athènes en Albanie, — sous le pseudonyme de «Zjarri» (le Feu), — Andréa Zisi, qui se prétendait le chef d'un «parti communiste albanais», formé en Grèce et soi-disant reconnu par le Komintern! Il était en réalité le dirigeant d'un groupe trotskiste créé à Athènes en 1936 et connu sous le nom de Groupe du «Zjarri». A. Zisi s'était fixé pour tâche d'intégrer les groupes communistes albanais dans son propre «parti» et de les obliger à adopter sa ligne antimarxiste. Le Groupe de Korçë ne reconnut pas le «parti» du «Zjarri» et déclara n'être disposé à collaborer avec lui que si celui-ci adhérait à la plate-forme politique du Groupe. Entre-temps, A. Zisi établit des liens avec le fractionniste Niko Xoxi, avec lequel il trouva rapidement un langage commun. Tous deux coordonnèrent leur lutte contre le Groupe Communiste de Korçë.

De son côté, à Tirana, Aristidh Qendro avait commencé à mener une activité hostile contre le mouvement communiste. Son appartenance au Groupe de Korçë était purement formelle et l'absence de contrôle de la part des dirigeants lui avait permis d'agir sans être démasqué. Au nom du Groupe, il avait recruté à Tirana un certain nombre de membres qu'il influençait selon ses vues antimarxistes. En 1937, ceux-ci avaient entièrement dégénéré en un groupe trotskiste.

A cette époque, le Groupe Communiste de Shkodër fit sa première tentative pour se rattacher à celui de Korçë. Dans la lettre qu'il adressa en 1937 aux communistes de Korçë, il leur demandait, en communistes plus expérimentés qu'ils étaient, de les aider pour les questions d'organisation. Le Groupe de Korçë se montra prêt à lui fournir son concours, mais les manœuvres de sabotage de N. Xoxi l'en empêchèrent. Se donnant pour représentant du Groupe Communiste de Korçë, Niko Xoxi avait informé celui de Shkodër de la création dudit «parti communiste albanais» en Grèce et de la prochaine venue de son «comité central» en Albanie. Il accusait les dirigeants du Groupe de Korçë et Ali Kelmendi d'être des nationalistes et de vouloir scinder le mouvement communiste. Ses vues trouvèrent un terrain favorable auprès des chefs du Groupe de Shkodër, au sein desquels prévalait la confusion idéologique. Zef Mala et Niko Xoxi en devinrent en fait les principaux dirigeants. Le rapprochement et la collaboration entre les deux principaux groupes communistes furent ainsi sapés.

Cette scission portait un grand tort au mouvement communiste et, partant, à tout le mouvement démocratique révolutionnaire. C'est dans ces circonstances que fut déclenchée une furieuse campagne anticommuniste après l'entrée en fonction, en novembre 1936, d'un nouveau gouvernement réactionnaire. Ce gouvernement multiplia les poursuites contre les communistes et tous les éléments progressistes. Il ordonna la dissolution des sociétés ouvrières, interdit la formation de nouvelles sociétés et n'autorisa que la création de corporations ouvrières de type fasciste sous la surveillance directe des autorités gouvernementales. La presse progressiste fut interdite, cependant qu'une sévère censure était établie sur tous les livres, journaux et revues, publiés dans le pays ou venant de l'étranger. En 1937, Zogu fit arrêter la plupart des officiers communistes.

D'autre part, le gouvernement zoguiste avait facilité une large propagation du fascisme en Albanie. Des envoyés spéciaux de Mussolini se mirent à l'œuvre afin d'organiser la jeunesse albanaise selon le modèle fasciste. Ils créèrent à Korçë un «comité d'action» composé d'éléments fascistes albanais et, dans tout le pays, un vaste réseau d'agents ayant pour tâche de préparer le terrain à l'asservissement complet du pays par l'Italie. Le clergé catholique réactionnaire remplissait une mission particulière pour la réalisation de cet objectif.

Zogu appuya sans réserve la révolte contre-révolutionnaire qui avait éclaté en 1936 en Espagne et reconnu le gouvernement fasciste de Franco.

La politique profasciste foncièrement réactionnaire de Zogu suscita parmi les communistes et les patriotes albanais une vive inquiétude quant au sort réservé à l'indépendance du pays. De jour en jour, ils se rendaient mieux compte du danger que représentait le fascisme pour l'Albanie et pour tous les peuples, et les décisions du VII^e Congrès du Komintern avaient directement aidé à cette prise de conscience. Les communistes albanais regardaient la juste lutte du peuple espagnol comme une lutte qui défendait aussi les intérêts de l'Albanie. Les communistes et les antifascistes albanais manifestèrent avec une force particulière leur haine du fascisme et leur internationalisme prolétarien par leur empressement à partir comme volontaires pour l'Espagne. Dès 1936, les groupes communistes envoyèrent certains de leurs membres combattre aux côtés du peuple espagnol. Dans les rangs des brigades internationales, les volontaires albanais, entre autres Mehmet Shehu, Asim Vokshi, Thimjo Gogozoto, Ramiz Varvarica, Zef Hoti, Musa Fratari, se battirent vaillamment contre le fascisme. Nombre d'entre eux tombèrent en martyrs au champ d'honneur. Teni Konomi, membre de la direction du Groupe Communiste de Korçë, fut tué par les fascistes avant même d'arriver en Espagne.

La ligne nouvelle du mouvement communiste albanais

Les conditions créées par l'aggravation du péril fasciste rendaient absolument nécessaires pour l'Albanie non seulement une coopération étroite entre les groupes communistes, mais aussi la réorganisation de tout leur travail dans l'esprit des décisions du VII^e Congrès de l'Internationale Communiste.

Les premiers efforts en vue d'appliquer la nouvelle ligne du Komintern furent accomplis par les communistes albanais à l'étranger. Sur l'initiative de la fraction communiste du Comité de Libération Nationale qui avait son siège à Paris, fut créé, en mars 1936, le «Front Démocratique» des organisations politiques albanaises en exil. Toutefois, la partie conservatrice de la bourgeoisie anti-zoguiste en exil, représentée au sein de ce Front par le «Bashkimi Kombëtar», avait politiquement dégénéré et n'était pas à même de mener des actions patriotiques et révolutionnaires. En conséquence, le «Front Démocratique» ne tarda pas à se dissoudre.

En raison de l'absence d'un parti qui fût officiellement reconnu comme une section du Komintern, les groupes communistes à l'intérieur du pays n'avaient pas encore établi de liens réguliers avec celui-ci. Néanmoins le Komintern était périodiquement informé par Ali Kelmendi et les communistes albanais résidant en France de l'activité des groupes communistes en Albanie.

En décembre 1936, Ali Kelmendi présenta un rapport à la réunion des militants communistes albanais agissant à l'étranger. Cette réunion fut organisée à Moscou sur l'initiative de la Section Balkanique du Komintern afin d'analyser la situation du mouvement communiste albanais et de fixer les tâches qui lui incombaient à la lumière des directives du VII^e Congrès du Komintern. Ali Kelmendi demandait que le travail pour l'organisation et la création d'un parti communiste fût intensifié. Une mesure importante dans ce sens devait être la création d'un centre d'organisation en Albanie, lequel s'appuierait sur les groupes existants, et en premier lieu sur celui de Korçë. Ce centre aurait pour tâche «le renforcement et la direction des groupes communistes existants, l'organisation du mouvement communiste dans toute l'Albanie, ainsi que la convocation d'un congrès constitutif du parti communiste d'Albanie». [*A. Kelmendi, Rapport adressé au Komintern, 14 décembre 1936. ACP.*] Ali Kelmendi considérait nécessaire l'existence d'une organisation communiste indépendante, devant guider le mouvement syndical et antifasciste. Sur l'initiative et sous la direction des communistes, il importait de créer une organisation clandestine et centralisée de caractère démocratique et antifasciste, afin de lutter contre le régime zoguiste et l'impérialisme italien, pour une république démocratique et pour l'annulation des accords asservissants conclus avec l'Italie fasciste. C'est sur la base de cette organisation que devait être créé le front populaire.

Après examen du rapport, la réunion adopta des décisions qui furent également approuvées par le Komintern. Selon ces décisions, une organisation clandestine de caractère démocratique et antifasciste devait être mise sur pied en Albanie. Elle devait être dirigée par un comité central, comprenant des communistes et des nationalistes patriotes. Le noyau communiste de ce comité devait se composer de cinq personnes œuvrant à l'intérieur du pays, et l'organisation servir de soutien pour la création du front populaire. En ce qui concerne les organisations communistes, le Komintern partait du fait que les anciennes cellules étaient détachées des masses, repliées sur elles-mêmes, et, de ce fait, incapables d'appliquer la ligne nouvelle. Aussi, ces cellules et leurs organes dirigeants devaient-ils être temporairement dissous et réorganisés sur des bases de parti, après que de solides fondements auraient été jetés parmi les masses grâce à l'action menée au sein des sociétés légalement reconnues. Les communistes devaient maintenir entre eux des liens individuels. Le noyau communiste du Comité Central assumerait la fonction de centre organisateur communiste jusqu'à la formation du Parti. Le programme minimum des communistes qui devait servir en même temps de plate-forme politique à la nouvelle organisation se ramenait à deux tâches essentielles : a) la lutte pour la défense des droits nationaux, et b) la lutte pour la défense des droits démocratiques, en prenant pour base les exigences les plus élémentaires des masses populaires. Pour la défense de l'indépendance nationale, la nouvelle organisation devait collaborer avec toutes les classes, couches sociales et tous les éléments, qui étaient pour la lutte contre l'asservissement fasciste. La propagation de la ligne nouvelle devait être faite par la voie d'un organe clandestin, publié par les communistes.

Ali Kelmendi et Koço Tashko furent chargés de porter ces instructions en Albanie. Ali Kelmendi se rendit en France pour essayer d'obtenir le permis d'entrée dans son pays. En France, il lui fallut mener une activité intense pour l'application de la ligne nouvelle dans les rangs des communistes et des émigrés albanais. Il s'attacha particulièrement à dévoiler l'activité de Llazar Fundo, membre de la fraction communiste du Comité de Libération Nationale, qui s'employait à saper tout le travail accompli par les communistes albanais en France. Llazar Fundo sabotait l'envoi de volontaires albanais en Espagne pour combattre le fascisme et, prenant la défense des boukhariniens, trotskistes et autres ennemis condamnés par le Parti Communiste (bolchevik) de l'Union Soviétique, il finit par se déclarer ouvertement contre l'Union Soviétique. Il fut dénoncé comme renégat du communisme, provocateur et agent de l'impérialisme et exclu des rangs du mouvement communiste albanais.

Ali Kelmendi fut empêché par la maladie de rentrer en Albanie pour y remplir la mission dont il était chargé. Il devait mourir à Paris le 11 février 1939.

Les efforts pour l'application de la ligne nouvelle en Albanie

En automne 1937, le Groupe de Korçë fut le premier à prendre connaissance des nouvelles instructions du Komintern. Après avoir étudié la ligne nouvelle, les dirigeants du Groupe, en dépit de leur accueil assez réservé à la directive concernant la dissolution des cellules communistes et des comités, et malgré leur première hésitation à la mettre à exécution, admirent cette ligne comme plate-forme pour leur activité ultérieure. Le Groupe désigna son propre représentant au noyau communiste du Comité Central. Il décida de mettre en application les nouvelles instructions en élargissant le travail parmi les masses et dans les organisations légales, comme les sociétés d'artisans, conseils de quartier, conseil municipal, conseil de la chambre de commerce, groupes prémilitaires, associations de la jeunesse extra-scolaire, ainsi que dans la presse légale, etc.

La propagation de la ligne nouvelle dans les autres organisations communistes du pays se heurta dès le début à l'opposition des chefs du Groupe de Shkodër. En effet, Zef Mala et Niko Xoxi n'acceptèrent pas la ligne nouvelle, alléguant qu'ils étaient en principe pour la révolution sociale et non pour la révolution nationale, qu'ils étaient contre l'impérialisme, mais qu'ils ne voulaient pas collaborer avec les nationalistes, qu'ils étaient pour des actions directes, en temps opportun, et non pour des actions à long terme ou indirectes.

La ligne nouvelle suscita aussi l'opposition de l'organisation trotskiste de Tirana dirigée par Aristidh Qendro, qui, tout comme Zef Mala, considérait la collaboration avec les nationalistes patriotes et la création du front populaire comme une trahison à l'égard de la classe ouvrière.

L'éclaircissement politique et idéologique des communistes, la dénonciation des trotskistes et l'union des forces communistes saines en un seul parti communiste albanais, exigeaient un travail résolu et opiniâtre. Mais ceux qui s'étaient assigné cette tâche reculèrent devant les difficultés. Le noyau communiste au sein du Comité Central de la nouvelle organisation à former, n'agit jamais en tant que tel. Ses membres n'avaient pas l'esprit de sacrifice. Koço Tashko lui-même, porteur des nouvelles directives et principal responsable de leur application, s'avéra absolument incapable, sur le plan politique et organisationnel, de les mettre en œuvre.

De son côté, le Groupe de Korçë resta confiné dans sa ville. En mars 1938, il décida de dissoudre les cellules. Cette mesure provoqua un certain désarroi et flottement dans les rangs des communistes, qui regardaient la cellule comme la forme la plus appropriée pour s'éduquer selon l'idéologie marxiste et étudier de façon collégiale les questions du mouvement ouvrier. Néanmoins, après la dissolution des cellules comme auparavant, les communistes du Groupe luttèrent à Korçë pour l'application de la ligne nouvelle et obtinrent des succès importants dans ce sens. Ils prirent la tête du mouvement démocratique à Korçë et élargirent leur influence sur les masses populaires, qui voyaient dans les communistes les plus fermes défenseurs des intérêts du peuple. C'est ce que firent apparaître les élections aux conseils de quartier et au conseil de la chambre de commerce, à l'organisation extrascolaire «Rinia Korçare», etc., et particulièrement les élections municipales. Pour l'élection au nouveau conseil municipal, les communistes présentèrent une liste de candidats du bloc démocratique, liste qui comprenait également des éléments bourgeois progressistes. Aux élections de Juin les communistes remportèrent une brillante victoire. La liste du bloc démocratique obtint 86 pour cent des voix, battant la liste derrière laquelle se tenait le groupe capitaliste de la «Société Générale d'Electricité» bien que celle-ci eût engagé pour la campagne électorale des fonds importants et fût puissamment appuyée par les organes d'Etat. Grâce à leur action, les communistes secouèrent la masse des électeurs de l'indolence et de l'indifférence politique dans lesquelles ils avaient été jusque-là plongés et les firent participer activement à la vie politique. Le nouveau conseil municipal de Korçë, dirigé par les communistes, adopta une série de mesures de caractère démocratique, qui n'avaient pas de précédent dans la pratique des conseils municipaux du pays. Il décida de tenir ses réunions publiquement pour permettre aux électeurs de contrôler son activité, épura l'appareil administratif de la municipalité des fonctionnaires réactionnaires et les remplaça par des communistes et des démocrates. Il affecta une partie des fonds de la municipalité à des subsides aux pauvres, à la construction de rues, de conduites d'eau dans les quartiers pauvres de la ville. Il intenta une action judiciaire contre la «Société Générale d'Electricité», afin de faire annuler la concession des services d'électricité qu'elle avait obtenue grâce à des pots-de-vin, etc.

La liste du bloc démocratique présentée à Durrës par la branche du Groupe Communiste de Korçë dans cette ville l'emporta aussi aux élections municipales qui y eurent lieu au mois de juillet de la même année. Les listes démocratiques à Gjirokastër et à Peqin connurent le même succès.

Aggravation des désaccords entre les Groupes de Korçë et de Shkodër

Le Groupe de Korçë accorda une importance particulière à la lutte contre le fascisme qui menaçait la liberté et l'indépendance du pays. Cette lutte constituait la tâche stratégique fondamentale des communistes. L'organe clandestin «Përpara» (En avant), que le Groupe se mit à publier en automne 1937 afin d'instruire ses membres et de propager la ligne nouvelle, dénonçait le fascisme comme un régime d'exploitation, d'oppression et de guerre, dévoilait le véritable visage d'ennemi du peuple des promoteurs du mouvement fasciste en Albanie et de leurs défenseurs — gros propriétaires fonciers, riches négociants et usuriers. La revue mettait en garde les communistes contre le péril fasciste qui menaçait le pays et les appelait à mobiliser le peuple dans la lutte contre ce danger. Le Groupe Communiste de Korçë, outre la propagande qu'il menait pour la création d'un vaste mouvement

antifasciste, passa aussi aux actions directes. En 1938, les communistes s'affrontèrent dans les rues de Korçë avec les membres du «Comité Fasciste» qui opérait en Albanie. Ils firent échouer la tentative d'organiser la jeunesse selon le système fasciste italien.

A l'égard des problèmes intérieurs du pays, le Groupe de Korçë suivit une ligne généralement juste. S'appuyant sur les décisions du VII^e Congrès du Komintern, il soutenait par des arguments théoriques, dans les pages de la revue «Përpara», la nécessité d'établir des liens étroits entre les communistes et les larges masses populaires, de faire diriger ces masses par les communistes dans la lutte quotidienne pour la satisfaction des revendications politiques et économiques les plus élémentaires et de créer un front populaire qui mobilisât les masses dans la lutte contre le péril fasciste. C'est sur cette base que le Groupe de Korçë présenta un programme minimum qui prévoyait de lutter a) pour les droits nationaux du peuple contre l'impérialisme; b) pour les droits démocratiques du peuple contre la violation du statut national et les tentatives de propager le fascisme en Albanie; c) pour la paix, contre la guerre, et d) pour les droits économiques élémentaires du peuple.

«Përpara» faisait ressortir qu'un pays semi-colonial comme l'Albanie n'avait pas seulement à résoudre un problème social, mais aussi un problème national, que¹ ce dernier problème était primordial, et que le mouvement national auquel étaient intéressées les larges masses populaires pouvait et devait servir le mouvement social de la classe ouvrière, que celle-ci était la seule classe en mesure de guider les masses et de défendre fidèlement leurs intérêts. Se limiter à l'action de la classe ouvrière et ne combattre qu'avec ses forces sans mobiliser les forces nationales, soulignait «Përpara», était une périlleuse aventure.

«Nous sommes obligés, écrivait l'organe du Groupe de Korçë, de travailler partout où sont rassemblés des hommes, dans les organisations d'Etat, les écoles, les clubs, les organisations religieuses, féminines, etc. . . . Notre programme et notre tactique légale facilitent le travail dans les organisations légales, autorisées ou créées par l'Etat. Nous sommes obligés d'agir indirectement pour l'unique raison que nous voulons rassembler des forces pour agir directement. La force, c'est le peuple; sans les masses populaires nous ne sommes qu'une poignée d'hommes...» (Le mouvement national et le mouvement social, «Përpara», septembre 1938. ACP.)

Le Groupe Communiste de Korçë attachait une grande importance au mouvement dirigé contre l'impérialisme italien, mouvement qui embrassait diverses couches de la société, et il le considérait comme une base solide pour la création du front populaire.

L'application de cette ligne apporta au Groupe Communiste de Korçë une série de succès, mais uniquement dans la ville. Le Groupe avait une conception fort étroite de la base sur laquelle devait être formé le front populaire dans un pays agraire arriéré, comme l'était l'Albanie, où la paysannerie représentait l'immense majorité de la population. S'il préconisait d'élargir son action, de la classe ouvrière aux autres couches de la population, il ne fit presque rien pour s'implanter dans les campagnes, pour l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, sans laquelle ne pouvait être formé le front populaire.

Le Groupe de Shkodër, de son côté, n'avait pas tiré les enseignements utiles des succès obtenus par les communistes aux élections aux conseils des diverses institutions à Korçë, à Durrës et dans d'autres villes. Les principaux dirigeants de ce Groupe, au lieu de lutter pour l'union des communistes du pays et pour l'élargissement de leurs liens avec les larges masses populaires, suivirent la voie de la scission et de la lutte contre le Groupe qui avait adopté la ligne nouvelle. L'organe clandestin du Groupe de Shkodër, «le Bulletin vert», qui parut dans la seconde moitié de 1938, joua un rôle particulièrement négatif. Il publiait des extraits d'ouvrages classiques du marxisme-léninisme, des écrits qui évoquaient les succès obtenus par l'Union Soviétique dans l'édification du socialisme, la supériorité du système socialiste soviétique sur le système capitaliste, des écrits qui dénonçaient le régime zoguiste, le fascisme et la politique asservissante de l'Italie en Albanie, etc. Ces matériaux constituaient une importante contribution positive au mouvement communiste albanais. D'autre part cependant, le Groupe Communiste de Shkodër, par la voie de son «Bulletin vert», s'employa à étayer les fondements

théoriques de la ligne qu'il suivait, exposant des thèses erronées et observant à l'égard du problème fondamental de la création du front populaire antifasciste une attitude antimarxiste, imposée par Zef Mala et Niko Xoxi.

Les vues antimarxistes des dirigeants du Groupe de Shkodër avaient leur origine dans une fausse conception du rôle des classes et des couches sociales dans le mouvement révolutionnaire albanais, et de la situation créée en Albanie par la politique d'asservissement du fascisme italien. Ils déclaraient qu'il n'existait en Albanie ni prolétariat ni bourgeoisie dans la véritable acception de ces termes, que la partie la plus révolutionnaire de la population était constituée par les artisans et que la paysannerie serait l'alliée du prolétariat quand celui-ci, de pair avec le développement capitaliste ultérieur du pays, se formerait et deviendrait capable de prendre en main le drapeau de la révolution socialiste. Du fait que, selon eux, il n'existait ni prolétariat, ni bourgeoisie, il ne pouvait y avoir de véritable lutte de classes et, en conséquence, les conditions requises pour la révolution n'étaient pas encore créées. Ils allaient jusqu'à affirmer que le mouvement communiste était né en Albanie non pas comme une nécessité impérieuse pour la classe ouvrière de mener sa lutte contre les capitalistes, mais comme le résultat d'influences étrangères. Dans ces circonstances, et dès lors que ce mouvement avait vu le jour, les communistes avaient pour devoir d'éduquer et de former les cadres qui entreprendraient demain le vaste travail d'agitation parmi les masses populaires, entraîneraient dans leur sillage le prolétariat et prendraient en main la direction de la révolution communiste. C'est avec de tels cadres, théoriquement instruits et formés, qu'ils cherchaient à constituer le parti communiste albanais.

Les dirigeants du Groupe de Shkodër n'avaient pas une compréhension correcte des changements politiques qui s'étaient produits en Albanie et dans le monde, compréhension qui leur aurait permis d'élaborer, conformément à ces conditions, une juste ligne révolutionnaire. Ils repoussèrent la directive du Komintern pour la création d'un front populaire, en justifiant leur attitude par le fait que l'Albanie était un pays semi-colonial, sans classes différenciées, sans prolétariat, sans parti communiste, sans autres partis politiques, affligé d'un manque de culture généralisé, etc. Les dirigeants du Groupe de Shkodër n'étaient pas contre l'établissement d'un ordre démocratique, anti-impérialiste et antifasciste, mais ils cherchaient à orienter le plus gros de leur effort vers l'instauration d'une démocratie prolétarienne socialiste. Aussi réclamaient-ils qu'on s'acheminât sur la voie de l'établissement de la fédération socialiste des Balkans. Ces points de vue ne firent qu'accroître le désarroi idéologique dans les rangs des membres de ce Groupe.

Entre les Groupes de Korçë et de Shkodër les divergences idéologiques et politiques relatives à l'application du marxisme dans les conditions historiques concrètes du pays s'aggravèrent. Ce désaccord s'étendit aussi au domaine de l'organisation et prit le caractère d'un conflit sans principes.

La lutte contre l'agression fasciste

Entre-temps, le péril de l'agression fasciste italienne contre l'Albanie ne cessait de grandir. En janvier 1939, le dictateur fasciste Benito Mussolini signait le plan d'invasion militaire de l'Albanie. La direction du Groupe Communiste de Korçë estima que des conditions propices étaient créées pour la formation d'un vaste front contre l'impérialisme italien. Elle chercha à persuader les communistes des autres groupes et les nationalistes patriotes de la nécessité de s'unir et de collaborer dans la lutte contre l'agression fasciste. Mais ces efforts, peu persévérants, aboutirent à un échec.

D'autre part, Zogu ne songeait nullement à organiser la résistance contre l'agression italienne, et encore moins avec les communistes. Jusqu'au dernier instant il espéra s'entendre avec les fascistes italiens en leur accordant de nouvelles concessions pour assurer son trône. En même temps, il organisa des poursuites féroces contre les communistes. La gendarmerie zoguiste découvrit et arrêta la plupart des membres du Groupe de Shkodër. Les dirigeants de ce Groupe, Zef Mala et Niko Xoxi, fléchirent à l'instruction et durant le procès monté par les zoguistes qui eut lieu en janvier 1939. Ils révélèrent l'activité du Groupe et les noms de leurs camarades et d'une partie des membres du Groupe de Korçë. Soixante-quinze personnes accusées d'activités subversives contre le régime furent déférées en justice.

Le communiste Qemal Stafa, alors âgé de 18 ans, eut, comme beaucoup de ses camarades, une courageuse attitude au cours du procès. Il déclara qu'il était et resterait communiste convaincu et que le communisme apporterait le salut aux masses ouvrières opprimées. Le tribunal prononça des peines diverses contre 52 personnes.

Le mouvement communiste albanais avait essuyé un coup fort rude. Cela résultait surtout de l'observance insuffisante des règles de la clandestinité et de la trahison des chefs du Groupe Communiste de Shkodër, qui ne tenaient pas pour une grave faute le fait de révéler les noms de leurs camarades à la police et au tribunal. Cette manière d'agir était, selon eux, un moyen de mettre les militants à l'épreuve sous les tortures de l'ennemi.

La situation internationale ne faisait qu'empirer. Les Etats fascistes avaient fortement intensifié leurs préparatifs de guerre. L'Allemagne avait occupé l'Autriche en 1938 et, quelques mois après la capitulation des puissances occidentales à Munich, elle occupait, en mars 1939, la Tchécoslovaquie, tandis qu'en Espagne, les troupes fascistes l'emportaient sur les forces républicaines espagnoles.

Le 23 mars 1939, l'Italie fasciste décidait définitivement d'envahir l'Albanie par les armes. Zogu s'employa par tous les moyens à dissimuler la situation tendue qui s'était créée dans les rapports albanais-italiens. Néanmoins, dès les premiers jours d'avril, les plans ténébreux des fascistes vinrent à la connaissance du peuple albanais. Une profonde vague de colère déferla sur tout le pays. Les communistes albanais, quoique peu nombreux, se firent les organisateurs des puissantes manifestations antifascistes qui éclatèrent dans tout le pays. A Tirana et dans d'autres villes, des centres d'enrôlement de volontaires pour la lutte contre l'agression fasciste furent créés sur l'initiative des communistes et des nationalistes patriotes. Les communistes emprisonnés ou déportés demandèrent au gouvernement d'être envoyés aux premières lignes du front contre l'agression. Mais l'organisation de la résistance populaire fut sabotée par Zogu et sa clique. Le peuple albanais, qui s'était dressé tout entier, prêt à combattre pour la défense de sa liberté et de son indépendance, se trouva sans armes, trahi par les classes dominantes, par le gouvernement et le roi, sans secours et sans appui de l'étranger. En ces instants décisifs pour le sort de la Patrie, les groupes communistes, divisés et en lutte entre eux, ne réussirent pas à créer une direction unique et à mobiliser le peuple en vue d'actions armées contre les agresseurs.

Le 7 avril 1939, les troupes fascistes italiennes attaquaient l'Albanie. Zogu et sa clique quittèrent le pays, l'abandonnant à son sort. L'armée albanaise, mise hors d'état d'agir par les spécialistes militaires italiens et les officiers profascistes en son sein, se désagrégea sans avoir opposé la moindre résistance à l'ennemi. Cependant, des groupes de patriotes combattirent héroïquement l'arme à la main contre les agresseurs à Durrës, Sarandë, Shëngjin, Shkodër et Vlorë. Mais les importantes forces de l'ennemi écrasèrent cette résistance. En quelques jours, les fascistes eurent occupé tout le pays. Toutefois le peuple albanais ne s'inclina pas. Il manifesta ouvertement sa profonde aversion contre les oppresseurs italiens et ne reconnut jamais le régime d'occupation étrangère.

L'occupation de l'Albanie était l'aboutissement logique de la politique agressive du fascisme italien, de la politique de capitulation antinationale et antipopulaire poursuivie par le régime zoguiste et de la politique de «non-intervention» des puissances capitalistes occidentales, qui reconnurent cette occupation. Seule l'Union Soviétique, fidèle à sa politique de défense des pays menacés par le fascisme, éleva la voix contre cette agression. Un flot de colère et de protestations s'éleva des colonies albanaises d'émigrés. L'agression italienne contre l'Albanie fut également condamnée par l'opinion publique progressiste du monde entier.

4. LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE — NECESSITE HISTORIQUE DANS LES CONDITIONS DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION NATIONALE

L'occupation de l'Albanie s'intégrait dans le plan général que les puissances fascistes avaient commencé à mettre en œuvre en vue d'établir leur domination sur le monde entier. La politique de

concessions répétées, que pratiquaient l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, encourageait encore davantage les visées agressives du fascisme. Les entretiens que, sous la pression de l'opinion publique, l'Angleterre et la France avaient engagés en 1939 avec l'Union Soviétique, furent utilisés par les puissances occidentales comme un voile pour couvrir leurs tentatives d'entente avec Hitler. Aussi l'Union Soviétique, afin de gagner du temps, de renforcer sa défense et de ne pas s'engager seule dans une guerre sur deux fronts, à la fois contre l'Allemagne et le Japon, conclut-elle en août 1939 un traité de non-agression avec l'Allemagne. Les hitlériens ayant attaqué la Pologne dans les premiers jours de septembre, l'Angleterre et la France, face à l'agression fasciste qui se tournait aussi contre elles, déclarèrent la guerre à l'Allemagne nazie.

La Seconde Guerre mondiale fut donc, au début, une guerre entre les deux principaux blocs impérialistes. Elle était la conséquence des contradictions inévitables du système capitaliste à l'époque de sa crise générale. Mais d'autre part, les peuples s'étaient dressés contre l'agression et l'esclavage fasciste. Leur lutte pour la défense de leur liberté et de leur indépendance, et pour leur affranchissement du joug étranger, était une juste lutte antifasciste.

Etablissement du régime fasciste d'occupation

L'occupation de l'Albanie par l'Italie marqua pour le peuple albanais le début d'une dure période de servitude fasciste. Les envahisseurs italiens maintinrent intact l'ordre fondé sur la domination des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Par ailleurs, ils mirent aussitôt en œuvre un vaste plan de mesures politiques, économiques et administratives, tendant à légaliser et à renforcer le régime d'occupation, à italianiser le pays, à piller ses ressources et à le transformer en une base pour élargir leur agression dans les Balkans et vers l'Orient.

Ces objectifs, les fascistes italiens s'efforcèrent de les atteindre par la démagogie et la violence. Afin de camoufler l'annexion, ils réunirent, à Tirana, une «Assemblée Constituante» qui proclama «l'union personnelle» de l'Albanie et de l'Italie, offrit au roi d'Italie Victor-Emmanuel III la couronne d'Albanie et désigna un gouvernement fantoche albanais, ayant à sa tête un grand propriétaire terrien, Shefqet Verlaci. En fait, l'Albanie fut convertie en une province de l'empire italien, où fut instaurée la dictature fasciste. La «Luogotenenza Générale» italienne, appliquant fidèlement les ordres du gouvernement de Rome, exerçait au nom du roi tout le pouvoir d'Etat. Le gouvernement fantoche albanais n'était qu'un simple exécutant de la volonté du dictateur fasciste Mussolini et du Luogotenente-Generale. Le ministère albanais des Affaires étrangères fut supprimé et ses attributions furent dès lors assumées directement par le ministère italien correspondant, les autres ministères étant, eux, dirigés en réalité par des «conseillers» italiens. Les forces armées albanaises, intégrées dans l'armée impériale, relevaient désormais du commandement italien. La convention sur «l'égalité des droits civils politiques» en Albanie des citoyens italiens et albanais entraîna l'afflux de dizaines de milliers de colons italiens (ouvriers, cultivateurs, techniciens, enseignants, entrepreneurs, commerçants, employés, etc.). Avec les troupes d'occupation, ils constituaient la force qui, entre autres buts, visait à la colonisation et à la fascisation complète du pays.

Les occupants italiens cherchaient d'une part à préserver une apparence d'existence à l'Etat albanais, alors que d'autre part ils proclamèrent officiellement l'Italie et l'Albanie comme constituant «un seul et même territoire». Le capital italien, dont l'afflux fut facilité, devint le maître absolu de l'économie albanaise et convertit tout le pays en une source de matières premières et en un débouché pour ses propres produits.

Le gouvernement italien entreprit également des préparatifs fébriles pour faire de l'Albanie une base militaire devant servir de point de départ à l'agression contre les pays balkaniques voisins. C'est cet objectif que visait la construction de nouvelles routes stratégiques, de casernes, d'aérodromes, de fortifications, etc.

Dans sa politique d'occupation et de transformation de l'Albanie en une province italienne, le gouvernement de Mussolini trouva un plein appui chez les classes dominantes réactionnaires du pays. Avant 1939 déjà, l'Italie fasciste avait créé parmi ces classes et dans les rangs des émigrés politiques bourgeois une puissante officine, qui la servit fidèlement pour asservir le peuple albanais. L'attitude qu'adoptèrent les grands propriétaires fonciers d'Albanie fut généralement identique. Ils furent en effet toujours liés aux forces de domination étrangère, qui leur assuraient des privilèges de classe, prêts qu'ils étaient à subordonner les intérêts de la nation à leurs propres intérêts matériels. Les gros propriétaires fonciers, véhicules traditionnels de la corruption politique, trouvant dans le fascisme italien le défenseur de leurs intérêts de classe, eurent tôt fait d'abandonner Zogu, de se lier étroitement à l'occupant et de soutenir sans réserve sa politique en Albanie. Les bayraktars [*Chefs de clan des régions de montagne de l'Albanie du Nord.*] aussi, obéissant aux mêmes intérêts, se jetèrent dans les bras du fascisme. Les occupants italiens surent mettre à profit le manque de culture et les survivances patriarcales de ces chefs et, caressant leurs ambitions, ils en firent des instruments aveugles du fascisme en Albanie.

La bourgeoisie réactionnaire albanaise, dont la part la plus importante était constituée par la grande bourgeoisie marchande, trahit, elle aussi, les intérêts de la Patrie. Ayant depuis longtemps renoncé à la lutte pour la défense de la liberté et de l'indépendance du pays, elle était devenue une force contre-révolutionnaire et antinationale. L'occupation fasciste eut pour effet de promouvoir l'essor du commerce. Les gros commerçants albanais devinrent, avec les grands propriétaires fonciers et les hauts fonctionnaires fascistes, les intermédiaires et les collaborateurs des monopoles italiens pour l'exploitation du marché albanais. Un bon nombre de propriétaires de fabriques du pays, qui, incapables de soutenir la concurrence de l'industrie italienne, avaient dû fermer les portes de leurs entreprises, se tournèrent, eux aussi, vers le commerce et accumulèrent des capitaux considérables. La grande bourgeoisie devint ainsi un auxiliaire de l'occupant. Le clergé réactionnaire également fut un instrument du fascisme. Les autorités d'occupation appelèrent à des postes importants de l'administration fasciste les représentants des classes et couches sociales qui constituaient la réaction albanaise, espérant, par leur truchement, s'assurer une domination tranquille du pays.

Le peuple albanais ne tarda pas à ressentir les conséquences de l'instauration du régime fasciste. En fait, il perdit complètement sa liberté et son indépendance nationale. Dès les premiers temps, des centaines de patriotes furent envoyés dans les prisons et camps de déportation en Italie. Afin de surveiller les personnes «suspectes au régime» les fascistes mirent en place un puissant appareil policier. Les fonctionnaires furent obligés, sous peine de se voir révoquer, de prêter serment de fidélité au roi. Les lois fascistes créèrent dans tout le pays une atmosphère de terreur et d'insécurité.

D'autre part, on vit bien vite se dissiper les vains espoirs en une amélioration de la situation économique qu'avaient fait naître l'extension des travaux de construction surtout de caractère militaire, qui s'accompagna d'une résorption temporaire du chômage, et l'afflux de produits moins chers sur le marché. Les ateliers d'artisanat, écrasés par la puissante concurrence de l'industrie italienne, durent tour à tour fermer leurs portes. La ruine des artisans prit un caractère généralisé. Les ouvriers étaient contraints de travailler 10 heures par jour pour un salaire qui, dans les conditions d'une hausse continue des prix, était un salaire de misère. La discrimination qui était faite entre ouvriers albanais et italiens s'accrut encore davantage après l'occupation. Les ouvriers albanais ne connaissaient aucune protection ni sécurité du travail. Les entreprises italiennes avaient la faculté de prolonger la journée de travail quand des travaux étaient considérés d'utilité publique ou de caractère exceptionnel.

Le pillage systématique du pays par l'occupant lésa gravement aussi les intérêts des paysans. La livraison obligatoire des produits agricoles aux sociétés capitalistes à des prix fort bas, l'expropriation des petits paysans par les banques italiennes et l'accaparement de milliers d'hectares de terres pour des besoins militaires accentuèrent le processus de paupérisation des masses paysannes.

Débuts du mouvement de libération nationale. Problème essentiel : l'union des communistes

La perte de la liberté et de l'indépendance nationale ébranla le peuple albanais, toucha profondément ses sentiments traditionnels d'ardent patriotisme et de fierté nationale. La haine contre l'occupant ne cessait de croître. Elle se manifestait sous des formes diverses : par le sabotage des plans d'italianisation et de fascisation du peuple albanais, par le refus d'adhérer au parti et aux autres organisations fascistes, par la résistance aux lois du régime d'occupation, etc. A l'avant-garde de cette résistance antifasciste se tenaient les ouvriers et la jeunesse scolaire.

Le mouvement ouvrier, dans les conditions de l'occupation, prit un caractère politique antifasciste marqué. Les fabriques et les grands chantiers devinrent des foyers de lutte contre les exploités capitalistes et contre l'occupant. De fréquentes grèves éclatèrent dans plusieurs villes. Par ce moyen, les ouvriers ne luttaient pas seulement pour leurs revendications économiques, mais manifestaient aussi leur colère contre l'occupant et sabotaient la production à ses dépens.

Les écoles secondaires devinrent le foyer d'un ardent mouvement contre le fascisme. Avant même l'occupation, la jeunesse scolaire s'était signalée par ses sentiments patriotiques et démocratiques. Influencée et conduite par les groupes communistes, elle combattait résolument le régime zoguiste, l'obscurantisme et le fascisme. Elle s'était faite en outre le porteur des idées communistes et démocratico-révolutionnaires parmi les masses. Après l'occupation, les jeunes des écoles furent parmi les premiers à manifester avec une grande force leur haine contre l'occupant fasciste. Ils repoussaient et sabotaient la diffusion de la culture fasciste, se mettaient à la tête des manifestations et des mouvements de protestation contre le fascisme, propageaient les idées du patriotisme militant et du communisme. Ainsi, la jeunesse scolaire servait de solide appui au mouvement communiste et antifasciste dans son ensemble.

La nouvelle situation créée après l'occupation posait comme tâche fondamentale la levée en masse du peuple dans la lutte pour réduire à néant le plan fasciste d'italianisation et de pillage du pays, pour libérer l'Albanie et conquérir l'indépendance nationale.

Cette tâche, pour pouvoir être menée à bien, nécessitait une direction révolutionnaire, qui élaborerait la plateforme politique de la lutte antifasciste, mobiliserait et organiserait le peuple dans cette lutte.

Une telle direction faisait défaut. Les groupes communistes étaient les seules organisations politiques qui se firent un devoir de songer au destin du peuple et de la Patrie en ces graves moments. Ces groupes observèrent une ferme attitude contre le régime d'occupation, mais leur désunion les empêchait d'élaborer une ligne commune pour mener la lutte de libération, de se lier avec les masses populaires et de se mettre à leur tête.

L'union des groupes et la création d'un parti communiste unique s'affirmaient comme une nécessité urgente et impérieuse. Mener à bien cette tâche n'était guère chose aisée. De grands obstacles devaient être surmontés pour éliminer les divergences et la division entretenues surtout par les dirigeants, bien que le besoin d'union fût maintenant grandement ressenti par la majeure partie des communistes.

Or, pour réaliser l'union des forces communistes et l'organisation de la lutte antifasciste, on s'en tint à l'ancienne voie, à celle des discussions entre chefs. A nouveau, les deux lignes opposées quant au caractère de la lutte s'affrontèrent dans ces entretiens. Les dirigeants du Groupe de Korçë étaient toujours pour l'organisation de la lutte de libération nationale avec la participation de toutes les classes et couches sociales qui voulaient combattre l'occupant. Les chefs du Groupe de Shkodër et des autres organisations, qui n'avaient pas renoncé à leur attitude sectaire, adaptèrent leurs anciens points de vue à la nouvelle situation. Selon eux, l'Albanie, avec l'occupation italienne, s'engageait dans la voie d'un rapide développement capitaliste. En conséquence, la croissance de la classe ouvrière créerait les bases pour la révolution socialiste!

Les pourparlers entre les chefs du Groupe de Korçë et ceux du Groupe de Shkodër conduisirent à la formation, en automne 1939, de ce qu'ils appelèrent un «Comité Central» commun, comprenant un

nombre égal de membres des deux Groupes, deux pour chacun d'eux. Cet accord n'était rien d'autre qu'un compromis social-démocrate». [*Résolution de la Conférence des groupes communistes, novembre 1941. Documents principaux du PTA. Tirana, 1960, T. I, p. 4.*] Il ne prévoyait pas la fusion des groupes en une organisation unique. Les Groupes demeuraient séparés, chacun maintenant ses points de vue, ni l'un ni l'autre n'épurant ses rangs des éléments antimarxistes. Les dirigeants du Groupe de Shkodër acceptèrent seulement d'exclure de leur sein le trotskiste Niko Xoxi. Construite sur de telles bases pourries, cette «union» réalisée par le haut demeura purement formelle.

Tandis que les pourparlers entre les dirigeants des groupes communistes se prolongeaient durant de longs mois, dans tout le pays croissait le mouvement populaire antifasciste. Les communistes s'y tenaient à l'avant-garde. L'occupation du pays avait provoqué un tournant radical dans leur conscience. Les militants de base des Groupes se rendaient de mieux en mieux compte que l'union ne pouvait être réalisée par des discussions stériles entre chefs, mais dans la lutte commune contre l'occupant fasciste. Il s'ensuivit que les divergences politiques et idéologiques furent peu à peu reléguées au second plan. L'autorité et l'influence des chefs sur les militants de base des Groupes avaient décliné. De leur propre initiative, les communistes engagèrent le combat contre l'occupant et menèrent un travail d'agitation en faveur de la lutte de libération. Sous leur conduite, à l'occasion de la fête nationale du 28 novembre 1939, des manifestations antifascistes de masse éclatèrent dans les principales villes du pays. Les manifestations se déroulèrent sous les mots d'ordre : «Vive l'Albanie libre !», «La liberté ou la mort !». Les communistes étaient les inspireurs et les dirigeants du mouvement antifasciste des ouvriers et de la jeunesse scolaire.

«Dans la lutte et les combats contre l'occupant et les quislings, unis pour un seul but, la libération du pays de l'occupant, les communistes aux vues saines de la base des divers groupes, oubliant querelles et ressentiments, contractaient entre eux des liens de sang ; la juste ligne des communistes se cristallisait en eux, et ils réclamaient l'union en un parti unique, condition sine qua non pour organiser la lutte de libération et en assurer la direction.» (Enver Hoxha, Rapport du CC du PCA présenté au 1er Congrès du Parti Communiste d'Albanie. Tirana, 1950, p. 59, éd. alb.)

Les succès qu'obtinrent les communistes dans l'organisation du mouvement antifasciste au cours des premiers mois qui suivirent l'occupation du pays encouragèrent le Groupe Communiste de Korçë à renforcer et à étendre son activité dans d'autres régions du pays et à mettre fin à l'esprit de clocher qui avait jusque-là constamment entravé son action. Au début de 1940, il organisa une branche de son organisation à Tirana. La direction en fut confiée à Enver Hoxha.

Enver Hoxha

Enver Hoxha est né le 16 octobre 1908 à Gjirokastrë. Son enfance coïncida avec une période très dure pour le pays. Les envahisseurs qui se succédaient alors en Albanie incendiaient et dévastaient des régions entières, massacrant les populations et semant partout la désolation. La vie lui apprit à haïr les ennemis de la Patrie et, quoique encore jeune, il se rallia au mouvement démocratique de 1924.

Au lycée de Korçë où il acheva ses études secondaires en 1930, Enver Hoxha connut pour la première fois la violence des autorités zoguistes et la prison, pour avoir organisé avec ses camarades une protestation contre les exactions commises aux dépens des élèves.

Il se rendit ensuite en France pour y poursuivre ses études supérieures. Ses profondes tendances démocratiques firent d'Enver Hoxha un sympathisant du mouvement communiste français. A Paris, il prit contact avec la rédaction de «L'Humanité», organe central du Parti Communiste Français, auquel il se mit à collaborer par des écrits qui dénonçaient le régime zoguiste en Albanie.

Sa bourse ayant été supprimée, Enver Hoxha se vit contraint de se rendre en Belgique où, tout en poursuivant ses études, il fut quelque temps employé au consulat d'Albanie à Bruxelles. En 1936, les agents de Zogu à l'étranger ayant découvert son activité antizoguiste, il fut révoqué et obligé de rentrer en Albanie.

Enver Hoxha était dès lors devenu communiste et en tant que tel il se consacra à la lutte pour la libération du peuple. Le serment qu'il avait prêté en 1936, sur la tombe du patriote Bajo Topulli à Gjirokastër, de lutter avec tous les jeunes «pour une Albanie meilleure», «pour la prospérité de la Patrie», «pour la véritable union de la nation», était pour lui un vrai programme de combat.

De retour dans son pays, Enver Hoxha entreprit son activité révolutionnaire en tant qu'enseignant au gymnase de Tirana, puis au lycée de Korçë. Il se lia au Groupe Communiste de Korçë et en devint l'un des membres les plus actifs. Il usa avec maîtrise de la tribune que lui offrait l'école pour inculquer à ses élèves les idées démocratiques et communistes. Il devint aussi l'un des principaux éducateurs de l'organisation extra-scolaire «La jeunesse de Korçë», et un militant inlassable pour l'union du mouvement communiste albanais.

A la veille de l'occupation fasciste, Enver Hoxha œuvra corps et âme, avec les camarades du Groupe Communiste de Korçë, en vue d'organiser la résistance populaire. Il poursuivit ses efforts après l'occupation du pays. Son activité révolutionnaire vint à être remarquée par les occupants fascistes, qui le révoquèrent comme «élément opposé au régime». Par décision de la direction du Groupe Communiste de Korçë, il fut envoyé à Tirana avec mission d'élargir l'activité du Groupe sur des bases solides, en organisant le mouvement antifasciste dans la capitale et dans d'autres régions du pays.

La section de Tirana, avec à sa tête Enver Hoxha, devint rapidement un important centre du mouvement communiste et antifasciste dans la capitale.

Appréciant la détermination des militants de base des groupes communistes à lutter contre le fascisme et leur ardent désir de voir se réaliser l'union du mouvement communiste et la fondation du Parti, Enver Hoxha mena parmi eux avec patience et sagesse un travail inlassable d'éclaircissement et d'organisation. Il établit en même temps des liens avec les nationalistes patriotes qui haïssaient l'occupant fasciste et étaient prêts à le combattre.

Nouvelles difficultés sur la voie de l'union. Le Groupe des «Jeunes»

Au moment même où l'union des groupes et la création d'un parti communiste étaient devenues une nécessité impérieuse, de nouvelles difficultés surgirent sur la voie menant à la réalisation de cet objectif. Une fraction qui, avant même l'occupation du pays, avait commencé à se former au sein du Groupe Communiste de Korçë, se présenta à partir du mois de février 1940 comme un groupe distinct. Par la suite, elle prit le nom de Groupe des «Jeunes». La naissance de ce Groupe avait été favorisée par la division et les autres faiblesses du mouvement communiste, facteurs qui créaient un terrain propice à l'activité des éléments antimarxistes.

Anastas Lula et Sadik Premte, éléments aux tendances trotskistes et anarchistes marquées, s'étaient mis à la tête de ce Groupe. Mettant à profit le défaut de liens solides entre le Groupe de Korçë et ses organisations de Tirana, Anastas Lula et Sadik Premte avaient réussi à persuader les éléments qu'ils avaient eux-mêmes recrutés que la direction du Groupe de Korçë était incapable de diriger le mouvement communiste et que ses points de vue idéologiques et sa ligne politique étaient erronés. Très rapidement, ils réussirent à grossir les rangs de leur fraction, d'éléments intellectuels d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise chez lesquels les points de vue antimarxistes, en partie empruntés à ceux des chefs du Groupe de Shkodër, prirent rapidement racine. Le Groupe des «Jeunes» créa des sections dans les principales villes du pays, et même à Korçë, où il mit à profit le mécontentement et le désarroi que la dissolution des cellules avait suscités chez une partie des communistes.

Le Groupe des «Jeunes» se mit à enfreindre ouvertement les décisions du «Comité Central» commun. Les chefs du Groupe de Shkodër, croyant que ces fractionnistes agissaient conformément aux instructions du Groupe de Korçë dont ils faisaient en fait partie, l'accusèrent de duplicité et de perfidie. Invoquant ce prétexte, ils quittèrent le «Comité Central» et en provoquèrent ainsi la dissolution.

C'est ainsi que l'accord de l'automne 1939 fut rompu. Au lieu de se rapprocher et de réaliser leur union, les groupes virent le fossé qui les séparait s'approfondir. Le Groupe des «Jeunes» entra en conflit ouvert avec le Groupe de Korçë et établit des liens avec le Groupe de Shkodër. Les autres petites organisations communistes existantes s'intégrèrent peu à peu dans les trois principaux groupes communistes.

La direction du Groupe des «Jeunes» mit en avant une plate-forme idéologique et politique antimarxiste. Le prolétariat, estimait-elle, n'existait pas en Albanie et, de ce fait, il n'y avait pas de lutte de classes; en conséquence, il n'existait pas de base pour la formation du parti communiste, et la paysannerie, étant par ailleurs conservatrice, réactionnaire, ne pouvait devenir l'alliée de la classe ouvrière. Cette direction avait fait sienne la théorie trotskiste sur l'éducation et la préservation des cadres. Elle tenait les liens avec les masses et le travail en leur sein pour préjudiciables, parce qu'ils exposaient les cadres !

Les vues politiques des chefs de ce Groupe étaient, elles aussi, foncièrement erronées, et nocives pour le mouvement communiste et antifasciste. Tout comme Zef Mala et Niko Xoxi, ils étaient d'avis que l'occupation fasciste accélérerait le processus de développement capitaliste, la croissance du prolétariat, le renforcement des liens entre ouvriers albanais et ouvriers italiens, ce qui amènerait à son tour le développement de la lutte de classes et la création de conditions propices à la fondation d'un parti communiste qui dirigerait la lutte pour le socialisme. Ils ne comprirent pas les motifs qui avaient amené l'Union Soviétique à conclure le traité de non-agression avec l'Allemagne, ni le but de ce traité ; aussi le considéraient-ils comme préjudiciable à la lutte antifasciste des peuples.

Les chefs du Groupe des «Jeunes» et une partie de leurs tenants dégénérent en une secte d'anarchistes.

La confusion suscitée par la formation du Groupe des «Jeunes» s'accrut encore davantage à la suite de la création, à la même époque en Albanie, des organisations du Groupe du «Zjari». Le trotskiste Andréa Zisi après avoir, au nom du «parti communiste albanais», empêché par tous les moyens les jeunes antifascistes albanais d'Athènes qui désiraient combattre par les armes l'agression italienne, de rentrer dans leur pays, regagna lui-même l'Albanie afin d'y saboter le mouvement communiste et antifasciste. Il forma à Korçë un «Comité Central», et un «comité régional» à Tirana et à Vlorë. Tout le travail de ce Groupe portait exclusivement sur l'«éducation» de ses membres.

Andréa Zisi avait conçu une «théorie» nouvelle, selon laquelle la citadelle fasciste devait être prise par dedans, d'où il découlait que les communistes, au lieu de lutter ouvertement contre l'occupant, devaient s'intégrer dans son appareil politique et administratif. Ces conceptions, à l'instigation de Bedri Spahiu, furent aussi adoptées par quelques officiers communistes.

L'attitude des communistes et du peuple albanais à l'égard de l'agression fasciste contre les peuples voisins

l'Allemagne hitlérienne, d'entraîner avec eux les de chair à canon. Le 28 En juin 1940, alors que les communistes aux vues saines des divers groupes en Albanie luttèrent contre le fascisme et contre les trotskistes pour l'union du mouvement communiste, l'Italie entra en guerre aux côtés de Les fascistes italiens tentèrent Albanais pour s'en servir comme octobre 1940, les troupes italiennes, parties d'Albanie, attaquaient la Grèce. Après quelques premiers succès, elles furent contraintes, sous les coups de l'armée grecque, de se retirer, et évacuèrent Korçë en novembre et Gjirokastër au début de décembre 1940.

La guerre italo-grecque apporta de nouvelles souffrances et dévastations au peuple albanais. Non seulement il ne se solidarisa pas avec l'agression fasciste contre la Grèce, mais fit l'impossible pour aider le peuple grec frère dans sa lutte de libération. Les communistes menèrent une vaste campagne de propagande pour démasquer les plans impérialistes du fascisme et mettre à nu la pourriture du

régime fasciste. Ils appelèrent les soldats et miliciens albanais enrôlés de force à désertier. Quant aux jeunes, ils les exhortaient à ne pas se présenter aux centres de recrutement et à prendre le maquis. L'action des communistes et des patriotes antifascistes fit entièrement échouer les plans fascistes de mobilisation militaire et civile des Albanais. Les soldats albanais envoyés de force par les fascistes sur le front grec, refusèrent de combattre et désertèrent en masse. A l'arrière également, les actes de sabotage contre la machine militaire fasciste se multiplièrent. La population des zones occupées par les forces grecques, ayant avec celles-ci le fascisme italien pour ennemi commun, les aida de son mieux. Or, le gouvernement grec observa une attitude délibérément chauvine à l'égard du peuple albanais. Il empêcha la formation d'une union combattante des Grecs et des Albanais contre l'occupant fasciste et tenta de mettre en œuvre les anciens plans de la bourgeoisie «grand grecque» visant à l'annexion de Korçë et de Gjirokastër.

Les communistes de Korçë se heurtèrent, eux aussi, à cette attitude hostile des autorités grecques d'occupation. Aussitôt que l'armée italienne eut évacué Korçë, les communistes formèrent un «Comité pour la défense de la ville» et créèrent, pour assurer l'ordre public, une petite force armée composée de communistes et de sympathisants du Groupe. Au premier contact entre le «Comité de défense» et les autorités militaires grecques, le conflit surgit quant à la nature de l'occupation grecque. Le Comité rejeta la demande d'Athènes de considérer l'arrivée des troupes grecques comme la «libération de Korçë grecque». De leur côté, les Grecs repoussèrent la demande du Comité pour la formation d'un certain nombre de bataillons albanais qui combattraient sous leur drapeau national contre l'occupant italien. Ils obligèrent le Comité à se dissoudre. Le 28 novembre 1940, jour anniversaire de l'Indépendance, les communistes organisèrent à Korçë une grande manifestation afin de maintenir élevé le moral de la population et de montrer au gouvernement grec que si Korçë, comme le peuple albanais tout entier, haïssait les fascistes italiens, elle ne reconnaissait pas pour autant les prétentions des chauvins grecs sur le territoire albanais.

L'occupation grecque des régions du Sud fut de brève durée. Le cours des événements au printemps 1941 modifia totalement la situation dans les Balkans. L'Allemagne hitlérienne, après avoir envahi le Danemark, la Norvège, la Hollande, la Belgique et la France, faisait pénétrer ses troupes en Finlande, en Roumanie et en Bulgarie, et attaquait en avril 1941 la Yougoslavie et la Grèce. En quelques jours, l'armée allemande occupa ces pays, permettant aux forces italiennes de réoccuper l'Albanie du Sud et d'entrer en Grèce.

La guerre italo-grecque, qui avait transformé l'Albanie en champ de bataille, eut des conséquences importantes pour le pays. Les pertes humaines, les grands dommages matériels et le durcissement de la politique colonialiste de rapine des occupants aggravèrent à l'extrême la condition des masses populaires. Les défaites subies par l'Italie dans cette guerre firent clairement apparaître la décrépitude du fascisme italien et le discréditèrent totalement aux yeux du peuple albanais.

L'Italie élargit sa zone d'occupation en créant la «grande Albanie», qui englobait aussi une partie des territoires albanais attribués à la Serbie par la conférence des ambassadeurs des puissances impérialistes réunie en 1913 à Londres. Afin de consolider leurs positions dans les Balkans, les occupants fascistes allemands et italiens attisèrent les anciennes querelles nationales et le chauvinisme des classes réactionnaires des pays balkaniques. Mais les communistes et le peuple tout entier ne donnèrent pas dans le piège de la démagogie fasciste. Dénonçant la politique provocatrice de la «grande Albanie», ils suivirent la voie de l'intensification de la lutte contre les occupants fascistes et de la coopération avec les peuples voisins dans la lutte de libération contre l'ennemi commun, en invoquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'union des communistes dans la lutte contre le fascisme

Le régime fasciste en Albanie avait été gravement ébranlé. La période dans laquelle il s'engageait était marquée par une crise politique de plus en plus grave qui se traduisait entre autres par l'incapacité du régime à étouffer le mouvement populaire antifasciste. Au printemps 1941 la guérilla ayant à sa tête le

patriote Myslim Peza avait entrepris des actions armées contre les occupants fascistes. A ses coups de main organisés durant les mois de mars et de mai, les occupants ripostèrent par une première opération punitive menée à Pezë. Les désertions en masse commencèrent à éclaircir les rangs des unités composées d'Albanais. En mai, la haine populaire contre l'opresseur étranger se manifesta par un acte retentissant. En plein Tirana, le jeune Vasil Llaçi attenta à la personne du roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, qui était en visite officielle en Albanie.

La situation révolutionnaire en Albanie mûrissait de plus en plus. Les occupants fascistes multipliaient les mesures de répression. Des milliers de patriotes furent arrêtés et emprisonnés. Pour échapper aux poursuites policières ou à l'enrôlement forcé, une partie d'entre eux avaient gagné la montagne d'où ils opéraient contre l'ennemi, isolés ou par petits groupes armés.

Enver Hoxha et ses camarades, appréciant l'importance de la guérilla patriotique de Pezë, décidèrent d'y dépêcher des communistes pour lui donner un caractère organisé et élever la conscience politique de ses combattants. A l'issue des rencontres qu'Enver Hoxha eut avec Myslim Peza, celui-ci accepta avec chaleur la proposition qui lui était faite d'envoyer des communistes renforcer son unité. La décision des communistes de gagner la montagne pour y organiser et élargir le mouvement de libération nationale marquait le début d'une nouvelle étape dans leur activité. Prenant ici encore l'initiative, les communistes s'employèrent à organiser le mouvement antifasciste armé dans les autres régions du pays.

Leur travail de propagande parmi les masses populaires prit une grande ampleur. Outre l'agitation individuelle, les tracts et appels, qui commencèrent à être répandus dans les villes puis dans les campagnes, jouèrent un rôle important comme forme de communication des communistes avec les masses. Certains de ces écrits contenaient cependant des slogans politiquement erronés : «Pour l'Albanie soviétique !», «Pour l'Albanie communiste !», «Pour l'organisation de l'armée rouge albanaise !», slogans qui avaient leur origine dans une appréciation inexacte de la situation existant en Albanie.

L'essor du mouvement et les demandes instantes des communistes qui réclamaient l'union incitèrent, à l'époque, le Groupe de Korçë et celui de Shkodër à tenter une nouvelle fois d'établir une collaboration entre eux. Dans l'intérêt de la paix intérieure et afin de coordonner leur action antifasciste, les deux parties créèrent une «commission d'arbitrage», en tant que premier pas devant conduire à l'union complète. Mais même cette tentative ne donna pas de résultats satisfaisants.

De son côté, la section du Groupe de Korçë à Tirana avait déployé une vaste activité dans les rangs des communistes et dans les milieux de nationalistes patriotes, nouant avec eux de solides liens. Enver Hoxha, animé de l'ardent désir de réaliser au plus tôt l'union des communistes albanais en un seul parti, n'avait pas reculé devant les nouvelles difficultés suscitées par les menées fractionnistes des «Jeunes» et des «Zjarristes» (membres du Groupe du «Zjarr»). Il trouva dans sa tâche un langage commun avec deux éminents militants du Groupe de Shkodër, Vasil Shanto et Qemal Stafa. La section de Tirana, qui avait à sa tête Enver Hoxha, devint progressivement un véritable centre organisateur pour tout le mouvement communiste et antifasciste en Albanie. Cette section avait rallié autour d'elle des communistes résolus des divers groupes. Ils représentaient la base du parti communiste qui allait être formé.

Alors que la résistance antifasciste du peuple albanais grandissait de jour en jour et qu'un puissant mouvement de libération nationale dirigé par les communistes avait commencé à se développer aussi dans les autres pays occupés par le fascisme, un événement de grande importance modifia radicalement la situation politique internationale. Le 22 juin 1941, l'Allemagne hitlérienne, ayant puissamment accru son potentiel militaire par l'exploitation des ressources économiques et humaines des pays asservis et de ses satellites et alliés, attaquait traîtreusement l'Union Soviétique. L'impérialisme allemand avait décidé de détruire le premier Etat socialiste. Grisé par les succès faciles

obtenus en Europe occidentale et dans les Balkans, Hitler espérait remporter une rapide victoire sur l'URSS.

Le peuple soviétique, conduit par le Parti Communiste ayant à sa tête J. V. Staline, se dressa comme un seul homme dans sa Grande Guerre Patriotique pour défendre la liberté et l'indépendance de sa patrie socialiste. Cette guerre juste inaugura une nouvelle étape de la Seconde Guerre mondiale, renforça le caractère antifasciste de libération de la lutte des peuples contre le bloc fasciste et jeta les fondements de l'union en un front unique de toutes les forces antifascistes du monde.

La guerre entre l'Union Soviétique et l'Allemagne hitlérienne était une lutte à mort entre le socialisme et le fascisme. Dans le monde entier, les masses exploitées étaient directement concernées par la victoire de l'Union Soviétique sur la réaction fasciste internationale. Les peuples des pays asservis voyaient à juste titre en l'Union Soviétique le principal garant de la poursuite de la guerre antifasciste jusqu'à la victoire finale, jusqu'à leur libération des occupants fascistes. Face à un ennemi aussi dangereux que l'Allemagne hitlérienne et sous la pression sans cesse grandissante de leurs peuples qui réclamaient la création d'une puissante coalition antifasciste, les gouvernements des deux plus grandes puissances capitalistes — l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique — s'allièrent à l'Union Soviétique. Ainsi échoua le plan d'Hitler tendant à l'isolement du pays des Soviets. La principale force de cette grande coalition antifasciste était l'Union Soviétique, sans laquelle la victoire sur l'ennemi était impossible.

La perfide attaque fasciste contre le peuple soviétique et le début de la Grande Guerre Patriotique eurent un profond retentissement en Albanie. Alors que les occupants italiens, qui avaient, eux aussi, déclaré la guerre à l'Union Soviétique, et la réaction intérieure, grisés par les premières victoires nazies, lançaient une furieuse campagne antisoviétique et anticommuniste, les larges masses de patriotes albanais accueillirent l'agression hitlérienne avec indignation.

L'amour des patriotes albanais pour l'Union Soviétique avait ses raisons historiques. Dans sa lutte séculaire contre ses oppresseurs étrangers, le peuple albanais s'était presque toujours trouvé seul, sans alliés. Les Etats capitalistes avaient soit observé à son égard une attitude ouvertement hostile, soit prétendu être ses «amis» dans le dessein de lui planter un poignard dans le dos et de se l'assujettir. Seule l'Union Soviétique avait défendu les droits de l'Albanie et élevé la voix contre les injustices commises à ses dépens. Avec l'entrée en guerre de l'Union Soviétique contre le fascisme, le peuple albanais, pour la première fois dans son histoire, avait un ami et un allié de combat puissant et sincère, et, comme les autres peuples opprimés, un solide garant de l'écrasement inéluctable du bloc fasciste.

«Notre lutte — a dit le camarade Enver Hoxha — n'a pas commencé après l'entrée en guerre de l'Union Soviétique, mais c'est après l'entrée en guerre de l'Union Soviétique que notre peuple prit conscience que le sang versé ne le serait pas en vain.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion de la Présidence du Conseil Général de Libération Nationale, 15 avril 1944. Procès-verbal de la réunion. ACP.)

Dans les nouvelles circonstances créées par la formation de la coalition antifasciste des peuples, qui avait pour avant-garde l'Union Soviétique, les communistes albanais voyaient leur incomber une grande responsabilité historique: assurer au plus tôt au peuple albanais une direction politique, en formant le parti communiste comme condition fondamentale pour l'organisation, la direction et l'extension de la lutte antifasciste de libération nationale. Il n'existait pas d'autre voie, et personne, hormis les communistes, dans les conditions historiques concrètes du pays, n'était en mesure d'assumer une telle tâche. Dans les divers groupes, les communistes aux vues internationalistes saines en avaient parfaitement conscience. Indépendamment des désaccords idéologiques qui existaient entre eux, les communistes albanais étaient unis par l'amour sans bornes qu'ils vouaient à leur Patrie et à l'Union Soviétique. Ces sentiments communs devinrent un facteur très important pour leur rapprochement et leur étroite collaboration. Ainsi commença une nouvelle étape pour le mouvement communiste lui-même. Alors

«... on ressentit plus que jamais, surtout à la base, le grand tort causé au mouvement communiste par la lutte stérile entre les groupes et le besoin impérieux de mettre un terme à cette lutte et de réaliser les conditions nécessaires à l'unité du mouvement en Albanie.» Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, pp. 14-15.

La lutte contre le fascisme qui devait assurer l'union des communistes, prit aussitôt une grande ampleur. Les meilleurs membres de tous les groupes s'étaient liés entre eux dans les actions de combat contre l'occupant et les traîtres au pays. A la suite de l'agression hitlérienne contre l'URSS, la volonté de combattre des communistes de la base ne pouvait plus être contrecarrée même par les dirigeants du Groupe de Shkodër, qui avaient soutenu que «les communistes ne devaient se jeter dans la lutte que lorsque l'Union Soviétique se serait engagée dans la Seconde Guerre mondiale.» Qemal Stafa et Vasil Shanto, qui avaient commencé à militer avec En ver Hoxha, jouaient maintenant un rôle primordial au sein du Groupe Communiste de Shkodër. La ligne de la lutte antifasciste de libération nationale était alors devenue la ligne prépondérante au sein de ce Groupe. Les instructions données, à l'époque, aux membres du Groupe, portaient notamment cette phrase : «En hommes qui aimez votre pays, pénétrez parmi les masses, gagnez leur sympathie, leur compréhension et préparez-les à un mouvement national armé.» [*Instruction du Groupe de Shkodër adressée à ses membres. ACP.*]

La ligne politique commune adoptée rapprocha le Groupe Communiste de Shkodër de celui de Korçë, rendant possible la conclusion, en août 1941, d'un accord de coopération qui prévoyait l'organisation conjointe d'une série d'actions antifascistes. A cet accord, devait aussi se rallier par la suite le Groupe des «Jeunes». Quant au Groupe du «Zjarri», il ne répondit pas à l'appel à collaborer. Parmi les actions antifascistes communes menées par les Groupes, la plus importante fut la grande manifestation antifasciste du 28 octobre 1941 à Tirana, à l'occasion de la fête fasciste de la «marche sur Rome». Cette manifestation, qui avait pour principal organisateur Enver Hoxha, se fit avec la participation des larges masses populaires. Les fascistes réagirent féroce­ment. Enver Hoxha, poursuivi, fut contraint de passer dans la clandestinité. Les autorités fascistes le condamnèrent à mort par contumace. La manifestation de Tirana avait été la pierre de touche de l'union des communistes albanais. Elle montra la force de cette union dans le feu de la lutte contre le fascisme et sa grande importance pour la mobilisation des masses populaires dans le mouvement de libération nationale.

La manifestation de Tirana fut suivie le 8 novembre 1941, à Korçë, d'un autre grand mouvement semblable, également organisé par les groupes communistes pour protester contre les arrestations massives opérées par les fascistes dans la capitale. Elle aboutit à un affrontement sanglant avec les carabiniers et la police fasciste. C'est là que fut tué Koci Bako, l'un des premiers membres du Groupe de Korçë.

Le succès politique de ces manifestations produisit une grande impression sur l'opinion publique du pays. Le prestige des communistes parmi la population s'en trouva encore rehaussé. Par ailleurs, ce succès inquiéta profondément les autorités fascistes d'occupation, qui se rendaient compte qu'elles avaient affaire à un adversaire qui, de jour en jour, se renforçait et devenait plus menaçant.

La lutte menée par les communistes albanais finit par créer les conditions favorables à la fondation de leur parti. Au sein des groupes communistes avaient grandi des cadres révolutionnaires professionnels, qui avaient su s'élever au-dessus des désaccords des groupes, qui avaient résolument embrassé la ligne d'une lutte intransigeante contre les occupants fascistes et les traîtres au pays et lutté sur cette base, pour l'union du mouvement communiste albanais. Ces cadres, grâce à leur combat inlassable, préparèrent, sur le plan idéologique et organisationnel, la formation du parti communiste albanais.

La lutte antifasciste des communistes des divers groupes avait secoué dans ses fondements le sectarisme et l'esprit de groupe qui avaient jusqu'alors prévalu. Cette lutte et leur idéologie commune devinrent pour les principaux groupes communistes les facteurs déterminants qui les conduisirent à conclure, en août 1941, un accord pour l'organisation d'une réunion de leurs représentants, qui aurait pour tâche de résoudre la question de leur fusion et de la fondation du parti communiste d'Albanie.

5. FONDATION DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE

La Conférence des groupes communistes en vue de la fondation du Parti se tint, dans la clandestinité, à Tirana, du 8 au 14 septembre 1941. Quinze personnes y participaient, et notamment Enver Hoxha, Qemal Stafa, Vasil Shanto et Pilo Peristeri.

La tâche essentielle qui avait motivé l'organisation de la Conférence fut résolue dans son principe dès le début. C'est en effet le 8 novembre que fut prise la décision historique de réaliser la fusion des groupes et de fonder le **Parti Communiste d'Albanie** (PCA).

La Conférence entendit les rapports d'activité de chaque groupe, mit en lumière les succès et les insuffisances du mouvement communiste en Albanie et discuta des problèmes vitaux qui se posaient au Parti.

La majorité des représentants exprimèrent leur détermination à mettre fin à la désunion et à édifier un parti marxiste-léniniste unique, doté d'une solide unité organisationnelle et idéologique et d'une ligne politique combattante.

Seuls Anastas Lula et Sadik Premte, principaux dirigeants et représentants du Groupe des «Jeunes», tentèrent d'empêcher la réalisation de cet objectif. Tout en n'osant pas se prononcer ouvertement contre l'union des groupes communistes, car celle-ci était réclamée avec insistance par la base, ils avancèrent et défendirent les points de vue trotskistes bien connus de leur Groupe et des autres traîtres au marxisme-léninisme. Ils s'employèrent surtout à démontrer «l'absence de prolétariat», «le caractère réactionnaire et conservateur de la paysannerie», «le manque de cadres préparés», «le danger que la propagande et l'agitation ouvertes contre le fascisme présentaient pour les cadres», «la vanité de compter sur l'aide et le soutien de l'Union Soviétique». Par ces arguments, ils visaient à répandre l'idée que la création d'un parti communiste unique serait un acte purement formel et que ce parti ne réussirait jamais à devenir le guide du peuple albanais, ni à diriger la lutte pour la libération nationale.

Appuyé par Qemal Stafa et d'autres participants à la réunion, fidèles aux positions marxistes-léninistes, Enver Hoxha mena une lutte de principe contre ces thèses liquidatrices. Se voyant battus, Anastas Lula et Sadik Premte consentirent, pour la forme, à se soumettre à la majorité et s'engagèrent à exécuter les décisions de la réunion.

La Conférence des groupes communistes définit les bases idéologiques et organisationnelles du Parti et mit au point les questions essentielles de sa ligne générale pour la période de la Lutte de Libération Nationale.

A la direction du Parti fut élu un Comité Central provisoire composé de 7 membres. Enver Hoxha fut chargé d'en assumer la direction, bien que la Conférence n'eût pas désigné de secrétaire.

Aux termes d'une des clauses adoptées, aucun des principaux anciens chefs des groupes (président et adjoint) ne fut désigné à la direction du Parti. Ce n'était pas là la conséquence d'un simple accord, mais une exigence du développement du mouvement communiste et révolutionnaire. Les chefs de groupe, imprégnés d'un esprit de clan marqué, s'étaient depuis longtemps érigés en obstacles à l'union des communistes albanais en un seul Parti et avérés incapables de diriger les communistes et les masses révolutionnaires.

Bases idéologiques et organisationnelles du Parti

La Conférence dénonça les points de vue social-démocrates sur le Parti de la classe ouvrière, points de vue que L Lazar Fundo surtout s'était efforcé de propager en Albanie ; elle dévoila la ligne et l'activité foncièrement trotskistes du Groupe du «Zjarri», qui cherchait à se faire reconnaître comme «parti

communiste albanais» et décida irrévocablement que le Parti Communiste d'Albanie serait organisé et renforcé en tant que parti de type nouveau :

«Le Parti ne doit pas devenir un parti de type ancien, un parti similaire à ceux de la II^e Internationale social-démocrate, dominée par la corrosion intérieure, la passivité, l'esprit de clan, le fractionnisme et la trahison des intérêts de la classe ouvrière. Nous voulons un Parti qui soit capable de guider la classe ouvrière, dans la lutte jusqu'à la victoire...» (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 19.)

Dans le même temps, la réunion stigmatisa tous les points de vue erronés et étrangers à l'idéologie marxiste-léniniste, qui s'étaient implantés dans les rangs des groupes communistes. Elle dénonça en particulier la «théorie des cadres», en tant que théorie défaitiste et opportuniste, qui écartait les communistes des masses populaires, les maintenait à la remorque de celles-ci, les transformait en une secte, et conduisait en définitive à la liquidation du Parti.

Elle précisa que la théorie d'avant-garde, sur laquelle se guiderait le Parti dans l'élaboration de son programme et dans toute son activité, serait le marxisme-léninisme. A ce propos, elle fixa la tâche de :

«s'employer avec énergie à promouvoir, sur le plan théorique comme sur le plan politique, l'élévation idéologique des cadres, par l'assimilation de la théorie marxiste-léniniste...» (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 20.)

Le Comité Central provisoire fut chargé d'épurer tous les écrits étudiés par les groupes communistes des textes antimarxistes, trotskistes et anarchistes qu'ils contenaient, et d'organiser la publication en albanais, la diffusion et l'étude du «Précis d'histoire du Parti Communiste (bolchevik) de l'URSS», ainsi que d'un certain nombre d'œuvres de K. Marx, F. Engels, V.I. Lénine et J.V. Staline.

De la sorte, le Parti Communiste d'Albanie souligna dès sa constitution l'importance de la théorie marxiste-léniniste et de la conscience communiste de ses membres, en tant que force qui donne vie et impulsion au Parti, qui lui ouvre des perspectives et lui indique la voie menant à la victoire du mouvement ouvrier, du mouvement de libération des masses opprimées et exploitées.

La Conférence décida de mettre fin une fois pour toutes à l'état de décrépitude organisationnelle des groupes communistes, au relâchement de la discipline, à l'esprit de fraction et de groupe, et de créer un Parti sur de solides bases organisationnelles marxistes-léninistes. L'organisation du Parti sur de solides bases fut considérée comme le principal moyen de le rendre invincible et d'assurer la mise en œuvre de sa ligne politique.

La première des tâches fixées fut la transmission au Comité Central provisoire de tous les liens qu'entretenaient les directions des groupes communistes avec leurs membres. Dès lors, les communistes étaient astreints à n'appliquer que les normes organisationnelles fixées par la Conférence et par le Comité Central sur la base du principe du centralisme démocratique, principe fondamental d'organisation pour un parti marxiste-léniniste.

Il fut imparti comme directive de créer, dans les plus brefs délais, au lieu des anciennes cellules, restreintes, composées de deux ou trois membres, des cellules nouvelles, dans lesquelles seraient admis d'anciens membres des groupes, après épuration préalable de leurs rangs de tous les éléments ayant manifesté des tendances marquées de sectarisme, d'opportunisme et de clan. De pair avec l'organisation des cellules, devaient être formés les comités régionaux du Parti et des liens solides devaient être maintenus entre les cellules et ces comités. La Conférence demandait que les cellules fassent preuve du maximum d'initiative, qu'elles pénètrent dans les larges masses urbaines et rurales et que les comités leur prêtent leur aide et les contrôlent constamment dans leur activité.

Dans le même temps, pour renforcer le Parti, il fut jugé indispensable de lui infuser un sang nouveau, de grossir ses rangs de nouveaux membres, de combattants résolus, d'ouvriers et de paysans pauvres, en éliminant toute appréhension et sectarisme pour leur admission.

En ce qui concerne l'affiliation au Parti, l'on adopta la formule connue de Lénine que la réunion rédigea comme suit :

«Peut être membre du Parti seul celui qui en accepte le programme, adhère à une de ses organisations (cellule) et paie sa cotisation». (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 20.)

Une attention particulière fut consacrée à l'unité et à la discipline du Parti.

«Sans une discipline de fer et l'unité du parti, notre Parti, qui compte un grand nombre d'ennemis, ne pourrait mener victorieusement la lutte.» (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 22.)

En vue d'assurer une unité solide et une ferme discipline, la Conférence demandait aux communistes d'ouvrir l'œil afin d'empêcher la pénétration dans les rangs du Parti d'éléments arrivistes, intrigants, à l'esprit petit-bourgeois prononcé, ne supportant pas la discipline et créant un terrain propice aux agissements antiparti. En même temps, les organisations étaient chargées d'expulser sans hésiter de leur sein tout élément à tendances antimarxistes, opportunistes, liquidatrices. Il fut souligné que l'esprit de clan, de groupe, de fraction, le défaut de discipline ne peuvent avoir place dans le Parti.

Une des questions fondamentales débattues au cours de la Conférence, et qui fut définie comme une tâche urgente, fut celle de la liaison du Parti avec les masses. On réclama avec insistance, en ce domaine, que la pratique néfaste de la formation de groupes fût abolie à tout prix.

La Conférence recommanda aux communistes albanais de ne jamais oublier les paroles de J.V. Staline:

«Si les communistes restent attachés à leur mère, au peuple, qui leur a donné naissance, ils resteront invincibles.»

Pour que les communistes puissent se rattacher aux larges masses urbaines et rurales, aux masses de la jeunesse et des femmes et persuader ces masses de la justesse de la ligne politique du Parti, la Conférence leur indiquait la voie suivante : effectuer un travail de propagande et d'agitation combatif et intense dans toutes les couches du peuple ; mener le plus activement possible des actions politiques et de combat; combiner le travail d'explication politique et les actions politiques et de combat avec l'organisation des masses par le Parti.

Afin de nouer des liens solides avec les masses, la réunion demandait qu'un tournant fût opéré dans le travail parmi la jeunesse et les femmes, que fussent éliminés l'inertie, le sectarisme et autres erreurs par lesquels péchaient les groupes dans ce domaine. Le Comité Central provisoire fut chargé de prendre des mesures afin de créer au plus tôt l'organisation de la Jeunesse Communiste, à travers laquelle toute la jeunesse albanaise devait être mobilisée dans la lutte antifasciste. En ce qui concerne les femmes, la tâche fixée était de mener parmi elles un travail attentif, d'admettre au Parti des travailleuses et de mobiliser les masses féminines dans la lutte de libération.

La Conférence consacra aussi un soin particulier aux mesures à prendre pour protéger le Parti des coups des ennemis qui mettraient tout en œuvre pour le détruire. L'occupant fasciste italien et ses valets albanais chercheraient à frapper le Parti Communiste encore plus violemment qu'ils ne l'avaient fait pour les groupes. Ils étaient aidés dans ce sens par les trotskistes du Groupe du «Zjarri» et les renégats du communisme. Aussi la réunion fixa-t-elle pour tâche aux membres du Parti de faire preuve

de la plus haute vigilance, de garder à tout prix les secrets du Parti, d'observer la clandestinité la plus absolue, d'habituer les membres du Parti à œuvrer dans les conditions d'une complète illégalité. A ce propos, les conceptions de certains opportunistes et traîtres dans les rangs des groupes, qui soutenaient que les communistes soumis à des tortures, peuvent, à la rigueur, faire des aveux à la police et aux carabiniers sans se rendre pour autant coupables de trahison, furent sévèrement condamnées. Elles furent qualifiées de conceptions étrangères au parti du prolétariat, et devant être impitoyablement bannies.

Tout en demandant des communistes qu'ils maintiennent une rigoureuse clandestinité, la réunion soulignait également que cela devait être correctement compris et ne pas susciter une limitation de l'activité parmi les masses.

«Nous travaillons dans la clandestinité pour protéger notre organisation contre l'ennemi et non pas pour nous cacher derrière un voile et nous replier sur nous-mêmes». (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 20.)

La ligne politique pour la Lutte de Libération Nationale

La ligne politique du Parti prit corps dans les tâches politiques élaborées par la Conférence des groupes communistes. L'objectif stratégique du Parti pour la période historique que le pays traversait fut défini ainsi :

«Combattre pour l'indépendance nationale du peuple albanais et pour un gouvernement populaire démocratique dans une Albanie affranchie du fascisme.» (Ibid., p. 22.)

La définition de cet objectif stratégique se basait sur la contradiction antagoniste fondamentale qui se manifestait alors en Albanie et qui réclamait une solution urgente pour que fussent abattus les obstacles entravant le développement social, économique et culturel de la nation : la contradiction entre le peuple et l'occupant fasciste. Il existait, certes, aussi une autre contradiction : celle entre les masses populaires et les classes exploiteuses, mais elle était, à l'époque, devenue secondaire. Néanmoins, dans les conditions concrètes du moment, cette dernière contradiction ne pouvait être résolue sans que le fût aussi la contradiction antagoniste fondamentale, du fait que les grands propriétaires fonciers, les bayraktars et la bourgeoisie réactionnaire constituaient le soutien social de l'occupant dans le pays. Les intérêts des principales classes exploiteuses du pays étaient étroitement liés à ceux de l'occupant fasciste. Aussi, la réalisation de l'objectif stratégique du Parti ne pouvait pas ne pas toucher également les intérêts de ces classes, instruments des oppresseurs étrangers.

Les **fascistes italiens** étaient, à l'époque, les dominateurs tout-puissants de l'Albanie, et, partant, les **principaux ennemis** du peuple albanais. Quant à tous ceux qui, se ralliant à l'occupant, s'étaient mis à son service pour opprimer le peuple albanais, ils furent qualifiés de traîtres, d'instruments du fascisme, et il leur fut déclaré la guerre au même titre qu'à l'envahisseur.

Les **ouvriers** et les **paysans** sur le dos de qui pesait le plus le fardeau de la servitude fasciste constituaient les forces principales qui lutteraient pour la réalisation de l'objectif stratégique du Parti et qui étaient les plus intéressées à le voir se réaliser. Aussi, celui-ci fixa-t-il comme l'une des tâches les plus importantes à remplir celle

«de créer et de renforcer l'unité de combat entre les masses travailleuses des villes et des campagnes.» (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 22.)

Les autres couches sociales patriotiques souhaitaient, elles aussi, la conquête de l'indépendance nationale. Le Parti ne pouvait donc pas les laisser à l'écart et il posa la tâche d'œuvrer inlassablement pour les mobiliser et les intégrer dans le mouvement de libération nationale.

«... Unissons-nous à tous les nationalistes qui veulent réellement une Albanie libre, à tous les honnêtes Albanais qui veulent combattre le fascisme.» (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 12.)

[On appelait généralement nationalistes les patriotes qui aimaient leur Patrie et voulaient la voir libérer de l'occupant, mais dont les objectifs à plus long terme n'étaient pas révolutionnaires. Par ailleurs, s'intitulaient également nationalistes les pseudo-patriotes provenant des rangs des grands propriétaires terriens, des bayraktars et de la bourgeoisie réactionnaire. C'est pour cette raison que les véritables patriotes, pour ne pas être confondus avec les éléments réactionnaires et traîtres, s'appelaient aussi «nationalistes sincères», «nationalistes patriotes».]

Ainsi était lancée l'idée du **Front de Libération Nationale** qui devait être élaborée plus profondément et se voir donner une forme mieux définie et plus concrète dans le courant de la lutte elle-même.

Prévoyant que l'occupant fasciste et la réaction intérieure recourraient à tous les moyens pour empêcher l'union combattante du peuple albanais, la Conférence des groupes communistes recommanda de dénoncer et de réduire à néant toutes les manœuvres du fascisme italien et du gouvernement quisling tendant à diviser le Front de Libération Nationale du peuple albanais.

Lors de la fondation du Parti Communiste, il n'existait en Albanie aucun parti politique antifasciste capable de représenter les intérêts de la bourgeoisie ou d'une autre classe ou couche quelconque. Néanmoins, la Conférence se prononça en principe pour la collaboration du Parti Communiste avec d'autres partis politiques antifascistes, sur les questions d'organisation de la lutte contre l'occupant, si de tels partis venaient à être formés.

En ce qui concerne la libération du pays et l'instauration de la démocratie populaire en Albanie, la Conférence des groupes communistes aboutit à la conclusion que la seule voie juste permettant d'atteindre ces objectifs dans les conditions concrètes du pays était **l'insurrection armée** contre le fascisme. Elle décida

«... de préparer politiquement et militairement le peuple pour l'insurrection générale armée, en rassemblant dans la lutte toutes les forces patriotiques et antifascistes.» (Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, T. I, p. 23.)

Tout en choisissant l'insurrection générale armée comme principale forme de combat, le Parti ne négligea pas non plus les autres formes de lutte, grèves, manifestations antifascistes, sabotages, dénonciations verbales et écrites des ennemis, etc. Mais ces formes avaient toutes pour but de préparer le peuple à l'insurrection générale armée.

L'organisation de la lutte armée exigeait aussi à tout prix la préparation de **forces armées**, d'une **armée de libération nationale**. La Conférence souligna que, sans la création d'une véritable armée populaire, capable de frapper constamment l'ennemi, de détruire son appareil militaire et politique, on ne saurait même concevoir l'insurrection armée, on ne saurait même parler de libération du pays, de conquête de l'indépendance nationale ni d'instauration d'un gouvernement démocratique populaire.

Dans les conditions de l'occupation de l'Albanie et de la Seconde Guerre mondiale, il était impossible que l'insurrection armée fût un jaillissement généralisé et instantané, que l'armée populaire révolutionnaire se créât d'un seul coup. Le développement de l'insurrection armée et la mise sur pied de l'armée de libération nationale constituaient tout un processus. Cette idée s'illustrait clairement dans l'une des tâches politiques définies par la Conférence pour l'organisation du mouvement partisan, à savoir la formation d'unités de combat urbaines et de guérillas, en tant qu'ossature de la future armée populaire et base réelle pour la préparation de l'insurrection générale. Conformément à son objectif stratégique et aux conditions nouvelles de la situation internationale, résultant de l'entrée de l'Union Soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, le Parti Communiste d'Albanie définit aussi quels étaient les alliés extérieurs du peuple albanais et l'attitude à observer envers eux.

A l'échelle internationale, la Lutte de Libération Nationale albanaise faisait partie intégrante de la lutte antifasciste mondiale. Le peuple albanais devait, par sa lutte, prendre place parmi les membres les plus actifs de la grande coalition antifasciste.

A cet égard, la Conférence des groupes communistes qualifia d'alliés du peuple albanais dans sa Lutte de Libération Nationale l'Union Soviétique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et tous les peuples asservis qui luttèrent contre l'ennemi commun — le fascisme allemand, italien et japonais. Elle fixa pour tâche de **rattacher la Lutte de Libération Nationale albanaise à la grande lutte antifasciste mondiale.**

Le Parti fit une très juste appréciation de l'alliance de l'Union Soviétique avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, la jugeant comme une alliance militaire requise par les circonstances pour sauver le monde du péril de la servitude fasciste. Dans le même temps, il porta des appréciations diverses sur les alliés et définit une attitude différenciée à leur égard. Dans un appel adressé au peuple albanais, le Comité Central provisoire du Parti Communiste d'Albanie déclarait :

«Il nous faut en premier lieu rattacher étroitement notre Lutte de Libération Nationale à la lutte héroïque de l'Union Soviétique qui se tient à l'avant-garde de la lutte contre le fascisme.» (Premier appel du CC du PCA, novembre 1941. Documents principaux du PTA, T. I, p. 27.)

Le Parti Communiste d'Albanie considérait l'Union Soviétique comme l'alliée fidèle et sincère du peuple albanais, comme l'alliée qui l'aiderait aussi à instaurer et à renforcer le pouvoir populaire en Albanie. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'étaient, quant à eux, que des alliés provisoires dans la lutte contre les Etats fascistes.

La Conférence des groupes communistes en vue de la fondation du Parti posa comme tâche de «promouvoir l'attachement à l'Union Soviétique» en faisant connaître largement son rôle d'avant-garde dans la lutte contre le fascisme en même temps que ses grandes victoires dans l'édification du socialisme. Elle prescrivit aussi de «développer l'amitié et l'étroite collaboration militante du peuple albanais avec tous les peuples des Balkans, surtout avec les peuples serbe, grec, monténégrin et macédonien», qui s'étaient dressés dans la lutte antifasciste de libération.

Enfin, la Conférence exprima sa conviction que le nouveau Parti Communiste liquiderait sans retard la situation malsaine existant dans le mouvement communiste d'Albanie, qu'il se porterait aux premiers rangs de la lutte de libération nationale et sociale, et deviendrait capable de mener à bien les grandes tâches historiques qui lui incombent en tant que guide du peuple albanais dans cette lutte. La portée historique de la Conférence des groupes communistes réside dans le fait qu'elle fonda le Parti Communiste d'Albanie, en tant que parti révolutionnaire marxiste-léniniste de la classe ouvrière, en tant que parti de type nouveau.

Elle arma le Parti d'un programme politique clair, qui répondait aux exigences et à la volonté des larges masses du peuple, du pays et aux préceptes du socialisme. Certes, il restait encore à compléter ce programme et à élaborer en détail les tâches qu'il avait fixées. Pour cela, le Parti et les masses populaires devaient acquérir une vaste expérience dans le processus du travail et de la lutte révolutionnaires. Néanmoins, ce programme était édifié sur des fondements scientifiques marxistes-léninistes.

Les résultats de la Conférence marquèrent la victoire du marxisme-léninisme sur le trotskisme et l'opportunisme dans le mouvement ouvrier et communiste en Albanie.

Le Parti Communiste d'Albanie, tout en étant, en premier lieu, le représentant des intérêts de la classe ouvrière, s'engagea à défendre aussi les intérêts de toutes les masses travailleuses et du peuple asservi. Aussi la fondation du Parti était-elle une grande victoire pour le peuple albanais. Pour toutes ces raisons, la Conférence des groupes communistes eut la portée d'un congrès constitutif.

CHAPITRE II - LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE — ORGANISATEUR ET GUIDE DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION DU PAYS ET L'INSTAURATION DU POUVOIR POPULAIRE (1941 — 1944)

1. ORGANISATION DU PARTI. EFFORTS FAITS EN VUE D'UNIR ET DE MOBILISER LES MASSES DANS LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

Pour mener à bien ses tâches historiques, le Parti devait surmonter de très grands obstacles et difficultés.

Le Parti avait hérité des groupes communistes dont il était issu de très faibles liens avec les masses.

Une terreur féroce régnait dans le pays. Les forces armées italiennes stationnées en Albanie pour maintenir sur pied le régime d'occupation atteignaient environ 100.000 hommes. En décembre 1941, les autorités d'occupation désignèrent un nouveau gouvernement «quisling», avec à sa tête Mustafa Kruja, serviteur et agent de longue date du fascisme, qui passait pour une «main de fer», capable de démanteler les organisations communistes et de réduire le peuple albanais. Par ailleurs, le Parti était entravé dans ses activités par la cinquième colonne et les chefs du Groupe du «Zjarri», passés au service de l'occupant, ainsi que par d'autres ennemis. Dans ces circonstances, toute l'activité du Parti ne pouvait se déployer qu'illégalement.

Pour mener la lutte armée, le Parti manquait d'armes, il manquait de moyens financiers, il manquait de cadres militaires.

En tant que Parti qui venait de naître, il était dépourvu de l'expérience nécessaire pour assumer son rôle de direction politique ; ses membres n'étaient pas encore dotés d'une vaste et profonde préparation théorique.

Mais ces obstacles et ces difficultés, bien connus du Comité Central et de tous les communistes albanais, n'empêchèrent pas le Parti de poursuivre courageusement sa marche en avant. Il ne choisit pas la voie erronée qui eût consisté à attendre d'avoir d'abord préparé ses cadres, de s'être procuré les armes et l'argent nécessaires, d'avoir accumulé l'expérience requise et de s'être élevé sur le plan théorique avant d'entreprendre son action et d'engager la lutte. Tout cela, il devait se l'assurer au cours de la lutte, en s'appuyant sur la situation révolutionnaire créée dans le pays, sur le haut patriotisme du peuple, sur la fidélité des communistes albanais au marxisme-léninisme et à la cause du communisme. La confiance du Parti dans la victoire des forces antifascistes mondiales et, au premier chef, dans celle de l'Union Soviétique sur le fascisme, venait encore raffermir sa conviction qu'il remplirait ses tâches victorieusement.

Premières mesures d'organisation

La tâche la plus pressante du Parti était de procéder à son organisation. Les membres du Comité Central provisoire furent répartis dans les diverses régions afin d'y mettre sur pied les nouvelles cellules, d'organiser les conférences du Parti et de former les comités régionaux. Quelque 200 communistes, choisis parmi les membres des anciens groupes communistes, furent admis dans les cellules. Huit comités régionaux, pour la plupart issus des conférences du Parti, furent constitués. Dans les cellules et au cours des conférences, les communistes se prononçaient fermement pour la fusion des groupes et pour leur union en un seul parti communiste albanais, ce parti qu'ils réclamaient depuis longtemps. Ils adhérèrent à la ligne politique du Parti, définie par la Conférence des groupes

communistes, et exprimèrent leur détermination de combattre sans réserve sous la conduite du Comité Central provisoire.

Les premières cellules constituées le furent presque toutes dans les villes. Les premiers membres du Parti étaient essentiellement des ouvriers, des artisans et des intellectuels. Auprès de chaque cellule du Parti, furent mis sur pied des groupes d'éducation idéologico-politique, composés de militants dévoués à la cause du peuple et du communisme, et jugés capables de devenir membres du Parti. Des groupes de sympathisants furent également organisés.

L'organisation du Parti fut pratiquement achevée en janvier 1942.

Pendant ce temps, le Comité Central provisoire avait également pris des mesures en vue de créer l'organisation de la Jeunesse Communiste Albanaise, qui fut formée le 23 novembre 1941 par la réunion des cadres actifs des jeunes communistes rattachés aux divers groupes communistes. Qemal Stafa, membre du Comité Central du Parti, fut élu secrétaire politique de la Jeunesse Communiste. Le Comité Central et le camarade Enver Hoxha en personne veillèrent directement à ce que l'organisation de la Jeunesse Communiste fût édifiée sur des fondements marxistes-léninistes. La Jeunesse Communiste avait pour tâche de devenir l'auxiliaire la plus fidèle et la plus puissante du Parti Communiste d'Albanie en vue d'éduquer les larges masses de la jeunesse albanaise dans l'esprit du patriotisme et selon les idées communistes et de mobiliser ces masses dans la lutte de libération antifasciste. La jeunesse albanaise renfermait en son sein des énergies révolutionnaires inépuisables. Le Parti voyait en elle une immense réserve de forces révolutionnaires antifascistes des plus actives. Le camarade Enver Hoxha, en réponse au salut que la Jeunesse Communiste adressait au Comité Central du Parti Communiste d'Albanie à l'occasion de sa création, écrivait alors:

«Le Parti espère fermement que la Jeunesse Communiste Albanaise se montrera digne de la confiance que notre jeune Parti a placée en elle et qu'elle saura accomplir de manière révolutionnaire la haute tâche qui lui est assignée... organiser, de façon révolutionnaire en une indestructible unité de cœur et de volonté avec le Parti, la jeunesse albanaise asservie, et la guider vers un avenir radieux, vers son affranchissement des chaînes moyenâgeuses de la servitude fasciste et vers une vie nouvelle de progrès, de culture et de bonheur.» (Documents principaux du PTA, T. I, p. 29.)

Afin de promouvoir l'élévation du niveau idéologique des membres du Parti et des jeunes communistes, on organisa, dans les cellules du Parti, les groupes d'éducation idéologico-politique, les groupes de sympathisants et les réunions des cadres actifs de la Jeunesse Communiste, l'étude de l'histoire du Parti Communiste (bolchevik) de l'URSS et des questions fondamentales du marxisme-léninisme.

La première des tâches : établir des liens avec les masses

En même temps qu'il travaillait à jeter et à renforcer ses fondements organisationnels et idéologiques, le Parti Communiste se mit à l'œuvre de toutes ses forces afin de se lier aux masses populaires et de les persuader de la justesse de sa ligne politique. Cette tâche fut considérée comme prioritaire, comme la tâche clé qui devait résoudre le problème de l'union et de la mobilisation du peuple dans la lutte. Aussitôt après la création du Parti, le Comité Central provisoire s'adressa au peuple albanais tout entier dans un appel qui retentit comme un cri de ralliement :

«Nous appelons tous les honnêtes Albanais qui aiment véritablement leur Patrie à unir toutes leurs forces pour les mettre au service de la Lutte de Libération Nationale. La lutte ouverte est la seule attitude à adopter à rencontre de l'envahisseur. Que chaque fils de ce pays soit un soldat de la Lutte de Libération Nationale. Pour que nous puissions vaincre l'ennemi, notre lutte doit être organisée, unie et puissante... Tous unis dans la lutte ! POUR LA LIBERATION NATIONALE, CONTRE L'ENVAHISSEUR FASCISTE !» (Premier appel du CC du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, pp. 27-28.)

Le Parti Communiste d'Albanie attacha une grande attention à la propagande et à l'agitation orale et par la presse. Le Comité Central, par des appels et des tracts, ne cessait de s'adresser à tout le peuple albanais, ou, directement, aux paysans, aux militaires, aux femmes, aux jeunes. Les comités régionaux du Parti diffusaient, eux aussi, des appels et des tracts adressés à la population.

Dès le début de 1942, les organisations locales du Parti publièrent également des communiqués et des bulletins périodiques relatant les grandes actions de la lutte antifasciste à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Jamais, aucun groupe ou organisation politique en Albanie n'avait mené une propagande et une agitation aussi larges et combatives, d'un contenu idéologique aussi solide, clair et concret, que celles que commença à déployer le Parti Communiste d'Albanie parmi les masses d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, de jeunes, de femmes, de militaires. A travers ce travail inlassable, le Parti clarifiait sa ligne générale, expliquait la situation internationale et intérieure, faisait connaître au peuple l'Union Soviétique et la lutte héroïque de l'Armée Rouge, démasquait le fascisme, les envahisseurs italiens, les agresseurs hitlériens et les traîtres au peuple albanais.

De toutes les formes d'agitation et de propagande, la plus importante était celle qui se faisait oralement — contacts directs ou entretiens par petits groupes, causeries dans les réunions d'ouvriers, de paysans ou de jeunes. Cette forme d'agitation donnait des résultats très satisfaisants. Partout, les communistes pénétraient parmi les masses. Pour ce faire, ils usaient de tous les moyens et de toutes les méthodes, tirant parti largement de toute ancienne ou nouvelle connaissance, de toute occasion de contact, fêtes populaires, noces, jours de marché, rapports de voisinage, etc.

S'appuyant sur la ligne générale du Parti, le Comité Central provisoire élaborait les principaux mots d'ordre, qu'il propageait dans ses publications, au cours des manifestations antifascistes et par l'agitation orale. Ces mots d'ordre répondaient aux exigences et aux aspirations des masses populaires, ils étaient compréhensibles pour le peuple, qui leur donnait son adhésion. Le mot d'ordre «Mort au fascisme ! Liberté au peuple !» devint la devise fondamentale de la Lutte de Libération Nationale.

Le travail de propagande du Parti commença à faire clairement ressortir la nécessité de l'union et d'une lutte organisée contre les envahisseurs. Cette prise de conscience suscita un enthousiasme révolutionnaire surtout parmi les masses de la jeunesse. Les jeunes communistes réussirent à démanteler les sociétés sportives et culturelles de la jeunesse instituées par les fascistes italiens, et à mettre sur pied des organisations nouvelles conduites par la Jeunesse Communiste.

La propagande et l'agitation militantes étaient des armes fort efficaces pour gagner les masses, mais cela n'était guère suffisant. Le Parti Communiste d'Albanie avait tiré des enseignements très précieux des insuffisances dans le travail des groupes communistes et, dès ses débuts, il s'était clairement rendu compte que les masses ne réussissent à comprendre et à assimiler ce que leur explique le Parti, qu'à l'épreuve des faits, des multiples actions concrètes qui répondent directement à leurs exigences, à leurs intérêts et à leurs aspirations.

Au début, une partie de la population, surtout dans les campagnes, ne percevait pas les buts et le sens de l'action politique des communistes, car le Parti ne s'était pas encore bien fait connaître, et certains préjugés sur les communistes et le communisme, répandus par la propagande bourgeoise, subsistaient parmi elle.

Le Comité Central recommandait aux comités régionaux du Parti de multiplier autant que possible leurs actions politiques et de combat, manifestations antifascistes, grèves, actes de sabotage, actions armées, etc., en tant que principaux moyens de renforcer le Parti et de le rattacher aux masses. Il demandait aux communistes de s'ériger en exemples de vaillance, de résolution et de dévouement au peuple et à la Patrie.

Au mois de décembre 1941 et au début de 1942, des sections de guérilla urbaine, placées sous la conduite directe des comités régionaux du Parti, furent mises sur pied dans presque toutes les villes. Les premières de ces unités se composaient de communistes, de membres de la Jeunesse Communiste et de sympathisants. C'étaient de petits groupes armés, de 5 à 10 personnes. En général, leurs membres n'étaient pas encore passés dans la clandestinité.

Dans les premiers mois de 1942, à Tirana, Korçë, Shkodër, Gjirokastër et dans d'autres villes, les sections de guérilla tuèrent des dizaines d'officiers et de hauts fonctionnaires du parti fasciste italien, des espions et des traîtres albanais. Elles attaquèrent et détruisirent des dépôts et des ouvrages militaires de l'ennemi. Sous la direction des comités régionaux, des manifestations antifascistes se déroulèrent à Shkodër, Tirana, Durrës, Elbasan, Vlorë, etc. Elles furent marquées par des affrontements au cours desquels les premiers à tomber furent les membres du Parti.

Les actions armées des sections de guérilla urbaine avaient pour but non seulement de porter des coups à l'ennemi, mais, avant tout, de procurer des avantages politiques au mouvement de libération nationale, d'élever la conscience politique des masses.

Les actions armées et les manifestations antifascistes suscitèrent parmi les larges masses populaires l'amour pour les communistes et rehaussèrent rapidement l'autorité du Parti Communiste d'Albanie. La vaillance sans pareille et la maturité dont les communistes faisaient preuve dans la lutte contre le fascisme rapprochaient de plus en plus les masses du Parti et inspiraient au peuple confiance dans sa parole.

Au début de 1942, le Comité Central du Parti donna la directive de préparer l'organisation de guérillas de partisans, dès que les conditions nécessaires, et en particulier les bases du mouvement dans les campagnes, auraient été créées. Les guérillas de partisans devaient être capables d'accomplir des actions plus vigoureuses et d'une plus grande envergure que celles des sections de guérilla urbaine.

A la propagande et à l'agitation militantes, à l'action politique et militaire, le Parti joignit le travail d'organisation du peuple. S'il n'engagea pas ce travail par la mise sur pied d'organisations de masses, c'est que celles-ci devaient être auparavant politiquement préparées à une telle organisation. Comme forme initiale pour l'organisation du peuple, on eut recours aux contacts individuels des membres du Parti, des jeunes communistes et des sympathisants, avec les ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, avec les femmes, les élèves des écoles secondaires, et l'on utilisa aussi les cercles sportifs et culturels de jeunes, les cours féminins d'ouvrages à la main, les réunions éducatives. Ces formes d'action permirent d'assurer la participation des masses aux réunions et aux conférences clandestines, leur prise de conscience politique et leur ardente adhésion au mouvement antifasciste.

En février 1942, le Comité Central du Parti lança pour la première fois la directive de mettre sur pied des conseils de libération nationale, en tant qu'organes ayant pour mission d'organiser et de mobiliser le peuple dans la lutte antifasciste, et qui devaient être les «embryons de notre futur gouvernement». *[Documents principaux du PTA, T. I, p. 39.]* Les conseils de libération nationale étaient appelés à servir de noyaux jouant un rôle très important pour la liaison du Parti avec les larges masses populaires, ainsi que de maillons pour leur union dans le Front de Libération Nationale.

La juste attitude du Parti Communiste d'Albanie à l'égard des nationalistes patriotes fut un facteur d'une particulière importance pour sa liaison avec le peuple. Une partie de ces nationalistes avaient une certaine influence auprès de diverses couches de la population, surtout dans les campagnes. La collaboration avec les nationalistes honnêtes créait la possibilité d'amener à la lutte les masses qui se trouvaient sous leur influence. Dans leur travail avec les nationalistes, le Comité Central et les comités régionaux du Parti firent preuve de circonspection, de beaucoup de patience et de doigté. Cette tâche constituait, à leurs yeux, un secteur des plus importants, qui exigeait une attention particulière.

Tout en visant à réaliser l'union et une collaboration sincère avec les nationalistes, le Parti Communiste d'Albanie ne perdait jamais de vue l'irrésolution et les flottements qui se manifestaient chez une partie d'entre eux, leur inconstance en ce qui concernait la lutte révolutionnaire et la démocratisation du pays, les tendances au compromis avec les impérialistes qui se décelaient chez certains. Le Parti s'assigna comme tâche d'éliminer les vacillements et de neutraliser l'influence des nationalistes qui, pour une raison ou pour une autre, refusaient de participer à la Lutte de Libération Nationale, sans toutefois collaborer avec l'occupant fasciste.

Dans le cadre du travail mené parmi les masses, on organisa aussi la collecte d'aides matérielles en faveur du Parti et de la Lutte de Libération Nationale. Personne, hormis le peuple lui-même, ne pouvait aider le Parti et la direction de la Lutte de Libération Nationale à faire face à leurs besoins matériels et financiers. Car toute aide bénévole, si modeste fût-elle, en argent ou en nature, fournie par les ouvriers, artisans, paysans, petits ou moyens commerçants, enseignants ou tout autre patriote, était en même temps, pour le Parti, une adhésion à sa ligne, un pont qui le rattachait aux masses. Les campagnes menées par les organisations du Parti, pour la collecte d'aides en faveur du Parti et de la Lutte de Libération Nationale, servirent aussi à accomplir un vaste travail politique d'éclaircissement parmi le peuple. Une telle campagne fut notamment organisée dans toute l'Albanie au mois de janvier 1942, durant une semaine qui fut appelée «Semaine du Parti Communiste».

La popularité accrue du Parti Communiste, la croissance de son autorité parmi les masses, les actions hardies des sections de guérilla, les manifestations antifascistes, suscitèrent un sentiment de peur parmi les fascistes et les traîtres. Les autorités d'occupation et le gouvernement quisling prirent à la hâte une série de mesures d'exception en vue de démanteler le Parti Communiste. Des ordres furent donnés prescrivant «une politique forte envers les éléments subversifs» et la proclamation de l'état de siège.

D'autre part, les oppresseurs italiens usèrent de nouvelles manœuvres en vue de duper le peuple albanais, et surtout les nationalistes et la jeunesse. La propagande fasciste présentait le mouvement de libération nationale comme un mouvement purement «communiste» et «antinational». Mustafa Kruja s'efforçait de persuader l'opinion publique que l'Italie fasciste était l'artisan de la «grande Albanie» et le défenseur de l'indépendance nationale du peuple albanais! Mussolini donna comme directive au lieutenant général italien à Tirana «d'accorder aux Albanais une plus grande autonomie». Les occupants décidèrent d'ôter du drapeau albanais les faisceaux du lecteur et la couronne de Savoie, considérant ces symboles comme «le motif de la colère et de la révolte des patriotes albanais». A la dénomination de «Parti Fasciste Albanais» fut adjoint le mot de «national».

Mais la terreur comme la démagogie des fascistes ne pouvaient entraver la croissance du mouvement de libération nationale et de l'autorité du Parti Communiste d'Albanie.

Les succès furent évidents dès les premiers mois d'existence du Parti. Néanmoins, ces succès n'étaient pas jugés satisfaisants. Dans le travail des communistes l'on observait des manifestations de sectarisme, séquelles du passé. Peu de chose avait été fait pour organiser les ouvriers, mais l'on relevait de plus grandes faiblesses encore dans le travail avec les paysans. Les vieilles conceptions qui avaient encore cours dans les groupes, et selon lesquelles la paysannerie se situait en dehors du champ d'action communiste, entravaient énormément une juste compréhension de l'importance décisive que présentaient la liaison de la paysannerie avec le Parti et sa participation active à la Lutte de Libération Nationale. Bien des membres du Parti répugnaient à se rendre dans les campagnes, attendant, pour effectuer leur travail de persuasion parmi les paysans, que ceux-ci viennent à la ville.

Le Comité Central relevait que l'activité du Parti était contrecarrée non seulement par les séquelles des anciennes méthodes de travail des groupes, mais aussi par l'esprit de clan qui restait prononcé, et par le travail fractionnel antiparti mené par les trotskistes Anastas Lula, Sadik Premte et d'anciens membres du Groupe des «Jeunes».

On notait, à certains signes, la cristallisation au sein du Parti d'un dangereux courant liquidateur antimarxiste.

L'esprit des anciens groupes et l'activité hostile des trotskistes à l'intérieur et en dehors du Parti constituaient un grand obstacle au travail d'élargissement et de renforcement des liens avec les larges masses populaires et empêchaient de les unir et de les soulever pour la lutte antifasciste.

La Conférence consultative des cadres actifs du Parti Communiste d'Albanie

Afin de surmonter cet obstacle et d'imprimer un nouvel élan au travail du Parti, le Comité Central provisoire convoqua la I^{ère} Conférence consultative des cadres actifs du Parti Communiste d'Albanie.

Cette Conférence consultative s'ouvrit le 8 avril 1942 à Tirana et elle tint ses travaux sous la direction du camarade Enver Hoxha. Y participèrent les membres du Comité Central, les secrétaires politiques et d'organisation des comités régionaux et un certain nombre d'autres cadres. Toutes les questions qui y furent examinées étaient axées sur le problème de l'étroite liaison du Parti avec les masses, sur leur organisation et leur mobilisation dans la Lutte de Libération Nationale.

Mettant en relief les succès remportés dans le travail politique du Parti, la I^{ère} Conférence consultative des cadres actifs du Parti Communiste d'Albanie relevait que dans le pays :

«se formait et prenait force l'idée de l'insurrection générale, et que le peuple commençait à comprendre qu'il pouvait et devait assurer sa libération par ses propres forces en rattachant sa lutte à celle de l'Union Soviétique, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la Chine, ainsi qu'à celle des pays asservis.» (Résolution de la 1^{ère} Conférence consultative des cadres actifs du PCA, 8 avril 1942. Documents principaux du PTA, T. I, pp. 56-57.)

Les succès enregistrés ne furent cependant pas surestimés. Le Parti aurait noué des liens plus larges et plus solides avec les masses, s'il n'avait été entravé dans son action par l'esprit existant auparavant dans les anciens groupes, si la discipline n'avait été enfreinte en son sein et si des éléments malsains et fractionnistes n'avaient propagé des théories erronées.

La Conférence, considérant comme inadmissibles les liaisons encore faibles des organisations du Parti avec les masses ouvrières, observait :

«Comment notre Parti peut-il être fort sans ouvriers, — alors que ce sont précisément les ouvriers qui doivent en constituer la base ?» (Résolution de la I^{ère} Conférence consultative des cadres actifs du PCA, 8 avril 1942 Documents principaux du PTA, T. I, p. 61.)

A cet égard, les communistes se virent assigner pour tâche de mener avec les ouvriers un travail politique d'éclaircissement et d'organisation inlassable pour leur faire resserrer autant que possible leurs rangs autour du Parti et préparer en leur sein les cadres dirigeants de la Lutte de Libération Nationale.

Les cadres actifs du Parti consacrèrent une attention particulière au travail à mener en vue de gagner les masses paysannes et de les mobiliser dans la lutte. Comme condition nécessaire pour surmonter les difficultés qui surgissaient dans ce domaine, il fut demandé aux communistes de combattre les anciennes conceptions défaitistes sur la paysannerie, de pénétrer profondément dans les campagnes, d'apprendre à connaître la vie des paysans, de savoir se pencher sur leurs peines et traiter leurs problèmes.

La Conférence consultative recommanda aux organisations du Parti d'éliminer toute trace des comportements antérieurs dans le travail avec la jeunesse et les femmes, de perfectionner et de

raffermir leur action dans ces secteurs. La jeunesse et les femmes devaient devenir un solide appui du Parti.

Les cadres actifs du Parti estimèrent judicieuse la pratique suivie par le Comité Central et qui consistait à accorder la primauté aux actions politiques et de combat.

«Sans actions, il ne peut y avoir de Parti communiste... Ce qui fait croître et renforce le Parti, c'est l'action et les combats, nous ne pouvons nous lier au peuple, si nous ne lui démontrons pas que nous sommes capables de le guider» (Résolution de la 1ère Conférence consultative des cadres actifs du PCA, 8 avril 1942. Documents principaux du PTA, T. I, p. 62.)

En vue d'amplifier la lutte armée il fut jugé urgent de multiplier et de renforcer les unités de combat, de créer des guérillas de partisans.

La Conférence consultative permit de mieux concrétiser l'idée d'union des masses dans le Front de Libération Nationale et celle de la création des conseils de libération nationale.

La Conférence consultative considéra l'étroite liaison avec les masses comme le meilleur indice de la force et de la capacité d'un parti marxiste-léniniste, de la justesse de sa politique, et comme une condition indispensable pour que le Parti puisse se défendre contre ses ennemis.

Les cadres actifs attirèrent l'attention du Parti sur la lutte à mener en vue de déjouer le piège que les fascistes, sous couleur de nationalisme et d'autonomie, cherchaient à tendre au peuple albanais, dans l'intention de provoquer une lutte fratricide en son sein et de le mettre en antagonisme avec ses voisins.

La Conférence consultative posa comme principal problème à résoudre dans la vie intérieure du Parti, l'élimination de l'esprit de groupe subsistant et des activités fractionnelles en son sein. Elle engagea Anastas Lula et Sadik Premte à rompre tous leurs anciens liens, à abandonner la mauvaise voie, et les prévint qu'ils encouraient des sanctions rigoureuses s'ils contrevenaient à ces instructions. La Conférence consultative des cadres actifs fixa pour tâche l'épuration du Parti par l'expulsion impitoyable de tous les incorrigibles, et elle recommanda de faire en même temps tout ce qui était possible pour remettre les éléments fourvoyés sur la bonne voie.

En ce qui concerne l'admission au Parti de nouveaux membres issus principalement des rangs des ouvriers et des paysans pauvres, il fut recommandé de ne pas faire un obstacle de leur degré peu élevé de connaissances théoriques et politiques. Ces éléments résolus devaient être instruits et éduqués comme d'ardents combattants de la cause du peuple et du communisme dans les rangs du Parti.

Tout en s'employant de toutes ses forces à anéantir le courant trotskiste à l'intérieur du Parti, la Conférence consultative recommandait aux communistes de ne pas oublier la lutte contre les renégats hors de ses rangs, surtout contre le Groupe trotskiste du «Zjarri». Ils devaient également être vigilants envers les tentatives du fascisme italien et de la réaction intérieure d'introduire des agents et des provocateurs dans les rangs du Parti Communiste.

2. ECRASEMENT DU COURANT FRACTIONNISTE LIQUIDATEUR ET INSTAURATION DE L'UNITE DANS LE PARTI

Après la Conférence consultative des cadres actifs du Parti, Anastas Lula et Sadik Premte, loin de renoncer à leur activité de sape contre le Parti, l'intensifièrent. La promesse qu'ils avaient faite, à la Conférence des groupes communistes pour la fondation du Parti, de se soumettre à la volonté de la majorité et aux directives du Comité Central, était pur mensonge. Mettant à profit les grandes difficultés que le jeune Parti Communiste était contraint d'affronter, ils sabotaient par tous les moyens et de mille manières le renforcement organisationnel du Parti et la réalisation des tâches politiques qu'il avait assumées. A. Lula et S. Premte maintenaient leurs anciens liens avec un bon nombre d'ex-

membres du Groupe des «Jeunes». En violation des règles et des normes fixées par le Parti, ils prenaient part avec eux à des réunions à des fins d'«organisation» et d'«éducation», et donnaient aux participants des directives contraires à celles du Comité Central. Ils n'avaient pas non plus remis au Parti tous les écrits théoriques et de propagande, ni le matériel d'imprimerie et les finances de leur groupe.

Les fractionnistes continuèrent de combattre avec force la ligne générale du Parti, sabotant constamment l'activité révolutionnaire du Comité Central, des comités régionaux et des cellules.

Ils avaient fixé pour tâche aux membres de leur fraction d'obtenir des postes dirigeants, en se prévalant de leur «plus grande capacité» et de leur «préparation théorique supérieure» ! A partir de ces positions, ils devaient ensuite lutter pour prendre en main la direction du Comité Central.

Pour parvenir à leurs fins, les fractionnistes avaient choisi comme principale cible de leurs attaques la direction centrale et les dirigeants régionaux du Parti, les accusant d'incapacité, d'inculture, et de ne savoir que commander et non diriger ! Ils s'égosillaient sur l'«injustice» dont était l'objet le Groupe des «Jeunes», qui n'était soi-disant pas représenté aussi largement qu'il se devait ni au Comité Central ni dans les comités régionaux du Parti, et ils réclamaient que cette situation fût modifiée.

Anastas Lula, Sadik Premte et leurs compagnons attisaient à dessein les sujets de mécontentement des éléments ambitieux, arrivistes et présomptueux, anciens membres des autres groupes communistes et s'efforçaient de les gagner à eux. Ils les incitaient à demander qu'on leur rendît compte de leur exclusion des postes de responsabilité dans le Parti, que leur conféraient leurs mérites et leur capacité !

Le groupe fractionniste déployait son activité hostile dans tout le pays, mais c'est à Tirana qu'il était le plus actif.

Il ne faisait aucun doute qu'un courant fractionniste antiparti, ayant ses propres liens organisationnels et sa propre plate-forme politique, s'était formé au sein du Parti. La plate-forme politique des fractionnistes était constituée par les thèses liquidatrices connues sur l'impossibilité de mener la lutte armée, sur l'impossibilité d'effectuer un travail fructueux parmi les nationalistes et les paysans, sur le manque de confiance dans l'alliance antifasciste et surtout dans le rôle libérateur de l'Union Soviétique dans cette guerre.

La situation était réellement inquiétante. En butte aux coups des fascistes italiens et des trotskistes du Groupe du «Zjarri» du dehors et à ceux des fractionnistes liquidateurs au-dedans, le jeune Parti Communiste d'Albanie était menacé d'anéantissement. Certains signes donnaient à penser que quelque agent provocateur fasciste opérait dans ses rangs. Ces infiltrations avaient permis à la police d'arrêter et d'emprisonner un certain nombre de communistes et de patriotes sans-parti. C'est de l'action de tels agents que fut aussi victime Qemal Stafa, secrétaire politique du Comité Central de la Jeunesse Communiste. Cerné par les miliciens et les carabinieri, il tomba héroïquement au combat le 5 mai 1942, à Tirana. Les fascistes réussirent aussi à découvrir le matériel d'imprimerie et les archives du Comité Central et du Comité régional de Tirana et à s'en emparer.

L'unité absolue faisait défaut dans le Parti. Sans une solide unité idéologique et organisationnelle, sans une discipline de fer également obligatoire pour tous les membres, le Parti ne serait pas en mesure de gagner les masses à sa cause et de les diriger, et, par suite, l'union du peuple autour du Parti, la victoire sur les ennemis seraient impossibles. Faute d'unité, le Parti ou bien se transformerait en un parti trotskiste ou social-démocrate ou bien se démantèlerait.

La Conférence extraordinaire du Parti

Afin de prévenir le grave danger qui menaçait le Parti, le Comité Central provisoire convoqua une conférence extraordinaire qui se tint les 28 et 29 juin 1942 à Tirana sous la présidence du camarade

Enver Hoxha. Y participèrent des membres du Comité Central, des membres du Comité régional et des communistes de Tirana. Anastas Lula et Sadik Premte étaient également invités.

Une seule question fut soumise à l'examen de la Conférence extraordinaire: les mesures à prendre pour anéantir le courant fractionniste liquidateur et instaurer l'unité dans le Parti.

Les multiples efforts du Parti en vue d'acheminer les fractionnistes sur la bonne voie n'avaient donné aucun résultat positif, ceux-ci s'obstinant à poursuivre leur action de sabotage et de liquidation. La Conférence jugea que «le vase était plein et qu'il débordait !»

L'activité dissidente et l'absence d'unité ne pouvaient plus être tolérées dans le Parti, surtout aux heures décisives que vivait le pays, alors que le mouvement de libération nationale se développait rapidement pour se transformer en insurrection générale, et que l'union du peuple albanais autour du Parti apparaissait plus indispensable que jamais.

La Conférence donnait la directive suivante :

«Pour pouvoir nous acquitter des tâches si lourdes et ardues qui nous incombent, il nous faut à tout prix être guidés par une pensée unique et des vues identiques dans notre travail politique comme dans notre organisation elle-même (l'unité étant inhérente à tous les partis du type léniniste-stalinien, notre Parti, lui aussi, doit donc s'ériger sur ces fondements, car l'unité est indispensable, c'est la condition essentielle du succès du Parti.)» (Circulaire du CC du PCA à l'occasion de la condamnation de l'activité hostile du groupe d'Anastas Lula et Sadik Premte à la Conférence extraordinaire du Parti, juillet 1942. Documents principaux du PTA, T. I, p. 81.)

Afin d'assurer l'unité et la consolidation du Parti, il fut décidé de l'épurer de tous les fractionnistes incorrigibles, en les expulsant sur-le-champ. La Conférence recommanda aux organisations du Parti de se montrer impitoyables envers ceux qui avaient voulu creuser la tombe du Parti.

Le Comité Central, après avoir jugé les fautes d'Anastas Lula et de Sadik Premte et de leurs plus proches collaborateurs, décida, conformément aux appréciations et aux propositions formulées au cours de la Conférence, de les exclure du Parti pour un temps indéterminé. Certains autres fractionnistes furent exclus pour trois mois.

Par circulaire spéciale, le Comité Central notifia à tout le Parti les travaux de la Conférence extraordinaire et les dispositions qu'il avait adoptées contre les principaux dirigeants du courant fractionniste liquidateur. Il leur recommanda en même temps de prendre des mesures d'exclusion à rencontre de tous les fractionnistes agissant en province.

Les fractionnistes expulsés du Parti, déclarait la directive du Comité Central, ne devaient cependant pas être mis au rebut; il fallait les aider à comprendre leurs fautes et faire tout son possible pour ramener dans les rangs du Parti ceux qui étaient susceptibles de s'amender. Quant à ceux qui poursuivraient leur activité hostile, ils devaient être l'objet des sanctions les plus sévères.

Finalement, le Comité Central demandait que l'épuration entreprise fût correctement comprise, comme un assainissement du Parti pour en éliminer les fractionnistes liquidateurs et instaurer son unité, et non pas comme un coup infligé à l'ancien Groupe des «Jeunes». En aucune manière, il ne fallait se prononcer contre le Groupe dans son ensemble, pour l'unique raison qu'Anastas Lula, Sadik Premte et la majorité des fractionnistes en étaient issus. Le Groupe des «Jeunes» comprenait un assez grand nombre de communistes qui ne s'étaient pas mêlés aux fractionnistes, qui avaient donné des preuves de détermination et de dévouement au Parti, et qui se tenaient à la pointe de la lutte aux côtés des autres camarades.

Les décisions de la Conférence consultative des cadres actifs du Parti et celles de la Conférence extraordinaire, de même que les directives du Comité Central, reçurent la pleine approbation des organisations du Parti dans tout le pays. En peu de temps, le Parti fut épuré des fractionnistes et des scissionnistes. Ses rangs furent renforcés par des centaines de nouveaux membres éprouvés dans la lutte, fidèles à la cause du peuple et du communisme. Bien des tenants du courant fractionniste comprirent pleinement leur faute, se détachèrent des chefs trotskistes et donnèrent de tout cœur leur parole au Parti qu'ils marcheraient résolument dans sa juste voie.

Le démantèlement du courant fractionniste liquidateur aiguïsa la vigilance des communistes et raviva la vie intérieure du Parti. La lutte contre les fractionnistes fit en même temps apparaître d'autres insuffisances et faiblesses qui entravaient le travail du Parti et son renforcement.

C'est à cette époque que le Comité Central condamna l'activité scissionniste de Mustafa Gjinishi, de Koço Tashko et de quelques autres membres, mécontents de n'avoir pas été élus au Comité Central et aux comités régionaux du Parti. Dans leurs entretiens avec des membres du Parti ou des personnes sans-parti, ils dénigraient chaque directive du Parti, la jugeant tantôt hâtive, tantôt tardive, tantôt sectaire, tantôt opportuniste, et attisant l'insatisfaction éventuelle de certains éléments. Ces agissements avaient pour but de susciter la méfiance à l'égard de la direction du Parti. Aussi, le Comité Central leur conseilla-t-il à maintes reprises de renoncer à cette activité antiparti.

Dans la lutte menée pour l'anéantissement du courant fractionniste et l'instauration de l'unité dans le Parti, des tendances dissidentes se firent jour au sein du Comité régional de Gjirokastër. Ce Comité ou bien n'appliquait pas, ou bien déformait les directives du Comité Central sur la lutte armée et les détachements de partisans, sur les conseils de libération nationale, la jeunesse, etc. Il n'adressait pas de rapports sur son activité au Comité Central, ne lui transmettait pas les directives et les principaux matériaux de propagande qu'il diffusait. Le principal responsable qui encourageait cette tendance était Bedri Spahiu, alors secrétaire politique du Comité régional.

Le Comité Central attacha à ces faits une importance particulière, il condamna sévèrement les tendances à la scission au sein du Comité régional de Gjirokastër, prononça sa dissolution et organisa l'élection d'un nouveau comité.

Les mesures énergiques que prit le Comité Central provisoire et le plein appui que ces mesures reçurent de la part de toutes les organisations du Parti permirent d'extirper l'esprit de groupe et de fraction, d'écartier le danger qui menaçait le jeune Parti Communiste et d'assurer en son sein une solide unité, une unité de combat, sur les bases du marxisme-léninisme.

3. CREATION DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE. NAISSANCE DU POUVOIR POPULAIRE ET EXTENSION DE LA LUTTE ARMEE

La Conférence consultative du Parti et la Conférence extraordinaire donnèrent un nouvel essor au travail des communistes parmi les larges masses, en vue d'expliquer la ligne politique du Parti, de démasquer la nouvelle tactique de l'ennemi et de mobiliser le peuple dans la lutte.

A l'initiative du Parti et sous sa direction, les premiers conseils de libération nationale furent mis sur pied dans de nombreux villages. Les sections de guérilla déjà organisées dans les villes le furent aussi dans plusieurs régions. Des patriotes antifascistes sans-parti combattaient dans leurs rangs aux côtés des communistes. Des guérillas de partisans avaient commencé à être formées au printemps 1942. En juillet de la même année, opéraient déjà les guérillas de Pezë, Kurvelesh, Gorë, Skrapar, Mokër, Shkodër, Devoll, Dibër et Mat. Elles libérèrent les premières régions du pays des autorités militaires et civiles de l'occupant fasciste et des traîtres. Conformément aux instructions du Comité Central, le 24 juillet, dans toute l'Albanie, les lignes téléphoniques et télégraphiques furent coupées et détruites. Tous les jours, des actions armées étaient effectuées contre les convois militaires; les postes des carabiniers et de la milice fasciste étaient attaqués, des dépôts de matériel de guerre détruits, des bureaux fascistes

et des ouvrages de l'ennemi incendiés, etc. En même temps que ces actions, il était sans cesse organisé des manifestations, des grèves et des actes de sabotage.

Ces actions incessantes semèrent la panique dans les rangs de l'ennemi, désorientèrent les autorités d'occupation et les collaborateurs. A Rome et à Tirana, affluaient des communiqués et des rapports des organes militaires et civils sur «la situation alarmante en Albanie», sur «la situation sans issue», sur «la pénétration des idées communistes dans l'esprit du peuple». L'ennemi fit arrêter et emprisonner de nouveaux patriotes, déporter les familles de partisans et de personnes passées dans la clandestinité, il édicta de nouvelles ordonnances encore plus rigoureuses prévoyant la peine de mort contre tous ceux qui se livreraient à des activités antifascistes. D'autres communistes tombèrent en martyrs, faisant preuve du plus sublime héroïsme dans les affrontements armés contre l'ennemi, dans les prisons, sous la torture, face au peloton d'exécution ou devant le gibet.

Les actions menées sans répit contre l'occupant et les traîtres aidèrent le peuple à embrasser de plus en plus la ligne politique du Parti et à lui donner son concours et son appui.

Le «Zëri i Popullit»

Le «Zëri i Popullit», (la Voix du Peuple), organe du Parti Communiste d'Albanie, dont le premier numéro parut le 25 août 1942, servit de puissante arme politique entre les mains des communistes. Fondé sur décision du Comité Central provisoire, il était dirigé par le camarade Enver Hoxha.

Dans l'éditorial de son premier numéro, l'organe du Parti Communiste d'Albanie s'assignait pour objectif :

«de rassembler le peuple albanais tout entier autour de cet organe, d'y rallier tout ce que le pays compte d'honnête et d'antifasciste, sans considération des diversités de croyance, de groupe et de courants politiques... pour une Albanie indépendante, libre et démocratique.» («Zëri i Popullit», N° 1, août 1942.)

Le «Zëri i Popullit» popularisait la ligne politique du Parti, la lutte antifasciste du peuple albanais et des autres peuples, il expliquait le chemin à suivre pour parvenir à la libération nationale, démasquait la politique et l'activité de l'occupant fasciste et des traîtres albanais. Il publiait des articles et des appels du Parti, des commentaires sur la situation intérieure et internationale, des chroniques sur les principaux événements et des correspondances des différentes régions du pays.

La parution du «Zëri i Popullit» fut fort bien accueillie par les masses populaires. Par le truchement des membres du Parti, des jeunes communistes et des militants patriotes sans-parti, le «Zëri i Popullit», la parole du Parti, se répandait dans tout le pays. Le «Zëri i Popullit» était lu avec un vif intérêt et, rapidement, il devint le journal le plus cher au peuple albanais.

La Conférence de Pezë

Grâce au travail d'éclaircissement, de mobilisation et d'organisation de la lutte contre l'occupant, qu'il mena durant les premiers mois de son existence, le Parti réussit à jeter les fondements de l'union combattante du peuple albanais. Afin de consolider ces fondements, d'asseoir l'union du peuple sur de solides bases politiques et organisationnelles à l'échelle nationale, le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie organisa et convoqua la Conférence de Libération Nationale Albanaise.

La Conférence se tint le 16 septembre 1942 à Pezë. Y participaient, outre les communistes, des nationalistes des divers courants. Certains étaient très proches du Parti Communiste, dont ils avaient embrassé la ligne politique, et luttèrent activement contre l'occupant. Les autres, tout en se prononçant pour la libération du pays et pour l'union du peuple dans la lutte contre les dominateurs étrangers,

n'étaient pas passés à l'action, se maintenaient dans l'expectative. C'est de ces derniers que faisaient notamment partie les zoguistes et leur principal représentant, Abaz Kupa.

Le Parti Communiste invita aussi à participer à la Conférence une autre catégorie de nationalistes, entre autres Mithat Frashëri, qui n'avaient pas encore ouvertement pris position, mais ceux-ci rejetèrent cette invitation et tentèrent de boycotter la Conférence.

La Conférence de Libération Nationale discuta du problème de l'union et de l'organisation du peuple albanais dans la lutte contre l'occupant fasciste. Les participants, y compris la quasi-totalité des nationalistes, soulignèrent l'intense activité et le grand rôle d'organisation du Parti Communiste dans la Lutte de Libération Nationale. Il fut mis en relief que les fascistes italiens et Mustafa Kruja n'avaient pas réussi à aliéner au Parti les nationalistes patriotes, que les communistes s'étaient gagnés l'amour et la confiance du peuple, que la propagande ennemie «sur le danger communiste» était démasquée et que

«le communisme en Albanie n'est plus un épouvantail pour la partie honnête de notre peuple, il n'est plus un épouvantail pour le paysan, pour le propriétaire moyen, pour l'intellectuel, les communistes ne sont pas «sans patrie», comme le fascisme cherche à les présenter au peuple.»
(Résolution de la Conférence de Pezë, 16 septembre 1942. Documents des organes supérieurs du Pouvoir révolutionnaire de libération nationale, Tirana, 1962, p. 12.)

Abaz Kupa et quelques autres nationalistes n'osèrent pas se déclarer ouvertement contre le rôle dirigeant que le Parti Communiste d'Albanie avait commencé à assumer dans la lutte. Ils cherchèrent à entraver la croissance de son autorité en contestant certaines manifestations extérieures qui portaient le sceau du Parti, telle la qualification de «partisans» donnée aux détachements et l'étoile rouge que leurs combattants portaient comme signe distinctif. Ces objections et certains points de vue, contraires à la participation massive de la jeunesse à la lutte et à la teneur de certains passages de la résolution, furent surmontés grâce à la patience avec laquelle les représentants du Parti Communiste d'Albanie réussirent à justifier leurs conceptions.

La Conférence élut un Conseil Général de Libération Nationale (provisoire) et adopta à l'unanimité la plateforme de la Lutte de Libération Nationale, telle qu'elle avait été élaborée par le Parti Communiste. Cette plateforme comportait les points essentiels suivants :

- mener une lutte intransigeante contre l'occupant fasciste et les traîtres pour une Albanie libre, indépendante et démocratique ;
- ne jamais oublier que les bases véritables de l'union du peuple albanais n'ont été jetées et qu'elles ne se consolideront que dans la lutte contre l'occupant ;
- réaliser une solide organisation de tous les authentiques Albanais, sans distinction de classe, de convictions politiques, de confession ou de lieu d'origine en un front commun de libération nationale ;
- mettre partout sur pied des conseils de libération nationale en tant qu'organes d'union et de mobilisation du peuple dans la lutte et organes du Pouvoir populaire ;
- populariser l'idée de l'insurrection générale armée du peuple, comme dernière étape, comme conséquence logique de la lutte de partisans et préparer cette insurrection ;
- mener une lutte organisée contre la Banque agricole, les sociétés anonymes italiennes et tous les exploités qui, par l'entremise de l'occupant, s'assurent de gros profits aux dépens du peuple.

La Conférence de Pezë jeta les fondements du Front de Libération Nationale et du Pouvoir populaire. Elle souligna le rôle dirigeant du Parti Communiste d'Albanie dans la Lutte de Libération Nationale et marqua ainsi la première grande victoire politique du Parti. La Conférence de Pezë n'était pas une conférence de partis politiques. Seul le Parti Communiste, qui en était aussi l'organisateur, y participait en tant que parti politique. Il n'existait pas d'autres partis politiques antifascistes.

Ainsi, le Front de Libération Nationale ne fut pas créé comme une coalition de partis politiques. La Conférence de Pezë sanctionna l'union volontaire des larges masses populaires, dont les fondements avaient été jetés d'en bas dans la lutte contre l'occupant. L'artisan de cette union et le dirigeant direct et unique du Front était le Parti Communiste. Le Front avait pour fondement l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, qui en constituait la base la plus large. Les nationalistes patriotes virent dans le programme du Parti la réalisation de leurs revendications nationales les plus urgentes et adhérèrent au Front en tant que courants ou à titre individuel.

Les conseils de libération nationale

La Conférence de Pezë adopta comme base de l'édification des conseils de libération nationale les thèses du camarade Enver Hoxha exposées dans son rapport : «Les conseils de libération nationale, organes d'union et de lutte du peuple albanais», présenté à cette Conférence.

Dans les régions non libérées, les conseils étaient des organes de combat qui groupaient toutes les forces populaires antifascistes. Ils éclairaient les masses et les soulevaient pour le combat, les préparaient à l'insurrection générale, recueillaient des aides matérielles nécessaires à la lutte, rassemblaient des informations sur les mouvements et l'importance des forces armées ennemies, organisaient la lutte économique contre les sociétés capitalistes italiennes et sabotaient le stockage des produits agricoles par les fascistes.

Dans les régions libérées, les conseils remplissaient les fonctions d'organes du Pouvoir populaire. Ils assuraient l'ordre public, s'occupaient du développement de l'économie, de l'approvisionnement en vivres, du commerce, des semailles et de la récolte des céréales, organisaient l'enseignement, la presse et le travail culturel parmi les masses, arbitraient les querelles et réconciliaient ceux que séparaient des inimitiés de sang, maintenaient vive la promptitude de la population au combat, etc.

«L'importance des conseils de libération nationale, — souligna la Conférence de Pezë, — est grande. C'est à travers eux que se constitue le gouvernement, que le peuple se mobilise pour la lutte et l'insurrection.» (Résolution de la Conférence de Pezë. Documents des organes supérieurs du Pouvoir révolutionnaire de libération nationale, p. 13.)

En ce qui concerne l'organisation des conseils, le Parti Communiste d'Albanie disposait de l'expérience des Soviets. Mais, bien entendu, il n'en fit pas une imitation rigide. Il se fonda avant tout sur les circonstances concrètes dans lesquelles se développait l'insurrection populaire antifasciste en Albanie. Les organes de cette insurrection furent adaptés, dans leur substance, à son caractère de libération nationale. Ces conseils, soulignait une directive du Comité Central de juin 1942, doivent comprendre les représentants militants de toutes les forces antifascistes, de tous les courants politiques, sans distinction de classe. L'idée des conseils était acceptable pour les masses populaires d'Albanie. Depuis les temps les plus anciens, les Albanais avaient pour tradition de réunir des «assemblées» ou des «conseils» chaque fois qu'il leur fallait se dresser pour lutter contre les envahisseurs étrangers ou résoudre leurs propres problèmes intérieurs. Toutefois, les conseils de libération nationale, à la différence des «assemblées» ou des «conseils» des temps passés, étaient, quant à leur composition et à leur organisation, des institutions entièrement nouvelles. Ils virent le jour et grandirent en tant qu'organes démocratiques révolutionnaires, directement créés par les masses populaires sous la direction unique du Parti Communiste. Ils incarnaient la négation de tous les organes et organisations d'Etat antipopulaires et exploités.

En tant que tels, les conseils de libération nationale s'acquirent une grande popularité parmi les masses. Après la Conférence de Pezë, leur nombre s'accrut rapidement dans les zones libérées comme dans celles qui ne l'étaient pas encore. La population voyait en eux les défenseurs de ses intérêts et de ceux de la Patrie.

C'est dans les campagnes que les conseils commencèrent à exercer leurs fonctions d'organes du Pouvoir populaire, car, en 1942, seules un certain nombre de régions rurales avaient été libérées, les villes étant encore occupées par les fascistes italiens. Les conseils devinrent d'importants maillons pour une étroite liaison du Parti Communiste avec la paysannerie.

Les guérillas de partisans

En même temps que le peuple s'unissait dans le Front de Libération Nationale et que les conseils étaient mis sur pied, la lutte armée des partisans gagnait en ampleur et en intensité.

La lutte de partisans était une forme de combat connue et éprouvée au long des siècles, en Albanie comme dans d'autres pays. Le peuple albanais conservait, vivaces, d'anciennes et solides traditions de guerre patriotique de guérilla dans les combats qu'il avait soutenus contre les envahisseurs étrangers. La Conférence de Pezë exprima la conviction que la voie glorieuse des premiers Albanais serait vaillamment et fièrement suivie.

Tout en utilisant la longue expérience de la lutte armée des guérillas de patriotes albanais dans le passé, le Parti Communiste d'Albanie conféra à la lutte de partisans contre les occupants fascistes et les traîtres un contenu foncièrement populaire et révolutionnaire.

La lutte de partisans avait eu pour première école les sections de guérilla urbaine. Avec la formation et l'entrée en action des guérillas de partisans et le déploiement de leur activité, la lutte de partisans s'intensifia et s'amplifia dans tout le pays.

La création des guérillas de partisans suivit en général cette voie-ci: des villes, les comités régionaux du Parti envoyaient dans les campagnes (dans les montagnes) un certain nombre de membres du Parti, de jeunes communistes et de sympathisants, aguerris dans la lutte des sections de guérilla urbaine, et ayant pour tâche d'organiser les guérillas de partisans. Autour de ce noyau, les campagnes devinrent la base et la principale réserve des guérillas de partisans.

Aucune restriction n'était prévue quant à leur composition de classe et y étaient admis tous ceux qui désiraient combattre l'ennemi. Seuls en étaient proscrits les éléments au passé obscur, criminels et brigands, que le peuple regardait avec haine et mépris. Tous les partisans étaient des volontaires. La guérilla de partisans comptait de 50 à 60 combattants environ. Elle avait à sa tête un commandant et un commissaire politique, qui en dirigeaient l'activité en commun et répondaient de la préparation politique des partisans et de leur promptitude au combat. Dans la plupart des cas, le commandant n'était pas membre du Parti, alors que le commissaire, lui, était le représentant du Parti dans la guérilla.

Chaque guérilla de partisans avait une cellule du Parti, qui constituait le cœur de la formation.

Les guérillas de partisans déployaient une intense activité de combat contre l'occupant fasciste et les traîtres. Dans le même temps, elles menaient une activité politique inlassable, ainsi qu'un travail culturel et éducatif non seulement parmi les partisans mais encore parmi la population des zones où elles opéraient. Les guérillas avaient leurs bases dans les régions libérées, où elles avaient préalablement détruit l'ancien pouvoir d'oppression et aidé le peuple à organiser les conseils de libération nationale. Elles assistaient les paysans dans leurs travaux agricoles et servaient de soutien armé aux conseils pour le maintien de l'ordre.

Pour la première fois, les masses populaires voyaient dans les guérillas de partisans leur propre armée, le défenseur de leurs intérêts. Ils donnaient à cette armée un appui de toute nature. Les guérillas de partisans trouvaient asile auprès des paysans qui les approvisionnaient en vivres. Ils recevaient aussi une aide matérielle multiple de la population urbaine. Sans une telle aide, un tel soutien généreux, fournis par le peuple sous toutes les formes, la lutte des partisans n'aurait pu être organisée, ni l'armée populaire révolutionnaire créée.

Après la Conférence de Pezë, outre les guérillas de partisans, des guérillas territoriales (de soldats du peuple) furent organisées à raison d'une pour chaque grand village ou pour deux ou trois petits villages. C'étaient des unités d'autodéfense, irrégulières, qui prenaient les armes chaque fois que les guérillas de partisans faisaient appel à leur concours pour lancer une attaque importante ou riposter aux opérations de l'ennemi dans les zones libérées. Ces guérillas d'autodéfense servaient en même temps de réserve pour compléter les effectifs des unités de partisans régulières.

A la suite de la Conférence de Pezë, le nombre des sections de guérilla urbaine, des guérillas de partisans et des guérillas d'autodéfense augmenta rapidement. A la fin de 1942, les forces des partisans comptaient environ 2.000 hommes, outre plusieurs milliers de combattants, qui faisaient partie des sections de guérilla urbaine et des guérillas rurales.

Afin de détruire les guérillas de partisans, les occupants italiens, engageant des forces considérables, menèrent, de septembre à décembre 1942, des opérations punitives dans 27 régions de l'Albanie méridionale, centrale et septentrionale, incendiant des centaines de maisons de villageois, massacrant femmes, vieillards et enfants, sans pour autant réussir à atteindre leur but qui était d'étouffer le mouvement partisan. Au contraire, la terreur fasciste ne fit qu'enflammer encore davantage la volonté de lutte du peuple. A Pezë, Skrapar, Dibër, Mat, Korçë, Kurvelesh, Vlorë et ailleurs, hommes et femmes se dressèrent par milliers aux côtés des partisans pour combattre les hordes fascistes. Des centaines de soldats, de miliciens et d'officiers fascistes furent tués dans des combats acharnés où pourtant l'ennemi était supérieur en nombre et en matériel.

Le succès de la lutte des partisans et l'échec total des opérations militaires fascistes en 1942 mirent à nu la pourriture de l'occupant, la force invincible du peuple albanais, confirmèrent la justesse de la politique du Parti Communiste. Une véritable révolution populaire s'était amorcée en Albanie.

Le retentissement de cette lutte héroïque dépassa les frontières du pays. Elle suscita l'admiration et la haute appréciation des peuples et des pays qui luttèrent contre le fascisme. En décembre 1942, le gouvernement de l'Union Soviétique, dans une déclaration officielle spécialement consacrée à l'Albanie, exprimait sa sympathie pour la lutte de libération du peuple albanais, ne reconnaissait aucune prétention de l'impérialisme italien sur le territoire albanais et formait le vœu de voir l'Albanie libérée et indépendante. En même temps, les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne publiaient, eux aussi, des déclarations officielles reconnaissant la lutte antifasciste du peuple albanais, sans toutefois, et ce à dessein, se prononcer contre les prétentions impérialistes sur l'Albanie. Ces déclarations, surtout celle du gouvernement soviétique, constituaient un appui pour le peuple albanais; elles raffermirent sa confiance en la victoire et contribuèrent à une nouvelle extension de la lutte armée contre les oppresseurs fascistes.

L'attitude du Parti Communiste d'Albanie à l'égard du «Balli kombëtar»

L'essor impétueux de la lutte antifasciste sous la conduite du Parti Communiste mit en mouvement tous les groupes et courants politiques en Albanie.

Le flot de colère et le mouvement antifasciste des masses, qui prenaient corps dans la lutte des partisans, avaient provoqué une crise politique irrémédiable dans les rangs des ennemis. Cette crise ne pouvait pas ne pas englober aussi les classes réactionnaires du pays et leurs représentants qui avaient lié leur sort à l'occupant. Effrayés à mort par l'élan révolutionnaire de la lutte antifasciste et par la croissance de l'autorité du Parti Communiste, ils voyaient en ces phénomènes une menace pour leurs privilèges. La Conférence de Pezë et la constitution du Front de Libération Nationale étaient, pour ces classes, un coup rude. Au lendemain de la Conférence, la réaction sonna l'alarme du «danger communiste», appelant à la lutte pour le conjurer. Les représentants de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens, soutenus par les occupants fascistes, se hâtèrent de proclamer, en novembre 1942, la création d'une organisation politique, qui s'opposait directement au Front de

Libération Nationale, et qui reçut la dénomination de «Balli kombëtar» (Front National). On plaça à sa tête le pseudo-patriote Mithat Frashëri.

Au «Balli kombëtar» adhérèrent des intellectuels bourgeois réactionnaires, de gros propriétaires fonciers et des commerçants, des membres du clergé réactionnaire, des paysans riches, etc. Le Groupe trotskiste du «Zjarri» s'y rallia également.

Le «Balli kombëtar» était une union politique disparate de divers courants politiques réactionnaires, dotée d'une organisation pourrie. Le camarade Enver Hoxha définissait fort bien cette union.

«Le «Balli» est un *ramassis* [En français dans le texte (N. d. l. Réd.)] d'éléments aux tendances diverses et inconsistantes, mais qui ont pour dada le mot de nationalisme... A l'intérieur, le «Balli» est un panier de crabes (... chacun tire de son côté)... Certains sont partisans de 99 ruses pour un acte de bravoure, d'autres partisans de sonner la générale, d'autres encore de grandes phrases, mais de rien de concret.» (Enver Hoxha, Lettre adressée au Comité régional du PCA de Korçë, janvier 1943. Œuvres, T. I, Tirana, 1968, pp. 169-171.)

Ces gens n'étaient unis que par leurs intérêts communs de classe, par leur haine du Parti Communiste et du mouvement révolutionnaire populaire.

Le «Balli kombëtar» proclama aussitôt qu'il ne reconnaissait pas la Conférence de Pezë et il publia son programme, qui n'était que pure démagogie. En termes pompeux, les chefs ballistes se vantaient de soi-disant combattre «pour une Albanie dotée d'un système économique et social sans exploiters ni exploités». A la hâte, ils créèrent dans les montagnes quelques «détachements illégaux», qui avaient pour mission non pas de combattre l'occupant, mais d'entraver l'action combattante et politique des détachements de partisans, de propager la politique du «Balli» et d'intimider les paysans. Ils formèrent dans les campagnes des «conseils» du «Balli kombëtar», qui devaient se substituer aux conseils de libération nationale. Les chefs du «Balli» usèrent également de nombreux autres moyens et formes d'action semblables à ceux qu'utilisait le Parti Communiste et qui s'étaient avérés fort populaires. Se donnant pour «d'ardents patriotes», ils invitaient le peuple albanais à ne pas combattre l'occupant italien par les armes, une telle lutte devant entraîner, selon eux, l'anéantissement du peuple albanais! Le principal mot d'ordre du «Balli» était : «Attendre le moment opportun.» Les ballistes déclenchèrent une furieuse campagne contre le Front de Libération Nationale et le Parti Communiste, contre le communisme et l'Union Soviétique.

Le «Balli kombëtar» avait pour seul but de détacher les masses populaires, en particulier la paysannerie, du Parti Communiste, de détruire le Front de Libération Nationale, d'étouffer le mouvement de libération nationale et de s'assurer tout le pouvoir politique au lendemain de la guerre.

Afin de parvenir à ses fins, le «Balli» choisit la voie de la collaboration avec l'occupant. Il ne pouvait agir différemment, ses desseins à rencontre du Parti Communiste se confondant avec ceux de l'occupant et les fascistes italiens ne permettant pas une activité indépendante des ballistes. Néanmoins, il était de l'intérêt des deux parties que cette coopération demeurât à tout prix secrète. Sinon, elles n'auraient pu tromper personne.

L'apparition du «Balli» compliqua considérablement la situation à l'intérieur du pays. Lénine enseigne que les situations compliquées sont inhérentes à la révolution, que la révolution «suscite toujours, au cours de son développement, des circonstances exceptionnellement complexes.» [V. I. Lénine, Œuvres (éd. fr.), T. 26, p. 115.]

Dans la situation complexe créée au lendemain de la naissance du «Balli kombëtar», le Parti Communiste d'Albanie se devait d'agir avec une grande circonspection, avec sagesse et clairvoyance. C'est seulement en appliquant une tactique très avisée à l'égard du «Balli» que le Parti pourrait préserver les succès qu'il avait obtenus, resserrer encore ses liens avec les masses et conduire ainsi le

peuple albanais à la conquête de sa pleine indépendance nationale et à l'édification d'une Albanie démocratique populaire.

Le Parti Communiste savait bien que le «Balli kombëtar» était le rejeton de la réaction et l'instrument de l'occupant fasciste. Face au travail de sabotage mené par les ballistes, des organisations de base du Parti, voire même certains comités régionaux, demandaient instamment qu'on recourût aux armes contre eux.

Mais le Comité Central du Parti s'en tenait au principe qu'il n'est pas de plus grand danger pour le parti prolétarien que d'édifier sa tactique sur des vœux subjectifs. Répondant à ceux qui demandaient de déclarer immédiatement la guerre au «Balli», le camarade Enver Hoxha, au nom du Comité Central, donnait la directive suivante :

«... il est vrai que c'est un grand obstacle (le «Balli kombëtar» — Réd.) car on ne doit point oublier l'influence personnelle dont jouissent en Albanie certains de ses membres qui ont réussi à créer parmi le peuple l'idée qu'il existerait une organisation nationaliste et que les communistes devraient entrer en contact et s'entendre avec elle... N'oublions pas qu'il s'y trouve un assez grand nombre de bons éléments résolus qui souhaitent réellement l'union et la lutte.»
(Enver Hoxha, Lettre adressée au Comité régional du PCA de Korçë. Janvier 1943. Œuvres, T. I, p. 171.)

C'est précisément pour ces raisons qu'au début le Parti Communiste d'Albanie adopta à l'égard du «Balli kombëtar» une tactique qui se ramenait aux points suivants : dénoncer le mot d'ordre défaitiste selon lequel «il (n'était) pas encore temps de prendre les armes contre les Italiens» ; demander publiquement au «Balli kombëtar» d'accepter l'union de toutes les forces antifascistes du pays sur la base de la lutte immédiate, sans réserve et sans compromis contre l'occupant fasciste italien; demander au «Balli» de cesser immédiatement sa propagande contre le Parti Communiste et le communisme; avoir des contacts avec lui sur des questions concernant la lutte contre l'occupant, démasquer aux yeux du peuple certains chefs ballistes compromis comme fascistes et traîtres.

Par cette tactique, le Parti entendait : établir une différenciation dans les rangs du «Balli kombëtar», en entraînant dans la lutte contre l'occupant tous ceux qui étaient pour cette lutte; contraindre ainsi d'en bas le «Balli» tout entier à se rallier au mouvement de libération nationale; démasquer la politique antinationale et l'attitude des chefs ballistes qui voulaient miser sur les deux tableaux ; faire condamner par les masses et isoler tous ceux qui entraveraient l'union du peuple et la lutte contre l'occupant.

Le point le plus faible de la tactique du «Balli kombëtar» résidait surtout dans la question de la lutte armée sans réserve contre l'occupant italien, du fait que le «Balli» était en réalité opposé à cette lutte. Aussi, afin de démasquer les chefs du «Balli», le PCA décida-t-il de diriger sa principale attaque précisément sur ce point. Les masses populaires, qui demandaient à combattre l'occupant, devaient se persuader par leur propre expérience que le «patriotisme» des chefs ballistes était creux et que toute leur phraséologie «patriotique» n'était que pure démagogie. En fixant une telle tactique à l'égard du «Balli kombëtar» le CC du PCA recommandait aux organisations du Parti d'appliquer strictement ses instructions. Il considérait la question de l'attitude à observer à l'égard du «Balli kombëtar» comme une question fort complexe, qui requérait la plus grande attention. Le Comité Central recommandait d'agir avec patience et clairvoyance, de faire preuve en toute occasion du plus grand sang-froid, de ne pas donner dans le piège et les provocations de l'ennemi, d'avoir en vue que

«... nous ne pouvons mener la lutte seuls, nous devons la mener avec le peuple tout entier et, de ce fait, considérer la question de nos rapports avec les nationalistes avec le plus grand sérieux.»
(Enver Hoxha, Lettre adressée au Comité régional du PCA de Korçë. Janvier 1943. Œuvres, T. I, p. 174.)

D'autre part, le Comité Central recommandait de ne pas reculer d'un pas dans la voie définie, l'union de toutes les forces du pays ne pouvant se réaliser que sur la base de la lutte armée sans merci contre l'occupant et non point par des marchandages avec les nationalistes ; il demandait encore

«de ne pas laisser porter atteinte (fût-ce d'un cheveu) à la dignité de notre Parti ni de permettre que des bâtons soient mis dans les roues de la Lutte de Libération Nationale... , mais de s'employer à briser leur élan (aux ballistes — Réd.), d'abord par le raisonnement et la persuasion, puis en recourant à la «manière forte».¹ (en français dans le texte — Réd.) (Enver Hoxha, Lettre du Comité Central adressée au Comité régional du PCA de Gjirokastër, 23 février 1943. Œuvres, T. I, p. 198.)

La situation au lendemain de la création du «Balli kombëtar» comportait de grands périls pour le Parti et la Lutte de Libération Nationale. Une certaine confusion politique se notait dans diverses couches de la population. Par la démagogie et l'intimidation, les ballistes réussirent à en gagner une partie, surtout dans les campagnes. Un certain nombre de paysans vacillants se détachèrent du Front de Libération Nationale pour se rallier au «Balli». Dans ces circonstances, le camarade Enver Hoxha recommandait de faire preuve de «beaucoup, beaucoup d'attention». «Si nous réussissons à nous tirer avec succès» de cette situation, «notre cause a triomphé, si nous faisons un faux pas, nous nous rompons le cou.» [*Ibid.*, p. 199.]

4. LA I^{ère} CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE. L'ORIENTATION DONNEE POUR L'INSURRECTION GENERALE ARMEE

La décision de convoquer une conférence nationale du Parti, en vue d'élire le Comité Central définitif et de définir les tâches ultérieures à remplir, avait été prise dès le mois d'avril 1942 à la Conférence consultative des cadres actifs du Parti Communiste d'Albanie. Aux termes de cette décision, la Conférence ne devait être tenue qu'après que le Parti aurait été épuré des fractionnistes et des scissionnistes et qu'une solide unité y aurait été établie. Cet objectif était maintenant atteint.

En décembre 1942, le Parti Communiste d'Albanie reçut les directives du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur la Lutte de Libération Nationale. Ces directives soulignaient la nécessité d'organiser la lutte de libération nationale contre les occupants italiens et allemands, d'unir le peuple en un front unique de libération nationale, de faire participer à la lutte et à la direction de celle-ci le plus grand nombre possible de patriotes et de nationalistes honnêtes, et elles engageaient à faire en sorte que les mots d'ordre du Parti fussent maintenus dans le cadre de la Lutte de Libération Nationale.

C'était là un événement d'une grande importance pour le jeune Parti Communiste d'Albanie. Ces directives démontraient que la ligne politique du Parti, définie dès la Conférence où il fut fondé, et concrétisée par la suite dans les directives du Comité Central provisoire, était juste. En outre, le Parti Communiste d'Albanie était reconnu comme un détachement du mouvement communiste international. Dans ces circonstances, vers la fin du mois de décembre 1942, le Comité Central provisoire décida de convoquer pour le mois de mars 1943, la I^{ère} Conférence Nationale du Parti Communiste d'Albanie.

Approfondissement de la crise politique dans les rangs de l'ennemi

Au moment où le Parti préparait sa conférence nationale, les événements, sur le plan international comme sur le plan intérieur, se précipitaient.

Dans la seconde moitié de 1942, les yeux des Albanais, comme ceux des peuples du monde entier, étaient tournés vers Stalingrad, où se décidait le sort de la guerre antifasciste mondiale. La résistance héroïque des défenseurs de Stalingrad inspirait les partisans et les patriotes albanais dans leur lutte de libération contre l'occupant.

Le 2 février 1943, la bataille de Stalingrad se terminait par l'éclatante victoire de l'Armée Rouge. L'histoire militaire n'avait pas connu d'aussi prestigieuse victoire, de siège d'une telle ampleur ni d'anéantissement d'un dispositif stratégique aussi important.

La victoire de Stalingrad marqua un tournant radical non seulement dans la Grande Guerre Patriotique de l'Union Soviétique, mais encore dans toute la Seconde Guerre mondiale. C'est à Stalingrad que s'amorça «le déclin de l'armée fasciste allemande». [J. V. Staline, «Sur la grande guerre de l'Union Soviétique pour le salut de la Patrie». Ed. de Moscou, 1946, p. 108.]

Cet événement influa grandement sur l'extension du mouvement de libération nationale dans les pays occupés par les Etats fascistes. Tous les peuples sentirent se raffermir leur confiance dans l'écrasement total et inéluctable de l'Allemagne hitlérienne.

La victoire de Stalingrad eut une grande portée pour l'Albanie également. Dans les circonstances favorables que cette victoire créait pour toutes les forces antifascistes dans le monde, la lutte de libération du peuple albanais gagna en ampleur et en âpreté.

La lutte armée fut portée à un plus haut niveau, passant des actions isolées de combat aux actions coordonnées de deux ou plusieurs guérillas de partisans. C'est ainsi que furent menées, avec la participation de plusieurs guérillas, les actions contre les fascistes italiens à Voskopojë, Snosëm (Gramsh) en janvier 1943, Patos, Selenicë (Vlorë), Libohovë, sur la route Kukës-Pukë près de Shëmëri, en février. En trois mois, l'étendue des zones libérées fut presque doublée.

En même temps que le mouvement des partisans s'amplifiait et se renforçait, le pouvoir des conseils de libération nationale grandissait et se fortifiait. De nouveaux conseils illégaux furent mis sur pied dans plusieurs villes. De plus en plus, les masses populaires regardaient les conseils comme les seuls organes de leur pouvoir, n'adhéraient et n'obéissaient qu'à leurs décisions et à leurs directives.

A la veille de la I^{ère} Conférence Nationale, le Parti Communiste d'Albanie obtint un autre succès important dans la lutte contre le trotskisme et l'opportunisme dans le pays; au début de mars 1943, le Groupe du «Zjarri» fut complètement démantelé. Le coup final lui fut porté par l'article du camarade Enver Hoxha «Quelques mots sur certains serviteurs du fascisme — Le Groupe du «Zjarri»», paru en janvier dans le «Zëri i Popullit». Cet article démasquait la tactique trotskiste des chefs du «Zjarri», qui se présentaient tantôt avec des mots d'ordre gauchistes sur «la révolution prolétarienne», sur «la lutte contre le capital», sur «la dictature du prolétariat», dans l'intention de se gagner la confiance des masses laborieuses, sympathisantes du communisme; tantôt comme des «nationalistes» afin de détacher les nationalistes patriotes de la Lutte de Libération Nationale et du Parti Communiste. L'article montrait, faits à l'appui, que les chefs de ce Groupe étaient des ennemis du communisme et du peuple albanais, des provocateurs et des instruments de l'occupant.

Un bon nombre des membres du Groupe, s'étant aperçus de la trahison de ses chefs, se rallièrent inconditionnellement au Parti Communiste d'Albanie. Beaucoup d'entre eux furent rééduqués par le Parti.

Le démantèlement du Groupe du «Zjarri» portait aussi un coup au «Balli kombëtar», au sein duquel les zjarristes, en qualité de «communistes ballistes», remplissaient en fait la fonction de propagandistes et de défenseurs de la cause de la bourgeoisie réactionnaire.

Le fougueux essor du mouvement de libération nationale sous la conduite du Parti Communiste d'Albanie, ainsi que les défaites des armées fascistes sur le front de l'Est et les autres fronts de la Seconde Guerre mondiale, aggravèrent encore davantage la crise dans les rangs des occupants et des traîtres en Albanie. En janvier 1943, les fascistes italiens relevèrent de ses fonctions le premier ministre Mustafa Kruja pour son incapacité à réprimer le mouvement de libération nationale et investirent un nouveau gouvernement quisling. Mais moins d'un mois plus tard, ils se voyaient

contraints de substituer à celui-ci une nouvelle équipe gouvernementale, dont l'existence fut également fort brève. Entre-temps, des désertions en masse commencèrent à éclaircir les rangs des soldats, des miliciens et des carabinieri albanais.

Les gouvernants italiens eux-mêmes étaient obligés de reconnaître l'échec de leur politique en Albanie. De son côté, Hitler écrivait en février 1943 à Mussolini que les Albanais, tout comme les autres peuples des Balkans, ne «s'étaient guère montrés dignes de confiance» et définissait comme une «dure réalité» la «haine sans bornes» que le peuple albanais portait à l'Allemagne et à l'Italie. [*«Les lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini», Paris, 1946, p. 150.*]

Afin de préserver leur régime d'occupation, les fascistes italiens considéraient comme indispensable d'intensifier et d'étendre le recours à la violence. En février 1943, le lieutenant général fasciste Jacomoni fut remplacé par le général Pariani, jugé comme un homme «sachant faire parler les armes». Le Commandement italien arrêta les plans d'une série d'opérations de grande envergure dans les diverses régions du pays.

Dans cet effort, les occupants recherchèrent l'appui du «Balli kombëtar» qui se montra prêt à le leur fournir. En mars 1943, le Comité Central du «Balli kombëtar» signait avec le commandant en chef italien un protocole secret, connu sous le nom de «protocole Dalmazzo-Këlcyra» [*Le protocole est ainsi intitulé du fait qu'il fut signé par le commandant en chef des forces italiennes d'occupation, Renzo Dalmazzo, et par Ali Këlcyra, membre du Comité Central du «Balli kombëtar».*], aux termes duquel il s'engageait à ne permettre aucune attaque contre les troupes italiennes et à soutenir les opérations punitives de celles-ci dans l'Albanie du Sud.

Les fascistes italiens placèrent une personnalité du «Balli kombëtar» [*Maliq Bushati.*] à la tête du gouvernement de trahison, proclamèrent la création d'une «armée nationale albanaise» et d'une «gendarmerie albanaise», l'établissement de relations diplomatiques entre l'Etat italien et «l'Etat albanais», la substitution au «Parti National Fasciste Albanais» de la «Garde de la Grande Albanie», etc., toujours dans le cadre de «l'union de l'Albanie et de l'Italie» sous le roi Victor-Emmanuel III.

Cette idée mystificatrice de «création d'un Etat albanais indépendant» était propagée tant dans l'intérêt des fascistes italiens qui cherchaient à raffermir la confiance ébranlée des nationalistes réactionnaires pour en tirer le meilleur parti dans la répression du mouvement de libération nationale, que de la réaction, le «Balli kombëtar» en tête, qui espérait s'assurer le pouvoir politique, quelle que fût l'évolution de la situation.

A l'ordre du jour — l'organisation de l'insurrection générale

La profonde crise qui ébranlait l'ennemi, l'extension de la lutte armée, l'élévation de la conscience patriotique révolutionnaire du peuple et les circonstances internationales favorables étaient autant de facteurs qui mettaient à l'ordre du jour l'organisation de l'insurrection générale populaire et de l'Armée de Libération Nationale Albanaise.

La I^{ère} Conférence Nationale du Parti Communiste d'Albanie tenue du 17 au 22 mars 1943, à Labinot, non loin d'Elbasan, joua un rôle historique pour la réalisation de cette tâche. Soixante-dix délégués et invités y participèrent. Les délégués avaient été élus par les conférences régionales du Parti, réunies durant le mois de février et au début de mars et ils représentaient quelque 700 membres du Parti.

La Conférence approuva pleinement l'activité du Comité Central provisoire et aboutit à la conclusion que la ligne politique du Parti était juste, comme l'avait confirmé la pratique.

Les travaux de la Conférence furent entièrement dominés par le problème de la préparation du peuple à l'insurrection générale populaire et de l'organisation de celle-ci.

Faisant ressortir les grands progrès réalisés dans la lutte antifasciste, la 1^{ère} Conférence Nationale attirait l'attention des organisations du Parti sur les difficultés à surmonter, sur les problèmes complexes à résoudre pour organiser l'insurrection générale et assurer la victoire totale, et invitait ces organisations à prendre pleinement conscience de ces difficultés et problèmes. Les masses populaires étaient sujettes à la pression directe de la propagande hostile du «Balli kombëtar» et des autres groupes réactionnaires, sous la menace constante de la terreur fasciste. En conséquence, l'on notait çà et là des flottements, une attitude indifférente ou une compréhension inexacte de l'essence de la politique du Parti Communiste d'Albanie, une partie de la population était trompée par le «Balli kombëtar».

Les nouvelles tâches à remplir en vue de consolider les liens du Parti avec les larges masses et de les préparer à l'insurrection générale furent élaborées à travers une saine critique des manifestations de sectarisme et d'opportunisme apparues.

Rappelant aux communistes que les ouvriers sont le pilier du Parti, la Conférence demandait aux organisations du Parti de pénétrer davantage parmi les masses ouvrières dans les mines, fabriques, chantiers de construction et ailleurs, surtout dans les principaux centres industriels de Kuçovë, Selenicë, dans les ports, etc.

La Conférence dénonça le point de vue erroné sur l'absence de prolétariat en Albanie, exprimé par Tuk Jakova. Cette conception non fondée avait été rejetée dès la Conférence des groupes communistes. La classe ouvrière albanaise avait désormais son Parti Communiste et remplissait avec celui-ci son rôle dirigeant dans la Lutte de Libération Nationale.

La Conférence mit en relief les progrès réalisés dans le travail parmi la paysannerie, dont la majorité voyait dans le Parti Communiste son propre parti. Cependant, dans certaines régions du pays et en particulier dans celles du Nord, la paysannerie ne participait pas tout entière activement à la lutte contre l'occupant et les traîtres, elle ne reconnaissait pas unanimement le rôle dirigeant du Parti. Le «Balli kombëtar» avait concentré son action dans les campagnes. Le Parti avait pour tâche pressante de maintenir et de raffermir les liens avec les paysans, d'isoler le «Balli kombëtar» des masses paysannes. De l'heureuse réalisation de cette tâche devaient dépendre dans une large mesure la préparation et le déclenchement de l'insurrection générale.

Soulignant le rôle très important de la paysannerie dans la Lutte de Libération Nationale, la Conférence donnait pour directive :

«D'accorder une importance particulière au travail dans les campagnes, la paysannerie constituant la grande majorité de notre population et devant donc être la principale réserve de nos forces pour notre lutte actuelle.» (Résolution de la 1^{ère} Conférence Nationale du Parti Communiste d'Albanie. Documents principaux du PTA, T. I, p. 113.)

La Conférence définit l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie comme l'arme la plus sûre au service de la Lutte de Libération Nationale. Elle recommanda aux communistes d'étendre et de perfectionner le travail politique d'éclaircissement et d'organisation dans les campagnes. En premier lieu, il était exigé d'activer les conseils de libération nationale et d'intégrer le plus grand nombre possible de paysans dans les unités de partisans et dans les guérillas d'autodéfense- Dans le même temps, il importait de soulever les paysans pour la lutte contre tout impôt et amende, toute spéculation, spoliation et autre forme d'oppression et d'exploitation de la part du fascisme et de ses instruments en Albanie ; d'organiser dans les campagnes la lutte contre l'analphabétisme et d'y diffuser la culture.

Bien que la majorité des paysans riches se fût ralliée et continuât de se rallier au «Balli kombëtar» contre la Lutte de Libération Nationale, la Conférence demanda que les larges masses paysannes continuent à être engagées dans la lutte, sans distinction de classe.

La Conférence consacra une importante partie de ses débats au travail à mener parmi la jeunesse et les masses féminines.

Il y fut mis en relief l'enthousiasme et l'esprit révolutionnaire de la jeunesse albanaise, son empressement à consentir tous les sacrifices, le travail inlassable des organisations du Parti et de la Jeunesse Communiste parmi les larges masses de la jeunesse. Des critiques furent formulées à l'endroit de certains défauts relevés dans ce domaine. Tels étaient notamment le sectarisme, l'orientation du travail trop exclusivement axé sur la jeunesse scolaire, le travail insuffisant effectué auprès de la jeunesse paysanne, et, enfin, certaines tendances de la direction de la Jeunesse Communiste à assumer des attributions parallèles à celles du Parti. La Conférence souligna que la Jeunesse est la source intarissable de nouvelles forces pour le Parti, dans la Lutte de Libération Nationale. Aussi réclamait-on une compréhension plus profonde de la ligne du Parti concernant la jeunesse, une activité plus solide auprès des masses de la jeunesse citadine et rurale, une aide plus considérable du Parti à ce secteur particulièrement important.

Le problème de la femme fut considéré comme un problème de premier plan et examiné sous ses deux principaux aspects: la participation des masses féminines au mouvement de libération nationale et leur émancipation sociale. Les femmes pouvaient et devaient jouer un rôle important dans la lutte antifasciste et dans la vie sociale. A cette fin, il importait avant tout que la femme albanaise prît profondément conscience de sa servitude séculaire et de la lourde oppression que les envahisseurs avaient fait peser sur le peuple albanaise, qu'elle se dressât contre cette oppression et devînt une combattante décidée pour la libération nationale et la réalisation d'un avenir radieux. Il fut particulièrement recommandé aux communistes de ne pas limiter leur travail aux femmes intellectuelles, mais de pénétrer parmi les masses féminines paysannes et de travailler aussi parmi les ouvrières et les ménagères des villes.

En ce qui concerne le travail à mener auprès de la jeunesse et des femmes, la Conférence considéra la question de leur organisation comme une question prioritaire. Elle donna des directives en vue de constituer l'organisation de la jeunesse antifasciste albanaise et celle du front antifasciste féminin.

Une grande attention fut accordée à l'attitude à observer envers les nationalistes et à une éventuelle collaboration avec eux.

L'essor révolutionnaire de la Lutte de Libération Nationale ne cessait d'opérer un tri dans les rangs des nationalistes. Une bonne part d'entre eux, principalement des représentants de la moyenne bourgeoisie, s'étaient ralliés et continuaient de se rallier au Front de Libération Nationale. D'autres gardaient une attitude neutre et n'avaient pas confiance dans les forces du peuple, ne comprenaient pas à fond le caractère de la Lutte de Libération Nationale, doutaient de la défaite du fascisme. Les groupes des nationalistes qui représentaient les intérêts de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens ou bien se rassemblèrent dans le «Balli kombëtar», ou bien restèrent dans l'attente d'un moment plus propice pour adopter une attitude claire à l'égard de la Lutte de Libération Nationale.

Un secteur aussi délicat que celui du travail à mener parmi les nationalistes comportait des dangers d'erreurs et de manifestations de sectarisme ou d'opportunisme prononcés. La I^{ère} Conférence du Parti Communiste d'Albanie critiqua le manque de patience et de doigté de certains communistes et de certaines organisations à l'égard de nationalistes vacillants ou neutralistes et de ceux qui faisaient partie du «Balli kombëtar». Elle recommanda de faire preuve d'une grande patience et de réaliser une union sincère ou de collaborer avec les nationalistes. Les communistes étaient chargés de travailler inlassablement avec tous ceux qui haïssaient l'occupant et qui voulaient le combattre, même avec ceux qui se montraient récalcitrants, afin de les persuader et d'en faire des alliés, fussent-ils instables.

Les communistes qui avaient tendance à fléchir sous la pression de la bourgeoisie réactionnaire furent critiqués avec une vigueur accrue. De tels éléments chancelants avaient exprimé des conceptions selon

lesquelles le Parti aurait dû perdre son individualité et se fondre dans le mouvement de libération nationale.

«Ces conceptions, — fit ressortir la Conférence, — conduisent directement à la liquidation du Parti.» (Résolution de la 1^{ère} Conférence Nationale du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, p. 111.)

Elle fixa comme tâche de renforcer l'individualité et le rôle dirigeant du Parti dans le Front de Libération Nationale, de populariser davantage' la fonction du Parti Communiste en tant que porte-drapeau de la lutte pour affranchir le peuple du fascisme et pour assurer leurs droits aux couches déshéritées.

La Conférence s'arrêta particulièrement sur l'attitude à adopter à l'égard du «Balli kombëtar». Le «Balli» pratiquait une politique réactionnaire antinationale, à double face. Ses chefs furent définis comme foncièrement conservateurs et réactionnaires, disposés à toutes les collaborations avec l'occupant. Ils étaient opposés à la Lutte de Libération Nationale, car cette lutte ouvrait les yeux au peuple, lui faisait prendre conscience de soi et le détachait de tous ceux qui le trompaient, l'opprimaient et l'exploitaient.

Toutefois, le «Balli kombëtar» comptait dans ses rangs un assez grand nombre d'éléments, surtout dans les campagnes, qui voulaient combattre l'occupant.

«Avec ceux-là — relevait la Conférence —, il est possible de constituer un front combattant commun de libération nationale». (Résolution de la 1^{ère} Conférence Nationale du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, p. 104.)

Seule la participation du «Balli kombëtar» à la lutte armée contre les occupants fascistes eût rendu possible son union avec le Front de Libération Nationale. Pour réaliser cet objectif, il importait d'user de tous les moyens, y compris des discussions avec les représentants du «Balli». Mais la Conférence critiqua comme des manifestations d'opportunisme les vues selon lesquelles tout le travail à mener avec le «Balli» et les nationalistes en général devait se réduire à des conversations et à des combinaisons. Il fut souligné une fois de plus que le travail le plus important devait porter sur les simples et honnêtes gens faisant partie du «Balli», afin de créer des liens militants avec eux et de les engager dans l'action contre le fascisme. La pression d'en bas et la lutte armée contre les occupants opéreraient la différenciation au sein du «Balli kombëtar» et écarteraient les masses des chefs réactionnaires.

Le Parti devait poursuivre encore plus vigoureusement la dénonciation de la propagande défaitiste du «Balli kombëtar», surtout du mot d'ordre «Le moment n'est pas encore venu !» ; combattre tous les collaborateurs du fascisme, y compris les chefs ballistes qui s'étaient déclarés ou se déclaraient ouvertement tels ; dénoncer la tactique de la réaction qui parlait d'un «Etat albanais indépendant» sous l'égide de l'Italie fasciste.

Afin d'élargir et de renforcer le Front de Libération Nationale et de progresser d'un pas sûr vers l'insurrection générale, la Conférence demanda avant tout aux organisations du Parti d'avoir constamment en vue le caractère de libération nationale antifasciste de la lutte et de ne permettre aucune déformation de la politique du Parti dans n'importe quel domaine.

«Nous ne sommes pas des opportunistes, — soulignait le camarade Enver Hoxha, — et nous n'avons nullement oublié nos tâches à plus long terme, mais avant d'atteindre cette phase nous devons accomplir notre tâche immédiate : la Lutte de Libération Nationale.» (Enver Hoxha, «Les directives de l'Internationale Communiste et la Lutte de Libération Nationale». Rapport présenté à la réunion du CC du PCA, février 1943. Œuvres, T. I, p. 230.)

La Conférence définit l'organisation de l'Armée de Libération Nationale comme le maillon essentiel de l'insurrection générale. Cette armée, par suite de l'impétueux essor de la lutte des partisans, était en cours de formation. Dans ces circonstances, il fut décidé :

«De créer à partir des unités de partisans et de volontaires l'Armée régulière de Libération Nationale, qui sera une force redoutable contre l'occupant, une puissante et sûre garantie de la libération du peuple.» (Résolution de la 1^{ère} Conférence Nationale du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, p. 114.)

A cette fin, on s'attacha à régler les problèmes d'organisation de l'armée, des détachements et des unités militaires, des états-majors régionaux et de l'Etat-major général, les problèmes de son ravitaillement en armes, en munitions, en équipements et en vivres, les questions relatives à la tactique de combat et à la préparation politique des combattants, etc.

Soulignant la nécessité impérieuse de constituer l'Armée de Libération Nationale et son importance décisive pour mener à bien l'insurrection générale et remporter la victoire sur l'ennemi, la Conférence demanda aux communistes de bien comprendre que le secteur principal du travail du Parti était, à ce moment-là, l'armée.

Renforcement ultérieur de l'unité du Parti

La Conférence examina les problèmes organisationnels du Parti en liaison étroite avec sa ligne politique et la question fondamentale qui se posait à lui : l'insurrection générale. Le renforcement de l'unité du Parti fut défini comme la plus grande victoire dans sa vie intérieure. Cette unité était une exigence absolue pour assurer l'union combattante du peuple et la direction du Parti dans la Lutte de Libération Nationale. La Conférence estima justes les décisions de la Conférence extraordinaire du mois de juin 1942, les mesures prises par le Comité Central provisoire en vue d'anéantir le courant fractionnel liquidateur, ainsi que son attitude marxiste-léniniste à l'égard du Groupe du «Zjarri».

Après leur exclusion du Parti, Anastas Lula et Sadik Premte, loin de cesser leur activité hostile contre le Parti Communiste d'Albanie et le mouvement de libération nationale, l'intensifièrent. Désormais l'attitude à observer envers eux serait la même que celle adoptée à l'égard de tous les autres traîtres et ennemis du Parti, du peuple et du communisme. La Conférence recommandait aux communistes d'avoir toujours l'œil ouvert, de combattre sans pitié toute idée étrangère, antimarxiste, tout trotskiste ou déviationniste, et tout déserteur, dans les rangs du Parti et du mouvement de libération nationale, et de ne pas oublier que l'ennemi poursuivrait ses efforts pour introduire ses agents dans le Parti.

La Conférence définit la discipline de fer au sein du Parti comme étant la première condition pour la sauvegarde et le renforcement ultérieur de son unité. Dans le même temps, et en dépit des circonstances créées par la guerre, elle ne négligea pas la question du développement de la démocratie intérieure du Parti, posant comme tâche de combattre toute attitude d'autoritarisme dans le Parti et d'y développer la critique et l'autocritique. Les communistes, les cellules et les organes de base du Parti ne devaient pas tout attendre d'en haut. Le renforcement de la démocratie et le développement de l'initiative accroîtraient la capacité des communistes et des organisations du Parti, affermieraient leur rôle dirigeant, développeraient plus avant le sens des responsabilités chez les cadres et assureraient des liaisons plus étroites avec les masses.

Le Parti avait particulièrement pour tâche de mettre sur pied sur une vaste échelle les organisations du Parti dans les campagnes,

«car, sans celles-ci, l'action du Parti et de la Lutte de Libération Nationale ne sera pas couronnée de succès.» (Résolution de la 1^{ère} Conférence Nationale du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, p. 117.)

La Conférence donna la directive d'améliorer la composition des cadres, en portant sans crainte à des postes de responsabilité de jeunes communistes ayant fait preuve d'un rare esprit d'abnégation et profondément dévoués à la cause du peuple et du communisme.

La Conférence attacha une grande importance à la préparation idéologique et politique des communistes. Elle souligna que les jeunes communistes albanais ne pourraient remplir avec honneur leurs lourdes tâches dans les situations complexes qu'ils devaient affronter, s'ils n'assimilaient pas les enseignements du marxisme-léninisme. Des critiques furent formulées contre les conceptions d'un certain nombre de communistes qui estimaient qu'en temps de guerre ce qui importait ce n'était pas le livre mais uniquement le fusil. La Conférence souligna que «le livre est nécessaire au même titre que le fusil», — et elle fixa comme tâche de surmonter tout obstacle et difficulté pour assurer l'étude du marxisme-léninisme.

En clôturant ses travaux, la I^{ère} Conférence élit le Comité Central du PCA, composé de 15 membres et de 5 membres suppléants. En faisaient notamment partie Enver Hoxha, Nako Spiru, Hysni Kapo, Gogo Nushi, Mehmet Shehu, Vasil Shanto, Ramadan Çitaku, Kristo Themelko, Petro Papi, Sadik Bekteshi. La Conférence élit également le Bureau Politique du Comité Central et, comme Secrétaire Général du Parti Communiste d'Albanie, Enver Hoxha.

Toutes les décisions de la Conférence furent adoptées à l'unanimité.

En clôturant ses travaux, la I^{ère} Conférence Nationale exprima sa conviction que le Parti Communiste d'Albanie marcherait résolument de l'avant sous le drapeau du marxisme-léninisme, qu'il s'acquitterait dignement des lourdes tâches qui lui incombent et qu'il assurerait au peuple albanais la victoire totale.

«Nous ne permettrons à aucune force — écrivaient les délégués au Comité Exécutif du Komintern — de détourner notre Parti des grands idéaux de Marx, Engels, Lénine et Staline, des idéaux de l'Internationale Communiste.» (Procès-verbal de la I^{ère} Conférence Nationale du Parti Communiste d'Albanie. ACP.)

Les décisions de la I^{ère} Conférence jouèrent un grand rôle historique pour le renforcement général du Parti Communiste d'Albanie, en tant que parti révolutionnaire marxiste-léniniste. La Conférence procéda à une plus profonde et plus large élaboration de la ligne générale du Parti sur la base de l'expérience acquise.

5. ORGANISATION DE L'ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE ET DE L'INSURRECTION GÉNÉRALE POPULAIRE

Après la I^{ère} Conférence Nationale, le travail politique et organisationnel du Parti porta principalement sur la préparation du peuple à l'insurrection générale, et en premier lieu sur l'organisation de l'Armée de Libération Nationale.

Le Parti appela le peuple albanais, ouvriers, paysans, citadins, femmes, jeunes gens, jeunes filles, nationalistes et intellectuels patriotes, à unir toutes leurs forces au service de la lutte contre l'occupant fasciste et les traîtres, à rallier, toujours plus nombreux, les partisans, afin de créer de nouvelles unités, de renforcer la lutte armée et de marcher ainsi vers l'insurrection générale. Le Parti enseignait au peuple que

«le sort du pays dépend de la lutte que nous menons, et (que) plus cette lutte contre l'envahisseur sera ample et acharnée, plus proche sera le jour de la Libération.» (Appel du CC du PCA adressé au peuple albanais, 7 avril 1943. Documents principaux du PTA, T. I, p, 123.)

Démasquant les propagandistes du «Balli» qui claironnaient à tout vent que les Albanais ne pouvaient ni ne devaient combattre contre l'Italie, celle-ci devant être vaincue par les alliés, qui apporteraient du même coup à l'Albanie la liberté et l'indépendance (!), Enver Hoxha écrivait dans le «Zëri i Popullit» :

«Qu'arriverait-il si tout le monde se mettait à raisonner comme ces «grands politiciens» ?... une chose bien simple... la petite Albanie deviendrait à jamais la vassale de Mussolini...

Un pour tous, tous pour un. La Russie, l'Angleterre, les Etats-Unis font la guerre avec de grandes armées, des chars et des avions ; mais ce n'est pas une raison pour que nous ne nous battions pas avec le seul fusil que nous possédons... La guerre ne se fait ni à coups de rosés ni à coups de plumes ; et la liberté ne se conquiert ni par des mots ni par des compromis, mais au prix de souffrances et du sang versé.» (Enver Hoxha, «Les actes de barbarie du fascisme et de son valet Mihailovic», mars 1943. Œuvres, éd. alb., T. I, pp. 246-247.)

De pair avec la vaste activité qu'ils menaient parmi les masses du peuple, les communistes intensifièrent leur travail illégal auprès des soldats, des gendarmes et des policiers albanais, parmi tous les gens trompés qui étaient au service de l'occupant, ainsi que parmi les soldats et les ouvriers italiens alors en Albanie. Des tracts en italien étaient distribués à ces derniers.

En réponse à l'appel du Parti et grâce à l'intense activité des communistes, des centaines de jeunes combattants vinrent grossir les rangs des détachements de partisans. De nombreux élèves des écoles secondaires prirent le maquis et rallièrent les combattants de la liberté. Les partisans virent également se joindre à eux des patriotes qui avaient déserté les formations militaires ennemies. En moins de trois mois, le nombre des partisans doubla. En mai 1943, furent formés les premiers bataillons ainsi que les premiers états-majors régionaux. Au mois de juillet, 20 bataillons et 30 guérillas de partisans opéraient dans tout le pays.

Ecrasement de la fraction créée dans la région de Vlorë

Alors que tout le Parti était occupé à exécuter les tâches fixées par la I^{ère} Conférence Nationale pour préparer l'insurrection générale, les ennemis du peuple et du communisme, Sadik Premte et Pal Tërova, organisèrent en sous main dans la région de Vlorë une fraction hostile au Parti Communiste d'Albanie. En fait, ils avaient commencé à former cette fraction alors que les principaux dirigeants régionaux du Parti s'étaient absentés pour participer à la I^{ère} Conférence Nationale du Parti Communiste d'Albanie. Mettant à profit cette circonstance et le manque de vigilance, de discipline et de solide préparation marxiste-léniniste qui affectait les rangs des communistes, ils réussirent à tromper et à gagner un certain nombre de membres du Parti, ainsi que le commandement de la guérilla «plakë» [*«plakë» — vieille (N. d. R.)*] de Vlorë. En avril, les fractionnistes déclarèrent ne pas reconnaître le comité régional du Parti et lancèrent un mot d'ordre pour une prochaine convocation d'une prétendue «conférence du Parti», appelée à renverser le comité régional et à élire un nouveau comité avec Sadik Premte et ses proches tenants.

La fraction hostile s'était fixée pour objectif de prendre en main les rênes de l'organisation du Parti, ainsi que le commandement des guérillas de la région de Vlorë, d'éliminer les communistes fermes et en premier lieu les cadres dirigeants, d'étouffer la lutte de libération dans la région, puis de poursuivre plus avant son travail de sape dans les autres régions du pays, de renverser le Comité Central et d'anéantir le Parti Communiste. Les traîtres étaient tombés d'accord avec les chefs du «Balli kombëtar» pour agir de concert avec eux en vue d'atteindre l'objectif fixé. Recourant à la ruse et aux calomnies, forts de l'appui des ballistes, ils cherchèrent à dresser la population paysanne pour mener des attaques armées contre les organes du Parti et les guérillas de partisans. En même temps, ils s'adressèrent par lettre à un bon nombre de communistes dans les diverses régions ainsi qu'au Comité régional de Gjirokastër, prétextant comme motifs de la révolte, les «injustes» décisions prises par le Parti contre Anastas Lula, Sadik Premte et les autres fractionnistes, et sollicitant leur appui.

La grave situation créée dans l'organisation du Parti de la région de Vlorë, fut, à juste titre, jugée par le Comité Central comme un grand danger pour le Parti tout entier. Le Secrétaire Général Enver Hoxha se rendit en personne sur place pour y diriger la lutte contre la fraction.

La lutte pour le démantèlement de cette fraction fut organisée sous le mot d'ordre : «le Parti avant tout». Dans ces réunions comme par des contacts individuels, le camarade Enver Hoxha, secondé par les camarades Hysni Kapo et Mehmet Shehu, secrétaires du comité régional, expliquèrent aux membres du Parti le véritable objectif de la fraction et le grand danger que présentait son activité hostile. Presque tous les communistes trompés par les traîtres comprirent leur faute et rompirent tout lien avec eux. La population de la région de Vlorë et de Mallakastër fut également éclairée sur la trahison de Sadik Premte et elle prit activement part, aux côtés du Parti, à l'anéantissement de la fraction. En mai, tout était terminé. Sadik Premte, démasqué comme ennemi du peuple et du Parti, réussissait à s'échapper en gagnant Vlorë occupée par les fascistes italiens.

Après la liquidation de la fraction hostile dans la région de Vlorë, le Comité Central du Parti, par une circulaire spéciale du mois de juin 1943, où étaient exposés les origines et les objectifs de cette fraction, recommandait à tous les communistes :

«Cette épreuve doit servir de leçon à toutes les organisations du Parti et surtout à l'organisation de Vlorë... Notre lutte contre ces vils ennemis doit être menée avec la plus grande âpreté... nous devons abhorrer ces éléments et les frapper sans merci partout où nous les rencontrerons, chaque fois qu'ils se manifesteront...» (Circulaire du CC du PCA, 17 juin 1943. Documents principaux du PTA, T. I, p. 146.)

L'affaire de Vlorë fut une grande leçon pour tout le Parti. Elle aida les communistes à comprendre plus à fond le danger que présentaient les ennemis du Parti, à renforcer leur discipline, à élever leur vigilance et leur esprit de combat dans leur activité révolutionnaire. Des phénomènes semblables ne se reproduisirent plus jusqu'à la fin de la lutte.

Création de l'Etat-major général

Cependant que le Parti luttait pour réduire à néant la fraction de Sadik Premte, dans tout le pays, partisans et volontaires portaient des coups incessants aux envahisseurs fascistes. Les plus puissantes de ces attaques furent lancées contre les troupes italiennes à proximité des mines de Selenicë (avril 1943), à Leskovik (mai), sur la route Strugë-Dibër (juin), à Përmet-Kuqar-Grykë e Mezhgoranit-Qafë e Këçokut (début de juillet).

Rien que lors des combats qui eurent lieu à Permet l'ennemi laissa sur le terrain plus de 500 tués. Le 6 juillet, les partisans albanais effectuèrent leur première action contre les troupes allemandes à Barmash, localité qui domine la route Korçë-Janina.

En même temps, les unités de partisans, secondées par les populations rurales, tenaient tête aux fascistes italiens opérant à Kurvelesh et à Mesaplik (avril), à Pezë, à Mallakastër, à Tepelenë et à Shpirag (juin). Les occupants engagèrent des divisions entières dans ces opérations contre les partisans et la population, massacrant des milliers de femmes, de vieillards et d'enfants, incendiant des centaines de villages, emmenant des troupeaux entiers, mais ils ne tirèrent de ces actions aucun avantage militaire ou politique. Ils ne firent, au contraire, qu'attiser encore davantage la haine et la colère du peuple.

Dans la situation caractérisée par l'extraordinaire essor révolutionnaire qui entraînait tout le pays, le Comité Central du PCA proposa au Conseil Général de Libération Nationale de procéder à un examen des problèmes de la lutte contre le fascisme qui demandaient un règlement urgent. Le problème primordial était celui de l'organisation de l'Armée de Libération Nationale Albanaise.

La réunion du Conseil Général fut tenue le 4 juillet 1943 à Labinot. Il y fut décidé à l'unanimité de former l'Etat-major général de l'Armée de Libération Nationale. Le Secrétaire Général du Parti Communiste d'Albanie, Enver Hoxha, fut élu commissaire politique de l'Etat-major. Le 10 juillet, par une proclamation spéciale, le Conseil et l'Etat-major communiquaient au peuple cet important événement.

L'Etat-major procéda à l'organisation de l'Armée de Libération Nationale Albanaise (ALNA) et concentra en ses mains la direction stratégique et opérationnelle de la lutte armée contre l'occupant et les traîtres. En même temps il élaborait la tactique de cette lutte. Des états-majors régionaux et l'état-major de la I^{ère} Zone opérationnelle furent créés pour centraliser le commandement des unités de partisans dans les régions. Des groupes de partisans relevant de ces états-majors furent formés, dans certaines régions. Le 15 août 1943, fut formée la I^{ère} Brigade de Choc. Le camarade Mehmet Shehu en était nommé commandant.

Au moment où fut constitué l'Etat-major général, l'Armée de Libération Nationale Albanaise comptait dans ses rangs quelque 10.000 combattants organisés en détachements de partisans permanents. En outre, les guérillas d'autodéfense dans les villages libérés et les sections de guérillas dans les villes et les régions occupées comprenaient un nombre deux fois supérieur de combattants.

Une autre mesure très importante prise par l'Etat-major général fut l'organisation du pouvoir militaire partisan dans les régions libérées. Des «commandements régionaux» et des «commandements locaux» furent créés en tant qu'organes de ce pouvoir. Ils exerçaient, dans les zones libérées, les fonctions de la police populaire, comme appui et auxiliaire précieux des conseils de libération nationale et des détachements de partisans.

Avec la création de l'Etat-major général, la lutte armée s'engagea dans une nouvelle étape, l'étape d'une organisation plus avancée et d'une impétueuse expansion, l'étape de l'insurrection générale populaire. Dans tout le pays, les unités de l'Armée de Libération Nationale et les guérillas d'autodéfense, épaulées par les masses populaires, se lancèrent dans la lutte contre les forces armées italiennes d'occupation et contre les forces allemandes qui avaient commencé à pénétrer et à opérer en territoire albanais. Un ordre du jour de l'Etat-major général déclarait que tant que les armées d'occupation italienne et allemande

«n'auront pas capitulé inconditionnellement, tant que sur le territoire de notre Patrie bien-aimée demeurera encore ne fût-ce qu'un seul fasciste armé, notre lutte se poursuivra avec la plus grande âpreté.» (Ordre, 30 juillet 1943. Documents de l'Etat-major général et du Haut Commandement de l'ALNA, T. I, Tirana, 1965, p. 32.)

Les combats que les partisans et la population locale livrèrent en juillet, à Mallakastër et à Tepelenë, contre les divisions italiennes qui tentaient de détruire les bases de la Lutte de Libération Nationale dans ces régions se soldèrent pour l'ennemi par près de 1.000 tués. Les fascistes essayèrent aussi de lourdes pertes au cours du choc qu'ils durent soutenir à Pojskë sur la route Qafë e Thanës-Pogradec. De sanglants combats eurent lieu contre les troupes italiennes notamment à Burrel, à Qafë e Shtamës et à Qafë e Buellit, où quelque 3.000 habitants de la région de Mat participèrent à des attaques coordonnées aux côtés des partisans ; à Zerqan et à Sofraçan dans la région de Dibër; à Kardhiq et à Mashkullorë (Gjirokastër), à Vithkuq (Korçë) au mois d'août; à Reç (Shkodër) en août et en septembre. Au cours de ces affrontements, l'ennemi laissa sur le terrain environ 1.500 tués. Durant cette période, les partisans frappèrent aussi les troupes allemandes à Konispol en août et sur la route Elbasan-Tirana au début de septembre.

Effrayé par l'insurrection qui avait éclaté dans tout le pays, l'occupant fasciste proclama au mois de juillet tout le territoire albanais zone d'opérations. Le commandant en chef italien était contraint de reconnaître que «le peuple albanais dans son immense majorité et sans distinction de classe s'est soulevé contre l'Italie et contre la présence de nos troupes en Albanie». [*Commando 9-a armata.*

Notizie mensili, N° 8, août 1943.] Pour pouvoir faire face à la situation créée dans le pays, il demandait à Rome des renforts.

L'Armée de Libération Nationale Albanaise — armée populaire révolutionnaire

La création de l'Etat-major général permit au Parti Communiste de mettre plus parfaitement en application dans les conditions de l'Albanie les enseignements du marxisme-léninisme sur l'insurrection populaire armée et résolut les problèmes militaires, politiques et organisationnels fondamentaux de l'Armée de Libération Nationale.

Même après la création de l'Etat-major général, l'Armée de Libération fut obligée de mener une guerre de partisans comme principale forme de combat contre l'ennemi, et ce en raison de la supériorité des forces armées d'occupation et surtout de leur supériorité en armement, munitions, moyens de transport et de liaison, vivres et équipements. Dans ces conditions, accepter la lutte de front eût signifié la mort pour l'insurrection armée de libération nationale.

Les opérations de combat des unités et des détachements de partisans avaient un caractère offensif, incessant, elles étaient marquées par l'habile recours à de promptes manœuvres et à des attaques surprises, par une grande initiative des commandements de brigade, de groupe ou de bataillon, par une adroite utilisation du terrain.

Tout en menant sa lutte de partisans, l'Armée de Libération Nationale Albanaise s'acquittait aussi de tâches stratégiques d'une nature particulière. Le Parti lui avait assigné pour mission de libérer tout le pays par ses propres forces, mais aussi d'assurer l'instauration du Pouvoir populaire et de servir de soutien armé à ce pouvoir.

Seule une armée régulière est en mesure de mener à bien de telles tâches. C'est la raison pour laquelle le Parti Communiste d'Albanie fit tant d'efforts pour créer l'Armée de Libération Nationale et pour la convertir en armée régulière du peuple albanais.

Au début, la plus importante formation de l'armée régulière fut la brigade. L'Etat-major général prépara un plan prévoyant la création progressive d'une série de brigades devant grouper au fur et à mesure la majeure partie des guérillas, bataillons et groupes dans les diverses régions.

L'organisation de l'Armée de Libération Nationale et son essor incessant s'accompagnaient de l'augmentation des besoins en cadres militaires et politiques bien préparés. Dans les conditions de la Lutte de Libération Nationale, l'Etat-major général et le Conseil Général n'étaient pas en mesure d'ouvrir des écoles pour y instruire des officiers. Commandants et commissaires étaient formés dans le feu des combats acharnés contre l'ennemi, et provenaient des rangs des ouvriers, paysans et intellectuels patriotes, des partisans les plus honnêtes, les plus courageux et les plus dévoués au peuple et à la Patrie.

La principale source de ravitaillement des partisans en armes et en munitions, même après la création de l'Etat-major général et jusqu'à la fin de la lutte, demeura l'ennemi, l'armée et les dépôts de l'occupant, auquel ces armes et munitions étaient enlevées de haute lutte.

Quant au ravitaillement des détachements et unités de l'Armée de Libération Nationale Albanaise en équipements et en vivres, il était principalement assuré par les aides de la population citadine et rurale, et en partie par le butin saisi à l'ennemi. Les partisans étaient hébergés par les paysans et les citoyens des zones libérées.

Le Parti attacha une importance primordiale au maintien d'un moral élevé dans l'Armée. Tout partisan était prêt à sacrifier sa vie pour la liberté, pour la Patrie, pour le Parti Communiste. Cette force morale avait ses racines dans la haute conscience des combattants. Ils savaient bien pourquoi ils se battaient,

comprenaient parfaitement la justesse de la ligne politique du Parti, étaient pleinement conscients des difficultés, des privations et des sacrifices qu'exigeait la lutte et animés d'une confiance inébranlable dans la victoire de la cause qu'ils défendaient.

La figure morale du partisan était encore rehaussée par sa discipline consciente, son amour du peuple, son amour pour les camarades, son honnêteté foncière et son comportement exemplaire à l'égard de la population, son très grand souci de préserver les bonnes coutumes et traditions du pays.

Si ces hautes qualités morales, politiques et militaires des partisans étaient si solides, c'est qu'elles étaient édifiées sur la persuasion politique et la démocratie. A la différence de ce qui se passait dans les anciennes armées, qui défendaient les intérêts des classes réactionnaires, dans l'Armée de Libération Nationale, les simples combattants jouissaient, au même titre que les commandants et les commissaires, de l'égalité des droits et d'une entière liberté de participer à la vie politique du pays et au règlement des problèmes militaires, politiques et organisationnels de l'Armée. Toutes les opérations militaires des unités, le travail politique, l'activité des commandements, le comportement des partisans et des cadres étaient soumis au jugement et à la critique du collectif. Les ordres des commandements traduisaient les exigences des combattants et du peuple. Afin que ces ordres, ainsi que les décisions et les directives du Parti, fussent appliqués le mieux possible, on organisait de vastes débats et échanges d'idées.

La démocratie dans l'Armée de Libération Nationale Albanaise était l'expression de son caractère populaire et elle émanait du principe selon lequel ce sont les masses qui jouent le rôle décisif en tant qu'artisans de l'histoire.

Cette démocratie, loin d'affaiblir tant soit peu la discipline militaire, la renforçait, la rendait plus consciente; elle ne portait pas atteinte à la direction centralisée, mais concourait à la mettre en œuvre.

L'application magistrale des préceptes tactiques de la guerre de partisans et le moral très élevé de l'Armée de Libération Nationale permettaient de neutraliser la supériorité numérique et technique de l'ennemi et même d'en avoir raison.

La trempe des hautes qualités morales, politiques et militaires chez les combattants de l'Armée de Libération Nationale Albanaise était l'œuvre du Parti Communiste.

Le travail politique du Parti était dirigé par les commissaires de brigade, de groupe, de bataillon et de compagnie (ancienne guérilla). Les commissaires étaient également membres du commandement de l'unité de partisans. Les vice-commissaires remplissaient les fonctions de secrétaire du Parti. Pour développer le travail politique dans l'Armée, le Parti y envoya un bon nombre de ses meilleurs cadres.

En même temps que les organisations du Parti, furent créées dans l'Armée les organisations de la Jeunesse Communiste, en tant qu'auxiliaires des organes et des cellules du Parti.

Les commissaires et vice-commissaires, les organisations du Parti et de la Jeunesse faisaient dans les détachements de partisans un grand travail d'éducation politique, assuraient le rôle d'avant-garde des communistes et des jeunes communistes dans l'accomplissement des tâches au combat. Ils éduquaient les combattants dans l'esprit du patriotisme et du dévouement au pays, au peuple, au Parti Communiste, selon les traditions combattantes révolutionnaires du peuple albanais, selon les idées du marxisme-léninisme, selon les principes de l'internationalisme prolétarien, dans un esprit d'attachement pour tous les peuples qui luttèrent contre le fascisme. Ils enracinaient dans l'esprit des partisans et de la population la certitude de la victoire, assuraient l'exécution des ordres de l'Etat-major général et des commandements de partisans.

Le Parti Communiste jouissait de l'entière confiance des combattants et des cadres de l'Armée de Libération Nationale Albanaise et de la plus haute autorité auprès d'eux. Cette confiance et cette

autorité, le Parti les devait à l'exemple que les communistes donnaient par leur lutte et leur comportement.

Toutes les questions concernant l'édification, la stratégie, la tactique et les opérations militaires de l'Armée étaient réglées conformément aux directives et aux instructions du Comité Central. Enver Hoxha, Secrétaire Général du Parti, était le principal organisateur, dirigeant et éducateur de l'Armée de Libération Nationale.

La création de l'Armée de Libération Nationale représentait une grande victoire politique et militaire du Parti. Le Parti Communiste d'Albanie avait ainsi réussi à mener à bien une de ses tâches les plus décisives et les plus ardues.

Dénonciation du faux patriotisme du «Balli kombëtar»

Cette victoire fut remportée non seulement dans le feu de la lutte armée contre les occupants et les traîtres, mais aussi à travers une lutte politique acharnée contre la réaction intérieure, contre le «Balli kombëtar».

Pour saboter la lutte armée contre les occupants, le «Balli kombëtar» usa de tous les moyens et de toutes les méthodes qu'employaient les ennemis du peuple et de la révolution : calomnie, démagogie, intimidation en brandissant «l'épouvantail communiste», menaces, intrigues, mensonges, fausses promesses, lâches assassinats de communistes, de partisans et de membres des conseils de libération nationale, accords secrets avec les occupants pour des actions coordonnées contre les forces révolutionnaires, etc. Dans certains cas, les ballistes réussirent à tromper des villages entiers. Il se trouvait des paysans qui, à l'instigation et sous la menace du «Balli», refusaient de donner asile aux partisans dans leurs villages, de tirer sur les troupes italiennes au cours des opérations, et qui ne reconnaissaient pas les conseils de libération nationale.

De tels cas, s'ils n'étaient pas isolés, auraient conduit à la neutralisation de la paysannerie, de la plus grande base et réserve de forces pour la Lutte de Libération Nationale et, par conséquent, auraient mis en cause l'issue victorieuse de la lutte. Ce danger fut conjuré grâce aux prises de position et aux actions à la fois résolues et réfléchies du Parti, fondées sur une connaissance profonde des conditions objectives, de la situation concrète à l'intérieur du pays.

L'immense majorité de la paysannerie voulait se battre contre l'occupant pour la libération de la Patrie. Seul le Parti Communiste répondait à ce vœu par ses actions quotidiennes. Le «Balli kombëtar» était opposé à la lutte contre les fascistes. Cette attitude allait à rencontre des aspirations et des exigences des paysans et de la population dans son ensemble.

Au printemps de 1943, un certain nombre de paysans, dupés par les chefs ballistes et suivant leurs «conseils», restèrent dans leurs villages sans prendre les armes contre les troupes italiennes lorsque celles-ci y pénétrèrent. Ils croyaient réellement que les fascistes ne les toucheraient pas. En fait, ceux-ci brûlèrent les villages sans la moindre distinction et massacrèrent féroceement les femmes, les hommes et les enfants qui y étaient demeurés. C'était une amère leçon pour tous ceux qui s'étaient laissé tromper par la réaction.

Afin de détruire le Front de Libération Nationale, le «Balli kombëtar» se rapprochait de plus en plus de l'occupant et participait à ses côtés aux actions contre les conseils de libération nationale et les guérillas de partisans. Les bandes ballistes soutinrent directement l'armée italienne dans ses opérations punitives contre les partisans et la population locale à Kurvelesh, Pezë, Mallakastër et Tepe-lenë, à Korçë, Reç (Shkodër) et en d'autres lieux. Cette attitude des ballistes suscita l'indignation populaire.

Le Parti prêtait main-forte aux paysans dans leur lutte pour empêcher les fascistes de piller les céréales, les produits laitiers et la laine, et il obtint un grand succès dans ce domaine. Cependant les

ballistes, non contents de conseiller aux paysans de livrer leurs produits agricoles à l'occupant et au gouvernement traître, aidaient l'ennemi à spolier les villageois. Ces agissements du «Balli» lui aliénaient de plus en plus les masses.

Le Parti Communiste, à travers un vaste travail politique, popularisait sa ligne et le programme du Front de Libération Nationale, dénonçait les manœuvres des oppresseurs fascistes et des traîtres, dévoilait le contenu et le véritable dessein de chaque action ou attitude antinationale et antipopulaire des chefs et des bandes ballistes.

Ainsi la paysannerie se persuada petit à petit par sa propre expérience qu'une véritable victoire contre les occupants fascistes et les traîtres ne pouvait être remportée que sous la conduite du Parti Communiste. Elle comprenait de plus en plus profondément que ses rêves séculaires pour la liberté et la terre ne pouvaient être réalisés que par le Parti, et que le «Balli» n'était pas pour l'abolition de l'oppression et de l'exploitation.

Plus la démagogie et la trahison du «Balli kombëtar» étaient vigoureusement dénoncées, plus les paysans et les autres couches de la population se rapprochaient du Parti. Dans toute l'Albanie, les masses populaires raillaient le «Balli», lançant ce brocard «Attends cheval que l'herbe croisse, voilà le conseil du «Balli kombëtar»», et elles le surnommèrent bisht kombëtar (queue nationale).

Dénonciation de l'accord de Mukje

La situation créée imposait le maximum d'efforts pour conjurer la lutte fratricide, que les occupants fascistes attisaient de multiples manières. Sur la proposition du Comité Central du PCA, cette question fut examinée par le Conseil Général au cours de sa réunion du mois de juillet. Le Conseil décida qu'un dernier effort devait être tenté pour détourner le «Balli kombëtar», en tant qu'organisation, de la voie de la trahison et l'entraîner dans la Lutte de Libération Nationale. A cette fin, une délégation fut chargée d'avoir des entretiens avec les chefs du «Balli» sur les questions suivantes : le ralliement immédiat du «Balli kombëtar» à la lutte contre l'occupant et la cessation de sa lutte contre le mouvement de libération nationale et le Parti Communiste; l'épuration des fascistes, des brigands et des criminels qu'il comptait dans ses rangs; la reconnaissance de sa part des conseils de libération nationale; la tenue, en pleine lutte et dans le feu des combats contre le fascisme, d'une conférence nationale, à laquelle participerait aussi le «Balli kombëtar» et où seraient discutées et résolues toutes les questions relatives à l'union.

La première rencontre avec les chefs du «Balli» eut lieu à Tapizë, à proximité de Tirana, la seconde à Mukje non loin de Krujë, les 1^{er} et 2 août.

Les ballistes acceptèrent d'avoir ces contacts avec la délégation du Conseil Général de Libération Nationale à seule fin de renforcer leurs positions profondément ébranlées par la dénonciation de leur trahison et de s'assurer le pouvoir politique à la capitulation de l'Italie, qui, après la chute de Mussolini, le 25 juillet, paraissait imminente.

Au cours de ces entretiens, Ymer Dishnica, membre du Bureau Politique du Comité Central, qui dirigeait la délégation, céda aux pressions et à la démagogie de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens. Au lieu de défendre avec ténacité la ligne du Parti Communiste et la juste attitude que le Conseil Général avait décidé d'observer à l'égard du «Balli kombëtar», il souscrivit, à Mukje, à un accord qui était en opposition directe avec les intérêts de la Lutte de Libération Nationale et du peuple albanais. Un autre membre de la délégation, Mustafa Gjinishi, qui soutint avec chaleur les exigences de la bourgeoisie réactionnaire, joua un rôle particulièrement négatif dans cette affaire.

L'accord de Mukje faisait apparaître le «Balli kombëtar», qui avait saboté la Lutte de Libération Nationale et aidé de multiples manières l'occupant, comme une organisation qui avait combattu le fascisme, au même titre que le Front de Libération Nationale. Au lieu d'exiger que le «Balli»

s'engageât dans la lutte contre l'occupant, Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi acquiescèrent à la demande démagogique du «Balli» sur la «proclamation de l'indépendance» et la déchéance de «l'assemblée fasciste du 12 avril», cette assemblée dont avaient fait partie presque tous les chefs du «Balli» et que le peuple n'avait jamais reconnue. Ils acceptèrent le mot d'ordre mensonger de «l'Albanie ethnique» que le fascisme et la réaction brandissaient comme une arme pour tromper le peuple albanais, lui faire oublier l'ennemi principal du moment et l'opposer aux voisins. Ils acceptèrent la proposition de la réaction sur la création d'un «Comité pour le Salut de l'Albanie», composé d'un nombre égal de représentants du «Balli kombëtar» et du Front de Libération Nationale, comité qui devait être investi des attributions d'un gouvernement provisoire.

Le Conseil Général et, dans l'ensemble, le pouvoir des conseils de libération nationale, issus de la lutte révolutionnaire du peuple, étaient totalement laissés dans l'oubli. Sans en avoir été mandatés par le Conseil Général et le Comité Central du Parti, Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi consentirent à ce que fût diffusée une proclamation du «Comité pour le Salut de l'Albanie» faisant connaître les décisions de Mukje au peuple. De la sorte, ils donnèrent en plein dans le piège de la réaction.

Le Parti Communiste n'était pas contre tout accord avec le «Balli kombëtar». Il avait fait beaucoup d'efforts pour l'entraîner dans la lutte contre l'occupant et, sur cette base, le rallier au Front de Libération Nationale; il avait eu des entretiens avec lui, et accepté la formation de «commissions de coordination» pour la lutte contre le fascisme, etc. La décision du Conseil Général, du mois de juillet 1943, d'engager des conversations avec les chefs ballistes était une dernière tentative pour détourner le «Balli» de la voie de la trahison et l'engager dans celle de la lutte contre les occupants. Cet effort était fait dans l'intérêt du pays et de la Lutte de Libération Nationale. Or l'accord conclu à Mukje portait atteinte aux intérêts du peuple et de la Patrie. Il désorientait la population, détournait son attention de la lutte contre l'occupant et suggérait l'idée d'une union mensongère, édifiée sur des marchandages venant d'en haut. L'accord de Mukje annihilait les grandes victoires remportées dans la lutte antifasciste sous la conduite du Parti Communiste et, qui pis était, ouvrait la voie pour la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie réactionnaire, qui n'avait pas tiré un seul coup de fusil et ne s'engageait pas à se battre contre les oppresseurs étrangers, mais qui au contraire avait collaboré et collaborait encore avec eux. En conséquence, un pareil accord constituait une trahison envers le peuple et la révolution.

Aussi, sur l'initiative du camarade Enver Hoxha, le Comité Central et tout le Parti rejetèrent immédiatement et sans hésitation l'accord de Mukje.

A peine eut-il reçu la première communication rédigée en termes assez vagues, que le Secrétaire Général du Parti comprit qu'à la réunion de Mukje, «c'était le «Balli» qui avait mené l'affaire». Manifestant une vive inquiétude à cet égard, il mettait en garde Ymer Dishnica :

«... n'oublie pas les intérêts de notre Parti ; il doit rester ce qu'il a été : l'organisateur et le guide de la Lutte de Libération Nationale, demeurer tel et non devenir une fraction dans cette lutte.» (Enver Hoxha, Lettre adressée à Ymer Dishnica, 6 août 1943. Œuvres, éd. alb., T. I, p. 334.)

Quand la trahison apparut clairement, il définit l'accord comme «une capitulation complète devant le «Balli»» et il écrivait à Ymer Dishnica : «*Tu t'es entièrement aligné sur les positions du «Balli»...*» Cet accord, qui «*fole aux pieds notre ligne politique, est dénoncé par le Comité Central.*» [Ibid., 9 août 1943, p. 340.]

Faisant part aux communistes de cette grave violation des décisions du Conseil Général et de la ligne politique du Parti, le Comité Central déclarait son ferme propos de n'admettre en aucune manière le partage des fruits de la lutte de libération du peuple albanais et du pouvoir démocratique populaire avec le «Balli kombëtar» et tous les autres adversaires de cette lutte et de ce pouvoir.

La soumission d'Ymer Dishnica et de Mustafa Gjinishi aida le «Balli kombëtar» à exploiter l'accord de Mukje pour sa lutte contre le Parti Communiste et pour répandre la confusion parmi les masses populaires. Les organisations du Parti durent accomplir un grand travail d'explication pour dénoncer le contenu réactionnaire de cet accord et des objectifs du «Balli kombëtar», qui visait à ravir au peuple albanais, avec l'aide de l'occupant, les acquis de sa lutte de libération.

Les conseils de libération nationale — seul pouvoir du peuple

Afin de renforcer davantage l'union du peuple albanais dans la lutte antifasciste, du 4 au 9 septembre 1943, se réunit, à Labinot, la II^e Conférence de Libération Nationale.

La Conférence aborda la question du pouvoir démocratique populaire, qu'elle considérait comme une question clé. A mesure que le processus révolutionnaire de la lutte s'approfondissait, cette question revêtait une importance sans cesse grandissante, d'autant plus que le «Balli kombëtar» et la réaction en général mettaient tout en œuvre pour prendre le pouvoir politique en main.

Dans ces conditions, la Conférence lança le mot d'ordre :

«Que les conseils de libération nationale soient reconnus comme le seul pouvoir du peuple en Albanie.» (Résolution de la II^e Conférence de Libération Nationale, 8 septembre 1943. Documents des organes supérieurs du Pouvoir de libération nationale, p. 58.)

La II^e Conférence de Libération Nationale adopta une série de mesures, tendant au renforcement, à l'élargissement de la base démocratique et à la centralisation du Pouvoir populaire. Elle éleva le nombre des membres du Conseil Général de 7 (élus à la Conférence de Pezë) à 62, rédigea et adopta les Statuts et le Règlement des conseils de libération nationale, qui étaient des textes d'importance constitutionnelle. Il fut décidé que des organes exécutifs dotés de leur appareil administratif et économique seraient mis sur pied auprès du Conseil Général et des conseils régionaux.

La Conférence reconnut les organisations de l'Union de la Jeunesse Antifasciste, de l'Union des Femmes Antifascistes, de l'Union des Universitaires Antifascistes (créées quelque temps auparavant sous l'égide du Parti Communiste) comme des parties intégrantes du Front de Libération Nationale et recommanda qu'il leur fût apporté la plus grande aide et le plus grand soutien. Tout comme le Front lui-même, ces organisations n'avaient pas un caractère de classe, mais elles comprenaient les masses des jeunes et des femmes des diverses classes et couches du pays et avaient pour seul programme celui du Front de Libération Nationale.

La Conférence de Labinot dénonça publiquement l'accord de Mukje comme un acte violent les principes fondamentaux de la Conférence de Pezë et contraire aux intérêts de la lutte et de l'union du peuple albanais.

Le «Balli kombëtar» poursuivant son activité hostile au mouvement de libération nationale et sa collaboration avec les fascistes italiens, il fut décidé d'adopter à son égard une attitude très nette; dénoncer jusqu'au bout sa politique antinationale, antipopulaire, sa propagande démagogique pour une prétendue union, ses intentions de semer la division et de provoquer une lutte fratricide. En même temps, il fut donné comme directive de poursuivre les efforts pour mettre à profit la moindre possibilité de collaboration avec le «Balli» et les autres courants politiques hors du mouvement de libération nationale, mais sur la seule base de la plate-forme de la Conférence de Pezë et, avant tout, sur la base de la participation à une lutte intransigeante et sans répit contre les occupants, et de la reconnaissance des conseils de libération nationale comme seul pouvoir du peuple.

Une telle attitude devait ouvrir les yeux à ceux qu'on avait trompés et les détacher des chefs réactionnaires.

La Conférence de Labinot ne nourrissait aucun espoir de voir le «Balli kombëtar» abandonner le chemin de la trahison. Elle montra au peuple que les chefs ballistes s'engageaient toujours plus avant dans la voie de la collaboration avec les occupants et de la lutte déclarée contre le mouvement de libération nationale.

Appuyant les décisions de la Conférence de Labinot, le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie recommandait aux comités régionaux :

«... de présenter clairement au peuple le «Balli» comme le fauteur de la division et de la lutte fratricide, de faire en sorte que le peuple comprenne bien que la politique du «Balli» nous conduira à l'affrontement armé, de faire en sorte que le peuple tout entier s'insurge contre ces agissements et qu'ainsi les responsabilités historiques... retombent, à juste titre,... sur le «Balli kombëtar» ; de nous préparer, de préparer tous ceux qui participent au mouvement de libération nationale, de préparer le peuple à un affrontement avec le «Balli» ; le «Balli», lui, prépare cet affrontement et il ne doit pas nous trouver les bras croisés...» (Directives du CC du PCA, 10 septembre 1943. Documents principaux du PTA, T. I, p. 161.)

Le jour même où la Conférence clôturait ses travaux on apprenait la nouvelle de la capitulation de l'Italie fasciste. Cet événement venait modifier la situation existant en Albanie. Dans les nouvelles circonstances créées, de nouvelles tâches se posaient au Parti Communiste d'Albanie.

6. EFFORTS FAITS POUR INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LES ALLEMANDS, NOUVEAUX ENVAHISSEURS, ET POUR ECRASER LA REACTION

La capitulation de l'Italie fasciste fut proclamée le 8 septembre 1943. Ce fut la conséquence des lourdes défaites subies par les armées allemandes et italiennes sur le front soviéto-allemand et en Afrique du Nord, et du débarquement des troupes alliées en Italie méridionale. C'était aussi le résultat du prompt essor de la résistance des masses populaires italiennes contre la guerre et le fascisme.

Le peuple albanais, qui pendant quatre ans et demi avait mené une lutte acharnée pour secouer le joug des occupants italiens, avait une part directe et importante à cet événement.

La nouvelle situation au lendemain de la capitulation de l'Italie et de l'occupation du pays par les nazis allemands

L'Etat-major général de l'Armée de Libération Albanaise, se conformant à l'accord de capitulation, lança immédiatement un appel à l'armée italienne d'occupation, l'invitant soit à mettre bas les armes soit à s'unir à l'ALNA contre l'Allemagne hitlérienne. Or le commandant en chef italien ne répondit pas à cet appel. Il donna l'ordre aux troupes italiennes en Albanie de se rendre aux Allemands. Mais environ 15.000 soldats et officiers italiens, qui se rendirent à l'Armée de Libération Nationale, n'obéirent pas à cet ordre. Le Parti Communiste d'Albanie veilla à ce qu'ils fussent partout accueillis fraternellement, sans égard aux actes de cruauté commis par l'armée fasciste italienne en Albanie. Par contre, les principaux responsables de ces actes de barbarie devaient rendre compte de leurs méfaits et être sévèrement châtiés dès l'instant de leur capture et où qu'elle advînt, durant ou après la guerre. Parmi les soldats italiens qui s'étaient rendus aux forces de l'Armée de Libération Nationale, environ 1.500 hommes acceptèrent de combattre les armes à la main contre les nazis allemands dans les rangs des unités de partisans albanaises. Le bataillon «Antonio Gramsci» fut formé et incorporé dans la 1^{ère} Brigade de Choc de l'Armée de Libération Nationale Albanaise. Les autres soldats qui ne désiraient pas combattre trouvèrent asile dans les zones libérées du pays, où ils furent généreusement accueillis par les paysans, en dépit des difficultés économiques exceptionnelles que ceux-ci traversaient.

Les Allemands, nouveaux agresseurs, se substituèrent en Albanie aux occupants italiens. Il leur fut livré partout d'après combats. Sur la route Strugë-Librazhd, à Drashovicë près de Vlorë, au pont de Kardhiq près de Gjirokastër, le long de la route Elbasan-Tirana, à Krujë, à Konispol, à Delvinë et à

Sarandë, à Bilisht, le long de la route Korçë-Leskovik et en d'autres localités, les unités de l'Armée de Libération Nationale infligèrent des pertes sensibles aux nouveaux envahisseurs et les empêchèrent de déferler sur tout le territoire de l'Albanie. La majeure partie des régions du pays et un certain nombre de villes déjà libérées, le demeurèrent.

Les envahisseurs allemands dépêchèrent en Albanie environ 70.000 hommes. A peine installées dans le pays, ces forces s'employèrent à étouffer le mouvement de libération nationale et à faire du peuple albanais un satellite de l'Allemagne. Pour parvenir à leurs fins, les nazis, au début, usèrent d'une tactique qui visait à camoufler le régime d'occupation et à tromper le peuple en cherchant à le séduire par l'idée de la conquête de «l'indépendance nationale» et de la «création d'un Etat albanais souverain». Ils proclamèrent bruyamment qu'ils étaient venus en amis, précisément «pour libérer l'Albanie du joug de l'Italie», que l'armée allemande «garantirait l'indépendance du peuple albanais, si celui-ci l'aidait dans la lutte contre le communisme !» Ils appelèrent tous ceux qui avaient gagné les montagnes à mettre bas les armes et à rentrer chez eux, leur mission ayant été pleinement accomplie avec l'aide de l'armée allemande! Les hitlériens incitèrent et aidèrent les traîtres à proclamer «la séparation de l'Albanie de l'Italie» et à créer les organes de «l'Etat albanais indépendant», tels que «le comité exécutif», «la régence», «le gouvernement albanais», «l'armée albanaise», «la gendarmerie albanaise», etc. Cette manœuvre fut accompagnée d'une propagande tapageuse de la part des réactionnaires.

Mais quelle que fût la tactique qu'ils adoptaient, les hitlériens ne pouvaient voiler en aucune manière leur agression contre l'Albanie. Depuis longtemps, le Parti Communiste avait clairement expliqué au peuple albanais quels féroces ennemis seraient pour lui les nazis allemands. Le jour même où, en juillet 1943, ils avaient pénétré pour la première fois en Albanie, ils avaient rasé Borovë et exterminé toute la population du village, même les nouveau-nés.

Les Allemands eux-mêmes n'étaient guère en mesure de camoufler le féroce régime d'occupation qu'ils avaient instauré en Albanie. Leurs proclamations sur le «respect» et la «garantie» de l'indépendance nationale de l'Albanie s'accompagnèrent de proclamations ordonnant le désarmement de toute la population et avisant que, pour tout soldat allemand tué, pour tout acte de sabotage, pour toute arme ou matériel militaire saisi, et pour la moindre quantité de vivres cachés, 10 à 30 Albanais seraient passés par les armes ou pendus ! L'état de siège fut proclamé partout. La régence et le gouvernement de trahison ne pouvaient prendre aucune décision sans le consentement du commandement allemand d'occupation. Les hitlériens mirent la main sur la Banque Nationale et sur toutes les ressources économiques du pays.

Le peuple albanais, sous la conduite du Parti Communiste, ne se laissa pas tromper par la démagogie des nazis. Il poursuivit avec encore plus d'ardeur sa lutte contre les nouveaux envahisseurs. Un mois ne s'était pas écoulé que les hitlériens s'étaient convaincus de l'hostilité implacable du peuple albanais contre eux, contre toute «régence» et tout «gouvernement albanais» collaborationniste.

En automne 1943, dans tout le pays, les unités et détachements de l'Armée de Libération Nationale lançaient de vigoureuses attaques contre les troupes hitlériennes et les forces réactionnaires, tuant plusieurs milliers d'ennemis. Le 18 octobre, l'artillerie de l'Armée de Libération Nationale Albanaise bombardait l'assemblée des quislings réunis sur l'initiative du commandement allemand. Cette action fut accompagnée de la diffusion le même jour, à Tirana, d'un tract du Parti Communiste d'Albanie, intitulé : «Comment le peuple réplique-t-il à l'assemblée de la Gestapo ? Par le CANON !» [*Appels et tracts du PCA, 1941-1944. Tirana, 1962, p. 310.*]

De pair avec les combats livrés par l'Armée de Libération Nationale Albanaise, les sections de guérilla exécutaient dans les régions et les villes occupées de multiples actions de diversion, toujours mieux organisées.

Le Comité Central du Parti veillait attentivement à ce que la lutte contre le nouvel occupant fût menée sans répit et avec acharnement en tous points de l'Albanie, et il déployait à cette fin une activité intense. A la nouvelle que l'état-major de la région de Berat, commandé par Gjin Marku, avait provisoirement permis aux soldats allemands d'entrer librement dans Berat libéré, il définit cet acte comme un crime et le condamna sévèrement.

«Nous pouvions nous attendre à bien des choses d'un commandement de partisans, — écrivait à l'époque le camarade En ver Hoxha à l'état-major régional, — mais quant à le voir pactiser, ne fût-ce qu'une minute, avec le pire ennemi de notre peuple et du genre humain, cela, nous n'aurions jamais pu le concevoir... Quitte à perdre toutes vos troupes, à mettre en péril tous les succès acquis, vous n'auriez dû en aucun cas vous entendre avec les nazis barbares.» (Lettre adressée à l'état-major de la région de Berat, 5 novembre 1943. ACP.)

L'occupation du pays par les troupes allemandes créait en Albanie une situation nouvelle. Elle avait pour trait principal le rassemblement, autour des nouveaux envahisseurs, de tous les groupes, courants et forces réactionnaires, et leur passage à la lutte armée déclarée et généralisée contre le mouvement de libération nationale.

La réaction intérieure se sentait de plus en plus incapable de faire front par ses propres forces à la situation. Cette incapacité de la réaction et la conformité de ses objectifs avec ceux des envahisseurs allemands poussèrent les traîtres albanais à solliciter ouvertement l'aide et la protection des nazis, et à placer toutes leurs forces sous le commandement de ces derniers.

L'écrasement de la réaction intérieure — condition pour mener victorieusement lutte contre l'occupant

Les Allemands virent aussitôt se rallier à eux le «Balli kombëtar», les bayraktars, le haut clergé catholique, les politiciens fascistes au complet. Des chefs du «Balli kombëtar», de hauts dignitaires du clergé et des représentants des autres courants réactionnaires occupèrent des postes à la régence, au gouvernement et dans d'autres organes supérieurs de trahison.

Maintenant que le «Balli kombëtar», s'enfonçant dans la voie de la trahison, s'était engagé aux côtés des nazis allemands dans une lutte armée ouverte contre le mouvement de libération nationale, le Parti Communiste et le Conseil Général étaient contraints de riposter à cet instrument des envahisseurs de la même façon, par la lutte armée.

«L'union avec le «Balli kombëtar», — déclarait une directive du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, — est maintenant une affaire classée. Il n'en est plus question. Ce qu'il faut à présent, c'est écraser le «Balli kombëtar» ». (Lettre du Comité Central du PCA, 1er octobre 1943. Documents principaux du PTA, T. I, p. 177.)

C'est précisément à ce moment que la trahison d'Abaz Kupa et des zoguistes apparut clairement. Après avoir refusé de participer à la Conférence de Labinot, Abaz Kupa déserta des rangs du Front de Libération Nationale. Il y avait adhéré avec des desseins bien déterminés, pour rehausser le prestige de Zogu et empêcher l'accroissement de l'autorité, de l'influence et du rôle dirigeant du Parti Communiste. Il n'avait cessé d'agir conformément aux instructions des impérialistes anglais, qui visaient, par le truchement des zoguistes, à assurer leur contrôle sur le mouvement de libération nationale et, après la guerre, sur l'Albanie. N'ayant pu atteindre ce but, dans la situation créée au lendemain de la capitulation de l'Italie, Abaz Kupa jugea le moment propice venu pour anéantir le Front de Libération Nationale et le Parti Communiste. Avec l'appui des Anglais, il proclama, en septembre, la constitution du «Legaliteti» et réunit en novembre un prétendu «congrès» de cette organisation. Le «Legaliteti» se donnait pour tâche de détacher le peuple albanais du Parti Communiste et de le rallier à lui pour restaurer le régime de Zogu. A cette fin, les zoguistes déclenchèrent une vaste campagne de propagande, présentant ce régime comme le seul régime «légal» et l'idéalisant comme un «régime de liberté, de tranquillité, d'ordre, de paix et de justice» ! Ils

invitèrent les divers partis politiques, y compris le «mouvement de libération nationale» et le Parti Communiste, à se rassembler sous le drapeau du «Legaliteti». En même temps, Abaz Kupa unit ses forces à celles du gouvernement quis-ling et du «Balli kombëtar» et s'assura l'appui des occupants allemands.

Les nazis, quoique sachant bien qu'Abaz Kupa et le «Legaliteti» étaient des instruments des Anglais, se montrèrent prêts à leur accorder aide et soutien. Hitlériens et zoguistes étaient unis par un objectif immédiat commun, détruire le Parti Communiste et étouffer le mouvement de libération nationale.

Le Parti Communiste mit tout en œuvre, recourut à toutes les possibilités qui s'offraient à lui, pour persuader Abaz Kupa et les zoguistes de renoncer à leur attitude hostile à l'égard du mouvement de libération nationale et de se jeter dans la lutte armée contre les Allemands, en s'intégrant dans le Front de Libération Nationale. En ce qui concerne la proclamation de l'organisation du «Legaliteti», il expliqua une fois encore qu'il n'était pas opposé à la création d'un parti zoguiste ou de tout autre parti politique dans le pays. Mais tout parti éventuellement créé devrait obligatoirement combattre l'occupant et participer au Front commun de Libération Nationale.

Dans les circonstances données, aucun parti, aucune organisation ni aucune force armée en dehors du Front ne pouvait demeurer neutre, toute formation étrangère au Front serait inmanquablement amenée à servir l'ennemi. Aussi tous les efforts d'Abaz Kupa pour exécuter la recommandation que lui faisaient les Anglais de ne pas s'exposer comme collaborateur de l'occupant allemand, étaient-ils vains. Au début de décembre, le Conseil Général de Libération Nationale, ayant examiné l'activité criminelle antinationale d'Abaz Kupa, décida officiellement de l'exclure du Conseil Général et de l'Etat-major général. Il engageait en même temps à le démasquer, lui, en tant qu'ennemi du peuple albanais, et le «Legaliteti», comme une organisation de traîtres.

Le passage de la réaction entière à la lutte ouverte et armée contre l'Armée de Libération Nationale et le Front de Libération Nationale, aux côtés de l'occupant allemand, indiquait la profonde différenciation survenue au sein des forces intérieures politiques et des classes sociales. Le mouvement révolutionnaire établit une ligne de démarcation entre ces forces, les sépara en deux blocs, ennemis mortels l'un de l'autre. D'un côté, l'immense majorité du peuple albanais — la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, la petite bourgeoisie et la majeure partie de la moyenne bourgeoisie des villes, les intellectuels patriotes et des éléments isolés des couches supérieures, unis et organisés dans le Front de Libération Nationale sous la conduite du Parti Communiste, le Front ayant lui-même pour principale force de choc l'Armée de Libération Nationale et pour appui extérieur la lutte mondiale antifasciste, en premier lieu la Grande Guerre Patriotique de l'Union Soviétique. De l'autre côté — la classe des grands propriétaires terriens, les bayraktars, la bourgeoisie réactionnaire, la majorité des paysans riches, la fraction réactionnaire des intellectuels et du clergé, rassemblés dans des organisations et des groupes hétérogènes, sans liens solides les unissant. La réaction avait pour force armée les unités de la gendarmerie et les bandes de ballistes, de zoguistes et des bayraktars. Les organisations et les forces armées réactionnaires ne constituaient pas un bloc distinct indépendant, elles étaient au service de l'occupant nazi et se maintenaient sur pied avant tout grâce à son aide.

Dans ces circonstances, le Parti Communiste lança la directive de détruire par les armes les organisations et les forces armées réactionnaires, c'est-à-dire les forces demeurées en dehors du Front de Libération Nationale, et de considérer la lutte contre la réaction comme une partie intégrante de la lutte générale contre l'occupant. L'Etat-major général donna l'ordre aux unités et détachements de partisans de chasser les réactionnaires de toutes les régions libérées. On ne pouvait combattre victorieusement les nazis allemands, sans combattre en même temps leurs serviteurs.

Les larges masses populaires soutinrent immédiatement la prise de position du Parti pour la destruction du «Balli kombëtar», du «Legaliteti» et des autres forces réactionnaires. Elles réclamaient elles-mêmes cette destruction, convaincues par expérience de la trahison de ces organisations.

Tout en étant contraint de combattre le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti», par les armes, le Parti Communiste d'Albanie n'abandonna pas pour autant sa ligne générale définie à la réunion de sa fondation et à la I^{ère} Conférence Nationale. Le caractère de libération nationale de la lutte et le principe de l'union au sein du Front de Libération Nationale de tout le peuple albanais sans distinction de classe, de convictions politiques, de religion ou de région, demeurèrent inviolés. Les portes du Front restèrent ouvertes même pour les ballistes, zoguistes ou gendarmes qui désertaient les organisations et les forces armées réactionnaires, à condition qu'ils n'eussent pas trempé leurs mains dans le sang du peuple. Il fut donné pour directive de n'épargner aucun effort pour détacher les éléments fourvoyés des chefs de la trahison. Le Parti veillait particulièrement à ce que la lutte contre l'occupant allemand, qui demeurerait le principal ennemi, ne se relâchât point.

Aucune ingérence étrangère dans les affaires de la Lutte de Libération Nationale

En automne 1943, le peuple albanais, dans sa Lutte de Libération Nationale eut à affronter un nouveau danger qui venait des alliés anglo-américains.

Dès le mois de mai 1943, des représentants du Commandement anglo-américain de la Méditerranée étaient venus en Albanie (sans y avoir été invités). Une mission militaire britannique s'établit auprès de l'Etat-major général, suivie plus tard d'une mission militaire américaine. Des officiers anglais étaient également attachés à certains commandements de partisans. Ils présentèrent leur venue en Albanie comme étant dictée par les intérêts militaires communs de la lutte contre les hitlériens et s'engagèrent, en paroles, à aider l'Armée de Libération Nationale en armes et autre matériel militaire. En fait, ils étaient venus en Albanie à des fins purement politiques. Guidés par ces objectifs, ils se livrèrent à une activité de sape et firent obstacle à la lutte contre les occupants et leurs instruments dans le pays. C'est aux adversaires du mouvement de libération nationale, aux forces réactionnaires, que les Anglo-Américains fournirent l'aide la plus considérable. Ils établirent auprès d'elles des missions militaires spéciales et ils approvisionnaient ces forces en armes, munitions, équipements et aussi en or. Lorsque le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti» s'unirent aux Allemands contre le Front de Libération Nationale, les missions militaires anglo-américaines restèrent en contact direct avec eux et ne leur coupèrent pas leur aide. Le Commandement des troupes anglo-américaines en Méditerranée commença à exercer une forte pression sur l'Etat-major général, l'engageant à ne pas frapper les forces réactionnaires. Il demanda que fût reconnu aux officiers anglais et américains le rôle d'arbitre dans les affaires intérieures du peuple albanais.

Comme les faits le devaient démontrer, les gouvernements de Grande-Bretagne et des Etats-Unis n'avaient nullement l'intention de venir réellement en aide aux mouvements de libération nationale dans les Balkans. Ils visaient seulement à empêcher la victoire des forces populaires révolutionnaires, à saper l'autorité et l'influence des partis communistes, à établir le contrôle anglo-américain sur les pays balkaniques.

Le Parti Communiste définit l'ingérence anglo-américaine comme un danger pour la victoire de la révolution et l'indépendance nationale et adopta sans hésitation une attitude très nette à l'égard de cette intervention. Par le truchement de l'Etat-major général, les missions alliées furent fermement prévenues de devoir s'abstenir de toute immixtion dans les affaires intérieures politiques et militaires de l'Albanie et de ne pas entraver le développement de la lutte du peuple albanais contre l'occupant hitlérien et ses serviteurs. Tous les officiers britanniques et américains qui resteraient attachés aux forces réactionnaires seraient considérés comme des ennemis. Dans une directive donnée aux comités régionaux, le Comité Central déclarait que les missions militaires alliées

«ne doivent pas s'immiscer dans nos affaires intérieures, elles ne doivent en aucune manière être prises comme arbitres entre nous et la réaction. Si notre lutte contre la réaction leur plaît, tant mieux, sinon, elles n'ont qu'à s'en aller.» (Directive du CC du PCA, 3 novembre 1943. Documents principaux du PTA, p. 200.)

Tout représentant allié qui ne respecterait pas le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Albanie devait être conduit sous escorte à l'Etat-major général, puis expulsé du territoire albanais. Cette attitude révolutionnaire, nette et juste, à l'égard des alliés anglo-américains fut d'une très grande portée pour le développement ultérieur de la Lutte de Libération Nationale et pour les destinées de la révolution populaire.

Le renforcement du Pouvoir et de l'Armée de Libération Nationale, tâche prioritaire

Dans la nouvelle situation créée après la capitulation de l'Italie fasciste, la question du pouvoir politique prit une importance encore accrue. Après l'échec de la très dangereuse tentative faite à Mukje pour miner le pouvoir des conseils de libération nationale et le rôle dirigeant du Parti Communiste, la réaction eut recours à de nouveaux moyens pour détruire ce pouvoir. Les conseils de libération nationale devaient être anéantis par la force des armes. A leur place, serait rétabli l'ancien pouvoir des grands propriétaires terriens et des bourgeois avec l'approbation et le soutien de l'occupant allemand. Les nazis appuyèrent sans la moindre réserve l'idée d'un régime zoguiste, mise en avant par le «Legaliteti».

En témoignaient à l'évidence la création par eux de la «régence» quisling, la nomination de zoguistes à des postes importants au gouvernement et dans la gendarmerie collaborationnistes, la liberté dont jouissait le «Legaliteti» pour publier et diffuser ses organes de presse et exercer son influence dans les villes et les régions occupées par les troupes allemandes. Mais la restauration du régime de Zogu fut surtout appuyée par les gouvernements britannique et américain. A cette époque, Churchill avait des entretiens à Londres avec Zogu sur la création éventuelle d'un gouvernement royal albanais en exil.

Le Parti Communiste et le peuple albanais portèrent un coup décisif à ces manœuvres. Face à cette situation, le Comité Central du Parti donnait pour directive :

«La question qui, avant toute autre, se pose à nous est celle du pouvoir...», l'institution, partout, des conseils de libération nationale, leur renforcement et leur défense contre toute tentative du «Balli» ou d'un autre parti quelconque pour les saboter ou les combattre ouvertement. Là-dessus, il ne doit y avoir aucune équivoque ; il ne doit exister qu'un seul pouvoir, celui des conseils de libération nationale, et aucun autre, il n'y a pas de compromis ou de dualisme possible sur ce point.» (Lettre du CC du PCA, 1er octobre 1943. Documents principaux du PTA, T. I, p. 170.)

Les Comités régionaux de Berat et de Gjirokastrë furent sévèrement critiqués pour ne pas avoir pris, au lendemain de la capitulation de l'Italie fasciste, des mesures immédiates tendant à détruire l'appareil de l'ancien pouvoir dans ces villes libérées, mais pour avoir au contraire permis que cet appareil fût placé sous le contrôle du «Balli kombëtar» et utilisé par lui. A la suite de cette critique, cette faute fut immédiatement corrigée, selon la recommandation du Comité Central.

Les organisations du Parti menèrent un vaste travail de propagande et d'agitation en vue de démasquer l'ancien pouvoir, comme un régime de misère et d'oppression. Elles expliquèrent encore plus clairement aux masses populaires que le pouvoir politique n'est jamais cédé ni offert par personne, mais qu'il faut s'en emparer par la force ; que le peuple albanais décidera de son propre destin par les armes qu'il détient et qu'il ne permettra pas que lui soit imposé le régime de Zogu ; que les Anglais et les Américains n'ont aucun droit de s'immiscer ni dans la question du régime ni dans les autres affaires politiques et militaires du peuple albanais.

En vue de renforcer le Pouvoir populaire, une série de mesures furent prises sur la base des décisions de la II^e Conférence de Libération Nationale et des Statuts et du Règlement des conseils, approuvés à cette Conférence. Les élections aux nouveaux conseils de libération nationale furent organisées dans toutes les villes et les régions libérées, et des conférences de libération nationale tenues dans certaines régions. Les conseils furent épurés des éléments instables. Leur composition s'accrut en nombre et se renforça. Avec l'institution des organes exécutifs et de l'appareil administratif et économique qui leur

était attaché, l'activité gouvernementale du Conseil Général, des conseils des districts, des régions et des villes libérées s'améliora et se vivifia.

Dans toute leur activité, les conseils de libération nationale jouissaient du puissant appui des masses populaires. L'union des masses populaires autour du Parti et des conseils de libération nationale fut encore plus solidement cimentée par l'institution des conseils de la Jeunesse antifasciste et des Femmes antifascistes dans tout le pays.

Le problème essentiel de la Lutte de Libération Nationale, dont dépendait la conquête de l'indépendance nationale et l'instauration du Pouvoir populaire, demeurait celui du renforcement de l'Armée. En automne 1943, conformément aux instructions du Comité Central, la majorité des membres du Parti et des jeunes communistes furent enrôlés dans l'Armée de Libération Nationale. Des milliers de jeunes, paysans, ouvriers et écoliers, répondirent à l'appel du Parti Communiste à grossir les rangs des unités et détachements de partisans.

Depuis le 10 juillet 1943, l'Armée de Libération Nationale avait doublé ses effectifs. En automne, deux nouvelles Brigades de Choc (la II^e et la III^e) furent formées.

L'Etat-major général assurait la conduite des opérations militaires, dirigeait et suivait avec soin l'exécution de ses plans pour la création de nouvelles brigades, de nouveaux groupes et bataillons, pour la formation des cadres, pour assurer les vivres et les équipements en prévision de l'hiver. Il critiquait et remettait sur la juste voie les commandements de partisans qui transgressaient les préceptes de la lutte révolutionnaire des partisans ou montraient des insuffisances dans leur application. Des erreurs relevées dans l'action des unités et des détachements, il tirait de précieux enseignements dont il faisait part à tous les états-majors et commandements en leur demandant de les appliquer. L'Etat-major général critiqua surtout sévèrement certains commandements qui n'attaquaient pas l'ennemi, mais l'attendaient sur leurs propres positions. Il dégagea aussi d'importantes leçons des efforts des commandements allemands pour appliquer la tactique de la lutte contre les partisans. Les mesures prises firent complètement échouer ces plans de l'ennemi. Les nazis allemands virent également avorter leurs tentatives d'obliger les unités de partisans à soutenir une guerre de front.

Le développement victorieux de la lutte contre le nouvel occupant allemand, l'extension et le renforcement du Pouvoir populaire rehaussèrent encore davantage l'autorité du Parti Communiste d'Albanie. Les efforts des hitlériens, de la réaction intérieure et de la réaction impérialiste anglo-américaine pour isoler le Parti du peuple avaient échoué. Les masses populaires devinrent encore plus conscientes de la nécessité de mener une lutte sans compromis contre l'ennemi jusqu'à la victoire finale.

Les occupants allemands et les traîtres ne pouvaient, certes, s'accommoder d'une telle situation, et ils mirent tout en œuvre pour la modifier à leur avantage en frappant sans merci le Parti Communiste et l'Armée de Libération Nationale.

Le Comité Central recommandait aux organisations du Parti de ne se laisser nullement griser par les succès obtenus, de regarder d'un œil objectif et de bien comprendre la situation, de veiller à ne pas être prises au dépourvu, de se préparer elles-mêmes, de préparer les partisans et le peuple tout entier à affronter les grandes difficultés qui se dressaient encore devant eux. Par-dessus tout il était exigé que le Parti fût d'une solidité d'acier.

«La charge qui pèse sur les épaules de notre Parti est exceptionnellement lourde et pour la porter victorieusement jusqu'au but, il faut que notre colonne vertébrale soit solide, il faut que notre Parti soit organisé et puissant, que nos camarades soient politiquement et militairement à la hauteur de leurs tâches, pour pouvoir en ces heures et en ces situations difficiles et décisives faire face à tout événement imprévu et nous orienter sans risque de nous tromper.» (Circulaire du CC du PCA, 3 novembre 1943. Documents principaux du PTA, T. I, p. 199.)

7. LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, ORGANISATEUR DE LA LUTTE HEROÏQUE DU PEUPLE ALBANAIS POUR L'ANEANTISSEMENT DES PLANS DE L'ENNEMI DURANT L'HIVER 1943-1944

Durant l'hiver 1943-1944, les Allemands secondés par les traîtres albanais entreprirent une campagne d'envergure contre l'Armée de Libération Nationale dans le but de la détruire et d'anéantir le mouvement de libération nationale. Quatre divisions hitlériennes et plusieurs milliers de gendarmes, de ballistes et de zoguistes, au total environ 45.000 hommes, participèrent directement à cette opération.

Les effectifs de l'Armée de Libération Nationale s'élevaient, à l'époque, à environ 20.000 combattants, répartis dans toute l'Albanie.

L'ennemi possédait ainsi un grand avantage numérique, mais sa supériorité était surtout écrasante en armement. De leur côté, les partisans souffraient d'une grande pénurie d'armes, de munitions, de vivres et d'équipements. Par surcroît, ils étaient contraints de combattre dans les rudes conditions de l'hiver de nos montagnes.

Echec de l'opération d'hiver de l'ennemi

Cette grande opération de l'ennemi se développa en deux phases principales.

Au cours de la première phase (novembre 1943-janvier 1944), les forces hitlériennes et réactionnaires entreprirent une série d'opérations dans l'Albanie centrale et septentrionale. Les nazis, soutenus par les traîtres albanais qui leur indiquaient les passages, lançaient simultanément leurs attaques de plusieurs directions. Ils parvinrent à pénétrer dans les zones contrôlées par les unités et détachements de l'Armée de Libération Nationale, créant ainsi une situation fort pénible à la fois pour les populations et pour les partisans. L'ennemi éprouva lourdement les bataillons des régions d'Elbasan et Dibër, des zones de Krujë, Mat et Tirana, et les II^e et III^e Brigades. Un grand nombre de combattants furent tués dans des combats acharnés, une partie d'entre eux perdirent contact avec leurs unités. Néanmoins, les partisans de l'Albanie centrale et septentrionale ne furent pas anéantis. Après cette offensive, ils furent obligés d'agir en formations réduites dans les zones occupées ou encerclées par l'ennemi. Le Groupe de Pezë, en dépit des pertes subies, réussit à conserver le gros de ses forces, sa capacité et sa promptitude de combat.

La direction du Comité Central et de l'Etat-major général avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, encerclée par l'ennemi dans la zone Çermenikë-Shëngjergj-Martanesh, se trouva dans une situation fort périlleuse. Nazis, ballistes et zoguistes mirent tout en oeuvre pour découvrir et anéantir la direction de la Lutte de Libération Nationale, mais en vain. Nombreux étaient les paysans qui connaissaient l'endroit où elle se trouvait, mais aucun d'eux ne se laissa intimider par les menaces de l'ennemi ni ne trahit le Parti Communiste et l'Etat-major général. Les dirigeants du Parti et du peuple, affrontant avec héroïsme et sang-froid d'extrêmes difficultés, réussirent, avec l'aide des villageois, à échapper à l'encerclement.

Entre-temps, au sud de l'Albanie, les hitlériens menaient des actions offensives de caractère local, dont les plus importantes furent celles engagées dans les régions de Mallakastër et de Mesaplik.

Par ces opérations, les occupants allemands visaient à fixer les forces des partisans opérant en Albanie du Sud et à les empêcher de se porter au secours des unités de partisans dans l'Albanie centrale et septentrionale. Ces actions servaient également de préparation à une offensive décisive contre l'Armée de Libération Nationale. L'ennemi escomptait harasser les partisans par des combats quotidiens, leur faire épuiser leurs munitions, et dévoiler leur capacité de combat, leur arracher l'initiative, abaisser leur moral, susciter chez la population paysanne la crainte de sévères châtements, et enfin, contraindre

les forces des partisans à se grouper dans des secteurs aussi limités que possible pour pouvoir plus facilement les encercler et les anéantir.

La deuxième phase de la grande campagne d'hiver de l'ennemi se déroula durant les mois de janvier et de février 1944 contre les principales forces de l'Armée de Libération Nationale Albanaise en Albanie méridionale. Au cours de cette phase, l'occupant et les traîtres lancèrent coup sur coup trois offensives, qui se heurtèrent partout à la résistance héroïque des partisans. Les coups sévères que l'ennemi essuya, surtout à Opar, à Tëndë e Qypit (Skrapar), à proximité de Permet, à Kardhiq (Gjirokastrë), à Vajzë et à Tërbaç (Vlorë) lui firent subir de lourdes pertes en hommes et ruinèrent ses plans. Quand les hitlériens, croyant les avoir complètement encerclés, s'attendaient à la reddition des partisans, les commandements des unités et détachements de l'Armée de Libération Nationale, par de prompts et habiles manœuvres, déployaient leurs forces, perçaient l'encercllement, prenaient l'ennemi à revers et venaient le frapper avec soudaineté sur ses flancs et ses arrières.

A l'exception de quelques bataillons territoriaux, les brigades et groupes qui opéraient dans l'Albanie du Sud ne furent pas désagrégés, et, en dépit des conditions extrêmement dures de la lutte, contre un ennemi numériquement et techniquement supérieur, elles préservèrent leur capacité et leurs dispositions de combat.

Dans le même temps, les hitlériens continuaient de mener des opérations dans certaines régions de l'Albanie centrale et septentrionale, et notamment à Pezë, dans la zone du Mont Dajt, et à Tropojë.

Les occupants allemands appuyèrent leur grande offensive contre l'Armée de Libération Nationale d'une vague de terreur comme l'Albanie n'en avait jamais connue. Des villages entiers furent pillés et réduits en cendres. Des milliers d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants furent fusillés, massacrés, brûlés vifs, emprisonnés ou envoyés dans des camps d'extermination. Toutes les villes d'Albanie furent converties en de véritables camps de concentration. Nazis allemands, gendarmes et ballistes, à tout moment de la journée ou de la nuit, enfonçaient les portes des maisons, saccageaient, pillaient, enlevaient jeunes gens et jeunes filles, femmes, vieillards et enfants, les frappaient, les exécutaient sans autre forme de procès, et jetaient leurs cadavres au milieu des rues ou dans les fossés. Les corps des partisans tués, capturés ou exhumés de leurs tombes, étaient chargés sur des bêtes et promenés dans les rues des villes ou exposés sur les places de marché. Le jour du grand massacre du 4 février 1944 à Tirana, on pouvait lire dans la presse de l'ennemi: «*Le sang est un remède radical contre ceux qui sont infectés. Le sang doit couler à flots dans les rues de Tirana, si nous voulons rétablir la tranquillité. Une journée de terreur assure dix ans de calme.*» Mais la terreur qu'ils déchaînèrent contre le peuple albanais n'assura pas même une minute de calme aux bourreaux hitlériens et aux traîtres réactionnaires.

En plus de la terreur et du pillage, les nazis allemands et les réactionnaires s'efforcèrent de contraindre le peuple albanais à mettre bas les armes en l'affamant. Ils imposèrent le blocus aux villes et aux campagnes productrices de céréales afin que pas un grain de blé ou de maïs ne parvînt dans les zones de montagnes, bases des partisans. Mais cette tentative échoua comme les autres.

Afin de désorienter la population, les occupants et leurs instruments proclamèrent plus d'une fois à cor et à cri que les partisans étaient écrasés et le Parti Communiste anéanti. Or, c'était précisément le moment où l'Armée de Libération Nationale prenait en main l'initiative des opérations et passait à l'offensive. Pendant les mois de février et de mars, les unités et détachements de partisans nettoyèrent presque la totalité des régions foulées par les forces allemandes et réactionnaires au cours de leur offensive dans le Sud. Même en Albanie centrale et septentrionale, qui demeurèrent encore pour un temps sous le contrôle des occupants hitlériens et des traîtres, le mouvement des partisans ne fut pas brisé. La marche héroïque d'une partie des forces de la 1^{ère} Brigade (février-mars), qui pénétra profondément dans les arrières ennemis par Çermenikë, Gollobordë, Mat, Shëngjergj, Pezë et Dumre, raffermi la confiance de la population dans l'Armée de Libération Nationale Albanaise et contribua à activer le mouvement de libération dans le Nord du pays.

La grande opération de l'hiver 1943-1944, menée par les Allemands et les traîtres, se solda par un échec. Plus de 1.000 partisans avaient donné leur vie sur le champ de bataille, ou étaient morts de froid, de maladie ou des suites de graves blessures, mais les rangs de l'Armée de Libération Nationale, loin de s'éclaircir ou de s'affaiblir, ne firent que grossir et se renforcer. L'application du plan de l'Etat-major général visant à créer de nouvelles brigades ne fut pas entravée. Dans le courant de l'hiver, furent formées les IV^e, V^e, VI^e et VII^e Brigades. Les combats contre l'ennemi, les difficultés et les souffrances qu'elle dut affronter trempèrent l'Armée de Libération Nationale jusqu'à un degré qu'elle n'avait jamais atteint. Commandants, commissaires et combattants acquirent une riche expérience militaire et politique. D'autre part, les unités et détachements de partisans virent leur armement s'améliorer grâce à la capture au combat de nombreuses armes allemandes.

L'occupant et les traîtres, quoique à l'offensive, subirent des pertes en hommes près de trois fois supérieures à celles des partisans. Mais les dommages qu'ils avaient subis étaient surtout politiques. En particulier, les forces réactionnaires commencèrent, pour la plupart, à se rendre plus clairement et profondément compte de la vanité de la lutte qu'elles menaient contre le Front de Libération Nationale et elles perdirent foi en leur victoire dans cette lutte.

Les ennemis ne réussirent ni à détruire l'immense majorité des conseils de libération, ni à leur faire suspendre leur activité. Ceux-ci prêtèrent une aide considérable à l'Armée de Libération Nationale, en lui procurant vivres, équipements, moyens de transport et surtout en la renforçant de nouveaux volontaires. Les conseils déployèrent une intense activité pour maintenir à leur haut niveau le moral et l'esprit combatif du peuple, secourir les sinistrés de la guerre et empêcher les masses paysannes de mourir de faim.

En tenant tête à l'opération ennemie de l'hiver 1943-1944, le Parti Communiste, l'Armée de Libération Nationale et le peuple albanais tout entier surmontèrent la plus grande et la plus lourde épreuve qu'il leur fût donné d'affronter durant toute la Lutte de Libération Nationale.

Par la manière dont elle fit face à cette épreuve, l'Armée de Libération Nationale Albanaise montra qu'elle était une armée organisée, disciplinée, dotée d'un moral élevé, indéfectiblement dévouée à la Patrie et au peuple. Quoique se battant et marchant jour et nuit, mal vêtus, mal chaussés, affamés, bravant les intempéries sur les hautes montagnes couvertes de neige, les combattants de l'Armée de Libération Nationale ne se plainquirent jamais des difficultés et des privations, ils ne perdirent jamais foi en la victoire et en la justesse de la cause qu'ils défendaient. Des partisans isolés ou en groupes, encerclés de toutes parts, préféraient mille fois mourir de froid et de faim, ou tomber au combat, plutôt que de se rendre à l'ennemi. Rien ne leur tenait plus à cœur que de porter haut et sans tache leur nom et leur honneur de combattants de l'Armée de Libération Nationale. Commandants et commissaires faisaient preuve d'une grande maîtrise dans l'application de la tactique de la guerre de partisans, de perspicacité et de maturité politique dans l'appréciation des situations, dans l'adoption de décisions et d'initiative pour entreprendre des actions.

L'Etat-major général, par l'intermédiaire de ses membres, qu'il avait répartis dans les diverses zones du pays, suivait l'exécution des instructions et des ordres qu'il avait donnés, faisait le point de la situation sous l'aspect militaire et politique et communiquait les nouvelles directives nécessaires. En dépit de la grande dispersion des forces, en aucune occasion le contrôle, l'appui et la direction de l'Etat-major général ne vinrent à manquer à l'armée. Le plus grand danger à cette heure était de voir baisser l'esprit combatif et offensif des unités et des détachements de partisans, de voir naître en eux le désir d'un répit après cette dure campagne. L'Etat-major général écarta un tel danger, en appelant l'Armée de Libération Nationale à se lancer aussitôt dans une contre-offensive. L'attaque, enseignait l'Etat-major, maintient un moral élevé dans l'armée, épargne temps et énergies, démoralise l'ennemi, neutralise sa supériorité numérique et technique. L'attaque est la seule forme de combat qui convienne à l'armée révolutionnaire. L'esprit offensif des combattants se développe dans une lutte incessante contre l'occupant et la réaction, en recherchant le combat et non pas en attendant de s'y voir engagé.

La pénible période de l'hiver 1943-1944 démontra la haute conscience du peuple albanais et son empressement à consentir les multiples sacrifices qu'exigeait la lutte de libération. Ce furent l'aide et le soutien des masses populaires qui sauvèrent l'Armée de Libération Nationale de l'anéantissement, qui lui insufflaient courage, décuplaient ses forces, la faisaient sortir victorieuse d'une lutte inégale. Les paysans ne fermèrent jamais leur porte aux partisans épuisés au combat ; ils partagèrent avec eux le dernier morceau de pain qu'ils avaient gardé pour leurs enfants. Dans les villes, jeunes gens et jeunes filles, femmes et enfants, bravant les dangers, diffusaient le matériel de propagande du Parti, aidaient à maintenir les liaisons entre les organes du Parti et l'Armée de Libération Nationale. Nombre de jeunes, de femmes et d'enfants firent don de leur vie, beaucoup furent emprisonnés ou déportés mais la terreur ennemie ne réussit pas à les faire plier.

Les traîtres et les nazis s'employèrent surtout à détacher du Parti Communiste la jeunesse et à la contraindre à mettre bas les armes. Voici comment la jeunesse répondit à l'appel et aux menaces de l'ennemi :

«Pour la Jeunesse Antifasciste Albanaise il n'existe qu'une seule voie, une seule détermination: la lutte jusqu'à la victoire ... La Jeunesse Antifasciste ne pâlit pas devant le gibet, elle ne se trouble pas devant les fusils braqués sur elle, elle ne perd pas courage devant les assauts de l'ennemi et des traîtres. Elle est persuadée de la victoire de sa cause et de celle du peuple. Elle est résolue à vaincre à tout prix. Et elle vaincra !» (Réponse. Tract de l'Union de la Jeunesse Antifasciste Albanaise, 17 janvier 1944. ACP.)

Eclatante démonstration de la justesse de la ligne politique du Parti Communiste d'Albanie

C'est le Parti Communiste qui fut l'inspirateur et l'organisateur de la résistance et de la lutte héroïque de l'Armée de Libération Nationale et de tout le peuple albanais dans la période la plus difficile, celle de l'hiver 1943-1944.

Au cours de cette période il fut encore plus clairement démontré à quel point les liens qui unissaient le Parti et les masses étaient solides et indestructibles, à quel point sa ligne politique était juste. En aucun moment, les combattants de l'Armée de Libération Nationale et les masses populaires ne perdirent confiance dans le Parti. Fils et filles du peuple albanais mouraient sur le champ de bataille, sous le gibet ou les tortures, avec le nom du Parti Communiste sur les lèvres. Pour préserver le Parti des coups de l'ennemi, des milliers de gens consentaient tous les sacrifices.

Pendant l'hiver 1943-1944, les liaisons du Parti avec les masses se renforcèrent encore davantage. Le peuple albanais vit encore plus clairement, comprit encore plus à fond que le Parti Communiste était la seule force dirigeante capable d'assurer l'abolition de la domination étrangère, de conquérir la liberté et l'indépendance nationale, de défendre les intérêts du peuple albanais.

Aux moments les plus difficiles et les plus critiques, dans les campagnes comme dans les villes, dans les zones libérées comme dans les zones occupées, les combattants de l'Armée de Libération Nationale et les masses populaires se sentaient partout épaulés de près par le Parti, ils voyaient que le Parti ne les avait point abandonnés et ils puisaient chaque jour force et vigueur dans ses paroles salvatrices.

Même dans la période des combats les plus acharnés, même pendant les marches les plus dures, les commissaires, les sections politiques et les organisations du Parti menaient un travail politique des plus vastes et des plus vivants, maintenaient ainsi le haut niveau du moral et de l'esprit combatif des partisans, empêchaient que ne fût ébranlée en eux la certitude de la victoire. Les réunions des organisations du Parti se tenaient en toutes circonstances, si critiques fussent-elles. Des décisions collégiales y étaient prises pour assurer le succès des opérations militaires, le rôle d'avant-garde des communistes tant au combat que face aux souffrances et aux privations. Durant l'hiver 1943-1944, le nombre des membres du Parti dans l'armée s'accrut de communistes aguerris dans les combats contre l'ennemi, et dans les situations les plus délicates.

Dans les villes et les régions occupées, bien qu'il n'y fût demeuré qu'un petit nombre de communistes, le travail du Parti ne connut aucun relâchement. Les comités régionaux du Parti réorganisèrent le travail des cellules et des réunions des cadres actifs de la Jeunesse Communiste pour l'adapter au climat de terreur et de persécutions féroces, créé par l'ennemi dans son dessein de détruire le Parti Communiste à tout prix. Dans les villes occupées, les organisations du Parti n'interrompirent en aucun cas la publication et la diffusion des bulletins, communiqués, tracts et appels adressés à la population. L'ennemi était furieux de ne pouvoir découvrir les presses et les ronéos avec lesquelles étaient imprimés ces matériaux, ni détruire les organisations du Parti. Les conditions de l'état de siège le plus rigoureux ne purent empêcher les conseils de libération nationale, les organisations antifascistes de la jeunesse et des femmes, les sections de guérilla urbaine de déployer leur activité. Les actions audacieuses menées par ces dernières, suivant le plan des comités régionaux, ne laissaient à l'ennemi aucun moment de répit et maintenaient le moral élevé des populations citadines. Les comités régionaux du Parti suivaient avec une grande et constante attention l'activité de chaque communiste, ils tenaient les membres du Parti continuellement au courant des événements, ne leur permettaient jamais de tomber dans l'inaction, leur donnaient des directives et leur assignaient des tâches concrètes. Les communistes se montraient surtout très attentifs à l'égard des éléments instables, ranimant leur courage et ne les laissant pas céder à la pression de l'ennemi. Ils maintenaient des contacts avec les détenus politiques et les partisans isolés, malades ou blessés, qui avaient regagné les villes. Des cellules du Parti opéraient également dans les prisons et les camps de concentration. Les comités régionaux organisaient la collecte d'aides matérielles, de vêtements et de médicaments pour l'Armée de Libération Nationale, recueillaient des informations sur la situation et les plans de l'ennemi, pour les transmettre aux états-majors des partisans.

L'offensive ennemie de l'hiver 1943-1944 fit ressortir de la façon la plus éclatante la vaillance et l'abnégation des communistes albanais, leur dévouement au Parti, au peuple et au communisme. De nombreux membres du Parti, neuf membres des comités régionaux, un commissaire de brigade, Vasil Shanto, qui était aussi membre suppléant du Comité Central, firent don de leur vie en véritables héros au cours d'affrontements sanglants avec les hitlériens et les réactionnaires. L'exemple et l'héroïsme des communistes inspiraient les masses populaires dans leur résistance et leur lutte contre l'occupant et les traîtres.

En ces heures difficiles, en ces situations complexes, le fait que le mouvement ait été dirigé sans discontinuité par le Comité Central du Parti et par le camarade Enver Hoxha en personne fut d'une extrême importance. Le Comité Central et le camarade Enver Hoxha maintenaient des liaisons permanentes avec les comités régionaux et les organes politiques de l'Armée de Libération Nationale. De même, le Secrétaire Général ne relâcha jamais ses contacts avec les membres du Comité Central répartis dans tout le pays pour conduire la lutte sur le terrain. Pour maintenir ces liaisons mille obstacles et dangers devaient être surmontés, et elles ne furent pas coupées même lorsque les principaux dirigeants du Parti se trouvèrent cernés dans les monts de Çermenikë et Shëngjergj. La direction du Comité Central étudiait avec la plus grande attention les rapports et les communications qui lui parvenaient, en tirait les conclusions nécessaires et formulait des appréciations de caractère général quant à la situation dans son ensemble et à la situation et à l'activité du Parti dans chaque région et dans chaque unité militaire. Sur la base de ces données, elle élaborait et donnait les instructions utiles, critiquait les erreurs et les insuffisances et indiquait aux camarades la meilleure façon de résoudre les problèmes complexes. Le Secrétaire Général faisait part aux membres du Comité Central de tous les problèmes importants se posant au Parti, leur demandait d'exprimer leur avis et de formuler des propositions sur ces questions.

Le Comité Central donnait pour directive: «d'être aux côtés du peuple partout où il se trouve, si forte que soit la réaction». C'était là un principe fondamental qui guidait les organisations du Parti dans leur activité pratique pour empêcher que le moral des masses ne baissât dans les durs moments que traversait le pays, pour annihiler la pression de l'ennemi sur la population. C'est alors que le Comité Central critiqua le Comité régional de Vlorë, pour avoir perdu un certain temps ses liaisons avec la ville.

Le Comité Central avait particulièrement le souci d'empêcher la jeunesse de fléchir, de renoncer à la lutte, car c'était sur la jeunesse que l'ennemi avait surtout concentré son attention. Grâce à l'action directe de la direction du Parti, toutes les tentatives de l'occupant et des traîtres de contraindre la jeunesse à se détacher de l'Armée de Libération Nationale échouèrent. La propagande assourdissante menée par les nazis et les réactionnaires à propos de certaines déclarations anticommunistes préparées par eux-mêmes et signées par des jeunes isolés, qui lâchèrent pied aux moments difficiles, fut démasquée. Les efforts de l'ennemi pour attirer la jeunesse dans des clubs, cercles sportifs ou culturels n'eurent guère plus de succès. La tentative de créer une prétendue organisation de la «Jeunesse Indépendante» fut étouffée dans l'œuf.

Le camarade Enver Hoxha, à peine informé qu'au Comité régional de Tirana on avait émis l'opinion que certains jeunes, pour échapper à l'emprisonnement et à la déportation, pourraient être autorisés à déclarer qu'ils «ne s'occupaient pas de politique», critiqua sévèrement cette attitude et recommanda la plus grande attention afin de ne donner en aucun cas dans le piège de l'ennemi. La direction du Comité Central rejeta également une proposition de former un «Parti Républicain Démocratique», comprenant des éléments du Front de Libération Nationale, soi-disant pour attirer au Front des membres du «Balli kombëtar», opposés aux chefs de cette organisation. La constitution d'un tel parti fut définie comme une initiative totalement artificielle et préjudiciable à la lutte de libération.

Le Comité Central veillait avec le plus grand soin à ce que les dirigeants du Parti, dans ces circonstances si difficiles, ne tombent pas dans le pessimisme et ne perdent point confiance dans leurs propres forces, dans les forces du Parti et du peuple tout entier. Critiquant ces manifestations de pessimisme, relevées çà et là au cours de l'hiver 1943-1944, le camarade Enver Hoxha donnait la directive suivante :

«La situation est vraiment difficile, fort difficile ; mais c'est justement dans ces situations-là que nous devons nous efforcer de ne pas perdre le nord... » (Enver Hoxha — Lettre au camarade Nako Spiru, mars 1944 — Œuvres, éd. alb., T. II, pp. 115-116.)

Evoquant la question des pertes subies par la II^e et la III^e Brigades ainsi que par certains bataillons territoriaux, il tenait pour une grave erreur de se laisser décourager par ces pertes, soulignant qu'il n'est pas de lutte sans pertes ni dommages. L'essentiel, c'est de ne pas se laisser désorienter, de ne pas perdre confiance en ses propres forces et en celles du peuple, de savoir regrouper ses effectifs, manœuvrer avec habileté, combler ses pertes, d'être préparé aux circonstances les plus périlleuses et capable de retourner la situation à son avantage. Rien n'est plus néfaste que le désarroi et la passivité dans les situations critiques.

Par-dessus tout, le Comité Central avait soin de préserver le Parti, de maintenir la pureté et la solidité de ses rangs. Il recommandait aux cadres dirigeants de travailler non seulement avec courage, mais aussi avec intelligence, de ne pas s'exposer inutilement à des dangers. En premier lieu, ils devaient s'affirmer des dirigeants circonspects et avisés, savoir organiser le travail en l'adaptant aux circonstances, être constamment vigilants contre toute tactique ou manœuvre utilisée par l'ennemi pour liquider les cadres dirigeants et détruire les organisations du Parti. Le Comité Central engageait constamment le Parti à se garder des provocateurs que l'ennemi pouvait introduire à dessein dans ses rangs, à avoir l'œil sur tous ceux qui avaient déjà manifesté un net esprit de clan, cet esprit risquant de se ranimer dans ces circonstances difficiles. Grâce à la vigilance du Parti et à la trempe politique des communistes, des dangers de cet ordre purent être évités. Même dans les pénibles circonstances de l'hiver 1943-1944, le Comité Central trouva le temps et le moyen d'organiser à Panarit, dans la région de Korçë, un cours théorique auquel participèrent des cadres dirigeants du Parti de l'Armée de Libération Nationale et certains cadres du Parti travaillant dans les villes et les campagnes.

Grâce à la sollicitude et à l'intense activité du Comité Central et de tous les organes dirigeants du Parti dans les villes, les campagnes et dans l'armée, jamais le travail du Parti n'avait été si fructueux, jamais le Parti ne s'était avéré si compact et si mûr. Toutes les tentatives de l'ennemi pour détruire ou affaiblir

le Parti Communiste d'Albanie se brisèrent contre la force et l'autorité de celui-ci. Les efforts de la Gestapo hitlérienne et du «Balli kombëtar» en vue de créer un «Parti Communiste véritable» et un «Parti social-démocrate», destinés à supplanter le Parti Communiste d'Albanie, échouèrent.

Les combats acharnés et les rudes épreuves de l'hiver 1943-1944 renforcèrent la trempe révolutionnaire du Parti Communiste, de l'Armée de Libération Nationale, des conseils de libération nationale et de tout le peuple albanais, les préparèrent à des batailles décisives contre l'occupant nazi et les traîtres.

8. FONDATION DU NOUVEL ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE

Après l'échec de l'offensive d'hiver de l'ennemi, la Lutte de Libération Nationale en Albanie connut au printemps 1944 un nouvel essor. Dès le mois de mars, l'initiative des opérations était passée à l'Armée de Libération Nationale Albanaise. Conformément à l'ordre de l'Etat-major général, en date, du 5 avril, les unités et détachements de partisans passèrent partout à l'offensive. Presque toutes les régions situées au sud du Shkumbini furent libérées. Le mouvement des partisans s'intensifia aussi dans l'Albanie centrale et septentrionale. Les troupes nazies d'occupation et les forces réactionnaires furent à nouveau contraintes de se retrancher dans leurs casernes des villes ou dans les ouvrages fortifiés construits le long des routes principales et du littoral, où elles se trouvaient sous la menace constante des combattants de l'Armée de Libération Nationale Albanaise.

L'impétueux essor de la Lutte de Libération Nationale dans le pays aggrava à l'extrême la crise dans les rangs de l'ennemi. Le désarroi commença à se répandre dans les rangs des organisations et des forces armées réactionnaires. Gendarmes et ballistes désertaient par groupes.

Au mois de mai 1944, les effectifs de l'Armée de Libération Nationale avaient atteint le chiffre de 35.000 combattants. Elle était pleinement en mesure de passer à l'offensive générale pour la libération des villes et de tout le pays.

Cette perspective paraissait encore plus tangible à la suite des éclatantes victoires de l'Armée Rouge sur l'armée allemande. Depuis le mois de janvier 1944, les troupes soviétiques avaient lancé sur le front de l'Est une gigantesque offensive. Poursuivant sans interruption leur progression vers l'ouest, en avril, elles pénétraient en Roumanie. Les troupes allemandes stationnées dans les Balkans étaient ainsi menacées d'encerclement.

Efforts faits pour déjouer les nouvelles manœuvres de l'ennemi

Dans cette situation critique et alarmante, l'ennemi chercha par tous les moyens à se ménager une issue et à modifier la situation à son avantage. Il avait fondé de grands espoirs sur la nouvelle offensive de grande envergure que préparait le commandement allemand contre l'Armée de Libération Nationale. La réaction albanaise avait également mobilisé toutes ses forces pour préparer cette opération, que les hitlériens escomptaient entreprendre en avril. S'ils n'y réussirent pas, c'est que l'Armée de Libération Nationale Albanaise déjoua leurs calculs par son offensive du printemps et aussi parce que leur tentative de recruter de nouveaux mercenaires échoua devant l'opposition de la population.

En même temps, les traîtres albanais cherchèrent à jouer de nouvelles cartes. Ils s'employèrent à créer une coalition de la réaction gréco-albanaise, avec la perspective de la voir se convertir en une alliance militaire gréco-turco-albanaise. Selon les plans de l'ennemi, les forces unies de ces pays devaient être utilisées pour étouffer les mouvements de libération nationale en Albanie et en Grèce. Les efforts des traîtres furent étouffés dans l'œuf par la force de la lutte révolutionnaire du peuple albanais.

La tentative des réactionnaires de duper la population par la tapageuse proclamation de certaines mesures de caractère économique, telles que «la réforme agraire» et la création d'une «société pour le développement économique du pays», subit le même sort. Ces mesures, selon les promesses des

traîtres, devaient assurer leurs droits aux paysans et aux ouvriers et supprimer le retard économique du pays qui était, à leurs dires, la raison de la grave crise qui frappait l'Albanie ! Mais ces belles promesses ne pouvaient tromper le peuple albanais. Celui-ci était désormais convaincu que seuls la victoire sur le fascisme et l'écrasement total des traîtres lui permettraient de réaliser ses rêves et ses aspirations.

En ces moments de grave crise, les collaborateurs reçurent l'aide de la réaction impérialiste anglo-américaine. Le gouvernement britannique n'avait pas renoncé à son dessein d'établir son contrôle sur les Balkans. Il voyait dans le vigoureux essor du mouvement de libération nationale un grand obstacle à la réalisation de ce plan en Albanie. Le Conseil Général de Libération Nationale et l'Etat-major général de l'ALNA avaient rejeté le diktat anglo-américain. C'est seulement en s'appuyant sur les adversaires du mouvement de libération nationale et en affaiblissant le plus possible ce mouvement que les Anglo-Américains pouvaient réaliser leurs visées impérialistes. Aussi le commandement anglo-américain en Méditerranée accrut-il son aide en armes et équipements aux forces réactionnaires du «Legaliteti», du «Balli kombëtar» et des bayraktars traîtres. La mission militaire britannique s'employa à persuader l'Etat-major général de l'Armée de Libération Nationale Albanaise de ne procéder à aucun mouvement de troupes vers l'Albanie du Nord, sous prétexte que celle-ci était une zone d'action du «Legaliteti» et que des conflits pourraient y surgir! A Londres, le gouvernement britannique redoubla d'efforts en vue de créer un gouvernement réactionnaire en exil.

Au printemps 1944, le Parti Communiste considéra la période que traversait le pays comme étant décisive pour le sort de la révolution populaire en Albanie. En ces circonstances il apparaissait indispensable d'annihiler toute tentative de l'ennemi pour modifier la situation à son avantage, de faire brûler toutes ses cartes à la réaction intérieure et extérieure, de prendre des mesures militaires et politiques propres à assurer la pleine libération du pays et le triomphe de la révolution populaire. En rapport avec ces objectifs, le Comité Central définit comme maillon essentiel de leur réalisation le renforcement et la légalisation du pouvoir des conseils de libération nationale en tant que seul pouvoir légitime du peuple albanais, la création du nouvel Etat albanais avec son propre gouvernement démocratique et son armée régulière.

Le Congrès de Përmet. Création de l'Etat de démocratie populaire

A cette fin, il fut décidé de convoquer le I^{er} Congrès Antifasciste de Libération Nationale, qui étudierait les problèmes politiques et militaires posés par la situation et prendrait les mesures requises pour les résoudre. La proposition du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie relative à la convocation d'un congrès fut discutée et adoptée à la réunion de la Présidence du Conseil Général de Libération Nationale tenue en avril 1944.

En même temps, l'Etat-major général, conformément aux directives du Comité Central, se mit à élaborer le plan de transformation de toute l'Armée de Libération Nationale en armée régulière et le plan opérationnel et stratégique tendant à la libération de tout le territoire albanais des nazis allemands et des traîtres.

Ces grands problèmes politiques et militaires furent examinés à la réunion du Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie tenue le 15 mai 1944 à Helmës, dans la région de Skrapar. Le Plénum approuva la décision de la direction du Comité Central et de la Présidence du Conseil Général sur la convocation du Congrès Antifasciste. Les mesures prises en vue de la création du gouvernement démocratique provisoire et de la transformation de toute l'Armée de Libération Nationale en armée régulière furent jugées pleinement fondées. Le Comité Central fit une juste appréciation du danger que l'activité hostile du gouvernement britannique et des missions militaires anglaise et américaine constituait pour la Lutte de Libération Nationale, pour l'indépendance nationale et la révolution populaire. Il réaffirma sa détermination de ne permettre à aucun des alliés, quel qu'il fût, de s'immiscer dans les affaires intérieures, politiques ou militaires, du peuple albanais.

Dans l'intention de prévenir toute évolution fâcheuse de la situation et ayant en vue certaines opinions mal fondées qui s'étaient fait jour çà et là ou pouvaient surgir à l'avenir dans le Parti, dans l'armée ou au sein du Front, le Plénum attira l'attention des membres sur deux questions importantes relatives à la ligne du Parti. Il mit en garde contre toute modification des mots d'ordre du Parti, et recommanda de conserver jusqu'au bout à la lutte son caractère de Lutte de Libération Nationale. Il fut fixé pour tâche de populariser encore davantage le rôle dirigeant du Parti Communiste mais toujours conformément à la ligne de la Lutte de Libération Nationale. Le Comité Central justifia cette attitude par le fait que l'étape antifasciste, anti-impérialiste et démocratique de la révolution n'était pas achevée et qu'elle ne pouvait s'achever sans que fussent assurées la libération totale de l'Albanie et la démocratisation du pays. Il donna d'autre part la directive de combattre toute opinion selon laquelle tout se terminerait avec la fin de la Lutte de Libération Nationale et qu'avec le départ des Allemands les combattants de l'Armée de Libération Nationale déposeraient les armes et rentreraient chez eux. Le Plénum réclamait qu'il fût clairement expliqué au peuple albanais qu'il garderait les armes même après la libération du pays pour garantir pleinement toutes ses libertés, détruire tous ses ennemis, défendre les conquêtes réalisées et les porter plus avant. Il recommanda au Parti d'étudier attentivement les nouvelles circonstances qui se créaient, de prévoir en temps voulu les attitudes et les mesures nécessaires à prendre.

Le Plénum condamna à l'unanimité la capitulation d'Ymer Dishnica à Mukje et le compromis de Gjin Marku avec les Allemands à Berat. Pour ces lourdes fautes tous deux furent exclus du Comité Central du Parti.

Le Parti mena un vaste travail pour populariser, dans les régions libérées comme dans celles qui ne l'étaient pas, la décision de la convocation du I^{er} Congrès Antifasciste.

Les masses populaires accueillirent cette décision avec enthousiasme. Dans de larges meetings et réunions, la population exprimait sa fidélité et son attachement au Parti Communiste, remerciait le Parti de sa juste direction et de la lutte héroïque qu'il avait menée pour la défense des intérêts de la Patrie, se montrait prête à combattre jusqu'au bout contre l'occupant et les traîtres, appuyait la décision sur la convocation du Congrès et la constitution d'un gouvernement démocratique provisoire.

Par suite des circonstances de la lutte, les élections des délégués au Congrès se firent à mains levées. Néanmoins, c'étaient les premières élections démocratiques que connaissait l'Albanie. Les femmes y participèrent également. Pour la première fois dans l'histoire du pays, et ce durant la Lutte de Libération Nationale, elles se voyaient reconnaître le droit de vote. Pour la première fois, les représentants du peuple ne furent pas élus en fonction de leur position sociale et de leur fortune, mais sur la base des mérites dont ils avaient fait preuve dans la lutte contre les ennemis de la Patrie et du peuple. Les délégués au Congrès représentaient les masses populaires insurgées.

Les élections au Congrès montrèrent la maturité politique et la haute conscience des masses populaires. Elles étaient une nouvelle et grande preuve des liens solides qui unissaient le Parti Communiste et le peuple.

La convocation du I^{er} Congrès Antifasciste suscita une vive inquiétude parmi les ennemis. Hitlériens et réactionnaires mirent tout en œuvre pour découvrir le lieu de la réunion afin de lancer une attaque armée contre le Congrès. Les impérialistes anglo-américains exercèrent une forte pression et recoururent à tous les moyens pour en saboter la tenue. Le gouvernement britannique qualifia la réunion du Congrès Antifasciste d'«illégal» et donna l'ordre au chef de la mission militaire anglaise en Albanie de décliner l'invitation que le Conseil Général de Libération Nationale lui avait adressée en sa qualité de représentant allié. Attlee, alors vice-premier ministre, puis plus tard premier ministre de Grande-Bretagne, prenant la parole à la Chambre des Communes la veille de l'ouverture du Congrès, attribua les mérites de la vaillante lutte du peuple albanais sous la conduite du Parti Communiste, au «Legaliteti» et au «Balli kombëtar», qui étaient en fait les ennemis de cette lutte.

Le Parti Communiste, qui suivait avec attention et clairvoyance l'évolution de la situation, fit échouer toutes les tentatives de l'ennemi, et le Congrès put mener ses travaux avec un plein succès selon le plan prévu.

Le I^{er} Congrès Antifasciste de Libération Nationale d'Albanie se tint du 24 au 28 mai 1944 dans la ville libérée de Permet.

Les travaux du Congrès furent empreints d'un esprit foncièrement révolutionnaire et d'une entière unité de vues. Les délégués discutèrent avec animation du rapport «Sur le développement de la Lutte de Libération Nationale du peuple albanais en relation avec les événements internationaux», rapport présenté par le camarade Enver Hoxha au nom du Conseil Général de Libération Nationale. Ils exprimèrent leur approbation unanime à toutes les propositions avancées.

Le Congrès élut le Conseil Antifasciste de Libération Nationale en tant que corps législatif et exécutif suprême du pays, en tant que représentant de la souveraineté du peuple et de l'Etat albanais. Le Conseil Antifasciste élu à Permet était la première assemblée populaire ayant existé en Albanie. Le Congrès chargea le Conseil Antifasciste de former le Comité Antifasciste de Libération Nationale avec les attributions d'un gouvernement démocratique populaire provisoire. Le Comité Antifasciste, dont la constitution fut approuvée au Congrès, était le premier gouvernement démocratique populaire qu'eût connu l'Albanie. Le Secrétaire Général du Parti Communiste d'Albanie, Enver Hoxha, en fut nommé président.

En créant les organes suprêmes du Pouvoir populaire, le Congrès de Permet prit les décisions suivantes : «Edifier l'Albanie nouvelle, démocratique populaire, selon la volonté du peuple telle qu'elle s'est exprimée solennellement aujourd'hui au Conseil Antifasciste de Libération Nationale» ; interdire le retour de l'ex-roi Zog en Albanie; ne reconnaître aucun autre gouvernement qui pourrait être créé dans le pays ou à l'étranger contre la volonté du peuple albanais; poursuivre avec encore plus d'acharnement la lutte contre l'occupant allemand et les traîtres albanais jusqu'à leur destruction totale et à l'instauration du pouvoir de démocratie populaire dans tout le pays.

Le Conseil Antifasciste prit, dès sa première réunion, une série de décisions très importantes, qui furent approuvées par le Congrès et constituèrent les premières lois de l'Etat albanais de démocratie populaire. La décision profondément révolutionnaire d'annuler tous les accords politiques et économiques conclus par le gouvernement de Zogu avec les pays étrangers, en tant que conventions contraires aux intérêts du peuple albanais fut d'une particulière importance. Le Conseil créa une commission spéciale d'Etat, chargée de découvrir les criminels de guerre et d'établir tous les crimes commis par l'occupant et les traîtres.

En étroite liaison avec les questions relatives à l'organisation du Pouvoir populaire à un niveau supérieur, le Congrès analysa et régla les problèmes concernant le renforcement ultérieur et le perfectionnement de l'Armée de Libération Nationale, en tant qu'arme principale pour la complète libération du pays et la sauvegarde du nouveau pouvoir. Le Congrès décida d'unifier le Haut Commandement de l'Armée de Libération Nationale et d'instituer des grades militaires. Le camarade Enver Hoxha fut nommé Commandant suprême. Le Congrès donna la directive de créer des divisions et des corps d'armée. Le Haut Commandement proclama la formation de la 1^{ère} Division de Choc.

Le Congrès de Permet exprima la reconnaissance du peuple albanais envers l'Union Soviétique et l'Armée Rouge qui, par leur lutte héroïque, avaient hâté la libération de l'Albanie et des autres pays asservis par les fascistes. Il réaffirma la fidélité du peuple albanais à l'alliance anglo-soviéto-américaine et son amitié avec tous les peuples de la coalition antifasciste mondiale. Le Congrès exprima sa ferme détermination de renforcer les relations combattantes avec les Etats et les peuples de cette coalition et de s'acquitter de toutes les obligations qui découlaient de ces relations, tout en utilisant au maximum l'aide des alliés. A la différence des congrès et des assemblées albanaises du passé, le Congrès de Permet ne sollicita l'aide de personne pour résoudre les problèmes qui se posaient

au pays et décider des destinées de l'Albanie. Au contraire, il prévint les puissances impérialistes que les temps étaient révolus à jamais où l'Albanie était utilisée comme monnaie d'échange, et que le peuple albanais ne permettrait pas qu'on se livre à des marchandages à ses dépens. Désormais, il déciderait lui-même de son destin. Le Congrès dénonça publiquement les tentatives des alliés anglo-américains de s'ingérer dans les affaires politiques et militaires intérieures de l'Albanie.

Les décisions historiques du Congrès de Permet furent accueillies avec une grande joie et immédiatement approuvées par les larges masses populaires.

Les efforts du Parti Communiste en vue de détruire l'ancien pouvoir antipopulaire et d'édifier le pouvoir démocratique populaire dans le feu de la Lutte de Libération Nationale avaient été couronnés de succès. La Conférence de Pezë avait posé les fondements de ce pouvoir. La Conférence de Labinot l'avait centralisé et proclamé le seul pouvoir politique en Albanie. Le Congrès de Permet régla le problème du pouvoir politique à l'avantage du peuple insurgé. Il fonda l'Etat albanais de démocratie populaire. Les décisions du Congrès établirent les fondements de la Constitution de cet Etat.

Désormais, la réaction intérieure n'était plus en mesure, par ses propres forces, ni même avec l'appui des occupants hitlériens de restaurer le pouvoir des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

A l'époque du Congrès de Permet, la moitié de l'Albanie se trouvait encore sous le contrôle de l'occupant nazi et des traîtres. Dans les régions et les villes occupées, les conseils de libération nationale opéraient dans l'illégalité.

Dans maintes régions, il n'existait pas de conseils du tout. Mais ce n'était pas là l'essentiel. L'essentiel consistait dans le fait qu'après le Congrès de Permet, le peuple albanais, dans les zones libérées comme dans celles qui ne l'étaient pas, ne reconnaissait véritablement comme son unique gouvernement que le Comité Antifasciste et obéissait aux ordres de celui-ci et aux lois du Conseil Antifasciste de Libération Nationale. L'Armée de Libération Nationale Albanaise défendait le Pouvoir démocratique populaire contre les attaques de l'ennemi et était à même d'assurer, par ses propres forces dans un avenir très proche, la complète libération de l'Albanie et l'instauration de ce Pouvoir dans tout le pays.

Les décisions du I^{er} Congrès sur la création de l'Etat de démocratie populaire, sur la constitution du Conseil Antifasciste et du gouvernement démocratique provisoire, n'étaient pas de simples décrets. Le nouvel Etat albanais et ses organes supérieurs étaient le résultat de la Lutte libératrice et révolutionnaire du peuple albanais sous la conduite du Parti Communiste.

Le pouvoir des conseils de libération nationale en Albanie différait totalement de l'ancien pouvoir tant par la forme que par le contenu. Il n'avait rien de commun non plus avec aucune forme de pouvoir existant dans les régimes parlementaires bourgeois. Comme type de pouvoir politique, il s'apparentait à la Commune de Paris et aux Soviets. Néanmoins, il conservait une entière originalité conformément aux conditions objectives de l'Albanie et aux circonstances de la Lutte de Libération Nationale du peuple albanais.

Dans le cadre des tâches assignées par le Congrès de Permet, les conseils et le Comité Antifasciste de Libération Nationale avaient pour mission de prêter une aide multiple à l'Armée de Libération Nationale pour la pleine libération du pays; d'assurer dans toute l'Albanie le triomphe de la démocratie, en rendant impossible la restauration du régime de Zogu ou de tout autre régime réactionnaire; de balayer les vestiges du fascisme et les anciennes méthodes de gouvernement; d'organiser la vie sociale et la transformation du pays dans tous les domaines, le développement de l'économie nationale et de la culture.

Par son contenu de classe et par les fonctions qu'il exerçait, le pouvoir des conseils de libération nationale représentait une dictature démocratique des forces révolutionnaires sous la conduite directe et exclusive du Parti Communiste.

Le règlement du problème du Pouvoir populaire montrait que l'une des tâches stratégiques du Parti avait été menée à bien. Toutefois, ce problème ne pouvait être considéré comme définitivement réglé aussi longtemps qu'une autre tâche historique n'avait pas été réalisée : la pleine libération de l'Albanie de l'occupation allemande.

Les décisions du Congrès de Permet constituaient un rude coup porté à l'occupant, à la réaction intérieure et à la réaction impérialiste anglo-américaine. Elles étaient d'une grande importance pour secouer le joug impérialiste et assurer l'affranchissement social du peuple albanais.

9. LIBERATION COMPLETE DE L'ALBANIE. TRIOMPHE DE LA REVOLUTION POPULAIRE

Le 28 mai 1944 le Commandant suprême, Enver Hoxha, donnait l'ordre à l'Armée de Libération Nationale de lancer une offensive générale pour la libération complète de l'Albanie de l'occupant allemand et pour la destruction totale du «Balli kombëtar», du «Legaliteti» et de toutes les forces réactionnaires. Selon le plan opérationnel et stratégique arrêté en détail par l'Etat-major général, la I^{ère} Division de Choc était chargée de passer à l'offensive contre l'ennemi au nord du Shkumbini. Cette offensive devait être soutenue par une série d'attaques d'autres détachements et unités de l'Armée de Libération Nationale Albanaise contre les garnisons de l'ennemi et ses lignes de communication dans tout le pays. L'offensive de la jère Division serait suivie de celle de nouvelles divisions, devant être prochainement créées, ainsi que de l'attaque de toutes les brigades de l'Armée de Libération Nationale. Le plan du Haut Commandement pour la libération complète du pays avait en même temps pour but d'assurer l'échec des tentatives du Commandement anglo-américain de la Méditerranée, visant à empêcher l'Armée de Libération Nationale Albanaise de passer à l'offensive générale et à éviter la destruction des forces réactionnaires. Le plan prévoyait également la poursuite des troupes hitlériennes au-delà des frontières du pays.

Echec de l'opération ennemie du mois de juin

Le jour même où était lancé l'ordre d'offensive générale des forces de Libération Nationale, les troupes allemandes déclenchaient une nouvelle grande opération. L'ennemi engageait directement dans cette attaque quatre divisions et demie de l'armée allemande et plusieurs milliers de gendarmes, de ballistes, de zoguistes, en tout plus de 50.000 hommes. La première phase de l'opération ennemie (28 mai-10 juin) eut pour théâtre la zone de Korçë-Elbasan-Berat-Permet. Hitlériens et réactionnaires se heurtèrent à la résistance acharnée de la I^{ère} Division et des unités et autres détachements de l'Armée de Libération Nationale Albanaise. Les partisans, passant de la défensive à de furieuses contre-attaques, détruisaient souvent des colonnes et des unités entières d'Allemands et de traîtres, ou les contraignaient à battre en retraite dans le désordre. Dans certains secteurs, les colonnes ennemies, n'ayant pu atteindre leur objectif, durent se replier. La I^{ère} Division de Choc, cernée par les forces allemandes à Tomoricë, brisa l'encerclement et, en quelques jours, réussit à regagner toutes les positions qu'elle avait perdues.

La seconde phase de l'opération ennemie (10-30 juin) se déroula sur le territoire de la I^{ère} Zone opérationnelle Vlorë-Gjirokastër. Les unités de partisans opérant dans cette zone, encerclées de toutes parts par les troupes hitlériennes, se trouvèrent dans une situation grave et périlleuse. Néanmoins, grâce à leur propre vaillance et à la conduite hardie des commandants et des commissaires, ces forces de partisans, manœuvrant avec maîtrise, réussirent à se dégager. Prenant l'ennemi à revers, par des attaques soudaines sur ses flancs et ses arrières, elles lui occasionnèrent des pertes considérables et l'obligèrent à se replier. L'opération ennemie de juin, comme celle de l'hiver précédent, se solda par une défaite des nazis et de la réaction. Cette opération fournit une nouvelle et grande démonstration de la force invincible de l'Armée de Libération Nationale et du peuple albanais. L'Armée populaire en sortit encore grandie et renforcée, le peuple n'en fut que plus résolu à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, avec une confiance encore plus profonde dans la direction du Parti Communiste.

L'essentiel en ces circonstances était de conserver les forces vives, la cohésion et la capacité de combat de l'Armée de Libération Nationale et de faire en sorte que l'application du plan opérationnel et stratégique de l'Etat-major général ne fut point entravée. L'ordre donné à la I^{ère} Division de Choc de porter son attaque au-delà du Shkum-bini demeurait toujours en vigueur. Dans la situation donnée, le Haut Commandement considérait le passage de cette division en Albanie centrale comme une mesure devant définitivement sceller l'échec de l'offensive hitlérienne. Les troupes allemandes poursuivant leurs opérations militaires au sud de la Vjosë, le Haut Commandement jugea le moment particulièrement opportun pour que la I^{ère} Division exécutât l'ordre qu'elle avait reçu.

Offensive générale de l'Armée de Libération Nationale Albanaise, anéantissement des plans de la réaction intérieure et extérieure

Le 26 juin 1944, la I^{ère} Division de Choc franchissait le Shkumbini et lançait son offensive. L'ennemi, pris au dépourvu, ne fut pas en mesure de résister à ce coup. Coordonnant leur action avec les guérillas d'autodéfense, les forces de cette division pénétrèrent profondément à l'intérieur de l'Albanie centrale et poursuivirent à marches forcées leur avance vers Dibër. A la mi-juillet, toutes les régions citées dans l'ordre du Commandant suprême étaient libérées. Les populations de l'Albanie centrale et de la région de Dibër prêtèrent un puissant appui à la I^{ère} Division et se dressèrent à ses côtés dans la lutte contre les oppresseurs allemands et les traîtres. Les brigades de la I^{ère} Division de Choc se renforcèrent de milliers de jeunes volontaires des régions qui venaient d'être libérées, alors que les petits détachements de partisans, qui opéraient dans les zones contrôlées par l'ennemi dans l'Albanie centrale et septentrionale, se transformèrent aussitôt en bataillons, pour devenir peu de temps après des brigades de l'Armée de Libération Nationale Albanaise. L'offensive de la I^{ère} Division de Choc dans le Nord était si inattendue pour les occupants et les traîtres, qu'ils crurent, au début, avoir affaire à des «débris» des forces de partisans mises en déroute dans le Sud, qui étaient passés dans ces régions pour assurer leur salut. Mais ils eurent tôt fait de comprendre la réalité. Alarmés à l'extrême, ils commencèrent à ramener hâtivement des troupes du Sud vers le Nord pour y détruire la I^{ère} Division de Choc.

En juillet et en août 1944, l'ennemi entreprit coup sur coup deux opérations contre la I^{ère} Division. Toutes deux échouèrent totalement. Les combattants de l'Armée de Libération Nationale Albanaise mirent en déroute les forces hitlériennes et réactionnaires et libérèrent définitivement toute la région de Dibër, avec les villes de Peshkopi et de Dibër, et une partie de la Mirditë.

Le développement victorieux de l'offensive de la I^{ère} Division de l'Armée de Libération Nationale Albanaise ne fut pas arrêté non plus par les pressions du Commandement des forces anglo-américaines de la Méditerranée, qui exigea, à maintes reprises, sur un ton de menace, la suspension des actions de guerre contre les forces du traître Abaz Kupi. Le Haut Commandement de l'Armée de Libération Nationale repoussa les demandes et les tentatives d'intimidation des alliés anglo-américains et s'acquitta sans retard de la tâche qui lui avait été assignée par le Comité Central du Parti et par le Congrès de Permet.

En août, fut créée la II^e Division de Choc. En coordination avec la I^{ère} Division, elle se lança aussitôt à l'offensive dans l'Albanie du Nord contre les troupes d'occupation allemandes et les bandes de traîtres. Ces deux divisions et la totalité des forces de partisans des états-majors régionaux de l'Albanie centrale et septentrionale, le Groupe de Pezë excepté, furent incorporées dans le I^{er} Corps d'Armée de l'Armée de Libération Nationale Albanaise. Le Comité Central du Parti nomma le camarade Hysni Kapo, membre du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, au poste de commissaire politique du I^{er} Corps d'Armée.

Entre-temps, dans l'Albanie du Sud, les autres unités de l'Armée de Libération Nationale s'étaient lancées, elles aussi, dans une offensive générale.

La venue, au mois d'août, en Albanie, de la mission militaire soviétique, en réponse à la démarche faite dans ce sens par le Congrès de Permet, fut appréciée par le Parti Communiste d'Albanie comme

une aide que l'Union Soviétique apportait à la lutte de libération du peuple albanais et comme la reconnaissance de sa souveraineté. C'était aussi un témoignage de l'amitié et de l'alliance révolutionnaires qui unissaient le peuple albanais et le peuple soviétique, amitié et alliance forgées dans la lutte commune contre le fascisme.

Toute l'Albanie, d'un bout à l'autre du pays, était un volcan en éruption. Les garnisons allemandes, les bandes réactionnaires et les voies de communication de l'ennemi étaient soumises quotidiennement aux attaques destructrices de l'Armée de Libération Nationale Albanaise. Dans l'incapacité de faire front à l'offensive générale, l'ennemi abandonnait l'une après l'autre les régions et les villes qu'il avait occupées. Le 24 octobre, les hitlériens étaient balayés de tout le Sud du pays. Au nord du Shkumbini, l'occupant allemand ne tenait encore que les villes d'Elbasan, Tirana, Durrës, Kukës et Shkodër.

A la requête du Haut Commandement de l'Armée de Libération Nationale yougoslave, deux brigades de l'Armée de Libération Nationale Albanaise (la III^e et la V^e) avaient, depuis le 5 octobre, franchi la frontière pour opérer contre les nazis dans les régions de Kosovë.

Outre la libération de la majeure partie du territoire national et les grandes pertes causées aux troupes allemandes, l'une des plus importantes conséquences de l'offensive générale de l'Armée de Libération Nationale Albanaise fut la débâcle complète de la réaction intérieure. Le «Balli kombëtar», le «Legaliteti», les bandes armées de ces organisations et les unités de la gendarmerie furent écrasés sous les coups des brigades et des Divisions de Choc. La régence et le gouvernement quisling furent complètement paralysés.

Une nouvelle tentative des officiers britanniques de former un gouvernement fantoche albanais avec la participation des chefs de la réaction, comme contre-mesure à la constitution du gouvernement provisoire révolutionnaire, n'eut guère de succès.

Les débris des forces réactionnaires, ralliés autour de leurs chefs sous la protection de l'armée allemande, avaient placé tous leurs espoirs de salut dans un éventuel débarquement des troupes anglo-américaines en Albanie et dans l'appui que leur apporteraient ces troupes.

Mais ces derniers espoirs des traîtres ne furent pas exaucés. Le Haut Commandement de l'Armée de Libération Nationale, appliquant fidèlement les directives du Comité Central du Parti, repoussa avec fermeté les demandes réitérées du Commandement anglo-américain en Méditerranée qui voulait envoyer en Albanie des troupes de parachutistes et spéciales soi-disant pour combattre aux côtés des forces de libération nationale contre les Allemands. L'Armée de Libération Nationale Albanaise était en mesure de libérer tout le pays par ses propres forces, sans l'aide des forces armées étrangères. Des commandos anglais ayant débarqué à Sarandë après la destruction de la garnison hitlérienne par les brigades de l'Armée de Libération Nationale Albanaise, le Haut Commandement obligea l'état-major britannique à éloigner sans retard ses troupes du littoral albanais.

Ainsi fut écarté le grand danger que présentait pour la victoire de la révolution populaire un débarquement de troupes anglo-américaines en Albanie. Le Comité Central du Parti et son Secrétaire Général, Enver Hoxha, Commandant suprême de l'Armée de Libération Nationale Albanaise, firent preuve de maturité, de sagesse et de hardiesse révolutionnaire face à la forte et constante pression des alliés anglo-américains, et ne leur permirent en aucun cas de s'immiscer dans les affaires intérieures du peuple albanais. Une telle attitude de principe conséquente et l'essor révolutionnaire de la lutte annihilèrent toutes les tentatives des gouvernements de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ainsi que de leurs missions militaires en Albanie, de prendre en main la conduite du mouvement de libération nationale albanais, de détruire le Front de Libération Nationale et le Parti Communiste et d'occuper le pays en y débarquant leurs troupes.

Consolidation des fondations de la démocratie populaire

La libération de la majeure partie du pays rendit possible l'élargissement et le renforcement du Pouvoir populaire, et une intensification sans précédent de l'activité des conseils de libération nationale. Le Comité Antifasciste, de pair avec les tâches qu'il avait assumées pour la lutte armée contre l'occupant, déployait une vaste activité pour organiser l'ordre étatique et social, relever le pays dévasté, mettre sur pied l'économie, développer le commerce. Dans toutes les régions et les villes libérées, la vie économique reprit. Les détachements et bataillons de travail se mirent à la tâche pour reconstruire les routes et les ponts détruits, les écoles et les maisons incendiées. On ouvrit des écoles et on organisa un service sanitaire. Les présidences des conseils assumèrent la gestion de tous les établissements d'une certaine importance économique et le contrôle des matériaux de construction.

Le Comité Antifasciste prit la décision de confisquer les biens mobiliers et immobiliers des traîtres. Il donna la directive de dresser un état des terres et de préparer des statistiques sur les terres arables et le cheptel, les propriétaires du sol et du bétail, et les paysans sans terre. Cette mesure constituait le premier acte préparatoire à la réforme agraire, qui devait être réalisée après la libération du pays.

Les masses populaires appuyèrent de toutes leurs forces l'œuvre du Comité Antifasciste et des conseils de libération nationale. Fidèles au Comité Antifasciste, elles réclamaient que celui-ci prît immédiatement la dénomination qui correspondait à ses fonctions, celle de Gouvernement Démocratique d'Albanie. Cette exigence était dictée par la croissance de l'autorité du Comité Antifasciste en tant qu'unique gouvernement du peuple albanais et par le fait que la libération totale de l'Albanie était désormais imminente.

La question fut examinée à la deuxième Réunion du Conseil Antifasciste de Libération Nationale, qui tint ses travaux du 20 au 23 octobre 1944, dans la ville libérée de Berat.

Le Conseil Antifasciste de Libération Nationale décida à l'unanimité de convertir le Comité Antifasciste en **Gouvernement Démocratique de l'Albanie**. Dans son programme, approuvé par la Réunion du Conseil, le Gouvernement Démocratique s'engageait devant le peuple albanais à mettre fidèlement en œuvre les décisions du Congrès de Permet. Il assumait la tâche de développer et de renforcer encore davantage la lutte pour la prompte et totale libération de l'Albanie, de sauvegarder l'indépendance de l'Etat Albanais, de consolider le pouvoir des conseils de libération nationale, d'assurer et de défendre les droits des citoyens. Le Gouvernement devait procéder à la révision des accords politiques, militaires et économiques, conclus par le régime de Zogu avec des pays étrangers, et dénoncer tous ceux qui portaient atteinte aux intérêts du peuple et de l'Etat albanais. Son programme prévoyait également l'établissement de relations et d'une coopération étroites avec l'Union Soviétique et tous les membres de la coalition antifasciste. Le Gouvernement prenait l'engagement d'organiser après la libération du pays des élections démocratiques à l'Assemblée Constituante, qui aurait pour tâche de déterminer définitivement la forme du régime et d'élaborer la Constitution du nouvel Etat albanais.

La réunion de Berat approuva la loi sur les conseils de libération nationale et celle sur les élections aux conseils. Jusqu'alors, les conseils de libération nationale avaient été à la fois des organes du pouvoir et des organes du Front de Libération Nationale. Dorénavant, ils ne devaient plus exercer que les fonctions d'organes du Pouvoir démocratique populaire. Le Front créerait ses organisations distinctes.

L'une des décisions les plus importantes prises à la Réunion de Berat fut l'adoption de la «Déclaration des droits des citoyens». Celle-ci assurait à tous les citoyens l'égalité des droits devant la loi: liberté de réunion, de parole, d'association, de presse, liberté religieuse et liberté de conscience, égalité des droits reconnue à la femme, droit à l'éligibilité dès l'âge de 18 ans, droit de requête, etc. La «Déclaration des droits des citoyens» était un texte constitutionnel du nouvel Etat de démocratie populaire.

Les décisions de la deuxième Réunion du Conseil Antifasciste de Libération Nationale étaient le complément et la concrétisation ultérieure des décisions historiques du Congrès de Permet, et marquaient une nouvelle victoire politique du peuple albanais sur le fascisme et la réaction intérieure.

Elles portaient un nouveau coup aux tentatives des impérialistes anglo-américains d'établir leur contrôle sur l'Albanie.

La lutte révolutionnaire sous la conduite du Parti Communiste avait extirpé le pouvoir des collaborateurs, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

Au moment où se tenait la Réunion de Berat, l'Armée de Libération Nationale était entièrement transformée en une armée régulière du peuple et du nouvel Etat albanais. Elle comptait maintenant en son sein 70.000 combattants, organisés en brigades, divisions et corps d'armée. Les femmes représentaient 9 % de ces forces, les jeunes environ 80 % et les paysans près de 90 %.

Les unités de l'Armée de Libération Nationale menaient alors leurs dernières opérations contre les troupes allemandes en Albanie et dans les régions de Kosovë. De ces opérations, la plus importante était celle qui avait pour objectif la libération de Tirana et qui se développa conformément au plan du Haut Commandement. Ce plan se fondait sur des opérations coordonnées de la I^{ère} Division et des autres unités de l'Armée de Libération Nationale Albanaise, concentrées directement sur Tirana et sur les principales voies de retraite des troupes hitlériennes. Il visait à anéantir l'ennemi, à empêcher le pillage et la destruction de Tirana par les Allemands et à libérer la ville coûte que coûte. La conduite de l'opération fut confiée au Commandement du I^{er} Corps d'Armée. Les combats dans la capitale et dans la région environnante étaient dirigés par le commandant de la I^{ère} Division, Mehmet Shehu.

Le 29 octobre 1944, après une minutieuse préparation générale, l'Armée de Libération Nationale donnait l'assaut pour la libération de la capitale. L'offensive se poursuivit pendant 19 jours. Le 17 novembre, le drapeau de la victoire était hissé sur Tirana. L'opération pour la libération de Tirana montra le haut niveau d'organisation, de discipline et le moral élevé de l'Armée de Libération Nationale. Aux côtés des brigades de choc, la population de la capitale participa activement à la bataille pour la libération de Tirana.

D'autre part, le 18 novembre, les forces de l'Armée de Libération Nationale Albanaise opérant au-delà des frontières, de concert avec les brigades de Kosovars, avaient balayé les troupes hitlériennes de la majeure partie des régions de Kosovë, libérant, après des combats acharnés, Junik, Deçan, Gjakovë, Prizren et Pejë.

Intervention brutale de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie

Le 23 novembre 1944, à la veille de la libération complète du pays, se réunit à Berat le II^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie. Le Parti, qui avait grossi ses rangs, comptait alors 2.800 membres.

La convocation de ce Plénum était nécessaire pour dresser le bilan du travail accompli et des victoires remportées par le Parti et le peuple dans la Lutte de Libération Nationale, et pour définir les tâches à remplir à la nouvelle étape de la révolution, qu'inaugurait la libération de l'Albanie.

Or les travaux du Plénum virent leur cours entièrement faussé par la brutale ingérence de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie (PCY) dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie qui menaient une lutte héroïque contre leur ennemi commun, l'occupant fasciste, avaient établi entre eux des rapports fraternels de combat. Le Parti Communiste d'Albanie et le Parti Communiste de Yougoslavie nouèrent des liens étroits.

A la demande du Comité Central du PCY, un certain nombre de cadres du Parti Communiste d'Albanie furent envoyés dans les régions de Kosovë pour y organiser le Parti et la lutte contre l'occupant. Dans les villes de Dibër, Gostivar, Tetovë, Kërçovë et dans leurs districts, l'organisation du Parti Communiste d'Albanie de la région de Dibër aidait beaucoup à organiser la lutte de libération.

Miladin Popovic, un communiste internationaliste yougoslave, que les communistes albanais avaient libéré en automne 1941 d'un camp de concentration fasciste à Peqin, demeura en Albanie pour maintenir la liaison entre les deux Partis. Dans les rapports entre le Parti Communiste d'Albanie et le Parti Communiste de Yougoslavie, il a, en toute circonstance, appuyé l'attitude internationaliste du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie. *[Miladin Popovic quitta l'Albanie en septembre 1944 sur l'ordre de la direction du PC de Yougoslavie. Il devait être tué en mars 1945 dans un attentat monté par les services secrets yougoslaves.]*

La direction du Parti Communiste de Yougoslavie s'employa à exploiter les liens étroits créés entre le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie pour dicter au Parti Communiste d'Albanie sa propre volonté et réaliser ses visées chauvines envers l'Albanie.

Pendant l'été 1943, Vukmanovic-Tempo, l'un des principaux dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie, qui était venu en Albanie avec la mission spéciale d'y créer «l'état-major balkanique» *[La création de «l'état-major balkanique» fut entreprise sur l'initiative de Tito. La direction yougoslave visait par là à prendre sous son commandement les forces armées de libération en Grèce, en Albanie et en Bulgarie. Les tentatives de création de «l'état-major balkanique» n'aboutirent pas par suite de l'opposition des partis communistes et des peuples insurgés des Balkans.]*, accusa injustement et de façon absolument inadmissible le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie d'avoir adopté une attitude opportuniste à l'égard du «Balli kombëtar». Cette grossière calomnie était lancée dans un dessein déterminé, pour tromper l'opinion, en laissant entendre que le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie n'était soi-disant pas en mesure de remplir seul ses fonctions de direction ni d'éviter de lourdes erreurs, s'il ne recevait pas des directives de la «direction plus expérimentée» du Parti Communiste de Yougoslavie !

Cette accusation diabolique fut rejetée à l'époque par le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie comme étant dénuée de tout fondement. Néanmoins, la première tentative de la direction yougoslave de soumettre le Parti Communiste d'Albanie ne manqua pas de laisser des traces. Koçi Xoxe, membre du Bureau Politique du Comité Central, et Sejfulla Malëshova, membre suppléant du Comité Central, appuyèrent la fausse conception de Tempo et se montrèrent prêts à obtempérer à la ligne et aux ordres des dirigeants chauvins yougoslaves. Depuis lors, Koçi Xoxe se mit, en fait, à servir la direction yougoslave, et il en fut l'agent au sein du Parti Communiste d'Albanie.

En automne 1943, Vukmanovic-Tempo manifesta avec netteté sa conception chauvine. Pénétré de cette conception, il considérait comme dangereuses l'activité authentiquement internationaliste de l'organisation du Parti Communiste d'Albanie dans la région de Dibër et dans les villes et les régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais et de Macédoniens, ainsi que la grande autorité dont jouissaient cette organisation et l'état-major régional de Dibër auprès des populations locales. De Macédoine, Vukmanovic-Tempo envoya coup sur coup au Comité Central du Parti Communiste d'Albanie deux lettres rédigées en termes extrêmement violents, dans lesquelles il accusait de «chauvinisme sans bornes» et d'attachement à l'idée de la «grande Albanie» les communistes et les partisans albanais, le commandant de l'état-major régional, Haxhi Lleshi, et le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie lui-même. Il demandait brutalement que tous les partisans albanais vivant en Yougoslavie abandonnent les bataillons de l'Armée de Libération Nationale Albanaise pour se placer sous le commandement de l'état-major yougoslave; que Haxhi Lleshi s'éloignât de la ville de Dibër pour n'y venir que lorsque l'état-major yougoslave ferait appel à son aide ; que le conseil de libération nationale de Dibër rompît sa liaison avec l'état-major albanais et relevât dès lors de l'état-major yougoslave. «Sinon, — menaçait Tempo, — il se produira un affrontement auquel participeront aussi les communistes». (!)

Le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, profondément indigné par cette intolérable intervention, rejeta les calomnies et les accusations de Tempo, en exprimant son plus grand étonnement pour le ton si brutal et nullement communiste de ses lettres et pour ses inventions monstrueuses. En même temps, il avertit Tempo qu'il n'admettait en aucune manière que des éléments étrangers donnent des ordres aux unités de partisans albanaises et dictent leur volonté au Parti Communiste d'Albanie.

Dans les régions de Kosovë, on relevait parmi les dirigeants yougoslaves de l'armée et du Parti des manifestations de chauvinisme prononcé. Faisant fi de la volonté de la population albanaise, ils combattaient de diverses manières l'idée affirmée durant la guerre, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se livraient tout comme les tchetniks de Mihailovic à des actes de ségrégation et à des massacres d'Albanais dans les régions de Kosovë, et au Monténégro. Le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie et les organisations du Parti de Shkodër et de Tropojë avaient à maintes reprises élevé des objections contre les attitudes chauvines de divers dirigeants yougoslaves et critiqué ces attitudes comme entravant beaucoup le développement de la lutte contre les occupants, italiens et allemands, en Kosovë.

Cependant, le Parti Communiste d'Albanie observait une attitude internationaliste conséquente et, sans se permettre la moindre manifestation, si légère fût-elle, de chauvinisme, aidait de toutes ses forces au développement de la lutte antifasciste en Kosovë, combattait pour la fraternisation, sur des bases marxistes-léninistes, du peuple albanaise et des peuples de Yougoslavie. En ce qui concerne le problème de Kosovë et des autres régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais, le Parti Communiste d'Albanie n'avait jamais admis le mot d'ordre fasciste de la «grande Albanie». Il voyait la juste solution de ce problème dans la victoire de la révolution populaire tant en Albanie qu'en Yougoslavie. Le Parti Communiste d'Albanie avait publiquement proclamé qu'avec la victoire de la révolution dans les deux pays le peuple de Kosovë acquerrait le droit de décider lui-même de ses destinées. Dans le cas contraire, il combattrait contre une Yougoslavie qui tenterait de l'opprimer et de l'asservir.

A cette époque, le Parti Communiste d'Albanie ne soupçonnait pas encore la direction du Parti Communiste de Yougoslavie de nourrir des visées chauvines, car il ne pouvait concevoir que les dirigeants d'un Parti qui s'intitulait marxiste-léniniste puissent poursuivre de tels objectifs, auxquels ne tendent que les partis social-chauvins, les impérialistes et leurs instruments. Il croyait que les manifestations chauvines relevées chez Tempo et chez certains dirigeants du Parti et des unités de partisans de Serbie et de Macédoine durant la guerre n'étaient que des déformations imputables à certains éléments isolés et non pas des actes traduisant la politique du Parti Communiste de Yougoslavie.

En 1944, la pression du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie sur le Parti Communiste d'Albanie s'accroissait encore davantage. Le CC du PCY s'employait de diverses manières à propager parmi le peuple albanaise l'idée qu'il devait tout: la création du Parti Communiste d'Albanie, sa Lutte de Libération Nationale, à «l'aide» du Parti Communiste de Yougoslavie et à Tito, et que l'Albanie nouvelle devait regarder son avenir comme étant rattaché aux destinées de la Yougoslavie et uniquement de la Yougoslavie !

Cette politique antimarxiste de la direction yougoslave se heurta à la juste opposition du Parti Communiste d'Albanie.

La direction yougoslave considérait que les principaux obstacles à la réalisation de ses visées en Albanie étaient la ligne marxiste-léniniste du Parti Communiste d'Albanie, le Secrétaire Général, Enver Hoxha, et d'autres membres du Comité Central, qui défendaient fermement cette ligne et n'admettaient aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Parti et du pays.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie s'efforça de venir à bout de ces obstacles lors du II^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, qui se tint en novembre 1944.

Pour parvenir à ses fins, la direction yougoslave dépêcha spécialement en Albanie Velimir Stojnic en qualité de chef de la mission militaire yougoslave, chargé également d'assurer la liaison entre le Parti Communiste de Yougoslavie et le Parti Communiste d'Albanie. Dès sa venue en Albanie, Velimir Stojnic lança son attaque contre la ligne générale du Parti Communiste d'Albanie, la définissant comme une ligne totalement erronée et exigeant que des changements fussent apportés sans délai aussi bien à cette ligne qu'à la direction du Parti. Cette accusation calomnieuse et cette ingérence dans les affaires intérieures du Parti furent combattues par le Secrétaire Général, le camarade Enver Hoxha, mais elles étaient soutenues par deux des membres du Bureau Politique, Koçi Xoxe et Nako Spiru.

L'attaque perfide de la direction yougoslave trouva un solide appui dans le Bureau Politique du CC du PCA, surtout à la suite de la cooptation, en violation des règles organisationnelles, de Sejfulla Malëshova et de Pandi Kristo comme membres du Bureau Politique, qui vit ainsi se former une majorité pro-yougoslave en son sein. Avec le concours de ces éléments arrivistes et ambitieux, à l'insu du Comité Central et du Secrétaire Général, Velimir Stojnic élaborait la plate-forme qui devait être présentée au Plénum contre la ligne marxiste-léniniste éprouvée du Parti Communiste d'Albanie.

Le drapeau de l'attaque antiparti fut levé au Plénum par Sejfulla Malëshova et le représentant yougoslave [*Velimir Stojnic fut invité à participer à la réunion du Plénum en tant que représentant d'un parti frère. Fort de l'appui des comploteurs au sein du CC du PCA, il intervint brutalement dans les affaires intérieures du Parti, violant toutes les normes qui régissent les rapports entre partis communistes.*], totalement appuyés par Koçi Xoxe et les autres participants au complot.

Le Parti Communiste d'Albanie, qui avait combattu avec un si grand héroïsme et remporté des victoires décisives dans la lutte révolutionnaire, fut défini par les comploteurs comme «un parti non authentiquement communiste», doté «d'une ligne et d'une direction non marxistes-léninistes». Sa voie glorieuse, éprouvée dans le feu de la lutte, qui avait conduit à la libération de la Patrie et à l'instauration du Pouvoir populaire, fut ternie et présentée comme une «voie émaillée d'erreurs et de déformations», qui oscillait sans cesse «du sectarisme à l'opportunisme et vice-versa». Enver Hoxha, le fondateur et l'éducateur du Parti, le guide et le héros de la Lutte de Libération Nationale, fut dépeint par les renégats comme étant «la synthèse de toutes les erreurs». Sejfulla Malëshova évoqua la nécessité, pour le Parti, d'avoir «un chef», et il déclarait, songeant à lui-même, que ce poste devait être confié à une personne «dotée d'une profonde préparation théorique» (!).

Velimir Stojnic définit le travail de Miladin Popovic en Albanie comme une activité à orientation erronée, désapprouvée par la direction du Parti Communiste de Yougoslavie et présenta une «ligne nouvelle» que cette direction «recommandait» au Parti Communiste d'Albanie.

Qualifiant de sectaire le travail mené pour la popularisation du Parti Communiste d'Albanie comme dirigeant du peuple albanais, il avança la thèse selon laquelle à l'avenir ce n'était plus le Parti, mais le Front, qui devait être popularisé comme tel. Il demanda qu'aux organes dirigeants du Front fussent admis des représentants influents de la bourgeoisie réactionnaire et du haut clergé, sans égard à leur attitude hostile dans la Lutte de Libération Nationale. Ces recommandations de la direction yougoslave coïncidaient avec les plans des impérialistes anglo-américains, qui pressaient le Gouvernement Démocratique d'Albanie d'admettre en son sein et au Conseil Antifasciste des représentants de la réaction, dont ils comptaient se servir plus tard comme de points d'appui pour renverser le Pouvoir populaire.

Le délégué yougoslave ternit l'activité des conseils de libération nationale, de l'Armée de Libération Nationale, des commissaires politiques et demanda que l'armée fût dotée d'une «puissante tête politique» et «d'un puissant commandement militaire». S'arrêtant en particulier sur les relations yougoslavo-albanaises, soi-disant fondées sur la «fraternité balkanique», Velimir Stojnic déclara : «L'Albanie ne peut édifier son économie ni se développer indépendamment, car l'impérialisme n'en ferait qu'une bouchée», aussi «aucune autre voie ne s'offre à elle en dehors de son rattachement à la Yougoslavie en une confédération, voire même plus étroitement». Pour y parvenir, il estima

indispensable de préparer les masses populaires albanaises à cette liaison et de populariser Tito comme le «symbole de la libération des peuples des Balkans et de l'Europe.» [*Procès-verbal du II^e plénum du CC du PCA, novembre 1944. ACP.*]

Les tâches pressantes qui se posaient au Parti Communiste d'Albanie pour le développement ultérieur de la révolution après la libération du pays furent submergées à ce Plénum par les attaques des comploteurs contre la ligne générale du Parti et ne furent pour ainsi dire pas débattues. Le délégué yougoslave et Sejfulla Malëshova allèrent même jusqu'à déclarer que l'Albanie, pour longtemps encore, «ne pourrait développer la révolution socialiste ni s'acheminer vers le socialisme.»

Ignorant tout du complot tramé dans la coulisse et des intentions diaboliques de la direction yougoslave, un certain nombre de membres et de membres suppléants du Comité Central manifestèrent, au Plénum, une nette inconstance et approuvèrent dans une certaine mesure les thèses de l'envoyé yougoslave et du groupe antiparti.

De la sorte, la réunion du II^e Plénum du CC du PCA fut sapée par le CC du PCY. Les orientations qui y furent données et les décisions qui y furent prises étaient presque toutes nuisibles aux intérêts du Parti et du peuple albanais.

La seule décision juste adoptée par le Plénum fut celle de l'exclusion de Liri Gega des rangs du Comité Central pour sectarisme et aventurisme prononcés. Sans le moindre fondement, mais dans des desseins déterminés, les comploteurs imputèrent ces fautes uniquement à la ligne du Parti et définirent le sectarisme comme le principal danger menaçant le Parti Communiste d'Albanie ! Le Plénum décida que le Comité Central devait accroître sa composition de 7 nouveaux membres et de 11 nouveaux membres suppléants.

Le Plénum de Berat porta un rude coup à l'unité de la direction du Parti. La voie fut frayée à l'introduction dans le Parti de formes organisationnelles et de méthodes anti-léninistes, révisionnistes, propres à la direction yougoslave. Un terrain favorable fut créé pour une large intervention des révisionnistes yougoslaves dans les affaires intérieures du Parti et du pays.

Si le complot des titistes à Berat ne fut pas couronné de succès, c'est qu'il se heurta à la ferme résistance du camarade Enver Hoxha et des autres membres du Comité Central qui défendirent la ligne marxiste-léniniste du Parti. La direction yougoslave n'atteignit pas son principal objectif qui était de renverser le Secrétaire Général, car la majorité des membres du Plénum repoussa la demande des comploteurs d'évincer le camarade Enver Hoxha de cette fonction et exalta ses grands mérites en tant que fondateur du Parti Communiste d'Albanie et dirigeant du Parti et de la Lutte de Libération Nationale. Néanmoins, ce complot constituait la première tentative en vue de miner les fondations du parti marxiste-léniniste albanais, il créait un grand danger pour l'indépendance de l'Albanie et la révolution populaire.

Pendant que le II^e Plénum du CC du PCA menait ses travaux à Berat, l'Armée de Libération Nationale achevait de chasser l'occupant nazi du sol d'Albanie. Poursuivant pied à pied l'ennemi et le détruisant, elle libérait le 29 novembre, la dernière ville, Shkodër. L'Albanie entière était ainsi libérée. Dans tout le pays, le Pouvoir de démocratie populaire était maintenant instauré. **Le 29 novembre 1944 marque la libération totale du pays et la victoire de la révolution populaire.**

Aussitôt après la libération de l'Albanie, par décision du CC du PCA et sur l'ordre du Commandant suprême, Enver Hoxha, deux divisions de l'Armée de Libération Nationale Albanaise (la V^e et la VI^e) continuèrent de poursuivre les troupes hitlériennes en Yougoslavie. Partisans albanais et yougoslaves, combattant côte à côte contre les hordes nazies, libérèrent en décembre 1944 et en janvier-février 1945 le Monténégro, le Sandjak et la Bosnie méridionale. Par leur attitude foncièrement internationaliste, leur éducation communiste et leur héroïsme sans pareil au combat, les partisans albanais se gagnèrent en Yougoslavie les cœurs et le profond respect tant des populations albanaises que de celles de la

Macédoine, du Monténégro et du Sandjak. Des centaines de combattants de l'Armée de Libération Nationale Albanaise tombèrent au combat pour la libération des peuples de Yougoslavie.

10. LE BILAN DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE ET LES RAISONS DE LA VICTOIRE

La Lutte de Libération Nationale contre les occupants italiens et allemands et les traîtres, qui se poursuivit pendant plus de cinq ans et demi, est la lutte la plus sanglante et la plus courageuse qu'aient jamais menée les Albanais au long de leur histoire.

Le peuple albanais, qui n'avait alors qu'un million d'hommes, obligea les Italiens et les Allemands à engager sur son sol 15 divisions, et mit hors de combat 70.000 ennemis, tués, blessés, ou prisonniers. Membre des plus actifs de la coalition antifasciste mondiale, l'Albanie, compte tenu de son étendue et de sa population, fournit une remarquable contribution à la victoire historique sur le fascisme. Le fardeau qu'elle dut porter fut des plus lourds. Son territoire, de 28.000 km², fut foulé durant la Seconde Guerre mondiale par quelque 700.000 soldats fascistes, ce qui causa des dommages et des dévastations extrêmement graves. L'Albanie se range parmi les pays les plus éprouvés en hommes et surtout en biens matériels et culturels au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Les héroïques efforts du peuple albanais, le sang qu'il versa et les lourdes pertes qu'il subit dans sa lutte furent couronnés par sa victoire finale sur les ennemis extérieurs et intérieurs.

Le 29 novembre 1944, avec la libération totale du pays et le triomphe de la révolution populaire, prenait fin en Albanie la domination fasciste; en même temps, toute dépendance à l'égard des puissances impérialistes fut abolie, tout lien et rapport asservissant avec ces puissances fut supprimé; le peuple albanais conquit sa pleine indépendance nationale et renversa en même temps la domination politique des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. L'Albanie se détacha à jamais du système capitaliste mondial.

C'était là la plus grande victoire remportée par le peuple albanais tout au long de son histoire.

La Lutte de Libération Nationale demeura jusqu'au bout une révolution anti-impérialiste, démocratique. Toutefois, on vit aussi se développer en son sein des éléments de la révolution socialiste, tels que l'exclusion de la bourgeoisie du pouvoir politique, l'établissement de la direction indivisible du Parti Communiste dans le nouveau pouvoir, etc. C'était là la conséquence de l'aggravation continue de la lutte contre les principales classes exploiteuses du pays et de la fusion de cette lutte avec celle contre l'occupant, ce qui approfondit encore davantage le caractère révolutionnaire de la Lutte de Libération Nationale.

Le Parti Communiste n'incitait pas à l'aggravation de la lutte entre les classes à l'intérieur du pays; il ne lança pas de mots d'ordre appelant à la lutte contre les grands propriétaires terriens, les bayraktars et la bourgeoisie; il porta jusqu'au bout ses coups les plus rudes contre les occupants fascistes. Ce fut la trahison déclarée des classes exploiteuses qui provoqua l'exacerbation de la lutte de classes.

Les organisations politiques, qui représentaient les intérêts de ces classes, «Balli kombëtar», «Legaliteti», etc., furent détruites par l'Armée de Libération Nationale, pour l'unique raison qu'elles s'étaient mises au service de l'occupant fasciste. Par leur attitude ouvertement antinationale et antipopulaire, les anciennes classes dominantes s'interdirent tout droit à participer au pouvoir politique.

Le nouveau pouvoir politique instauré en Albanie, avant même la fin de la Lutte de Libération Nationale, se trouvait entièrement entre les mains des forces révolutionnaires démocratiques, avec pour seul dirigeant, le Parti Communiste. Ce Pouvoir ne constituait pas simplement une dictature

démocratique des forces révolutionnaires, mais un pouvoir qui contenait en soi le germe en rapide croissance de la dictature du prolétariat.

Avec la victoire historique dans la Lutte de Libération Nationale, la révolution n'était accomplie que dans le domaine politique. Les problèmes économiques et sociaux de la révolution anti-impérialiste démocratique restaient encore à résoudre après la guerre.

Les couches sociales qui furent les principales forces motrices de la Lutte de Libération Nationale étaient la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et moyenne. La petite et moyenne bourgeoisie des villes prit également part à la lutte.

La classe ouvrière joua un rôle dirigeant dans la Lutte de Libération Nationale. Ce rôle, elle le remplit par l'intermédiaire du Parti Communiste d'Albanie.

La classe ouvrière albanaise était encore peu nombreuse, éparse, non constituée comme prolétariat industriel, mais elle était la classe la plus progressiste, à laquelle appartenait l'avenir. Et, surtout, aucune autre classe dans le pays ne réussit à former un parti doté d'une solide organisation, d'une politique juste, édifiée sur des fondements scientifiques, comme le Parti que s'était créé la classe ouvrière.

Si le nombre des ouvriers dans les organes dirigeants de la Lutte de Libération Nationale, comme dans la composition du Parti, était réduit, la classe ouvrière n'en remplit pas moins son rôle dirigeant dans cette lutte. Le Parti Communiste d'Albanie éduqua ses membres, quoique issus pour une bonne part de la petite bourgeoisie et surtout des couches paysannes, dans un profond esprit prolétarien révolutionnaire, dans une absolue détermination de défendre les intérêts du prolétariat, du socialisme. Ces intérêts, dans les circonstances données, se fondaient pour ne faire qu'un avec ceux de la Lutte de Libération Nationale, avec les intérêts de tout le peuple albanaise et de la nation albanaise asservie.

La paysannerie devint la principale réserve et la principale force armée de la Lutte de Libération Nationale, le plus solide appui de la classe ouvrière et du Parti Communiste d'Albanie.

La paysannerie albanaise constituait l'immense majorité de la population. Elle était, certes, arriérée du point de vue économique et culturel, mais elle renfermait en son sein de grandes capacités révolutionnaires, acquises dans la lutte incessante pour la terre et la liberté, contre l'oppression et l'exploitation des grands propriétaires terriens, contre les commerçants usuriers, contre les régimes antipopulaires antérieurs et, surtout, contre les dominateurs étrangers. La paysannerie, plus que toute autre classe ou couche sociale en Albanie, possédait de saines traditions patriotiques de combat. Tenant compte de toutes ces données, le Parti Communiste fit une très juste appréciation du rôle décisif de la paysannerie dans la lutte :

«Dans les conditions de notre pays, — a dit le camarade Enver Hoxha, — la Lutte verrait triompher la classe qui aurait la paysannerie avec elle.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion solennelle tenue à l'occasion du 15^e anniversaire de la libération de la Patrie. Tirana, 1959, p. 9.)

Si la paysannerie accepta le programme et le rôle dirigeant du Parti Communiste, c'est qu'elle avait acquis la conviction par sa propre expérience que celui-ci était la seule organisation politique engagée dans une lutte résolue contre l'envahisseur, la seule qui traduisît ses paroles en actes et qui fût capable d'assurer la victoire sur l'occupant fasciste et les traîtres, et de réaliser les aspirations des paysans à la terre et à la liberté. Sous la conduite du Parti, elle fit preuve d'un patriotisme et d'un héroïsme élevés.

Durant toute la période de la Lutte de Libération Nationale, le Parti Communiste s'en tint au mot d'ordre de la mobilisation de toute la paysannerie, sans distinction de classe. Néanmoins, la

paysannerie riche, les notables des villages, en tant que classe, n'acceptèrent pas le programme et le rôle dirigeant du Parti Communiste. Ils se lièrent généralement aux organisations traîtres de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens, le «Balli kombë-tar» et le «Legaliteti», et devinrent leur appui dans les campagnes, espérant ainsi conserver leurs privilèges après la guerre.

Tout comme la paysannerie, **la petite et la moyenne bourgeoisie des villes participèrent à la Lutte de Libération Nationale, sans l'intermédiaire d'un parti politique quelconque qui les représentât.** Trop hétérogènes, économiquement impuissantes, et manquant surtout de résolution, de maturité et d'expérience de la lutte politique, elles ne créèrent ni ne pouvaient créer de véritable parti politique. Aussi, étaient-elles incapables de jouer un rôle dirigeant dans la Lutte de Libération Nationale. Elles adoptèrent le programme du Parti Communiste, car elles y virent l'expression de leurs revendications politiques immédiates.

La petite bourgeoisie, qui constituait l'immense majorité de la population citadine, quoique ne paraissant pas trop résolue ni disposée à se sacrifier, s'engagea presque tout entière dans la Lutte de Libération Nationale et y fit preuve d'un éminent patriotisme. La meilleure part de cette bourgeoisie se lia étroitement au Parti Communiste.

La moyenne bourgeoisie se montra très vacillante. Des tendances au compromis avec l'occupant se faisaient jour dans ses rangs. Toutefois, prise dans l'étau des lois de l'occupant, sujette à la pression du capital étranger et à l'influence du patriotisme traditionnel du peuple albanais, elle se prononça, dans sa majorité, contre la servitude et prit part à la lutte antifasciste, sans cependant s'y montrer particulièrement active. Seule une partie restreinte de cette classe se rallia aux occupants, en s'unissant au «Balli kombëtar» et au «Legaliteti».

Les intellectuels albanais, dont la plupart provenaient des couches supérieures et moyennes de la population, se montrèrent en général patriotes et antifascistes. Les plus progressistes d'entre eux se distinguèrent par leur patriotisme, leur résolution et leur profond esprit révolutionnaire, ils embrassèrent la ligne du Parti Communiste et luttèrent pour son application. Seuls un petit nombre d'intellectuels, pétris de l'idéologie bourgeoise fasciste, se rallièrent à l'occupant. Ils furent les idéologues du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti».

La force la plus vive de la Lutte de Libération Nationale était la jeunesse. Elle se tenait à la pointe de la lutte contre l'occupant et les traîtres dans les villes, dans les campagnes et dans les rangs de l'armée populaire.

L'écrasante majorité de la jeunesse se signala à la fois par un haut sentiment de patriotisme et par un esprit progressiste profondément révolutionnaire. Elle se lia étroitement au Parti Communiste et combattit avec ardeur pour les grandes idées du marxisme-léninisme.

La première à se jeter dans la lutte de libération fut la jeunesse scolaire et ouvrière des villes.

La jeunesse des écoles était principalement issue de la moyenne et petite bourgeoisie des villes. Militant aux côtés de la jeunesse ouvrière dans les rangs de la Jeunesse Communiste, elle apporta une importante contribution à la propagation de la ligne du Parti Communiste d'Albanie parmi les masses populaires. En même temps, c'est par son intermédiaire que le Parti exerçait son influence sur la petite et la moyenne bourgeoisie des villes.

Toutefois, la grosse masse de la jeunesse antifasciste était constituée par la jeunesse paysanne, qui, à l'exemple de la jeunesse citadine, se jeta dans la lutte avec une extrême ardeur et détermination révolutionnaires. Les jeunes paysans constituaient en effet la majorité des effectifs de l'Armée de Libération Nationale.

La femme albanaise était une grande force dans la lutte antifasciste. Sa participation y fut d'une importance encore jamais atteinte dans les luttes de libération antérieures. Les femmes albanaises embrassèrent la ligne du Parti Communiste et, aux côtés des hommes, luttèrent activement pour son application parce qu'elles y trouvèrent non seulement la voie sûre conduisant à la libération nationale et sociale du peuple, mais aussi le chemin menant à la conquête de leur égalité en droits avec les hommes, de leur affranchissement de toutes les chaînes du passé qui les avaient maintenues dans la servitude.

La grande victoire dans la Lutte de Libération Nationale fut remportée en premier lieu grâce à l'abnégation et à l'héroïsme extrême dont le peuple albanais fit preuve au combat. Jamais auparavant, il n'avait été si uni, si résolu et si sûr de la victoire, dans la lutte tant contre l'occupant italien et allemand que contre les traîtres. Jamais auparavant, il n'avait pris aussi profondément conscience des buts de son combat ni été aussi prêt à consentir tous les sacrifices et à endurer toutes les privations pour remporter la victoire.

La Lutte de Libération Nationale fit apparaître dans toute leur force les capacités créatrices des masses populaires dans la vie politique et militaire du pays. Dans le feu de batailles acharnées, se révélèrent leurs forces inépuisables et leurs grandes aptitudes. De la chair et du sang du peuple, des rangs des petites gens, des ouvriers, des paysans, des intellectuels patriotes surgirent de magnifiques combattants et dirigeants des masses, commandants et commissaires, membres des conseils et ministres. Ces hommes du peuple, souvent dépourvus d'une instruction suffisante, surpassèrent en capacité et en courage les généraux et les officiers instruits de l'ennemi, les politiciens professionnels de l'ancien régime des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

«Notre lutte de libération, — écrivait le camarade Enver Hoxha à la veille de la Libération, — a appelé le peuple à sa tête et c'est là, et uniquement là, que se trouve la raison de la victoire.» (Enver Hoxha, «Décisions historiques de la Ile Réunion du CALN», novembre 1944. Œuvres, T. II, p. 373.)

Par la lutte héroïque qu'il a menée, le peuple albanais a libéré en même temps sa Patrie et lui-même.

Certains facteurs jouèrent un rôle très important pour l'obtention de la victoire, telles les éclatantes traditions patriotiques et combattantes du peuple albanais, sa riche expérience acquise au cours des siècles dans ses combats pour la liberté et pour son indépendance, traditions et expérience qu'il renforça et développa plus avant dans cette Lutte de Libération Nationale décisive.

Le Parti Communiste d'Albanie fut l'inspirateur, l'organisateur et le guide de la Lutte de Libération Nationale, l'artisan de la victoire.

Dans ses luttes de libération antérieures, le peuple albanais n'était jamais parvenu à se doter d'une direction compacte et conséquente. C'était là une des principales raisons qui l'avaient empêché de conquérir auparavant sa liberté et sa pleine indépendance et qui avaient permis aux impérialistes, aux féodaux et à la bourgeoisie du pays de lui ravir les fruits de ses efforts. Toutefois, il avait tiré de ses luttes, de ses souffrances et de sa misère une grande leçon, à savoir que, sans une direction révolutionnaire, son sang versé et ses efforts ne pouvaient lui valoir une victoire définitive. Ce rêve, il le réalisa seulement avec la fondation du Parti Communiste d'Albanie, qu'il engendra, éleva et trempa dans la lutte. Issu du sein même du peuple albanais, ce parti marxiste-léniniste en a hérité d'éclatantes traditions patriotiques et une riche expérience de combat, il a su recueillir et développer plus avant ces traditions et cette expérience, leur conférer un profond contenu révolutionnaire et les traduire dans les faits pour assurer la liberté et l'indépendance nationale, la victoire de la révolution.

Le Parti Communiste élaborait et appliquait avec esprit de suite, détermination et courage révolutionnaire une juste politique basée sur les conditions objectives intérieures et extérieures et sur les principes

marxistes-léninistes fondamentaux, politique qui répondait directement aux pressantes exigences politiques, aux intérêts vitaux du peuple, de la Patrie et du socialisme.

C'est le Parti qui inculqua aux masses du peuple une si haute conscience des objectifs de la lutte et de la justesse de sa politique. C'est le Parti qui découvrit, développa et utilisa à l'avantage de la lutte contre le fascisme toutes les énergies et les capacités des masses populaires.

Les masses se persuadèrent par leur propre expérience que le Parti Communiste était le véritable défenseur de leurs intérêts et de ceux de la nation albanaise, un combattant dévoué et conséquent qui lutta pour l'indépendance nationale, la liberté, la démocratie et la terre.

Le Parti s'acquitta avec une rare maîtrise des trois tâches primordiales dont la réalisation devait conduire à la victoire : l'union des larges masses dans le Front de Libération Nationale ; l'organisation de l'insurrection générale, l'armement du peuple et la création de l'Armée régulière de Libération Nationale; l'abolition du pouvoir de l'occupant, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie, l'organisation et l'instauration du Pouvoir de démocratie populaire.

Le Parti assura au peuple albanais des alliés extérieurs, nombreux et puissants, et il l'éduqua dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, de l'amitié et de la fraternité avec tous les peuples qui luttaient contre le fascisme. Il pratiqua à l'égard des alliés extérieurs une politique juste, édifiée sur des principes révolutionnaires. Il enseigna au peuple à faire une distinction entre ces alliés et à rattacher sa lutte en premier lieu à la Grande Guerre Patriotique de l'Union Soviétique. Le Parti n'a jamais permis qu'un des alliés, quel qu'il fût, intervienne dans les affaires intérieures politiques et militaires du pays. Il déjoua le plan de la réaction impérialiste anglo-américaine qui tenta de faire obstacle à la victoire de la révolution et d'établir son propre contrôle sur l'Albanie. Tout en observant une attitude loyale à l'égard des alliés et en appréciant à leur juste valeur l'aide et les appuis extérieurs, le Parti n'a jamais attendu que le peuple albanais se voit offrir par d'autres sa liberté. Il a appliqué avec fermeté le principe qui consiste à compter sur ses propres forces et a appris au peuple à bien comprendre que la liberté ne se reçoit pas en cadeau, mais qu'elle se conquiert au prix du sang versé, de beaucoup d'épreuves et de sacrifices.

Le Parti Communiste d'Albanie est né, a grandi et a fait ses preuves en tant que dirigeant d'une capacité et d'une autorité sans pareilles dans la lutte révolutionnaire contre les occupants et les traîtres. Il n'a pas attendu d'avoir d'abord appris la théorie marxiste-léniniste pour se jeter dans la lutte. Cette théorie, il l'a à la fois apprise et appliquée fidèlement et de façon créatrice dans le feu de la lutte, dans les situations les plus complexes.

Le facteur extérieur décisif de la victoire historique du peuple albanais a été la Grande Guerre Patriotique de l'Union Soviétique et sa grande victoire contre le fascisme. L'Armée Rouge dans son avance foudroyante ne poussa pas jusqu'en Albanie, et pourtant le peuple albanais considère l'Union Soviétique comme la libératrice de l'Albanie. L'Union Soviétique, sous la conduite de J.V. Staline, a porté sur ses épaules le fardeau le plus lourd de la Seconde Guerre mondiale et joué le rôle principal pour la destruction du fascisme. Les grandes victoires de l'Armée Rouge sur l'Allemagne hitlérienne créèrent les conditions propices pour que le peuple albanais se dresse tout entier et assure par sa propre lutte héroïque sa pleine indépendance nationale et l'instauration du Pouvoir populaire dans son pays.

CHAPITRE III - LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE EN LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE (Décembre 1944-1948)

1. DEFENSE ET CONSOLIDATION DU POUVOIR DEMOCRATIQUE POPULAIRE

Le Pouvoir populaire instauré en Albanie et la direction sans partage de ce Pouvoir par le Parti Communiste offraient toutes les conditions politiques nécessaires pour que la révolution démocratique populaire anti-impérialiste fût également menée jusqu'au bout dans les domaines économique, social et culturel. Ces conditions permettaient aussi le développement continu de cette révolution et son passage immédiat à l'étape de la révolution socialiste, à des transformations économiques et sociales de caractère socialiste.

Seul l'acheminement sur cette voie devait assurer la sauvegarde des conquêtes réalisées dans la Lutte de Libération Nationale, guérir les blessures de la guerre et combler le retard hérité du passé, affranchir à jamais les travailleurs de l'exploitation et de la pauvreté et créer les conditions requises pour un prompt essor de l'économie et de la culture.

Les tâches qui se posaient au Parti pour développer plus avant la révolution populaire étaient déterminées par la situation intérieure et internationale créée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Modification radicale du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme

Au moment où l'Albanie fut libérée de l'occupant, la Seconde Guerre mondiale n'était pas encore terminée. Celle-ci prit fin avec la capitulation sans conditions de l'Allemagne hitlérienne, le 9 mai 1945, et du Japon militariste, le 2 septembre 1945.

Le visage du monde subit de grandes transformations. L'Union Soviétique avait éprouvé des pertes humaines et matérielles plus lourdes que celles de tout autre pays. Elle sortait cependant de cette guerre politiquement et militairement plus puissante. Son autorité et son prestige international avaient considérablement grandi.

Le système capitaliste, profondément ébranlé, était affaibli. La seconde étape de la crise générale du capitalisme, qui avait commencé avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, prit de vastes proportions. Cette crise se manifestait principalement par la victoire d'une série de révolutions qui avaient enfoncé le front impérialiste en de nombreux points d'Europe et d'Asie.

Dans plusieurs pays de ces deux continents, la victoire de la révolution porta au pouvoir de nouveaux régimes populaires démocratiques. Le nouveau pouvoir, démocratique, qui fut instauré dans ces pays réalisa une foule de transformations d'ordre politique, économique et social, qui posèrent les jalons pour leur passage sur la voie du développement socialiste. En Chine, la Révolution Populaire connaissait un nouvel essor.

La rupture de ces pays avec le système capitaliste était un résultat très important de la Seconde Guerre mondiale, un résultat qui modifiait radicalement le rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme. C'était là le trait fondamental de la nouvelle situation internationale au lendemain de la guerre.

Le caractère de libération de la lutte antifasciste des peuples, le rôle décisif qu'y joua l'Union Soviétique et le fait qu'un groupe de pays s'étaient détachés du système capitaliste donnèrent un

vigoureux élan au mouvement de libération nationale et anticolonial. La domination des puissances impérialistes dans les colonies et les pays dépendants commença à décliner. Le processus de désagrégation du système colonial de l'impérialisme embrassa de vastes zones du globe. En Asie et en Afrique, nombre de nouveaux Etats se constituaient.

Dans les pays qui demeuraient encore sous des régimes coloniaux ou dépendants, on vit grandir le mouvement de libération tendant à secouer le joug impérialiste.

Le processus de décomposition du système colonial était une importante manifestation de la seconde étape de la crise générale du capitalisme. En conséquence, l'importance du mouvement de libération nationale des peuples coloniaux et opprimés, en tant que réserve directe de la révolution socialiste mondiale, s'accrut considérablement.

Le nouveau rapport des forces sociales et politiques dans le monde inaugura une nouvelle étape du mouvement révolutionnaire, créa des conditions plus favorables pour le triomphe du socialisme à l'échelle mondiale.

La fin de la guerre s'accompagnait aussi d'une modification du rapport des forces entre les principaux pays capitalistes eux-mêmes. L'inégalité de leur développement économique et politique s'accrut encore davantage, entraînant par là une rupture d'équilibre à l'intérieur du système capitaliste mondial.

Au lendemain de la guerre, l'Allemagne, le Japon et l'Italie furent temporairement écartés des marchés mondiaux. Leur économie était lourdement éprouvée et désorganisée. La France n'était plus en mesure de jouer son ancien rôle de grande puissance impérialiste. L'Empire britannique, sous les coups de la lutte de libération des peuples coloniaux, commença à se disloquer, et la puissance de l'impérialisme anglais déclina.

Seuls les Etats-Unis sortaient de la guerre renforcés. Le notable accroissement de leur potentiel économique et militaire en faisait maintenant le centre principal du monde capitaliste.

Les puissances impérialistes ne s'accommodaient pas de la croissance des forces socialistes et démocratiques dans le monde ni de l'essor du mouvement de libération anticolonial. Entre les forces impérialistes et réactionnaires d'une part, et les forces socialistes et démocratiques de l'autre, s'engagea une âpre lutte.

C'est ainsi qu'à la fin du conflit les contradictions au sein de la coalition antifasciste quant aux buts et au caractère de la guerre s'accrochèrent, pour ne cesser ensuite de s'aggraver. Les antagonismes entre les deux systèmes sociaux mondiaux s'exacerbèrent. Deux camps s'étaient ainsi formés dans le monde: le camp démocratique, anti-impérialiste, et le camp impérialiste, antidémocratique, l'un et l'autre ayant des buts et des objectifs diamétralement opposés.

Le camp démocratique comprenait l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. Il avait à sa tête l'Union Soviétique et était soutenu par tout le mouvement ouvrier et démocratique international, par l'humanité progressiste qui luttait pour défendre la démocratie, la liberté et l'indépendance des peuples. Son but était d'assurer la paix dans le monde, l'indépendance des peuples, la démocratie et la marche vers le socialisme. Cet objectif ne pouvait être atteint qu'à travers la lutte contre l'impérialisme.

Le camp impérialiste avait pour force dirigeante les Etats-Unis. Il s'appuyait sur les classes réactionnaires et en premier lieu sur toutes les forces antidémocratiques dans les pays capitalistes. Le but de ce camp était de sauver le vieux système capitaliste, d'étouffer les mouvements révolutionnaires ouvriers et de libération nationale, de restaurer le régime capitaliste dans les pays de démocratie populaire. Mettant à profit leur grande puissance économique et militaire, les impérialistes américains visaient à établir leur domination sur le monde. Pour parvenir à leurs fins, les impérialistes, Etats-Unis en tête, déclenchèrent une furieuse campagne hostile contre l'Union Soviétique et toutes les forces

socialistes, éprises de liberté et de paix. La réaction internationale intervint directement en Grèce par les armes pour y noyer dans le sang le mouvement démocratique populaire. Elle frappa durement le mouvement démocratique des travailleurs en France, en Italie et dans d'autres pays. Des tendances à la fascisation de la vie politique se firent jour dans les pays impérialistes.

Afin de réaliser son plan stratégique, le camp impérialiste, et en premier lieu les Etats-Unis, se mit à pratiquer une politique ouvertement agressive, à militariser encore davantage son économie et à se préparer ainsi pour une nouvelle guerre mondiale. Cette politique et les mesures correspondantes touchèrent tous les principaux secteurs: économique et militaire, ainsi que le front idéologique. Elle se manifesta particulièrement par la «doctrine Truman» et le «plan Marshall».

Les impérialistes américains établirent d'importants contingents de forces armées sur le territoire de nombreux pays étrangers et y créèrent des bases militaires afin de s'en servir dans une guerre d'agression contre l'URSS et les pays de démocratie populaire, contre le mouvement de libération des peuples coloniaux. Ils utilisèrent leur monopole temporaire de l'arme atomique comme un moyen pour effrayer les peuples.

La politique agressive des Etats-Unis visant à la domination mondiale s'accompagna, dans le domaine idéologique, d'une lutte acharnée, axée sur l'anticommunisme. Sous le couvert de la menace que l'Union Soviétique et le communisme constituaient prétendument pour le monde dit libre, la propagande impérialiste cherchait à contenir et à étouffer les idées socialistes qui s'étaient répandues et se répandaient largement parmi les masses travailleuses du monde entier.

Difficultés de gouvernement du pays

L'expulsion de l'occupant et l'instauration du Pouvoir populaire assignaient au Parti Communiste d'Albanie la charge de gouverner le pays, une charge non moins lourde que celle de la conduite de la Lutte de Libération. Le Parti avait la conviction inébranlable de pouvoir s'acquitter avec succès de cette tâche. Sa confiance se fondait : sur l'expérience qu'il avait déjà acquise dans la Lutte de Libération Nationale, sur sa détermination à mener la révolution jusqu'au bout, sur le puissant appui apporté à sa ligne politique par les masses populaires et sur le grand enthousiasme révolutionnaire qui s'était emparé de ces masses.

Mais, sur cette voie, il lui fallait surmonter de multiples difficultés.

La Libération trouvait le pays dans une situation lamentable. La guerre avait causé à l'Albanie des dommages immenses. L'économie était ébranlée dans ses fondements. L'ennemi avait fait sauter tous les ponts. Les routes, les ports et le réseau téléphonique étaient détruits. L'énergie électrique faisait défaut, les mines étaient inutilisables.

Même les quelques fabriques qui avaient échappé à la destruction ne fonctionnaient pas par suite du manque de matières premières. Le chômage sévissait partout.

L'agriculture également était dans une situation très difficile. Une grande partie des terres étaient restées en friche. Un tiers du cheptel, surtout les bêtes de travail, avait été anéanti.

Le commerce était paralysé par la misère et le manque de moyens de communication. Les caisses de l'Etat étaient vides. L'or de la banque d'émission avait été pillé par les envahisseurs. L'inflation avait revêtu une ampleur sans précédent. La population se trouvait, au seuil de l'hiver, mal vêtue, sans abri et sans pain. Le péril de la disette et des épidémies planait sur tout le pays.

Cette situation était encore aggravée par la lutte que les forces de la réaction intérieure et extérieure livraient au Pouvoir populaire. Au lendemain de la Libération, les classes renversées et la bourgeoisie impérialiste étrangère conclurent une étroite alliance contre-révolutionnaire.

Les missions américaine et anglaise, qui demeurèrent en Albanie après la Libération sous prétexte de préparer la reconnaissance du nouveau gouvernement, se muèrent en centres d'espionnage, de complots et de sabotage. Elles s'employèrent à rallier toutes les forces de la réaction et à les jeter dans la lutte contre le Pouvoir populaire pour le renverser. Les classes qui venaient d'être elles-mêmes renversées, s'employèrent activement à organiser des complots et des révoltes armées. Dans cette lutte, elles avaient pour principal soutien armé les bandes de criminels de guerre hors-la-loi, qui s'étaient dispersés dans tout le pays, surtout dans les régions du Nord. Ces bandes cherchaient à créer une atmosphère d'incertitude, à effrayer les paysans et à empêcher l'établissement de l'ordre et de la tranquillité. Elles se livraient à des actions terroristes contre les communistes et les cadres actifs du Pouvoir populaire.

En janvier 1945, des débris des forces réactionnaires effectuèrent même un coup de main contre la localité de Koplík, mais ils furent écrasés en quelques heures. Durant les mois de janvier et de février, les bandes réactionnaires terrées dans les montagnes de Kelmend furent totalement anéanties.

Des représentants de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens organisèrent des groupes hostiles clandestins, tels les groupes «monarchiste», «social-démocrate», «démocrate-chrétien», qui étaient dirigés par les missions anglaise et américaine à Tirana. Les classes renversées organisèrent des actes de sabotage et des actions visant à porter atteinte à l'économie du pays. Dans leur lutte contre le Pouvoir, elles bénéficiaient aussi de l'appui d'éléments hostiles qui avaient pénétré dans les rangs du Front Démocratique.

Après la Libération, le peuple albanais s'attendait à bon droit à voir s'établir des relations normales d'Etat à Etat avec tous ses alliés de la Lutte de Libération Nationale. Or, les milieux dirigeants des Etats-Unis et d'Angleterre contrecarraient par tous les moyens l'établissement de semblables relations, faisaient pression sur le Pouvoir populaire et encourageaient les forces de la réaction intérieure dans leur lutte contre ce Pouvoir.

Les impérialistes américains et anglais tentèrent aussi d'organiser une intervention armée. En janvier 1945, ils demandèrent à accroître le personnel de leurs missions militaires à Tirana et à faire venir en Albanie, aux mois de mai-juin, de 1.500 à 1.700 officiers et techniciens de la «Military Liaison» (M.L.) qui devaient soi-disant assurer la distribution de «secours». Ces demandes furent fermement repoussées par le Gouvernement Démocratique d'Albanie.

Afin de préparer l'intervention armée contre l'Albanie, l'impérialisme eut aussi recours à la Grèce monarcho-fasciste. A l'instigation directe des Etats-Unis et de l'Angleterre, le gouvernement grec, au lendemain même de la Libération, lança une vaste campagne qui reprenait ses anciennes prétentions d'annexion de l'Albanie du Sud, organisa systématiquement des provocations à la frontière et se livra à des préparatifs multiples en vue d'une agression armée qui devait être accompagnée d'un débarquement de forces britanniques. Face à ce nouveau danger qui menaçait le pays, le peuple albanais serra encore plus étroitement les rangs autour du Parti, se montrant prêt à défendre à n'importe quel prix l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Patrie.

La sauvegarde et la consolidation du Pouvoir populaire — problème central

Dans ces circonstances, le maillon essentiel de toutes les tâches qui se posaient au Parti était la sauvegarde et la consolidation du Pouvoir populaire. Le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie donna la directive suivante :

«Après chaque guerre ou révolution, la question la plus importante et la plus ardue est celle de la prise et du maintien du pouvoir. Pour nous, et pour notre Parti également, la question capitale est celle du pouvoir : c'est notre problème central. Aussi notre objectif essentiel aujourd'hui est-il... de le consolider et de marcher avec lui de victoire en victoire, de réforme en réforme.» (Circulaire du Comité Central du PCA, décembre 1944. ACP.)

Pour atteindre cet objectif, le renforcement de la base politique du pouvoir des conseils de libération nationale, en tant qu'organes du nouveau Pouvoir d'Etat, revêtait une importance particulière. Pour devenir des organes tout-puissants de gouvernement du peuple par lui-même, les conseils devaient absolument s'activer, réorganiser leur travail, acquérir une pleine capacité, devenir «le moteur de tout progrès dans les domaines politique, économique et social». C'est à cette fin que servirent les élections aux organes locaux du Pouvoir qui eurent lieu en mai 1945 dans tout le pays.

Au cours de la campagne électorale, le Parti mena un vaste travail politique parmi les masses pour mieux leur expliquer le caractère populaire du nouveau Pouvoir et la nature des tâches qui lui incombaient. Il dénonça la propagande de la réaction sur l' «incapacité» du Pouvoir et les desseins de celle-ci de faire passer la direction des conseils aux mains de représentants «expérimentés» des classes renversées.

Des personnes éprouvées dans la lutte, résolues, dévouées aux intérêts du peuple et jouissant de sa confiance, furent élues aux organes locaux du Pouvoir.

En outre, le Parti organisa la mise en place, à partir de ses fondements, d'un nouvel appareil d'Etat, un appareil nouveau par le contenu comme par la forme. Des institutions économiques et sociales de même que des tribunaux populaires furent érigés sur des bases nouvelles, la police populaire fut créée, les organes de la Sûreté de l'Etat furent réorganisés et renforcés, etc.

Le Parti désigna pour le nouvel appareil d'Etat ses meilleurs cadres. Certes, ceux-ci manquaient d'expérience dans l'art de gouverner, mais ils étaient résolus à mener la révolution jusqu'au bout, à mettre fidèlement en application la ligne du Parti. Cet art, ils devaient l'apprendre dans le cours même de leur travail.

Le nouvel appareil d'Etat comprenait aussi des employés de l'ancienne administration, des gens politiquement attachés au Parti et au peuple, mais de culture, de pratique et de mentalité bourgeoises. Ils apportèrent leur concours au fonctionnement du nouvel appareil d'Etat, mais, en même temps, introduisirent, inconsciemment, dans la méthode et le style de travail du nouvel appareil, des éléments de la méthode et du style de travail de l'ancien appareil d'Etat. Cela exerça une certaine influence sur les cadres du Parti opérant dans les organes du Pouvoir et entraîna la propagation de formes d'organisation du travail incompatibles avec le caractère révolutionnaire du Pouvoir.

La plus grande force armée de la révolution et du Pouvoir était l'Armée de Libération Nationale. Les classes renversées et la réaction extérieure voyaient dans l'armée le principal obstacle à la réalisation de leurs desseins à l'encontre du Pouvoir populaire. Les ennemis cherchaient à la faire supprimer, en propageant l'idée que l'Albanie n'était soi-disant menacée d'aucun danger ; qu'en conséquence l'armée, qui constituait selon eux un lourd fardeau pour l'Etat et toute l'économie du pays, devait être démobilisée !

Le Parti considérait le maintien et le renforcement de l'armée comme une question vitale pour la révolution, comme une condition indispensable pour la défense du Pouvoir populaire, de la liberté et de l'indépendance du pays. Pour que l'armée pût s'acquitter de sa haute mission, le Parti Communiste d'Albanie demandait qu'elle se perfectionne, se modernise et devienne

«une armée modèle, une armée pourvue de toutes les qualités requises pour être digne... de défendre son peuple et son Pouvoir érigé au prix de tant de sacrifices et de sang versé.» (Enver Hoxha, Notre Armée de Libération Nationale, novembre 1944, Documents de l'Etat-major général et du Haut Commandement de l'ALNA. Tirana, 1966, p. 339.)

Tout sacrifice consenti par le peuple et l'Etat pour l'armée populaire était pleinement justifié.

Conformément aux instructions du Comité Central, l'armée s'astreignit à une préparation militaire systématique pour faire siens les principes de la guerre moderne. Des écoles et des cours réguliers furent ouverts en vue d'élever les capacités militaires et politiques des commandants et des commissaires. Le service militaire obligatoire fut institué.

Le Parti accompagna le travail de renforcement et de modernisation de l'armée d'un vaste travail politique dans tous les domaines. Il visait par là à former chez les combattants une haute conscience des tâches qui incombaient à l'armée populaire, à assurer leur dévouement à la cause de la révolution, à préserver et développer plus avant l'esprit de la Lutte de Libération Nationale. Le travail politique dans l'armée était d'autant plus indispensable que, dans ses rangs, aux côtés des anciens partisans, elle comptait surtout des recrues encore dépourvues de la trempe politique nécessaire.

Grâce aux mesures prises par le Parti, l'armée devint le sûr rempart du nouvel Etat de démocratie populaire.

Le nettoyage radical du pays des débris du fascisme et des traîtres était une tâche pressante. Le Parti fit de l'exécution de cette tâche une grande action politique, et mit en mouvement le peuple tout entier. Appuyés par les masses paysannes, les organes du Pouvoir et les unités de l'armée écrasèrent les principales bandes armées de la réaction. Les tribunaux révolutionnaires du peuple infligèrent un châtement mérité aux criminels de guerre. Les procès se convertirent en un grand acte d'accusation à l'échelle nationale contre la ligne de trahison suivie par les classes exploiteuses. Ils représentaient un rude coup porté non seulement à la réaction intérieure, mais aussi aux impérialistes qui l'appuyaient.

Le Front Démocratique d'Albanie

Les nouvelles tâches historiques qui se posaient devant le Parti ne pouvaient être menées à bien que si l'union des masses du peuple autour de lui, union réalisée dans la Lutte de Libération Nationale, était préservée et encore raffermie.

Dans les conditions nouvelles, le Parti Communiste d'Albanie lança le mot d'ordre de l'union nationale. Cette union devait englober, outre les larges masses populaires qui avaient participé activement à la Lutte de Libération Nationale, tous ceux qui s'étaient maintenus à l'écart de cette lutte ou qui avaient été trompés par les chefs réactionnaires, mais qui pouvaient maintenant apporter leur contribution à l'édification de la société nouvelle.

La vie avait montré que cette union ne pouvait être maintenue et renforcée que sur la base du Front créé dans la Lutte de Libération Nationale. Le Front de Libération Nationale avait pleinement justifié son existence en tant qu'organisation révolutionnaire qui avait réalisé l'union combattante des larges masses et joué un rôle décisif pour remporter la victoire sur les ennemis. Dans ce domaine, le Parti Communiste d'Albanie avait accumulé une précieuse expérience, qui l'aidait à développer plus avant la tradition de l'union directe des masses dans le Front et sous sa direction.

Le renforcement ultérieur du Front était la voie démocratique la plus appropriée pour réduire à néant les tentatives des ennemis intérieurs et extérieurs visant à créer en Albanie des partis «démocratiques» réactionnaires en vue de diviser le peuple et de lui ravir ses conquêtes.

Sous le mot d'ordre de l'union nationale, le Parti Communiste d'Albanie organisa le I^{er} Congrès du Front Démocratique qui fut tenu en août 1945. Le Congrès définit les tâches incombant au **Front Démocratique d'Albanie**, désormais ainsi appelé, et les mesures à prendre pour son renforcement ultérieur.

Le Front devait être le principal soutien du Pouvoir populaire dans la lutte pour la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance nationale, pour la reconstruction du pays, pour son développement économique, social et culturel sur la voie du socialisme. C'est à travers le Front que se réaliseraient la

mobilisation et l'éducation politique des larges masses populaires et que se renforcerait l'unité politique du peuple albanais autour du Parti Communiste d'Albanie.

Le Congrès du Front Démocratique, interprétant la volonté du peuple, demanda l'élection d'une Assemblée Constituante. L'Etat démocratique populaire ayant été fondé au Congrès de Permet, l'Assemblée devait, maintenant que le pays était totalement libéré, consacrer la forme du régime politique donné et proclamer la Constitution. Cette tâche avait été fixée dès la II^e Réunion du CALN au mois d'octobre 1944.

Le Congrès et les élections des nouveaux conseils du Front Démocratique stimulèrent les activités de cette organisation et élargirent son rôle dans la vie du pays.

Néanmoins, la ligne du Parti relative au Front fut altérée par l'attitude opportuniste de Sejfulla Malëshova et par l'ingérence de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie. Sous le couvert de la «lutte contre le sectarisme», le Front ouvrit aussi ses portes à des éléments hostiles. La réaction en profita pour introduire certains de ses émissaires dans le Front, pour le miner du dedans et mener, de ces positions occupées, la lutte contre le Pouvoir populaire. Mais la vigilance du Parti et des larges masses du peuple dressa une barrière insurmontable à l'activité hostile des éléments de la réaction à l'intérieur du Front, qui ne réussirent jamais à dénaturer le caractère révolutionnaire de cette organisation.

La force dirigeante du Front était la classe ouvrière, devant laquelle s'ouvrait maintenant la vaste perspective de grandir et de se transformer en une classe ouvrière industrielle dotée d'une haute conscience socialiste. Dès le mois de février 1945, elle avait aussi créé ses propres organisations, les Unions professionnelles (syndicats). Celles-ci étaient chargées par le Parti de jouer un rôle important pour l'éducation communiste des ouvriers et des employés, et de devenir «un solide pilier du Front Démocratique et du Pouvoir populaire». [*Instructions du CC du PCA sur le travail préparatoire pour le I^{er} Congrès des Unions professionnelles, 2 septembre 1945. Documents principaux du PTA, T. I, p. 254.*]

Comme auparavant, la base la plus large du Front Démocratique demeurait la paysannerie laborieuse, qui avait supporté le fardeau le plus lourd de la Lutte de Libération Nationale. L'instauration du Pouvoir populaire lui créait toutes les possibilités pour qu'elle réalise ses rêves séculaires: prendre possession de la terre et sortir de son état de misère et de régression.

L'Union de la Jeunesse Antifasciste Albanaise et l'Union des Femmes Antifascistes Albanaises, qui déployaient leur action au sein du Front Démocratique, étaient, en tant que puissants leviers du Parti, appelées à jouer un rôle particulier pour la mobilisation et l'éducation politique des masses.

La jeunesse albanaise, la partie la plus active et la plus révolutionnaire de la population, se devait d'être à la pointe de la nouvelle bataille pour la reconstruction et l'édification socialiste du pays. Appréciant le grand rôle qu'elle devait y jouer, le camarade Enver Hoxha s'adressait à la jeunesse, à son II^e Congrès, en ces termes :

«Le Gouvernement Démocratique, qui a placé ses espoirs en vous, est convaincu que vous serez toujours à l'avant-garde, que vous vous mettrez à la tâche comme vous vous êtes lancés dans la lutte, que vous étudierez et vous vous instruirez avec un grand zèle, pour votre bien et celui du peuple, que vous renforcerez et aiderez notre 'armée, rempart d'acier des intérêts du peuple, que vous défendrez le Pouvoir pour lequel vous avez versé tant de sang...» («Bashkimi», 17 avril 1945.)

Par sa participation et sa contribution à la Lutte, la femme albanaise avait montré qu'elle était un facteur important, indispensable, du développement de la vie politique et sociale du pays. Le premier pas vers son affranchissement, qui avait été fait au cours de la Lutte, devait servir de base à la pleine

émancipation de toutes les masses féminines, afin de faire d'elles une grande force pour l'édification de la société nouvelle. Le Parti demandait maintenant que l'égalité des droits de la femme et de l'homme, égalité proclamée à Berat déjà par le Gouvernement Démocratique, devînt une réalité. A cette fin, le Comité Central recommandait au Parti de mener un travail inlassable pour élever le niveau politique des femmes, pour leur faciliter l'accès à l'instruction et à la culture, pour éliminer le sectarisme dans leur admission au Parti et les hésitations à les promouvoir à des postes de direction. En particulier, la participation active des femmes à la vie économique du pays, et en premier lieu à la production, devait jouer un rôle important pour leur émancipation.

La politique étrangère

La consolidation du Pouvoir populaire à l'intérieur du pays requérait aussi le raffermissement de sa position internationale. Par la lutte qu'il avait menée, par la contribution qu'il avait apportée à la cause commune de la coalition antifasciste, le peuple albanais s'était acquis une place d'honneur au sein des peuples épris de progrès. L'Albanie ne pouvait plus maintenant être utilisée comme une monnaie d'échange ou un objet de marchandage par les grandes puissances impérialistes. Elle avait fait son entrée dans l'arène internationale en tant qu'Etat libre et souverain.

La politique extérieure du Gouvernement Démocratique avait pour fondements l'amitié avec l'Union Soviétique et les autres pays de démocratie populaire. Dans le même temps, le gouvernement proclama qu'il était pour des relations et une coopération amicales avec tous les pays qui respectaient la liberté et l'indépendance de l'Albanie et qui ne s'ingéraient pas dans ses affaires intérieures. De concert avec les autres pays du camp démocratique et anti-impérialiste, l'Albanie luttait pour l'établissement d'une paix durable, pour la dénonciation de la politique agressive et belliciste de l'impérialisme, pour l'amitié entre les peuples, pour leur liberté et leur indépendance.

Le Parti considérait l'amitié et l'étroite collaboration dans tous les domaines avec l'Union Soviétique et les autres pays de démocratie populaire comme un facteur extérieur très important pour assurer la liberté et l'indépendance nationale, pour raffermir la position internationale du nouvel Etat démocratique. Il appréciait en particulier l'appui politique et moral de l'Union Soviétique dans le domaine international et son aide économique comme un facteur extérieur essentiel pour la réalisation des tâches qui se posaient au Pouvoir populaire. Il attachait aussi, à l'époque, une grande importance à l'établissement de rapports d'amitié et de coopération avec la Yougoslavie nouvelle, aux peuples de laquelle le peuple albanais était lié par la lutte commune et le sang versé en commun contre les envahisseurs fascistes.

Le Parti Communiste d'Albanie suivait avec inquiétude le cours des événements en Grèce, où la réaction intérieure et internationale s'était lancée dans une furieuse attaque contre le Front de Libération Nationale grec, auquel le peuple albanais était attaché par la lutte menée en commun contre le fascisme. A l'égard des événements de Grèce, le Parti et le Gouvernement d'Albanie observèrent une attitude internationaliste, en prêtant aide et appui aux forces progressistes grecques dans leur juste combat pour tenir tête à la réaction et instaurer la démocratie.

Le Parti Communiste d'Albanie était pour l'établissement de relations d'Etat normales avec les pays capitalistes également, sur la base du respect de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage économique réciproque. C'est sur cette base que le Gouvernement Démocratique s'employa à normaliser ses rapports avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, et d'autres pays, mais il se heurta à la politique agressive des impérialistes américains et anglais.

Par suite de l'attitude perfide et hostile des Etats-Unis et de l'Angleterre, l'Albanie ne fut pas invitée à la Conférence de San Francisco où devait être fondée l'Organisation des Nations Unies. L'Albanie ne fut conviée ni à la Conférence de Londres ni à celle de Paris, où devaient être respectivement fixées les réparations dues par l'Italie et l'Allemagne. L'Albanie ne fut pas non plus invitée à participer aux

négociations du Traité de paix avec l'Italie. Dans toutes ces assemblées, elle aurait dû occuper la place qui lui revenait, la place qu'elle avait conquise au prix de tant de sang versé.

Les Etats-Unis et l'Angleterre menaçaient l'indépendance et la souveraineté du pays. Ces deux puissances tentèrent de présenter calomnieusement la petite Albanie nouvelle comme un pays qui troublait la paix et la sécurité dans les Balkans. Mais tous les efforts de l'impérialisme américain et anglais pour miner la position internationale du nouvel Etat albanais demeurèrent vains.

Le peuple albanais conduit par le Parti tint tête avec fermeté aux pressions impérialistes. Par la défense courageuse de son indépendance, de ses droits légitimes, de la voie qu'il avait embrassée et par sa participation au camp démocratique et anti-impérialiste, le peuple albanais devint un combattant indomptable de la démocratie et de la paix, et consolida la position internationale de l'Albanie nouvelle.

2. MOBILISATION DES MASSES POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS. PREMIERES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

L'Albanie était dévastée par la guerre. Dans ces circonstances, l'un des problèmes les plus pressants était celui de la reconstruction et de la normalisation de l'ensemble de la vie économique et culturelle du pays.

Ce problème ne pouvait être résolu sans de grands moyens matériels et financiers. Au Parti Communiste d'Albanie se posait la question de savoir où ces moyens pourraient être trouvés.

L'appui sur les forces intérieures

Les impérialistes américains et anglais cherchèrent à exploiter à leurs fins la situation économique difficile de l'Albanie et s'empressèrent de lui offrir leur «aide». Le Parti Communiste d'Albanie repoussa catégoriquement cette «aide» asservissante et s'appuya essentiellement, pour la construction du pays, sur les forces intérieures de celui-ci ainsi que sur le soutien fraternel que lui apporteraient l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire.

Le Parti fit du problème de la reconstruction et du développement économique et culturel du pays l'affaire du peuple tout entier. Ouvriers, paysans, intellectuels, masses féminines y compris, organisèrent partout des équipes, détachements, bataillons et brigades de travail bénévole. Un extraordinaire enthousiasme au travail gagna tout le pays. Pour venir en aide aux sinistrés de la guerre, les gens réduisaient leur propre quantité de nourriture, offraient argent, céréales, vêtements, et tout ce qui pouvait contribuer à soulager les souffrances des plus durement éprouvés. Le Gouvernement, grâce aussi aux secours en blé de l'Union Soviétique, assura l'approvisionnement en pain de la population.

Dans des conditions extrêmement difficiles et en dépit d'une grande pénurie de moyens techniques et de cadres, la population travailla avec abnégation à reconstruire avant tout les routes et les ponts détruits et à rétablir rapidement les communications.

En 1945, grâce aux efforts des ouvriers, une partie des fabriques, des centrales électriques et des mines furent remises en service. Le Parti mobilisa la paysannerie pour la culture des terres arables et la reconstruction des maisons incendiées, travaux qui furent menés à bien avec l'important concours de l'Etat. Les établissements d'enseignement et culturels commencèrent leur activité ; de nouvelles écoles, surtout dans les villages, furent ouvertes. En particulier, une grande campagne fut entreprise en vue d'éliminer parmi les adultes l'analphabétisme, cette très lourde plaie du passé. Les anciens instituteurs et des milliers de jeunes enseignants, préparés par des cours spécialement institués à cet effet, furent engagés dans cette campagne d'alphabétisation.

Dans l'œuvre de reconstruction, la pénurie de cadres techniques dans les diverses professions se fit notablement sentir. Afin de combler rapidement cette lacune, des cours furent ouverts pour former des techniciens et élever la qualification des ouvriers.

Ce fut la jeunesse qui assumait la plus lourde charge de l'œuvre de reconstruction. Jeunes gens et jeunes filles des villes et des campagnes furent les premiers à grossir les rangs des brigades volontaires de travail. Ils étaient à l'avant-garde des actions pour la reconstruction des routes, des ponts et des maisons incendiées, à la pointe de la lutte pour la diffusion de l'enseignement et de la culture.

Les gros bénéfices qu'ils avaient réalisés durant la guerre avaient permis aux capitalistes d'accumuler des capitaux considérables, surtout en or et en stocks de marchandises. Dans ces circonstances, le Gouvernement trouva à la fois judicieux et nécessaire de transférer une bonne partie de ces bénéfices à l'Etat en vue de les utiliser pour les besoins du peuple et de la reconstruction du pays. Une loi promulguée à cet effet, en janvier 1945, frappait les bénéfices de guerre d'un impôt extraordinaire progressif. La loi prévoyait également que tous les assujettis qui se déroberaient à cet impôt verraient leurs biens confisqués sans indemnité. Ainsi cette loi était également dirigée contre la puissance économique des capitalistes.

Des commissions, chargées de déterminer les bénéfices réalisés et le taux de l'impôt, furent créées dans toutes les régions. Composées de représentants du Pouvoir, de l'armée et des organisations de masses, elles furent organisées et elles œuvraient sous la conduite directe des organisations du Parti.

Commerçants, fabricants, toutes les personnes frappées par cet impôt, mirent tout en œuvre pour s'y dérober. Ils cachèrent leur or et leurs marchandises, cherchant à présenter cette mesure comme une «spoliation du peuple» et usant de tous les moyens pour préserver leur fortune créée aux dépens des travailleurs.

Le Comité Central recommanda aux organisations du Parti de ne faire aucune concession et de lutter avec ténacité pour une stricte application de la loi. Toute concession en ce domaine eût nui au prestige du Pouvoir.

Les commissions, appuyées par les masses, contraignirent les commerçants et tous les autres capitalistes à payer l'impôt prévu par la loi. En 1945, les rentrées provenant de l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre représentèrent plus de la moitié des recettes totales du budget de l'Etat.

Les capitalistes qui ne s'acquittèrent pas de l'impôt dont ils étaient frappés virent leur fortune confisquée. Ainsi l'Etat accumula entre ses mains une grande quantité de marchandises diverses. Sur cette base, furent mis sur pied des magasins d'Etat. L'ouverture de ces magasins marqua la naissance du secteur socialiste d'Etat dans le commerce.

En même temps que la loi instituant l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre, une série d'autres mesures révolutionnaires furent adoptées. Une loi prescrivit la réquisition des denrées alimentaires et des matériaux nécessaires pour la reconstruction. Des commissions spéciales, aidées dans leurs fonctions par les larges masses populaires, furent créées afin de découvrir les accapareurs. Au libre jeu des prix fut substitué le système de leur fixation. On organisa une forme de contrôle des prix par le peuple même, et une lutte rigoureuse fut menée contre la spéculation et le marché noir. Le stockage des céréales à des fins de revente par les commerçants privés fut interdit. Le monopole de l'Etat fut institué sur le stockage et la vente des grains. Il fut fixé des prix unifiés sur la base desquels l'Etat assurait l'achat et la vente de ces denrées. L'inflation laissée par l'occupant fut atténuée grâce à l'oblitération des anciens billets de banque et un contrôle fut ainsi établi sur l'ancien papier-monnaie en circulation. Ces mesures furent renforcées par l'établissement du contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur, qui devait devenir plus tard un monopole d'Etat.

Ainsi le problème financier fut résolu pour un temps à l'avantage du redressement du pays, la vie économique se normalisa, cependant que s'affaiblissaient les positions économiques de la bourgeoisie.

Création du secteur socialiste de l'économie

Le nouveau pouvoir politique instauré en Albanie en tant que Pouvoir populaire révolutionnaire ne pouvait se maintenir sur l'ancienne base économique et sociale. Il lui était impossible, sur ces fondements, de s'acquitter avec succès des tâches de la reconstruction et encore moins de celles que posait le développement ultérieur de la révolution.

Il importait en premier lieu d'éliminer d'Albanie le capital étranger qui détenait des positions clés dans les finances, l'industrie et les mines. Les classes exploiteuses, elles aussi, conservaient encore de solides positions économiques, elles avaient encore en main les principaux moyens de production. A partir de là, elles s'efforçaient de miner l'œuvre de reconstruction, de désorganiser la vie économique et de susciter la méfiance à l'égard du Pouvoir populaire. Commerçants et entrepreneurs albanais et étrangers n'écoulaient pas leurs marchandises sur le marché, provoquant ainsi la hausse des prix et une intensification du marché noir, ils fermaient les portes des fabriques et des ateliers, laissaient les ouvriers sans travail, se livraient à des spéculations surtout sur les grains. Ces pratiques engendraient des perturbations dans la vie économique et des conditions difficiles pour les travailleurs. Dans ces circonstances, l'anéantissement de l'ancienne base économique devenait encore plus nécessaire.

Une solution radicale de ce problème requérait à tout prix de profondes transformations économiques et sociales et l'édification d'une base nouvelle, socialiste, de l'économie.

Après la Libération, les transformations économiques et sociales les plus pressantes étaient, certes, celles de caractère démocratique, anti-impérialiste et antiféodal. Leur accomplissement était un prolongement inévitable et logique de la révolution populaire et permettrait de la conduire jusqu'au bout.

Cependant, dans les nouvelles conditions politiques créées, alors que le Pouvoir avait commencé à exercer les fonctions de la dictature du prolétariat, le Parti ne pouvait attendre et il n'attendit pas que toutes les tâches démocratiques fussent menées à bonne fin pour se mettre ensuite à réaliser celles de caractère socialiste. Le rapport des forces de classes en Albanie permettait que le prompt accomplissement des transformations démocratiques s'accompagnât aussitôt de la réalisation de transformations de caractère socialiste.

De ces transformations, la plus importante et la plus décisive était la socialisation des principaux moyens de production à travers leur nationalisation.

Le contrôle de l'Etat sur la production et la répartition, établi dès le mois de décembre 1944, servit de premier pas, de mesure préliminaire, à la nationalisation des principaux moyens de production. Ce contrôle représentait en même temps une forme du contrôle ouvrier. Il englobait les entreprises du capital national et étranger dont les activités affectaient toute l'économie populaire.

Ce contrôle s'exerçait par l'intermédiaire de commissaires désignés par l'Etat.

Les ouvriers, aidés par les organes du Parti et les commissaires, participèrent activement à l'organisation de la production et à la direction des entreprises. Ils eurent ainsi la possibilité d'éprouver leurs forces et d'acquérir les aptitudes nécessaires pour diriger la production. Le contrôle ouvrier permit de bien faire connaître les capacités productives des entreprises, les sources et les réserves de matières premières, de matériaux et de combustibles. En exerçant ce contrôle, la classe ouvrière se prépara à prendre en main les entreprises et à en assumer la gestion après leur nationalisation.

En décembre 1944, les mines et autres biens des émigrés politiques furent nationalisés. Un mois plus tard, une loi décidait la confiscation des biens des ressortissants italiens et allemands en Albanie. Aux termes de cette loi, la Banque Nationale, les autres banques et les biens de 111 sociétés par actions, propriété de capitalistes étrangers, passaient, sans indemnité, aux mains de l'Etat albanais et devenaient le patrimoine commun du peuple albanais. En avril 1945, tous les moyens de transport appartenant à des propriétaires privés furent réquisitionnés contre une indemnité fixée.

Ces nationalisations furent d'une grande portée. Elles eurent pour effet de faire passer les positions clés de l'économie aux mains de l'Etat, de les mettre au service des masses travailleuses. La suppression des positions économiques du capital étranger mit fin à la dépendance économique du pays vis-à-vis des puissances impérialistes, consolidant encore davantage l'indépendance politique du pays.

Du point de vue de la forme, les nationalisations de 1945 étaient des mesures d'un caractère général démocratique. Mais, par leur contenu économique et social, ces nationalisations représentaient des transformations qui allaient au-delà de mesures de cette nature. Les nationalisations se firent dans l'intérêt des masses travailleuses et les moyens nationalisés furent mis entièrement et directement à leur service. Aussi étaient-elles, quant au fond, une socialisation des principaux moyens de production et avaient-elles un caractère socialiste. C'est sur cette base que vit le jour le secteur socialiste d'Etat dans l'économie populaire.

Les Unions professionnelles avaient à remplir un rôle particulier pour entraîner le plus possible les masses travailleuses dans l'œuvre de reconstruction, dans la vie politique, sociale et étatique. Sous la conduite du Parti, ces Unions devenaient un important facteur pour la réalisation des tâches qui se posaient au Pouvoir populaire. Elles firent de gros efforts tendant surtout à accroître la production et les rendements, à améliorer la situation et les conditions de travail des ouvriers, et à approfondir aussi leur éducation professionnelle et politique.

En juillet 1945, les premières coopératives de consommation destinées à être au service des ouvriers et des employés étaient créées dans les villes. C'étaient les premières organisations économiques de masses. Dans les conditions où la part du secteur d'Etat dans le commerce était encore fort réduite, elles jouaient un rôle important pour l'approvisionnement régulier des travailleurs des villes, pour la lutte contre la spéculation et le marché noir. En même temps qu'il créait les coopératives de consommation, le Parti menait, parmi les artisans, un grand travail d'éclaircissement et de persuasion pour promouvoir leur coopération.

La création des secteurs socialistes de l'économie s'accompagna d'importantes mesures en faveur des ouvriers et des employés. La journée de travail de huit heures fut instituée. On instaura le principe à travail égal salaire égal, sans égard à l'âge ou au sexe, ainsi que le droit au congé payé de 15 jours par an. Le chômage fut virtuellement supprimé.

Ces conquêtes révolutionnaires améliorèrent dans une certaine mesure les conditions de vie des travailleurs et raffermirent le terrain pour de nouvelles victoires dans le développement économique et social, sur des bases socialistes, du pays.

Pour l'abolition des anciens rapports agraires

Dans le domaine de l'agriculture, le problème le plus aigu et le plus urgent à résoudre était celui de l'abolition des anciens rapports agraires. Le règlement de ce problème impliquait la solution radicale des contradictions antagonistes opposant la paysannerie travailleuse et les grands propriétaires fonciers, autrement dit la plus importante transformation démocratique non encore accomplie. C'était là le principal champ d'action où devait se renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Et le Parti, dans sa politique relative à la campagne, consacra un soin particulier à la réalisation de cette tâche.

Une loi promulguée en janvier 1945 annulait tous les anciens loyers de fonds ruraux demeurés impayés, fixait pour les années 1944-1945 une réduction des fermages pouvant atteindre 75%. Mais ce n'était là qu'une demi-mesure qui ne rencontra pas l'approbation unanime de la paysannerie pauvre. Aussi la loi ne fut-elle pas pleinement appliquée.

C'est à cette période également que l'ensemble du système d'irrigation privé fut nationalisé et remis en jouissance commune à la paysannerie. En vue d'alléger quelque peu la condition de la paysannerie et des masses citadines travailleuses, toutes les dettes à taux usuraire contractées jusqu'à la libération du pays furent annulées.

Toutefois le Parti Communiste d'Albanie ne perdait pas de vue qu'il ne s'agissait là que de mesures transitoires qui ne réglaient pas la question fondamentale — celle de la terre. Durant la Lutte de Libération Nationale déjà, il avait promis à la paysannerie qu'il se battrait pour le règlement de la question agraire et il avait pris les mesures préliminaires nécessaires. Au lendemain même de la Libération, le Parti lança le mot d'ordre «La terre à ceux qui la travaillent !» S'inspirant de ce mot d'ordre, la paysannerie réclamait instamment la mise en œuvre d'une réforme agraire profonde, révolutionnaire.

La loi sur la réforme agraire fut promulguée en août 1945. Aux termes de cette loi, les domaines de l'Etat, les propriétés des institutions religieuses et toutes les terres privées d'une superficie supérieure à l'étendue prévue, étaient expropriés et aliénés. La surface maximale laissée aux anciens propriétaires était fixée à 40 hectares s'il s'agissait d'une exploitation modèle dirigée par le propriétaire lui-même, à 20 hectares quand il cultivait ou gérait lui-même sa terre ; à 7 hectares quand il ne la cultivait pas lui-même, mais à condition qu'il s'engageât à le faire dans un délai ne dépassant pas deux ans.

Dans les conditions concrètes de l'Albanie, où la superficie totale des terres cultivables était fort réduite, cette mesure de 20 à 40 hectares laissés aux propriétaires privés était excessive. Avec des fonds de cette étendue, nombre d'anciens grands propriétaires terriens conservaient encore leurs positions dans les campagnes, la puissance économique du paysan riche (koulak) n'était nullement atteinte, alors que, d'autre part, un grand nombre de paysans pauvres demeuraient dépourvus de terre. Ce défaut de la loi sur la réforme agraire était directement imputable à l'influence de Sejfulla Malëshova et à ses conceptions opportunistes, ainsi qu'à celles des représentants du Parti Communiste de Yougoslavie.

Les terres dépassant l'étendue fixée étaient expropriées sans indemnité. Elles furent remises gratuitement et à titre de propriété privée aux paysans ne possédant que peu de terre ou pas de terre du tout. Chaque chef de famille se voyait remettre jusqu'à 5 hectares de terre. L'aliénation et le louage du sol étaient interdits.

Une partie des terres expropriées ne fut pas répartie, mais devint propriété de l'Etat. C'est sur ces terres que furent créées des entreprises agricoles d'Etat, qui marquèrent la naissance du secteur socialiste d'Etat dans l'agriculture. En outre, les eaux et forêts et les richesses du sous-sol devinrent propriété commune du peuple.

Avant et après la promulgation de la loi sur la réforme agraire, le Parti accomplit, surtout parmi les communistes des campagnes et la paysannerie laborieuse, un grand travail d'explication sur les buts de cette réforme.

Il avertit les masses que la réaction userait de tous les moyens pour faire obstacle à l'application de la réforme agraire, pour éteindre l'enthousiasme des paysans et faire passer le Gouvernement Démocratique pour incapable. Le Comité Central prescrivait de considérer la réforme agraire comme une grande action politique qui devait non seulement donner la terre aux paysans, mais aussi les délivrer définitivement de l'oppression et de l'exploitation séculaires féodales et rallier encore davantage la paysannerie autour du Parti.

Afin d'assurer une juste et rapide application de la réforme agraire, le Parti créa les comités de paysans pauvres. Ceux-ci jouèrent un rôle important pour recenser avec précision les terres de l'Etat, celles des grands propriétaires terriens et des ennemis du peuple, et pour dresser la liste des familles paysannes ne possédant que peu ou pas de terre du tout. Ils aidèrent à bien répartir les terres expropriées et surtout à mobiliser la paysannerie laborieuse pour percer à jour et combattre l'activité hostile des grands propriétaires terriens et des autres forces réactionnaires, qui s'étaient dressés dès le début contre la réforme agraire. La création des comités de paysans pauvres et le grand travail qu'ils accomplirent pour l'application de cette réforme aidèrent notablement à élever la conscience politique de classe de la paysannerie pauvre.

3. CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE EN TANT QUE FORME DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Le vœu exprimé par le Congrès du Front Démocratique de voir convoquer une Assemblée Constituante prit corps dans la loi sur les élections à l'Assemblée, loi promulguée par le Conseil Antifasciste de Libération Nationale en septembre 1945.

Aux termes de cette loi, les élections, dont la date fut fixée au 2 décembre 1945, devaient être démocratiques et libres, faites au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. Le droit de vote était reconnu à tous les citoyens albanais, sans distinction de sexe, ayant atteint l'âge de 18 ans. Les combattants de l'Armée de Libération Nationale jouissaient de ce droit sans conditions d'âge. La loi excluait du droit de vote les ministres des gouvernements de trahison, les criminels de guerre et tous ceux qui avaient été privés de leurs droits civiques.

Résolution du peuple d'aller de l'avant sur la du Parti

Les élections à l'Assemblée Constituante devaient être voie pour le Parti l'action politique la plus importante, une grande épreuve de sa maturité et de ses capacités organisatrices, de ses liens avec les masses et de la résolution du peuple d'aller de l'avant sur la voie du Parti. Le Parti Communiste d'Albanie se mobilisa tout entier pour gagner cette nouvelle bataille politique sous le mot d'ordre «Pour la République Populaire».

Au IV^e Plénum qui examina la question des élections à l'Assemblée Constituante, le camarade Enver Hoxha, parlant du travail à accomplir par le Parti durant la campagne électorale, disait :

«Le peuple doit voir concrètement que les hommes qui ont libéré la Patrie de l'occupant et des traîtres sont en mesure de gouverner, qu'ils sont en mesure de reconstruire et d'améliorer la vie économique et sociale du pays. Les camarades doivent sortir de la campagne électorale pourvus d'une grande expérience; elle doit leur servir d'école et les armer pour résoudre les autres grands problèmes qu'ils auront à affronter.» (Enver Hoxha, Rapport présenté au IV^e Plénum du CC du PCA, le 17 octobre 1945. ACP.)

Le Parti donna la directive de faire des élections un grand plébiscite populaire, d'assurer la participation de tous les électeurs et la victoire complète du Front Démocratique. Le Parti Communiste d'Albanie décida qu'il serait présenté une liste unique de candidats, celle du Front Démocratique. Cependant, par suite des écarts opportunistes de Sejfulla Malëshova, un certain nombre de représentants de la réaction furent inclus dans la liste unique et il fut proposé au clergé catholique de se rallier à la coalition électorale.

Par ailleurs, les forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur s'efforcèrent aussi d'exploiter la campagne électorale à leurs fins. Mettant à profit les termes de la loi, la réaction décida au début de se présenter aux élections avec ses propres listes en tant que bloc opposé au Front. Mais quand cette première tentative, ne trouvant aucun appui auprès du peuple, eut échoué, la réaction changea de tactique et décida de boycotter les élections.

Elle appela le peuple à s'abstenir sous prétexte qu'«il n'y (avait) pas de démocratie», qu'on avait affaire à la «dictature d'un seul parti», et que «la loi électorale (était) antidémocratique», du fait qu'elle «n'(assurait) pas l'égalité des droits à tous les citoyens désirant poser leur candidature». C'est dans ces circonstances que Gjergj Kokoshi, l'un des principaux porte-parole de la réaction et en même temps membre du Conseil Antifasciste de Libération Nationale, quitta le Front Démocratique avec éclat. L'organisation illégale «Bashkimi Shqiptar» (l'Union Albanaise), dirigée par le clergé catholique réactionnaire, mena une activité intense pour le boycottage des élections. Pour parvenir à ses fins, elle s'aboucha avec les criminels de guerre en fuite et recourut à la terreur.

D'autres représentants de la réaction demeurés dans le Front ne se sentaient pas assez forts pour créer une opposition déclarée. Aussi décidèrent-ils d'y rester jusqu'à la fin des élections avec l'intention d'être élus à l'Assemblée sous le drapeau du Front, pour créer ensuite en son sein un groupe, une opposition «légale» ou un parti distinct.

Les impérialistes américains et anglais étaient les inspirateurs et les organisateurs directs de l'activité hostile de la réaction intérieure. Ils mirent tout en œuvre pour que le Front Démocratique essuyât un échec politique aux élections. Ils orchestrèrent une campagne de propagande contre celui-ci et le Parti Communiste d'Albanie, et, entre autres exigences, demandèrent brutalement au Gouvernement Démocratique d'autoriser les officiers de leurs missions militaires à Tirana à exercer librement leur contrôle sur la campagne électorale. Utilisant en particulier la question de la reconnaissance du Gouvernement Démocratique de l'Albanie comme moyen de pression, ils firent savoir qu'ils ne reconnaîtraient le gouvernement qu'à la seule condition que les Etats-Unis et l'Angleterre reçoivent l'assurance qu'il serait procédé à des «élections libres», et que «les correspondants étrangers seraient autorisés à en surveiller librement le déroulement.» C'était là une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures du pays, les conditions précitées étant en fait remplies par la loi électorale, par l'esprit même et l'ensemble de l'activité du Pouvoir populaire.

Le gouvernement américain présenta aussi d'autres conditions. Il demanda qu'en cette occasion tous les accords conclus entre les Etats-Unis et l'Albanie avant le 7 avril 1939 fussent reconnus.

Les gouvernements américain et britannique annoncèrent l'établissement de relations diplomatiques normales avec le Gouvernement Démocratique albanais. Mais ce n'était qu'un subterfuge politique dirigé contre le Pouvoir populaire et qui visait à ranimer le courage de la réaction intérieure. En fait, même après les élections, ils n'établirent pas de relations diplomatiques avec l'Albanie.

Le Parti Communiste d'Albanie repoussa fermement toutes les nouvelles tentatives des impérialistes et ne permit aucune ingérence dans les affaires intérieures de l'Albanie. Il mena une vaste propagande tendant à démasquer les objectifs et la tactique de la réaction extérieure et intérieure, et réussit à isoler les forces adverses, consolidant ainsi encore davantage l'union politique du peuple autour de lui.

Alors que la campagne électorale battait son plein, il se produisit un événement important pour notre pays. En novembre 1945, le gouvernement de l'Union Soviétique reconnut officiellement le Gouvernement Démocratique de l'Albanie. Après l'URSS, la Yougoslavie et la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la France et d'autres pays le reconnurent à leur tour. La position internationale du Pouvoir populaire en Albanie s'en trouva renforcée, et la certitude des masses du peuple que l'avenir du pays était assuré fut encore affermie.

La participation aux élections du 2 décembre s'éleva à environ 90% des inscrits ; 93% des votants se prononcèrent pour les candidats du Front Démocratique. C'étaient les premières élections démocratiques sous tous les aspects que connaissait le pays. Elles devinrent une grande école politique pour le peuple, pour le Front et le Parti.

Le Parti Communiste d'Albanie remporta une grande victoire à ces élections alors que la réaction y essuya un échec complet. Ce triomphe traduisait la pleine approbation de la politique du Parti par le

peuple albanais libre et souverain, et sa résolution d'avancer sans défaillance sur la voie que le Parti lui avait tracée.

Proclamation de la République Populaire d'Albanie

A la veille de la réunion de l'Assemblée Constituante, le peuple avait recommandé à ses représentants élus de se prononcer pour une république populaire. Le 11 janvier 1946, l'Assemblée Constituante, exprimant la volonté du peuple, proclama unanimement l'Albanie République Populaire et désigna le nouveau gouvernement avec à sa tête le camarade Enver Hoxha.

Le Parti Communiste d'Albanie soumit le projet de Constitution élaboré par le Gouvernement à l'appréciation du peuple tout entier. La discussion publique de ce projet, qui se poursuivit pendant deux mois, fut très fructueuse. Les propositions avancées par les masses populaires venaient apporter une précieuse contribution au renforcement du contenu révolutionnaire de la Constitution. Le 14 mars 1946, l'Assemblée adoptait la Constitution. Après quoi, l'Assemblée Constituante se convertit en Assemblée Populaire, en tant qu'organe suprême du pouvoir d'Etat de la République Populaire d'Albanie.

La nouvelle Constitution démocratique consacrait les conquêtes historiques réalisées et traduisait les changements qui s'étaient produits dans le système politique et économique du pays après l'avènement du Pouvoir populaire. Elle reflétait les débuts du processus de développement du pays sur la voie du socialisme et ouvrait des perspectives pour de nouvelles transformations économiques et sociales.

Avant tout, la Constitution définissait le principe fondamental de la structure et de l'action du Pouvoir populaire : **le Pouvoir émane du peuple et appartient au peuple.**

La Constitution proclamait le principe que les principaux moyens de la production sociale comprenaient le patrimoine commun du peuple, le patrimoine coopératisé et le patrimoine privé. Le secteur privé était soumis au contrôle de l'Etat. Dans le but de défendre les intérêts vitaux du peuple et d'améliorer son bien-être, l'Etat était chargé de diriger la vie et le développement économique du pays conformément à un plan général. Pour la mise en œuvre de ce plan, l'Etat s'appuyait sur la participation directe des masses travailleuses.

Il fut déclaré que le système économique et social avait pour fondements la propriété sociale, les secteurs socialistes de l'économie — secteur d'Etat et secteur coopératif. Pour assurer le développement et le renforcement continu de l'économie socialiste, la Constitution prévoyait le droit de l'Etat de limiter et d'exproprier le patrimoine privé, quand l'exigerait l'intérêt général de la société. Ces fondements juridiques permettaient de nationaliser des branches entières de l'économie ou des établissements en particulier. La création de monopoles, de trusts et de cartels capitalistes était interdite.

La Constitution définissait le travail comme un honneur et un devoir incombant à chacun. Elle proclamait le principe que chaque citoyen a le droit d'être rémunéré selon le travail qu'il fournit et selon ses capacités.

La Constitution énonçait le principe des élections libres, au suffrage direct, universel, égal et au scrutin secret. Elle accordait aux électeurs le droit de révoquer leurs représentants aux divers organes du Pouvoir, garantissait la liberté de réunion, d'organisation, de parole et de croyance et les conditions nécessaires pour la sauvegarde et l'application effective de ces droits.

Tels étaient certains des principes fondamentaux de la première Constitution de la République Populaire d'Albanie. L'adoption de la Constitution acheva le processus d'organisation politique du système de démocratie populaire en tant qu'Etat de la dictature du prolétariat.

Outre son contenu général, la dictature du prolétariat en RP d'Albanie présentait aussi certains traits particuliers, à savoir :

Le Pouvoir populaire est né dans la Lutte de Libération Nationale à la suite de la destruction totale de la machine d'Etat des occupants et des classes réactionnaires du pays.

Les conseils populaires, continuateurs directs des conseils de libération nationale, devinrent la base politique de la dictature du prolétariat.

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, en tant que principe suprême de la dictature du prolétariat, prit corps dans le Front Démocratique, qui représentait l'armée politique de la révolution.

Dès les premiers temps de son instauration, le Pouvoir populaire n'eut à sa tête qu'un seul parti — le Parti Communiste, qui était l'unique parti politique dans le pays. Il assumait la direction sans partage de la vie politique, économique et sociale.

La dictature du prolétariat était le produit direct de la révolution populaire qui avait commencé au cours de la Lutte de Libération Nationale comme révolution démocratique anti-impérialiste et qui se développa de façon continue en tant que révolution socialiste, après la Libération. Alors qu'à la première étape de la révolution le but stratégique du Parti était d'assurer l'indépendance nationale et d'instaurer le régime de démocratie populaire, à la seconde étape les objectifs stratégiques devinrent la consolidation de l'Etat de démocratie populaire en tant que forme de la dictature du prolétariat, la liquidation de la base économique du capitalisme et l'édification de la société socialiste.

Ces deux étapes étaient deux maillons d'une seule révolution, deux maillons qui se complétaient l'un l'autre. La réalisation des tâches de la première étape avait créé les conditions indispensables pour le passage à la seconde étape. Celle-ci avait ses racines dans la première et elle fut nourrie par elle. La seconde étape vit également se réaliser les transformations démocratiques qui n'avaient pas été achevées au cours de la première étape de la révolution.

4. ORIENTATION DONNEE PAR LE PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION ET L'EDIFICATION DU SOCIALISME. ELIMINATION DES MANIFESTATIONS D'OPPORTUNISME

Les transformations de 1945 avaient jeté les premiers fondements économiques et sociaux du développement de l'Albanie sur la voie du socialisme. Il s'agissait maintenant de progresser rapidement dans cette voie. Pour cela, il fallait mener à bonne fin les transformations engagées et fixer les principales orientations de l'édification socialiste. Or la solution de ce problème était contrariée par les vues et les attitudes opportunistes qui s'étaient manifestées dans l'application de la ligne du Parti. Celles-ci avaient pour propagateur Sejfulla Malëshova, membre du Bureau Politique du Comité Central du Parti. L'opportunisme de Sejfulla Malëshova était une manifestation directe de capitulation devant la forte pression exercée par les classes renversées, et surtout par les impérialistes américains et anglais, sur le Gouvernement Démocratique et la direction du Parti Communiste d'Albanie.

Les manifestations d'opportunisme avaient été critiquées et sévèrement dénoncées à la réunion du Bureau Politique de décembre 1945, mais Sejfulla Malëshova, quoique n'ayant trouvé aucun appui à ses vues, continuait à les soutenir obstinément.

Le V^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie

En février 1946, fut convoqué le V^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie en vue de régler les questions concernant l'orientation donnée par le Parti pour l'approfondissement de la révolution et l'édification du socialisme.

Le Plénum fit ressortir que la ligne du Parti avait subi une grave atteinte du fait des vues nettement opportunistes que soutenait Sejfulla Malëshova en matière politique et économique.

Sejfulla Malëshova professait en effet l'opinion selon laquelle le système nouveau, démocratique, instauré en Albanie, devait être un système du type démocratique bourgeois. Il préconisait l'atténuation de la lutte de classes, surestimait la force des classes renversées et n'avait pas confiance dans celle du Parti et du peuple. Il était pour une entière liberté d'action du secteur privé capitaliste, pour le développement incontrôlé et illimité de ce secteur, il se prononçait contre l'appui au secteur coopératif dans les villes et les campagnes. Il était en fait contre l'édification du socialisme et se posait en défenseur du libre développement du capitalisme.

En matière de politique extérieure, il craignait l'impérialisme et s'inclinait devant sa puissance. Selon lui, les destinées de la liberté et de l'indépendance de l'Albanie, les destinées du Pouvoir populaire dépendaient des concessions politiques et économiques qui seraient faites à l'impérialisme américano-anglais et pourraient aller jusqu'à la soumission. Il demandait qu'on ne fit pas de distinction entre l'URSS d'une part et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de l'autre, et qu'on observât la même attitude dans les rapports avec eux.

Par ses vues opportunistes de droite Sejfulla Malëshova s'était fait l'interprète et le défenseur des intérêts de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme au sein du Parti, il était devenu leur valet. Ces conceptions, si elles n'étaient pas démasquées et combattues, auraient mis en péril la ligne du Parti et entravé l'édification du socialisme en Albanie. Leur élimination était maintenant devenue une question urgente et vitale.

Le V^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie stigmatisa énergiquement et réfuta ces conceptions. Sejfulla Malëshova s'obstinant dans ses vues, le Plénum l'exclut du Bureau Politique et du Comité Central du Parti.

La dénonciation de l'opportunisme de Sejfulla Malëshova permit au Comité Central d'orienter le Parti vers le développement en profondeur de la révolution socialiste sur les fronts politique, économique et idéologique. Le Comité Central définit dans leurs grandes lignes les orientations principales de l'édification du socialisme.

La première tâche posée fut de faire passer entièrement l'industrie, le commerce intérieur de gros et le commerce extérieur aux mains de l'Etat. Dans les villes et les campagnes, des coopératives de production et de consommation devaient être mises sur pied. L'Etat devait exercer un contrôle rigoureux sur le secteur privé et limiter constamment les éléments capitalistes. Le cours que le Parti devait suivre dans le domaine économique, le camarade Enver Hoxha le définissait comme suit:

«Tout pour le renforcement du secteur d'Etat, lutte sans merci contre le capital privé, aide aussi vaste que possible de l'Etat aux coopératives de consommation et de production.» (Enver Hoxha, Rapport présenté au V^e Plénum du CC du PCA, 21 février 1946. ACP.)

Afin d'assurer le développement des forces productives et l'exploitation des ressources naturelles, la directive générale donnée fut de créer une industrie en s'appuyant principalement sur l'exploitation des mines, et de mettre sur pied une industrie légère.

Dans la voie amorcée pour la suppression des anciens rapports ruraux, il fut décidé que la réforme agraire devait être mise en œuvre de façon radicale, qu'il fallait l'appliquer jusqu'au bout et entreprendre la collectivisation de l'agriculture. En même temps, des fermes d'Etat modèles devaient être mises sur pied. L'Etat devait aider la paysannerie travailleuse en moyens financiers et en instruments de travail et limiter les koulaks. Pour le développement des forces productives à la campagne, les directives générales prescrivaient la mécanisation de l'agriculture, la suppression de son

caractère unilatéral, la propagation de cultures nouvelles, le développement de l'élevage, l'amélioration et la bonification des terres.

Afin d'approfondir la révolution dans le domaine de l'enseignement et de la culture, en tant que partie constitutive de la révolution socialiste, le Plénum recommanda que la réforme de l'enseignement fût mise en œuvre sur les fondements suivants : l'instruction et la culture devaient devenir le patrimoine des grandes masses du peuple et ne plus être le privilège d'une minorité, l'école devait être dépouillée de son ancien esprit et pétrie d'un esprit nouveau, révolutionnaire. Avant tout, il était nécessaire de liquider l'analphabétisme.

Pour assurer l'édification socialiste du pays, il était d'une importance décisive de préparer aussi des cadres pénétrés de l'idéologie marxiste-léniniste, capables par leur préparation technique et professionnelle et par le degré de leur instruction, de diriger le Pouvoir et l'économie.

Dans le domaine de la politique extérieure, il fut souligné que la tâche essentielle incombant au Parti était de lutter pour la défense de la liberté et de l'indépendance de la Patrie, pour le raffermissement de l'amitié avec l'URSS et les pays de démocratie populaire, pour la défense de la paix dans le monde. Le Plénum recommanda particulièrement d'adopter une attitude nette, résolue et de principe, à l'égard de l'impérialisme américain et anglais, d'où venait le principal danger pour l'indépendance nationale et le régime démocratique populaire.

L'arme décisive pour affronter les nouvelles tâches que posait le développement socialiste demeurait toujours le Pouvoir populaire. Le Plénum donnait la directive de démocratiser le Pouvoir non seulement quant au fond, mais aussi dans sa structure, dans la composition de l'appareil administratif. Les anciens spécialistes qui travaillaient dans cet appareil devaient être maintenus sous un contrôle constant pour qu'on pût y prévenir la pénétration de méthodes bureaucratiques. Afin de renforcer le Front Démocratique, il fut prescrit d'épurer de fond en comble ses rangs des éléments hostiles.

Enfin, la réalisation de toutes les tâches que comportaient l'approfondissement de la révolution et l'édification du socialisme exigeait à tout prix le renforcement du Parti lui-même, l'élévation de son rôle de direction et d'organisation dans toute la vie du pays. C'est pourquoi, le V^e Plénum approuva la décision du IV^e Plénum relative à la convocation du I^{er} Congrès du Parti et décida que ce Congrès se tiendrait le 25 mai 1946. Or, en raison de l'intervention de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie, cette décision demeura lettre morte et le Congrès fut ajourné pour un temps indéterminé.

Approfondissement des transformations économiques et sociales

Les directives du V^e Plénum du Comité Central se reflétèrent aussitôt dans la Constitution de la RP d'Albanie, dont le projet était, à l'époque, soumis à l'examen populaire.

Après le Plénum, commença une nouvelle phase de nationalisation. Les centrales électriques, l'industrie des matériaux de construction et toute l'industrie légère et alimentaire existante, qui étaient en majeure partie la propriété de la bourgeoisie du pays, furent nationalisées. A la fin de 1946, les principaux moyens de production dans les villes étaient devenus propriété sociale et la part du secteur d'Etat représentait 87% du volume global de la production industrielle. A la fin de 1947, la production de l'industrie capitaliste privée était pour ainsi dire totalement éliminée.

La socialisation de caractère socialiste des principaux moyens de production mit fin à la domination économique de la bourgeoisie. Elle jeta les fondements économiques de la dictature du prolétariat. Sur ces fondements, virent le jour la propriété sociale, les rapports socialistes de production et le secteur socialiste dans l'industrie, le commerce, les transports et les finances. Les entreprises nationalisées devinrent des entreprises socialistes. L'exploitation de l'homme par l'homme y fut supprimée.

La nationalisation des principaux moyens de production en Albanie se fit à une cadence accélérée et sans indemnité. C'était une conséquence de la profonde différenciation de classe qui s'était opérée durant et après la Lutte de Libération Nationale, et qui avait entraîné l'anéantissement de la domination politique de la bourgeoisie. Ainsi étaient créées les conditions pour en supprimer également la base économique.

Des rythmes rapides de socialisation ne furent cependant pas obtenus sans certaines difficultés. La classe ouvrière et l'Etat avaient pris en main les moyens de production sans être pleinement préparés à en assurer une parfaite organisation et direction. On manquait d'ingénieurs et de techniciens expérimentés et dévoués à la révolution. Néanmoins, grâce à la bonne organisation et à la vaste préparation politique des ouvriers, et aussi au contrôle que l'Etat avait établi sur les entreprises capitalistes, la nationalisation fut mise en œuvre sans secousses ni dommages pour l'économie.

De pair avec le secteur socialiste d'Etat, le secteur coopératif fut mis sur pied et prit de l'essor. Au cours de 1946, furent créées des dizaines de nouvelles coopératives, de consommation dans les villes, d'achat-vente dans les campagnes. Répondant à l'appel du Parti, les artisans embrassèrent la voie de la coopération socialiste. A la fin de 1946, les coopératives artisanales englobaient plus de la moitié de l'ensemble des artisans.

Afin d'assurer l'approvisionnement de la population en pain, le système d'Etat d'achat, de stockage et de vente des céréales fut mis en place en juin 1946. Cette mesure rendait impossible aux commerçants privés toute spéculation sur le pain du peuple.

En juillet 1946, fut appliquée la réforme monétaire qui fixait une somme maximale échangeable en nouveaux billets de banque pour chaque famille. Cette mesure dépouilla les éléments capitalistes d'une bonne partie des moyens financiers dont ils disposaient et élimina les lourdes conséquences de l'inflation, qui pesaient sur les masses travailleuses.

Le système de rationnement mis en vigueur en septembre 1946 assura une plus juste et régulière répartition des denrées alimentaires. Ce système fixait, pour les ouvriers employés dans les plus importantes branches de l'économie, des normes de rationnement supérieures à celles du reste de la population. Le défaut de ce système consistait dans le fait qu'il ne faisait pas de distinction, pour l'approvisionnement, entre les ouvriers et les employés d'une part, et les éléments capitalistes qui ne travaillaient pas pour l'Etat, d'autre part.

En un temps où le fonds des denrées alimentaires était réduit, l'institution du système de rationnement était une mesure qui s'imposait. Ce système assurait aux masses travailleuses la satisfaction de leurs besoins essentiels et barrait la voie à la spéculation sur les denrées alimentaires rationnées. Le Parti considérait bien le système du rationnement comme une mesure provisoire qui devait être abolie dès que les nouvelles conditions économiques créées le permettraient.

La création et l'extension du secteur socialiste accrurent les possibilités de direction et d'organisation planifiées de toute la vie économique du pays, tout en rendant indispensables cette direction et cette organisation planifiées. En août 1946, fut promulguée la loi sur le plan économique général d'Etat et sur les organismes de planification. La Commission du Plan, créée en 1945, fut réorganisée et se mit à la tâche afin d'élaborer le plan économique général pour 1947.

En mai 1946, la loi sur la réforme agraire fut l'objet de modifications qui lui conféraient un plus profond contenu révolutionnaire. Les terres, vignes, oliviers, vergers et jardins potagers, bâtiments et outillage agricole, propriété de personnes ne cultivant pas elles-mêmes le sol étaient tous expropriés. Il était laissé aux cultivateurs et propriétaires qui travaillaient eux-mêmes leur terre un fonds d'une superficie qui ne devait pas excéder 5 hectares. L'aliénation ou l'hypothèque de la terre à n'importe quel titre étaient interdites.

Ces modifications assuraient la pleine application du principe «la terre appartient à celui qui la travaille», elles abolissaient la grande propriété foncière et savaient la position économique des koulaks. Ces mesures suscitèrent une nouvelle vague d'enthousiasme parmi la paysannerie travailleuse et la firent participer plus activement à l'application de la réforme agraire.

Par ailleurs, ces modifications se heurtèrent à une âpre résistance de la part des classes exploiteuses. Les grands propriétaires fonciers et les koulaks recoururent à tous les moyens pour empêcher l'application de la réforme agraire. Menaçant les paysans, ils les incitaient à refuser la terre qui leur était remise au titre de la réforme, les effrayaient en lançant le mot d'ordre : «Le gouvernement ne sera pas reconnu par les grandes puissances et le Pouvoir populaire ne tardera pas à être renversé.» Le clergé réactionnaire proclama et propagea l'idée que «la terre est sacrée» et que «qui y touche encourt le châtement de Dieu». En particulier, un certain nombre de techniciens bourgeois et les éléments des classes renversées qui s'étaient infiltrés dans les comités des paysans pauvres, dans l'appareil d'Etat et dans les organismes de l'agriculture, menaient une activité hostile, cherchant à laisser aux grands propriétaires fonciers et aux koulaks les meilleures terres ou une étendue supérieure à celle que leur fixait la loi. Les riches propriétaires se mirent à égorger les bêtes de travail et à détruire l'outillage agricole qui devait être remis aux paysans. Dans certains cas, ils recoururent à de véritables actes terroristes contre les militants du Parti et du Pouvoir. Ils étaient directement soutenus dans leur action par les missions américaine et anglaise à Tirana, qui organisèrent le sabotage de la réforme agraire, en particulier dans la Myzeqe.

Le Parti tout entier, mobilisant les masses de la paysannerie pauvre et organisant une âpre lutte contre l'ennemi de classe, se mit en mouvement pour assurer la pleine application de la réforme agraire. Les travailleurs des villes vinrent prêter main-forte aux paysans. En novembre 1946, la réforme agraire avait été menée à bonne fin dans tout le pays. Les paysans devinrent les véritables maîtres de la terre, qu'ils avaient travaillée et arrosée de leur sueur depuis de longues générations. Le Parti avait réalisé leur rêve séculaire.

En vertu de la réforme agraire, 173.000 hectares de terres, 474.000 oliviers et 6.000 bêtes de travail furent expropriés. Quelque 90 pour cent de la totalité des terres expropriées (155.000 ha), la moitié des oliviers et toutes les bêtes de travail furent répartis gratuitement à 70.000 familles paysannes totalement dépourvues de terre ou possédant un fonds exigü.

La réforme agraire fut la première révolution accomplie dans les rapports économiques et sociaux dans les campagnes. Elle avait pour essence la transformation démocratique des rapports agraires dans les régions rurales. Elle supprima la grande propriété terrienne, balaya à jamais les débris du féodalisme et la classe des grands propriétaires terriens. La limitation de la propriété privée terrienne, l'interdiction de l'aliénation, du louage ou de l'hypothèque de la terre étaient autant de mesures qui empêchèrent la différenciation de la paysannerie en deux pôles, et restreignirent à l'extrême les limites de son exploitation par les koulaks. Par là, la réforme agraire comportait aussi des éléments de caractère anticapitaliste prononcé, et ce, en raison du fait qu'elle était appliquée par la dictature du prolétariat.

Dans ces conditions, la réforme agraire, tout en préservant la petite propriété privée des paysans qui cultivaient leur terre et en accroissant le nombre des paysans moyens, réduisait les possibilités de développement du capitalisme dans les campagnes.

La remise de la terre aux paysans et leur affranchissement du joug des grands propriétaires terriens et commerçants eurent pour effet d'intéresser les ruraux à une meilleure exploitation de la terre, à un développement plus rapide des forces productives dans l'agriculture.

L'application de la réforme agraire montra que seuls la classe ouvrière et son Parti sont en mesure, après la prise du pouvoir politique, de réaliser des transformations radicales dans les rapports agraires.

La réforme agraire affermit encore davantage, sur des fondements économiques, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse, elle consolida aussi le Pouvoir populaire qui avait pour base cette même alliance. Les paysans pauvres et moyens se rallièrent plus étroitement autour du Parti et se persuadèrent encore plus profondément de la justesse de sa ligne politique. Le Parti trouvait là un appui très important pour s'engager dans la voie de la transformation progressive, socialiste, des campagnes. Le travail mené par le Parti Communiste d'Albanie en vue de diffuser les idées de la collectivisation parmi les paysans porta ses fruits avec la mise sur pied, dès 1946, de coopératives de production, dont la première vit le jour à Krutje dans la Myzeqe.

Les transformations économiques et sociales créèrent des conditions nouvelles qui facilitaient le développement de la révolution culturelle, alors que les nouvelles tâches de l'édification socialiste exigeaient, pour être réalisées, que cette révolution s'accomplît rapidement. La révolution culturelle s'affirma en premier lieu par la réforme de l'enseignement d'août 1946. En vertu de cette réforme, l'enseignement devenait général, gratuit, laïque et devait être dispensé dans la langue maternelle. L'école devint une institution unifiée relevant entièrement de l'Etat. Les droits d'inscription aux établissements d'enseignement furent supprimés. L'enseignement primaire devint obligatoire dans toute la République. Un système d'éducation préscolaire ainsi que l'enseignement professionnel et pour adultes furent institués. On élaborait de nouveaux plans, programmes et manuels scolaires d'un contenu nouveau, et des écoles primaires furent ouvertes dans chaque village. Parallèlement, la campagne pour la liquidation de l'analphabétisme fut intensifiée.

Un des problèmes fondamentaux qu'avaient à résoudre la révolution culturelle et la révolution socialiste en général était celui de la création d'une intelligentsia nouvelle. La solution de ce problème, du fait même du petit nombre d'intellectuels albanais, revêtait une importance vitale. A cette fin, un grand nombre de fils du peuple furent envoyés poursuivre leurs études supérieures à l'étranger, surtout en Union Soviétique. En dépit de toutes les difficultés économiques, l'Etat créa pour les spécialistes des conditions convenables de travail, d'activité créatrice et d'existence. Le travail constructif et éducatif du Parti et son concours généreux permirent de rééduquer nombre d'anciens cadres, de leur faire embrasser l'idéologie marxiste-léniniste et accepter le rôle dirigeant du Parti.

Les transformations nouvelles, socialistes, dans les domaines économique, social et culturel, furent accompagnées de l'épuration des éléments hostiles des organes du Pouvoir populaire et des organisations du Front Démocratique.

C'est à cette fin que servirent surtout les nouvelles élections aux conseils populaires et aux organes dirigeants du Front.

Une loi spéciale étendit les droits et les attributions des organes locaux du Pouvoir et créa la Commission de Contrôle de l'Etat. Celle-ci devait permettre d'accroître le contrôle des masses travailleuses sur les organes d'Etat et sur leur activité.

Les nouvelles mesures révolutionnaires améliorèrent la composition sociale du Front Démocratique. Celui-ci était maintenant exclusivement une organisation politique des masses travailleuses.

Les transformations socialistes et l'essor révolutionnaire des masses permirent de reconstruire dans le courant de 1946 les principaux ouvrages détruits durant la guerre. A la fin de cette année-là, la production, dans l'agriculture comme dans l'industrie, atteignit le niveau de 1938. En outre, on entreprit la construction de nouveaux ouvrages en s'appuyant principalement sur le travail volontaire. Une route carrossable reliant Kukës à Peshkopi fut construite par la jeunesse. Le marais de Maliq fut asséché et de nouveaux canaux d'irrigation et de drainage furent creusés. Dans l'enthousiasme qui animait l'œuvre de reconstruction du pays, l'initiative et l'activité créatrice des masses travailleuses prirent un grand essor, des compétitions socialistes furent organisées, et le mouvement du travail de choc, expression d'une nouvelle attitude envers le travail, vit le jour.

Les thèses pour la révision du Plénum de Berat

Le V^e Plénum du Comité Central, qui élaborait les orientations fondamentales de l'édification socialiste et porta un coup sévère à l'opportunisme, ne découvrit ni ne supprima pour autant les racines de cet opportunisme : à savoir les appréciations et les orientations erronées du II^e Plénum de Berat. Il ne dénonça ni n'élimina l'ingérence yougoslave dans les affaires intérieures du Parti, ne rétablit pas l'unité et la conduite collégiale dans la direction du Parti. En conséquence, le Comité Central et le Bureau Politique se heurtaient à de grands obstacles dans leur travail de direction de toute la vie du Parti et du pays. Par l'intermédiaire de leurs agents dans le Parti Communiste d'Albanie, les révisionnistes yougoslaves mettaient tout en œuvre pour écarter le Secrétaire Général de la direction des affaires du Parti sous prétexte qu'en sa qualité de Président du Conseil des Ministres il ne devait s'occuper que de celles de l'Etat. La direction du Parti était, en fait, entièrement concentrée dans les mains de Koçi Xoxe, secrétaire à l'organisation du Comité Central. A la vérité, Koçi Xoxe, usant de l'autorité du Parti, cherchait à prendre en main la direction du Pouvoir. Il avait réussi à établir un système de travail selon lequel les ordonnances, décrets et lois ne pouvaient être mis à exécution qu'après que des directives particulières, portant sa propre signature, auraient été données par l'appareil du Comité Central. Cette méthode de travail avait considérablement affaibli le rôle des organes d'Etat. Elle alimentait le bureaucratisme et entravait la juste et rapide solution des problèmes.

Cette situation n'offrait aucune garantie de voir le Parti préserver la pureté de sa ligne générale et mener à bien les grandes tâches de l'édification socialiste et de la défense de la liberté et de l'indépendance nationale.

Le camarade Enver Hoxha, qui n'avait jamais été convaincu de la justesse des appréciations et des décisions du Plénum de Berat, était arrivé à la conclusion que celles-ci devaient être revues et corrigées. C'était ainsi seulement que l'unité dans la direction pourrait être rétablie, que le Bureau Politique et le Comité Central seraient en mesure de fonctionner normalement comme organes dirigeants du Parti et de la vie du pays et que serait assurée l'exécution des directives données par le V^e Plénum pour l'édification socialiste.

A cette fin, il présenta, en juin 1946, un rapport spécial sur la révision du II^e Plénum du Comité Central.

Les thèses principales de ce rapport étaient les suivantes :

— La préparation des travaux du II^e Plénum avait été faite en violation grave des normes de la vie intérieure du Parti. Les questions soumises à l'examen du Bureau Politique avant le Plénum n'avaient pas été abordées dans un esprit communiste et de camaraderie, mais décidées en dehors du Bureau Politique, sans une analyse marxiste-léniniste approfondie, sous l'empire des passions et des préjugés, et sans avoir été préalablement soumises à un libre débat. Ces questions avaient été imposées sous forme de «coup d'Etat».

— Les appréciations et les conclusions du Plénum de Berat étaient foncièrement erronées.

— Le Plénum de Berat «a obscurci, déprécié, condamné» l'éclatante étape de la Lutte de Libération Nationale.

— Une grave atteinte avait été portée à l'indépendance du Parti Communiste d'Albanie.

— Les principaux responsables en étaient Vélimir Stojnic et Sejfulla Malëshova. «Vélimir Stojnic se joua de notre Parti et de nos gens.» C'est lui qui avait «dirigé et engagé les travaux du Plénum» dans le sens qu'ils avaient pris.

— Les orientations du Plénum de Berat avaient été lourdes de conséquences pour le Parti et, si elles étaient maintenues, elles représenteraient un grand danger.

Le camarade Enver Hoxha ignorait encore tout des dessous de la réunion de Berat, du complot ourdi par la direction du Parti Communiste de Yougoslavie, de l'identité de tous les participants à ce

complot. Il estimait que les principaux responsables de cet état de choses étaient Vélimir Stojnic et Sejfulla Malëshova, ceux-ci ayant levé le drapeau de l'attaque contre le Parti au II^e Plénum du Comité Central. Koçi Xoxe, Pandi Kristo et Nako Spiru n'étaient critiqués dans le rapport que pour l'appui qu'ils avaient prêté à Vélimir Stojnic et à Sejfulla Malëshova. Néanmoins, tout en ignorant ces dessous, le camarade Enver Hoxha, analysant en marxiste les travaux du Plénum de Berat, s'était pleinement convaincu que la ligne du Parti y avait été condamnée sans aucune justification, que le Parti n'avait pas commis d'erreur politique, que sa ligne avait été juste. Aussi demandait-il que les décisions de ce Plénum fussent annulées, que la vérité historique fût rétablie et que le danger qui menaçait l'indépendance du Parti et sa ligne marxiste-léniniste fût écarté.

Ces thèses justes du camarade Enver Hoxha furent contredites au Bureau Politique et réfutées par Koçi Xoxe et Pandi Kristo. Ceux-ci craignaient en effet qu'un examen minutieux de ces thèses et leur adoption éventuelle ne missent en évidence leur travail antiparti et l'intervention hostile du Parti Communiste de Yougoslavie dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie.

Nako Spiru, lui non plus, n'eut pas le courage de révéler franchement sa propre activité et celle des autres participants à ces menées secrètes. Espérant que le temps effacerait son erreur de Berat et qu'il rachèterait sa faute par son travail futur, Nako Spiru, après la présentation des thèses du camarade Enver Hoxha, effectua un revirement et appuya en toute occasion les vues justes du Secrétaire Général. Dès lors, il se battit résolument pour la ligne du Parti sur la question de l'édification du socialisme.

Les thèses présentées dans le rapport n'ayant pas été approuvées, le camarade Enver Hoxha, toujours dans l'intention de créer des conditions qui permettraient de corriger les erreurs commises et de rétablir l'unité au sein du Bureau Politique, demanda que celui-ci s'accrût de nouveaux membres aguerris dans la lutte et au travail. Mais cette proposition, rejetée elle aussi par Koçi Xoxe et Pandi Kristo, ne fut adoptée que partiellement.

Efforts faits en vue de normaliser la vie intérieure du Parti

Les nouvelles conditions créées dans le pays après le triomphe de la révolution populaire, les nouvelles tâches historiques qui se posaient devant le Parti, rendaient nécessaires la suppression des limitations du temps de guerre à la démocratie intérieure, l'application de toutes les normes marxistes-léninistes dans la vie organisationnelle du Parti. Or l'intervention de la direction yougoslave, l'application mécanique par Koçi Xoxe des formes et des méthodes trotskistes-révisionnistes de celle-ci s'y opposaient et avaient entraîné des écarts et des lacunes manifestes dans la ligne organisationnelle. En vue de corriger ces défauts et de normaliser la situation, le camarade Enver Hoxha proposa qu'il fût procédé à une analyse du travail d'organisation du Parti et des rapports entre celui-ci et le Pouvoir. Koçi Xoxe lui-même fut chargé de présenter au Bureau Politique un rapport sur cette question, mais, à l'instigation de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie, il se déroba à cette tâche et ne présenta jamais le rapport demandé. Comme il était le responsable direct des déformations sur les questions d'organisation, on voulait ainsi éviter de le mettre en cause, dissimuler l'ingérence de la direction yougoslave et maintenir inchangée la ligne erronée que celle-ci imposait au Parti Communiste d'Albanie.

Sur la demande instante du camarade Enver Hoxha et d'autres camarades de la direction, le Comité Central adopta néanmoins certaines mesures tendant à la normalisation de la vie organisationnelle du Parti. En l'absence de Statuts, il émit des directives détaillées qui devaient régir la vie intérieure du Parti, l'admission de nouveaux membres et les rapports du Parti avec le Pouvoir et les organisations de masses. Mais ces directives ne faisaient nullement mention de l'élection des organes du Parti. Par la suite, en mars 1947, le Comité Central décida que des élections auraient lieu, mais seulement pour les secrétaires de cellule. Là aussi cependant, toutes les règles organisationnelles ne furent pas observées, les secrétaires ayant été élus à main levée. Il n'y eut pas d'élections pour les bureaux et les comités du Parti.

Une mesure particulièrement importante pour la vie intérieure du Parti fut l'épuration de ses rangs (révision), qui fut effectuée au cours de 1946 et la distribution des cartes de membre. A l'issue de cette révision des effectifs du Parti, 1.246 personnes, représentant 10% de la totalité des membres et stagiaires, en furent exclues. Nombre d'entre elles n'étaient pas dignes du titre élevé de membre du Parti. Toutefois, cette révision n'avait pas entièrement respecté les règles organisationnelles marxistes-léninistes. Par suite d'une série d'erreurs, des membres indignes de ce titre demeurèrent dans le Parti alors que d'autres en furent injustement exclus.

Après cette révision, le nombre des membres du Parti se mit à croître rapidement. En un an, il augmenta de plus de trois fois et demie. Ce fait montrait, d'une part, le renforcement de l'autorité du Parti, mais entraîna, d'autre part, l'affaiblissement de sa composition et de son esprit combatif, car on s'était uniquement soucie de l'augmentation du nombre des membres, en négligeant pratiquement la question de la qualité. Il s'ensuivit que des éléments absolument étrangers ou même hostiles au Parti s'y infiltrèrent à nouveau. Par ailleurs, dans les campagnes surtout, on s'en tint à une attitude sectaire, en ce qui concerne l'admission des femmes.

En même temps qu'il s'employait à normaliser la vie organisationnelle du Parti, le Comité Central prit aussi des mesures en vue d'élever le niveau de formation théorique des communistes, qui restait assez bas. Cette tâche était d'autant plus urgente que les organisations du Parti ne considéraient pas l'étude de la théorie marxiste-léniniste comme une nécessité impérieuse. Pour obtenir cette élévation idéologique, on institua des cours et des cercles théoriques, et on organisa des formes d'étude individuelle. En outre, on étendit l'agitation et la propagande parmi les masses populaires, en usant de formes de travail et de moyens nouveaux.

Aggravation de la lutte de classes

L'œuvre d'approfondissement de la révolution se heurta à l'âpre résistance des ennemis de classe. Les impérialistes et la réaction intérieure, en dépit des échecs essuyés en Albanie, ne pouvaient s'accommoder ni de l'existence du Pouvoir populaire ni des transformations révolutionnaires économiques et sociales effectuées. N'ayant pu atteindre l'objectif qu'ils s'étaient fixé lors des élections à l'Assemblée Constituante, les gouvernements américain et anglais arrêtèrent un nouveau plan de mesures à prendre contre la République Populaire d'Albanie, fondé sur l'étroite coordination des activités contre-révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ce plan avait pour but de regrouper et de réorganiser tous les débris des forces intérieures réactionnaires et de créer, en les mettant en action, une situation tendue dans le pays. Cette situation devait permettre de provoquer des incidents qui offriraient aux impérialistes un prétexte pour intervenir de l'extérieur par les armes et justifier leur intervention aux yeux de l'opinion publique internationale.

Ainsi, la propagande impérialiste lança une furieuse campagne contre le régime de démocratie populaire, appelant le peuple albanais à se soulever contre celui-ci. Les officines d'espionnage anglo-américaines rassemblèrent dans des camps spéciaux installés en Grèce et en Italie, les fascistes, zoguistes et ballistes, enfuis à l'étranger. Elles les y entraînaient de façon organisée à des actions de guerre et de diversion, les préparant ainsi à la prochaine attaque qui devait être entreprise en commun, de l'extérieur et de l'intérieur, contre les «communistes». Des navires de guerre britanniques croisaient de façon démonstrative dans les eaux territoriales de la République Populaire d'Albanie tirant parfois au canon en direction de la côte albanaise.

Entre-temps, les missions militaires américaine et anglaise mettaient en mouvement la réaction intérieure. Elles organisèrent en un groupe distinct certains réactionnaires qui avaient été élus députés en décembre 1945. Ces députés se prononçaient ouvertement contre les transformations socialistes et s'efforçaient de créer toutes sortes d'obstacles à l'adoption et à l'application des lois. L'agence impérialiste leur avait assigné pour tâche de se rallier tous les débris de la réaction à l'intérieur du pays et d'assumer la direction de l'attaque qui était préparée contre le Pouvoir populaire. Elle avait

également mis les députés traîtres en liaison avec les chefs du «Balli» et du «Legaliteti» à l'étranger ainsi qu'avec les monarcho-fascistes grecs.

La mission américaine en particulier s'était chargée de désorganiser l'économie par des actes de sabotage portant sur les principaux ouvrages dans les secteurs de la construction et de la production. Des groupes de saboteurs, composés de spécialistes bourgeois vendus à l'étranger, agissaient sous sa direction à Maliq (où se poursuivaient de grands travaux d'assèchement du marais), sur les chantiers de construction des ponts, dans l'entreprise pétrolière de Kuçovë, dans les mines de cuivre de Rubik et en d'autres lieux encore.

En septembre 1946, les bandes contre-révolutionnaires lançaient une attaque armée contre la ville de Shkodër. Dans l'esprit de ses auteurs, ce coup de main devait servir de prétexte à une intervention militaire de l'extérieur. Or les calculs de l'ennemi se révélèrent faux car les bandes réactionnaires furent anéanties dans la journée. Deux mois plus tard, les impérialistes organisaient contre l'Albanie une provocation de caractère international. Alors qu'une formation de navires de guerre anglais longeait la côte albanaise à des fins évidentes de provocation, deux d'entre eux heurtèrent des mines dans le Canal de Corfou et furent endommagés. Comme il s'avéra plus tard, le commandement anglais avait lui-même monté intentionnellement cet incident. Accusant le Gouvernement Démocratique d'Albanie d'avoir posé ces mines dans le canal, les gouvernements britannique et américain tentèrent d'exploiter l'incident du Déroit de Corfou pour justifier devant l'opinion publique un débarquement éventuel de leurs troupes en Albanie. Entre-temps, le gouvernement monarcho-fasciste grec avait multiplié ses provocations terrestres et aériennes aux frontières de la République Populaire d'Albanie.

L'intensification des menées des impérialistes et de la réaction intérieure accroissait le danger qui menaçait la révolution populaire en Albanie. Mais le Parti Communiste d'Albanie et les masses travailleuses avaient acquis de l'expérience dans leur lutte contre les ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur. Le Parti avait préparé les communistes et les travailleurs à être toujours en état d'alerte et prêts à affronter tout danger. Le «Groupe de députés» et les autres ennemis dans le pays ne trouvèrent aucun appui auprès des masses. Les actions terroristes et les actes de sabotage commis par des éléments réactionnaires, ainsi que la provocation du Canal de Corfou accrurent encore la haine du peuple albanaise contre les traîtres et les impérialistes américains et anglais, élevèrent dans tous les domaines l'état de préparation du Parti, du Pouvoir, des forces armées et de tous les travailleurs pour défendre le régime de démocratie populaire, l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de la République. De concert avec les organes de la Sûreté de l'Etat et les unités de l'armée, les travailleurs des villes et des campagnes concoururent activement à débusquer et à anéantir les ennemis. Traîtres et saboteurs furent traduits devant les tribunaux populaires, où ils rendirent compte de leurs méfaits et reçurent le châtimeut qu'ils méritaient. Ils se virent contraints de dévoiler entièrement le plan ourdi contre la République Populaire d'Albanie par les gouvernements américain et britannique et avouèrent publiquement leur trahison.

Les impérialistes ne réussirent pas non plus à atteindre le but qu'ils s'étaient proposé en montant leur provocation du Déroit de Corfou. En dépit de la mise en branle d'organisations internationales qui étaient leurs instruments aveugles, notamment de la Cour de La Haye, ils ne parvinrent pas à persuader l'opinion internationale de la culpabilité de l'Albanie dans l'incident du Canal de Corfou. Le Gouvernement Démocratique de la République Populaire d'Albanie démontra devant le monde entier qu'il n'avait aucune responsabilité dans cet incident et que celui-ci n'était qu'une provocation organisée à des fins hostiles par le gouvernement britannique contre la République Populaire d'Albanie. En cette occasion, l'opinion publique progressiste internationale appuya unanimement la juste cause du Gouvernement Démocratique d'Albanie et dénonça la tentative des impérialistes de rejeter la responsabilité de l'incident sur la République Populaire d'Albanie.

La conviction du peuple albanaise que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'agissaient pas en alliés à son égard, mais comme ses ennemis jurés, fut encore raffermie par les efforts obstinés de ces puissances pour faire dénier à la République Populaire d'Albanie sa place légitime dans l'Organisation

des Nations Unies. Elles usèrent en effet au Conseil de Sécurité de leur droit de veto contre l'admission de l'Albanie à cette organisation.

Les impérialistes américains et anglais mirent tout en œuvre pour empêcher aussi la participation de l'Albanie à la Conférence de la Paix qui s'ouvrit à Paris en juillet 1946, mais sans parvenir à leurs fins.

Une délégation albanaise, conduite par le camarade Enver Hoxha, se rendit à Paris pour y exposer le point de vue du gouvernement albanais sur le Traité de paix avec l'Italie. Cette délégation réclama que l'Italie fût contrainte à respecter non seulement la souveraineté et l'indépendance de l'Etat albanais, comme cela était proposé dans le projet de traité, mais aussi son intégrité territoriale ; que l'or de l'Albanie pillé par les Allemands lui fût restitué et que des réparations lui fussent versées par l'Italie ; que la République Populaire d'Albanie fût définie comme puissance associée. Sous la pression des délégations anglaise et américaine, ces demandes légitimes furent rejetées par la Conférence, mais, grâce à l'insistance du Gouvernement Démocratique albanais, elles devaient être finalement accueillies, en novembre 1946, par le Conseil des Ministres des Affaires étrangères des grandes puissances alliées.

Les représentants anglo-américains tentèrent d'obliger la Conférence de la Paix à examiner les revendications territoriales de la Grèce à l'égard de l'Albanie et à considérer celle-ci comme un «pays vaincu», mais la ferme attitude de la délégation albanaise fit échouer également cette tentative.

«Je déclare solennellement, — dit le camarade Enver Hoxha avant de regagner l'Albanie, — que ni la Conférence de Paris, ni la Conférence des Quatre, ni n'importe quelle autre conférence, ne peuvent discuter des frontières de mon pays, à l'intérieur desquelles il n'y a pas un seul pouce de terre étrangère. Nos frontières sont indiscutables et personne n'osera y toucher... Le monde entier sait bien que le peuple albanais n'a pas envoyé sa délégation à Paris pour rendre des comptes, mais pour en demander à ceux qui lui ont causé de si grands dommages et qu'il a combattus jusqu'au bout avec tant d'acharnement.» (Enver Hoxha, Déclaration faite aux représentants de la presse à Paris, le 16 septembre 1946. «Bashkimi», 19 septembre 1946.)

L'appui que les pays amis, et en particulier l'Union Soviétique, apportèrent à la République Populaire d'Albanie joua un rôle important pour l'obtention de ses succès dans l'arène internationale.

Le Parti Communiste d'Albanie tira de grands enseignements de l'expérience acquise dans la lutte menée contre la réaction durant les premières années qui suivirent la Libération. Les communistes se persuadèrent eux-mêmes par la pratique, et persuadèrent également les masses travailleuses que la révolution ne peut se développer ni le socialisme être édifié qu'à travers

«une lutte acharnée et sans merci contre les ennemis de l'intérieur et les impérialistes qui les appuient de l'extérieur.» (Directives du CC du PCA, 17 juin 1947. Documents principaux du PTA, T. I, p. 362.)

Le Parti ne se laissa jamais griser par les victoires que les masses populaires remportaient sous sa direction ni par les échecs des ennemis. Le Comité Central enseignait que

«le travail de l'ennemi doit être jugé sérieusement et [que], à cette fin, il faut de la vigilance, une vigilance constante et révolutionnaire.» (Directives du CC du PCA, 17 juin 1947. Documents principaux du PTA, T. I, p. 364.)

Modification de la structure économique et sociale et premiers résultats dans le développement socialiste de l'économie

La socialisation des principaux moyens de production et la réforme agraire modifièrent la structure économique et sociale du pays en faveur du socialisme. L'économie revêtait maintenant trois formes principales : la forme socialiste, la forme de la petite production marchande et la forme capitaliste.

Le secteur socialiste comprenait l'industrie, les mines, les centrales électriques, les transports et les télécommunications, le système financier, le commerce extérieur, le commerce intérieur de gros, les entreprises d'Etat et coopératives du commerce de détail, les exploitations agricoles d'Etat et coopératives, les stations de machines et de tracteurs, les eaux et forêts et le sous-sol. A la fin de 1947, ce secteur occupait des positions dominantes dans l'économie. Sa part dans le volume global de la production industrielle atteignait 95 pour cent.

La petite production marchande englobait la majorité de la population laborieuse et représentait quelque 80 pour cent du volume global de la production de l'économie nationale. Elle comprenait les exploitations des paysans pauvres et moyens et des artisans n'employant pas de main-d'œuvre salariée. Tous ces gens vivaient principalement du revenu de leur travail.

Le secteur capitaliste comprenait les exploitations des koulaks dans les campagnes, les commerçants et trafiquants, et les artisans et petits entrepreneurs des villes qui employaient de la main-d'œuvre salariée. Sa part dans le volume total de l'économie nationale était d'environ 5 pour cent. Cette forme d'économie était surtout concentrée dans le commerce. En 1947, le secteur privé représentait quelque 80 pour cent du volume global de la circulation des marchandises dans le commerce de détail.

A ces trois formes de l'économie correspondaient aussi trois classes sociales : la classe ouvrière, la petite et moyenne paysannerie et la bourgeoisie. La classe ouvrière et la petite et moyenne paysannerie étaient devenues les deux classes principales de la société. La bourgeoisie, ayant perdu le pouvoir politique et la possession des principaux moyens de production, n'était plus une des classes principales. Pour défendre ses propres intérêts de classe, elle menait une âpre lutte contre le Pouvoir populaire et l'édification socialiste du pays, bénéficiant dans cette lutte de l'appui de l'impérialisme international.

Dans les nouvelles conditions économiques et sociales créées, le Parti, pour réaliser les tâches de l'édification socialiste, avait en vue tant les circonstances fondamentales qui favorisaient cette édification, que celles qui la rendaient plus difficile.

Les circonstances fondamentales favorables étaient: la présence du parti révolutionnaire marxiste-léniniste à la tête du Pouvoir et de la direction du pays; la solide union militante des masses travailleuses citadines et rurales autour du Parti au sein du Front Démocratique ; la trempe révolutionnaire de ces masses, acquise dans la lutte contre les ennemis intérieurs et extérieurs ; l'expérience de l'Union Soviétique dans l'édification du socialisme; l'appui moral, politique et économique de l'URSS et des pays de démocratie populaire ; le soutien du mouvement mondial de libération anti-impérialiste.

Les circonstances fondamentales qui rendaient cette édification plus ardue étaient : le fait que l'Albanie devait passer directement de la condition semi-féodale au socialisme; le retard dans le domaine de la culture et de l'enseignement ; la pénurie de cadres, d'ingénieurs et de techniciens et le manque d'ouvriers qualifiés ; l'insuffisance de ressources matérielles et financières ; l'encerclement du pays par les impérialistes et par les Etats voisins qui observaient une attitude hostile à son égard.

Dans ces circonstances, la première tâche que le Parti fixa pour l'édification du socialisme fut le développement rapide des forces productives, par la mise en valeur et l'exploitation de toutes les possibilités et ressources intérieures. La réalisation de cette tâche constituait à la fois une condition déterminante pour la limitation et la liquidation des éléments capitalistes, pour la construction de la base matérielle du socialisme et l'élargissement des rapports socialistes de production.

Les transformations dans la structure économique et sociale du pays permirent au Parti Communiste d'Albanie de prendre des mesures concrètes pour assurer l'essor planifié de l'économie et de la culture. Les premiers plans des années 1947-1948 visaient à la consolidation de l'économie socialiste, par le développement prioritaire des mines et des diverses branches de l'industrie légère. Dans le domaine de

l'agriculture, on prévoyait d'étendre les superficies ensemencées, d'accroître la production de céréales panifiables et de propager de nouvelles cultures industrielles. Dans le domaine culturel, les tâches essentielles étaient la diffusion de l'instruction, la liquidation de l'analphabétisme et la formation de spécialistes.

Afin de mener à bien les tâches qu'impliquait la direction planifiée de l'économie, le Parti et le Gouvernement prirent en 1947 une série de mesures. Les entreprises industrielles d'Etat adoptèrent le système de l'auto-financement. C'était là une nouvelle méthode de direction planifiée de l'activité économique des entreprises, qui requiert de la part de chacune d'elles qu'elle couvre tous les frais de sa production par les revenus de la vente de ses produits et qu'elle s'assure en même temps une accumulation de fonds.

Le passage des entreprises économiques à la gestion fondée sur l'auto-financement fut complété par l'organisation du travail sur la base de normes de production et par un nouveau système de rémunération du travail selon le principe socialiste de rétribution en fonction de la quantité et de la qualité.

Dans le but de centraliser l'accumulation et la répartition, il fut procédé à la réorganisation du système financier, du budget, des impôts et des fonctions des banques. Se dépouillant de son caractère quasi administratif, le budget se mua en un plan financier de base pour l'ensemble de l'économie populaire. Les impôts perdirent aussi leur caractère fiscal. Les recettes du budget eurent pour sources principales l'impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises économiques et l'excédent de leurs bénéfices. La Banque d'Etat, avec ses filiales, devint le centre unique de crédit et de comptabilité.

Les droits et les devoirs des ouvriers furent définis dans la nouvelle loi du travail et des assurances sociales des travailleurs. Cette loi réglementait également la conclusion des contrats collectifs entre les directions d'entreprise et les ouvriers, les salaires, la durée du travail et des congés. Elle défendait en particulier les droits des enfants mineurs et des mères. En vertu de la nouvelle loi, tout travailleur bénéficiait des assurances sociales, des allocations fournies par l'Etat en cas de maladie, d'accident du travail, des allocations de vieillesse et de maternité.

Appréciant à sa juste valeur le rôle du secteur coopératif dans la construction de l'économie socialiste, le Parti stigmatisa les déformations qui constituaient un écart manifeste de sa ligne économique.

Il fut mis un terme à la pratique qui consistait à distribuer la totalité des bénéfices entre les membres des coopératives d'artisanat, sans en réserver une part pour l'expansion de la production. On neutralisa la tendance à la spéculation et à la recherche du maximum de profits et l'on institua un système de rémunération du travail reposant sur des bases socialistes.

Il fut rigoureusement interdit aux coopératives de consommation de revendre aux commerçants privés les marchandises qu'elles amassaient, comme elles l'avaient fait dans certains cas. Afin d'inciter ces coopératives à stocker le maximum possible de produits agricoles, il fut établi entre elles et les coopératives rurales d'achat-vente, un étroit système de liaisons économiques.

Les coopératives d'achat-vente furent chargées non seulement de fournir des produits industriels aux campagnes, mais aussi de stocker des produits agricoles pour assurer l'approvisionnement régulier des villes. Cette mesure éliminait les intermédiaires et les spéculateurs privés, encourageait et rendait matériellement plus avantageux l'échange organisé des produits des campagnes et de ceux des villes.

L'adoption de ces mesures dans le secteur coopératif avait une portée économique et politique évidente. Elles aidèrent à placer le mouvement coopératif sur de justes et solides bases et à empêcher les éléments capitalistes combattant la ligne économique du Parti relative à l'édification du socialisme d'exploiter les faiblesses subsistantes.

Sans sous-estimer le rôle et l'importance de la coopération dans le domaine de la circulation, le Parti considérait que ce n'était là qu'un premier échelon, un point de départ pour passer à la coopération dans le domaine de la production agricole. Ainsi, les années 1947-1948 virent se poursuivre le travail pour la mise sur pied de coopératives agricoles de production fondées sur le libre consentement de leurs membres.

Pour devenir des exploitations socialistes modèles et modernes, ces premières coopératives agricoles avaient besoin d'une base matérielle et technique avancée. C'est à cette fin que furent créées, dès 1947, les premières stations de machines et de tracteurs (SMT).

Les stations de machines et de tracteurs eurent, dès le début, le caractère d'entreprises socialistes d'Etat du secteur de l'agriculture. Elles représentaient une forme particulière de la grande aide que l'Etat accordait de manière organisée à la paysannerie, pour l'éclosion et le renforcement du système nouveau, coopératif, à la campagne. Les SMT constituaient la première pierre des fondations jetées pour l'édification de la nouvelle base matérielle et technique de l'agriculture socialiste. Elles étaient un puissant moyen d'action politique et organisationnelle. A travers elles, le Parti popularisait et diffusait à la campagne l'idée de la nécessité et des bienfaits de la collectivisation rurale et propageait effectivement ces bienfaits.

Un grand problème politique et économique se posait au Parti et au Pouvoir, celui d'assurer le pain de la population. Pour résoudre ce problème, le Pouvoir populaire fut contraint d'édicter des ordonnances spéciales prescrivant aux producteurs ruraux de vendre à l'Etat tous leurs excédents de céréales en sus de la quantité nécessaire fixée par la loi comme semences et pour la subsistance de chaque famille.

L'Etat réussit ainsi à amasser les quantités de céréales nécessaires. Toutefois, l'application des ordonnances rencontra des difficultés du fait de l'opposition des paysans producteurs et des tentatives des ennemis de tirer parti de cette opposition à leur avantage. D'autre part, ce système de stockage ne comportait pour le paysan aucun intérêt ou stimulant matériel l'incitant à accroître les surfaces ensemencées et le rendement des cultures. C'est pour ces raisons qu'en 1948 des modifications furent apportées au système de stockage. Selon le nouveau système, chaque exploitation rurale se voyait fixer la quantité de céréales qu'elle devait obligatoirement livrer à l'Etat à des prix unifiés. Les paysans pouvaient conserver pour eux-mêmes les produits excédant ces quantités fixées ou les vendre à l'Etat à des prix plus élevés que ceux du stockage obligatoire. Ce système créait dans une certaine mesure pour le paysan un stimulant matériel à accroître la production agricole. Cependant, il ne résolvait pas parfaitement le problème et prêtait à des anomalies qui, ou bien menaient au stockage obligatoire de tous les excédents de production, ou bien laissaient aux paysans des quantités de produits supérieures à celles prévues par les ordonnances.

Les fréquentes modifications du système de stockage au cours des années 1946-1948 étaient la conséquence non seulement des difficultés rencontrées pour assurer le pain à la population, mais aussi du manque d'expérience dans la recherche des formes les plus appropriées de liaisons entre la ville et la campagne.

En juin 1947-1948, les masses laborieuses firent de gros efforts pour réaliser les plans. Au cours de ces deux années, outre la voie ferrée Tirana-Durrës-Peqin, de nouveaux établissements industriels furent construits et l'on obtint un accroissement des capacités productives des mines. En 1948, le volume global de la production industrielle avait doublé par rapport à 1938.

A cette époque, la production agricole également dépassa le niveau d'avant-guerre. Grâce à la diffusion de nouvelles cultures industrielles, l'ancienne structure de l'agriculture se modifiait lentement, mais inéluctablement. Les premiers pas furent faits pour l'assèchement des marais et l'irrigation et le drainage des terres.

Les transformations économiques et sociales de caractère démocratique et socialiste réalisées en Albanie au lendemain de la Libération furent rapides, profondes, impétueuses. Cela était dû au fait qu'elles étaient l'œuvre du Pouvoir populaire, qui représentait la dictature du prolétariat sous la conduite directe du Parti Communiste. L'ampleur de ces transformations était également due à la large base sociale de la révolution socialiste. Dans leur activité tendant à la transformation révolutionnaire du pays, le Parti et le Pouvoir furent en effet fermement appuyés non seulement par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, mais aussi par la paysannerie moyenne et la petite bourgeoisie citadine.

L'écrasante défaite militaire et politique que les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire avaient subie en 1944 et les bases solides que s'étaient assurées le Pouvoir populaire parmi les larges masses, furent, après la Libération, des facteurs qui empêchèrent les classes exploiteuses renversées, en dépit des grands efforts déployés dans ce sens, surtout par l'impérialisme américain et anglais, de porter la lutte de classes jusqu'à la guerre civile. Ces classes essayèrent ainsi une nouvelle et grande défaite dans les domaines politique, économique et social.

5. ECRASEMENT DE L'INTERVENTION HOSTILE DES REVISIONNISTES YUGOSLAVES. DENONCIATION DE L'ACTIVITE ANTIPARTI DU GROUPE DE KOÇI XOXE

Les succès obtenus dans les premières années qui suivirent la Libération auraient été encore plus considérables, sans l'intervention flagrante de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie et de l'Etat albanais. Les agissements hostiles de cette direction causèrent un grand tort à l'édification du socialisme en Albanie.

Se guidant sur la politique conséquente internationaliste du Parti Communiste d'Albanie qui visait à la consolidation des relations fraternelles avec l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire, le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie conclut, en juillet 1946, un Traité de coopération et d'assistance mutuelle avec la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, traité qui fut suivi, quelques mois plus tard, de la signature d'une Convention économique.

Le Parti Communiste d'Albanie considérait avec confiance l'alliance du peuple albanais et des peuples yougoslaves qui avaient combattu côte à côte et qui avaient versé leur sang contre le même ennemi et pour les mêmes buts. Le Parti estimait que l'étroite coopération et l'assistance mutuelle entre la République Populaire d'Albanie et la République Fédérative Populaire de Yougoslavie constituaient un facteur extérieur important pour l'édification du socialisme en Albanie, pour la sauvegarde de l'indépendance nationale du pays face aux visées asservissantes des impérialistes américains et britanniques et de leurs valets, les monarcho-fascistes grecs.

Néanmoins, le Secrétaire Général et d'autres camarades du Comité Central regardaient avec inquiétude les interventions des représentants yougoslaves dans les affaires intérieures du Parti et de l'Etat albanais. Ils ne soupçonnaient cependant pas encore que ces interventions se faisaient sur les instructions ou avec l'approbation du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie. Manifestant leur opposition chaque fois que les diplomates ou militaires yougoslaves en Albanie cherchaient à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Etat ou du Parti, ils s'employaient en même temps à dissiper tout malentendu et à écarter tout obstacle dans les rapports entre les deux pays et les deux Partis.

Or leurs efforts se heurtèrent à l'attitude antimarxiste, anti-albanaise de la direction yougoslave. Cette attitude, que la propagande yougoslave s'évertuait à présenter comme une politique d'«aide fraternelle désintéressée», couvrait son véritable objectif, qui était de supprimer l'indépendance du Parti Communiste d'Albanie et de l'Etat albanais.

Résistance du Parti Communiste d'Albanie à l'ingérence yougoslave

Les accords conclus conformément à la Convention économique entrèrent en vigueur au début de 1947. La première mesure qu'ils prévoyaient était l'établissement de la parité entre les deux monnaies. Sur l'initiative du camarade Enver Hoxha, le Comité Central du Parti et le Gouvernement albanais élevèrent dès le début une opposition de principe contre cette mesure, de nombreux obstacles empêchant la réalisation d'une véritable parité. Le niveau du développement économique, les salaires des travailleurs et les prix des marchandises dans les deux pays étaient fort inégaux. Le nivellement à bref délai en était irréalisable. Or la direction du Parti Communiste de Yougoslavie estima cette opposition non fondée, la jugeant même comme un signe de défiance à l'égard de l'esprit de la Convention. Poursuivant sa pression, elle fit établir la parité du lek et du dinar, sur des bases arbitraires, au bénéfice de celui-ci.

La seconde mesure appliquée fut l'unification des prix. Sur ce point également, le Parti et le Gouvernement albanais élevèrent des objections fondées sur le fait que les infrastructures de l'industrie, de l'agriculture et des autres branches de la production matérielle dans les deux pays, présentaient des différences fondamentales. Il existait également un décalage entre la productivité du travail et les frais généraux par unité de production dans les deux pays. La direction du Parti Communiste de Yougoslavie considérait ces facteurs comme sans importance. Par la pression qu'elle exerça, elle réussit à faire admettre que des normes d'accumulation analogues fussent fixées pour les marchandises des deux pays, ces marchandises devant être échangées aux prix intérieurs et non pas à ceux du marché international.

La troisième mesure était l'union douanière. Le Parti Communiste d'Albanie fit son possible pour que cette union servît à faciliter les échanges entre les deux pays. Cependant, la direction du Parti Communiste de Yougoslavie dénaturait le contenu de l'accord et, à la suite de pressions, parvenait à obtenir le droit pour toute entreprise ou tout commerçant privé yougoslave d'acquérir sans aucune restriction des marchandises sur le marché albanais, et à établir le change libre du dinar et du lek albanais. Il en résulta que les entreprises et les commerçants privés yougoslaves accaparèrent tout ce qu'ils trouvèrent sur le marché albanais. L'épuisement du marché national créa une situation fort pénible pour l'économie et les travailleurs du pays. Elle engendra la menace d'une nouvelle inflation et entraîna une hausse générale des prix sur le marché libre.

Une commission spéciale fut créée en vue de coordonner les plans économiques et d'assurer l'application des autres accords économiques. La direction yougoslave demandait que cette commission fût investie de droits et d'attributions qui en auraient virtuellement fait un gouvernement au-dessus du Gouvernement albanais. Ces demandes furent rejetées par le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie.

Des sociétés mixtes albano-yougoslaves furent créées dans le cadre des accords économiques. Elles embrassèrent les principales branches de l'économie populaire. Ces sociétés étaient soi-disant constituées sur un pied d'égalité. Or, tandis que la partie albanaise versait aux sociétés mixtes la totalité de l'apport convenu, la partie yougoslave, elle, n'investit pas un sou dans les fonds de base. Ces sociétés n'opéraient donc qu'avec les fonds de l'Etat albanais, et la partie yougoslave s'appropriait la moitié des bénéfices.

Tous ces accords violaient également les normes les plus élémentaires des rapports entre deux Etats souverains, occasionnant par là de graves dommages à la République Populaire d'Albanie.

En vue de promouvoir l'application des accords économiques, le gouvernement yougoslave avait promis d'ouvrir à l'Albanie pour 1947 un crédit de deux milliards de leks. Le crédit qui fut effectivement versé n'atteignit même pas la moitié de cette somme. Les marchandises livrées à crédit par la Yougoslavie étaient calculées à des prix de deux à quatre fois plus élevés que les prix internationaux. Toute la prétendue aide yougoslave se ramenait à quatre petites fabriques, vétustes et dont l'outillage était depuis longtemps amorti. En outre, le crédit fut utilisé comme un moyen de pression sur le Parti et le Gouvernement, et pour susciter la défiance à leur égard sous prétexte qu'ils

étaient incapables de diriger le développement planifié de l'économie. Cela entrava considérablement la réalisation du plan pour 1947, qui avait été calculé en tenant compte de l'aide yougoslave. Le gouvernement yougoslave n'accorda pas davantage à la République Populaire d'Albanie les crédits promis pour 1948.

Afin de faire face aux exigences du plan, le Gouvernement se vit contraint de mettre en exploitation toutes les réserves de matières premières, de matériaux de construction et d'articles de consommation courante dont il disposait, mais ces réserves étaient réduites et la situation économique et financière du pays s'aggrava.

En même temps qu'elle poursuivait ses efforts pour s'emparer de positions importantes dans l'économie, la direction du Parti Communiste de Yougoslavie intervenait de plus en plus pour mettre la main sur l'armée albanaise. Forte de l'appui dont elle bénéficiait à la Direction Politique de l'Armée, elle concentra ses attaques contre l'Etat-major général et contre le chef de l'Etat-major, le camarade Mehmet Shehu, qui défendaient la juste ligne du Parti en matière militaire et l'indépendance de l'Armée Populaire. Sur les questions militaires également, les vues et les exigences de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie rencontrèrent l'opposition de la partie idéologiquement saine du Comité Central du Parti, conduite par le camarade Enver Hoxha.

Dans le but de briser la résistance du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, la direction du Parti Communiste de Yougoslavie lui adressa, en juin 1947, une lettre provocatrice. Tito, Secrétaire Général du Parti Communiste de Yougoslavie, s'en prenait ouvertement au Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, l'accusant de déformer la ligne du Parti et prétendant qu'en Albanie «se cristallisait une seconde ligne, d'orientation anti-yougoslave». En lançant cette accusation, la direction yougoslave visait à renforcer ses positions affaiblies au sein du Parti Communiste d'Albanie et à fournir à son agent, Koçi Xoxe, une arme pour combattre et frapper le Secrétaire Général et les autres camarades aux vues saines de la direction, que, par ses insinuations, elle présentait comme les principaux responsables des atteintes portées à la ligne du Parti.

La lettre du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie fut soumise à l'examen du Bureau Politique. Koçi Xoxe et Pandi Kristo ne réfutèrent l'accusation de la direction yougoslave ni n'osèrent ouvertement la soutenir. Le Bureau Politique la rejeta. Il chargea le camarade Enver Hoxha de rédiger la réponse au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, en y définissant l'accusation formulée par celui-ci comme nullement fondée et comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie.

Après quoi, les choses s'aggravèrent encore davantage. La direction du Parti Communiste de Yougoslavie multiplia les actes d'ingérence dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie et accentua sa pression sur celui-ci. Pour appuyer cette action, elle inventa de nouveaux prétextes.

Au début de 1947, le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie donna pour directive aux organes de l'Etat d'entreprendre l'élaboration d'un plan biennal (1948-1949) de développement de l'économie. Le Parti partait de l'état réel des choses en Albanie, des possibilités intérieures, du niveau des études qui avaient été faites en la matière et de l'expérience que les organes d'Etat avaient pu acquérir pour la préparation d'un plan à moyen terme.

Sans tenir compte de cette situation, la direction du Parti Communiste de Yougoslavie demanda obstinément que l'Albanie, elle aussi, élaborât un plan à long terme (quinquennal), à l'image de celui de la Yougoslavie. Allant plus loin, elle fixa au Gouvernement de la République Populaire d'Albanie l'orientation qu'il devait suivre pour ce plan, montrant par là qu'elle considérait l'Albanie comme une république yougoslave. Selon cette orientation, l'économie de la République Populaire d'Albanie ne devait pas se développer indépendamment, mais s'intégrer dans celle de la Yougoslavie. L'Albanie ne devait pas créer et développer sa propre industrie nationale, mais se contenter de produire des matières

premières agricoles et d'extraire des minerais destinés à être transformés en Yougoslavie. En échange, l'Albanie recevrait de la Yougoslavie des produits industriels utiles. Cette orientation visait à exploiter l'économie albanaise, à l'assujettir à l'économie yougoslave et à en faire un appendice de cette dernière.

Le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie rejeta aussitôt cette orientation qui lui était suggérée. Il approuva en principe l'élaboration d'un plan quinquennal, mais accompagna son approbation de directives données au Gouvernement. Selon celles-ci, le plan devait avoir pour objectifs la création et le développement de l'industrie nationale, l'électrification du pays, le développement de l'agriculture sur des bases socialistes, et aussi s'appuyer principalement sur les forces intérieures ainsi que sur l'aide de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire.

Le Parti entreprit des démarches concrètes en vue de raffermir et d'étendre les relations politiques et économiques de la République Populaire d'Albanie avec l'URSS et les pays de démocratie populaire. Or ces démarches se heurtèrent à l'opposition de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie, qui cherchait à maintenir l'Albanie isolée de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire.

En juillet 1947, une délégation gouvernementale conduite par le camarade Enver Hoxha se rendit à Moscou pour y conférer avec le gouvernement soviétique. A l'issue des entretiens, l'Union Soviétique accorda à la République Populaire d'Albanie un crédit pour l'équipement de l'agriculture en tracteurs et autres machines agricoles, ainsi que pour la construction de plusieurs importants établissements industriels.

La direction yougoslave, invoquant comme prétexte le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle existant entre les deux pays, tenta d'entraver la conclusion de l'accord avec l'URSS. Elle alla jusqu'à faire demander, à l'ambassade albanaise par le représentant de la Yougoslavie à Moscou de lui remettre les copies de cet accord, la prévenant sur un ton de menace que l'Albanie ne devait conclure aucune convention sans l'approbation du gouvernement yougoslave. Le gouvernement albanais protesta contre cette nouvelle intervention dans les affaires intérieures du pays.

La juste orientation donnée au Gouvernement par le Comité Central du Parti pour l'élaboration du plan ainsi que la visite de la délégation gouvernementale à Moscou servirent de prétexte à Tito pour formuler une nouvelle accusation contre le Parti Communiste d'Albanie. En novembre 1947, il accusa le gouvernement albanais d'avoir prétendument élaboré un plan quinquennal autarcique et irréel, qui détachait l'économie albanaise de l'économie yougoslave. Il dénonça de façon détournée l'aide matérielle et morale reçue directement de l'URSS et accusa ouvertement le camarade Enver Hoxha d'avoir modifié, à son retour de Moscou, la politique à l'égard de la Yougoslavie. L'orientation vers l'Union Soviétique était définie comme anti-yougoslave. Il était imputé au Parti Communiste d'Albanie d'avoir soi-disant permis la création en Albanie d'un front anti-yougoslave, d'être responsable de la grave détérioration des rapports entre le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie. Enfin, le camarade Nako Spiru en particulier était accusé de collaborer avec l'ennemi !

Ces nouvelles accusations étaient un nouveau coup très rude porté au Parti Communiste d'Albanie. Elles ébranlèrent profondément la direction du Parti et aggravèrent à l'extrême la situation déjà tendue qui s'était créée au sein du Bureau Politique, fournissant à la fraction de Koçi Xoxe le moyen de détruire le Parti dans ses fondations. Et en vérité, Koçi Xoxe, Pandi Kristo et Kristo Themelko [*Kristo Themelko reconnut ses erreurs et fit son autocritique après que la trahison de la direction du PC de Yougoslavie eut été pleinement mise à nu en juin 1948.*] se firent les plus ardents défenseurs des thèses yougoslaves. Cherchant à priver le camarade Enver Hoxha de tout appui et soutien, Koçi Xoxe ne convoqua pas certains membres à la réunion que tint le Bureau Politique pour examiner ces accusations.

En outre, au lieu de dévoiler les raisons de l'ingérence de la direction yougoslave et de rejeter ses accusations montées de toutes pièces, Koçi Xoxe et Pandi Kristo soutinrent ces accusations et

concentrèrent les discussions sur la «trahison» de Nako Spiru. Ce n'était là qu'une manœuvre visant à camoufler le rude coup porté au Parti Communiste d'Albanie et à son Secrétaire Général par la direction yougoslave, ainsi que les objectifs de cette dernière.

Dans cette situation envenimée et dans des circonstances très pénibles pour lui, le camarade Nako Spiru, ne pouvant tenir ferme, comme les communistes doivent savoir le faire en toute circonstance, se suicida.

Afin de raffermir les relations avec les pays engagés dans la voie du socialisme, une délégation gouvernementale albanaise ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha se rendit, en décembre 1947, à Sofia et y signa un Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la République Populaire d'Albanie et la République Populaire de Bulgarie.

La direction du Parti Communiste de Yougoslavie chercha à contrecarrer la conclusion de ce Traité. Par l'intermédiaire de Koçi Xoxe, qui était membre de la délégation albanaise, elle s'employa à en faire formuler la teneur de façon que toute action commune de l'Albanie et de la Bulgarie fût subordonnée à l'approbation préalable de la Yougoslavie. Cette exigence pressante de Koçi Xoxe fut repoussée. Dans l'impossibilité d'empêcher la conclusion du Traité et d'en altérer le solide esprit, la direction yougoslave mit tout en œuvre pour en diminuer la valeur.

Se prononçant pour le raffermissement des liens avec les partis communistes frères sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien, le Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie approuva totalement, en octobre 1947, la Déclaration et la Résolution de la Conférence consultative de plusieurs partis communistes et ouvriers, qui s'était tenue à la fin de septembre 1947 à Varsovie, et la création du Bureau d'Information issu de cette Conférence. Le Parti Communiste d'Albanie se montra prêt à échanger son expérience et, le cas échéant, à coordonner ses actions avec celles des partis communistes et ouvriers frères. Le Comité Central devait, en temps voulu, solliciter l'admission du Parti Communiste d'Albanie au Bureau d'Information.

Dévoilement des plans antimarxistes et anti-albanais de la direction yougoslave

Le suicide de Nako Spiru porta un grand préjudice au Parti et aggrava encore la situation tendue qui s'était créée dans la direction du Parti. La clique révisionniste yougoslave exploita cet incident comme «une preuve de la véracité» de ses accusations et lança une nouvelle attaque contre la ligne du Parti Communiste d'Albanie, son unité et son Secrétaire Général.

Dans ces circonstances, Koçi Xoxe, se posant en «sauveur» du Parti, prépara, avec l'appui de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie, le VIII^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie. Les thèses antimarxistes et anti-albanaises du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, qui avaient été formulées sous forme de programme dans un discours prononcé par Koçi Xoxe à l'Ecole du Parti, servirent de plate-forme à ce Plénum. Durant les préparatifs de la réunion plénière, Koçi Xoxe intensifia les persécutions contre les cadres sains et éprouvés du Parti, qui en défendaient la juste ligne, et lança une campagne de dénigrement contre les communistes intellectuels. A travers les organes de la Sûreté de l'Etat qu'il dirigeait personnellement, il recueillait ou inventait des griefs à la charge des cadres dirigeants du Parti qui ne se conformaient pas à ses vues et qui devaient être condamnés au VIII^e Plénum.

Juste à ce moment, la direction yougoslave, par l'intermédiaire de Savo Zllatic, son représentant en République Populaire d'Albanie, présenta au Comité Central du Parti Communiste d'Albanie son plan d'«union de l'Albanie et de la Yougoslavie sur la base d'une fédération». Celle-ci devait englober aussi «les autres peuples des Balkans, la Bulgarie en particulier». D'après ce plan, la fédération, à ses débuts, devait prendre corps dans le domaine des «relations économiques» par la «fusion des économies nationales» et «l'élaboration de plans communs». L'«unification des armées» devait être également réalisée. Plus tard, serait envisagée «la création d'un Etat unique», ce qui était prétendument

«la volonté des peuples et des partis». [*Thèses de Savo Zllatic sur l'union de l'Albanie et de la Yougoslavie, présentées au CC du PTA, 5 décembre 1947. Notes de l'entretien. ACP.*] C'est sur les thèses de ce plan que le groupe de Koçi Xoxe appuya les préparatifs du Plénum du Comité Central.

L'activité hostile des titistes et de leur officine, dirigée par Koçi Xoxe, contre le Parti Communiste d'Albanie, atteignit son paroxysme à ce VIII^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, qui se tint en février Koçi Xoxe et Pandi Kristo y accusèrent en fait le camarade Enver Hoxha d'être le principal responsable de la voie soi-disant erronée dans laquelle le Parti s'était engagé. Nako Spiru fut déclaré ennemi du Parti et du peuple et qualifié d'espion. Le camarade Mehmet Shehu, à qui il fut arbitrairement refusé de participer au Plénum, fut accusé d'activité «hostile anti-yougoslave» et exclu du Comité Central. Koçi Xoxe évoqua une prétendue fraction à la tête du Parti, qui agissait «sous les yeux du Secrétaire Général !» Il alla jusqu'à laisser entendre que cette fraction avait à sa tête le camarade Enver Hoxha lui-même ! Ces menées portaient un coup sévère à la position de celui-ci et à l'unité du Parti.

Le Plénum approuva l'établissement, entre l'Albanie et la Yougoslavie, de liens qui menaient tout droit à la liquidation du gouvernement albanais. Il fut avancé l'idée de l'unification des deux armées. On tenta ouvertement de détacher l'Albanie de l'Union Soviétique et l'on vit se manifester des tendances antisoviétiques.

Le VIII^e Plénum aggrava encore les erreurs dans la structure et la vie intérieure du Parti. Les méthodes organisationnelles de la direction du Parti furent de plus en plus remplacées par des méthodes militaires et policières.

La résistance du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie fut brisée à ce Plénum par la pression de la direction yougoslave. Le Plénum accepta les accusations de Tito, formulées en novembre 1947. La juste ligne politique et économique du Parti fut gravement violée. L'indépendance et la souveraineté nationales furent directement mises en péril. Le VIII^e Plénum créa un terrain propice pour la réalisation du plan yougoslave de colonisation de l'Albanie. Ce Plénum constitue une tache sombre dans la glorieuse histoire du Parti Communiste d'Albanie.

Après le Plénum, le groupe de Koçi Xoxe se mit obstinément à la tâche pour donner vie au plan yougoslave. Il hâta ses préparatifs pour jeter le discrédit sur les cadres dirigeants du Parti et de l'Etat qui contrecarraient l'ingérence et les pressions des révisionnistes yougoslaves, allant même jusqu'à préparer la suppression physique de ces cadres.

La direction et l'activité des organisations de masses furent orientées sur une fausse voie. On vit s'affirmer des tendances à désagréger l'organisation de la jeunesse. Les unions professionnelles furent dépouillées d'un certain nombre d'attributions et se transformèrent en un appareil purement bureaucratique.

Des méthodes policières furent introduites dans l'appareil d'Etat. Les organes de la Sûreté de l'Etat furent placés au-dessus du Parti.

Les titistes, croyant avoir complètement soumis le Parti Communiste d'Albanie, s'ingéraient maintenant plus ouvertement et brutalement dans les affaires intérieures du Parti et de l'Etat albanais. La commission de coordination des plans se transforma pratiquement en un second gouvernement. Les sociétés mixtes albano-yougoslaves devenaient des entreprises purement yougoslaves. Une commission spéciale de contrôle vint de Yougoslavie avec pour mission d'aider à l'intégration de l'économie albanaise dans l'économie yougoslave, cette intégration devant servir de base à l'union politique des deux pays. Cependant, le groupe de Koçi Xoxe lançait une vaste campagne de propagande pour «l'union et la fraternisation» avec la Yougoslavie, dans le but de présenter cette union, lorsqu'elle se réaliserait, comme un acte soi-disant accompli de par la volonté même du peuple albanais.

La direction yougoslave et la fraction de Koçi Xoxe demandèrent instamment au Comité Central du Parti et au Gouvernement d'éloigner de l'armée les conseillers soviétiques. Elles posèrent enfin devant le Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie la question de la création d'un Haut Commandement unique des armées albanaise et yougoslave devant avoir pour chef Tito et demandèrent que fût approuvée l'application du plan d'union de l'Albanie et de la Yougoslavie. Malgré la grave situation créée au sein du Bureau Politique et la pression extrême exercée par les titistes et leurs tenants, ces demandes antimarxistes et anti-albanaises, à la suite de la ferme opposition de principe du camarade Enver Hoxha, furent repoussées.

La direction yougoslave, sentant que ses intentions pouvaient être rapidement percées à jour et considérant la résistance du Parti Communiste d'Albanie, chercha à parvenir à ses fins par l'intimidation. Invoquant comme prétexte le prétendu danger d'une prochaine attaque de la part de la Grèce contre l'Albanie, elle demanda à y dépêcher d'urgence plusieurs divisions de l'armée yougoslave. Ainsi l'occupation de l'Albanie serait devenue un fait accompli et aurait permis aux titistes de briser les résistances à son annexion. Cette demande fut soutenue par Koçi Xoxe et son groupe. Avec Rankovic, un des plus proches collaborateurs de Tito, ils avaient même projeté d'annoncer officiellement la venue des troupes yougoslaves, après qu'elles se seraient fixées sur le territoire albanais, comme un acte s'insérant dans le cadre du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle !

Mais ce plan yougoslave ne fut pas non plus mené à terme. Le camarade Enver Hoxha soumit cette question à l'examen de la direction du Comité Central. Sur sa proposition, la direction se prononça contre l'entrée de troupes yougoslaves en Albanie. Cette décision historique sauva le pays de l'effusion de sang qu'eût entraînée la venue des troupes yougoslaves, elle le sauva d'une nouvelle servitude.

Le camarade Enver Hoxha fit part à Staline de la demande de la direction yougoslave d'envoyer plusieurs divisions en Albanie et de la fin de non recevoir opposée à cette demande par le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, de même qu'il l'avait auparavant informé des graves interventions de Tito et de divers fonctionnaires yougoslaves dans les affaires intérieures du Parti Communiste d'Albanie et de l'Etat albanais.

Le Parti et l'Etat traversaient des moments extrêmement difficiles. C'est précisément à cette heure que le Parti Communiste d'Albanie fut mis au courant des lettres que le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique avait envoyées au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie.

La direction yougoslave y était sévèrement critiquée pour son attitude antisoviétique, pour le fait qu'elle suivait une ligne opportuniste menant à la restauration du capitalisme, pour violation des normes léninistes dans la vie intérieure du Parti et pour l'arrogance et la présomption de ses dirigeants.

«Une telle situation anormale au sein du Parti Communiste de Yougoslavie constitue un sérieux danger pour la vie et le développement du Parti.» (Lettre du CC du PC (b) de l'US au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, 4 mai 1948. ACP.)

Ces lettres furent d'une haute importance pour le Parti Communiste d'Albanie et le peuple albanais.

«Au moment le plus grave de l'âpre conflit qui opposait le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie et les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie, conflit provoqué par les dirigeants antimarxistes yougoslaves, l'aide que le Parti Bolchevik de l'Union Soviétique prêta à notre Parti et à tous les autres partis communistes frères assura le salut de notre peuple, de notre Parti Communiste.» (Communiqué du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, 1^{er} juillet 1948. ACP.)

A la lumière de ces lettres, le Comité Central du Parti vit maintenant dans toute leur clarté le caractère et les objectifs de l'ingérence yougoslave en Albanie.

La réunion du Bureau d'Information tenue en juin 1948 contribua grandement à dénoncer l'activité révisionniste et chauvine de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie. Le Bureau d'Information aboutit à la juste conclusion que la direction du Parti Communiste de Yougoslavie s'était écartée du marxisme-léninisme pour s'engager dans la voie de la révision de celui-ci, qu'elle avait trahi le socialisme et glissé sur les positions du nationalisme bourgeois. Partant de cette situation, le Bureau d'Information condamna la direction du Parti Communiste de Yougoslavie comme traître à la cause du socialisme et de l'internationalisme prolétarien.

Le Comité Central du Parti Communiste d'Albanie souscrivit pleinement à la résolution du Bureau d'Information «sur la situation au sein du Parti Communiste de Yougoslavie». Par un communiqué spécial, il condamna la voie de trahison, antisoviétique et anti-albanaise de la direction du Parti Communiste de Yougoslavie.

Cette attitude du Comité Central fut adoptée par le Parti tout entier. Toutes les organisations du Parti exprimèrent, dans leurs réunions, leur confiance inébranlable dans le Comité Central et le Secrétaire Général, le camarade Enver Hoxha.

Le XI^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, Ecrasement de l'ingérence yougoslave et de l'activité hostile de Koçi Xoxe

Après que les desseins hostiles des révisionnistes yougoslaves eurent été dévoilés, les relations économiques et politiques entre l'Albanie et la Yougoslavie devaient être épurées de tout élément d'exploitation et de soumission, dans leur esprit comme dans leur contenu concret. A cet effet, le Parti Communiste d'Albanie demanda que, à l'exception du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, tous les autres accords fussent revus. La direction yougoslave n'ayant pas tenu compte de cette juste demande, le gouvernement albanais se vit contraint de déclarer nuls et non avenue les accords économiques conclus entre les deux pays.

En septembre 1948, le XI^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie se réunissait afin de neutraliser complètement l'ingérence yougoslave et les déformations de la ligne politique et organisationnelle du Parti. Participaient également à ce Plénum les membres et les membres suppléants du Comité Central qui en avaient été injustement exclus par le VIII^e Plénum.

Ce Plénum procéda à une vaste analyse de la ligne politique et de l'activité du Parti, mit à nu les raisons des erreurs commises et définît les mesures à prendre pour opérer le tournant dicté par les nouvelles circonstances historiques.

Le Plénum estima juste la ligne politique suivie par le Parti depuis sa fondation. Les quelques déformations qui s'étaient fait jour après la Libération étaient la conséquence de l'ingérence yougoslave. C'est cette ingérence et l'activité trotskiste de Koçi Xoxe, qui, dans la période consécutive à la guerre, avaient faussé dans l'ensemble, la ligne organisationnelle du Parti.

Les principales décisions du II^e Plénum et toutes les décisions du VIII^e Plénum furent définies comme antimarxistes, nocives et, en tant que telles, condamnées et invalidées.

Le Plénum s'arrêta longuement sur les relations du Parti et de l'Etat albanais avec le Parti et l'Etat yougoslaves. Il dénonça sévèrement les visées national-chauvines et colonialistes des révisionnistes yougoslaves à l'encontre de la République Populaire d'Albanie. D'autre part, le Comité Central fit son autocritique pour la confiance excessive qu'il avait témoignée à la direction du Parti Communiste de Yougoslavie.

Le Plénum estima injustifié le maintien du Parti dans une condition de semi-illégalité, même maintenant qu'il était devenu le parti dirigeant du Pouvoir. Le fait que le programme du Parti était couvert par celui du Front Démocratique, que les membres du Parti maintenaient secrète leur qualité

de membre et que les directives du Parti étaient rendues publiques comme décisions du Front Démocratique, fut qualifié de grave erreur. Ces pratiques, empruntées au Parti Communiste de Yougoslavie, affaiblissaient le rôle dirigeant du Parti dans toute la vie du pays et menaient à sa destruction.

L'absence de Statuts du Parti, qui avait permis l'introduction arbitraire en son sein des pratiques et méthodes antimarxistes de la direction yougoslave, fut jugée nocive. En conséquence, il fut posé la nécessité d'élaborer un tel texte fondamental.

Le Plénum imputa à Koçi Xoxe une lourde responsabilité pour avoir appuyé sans réserve les titistes et avoir déformé la ligne organisationnelle du Parti. Cumulant les fonctions de secrétaire à l'organisation du Parti et celles de ministre de l'Intérieur, Koçi Xoxe avait profité de cette double charge pour assujettir le Parti au contrôle des organes de la Sûreté de l'Etat, pour y appliquer des méthodes de direction policières. Cette pratique avait entraîné de graves violations du centralisme démocratique et l'étouffement de la critique et de l'autocritique de principe. Les organes dirigeants du Parti n'étaient pas élus, mais nommés d'en haut. Ils ne rendaient pas compte de leur activité devant la masse des communistes. Le contrôle de celle-ci sur les organismes dirigeants faisait défaut. Dans bien des cas, les droits des membres du Parti étaient foulés aux pieds. La discipline était plus mécanique que consciente. La direction collégiale du Parti avait été remplacée par des directives et des ordres individuels.

Des erreurs et des défauts sérieux se manifestaient dans l'attitude à l'égard des cadres. Le sectarisme, le régionalisme et le favoritisme prévalaient. Les cadres n'étaient pas, comme ils devaient l'être, considérés comme un précieux trésor du Parti. Le travail pour leur éducation et l'accroissement de leurs capacités était en fait totalement négligé. Tous les anciens cadres, capables et jouissant d'autorité, travaillaient dans l'appareil central, alors que les organes locaux du Parti et du Pouvoir étaient considérablement affaiblis.

Cette grave situation au sein du Parti avait aussi fortement marqué toute la vie du pays. En sa qualité de ministre de l'Intérieur, Koçi Xoxe avait toléré de graves violations de la légalité socialiste et des droits démocratiques des travailleurs. Les organes du ministère de l'Intérieur, surtout ceux de la Sûreté de l'Etat, étaient devenus des organes tout-puissants, exemptés de tout contrôle. Par leurs actions arbitraires et nocives, ils se détachaient de plus en plus du peuple.

Les organismes du Parti et de l'Etat avaient en diverses occasions adopté une attitude politique erronée à l'égard de la petite bourgeoisie patriote et de la couche des intellectuels. De sévères mesures économiques entraînant l'élimination prématurée des petits commerçants par la voie administrative avaient été prises. Des patriotes issus des couches moyennes citadines et rurales, qui s'étaient battus sous la conduite du Parti pour la Libération de la Patrie, étaient injustement déclarés ennemis. Par suite de l'activité hostile menée par des éléments intellectuels isolés, un large cercle d'intellectuels avait été frappé de façon arbitraire.

Il s'agissait là d'erreurs aux conséquences très graves, qui suscitaient parmi les masses populaires un sentiment d'incertitude et affaiblissaient les liens du Parti avec celles-ci et le Front Démocratique.

Le XI^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie mit fin à toutes les déformations et erreurs dans la ligne politique et organisationnelle du Parti.

Il réhabilita le camarade Nako Spiru comme militant du Parti et prit des sanctions contre Koçi Xoxe, Pandi Kristo et plusieurs autres membres du groupe fractionniste. Il fut décidé que tous ceux qui, en vertu de l'orientation donnée par le VIII^e Plénum, avaient été promus à des postes de direction dans le Parti et dans l'administration de l'Etat, devaient regagner leurs anciens postes ; tous ceux qui avaient fait l'objet de sanctions injustes furent disculpés et rétablis dans leurs fonctions antérieures. Les membres exclus du Parti en infraction à ses règles furent réintégrés en son sein.

Le XI^e Plénum réaffirma sa ferme intention de poursuivre, à l'avenir également, une politique d'amitié et d'étroite coopération fraternelles avec l'Union Soviétique et le Parti Bolchevik conduits par Staline, qui étaient à la tête du camp socialiste et du mouvement ouvrier révolutionnaire démocratique et anti-impérialiste dans le monde. Le Parti avait pour tâche d'étudier l'expérience de l'édification socialiste en Union Soviétique et de l'appliquer de façon créatrice dans les conditions de l'Albanie.

Les organisations du Parti furent chargées de mener un vaste travail de propagande pour faire comprendre aux masses travailleuses que les principaux ennemis de la République Populaire d'Albanie et de l'humanité entière étaient les impérialistes américains et anglais, pour leur expliquer la trahison de la direction révisionniste yougoslave, Tito en tête, envers le marxisme-léninisme et le camp socialiste, ainsi que son activité hostile à rencontre du Parti Communiste d'Albanie et de la République Populaire d'Albanie.

Afin d'assurer l'heureuse édification du socialisme, le Parti dut s'assigner la tâche de mobiliser les masses populaires pour réaliser le plan d'Etat, fortifier l'économie du pays et élever le niveau de vie des travailleurs, raffermir l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre et moyenne et liquider les classes exploiteuses.

Pour permettre au Parti de mener à bien sa mission historique, il était indispensable d'organiser la formation politique et idéologique sur des bases plus solides.

«En vue de promouvoir l'assimilation des fondements du marxisme-léninisme, de raffermir la conscience communiste... de faire connaître les lois du développement économique et social.»
(Résolution du XI^e Plénum du CC du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, p. 397.)

le Bureau Politique fut chargé

«d'organiser l'étude scientifique de la réalité de notre pays du point de vue marxiste-léniniste afin de mieux éclairer le Parti sur l'état et le développement de la lutte de classes chez nous, sur les mutations des forces de classes et les conditions concrètes du passage du capitalisme au socialisme. (Ibid.)

Le Plénum décida de reprendre la publication du «Zëri i Popullit», l'organe du Comité Central du Parti.

Dans le but de normaliser la vie du Parti Communiste d'Albanie, il fut décidé d'en légaliser immédiatement l'existence, de convoquer le I^{er} Congrès et de mettre en pratique les principes marxistes-léninistes en matière d'organisation.

Le XI^e Plénum du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie marqua le début d'un tournant très prononcé dans la vie du Parti et fut d'une grande portée pour les destinées du pays. Il rétablit l'unité dans la direction et rehaussa considérablement l'autorité du Parti. Les décisions du Plénum, qui, pour la première fois, furent publiées dans la presse, secouèrent de leur torpeur et mirent en mouvement toutes les organisations du Parti, stimulèrent l'initiative et la hardiesse des communistes et accrurent leur confiance en leurs propres forces.

Les erreurs et les vacillements isolés qui se manifestèrent, en tant que conséquences logiques du passage du Parti d'une situation grave à une situation nouvelle d'essor révolutionnaire, furent neutralisés grâce à l'intervention du Comité Central.

L'examen de la résolution du XI^e Plénum par le Parti permit de mettre en lumière de nombreux faits et documents qui éclairaient d'un nouveau jour l'activité hostile des révisionnistes yougoslaves et aggravaient encore davantage les fautes de Koçi Xoxe, Pandi Kristo et de leurs proches collaborateurs. D'autre part, dans l'autocritique qu'ils firent devant les réunions des cadres actifs du Parti de Tirana et

de Korçë, Koçi Xoxe et Pandi Kristo, au lieu de révéler les causes profondes et réelles de leurs erreurs et d'aider ainsi toutes les organisations du Parti à corriger leurs défauts, tentèrent de tromper le Parti, témoignant par là qu'ils ne s'étaient nullement repentis de la voie qu'ils avaient suivie ni des grands torts qu'ils avaient occasionnés à la cause du Parti et du peuple albanais. A la lumière de faits nouveaux, leur responsabilité devant le Parti et le peuple exigeait une appréciation nouvelle.

Diverses mesures furent adoptées afin d'éliminer l'influence des révisionnistes yougoslaves dans le secteur socialiste de l'économie et sur le front de la lutte de classes. L'ancienne loi sur l'imposition des exploitations agricoles, qui favorisait les koulaks et permettait leur enrichissement, fut modifiée. La nouvelle loi venait en aide à la paysannerie pauvre et limitait la croissance des éléments capitalistes à la campagne. De nouvelles lois furent également promulguées, qui régissaient et stimulaient l'essor économique des campagnes dans la voie du socialisme.

De nouveaux statuts des coopératives agricoles furent élaborés afin d'éliminer les éléments de coopération capitaliste que comportaient les anciens statuts empruntés aux révisionnistes yougoslaves. Les nouveaux statuts supprimaient la répartition des revenus selon la superficie de la terre et calculaient la rémunération exclusivement sur la quantité de travail fourni, limitaient le nombre des bêtes productives et la surface de l'enclos personnel des coopérateurs. L'Etat apporta un plus grand soin à l'organisation et à la bonne marche des coopératives agricoles, rejetant définitivement le point de vue erroné selon lequel les organismes d'Etat ne doivent pas intervenir dans la gestion des coopératives agricoles, sous prétexte que celles-ci sont des organisations de masses.

A cette époque, le Parti et les travailleurs avaient concentré toute leur attention sur les préparatifs du I^{er} Congrès du Parti Communiste d'Albanie. Les masses laborieuses redoublèrent d'ardeur dans leur travail créateur afin d'avoir accompli le plan économique à la date du Congrès. L'enthousiasme révolutionnaire qui s'était emparé du peuple aida beaucoup le Parti à porter à un haut niveau la préparation de son Congrès.

CHAPITRE IV - LA LUTTE DU PARTI POUR LA TRANSFORMATION DE L'ALBANIE DE PAYS AGRAIRE ARRIERE EN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL (1948 — 1955)

1. LE I^{er} CONGRES DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE - TOURNANT HISTORIQUE DANS LA VIE DU PARTI ET DU PAYS

Le I^{er} Congrès du Parti Communiste d'Albanie tint ses assises à Tirana du 8 au 22 novembre 1948. A ce Congrès, participaient 563 délégués à voix délibérative et 299 à voix consultative ; ils représentaient 29.137 membres et 16.245 stagiaires.

Le rapport d'activité du Comité Central, qui fut présenté par le Secrétaire Général du Parti, Enver Hoxha, analysait toute l'activité du Parti depuis sa fondation, appréciait l'importance des victoires remportées par le pays et le Parti, et des étapes qu'ils avaient traversées, et exposait en détail les circonstances et les motifs des erreurs apparues dans l'application de la ligne du Parti. Le rapport définissait clairement la politique du Parti pour la période à venir. L'esprit de parti dont le rapport était empreint et l'attitude de principe qui y était adoptée à l'égard des problèmes fondamentaux du Parti donnèrent aux délégués au Congrès une juste orientation et déterminèrent la bonne marche de ses travaux.

Orientations fondamentales pour l'édification des bases du socialisme

Le Congrès posa avec une grande vigueur la nécessité de mener jusqu'au bout la lutte contre les déformations de la ligne politique résultant de l'ingérence hostile de la direction yougoslave, et il définit les principales orientations en vue de l'édification des bases du socialisme.

La tâche fondamentale sur le plan économique consistait à tirer le pays de son état très arriéré par un rapide essor des forces productives.

La réalisation de cette tâche ne pouvait être conçue sans l'industrialisation socialiste et l'électrification du pays, qui en constituaient les éléments fondamentaux. L'industrialisation était une nécessité impérieuse dictée par le besoin de créer une base matérielle et technique entièrement nouvelle dans l'économie populaire, d'élargir la production marchande intérieure, de préparer les conditions propices à la réorganisation de l'agriculture sur des bases socialistes, de renforcer les rangs de la classe ouvrière de manière qu'elle pût consolider ses positions dirigeantes et, enfin, par le souci de sauvegarder les conquêtes de la révolution et de garantir l'édification du socialisme.

L'industrialisation socialiste devait être accomplie à des rythmes rapides pour permettre de rattraper dans les plus brefs délais le retard hérité du passé, d'assurer le développement indépendant de l'économie et d'obtenir une élévation notable du niveau de vie matérielle et culturelle des masses laborieuses. Pour mener à bien cette tâche, on devait en premier lieu s'appuyer sur la mise en valeur maximale des richesses du sol et du sous-sol, améliorer et réorganiser l'industrie existante, tout en l'enrichissant d'une série de branches et d'établissements nouveaux.

En même temps qu'il mettait l'accent sur l'industrialisation socialiste, le Congrès attachait une grande importance à la nécessité de tirer l'agriculture de son état de sous-développement et d'en promouvoir l'essor. La seule voie pouvant assurer la pleine réalisation de cette tâche était celle de la réorganisation, sur des bases socialistes, des zones rurales. Après que les erreurs commises dans le domaine de la collectivisation eurent été critiquées, il fut recommandé au Parti de porter ses efforts

«sur le renforcement du secteur socialiste dans l'agriculture (fermes d'Etat) et sur la collectivisation graduelle, avec mesure et librement consentie, de la terre dans les campagnes, par la voie des coopératives agricoles de production, celles-ci devant bénéficier de l'appui politique, économique et organisationnel de l'Etat.» (Résolution du I^{er} Congrès du Parti Communiste d'Albanie. Documents principaux du PTA, T. I, p. 454, Tirana, 1980.)

Les conditions pour une collectivisation à grande échelle n'étant pas encore arrivées à maturité, le Parti formula sa politique dans ce domaine avec le mot d'ordre «en matière de collectivisation nous ne devons ni nous hâter, ni marquer le pas.»

Le niveau de développement des exploitations individuelles, qui constituaient la forme d'exploitation la plus répandue dans l'agriculture, étant peu élevé, il fut jugé nécessaire de prêter une aide multiple au paysan individuel pour promouvoir l'accroissement de la production agricole.

Dans le même temps, le Congrès recommanda de ne pas oublier un seul instant le danger de développement du capitalisme dans les campagnes, que créait la prépondérance des exploitations individuelles. Il donna la directive d'appliquer une politique de limitation économique et d'isolement politique des éléments capitalistes ruraux.

Dans la mise en œuvre de sa politique rurale, le Parti devait se guider sur le mot d'ordre léniniste : «Appui sur le paysan pauvre, alliance avec le paysan moyen, lutte contre le koulak.»

Le développement du pays dans la voie du socialisme exigeait la poursuite de la lutte pour liquider le retard dans le domaine de la culture, pour approfondir la révolution culturelle et idéologique. En cette

matière, il fallait prendre toutes les mesures pour mettre en œuvre l'enseignement obligatoire, étendre en particulier l'enseignement secondaire professionnel, développer l'enseignement supérieur et préparer des cadres supérieurs dans le pays même et à l'étranger.

Après avoir critiqué les tentatives des révisionnistes yougoslaves et du groupe de Koçi Xoxe pour introduire dans le domaine de l'instruction, de l'art et de la culture, un esprit de négation des traditions et des valeurs culturelles du peuple albanais, le Congrès donna en ce domaine les principales orientations qui devaient constituer le fond même du développement de la révolution culturelle. L'instruction et la culture devaient devenir le bien du peuple, servir les grandes masses laborieuses, et, tout en s'appuyant sur les valeurs nationales, se doter d'un profond contenu socialiste. Dans l'enseignement, l'art et la culture, le Parti devait combattre l'influence de l'idéologie bourgeoise et s'appuyer puissamment sur la science marxiste-léniniste.

Les orientations et les tâches posées par le Congrès mirent un terme aux erreurs qui s'étaient révélées dans la pratique de l'édification socialiste, elles complétèrent, cristallisèrent et développèrent plus avant le programme du Parti pour la construction des bases du socialisme. Ces orientations prirent corps dans les plans à long terme de développement économique et culturel du pays.

Le Congrès examina et approuva le projet de directives du plan biennal de développement économique et culturel pour les années 1949-1950. La réalisation de ce plan devait préparer graduellement les conditions qui permettraient de passer au développement de l'économie conformément à des plans à plus long terme.

L'effort principal au cours du plan biennal devait porter sur le développement de l'industrie, développement auquel furent alloués 47 pour cent de la totalité des investissements du plan. La première place dans ce domaine était dévolue à l'accroissement des productions minières et en particulier du pétrole et du bitume, la seconde revenait au développement de l'industrie légère. Il était prévu de construire dans ces deux années un complexe de textiles, le combinat «Staline», une sucrerie à Maliq, une centrale hydro-électrique à Selitë et plusieurs autres ouvrages. Le développement de l'artisanat et une coopération plus poussée dans ce secteur devaient remplir un rôle important pour surmonter les difficultés d'approvisionnement de la population en articles industriels.

Dans l'agriculture, on prévoyait d'accroître les productions agricoles grâce à l'extension des superficies ensemencées, à l'élévation des rendements, à la mécanisation, à l'extension des travaux de bonification, etc.

Renforcement et démocratisation ultérieurs du Pouvoir populaire

Le Congrès souligna que pour mener à bien l'œuvre de construction des bases du socialisme il était absolument nécessaire de consolider et de démocratiser plus avant le Pouvoir, de renforcer l'Armée populaire et la Sûreté de l'Etat.

La division du Pouvoir en conseils de district et conseils de ville, les premiers s'occupant principalement des problèmes ruraux et les seconds surtout des problèmes urbains, fut définie comme une erreur de principe. Cette mesure administrative, empruntée aux révisionnistes yougoslaves, avait entraîné une rupture artificielle entre les travailleurs citadins et les travailleurs ruraux. Afin de remédier à ce défaut, le Congrès donna la directive de faire fusionner sans retard les conseils de district et ceux des villes de façon que les organes locaux du Pouvoir pussent s'occuper de tous les problèmes de la vie économique et politique du district.

Le Congrès critiqua le dualisme Pouvoir-Parti et la situation irrégulière qu'il avait engendrée. Ce dualisme était en effet à l'origine de la sous-estimation et de l'affaiblissement du rôle des organes du Pouvoir, de l'accentuation de la bureaucratie et du retard apporté au règlement des affaires courantes.

Les conseils populaires et leur appareil exécutif devaient user de tous les droits que leur conférait la loi pour rehausser leur rôle.

L'activité hostile que les impérialistes et leurs valets menaient sans répit contre la République Populaire d'Albanie pour l'abattre obligeait le Parti et le peuple albanais à ne jamais relâcher leur vigilance et à accroître constamment la puissance défensive de la Patrie. Cette tâche avait d'autant plus d'importance que l'Albanie édifiait le socialisme, entourée de toutes parts de pays ennemis. Le I^{er} Congrès donna la directive de prendre des mesures pour aguerrir encore plus l'Armée populaire sous tous les aspects, élever ses capacités et son état de préparation au combat, la moderniser davantage. Il recommanda de développer la préparation militaire et politique de l'Armée conformément à des programmes établis sur la base de l'idéologie marxiste-léniniste, de l'expérience de l'Armée de Libération Nationale Albanaise et de la science militaire soviétique, en adaptant celle-ci aux conditions du pays.

L'un des problèmes les plus ardues qui se posaient à l'époque au Parti était l'élimination des erreurs relevées dans l'activité des organes de la Sûreté de l'Etat, la mise de ces organes sur la bonne voie et leur renforcement ultérieur, vu que, dans les années qui venaient de s'écouler, ils avaient été touchés plus que tout autre secteur par l'ingérence yougoslave et l'activité trotskiste de Koçi Xoxe. Le Congrès approuva l'ensemble des mesures prises par le Parti après le XI^e Plénum du Comité Central, en vue d'éliminer les méthodes de police dans les organes de la Sûreté et de les épurer des éléments qui s'étaient rendus coupables de fautes graves. En particulier, il souligna que l'arme de la Sûreté devait mener ses activités sous la conduite et le contrôle directs du Parti et que la légalité socialiste devait être préservée.

En même temps, le Congrès recommanda que l'analyse des erreurs dans lesquelles était tombée la Sûreté de l'Etat fût faite dans un esprit de parti. La Sûreté avait rendu de précieux services pour la sauvegarde des conquêtes de la révolution. La condamnation de ses erreurs ne devait nullement mettre en cause son caractère indispensable ni se transformer en une lutte contre les gens de la Sûreté en général. Ceux qui s'étaient fourvoyés devaient être aidés par le Parti afin de corriger leurs erreurs. Le Congrès mit en garde contre le fait que l'ennemi de classe tenterait d'exploiter la situation créée après la dénonciation de la clique de Tito et du groupe de Koçi Xoxe, en dirigeant principalement ses attaques contre les organes de la Sûreté.

«Le Parti doit œuvrer à ce que l'arme de la Sûreté de l'Etat soit renforcée le plus possible, car elle est l'arme bien-aimée du Pouvoir dirigé par le Parti, l'arme qui protège le Parti et le Pouvoir contre l'activité hostile des ennemis extérieurs et intérieurs.» (Résolution du I^{er} Congrès du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, p. 456.)

La juste politique intérieure qui venait d'être définie devait obligatoirement s'accompagner d'une politique extérieure juste et de principe. Le Congrès dénonça l'activité des révisionnistes yougoslaves tendant à isoler complètement l'Albanie de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, ainsi que les efforts déployés par le groupe antiparti de Koçi Xoxe pour soumettre aveuglément le pays à la politique nationaliste antisoviétique de la direction yougoslave. Il définit une politique extérieure marxiste-léniniste qui découlait de la nature même de l'Etat socialiste et répondait aux intérêts du peuple et de la Patrie. Cette politique avait pour premiers objectifs l'amitié et la coopération avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes, l'appui à apporter aux peuples qui luttèrent contre l'impérialisme pour sauvegarder et assurer leur indépendance nationale, les efforts à fournir pour la sauvegarde de la paix et l'établissement de relations de bon voisinage avec les autres pays.

Les Statuts du Parti

Cette ligne politique juste ne pouvait être mise en œuvre que si toutes les déformations organisationnelles étaient éliminées et si l'on élaborait une ligne organisationnelle marxiste-léniniste. Le rétablissement des normes marxistes-léninistes devait parfaire le tournant dans la vie du Parti.

Le Congrès décida de changer la dénomination du Parti Communiste d'Albanie en celle de **Parti du Travail d'Albanie (PTA)**. Cette modification se rapportait à la composition sociale de la population du pays et à celle du Parti et elle n'altérait en rien ni le caractère ni les buts de celui-ci. La paysannerie constituait en Albanie la majorité, soit quelque 80% de la population. Ce fait se reflétait également dans le Parti, dont la grande masse des membres étaient des travailleurs ruraux. Le Parti du Travail d'Albanie devait être le prolongement du Parti Communiste.

Les normes et les règles de structure de la vie intérieure du Parti prirent corps dans les Statuts du Parti du Travail d'Albanie qui furent adoptés par le Congrès.

L'introduction des Statuts du Parti formulait dans leurs grandes lignes les objectifs du Parti : l'objectif proche — l'édification du socialisme ; l'objectif final — l'édification du communisme.

Les Statuts réaffirmaient le rôle dirigeant du Parti tant dans le Pouvoir que dans toute la vie politique, économique et culturelle du pays.

La structure du Parti et toute sa vie intérieure reposaient sur le principe du centralisme démocratique. Les circonstances de la Lutte de Libération Nationale n'avaient permis à l'époque qu'une application limitée de ce principe fondamental. Après la Libération, il fut gravement violé par l'ingérence des révisionnistes yougoslaves et par l'activité du groupe de Koçi Xoxe. Le Congrès recommanda au Parti «d'appliquer» ce principe et de le «préserver comme la prune de ses yeux». [*Résolution du 1^{er} Congrès du Parti Communiste d'Albanie. Documents principaux du PTA, T. I, p. 459.*]

Les Statuts assuraient l'unité organisationnelle et idéologique du Parti et la définissaient comme une condition indispensable pour lui permettre de préserver et de renforcer l'union des masses laborieuses autour de lui et le mettre en état d'atteindre ses objectifs.

Dans ce document fondamental, étaient formulés pour la première fois les devoirs de tout membre du Parti en tant que combattant d'avant-garde dans la lutte pour l'édification du socialisme dans le pays, pour le renforcement incessant de l'union du peuple dans le Front Démocratique et pour la défense de la République Populaire d'Albanie. En particulier, il y était souligné que tout communiste avait pour devoir de s'ériger en «exemple de bonne conduite et de morale», ainsi que de maintenir et de resserrer constamment ses liens avec les masses, de se distinguer comme dirigeant de celles-ci.

Les Statuts définissaient les règles d'admission au Parti sur la base des conditions sociales du pays dans la période de passage au socialisme. Aucune personne exploitant le travail d'autrui ne pouvait être admise au Parti. Pour l'admission des travailleurs, il était prévu des exigences graduées en fonction de l'origine et de l'appartenance sociale du candidat, la priorité étant accordée aux ouvriers et aux paysans pauvres.

L'adoption des Statuts représentait un grand événement pour le Parti, dont la vie intérieure, pendant sept ans, avait été uniquement réglée sur la base de décisions, de circulaires et de directives.

Les Statuts créaient une sûre garantie de ne plus voir tolérer à l'avenir de violation des règles et des normes léninistes de la vie intérieure du Parti. Le Congrès fixait pour tâche

«de combattre toutes les attitudes tendant à la violation des règles et des principes organisationnels du Parti, tels qu'ils sont définis dans ses Statuts.» (Résolution du 1^{er} Congrès du PCA. Documents principaux du PTA, T. I, p. 463.)

En même temps, le Congrès prit la décision de renforcer le travail idéologique. Des directives furent données et des mesures concrètes furent prises en vue de promouvoir l'étude du marxisme-léninisme et de l'histoire du Parti à travers les formes d'enseignement pratiquées dans le Parti, les cours, l'Ecole du Parti et l'étude individuelle.

Le Congrès exclut des rangs du Parti Koçi Xoxe et Pandi Kristo, en tant que trotskistes, ennemis du Parti et du peuple, agents de la direction révisionniste yougoslave.

Il élut le nouveau Comité Central du Parti, composé de 21 membres et de 10 membres suppléants. Le Bureau Politique du Comité Central comprenait notamment Enver Hoxha, Mehmet Shehu, Hysni Kapo, Beqir Balluku, Gogo Nushi, Spiro Koleka, etc. Enver Hoxha fut réélu Secrétaire Général du Parti.

Les travaux du Congrès furent d'une haute tenue, menés dans un sain esprit de critique et d'autocritique. La large et active participation des délégués à la discussion des problèmes, basée sur les principes du marxisme-léninisme, contribua à la juste solution des questions fondamentales de la politique et de la vie intérieure du Parti.

Tout en condamnant l'ingérence des révisionnistes yougoslaves et l'activité trotskiste de Koçi Xoxe, le Congrès ne permit pas qu'on passât à l'extrême opposé. Il définit comme très néfastes et condamna les tentatives de Gjin Marku pour fausser complètement l'orientation des travaux du Congrès. Spéculant sur le fait que le Parti avait déclaré la guerre au trotskisme et au révisionnisme, Gjin Marku s'évertua à réfuter toute la ligne politique antérieure du Parti, il accusa tous les principaux cadres dirigeants du Parti d'être eux-mêmes atteints de trotskisme et chercha à les assimiler à Koçi Xoxe et à les faire sévèrement condamner. Il visait par là à changer la direction du Parti, à se présenter comme le «sauveur» du Parti et à en prendre la tête. D'autres aussi, qui avaient commis de lourdes fautes à l'égard du Parti, adoptèrent la même attitude, espérant ainsi dissimuler leur propre responsabilité et apparaître innocents. Le camarade Enver Hoxha, dans son intervention, aida les délégués à percer à jour les véritables intentions de Gjin Marku et des autres éléments aux vues malsaines, à bannir tout désarroi et à conserver jusqu'au bout aux travaux du Congrès leur esprit révolutionnaire et de principe.

Le I^{er} Congrès du Parti accentua encore davantage et consacra le tournant inauguré par le XI^e Plénum du Comité Central dans la vie intérieure du Parti et du pays. Il assura au Parti une ligne générale juste marxiste-léniniste et arma les travailleurs d'un programme scientifique pour la construction des bases du socialisme.

Le Congrès couronna la victoire du marxisme-léninisme sur l'opportunisme et le trotskisme, et arma le Parti d'une grande expérience de lutte contre le révisionnisme moderne. Il en consolida l'unité et affermit sa fidélité au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien.

Le I^{er} Congrès envisagea également les grandes difficultés économiques et politiques que rencontrerait le Parti pour mener à bien les tâches qui lui étaient assignées. Il le prépara à affronter tous les obstacles et à les surmonter avec succès. Les matériaux du Congrès furent étudiés et discutés parmi le peuple tout entier. Les masses travailleuses embrassèrent totalement la ligne du Parti, elles critiquèrent hardiment les erreurs antérieurement commises, exprimèrent au Parti leur dévouement et leur détermination à mettre en oeuvre son programme.

Une situation nouvelle et saine fut créée au sein du Parti. Le pays s'engagea dans une nouvelle phase de son développement.

2. RENFORCEMENT DES LIENS UNISSANT LA CLASSE OUVRIERE ET LA PAYSANNERIE DANS LA LUTTE CONTRE LES DIFFICULTES

Le Comité Central prit aussitôt une série de mesures indispensables en vue de traduire dans les faits le tournant marqué par le Congrès. Il fut procédé à la révision de toutes les lois, ordonnances, etc. La nouvelle division administrative qui diminuait de moitié le nombre des districts permettait de concentrer les forces du Parti et du Pouvoir. En outre, des cadres expérimentés et jouissant d'autorité furent dépêchés des organes centraux aux organes locaux du Parti et du Pouvoir. La fusion des comités des villes et de ceux des districts mit fin à la rupture qui s'était créée entre la ville et la campagne.

Des organisations de base du Parti furent créées au niveau des centres de production. Le Parti aiguilla les organisations de masses sur la bonne voie. Il fut remédié aux erreurs commises en relation avec le Front Démocratique. On en définît correctement la structure organisationnelle et les tâches, qui furent formulées dans les nouveaux Statuts du Front Démocratique d'Albanie. Le Parti brisa à temps les tendances apparues après le Congrès chez certains communistes qui estimaient que le Front devait être supprimé, sous prétexte que le travail politique auprès des masses était effectué par les Unions professionnelles, les organisations de la jeunesse et des femmes. Le Front Démocratique était l'incarnation de l'union du peuple albanais autour du Parti. Cette forme d'organisation, devenue une solide tradition, se révélait la plus apte à assurer le renforcement incessant de l'unité politique des larges masses du peuple dans la lutte pour l'édification socialiste du pays et pour la défense de la Patrie.

Conformément à l'orientation donnée par le I^{er} Congrès du Parti Communiste d'Albanie, le Congrès d'Unification de la Jeunesse, qui se tint à Shkodër en septembre 1949, décida la fusion de la Jeunesse Communiste et de la Jeunesse Populaire [*«Jeunesse Populaire» était la nouvelle appellation que s'était donnée l'Union de la Jeunesse Antifasciste Albanaise à son III^e Congrès, tenu en octobre 1946.*] en une organisation unique qui prit le nom d'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie. Le Parti assigna pour tâche essentielle à l'UJTA de maintenir vivaces et de développer encore davantage parmi les larges masses de la jeunesse l'enthousiasme révolutionnaire et l'esprit de sacrifice qui l'avaient caractérisée durant la Lutte et dans les premières années qui suivirent la Libération. Tout en se maintenant à la pointe de l'édification socialiste, la jeunesse était appelée à se tourner vers le domaine de l'enseignement, de la culture et de la technique, en vue de la promotion de cadres nouveaux dotés d'une haute préparation idéologique et technico-professionnelle.

Le Parti du Travail d'Albanie donna aux Unions professionnelles la directive de jouer un rôle décisif dans l'éducation communiste des ouvriers et des employés et dans l'accomplissement du plan d'Etat. En luttant pour la réalisation de ces tâches, la classe ouvrière devait s'aguerrir sous tous les aspects pour pouvoir s'acquitter au mieux de sa mission de direction dans la construction de la société socialiste et renforcer la base du Parti. Cette orientation prit corps lors du II^e Congrès des Unions professionnelles qui se tint en octobre 1949.

La politique du Parti en matière de stockage et d'approvisionnement

Le problème le plus pressant qui se posait au Parti, celui qui, à l'époque, constituait le maillon essentiel dans la série de tâches qu'il avait à affronter, était le renforcement des liaisons économiques entre la classe ouvrière et la paysannerie et l'accroissement immédiat des forces productives de l'agriculture. Dans un pays comme l'Albanie, où prédominaient les petites exploitations rurales, il était impossible de sortir de cet état de sous-développement et de construire le socialisme, sans améliorer la situation de l'agriculture, sans la développer et la faire progresser. L'industrie ne pouvait être mise sur pied sans que fussent assurés son approvisionnement en matières premières et celui de la classe ouvrière en produits alimentaires.

Pour parvenir à cette fin, il fallait avant tout mettre en œuvre une politique susceptible de stimuler l'accroissement des productions agricoles et de l'élevage.

Le système de stockage et d'approvisionnement en vigueur, loin de pouvoir résoudre ce problème, était devenu un obstacle au développement des forces productives à la campagne. Les paysans n'avaient pas le réel souci d'accroître les productions agricoles, les excédents des principaux produits, surtout des céréales, étant stockés par l'Etat. L'ancien système de rationnement, qui munissait les paysans également de cartes d'approvisionnement pour les articles industriels, exerçait une influence négative dans ce domaine. Dans ces conditions, le paysan producteur ne se sentait pas obligé de porter aux coopératives d'achat-vente les produits non assujettis aux livraisons obligatoires. Il s'abstenait d'écouler ces produits sur le marché ou les vendait à des prix élevés. En outre, en raison de la pénurie de produits industriels sur le marché libre, la paysannerie hésitait à s'acquitter des livraisons

obligatoires à l'Etat. Koulaks et spéculateurs avaient mis à profit cette situation. Comme l'Etat, en leur accordant des cartes de rationnement, leur assurait les articles de première nécessité, ils entretenaient un marché noir d'échange des produits agricoles et des produits industriels et exploitaient les masses travailleuses citadines et rurales.

Les échanges économiques entre la campagne et la ville allaient s'affaiblissant. Les ouvriers commençaient à considérer les paysans comme des spéculateurs. De leur côté, les organes du Pouvoir étaient souvent contraints, pour assurer l'accumulation des livraisons dues, de prendre des mesures administratives à l'égard des paysans. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie était mise en péril.

En vue d'écarter ce danger et de renforcer plus encore l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, le Comité Central du Parti prit une série d'importantes mesures économiques en faveur des campagnes, telles l'augmentation du crédit agraire, l'extension des travaux de bonification, l'aide prêtée par les Stations de machines et de tracteurs, etc. Toutefois, ces mesures ne pouvaient résoudre complètement le problème des liaisons économiques entre la ville et la campagne et du renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie dans des conditions où la petite propriété privée prédominait encore dans les campagnes. Cette alliance pouvait être encore resserrée principalement par l'élargissement des rapports commerciaux à travers l'échange des produits industriels et des produits agricoles. Ces rapports étaient plus compréhensibles et plus avantageux pour le paysan. Le Parti concrétisa sa politique en ce domaine par l'institution du nouveau système de stockage et d'approvisionnement, qui fut approuvé par le Comité Central en janvier 1949.

Selon le nouveau système de stockage, la quantité de produits que le paysan était obligé de livrer à l'Etat était déterminée en fonction de l'étendue et de la qualité de la terre qu'il cultivait. Il ne devait pas remettre la totalité des excédents de ses produits agricoles et d'élevage, mais une partie seulement, le surplus étant laissé à sa libre disposition. Ce système stimulait le développement des forces productives dans l'agriculture et l'élevage. Dans les nouvelles conditions, le paysan, sachant d'avance la quantité de produits qu'il devait livrer à l'Etat, s'efforçait de produire le plus possible pour disposer du maximum d'excédents.

Ce nouveau système de stockage pourvoyait l'Etat d'une bonne partie de la quantité des céréales et des produits agricoles et d'élevage qui lui étaient nécessaires. L'Etat s'assurait encore une autre partie de ces produits par l'application du nouveau système d'approvisionnement, qui lui permettait d'amasser les excédents dont disposaient les paysans. Ce système, qui régularisait les échanges des produits industriels et des produits agricoles et d'élevage et l'approvisionnement des travailleurs des villes en articles de première nécessité, s'appuyait sur l'organisation de trois types de marché.

Le marché garanti d'Etat approvisionnait, sur la base des cartes de rationnement, les travailleurs employés par l'Etat ou par des établissements soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que les membres de leurs familles qui étaient à leur charge et dans l'impossibilité de travailler. Il fournissait également tous les artisans privés qui n'exploitaient pas le travail d'autrui, et ce afin de ne pas entraver la production des articles d'artisanat et d'aider ainsi à ranimer les échanges entre la ville et la campagne.

Le marché réciproque approvisionnait la paysannerie en lui offrant la possibilité d'y échanger les excédents de ses produits avec des produits industriels. Le maillon essentiel du commerce entre la campagne et la ville était constitué par les coopératives d'achat-vente. Elles devaient se transformer en d'importantes organisations économiques et sociales et servir à resserrer les liens économiques et l'alliance entre les travailleurs des villes et des campagnes.

Le marché libre avait pour fonction de pourvoir aux demandes des paysans et des citadins, qui n'étaient pas satisfaites par le marché garanti et le marché réciproque et d'approvisionner la catégorie de personnes dépourvues de cartes. Les prix sur le marché libre étaient bien plus élevés que sur les deux premiers. A travers le marché libre, l'Etat visait à drainer la plus grande quantité possible de

l'argent accumulé par les paysans et les éléments capitalistes sur le marché privé. En outre, l'existence du marché libre incitait le paysan à échanger ses produits sur le marché réciproque.

Le nouveau système d'approvisionnement opéra une différenciation entre les travailleurs et les parasites, stimula le passage à la production d'une force de travail accrue dans les villes comme dans les campagnes, épargna une grande quantité de céréales auparavant distribuées sans critère ou gaspillées.

Pour être fructueusement appliqué, le nouveau système de stockage et d'approvisionnement requérait le renforcement et l'activation du commerce d'Etat et coopératif, en tant que principal terrain des liaisons économiques entre la ville et la campagne. Pour adapter le commerce à ce système, il fut procédé à sa réorganisation. Les mesures prises visaient à accroître la capacité des organismes commerciaux, à mettre en œuvre la politique économique du Parti et à combattre le bureaucratisme dans leur sein. En outre, les nouvelles formes instituées dans le commerce servaient directement aussi à activer et à développer l'industrie légère.

Afin d'assurer une meilleure organisation du commerce, une juste et rapide distribution des marchandises, le Parti veilla particulièrement à la formation des cadres et lança, en rapport avec ce problème, le mot d'ordre : «Que les communistes apprennent à faire du commerce.»

La même attitude fut également adoptée à l'égard du petit commerce et de l'artisanat privés. Dans les conditions où le commerce et l'industrie socialistes n'étaient pas en état de satisfaire tous les besoins des travailleurs, il était nécessaire d'activer aussi dans une certaine mesure le petit commerce privé. Ceci dans l'intention de mieux pourvoir aux besoins des travailleurs. L'essor du petit commerce et de l'artisanat privés revêtit aussi une importance politique, en ce qu'il contribuait à renforcer l'union des petits commerçants et producteurs privés dans le Front Démocratique.

Permettre le développement du petit commerce et de l'artisanat privés signifiait tolérer une certaine ranimation des éléments capitalistes. Mais tout danger pour l'économie socialiste venant du secteur capitaliste était écarté grâce au contrôle systématique que l'Etat exerçait sur ce secteur. Par ailleurs, le secteur capitaliste n'avait pas une part notable dans l'économie nationale et n'était pas en mesure de concurrencer l'économie socialiste.

Le nouveau système de stockage et d'approvisionnement ne se limitait pas seulement au domaine des échanges. C'était un très important élément constitutif de la politique économique du Parti, qui aidait directement au développement de toutes les branches de l'économie populaire. Ce système apportait une juste solution au problème du renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

La lutte contre les difficultés pour l'application du nouveau système de stockage et d'approvisionnement

La mise en œuvre du nouveau système de stockage et d'approvisionnement se heurta à de grandes difficultés. Ce système matérialisait la politique du Parti tendant à limiter les éléments capitalistes des villes et des campagnes au profit des masses laborieuses. Les nouvelles ordonnances frappaient le koulak d'impôts complémentaires et lui coupaient la voie de la spéculation. Ce fut là une des principales raisons pour lesquelles les koulaks, dès le début, se dressèrent contre le nouveau système de stockage et d'approvisionnement. Ils s'efforcèrent d'en fausser le contenu et de susciter l'hostilité de la paysannerie à l'égard du Pouvoir populaire en exploitant le fait que le paysan, au début de l'application de ce système, en ignorait les avantages et que la propagande du Parti en ce domaine était encore faible. Ils usèrent de mots d'ordre tels que «le nouveau système n'est avantageux que pour les ouvriers et les employés», «le Pouvoir laisse les paysans sans pain et sans vêtements, ne travaillez donc pas inutilement vos terres», «le temps est venu où les paysans pauvres vont mourir de faim», «ne livrez pas de céréales». Dans maints villages, ils poussaient les élèves des écoles à demander des cartes de rationnement. Afin de dissimuler leur activité hostile, les koulaks, d'une part, s'acquittaient

de toutes les obligations du plan de stockage, et d'autre part, incitaient les paysans pauvres et moyens à ne pas livrer leurs produits. Il se trouva des paysans qui, à l'instigation des koulaks, refusèrent de rentrer les cultures agricoles planifiées, s'imaginant ainsi se soustraire à l'obligation de livrer les céréales, sans comprendre que ces redevances n'étaient pas fixées en fonction de la quantité des produits récoltés, mais de la superficie de la terre cultivable.

Dans les campagnes, des résistances se manifestèrent également contre l'application des ordonnances gouvernementales sur les livraisons obligatoires d'autres produits agricoles et d'élevage, en particulier de la viande. Au cours de la discussion de la résolution du I^{er} Congrès, certains travailleurs du Parti, critiquant les erreurs apparues dans le passé, avaient laissé entendre que les livraisons obligatoires seraient supprimées à l'avenir, ce qui eut une influence négative dans ce domaine.

Il se trouva aussi des communistes qui donnèrent dans le piège tendu par les koulaks. Ne comprenant pas l'importance du nouveau système et les perspectives qu'il ouvrait au développement de l'économie dans son ensemble et de l'agriculture en particulier, ils craignaient que ce système ne portât préjudice aux paysans pauvres. Il y eut des secrétaires d'organisation de base, des communistes et des membres de conseils populaires, qui, sous l'effet de la pression des koulaks, glissèrent sur des positions opportunistes et reculèrent devant les difficultés dans l'exécution des ordonnances de stockage. D'autres tombèrent dans le pessimisme, se «lamentant» auprès du Comité Central et du camarade Enver Hoxha, que «les ordonnances du gouvernement sur le stockage n'étaient pas justes», que «l'agriculture allait à sa ruine», que «les paysans étaient mécontents», etc.

La lettre ouverte du camarade Enver Hoxha «De certains problèmes de la campagne», parue en mars 1949 dans le «Zëri i Popullit», eut une grande portée pour modifier la situation. Cette lettre expliquait pourquoi ce nouveau système était indispensable et soulignait surtout les perspectives qu'il ouvrait pour l'essor de l'agriculture et de l'économie populaire en général.

Le camarade Enver Hoxha attira l'attention des organisations du Parti sur l'activité hostile des koulaks. Les koulaks n'étaient pas en mesure de soutenir la lutte contre le Pouvoir populaire par leurs seules forces; il leur fallait des alliés, des gens qui suivent et propagent leurs mots d'ordre. Aussi, cherchèrent-ils à généraliser leur mécontentement, à en faire le mécontentement de la paysannerie tout entière et à la soulever contre le Pouvoir populaire. La lettre appelait les communistes à se tenir à la pointe de la lutte pour l'application du nouveau système de stockage et d'approvisionnement, à ne pas plier devant les difficultés et, par leur travail d'éclaircissement, à annihiler les effets de l'activité hostile des koulaks parmi la paysannerie.

Le camarade Enver Hoxha critiqua les communistes qui n'avaient pas une claire perspective de l'essor des campagnes, de leur acheminement dans la voie du progrès et de la prospérité, ceux qui restaient les esclaves d'une mentalité arriérée, en alléguant que «notre paysan ne demande rien de plus que le pétrole et le sel que l'on produit dans le pays». Il dénonça le caractère réactionnaire de cette thèse, qui détournait la paysannerie de son objectif et de ses efforts pour accroître son bien-être, qui assombrissait les perspectives de développement de l'agriculture et d'édification du socialisme à la campagne. Il expliqua que «le Parti conduit le peuple au socialisme, vers une vie heureuse et prospère», et qu'il «ne le ramène pas au moyen âge», que le «Parti œuvre pour le présent et pour l'avenir». Les conditions d'existence ne peuvent être améliorées sans que soient construites des fabriques, des usines, des centrales électriques, sans que l'agriculture soit mécanisée dans tous ses secteurs, et ces objectifs ne peuvent être atteints que si l'agriculture est capable d'approvisionner la ville en produits agricoles nécessaires, et l'industrie en matières premières.

Le mal, expliquait le camarade Enver Hoxha, ne résidait pas dans la teneur des ordonnances de stockage et d'approvisionnement, mais dans la faiblesse des liens entre les communistes et les masses paysannes, dans l'absence d'un vaste travail d'éclaircissement effectué dans les campagnes.

La lettre «De certains problèmes de la campagne» eut pour effet d'intensifier la lutte des organisations de base et des comités de district du Parti, en vue d'une juste et pleine application de la décision du Comité Central du Parti et des ordonnances gouvernementales sur le nouveau système de stockage et d'approvisionnement.

A la suite de la lettre du camarade Enver Hoxha, les comités du Parti, qui, jusque-là, avaient généralement estimé impossible de mener à bien les tâches que posait le stockage, revinrent à de justes conceptions et renoncèrent à cette attitude. Des mesures de tout ordre furent prises en vue de convaincre les paysans de la justesse du nouveau système et de mener une lutte organisée et plus efficace contre l'ennemi de classe.

La mise en pratique du nouveau système de stockage et d'approvisionnement trouvait aussi un obstacle dans l'insuffisance des réserves d'articles industriels dont disposait l'Etat pour les échanger contre les produits agricoles. De même, les insuffisances dans le fonctionnement des entreprises commerciales avaient empêché une distribution bien organisée des marchandises.

Ces faiblesses avaient aussi leur origine dans le peu d'intérêt que les organisations du Parti manifestaient pour les questions économiques. Après le I^{er} Congrès, elles avaient concentré leur attention sur les questions intérieures du Parti, qui firent l'objet d'une étude minutieuse et reçurent une juste solution. Par contre, les efforts déployés pour réaliser les tâches d'ordre économique étaient insuffisants. En outre, les organisations du Parti avaient encore peu d'expérience en matière de gestion de l'économie. D'où leur manque d'initiative et leur attente que tout fût réglé par les organes centraux. Souvent, les questions économiques étaient envisagées sous un angle fort étroit, avec pour seul objectif la satisfaction des besoins immédiats.

Le Comité Central critiqua ces comportements erronés et demanda aux organisations du Parti de s'employer à assurer une organisation solide et une direction politique des questions économiques, de rejeter l'opinion selon laquelle tout pouvait être réglé par des meetings et des manifestations. Des critiques furent également formulées contre le point de vue erroné qui avait commencé à se propager chez certains cadres du Parti et de l'Etat et selon lequel on ne pouvait faire progresser notre économie qu'en s'appuyant principalement sur l'aide venant de l'extérieur.

Dans ces conditions, le Parti dut mener un travail intense pour raffermir la confiance des cadres et des travailleurs dans leurs propres forces, ancrer dans leur conscience la conviction que le facteur décisif pour l'édification du socialisme en Albanie était constitué par les ressources et les forces intérieures, et que l'aide extérieure ne représentait qu'un important facteur complémentaire.

En vue de satisfaire les besoins des travailleurs en produits industriels et agricoles, le Parti prit des mesures pour renforcer l'artisanat coopéré, en corrigeant les erreurs qui s'étaient antérieurement manifestées dans ce secteur. Afin de stimuler l'accroissement des produits agricoles et d'élevage, le Conseil des Ministres affecta aux semailles de l'automne 1949 un crédit particulier et, à la suite de rectifications apportées à la classification des terres, réduisit de 15% le fonds global des denrées exigées pour l'année en cours au titre des livraisons obligatoires.

Le Parti se rendait clairement compte que les grandes tâches qu'il avait à affronter ne pouvaient être menées à bien qu'en s'appuyant puissamment sur les masses. Il exposa ouvertement au peuple toutes les difficultés que le pays traversait et qu'il continuerait de traverser et appela à les surmonter. En réponse à cet appel, des milliers de travailleurs des villes et des campagnes rallièrent les brigades de volontaires aux chantiers de construction du combinat des textiles «Staline», de la sucrerie de Maliq et d'autres ouvrages du plan biennal. La détermination du peuple à construire le socialisme se manifesta une fois de plus à l'occasion de l'émission du premier emprunt d'Etat. La souscription à cet emprunt se transforma en effet en une grande action politique de masse où se manifesta clairement l'unité du peuple et du Parti, la fidélité du peuple à la ligne du Parti.

Ecrasement des plans des ennemis extérieurs et intérieurs

Les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves cherchèrent à exploiter par tous les moyens les grandes difficultés économiques que connaissait le pays après le tournant historique marqué par le I^{er} Congrès. Ils s'imaginaient que le Parti du Travail d'Albanie ne serait pas en mesure de faire face à la grave situation engendrée par leurs agissements et que le moment le plus propice était venu pour eux de mettre en œuvre leurs plans sinistres à l'égard de l'Albanie, qui, après la trahison déclarée de Tito, se trouvait géographiquement encerclée par des pays hostiles.

La radio et la presse des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de Yougoslavie, de Grèce, etc., déclenchèrent une propagande effrénée de calomnies et de mensonges contre la République Populaire d'Albanie, qu'ils qualifiaient «d'agresseur». Par air et par d'autres moyens, les officines d'espionnage impérialistes et yougoslaves répandaient continuellement des tracts, appelant le peuple albanais à se soulever contre son Parti et son gouvernement.

Tout en poursuivant leur activité de propagande, les ennemis extérieurs rassemblaient et organisaient les réactionnaires albanais enfuis à l'étranger. Les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves formèrent avec eux de nouvelles organisations de diversion et tinrent des conférences spéciales pour y mettre au point une action commune. Des centaines d'Albanais enfuis à l'étranger furent envoyés en Albanie comme agents de diversion.

Par air, par terre et par mer, tout au long des frontières de notre pays, les provocations se succédaient sans interruption. Cette activité intense avait pour but de préparer le terrain à des attaques armées directes contre la République Populaire d'Albanie.

Les activités d'espionnage en particulier s'intensifièrent. Les agences américaine, anglaise, italienne, grecque et yougoslave coordonnaient leurs plans et leurs menées contre l'Albanie.

Par l'intermédiaire de sa représentation diplomatique à Tirana, la direction révisionniste yougoslave mit en mouvement ses agents en Albanie. Cette représentation devint un centre d'organisation d'actions de diversion et de sabotage économique. Recourant à la propagande et à l'intimidation, elle organisa le passage en Yougoslavie de sujets albanais.

Les agents d'espionnage étrangers établirent des contacts avec les criminels en fuite dans le pays. Ils s'en firent des instruments pour perpétrer des actions de terreur, tuer des militants du Parti et du Pouvoir, et notamment le député à l'Assemblée Populaire, Bardhok Bibë, Premier secrétaire du comité du Parti pour le district de la Mirditë. Ils poussèrent les criminels à incendier des magasins de coopératives agricoles, des bureaux de l'administration et des écoles dans les campagnes.

Sur le plan diplomatique, les dirigeants titistes recoururent à des pressions et chantages de toutes sortes, afin d'isoler la République Populaire d'Albanie. Ils interrompirent le trafic aérien entre celle-ci et les autres pays socialistes, dénoncèrent unilatéralement le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la Yougoslavie et l'Albanie et demandèrent le départ de la légation d'Albanie de Belgrade.

Les ennemis de classe à l'intérieur du pays, reprenant courage à voir l'activité des impérialistes et des révisionnistes s'intensifier, firent tout leur possible pour créer une atmosphère de crainte et d'incertitude. Ils propagèrent les slogans «la guerre ne tardera pas à éclater», «il existe des désaccords au sein du gouvernement et du Comité Central», «la situation va bientôt changer», etc.

La réaction intérieure utilisa aussi à ses propres fins la lutte du Parti contre les menées des dirigeants yougoslaves et du groupe de Koçi Xoxe. Exploitant les erreurs antérieurement commises, les éléments hostiles cherchèrent à saper la ligne du Parti dans son ensemble. Ceux qui, à juste titre, avaient été touchés par les réformes et les lois du Pouvoir populaire, commencèrent à prétendre qu'ils avaient été

injustement frappés. Alléguant qu'ils souhaitaient voir réparer «tous les torts causés» et qu'«ils se souciaient du sort du peuple», ils tournaient les critiques des erreurs du passé en accusations contre les hommes du Parti et les organes locaux du Pouvoir, dans le but de les isoler et de susciter contre eux l'hostilité des masses. Ils cherchèrent à faire rayer les communistes des listes de candidats aux conseils populaires. Ils tentèrent de détourner l'orientation de la lutte de classe et de diriger les attaques du Parti et du peuple contre les organes de la Sûreté. L'avertissement donné par le I^{er} Congrès comme quoi l'ennemi concentrerait ses attaques contre ces organes aida à dévoiler à temps la tactique de l'ennemi, à défendre les organes et les hommes de la Sûreté et à rectifier les attitudes erronées de certains communistes en ce domaine.

C'est dans ces circonstances que, le 2 août 1949, des troupes grecques, appuyées par l'artillerie et l'aviation, attaquèrent soudainement l'Albanie et pénétrèrent de 300 à 400 mètres à l'intérieur de notre territoire. Cette provocation était un véritable acte d'agression et elle avait été conçue pour faire prendre corps aux prétentions chauvines du gouvernement grec sur Korçë et Gjirokastër. Les forces armées de la République Populaire d'Albanie tinrent tête à cette agression, la brisèrent et anéantirent complètement l'ennemi.

Au moment où les forces grecques violaient les frontières de l'Albanie, le gouvernement yougoslave, de son côté, intensifiait son activité hostile et, à des fins d'intimidation, entreprenait un mouvement de troupes aux frontières septentrionales de l'Albanie, dans les districts de Strugë et d'Ohri. Dans le même temps, les officines d'espionnage américaine, anglaise et italienne parachutaient un nombre accru d'agents de diversion afin de susciter des troubles sur les arrières de l'armée. Des éléments réactionnaires dans le pays s'étaient préparés à gagner la montagne. Le gouvernement yougoslave s'était engagé à les armer. Ces groupes, composés de restes du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti», furent annihilés par les organes de la Sûreté avant d'avoir pu déclencher leur «insurrection».

Tous ces faits attestaient que la République Populaire d'Albanie se trouvait en présence d'actions agressives coordonnées des monarcho-fascistes grecs, des révisionnistes yougoslaves, des néo-fascistes italiens, sous la conduite et avec l'appui des impérialistes américains et anglais.

En ces moments difficiles, le peuple albanais se rallia encore plus étroitement autour du Parti. Il manifesta son empressement à défendre à tout prix les conquêtes de la révolution populaire. Des milliers de personnes demandèrent à partir comme volontaires pour combattre les agresseurs l'arme à la main. Par décision du Parti et du gouvernement on remit des armes à des dizaines de milliers de paysans, qui participèrent aux côtés des forces de la Sûreté et des troupes de frontière à l'anéantissement des bandes d'agents de diversion et de criminels. Les masses laborieuses témoignèrent leur fidélité au Parti et au Pouvoir populaire en multipliant leurs efforts pour mener à bien les tâches économiques.

La visite du camarade Enver Hoxha aux régions du Nord en septembre 1949 et ses contacts avec le peuple jouèrent un rôle important pour resserrer les liens du Parti avec les masses et raffermir encore la confiance du peuple dans le Parti et le Pouvoir populaire.

La lutte, menée par le Parti et le peuple tout entier pour surmonter ces difficultés exceptionnelles et réduire à néant l'activité impérialiste et révisionniste, fut couronnée d'une série d'importants succès obtenus également dans le domaine économique.

Le volume du stockage des céréales s'accrut de 1948 à 1949 pour le blé de 138,8%, et pour le maïs de 255,7%. La circulation des marchandises était en 1949, par rapport à 1947, de 137,7%. En conséquence, le fonds des productions stockées s'accrut, de nouvelles sources de production furent créées dans les campagnes, la situation du marché s'améliora et il fut assuré un meilleur approvisionnement des masses travailleuses. Les liaisons économiques entre la ville et la campagne et l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie furent consolidées.

3. LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE ET LE RAFFERMISSEMENT DE L'UNITE IDEOLOGIQUE ET ORGANISATIONNELLE DU PARTI ET POUR LA REALISATION DU PLAN BIENNAL

Dans ces nouvelles conditions, le Parti ne pourrait mettre en œuvre sa politique et vaincre les difficultés qu'il aurait à affronter que s'il préservait et renforçait son unité et assurait la réalisation du plan biennal.

Elimination des déformations et des violations de la ligne du Parti

La compréhension parfois erronée de la démocratie intérieure du Parti, apparue après le tournant effectué dans la vie du Parti, ainsi que la pression exercée par l'impérialisme et le révisionnisme, entraînaient des violations et des déformations de la ligne du Parti, des infractions à la discipline, un usage abusif de la critique et de l'autocritique.

Le Comité Central du Parti prit des mesures immédiates pour mettre un terme à ces manifestations en exigeant l'application rigoureuse des Statuts du Parti.

On assainit la situation malsaine créée dans l'organisation du Parti du district de Lushnjë, où avaient pris racine l'esprit de rivalité mesquine, la présomption, l'arrivisme, le libéralisme à l'égard des koulaks, situation que les ennemis de classe avaient d'ailleurs exploitée à leur avantage. Le Comité du Parti fut dissous et les principaux coupables furent exclus des organes dirigeants et radiés du Parti. Des cadres envoyés par le Comité Central renforcèrent la direction du Parti dans ce district.

Le Parti dénonça les manifestations d'opportunisme relevées chez certains éléments des organes judiciaires qui, spéculant sur le caractère indépendant de ceux-ci, sous-estimaient le contrôle du Parti et ne tenaient pas compte dans la pratique du caractère de classe de ces organes et du fait qu'ils ne peuvent agir en dehors de la lutte de classe.

C'est à cette époque que fut démasqué le groupe antiparti d'Abedin Shehu et de Niazi Islami. Il avait pour trait caractéristique de préconiser le défaitisme, la soumission face à la pression de la bourgeoisie, la défiance à l'égard de la ligne du Parti en matière économique. Il considérait le plan biennal comme non réaliste et propageait un esprit de démobilisation parmi les cadres et les ouvriers. Les agissements défaitistes des membres de ce groupe eurent des conséquences négatives sur la réalisation du plan dans l'industrie, en particulier dans le secteur de l'extraction du pétrole et dans celui des transports. En outre, ils avaient une piètre idée de l'histoire du peuple albanais, affichaient une attitude de mépris à l'égard des masses travailleuses et de la classe ouvrière albanaise en particulier. Ils ne croyaient pas à la capacité défensive du pays ni à l'état de préparation au combat de l'Armée Populaire.

Le Plénum du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie tenu en février 1950 démasqua les conceptions et l'activité de ce groupe hostile au Parti et prit des mesures multilatérales afin d'éliminer l'esprit de défaitisme que ce groupe avait propagé.

Grâce à la vigilance du Comité Central, il fut aussi possible de découvrir à temps et de frapper l'activité antiparti menée par Gjin Marku et Nexhip Vinçani, qui déformaient la politique du Parti et en sapaient le rôle dirigeant.

Afin de barrer la voie aux violations de la ligne du Parti, de préserver et de renforcer son unité, il était indispensable, entre autres mesures à prendre, de l'épurer d'un certain nombre de membres indignes de ce titre. A cette fin, le Comité Central prit, en janvier 1950, la décision «Sur la vérification des documents du Parti».

La vérification des documents du Parti fut une mesure organisationnelle importante qui servit à en épurer les rangs, à rassembler des données exactes et complètes sur chaque communiste, à mettre de l'ordre dans les questions administratives du Parti. Dans le même temps, elle contribua au renforcement de toute la vie intérieure du Parti et à l'éducation des communistes.

Le Parti ne considérait pas l'épuration comme la seule mesure en vue de son renforcement. Parallèlement, il veilla avec le plus grand soin à la formation idéologique et politique de ses membres, en particulier de ceux qui avaient été admis prématurément dans ses rangs, de ceux dont le niveau de préparation idéologique et politique était peu élevé, mais qui lui étaient fidèles et résolus à appliquer sa ligne. De même, le Parti prit des mesures importantes en vue d'élever le niveau d'instruction des communistes.

La II^e Conférence Nationale du Parti

Les travaux de la II^e Conférence Nationale du Parti du Travail d'Albanie, qui tint ses assises en avril 1950 à Tirana, portèrent sur les moyens de surmonter les difficultés qui entravaient la réalisation du plan biennal et de renforcer le rôle dirigeant du Parti.

La Conférence procéda à l'appréciation de l'ensemble de la situation internationale et intérieure, créée après le I^{er} Congrès du Parti.

L'année 1949 avait été marquée par un tournant important dans le rapport des forces dans le monde au profit de la paix et du socialisme.

Le triomphe de la révolution chinoise et la proclamation, le 1^{er} octobre 1949, de la République Populaire de Chine étaient une éclatante victoire du grand peuple chinois et la plus grande victoire historique de la classe ouvrière internationale après celle de la Révolution socialiste d'Octobre. Cette victoire porta un coup écrasant au système colonial et ébranla gravement le monde capitaliste. Le rapport des forces dans le monde se modifia considérablement à l'avantage du socialisme. La révolution chinoise devint un exemple exaltant pour les peuples opprimés et un important pôle d'attraction pour le mouvement révolutionnaire mondial. La cause du socialisme remportait une autre victoire par la création de la République Démocratique Allemande.

Le système socialiste s'étendait maintenant sur plus d'un quart du globe et plus d'un tiers de la population mondiale vivait en un tel régime. Le camp socialiste comprenait : l'URSS, la Chine, l'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la RD Allemande, la Hongrie, la RDP de Corée, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie et la RD du Viêt-Nam.

Dans ces conditions, les puissances impérialistes, cherchant à éviter leur défaite totale, intensifièrent leur activité hostile contre les pays socialistes et leurs préparatifs de guerre d'agression. On vit se créer, sous la conduite des Etats-Unis, chef de file de l'impérialisme, le bloc militaire agressif de «l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord» (OTAN). Il était dirigé au premier chef contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. L'assaut général impérialiste et révisionniste contre l'Albanie se rattachait directement à l'intensification de l'activité de sape des impérialistes contre le camp socialiste. Les ennemis estimaient que l'Albanie, à l'époque, était isolée du camp socialiste, et qu'elle en constituait le point le plus faible.

Or l'isolement géographique de l'Albanie n'empêcha pas le camp socialiste d'apporter au peuple albanais son aide et son appui dans tous les domaines. Au contraire, l'expansion et le renforcement de ce camp eurent pour effet de consolider encore davantage la position de la République Populaire d'Albanie à l'intérieur et sur le plan international. Dans les circonstances difficiles que traversait le pays, l'Union Soviétique se déclara prête à accorder à l'Albanie les crédits qui lui étaient nécessaires pour le développement de son économie socialiste et à lui fournir de puissants moyens de défense. Les

autres pays socialistes aussi montrèrent leur empressement à venir en aide à la République Populaire d'Albanie.

La II^e Conférence Nationale exprima aux pays amis la reconnaissance de l'Albanie pour l'aide qu'ils lui avaient prêtée et donna la directive d'oeuvrer au raffermissement ultérieur des liens et de l'amitié qui unissaient le peuple albanais au peuple soviétique, au peuple chinois et aux autres peuples frères des pays socialistes.

Analysant la situation intérieure, la Conférence fit ressortir que, malgré les progrès réalisés, le plan de la production pour 1949 dans l'industrie et en particulier pour l'extraction du pétrole n'avait pas été accompli. Cet état de choses était dû à plusieurs causes. Les spécialistes yougoslaves avaient dégazé les champs pétrolifères avant de quitter le pays. L'activité défaitiste du groupe antiparti avait aussi exercé une influence néfaste dans ce domaine. A cela s'ajoutaient des faiblesses dans la gestion de l'industrie et une pénurie de main-d'œuvre.

Les tâches fixées n'avaient pas non plus été réalisées dans l'agriculture. Par suite de lacunes dans le travail du ministère de l'Agriculture, on relevait des irrégularités dans le cadastre, dans les statistiques agricoles, dans le recensement des terres nouvelles ainsi que dans la répartition des cultures sur les terres cultivables. Cette situation avait entravé la planification des semailles et le stockage des produits agricoles.

Afin de remédier à la situation qui en résultait et d'assurer la réalisation du plan biennal, la Conférence donna la directive de dépasser le plan de 1950 dans tous les secteurs de production de manière à couvrir les déficits de 1949 partout où cela s'avérerait possible.

Dans le domaine de l'agriculture, la Conférence assigna comme tâche essentielle au Parti de mener patiemment un vaste travail politique d'éclaircissement et d'organisation en vue de persuader les paysans de semer les cultures nécessaires à l'économie nationale et figurant dans le plan d'Etat.

En même temps, la Conférence rappelait qu'il ne fallait pas négliger la question de la collectivisation, ni non plus hâter la réalisation de celle-ci. Elle demanda de veiller particulièrement

«au renforcement des coopératives agricoles, de telle sorte que celles-ci, par leur exemple, incitent à la mise sur pied de nouvelles coopératives dans les zones de plaines.» (Résolution de la II^e Conférence Nationale, 14 avril 1950. Documents principaux du PTA, T. II, p. 31.)

Afin de renforcer le rôle dirigeant du Parti, la Conférence prescrivait d'améliorer la méthode de travail et la direction collégiale, de combattre le bureaucratisme et de montrer plus de soin dans la direction politique des affaires économiques et administratives. Elle critiqua les cas où les organisations du Parti se substituaient aux organes du Pouvoir et de l'économie, et demanda que la conduite de ceux-ci fût assurée non point au moyen d'une telle substitution, mais grâce à un solide travail politique d'éclaircissement, à un appui et à un contrôle constants dans l'esprit du Parti.

La Conférence critiqua certains cas isolés d'attitude dédaigneuse à l'égard des organisations de masses et les comportements arrogants de certains communistes envers les citoyens. Elle souligna la nécessité de mener un travail incessant pour raffermir les liens entre le Parti et les masses, ranimer les organisations de masses et les conseils populaires, afin d'accroître la participation des travailleurs des villes et des campagnes à la solution des problèmes du Pouvoir et de l'économie.

Réalisation du plan biennal 1949-1950

Les décisions de la II^e Conférence Nationale aidèrent à remédier à bon nombre de défauts dans le travail du Parti et à accroître la mobilisation des communistes et de tous les travailleurs pour l'exécution du plan biennal.

Le travail en vue de réaliser les tâches économiques alla s'améliorant. Le plan de 1950 fut dépassé. A la fin de l'année, le volume de la production industrielle avait quadruplé par rapport à 1938. Néanmoins, les déficits de 1949 ne furent pas entièrement comblés. Il s'ensuivit que le plan biennal ne fut réalisé qu'à 91 pour cent. C'était cependant un grand succès, compte tenu des difficultés exceptionnelles qu'il avait fallu affronter dans cette période.

En 1950, le volume global de la production agricole par rapport à 1938 avait augmenté de 30 pour cent. Des progrès furent également enregistrés dans la collectivisation de l'agriculture. Le nombre des coopératives passa de 56 qu'il était en 1948, à 90 en 1950.

L'augmentation de la production industrielle et agricole influa directement sur l'amélioration des conditions de vie des masses travailleuses. Le revenu national en 1950 dépassait de 16,8 pour cent celui de 1948. En 1950, il fut décidé une baisse importante des prix sur le marché d'Etat.

De pair avec les heureux résultats en économie, d'importants succès furent également obtenus dans le domaine politique. Les élections à l'Assemblée Populaire du 28 mai 1950, qui virent une participation électorale de 99 pour cent des inscrits, et 98 pour cent des suffrages exprimés aller aux candidats du Front Démocratique, constituaient un éclatant succès. C'était là un nouveau témoignage de l'amour et de la fidélité du peuple à l'égard du Parti, ainsi que de sa détermination à défendre sa Patrie, et à édifier le socialisme.

En juillet 1950, l'Assemblée Populaire décida d'apporter quelques adjonctions et amendements à la Constitution de la République Populaire d'Albanie. Ces dispositions avaient trait aux transformations économiques et sociales qui s'étaient produites en Albanie au cours des quatre années écoulées depuis l'adoption de la Constitution. L'un des articles additionnels de la Constitution était ainsi conçu: «La République Populaire d'Albanie est un Etat d'ouvriers et de paysans travailleurs.» Cet article traduisait la réalité politique et sociale du pays et l'essence de l'Etat nouveau de démocratie populaire, comme forme de la dictature du prolétariat. Un autre nouvel article reconnaissait le rôle dirigeant du Parti dans l'ensemble de la vie du pays. L'appui qui devait être apporté au développement socialiste de l'agriculture fut mentionné dans la Constitution et, pour la première fois, le principe socialiste de la répartition «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail» y était expressément formulé.

Le Parti était resté fidèle à sa politique extérieure révolutionnaire. Il avait adopté une série de mesures pour assurer la paix et faire échec à l'agression impérialiste. En juillet 1950, l'Assemblée Populaire prit la décision de se rallier à l'appel de Stockholm sur le soutien au mouvement de la paix dans le monde et publia, en même temps, une déclaration condamnant l'intervention armée des impérialistes américains en Corée. En janvier 1951, elle adoptait une loi condamnant toute instigation à la guerre d'agression et toute propagande dans ce sens, définissant ces menées comme «des crimes graves contre l'humanité, contre la paix entre les peuples et contre la Patrie».

La lutte contre les manifestations de conciliation avec l'ennemi de classe

Après leur échec de 1949, les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves mirent tout en œuvre pour redonner courage à l'ennemi de classe intérieur pour qu'il ne désespère pas et qu'il intensifie le plus possible sa lutte contre le régime de démocratie populaire. A cette fin, ils poursuivirent leur propagande hostile effrénée, leurs provocations frontalières, et continuèrent d'envoyer des bandes d'agents de diversion et surtout des espions. Agents de diversion et espions venus de l'étranger, en complicité avec des éléments ennemis de l'intérieur, se livrèrent à une nouvelle série d'actes de terreur, de sabotage et de pillage de l'économie d'Etat et coopérative. En particulier, les ennemis usèrent d'une tactique de pression directe sur les communistes, principalement sur ceux militant dans les campagnes, avec le dessein de les compromettre. Ils adressaient à certains des lettres comminatoires, envoyaient à d'autres des agents de diversion qui faisaient brusquement irruption chez eux. Les koulaks recoururent à divers moyens pour se rapprocher des communistes, en se liant avec eux par des mariages, en leur accordant des «secours» matériels, etc. Aux comités du Parti affluaient de leur part des plaintes

provocatrices contre tel ou tel communiste, contre telle ou telle mesure rigoureuse prise «injustement» à leur égard, et dont ils demandaient l'annulation. Des éléments ennemis alimentaient les survivances petites-bourgeoises chez divers membres du Parti, les poussaient à enfreindre la morale communiste, à gaspiller et à voler le patrimoine socialiste. Le Parti, le Pouvoir populaire, les travailleurs en général, étaient préparés à une âpre lutte de classes et résolus à surmonter tout obstacle et toute difficulté dans la voie de la construction socialiste. Néanmoins, la forte pression des ennemis extérieurs et intérieurs ne pouvait pas ne pas laisser son empreinte. Elle eut aussi ses effets dans les rangs du Parti. Face à cette pression, un certain nombre de communistes furent ébranlés, d'autres fléchirent. En conséquence, des manifestations d'indulgence, de clémence et de tolérance à l'égard des koulaks et des autres ennemis de classe se firent jour, on nota chez certains quelques tendances à la conciliation avec eux.

Sous la pression des ennemis de classe on vit aussi céder certains membres du Comité Central, notamment Tuk Jakova, membre du Bureau Politique et secrétaire du Comité Central pour les questions d'organisation. Ce fléchissement de sa part n'avait rien de fortuit. Tuk Jakova ne s'était jamais débarrassé de certains traits négatifs hérités du temps des groupes communistes, tels que le régionalisme, l'esprit égoïste de rivalité et l'indulgence petite-bourgeoise à l'égard de l'ennemi de classe. Son activité de communiste avait toujours été empreinte d'opportunisme foncier, de manque de vigilance révolutionnaire, de négligence dans l'accomplissement de ses tâches et d'indifférence à l'égard de l'élévation de sa formation idéologique.

Au I^{er} Congrès du Parti Communiste d'Albanie, il avait profité de l'occasion que lui offrait la condamnation de l'activité hostile de Koçi Xoxe pour se présenter comme l'un des communistes les plus persécutés par ce dernier et voiler ainsi pour un temps ses propres positions opposées à la ligne du Parti.

Après le Congrès, comme par le passé, Tuk Jakova céda à la pression de la bourgeoisie et, par ses prises de position opportunistes à l'égard de l'ennemi de classe, causa un grand tort à l'activité du Parti. Pour lui, la lutte de classes allait vers son extinction. A ses yeux, aucun péril venant des impérialistes américains et des révisionnistes yougoslaves ne menaçait la RP d'Albanie. Il incitait de diverses manières à la mise en œuvre d'une politique de modération à l'égard des koulaks. Il intercédait auprès des organes de l'Etat pour accorder des faveurs aux éléments ennemis, pour les faire libérer de prison, il sous-estimait l'activité hostile du clergé réactionnaire catholique et le soutenait de toutes les manières.

Tuk Jakova s'opposait à la ligne du Parti en économie, ligne qui accordait la priorité au développement de l'industrie lourde et de l'industrie minière en particulier. Il désapprouvait surtout les investissements dans l'industrie pétrolière. Il estimait que le plan économique, dans certaines branches, ne tenait pas compte de la réalité. Son attitude opportuniste et défaitiste avait entravé le travail mené par les organisations du Parti et des masses en vue de la réalisation du plan d'Etat. Tuk Jakova avait également commis des erreurs impardonnables dans les questions d'organisation du Parti. Ses négligences et ses faiblesses dans l'application des Statuts et des décisions du Parti, son style bureaucratique de direction avaient entraîné de sérieux défauts dans la politique des cadres, dans la méthode de travail des organes et des rouages du Parti comme dans celle des organisations de masses. Cela avait également donné lieu à des infractions à la discipline, et à l'affaiblissement de la critique, de l'autocritique et de la vigilance.

Il avait soutenu l'idée erronée selon laquelle la vérification des documents du Parti devait être effectuée en dehors du contrôle de la masse des communistes, sans la participation directe des organisations de base. Le IX^e Plénum du Comité Central qui se tint en février 1951, analysant la situation politique et l'activité du Parti, mit à nu les causes de ces manifestations d'opportunisme à l'égard de l'ennemi de classe et indiqua les voies à suivre pour les combattre. Il dénonça les prises de position antimarxistes et les graves erreurs de Tuk Jakova, le destitua de ses fonctions de secrétaire du Comité Central et l'exclut du Bureau Politique.

En cette occasion, le Comité Central procéda à une saine critique marxiste-léniniste de son travail et remédia aussitôt aux défauts qu'il avait tolérés sous l'influence des attitudes dédaigneuses et opportunistes de Tuk Jakova. Des mesures furent prises afin d'améliorer la direction collégiale, de renforcer la critique et l'autocritique, de demander aux membres du Plénum de rendre compte davantage de leurs activités, d'exercer un contrôle plus systématique et plus strict sur l'application des décisions.

Le Parti se mobilisa avec de nouvelles forces pour barrer la voie à toute tendance et manifestation de conciliation avec l'ennemi de classe, pour le frapper plus sévèrement.

«Que le Parti tout entier ait en vue, — prescrivait le Comité Central, — que nos victoires n'atténuent pas la lutte des classes. L'ennemi, voyant nos succès et exaspéré par ses défaites, enrage et intensifie ses efforts pour reprendre le pouvoir, en usant de formes d'action variées et sans cesse renouvelées.» (Résolution du IX^e Plénum du Comité Central sur la situation politique et l'activité du Parti, 23 février 1951. Documents principaux du PTA, T. II, p. 55.)

Les organisations du Parti se mirent sur des positions plus combattives. L'analyse marxiste-léniniste de la situation politique et du travail du Parti faite par le Comité Central, et sa stricte attitude de principe à l'égard de l'opportunisme aidèrent les communistes à comprendre à fond et plus concrètement la nécessité objective de la lutte contre les ennemis de classe, à mieux se garder de tout glissement à des positions de conciliation avec eux. Des règles plus sévères furent établies en ce qui concerne la préparation théorique marxiste-léniniste. Le Parti éclaira les masses travailleuses sur les nouvelles formes d'activité hostile et sur les nouvelles manœuvres dirigées contre la République Populaire d'Albanie, leur fit aiguïser encore plus leur vigilance révolutionnaire.

Les organisations du Parti s'attachèrent en particulier à appliquer judicieusement la politique du Parti sur la limitation économique et l'isolement politique des koulaks, en entraînant plus largement les paysans pauvres et moyens dans la lutte contre eux. L'application de cette politique fut soutenue par l'adoption d'une disposition spéciale prescrivant l'identification précise de tous les koulaks, mesure qui fut mise en œuvre après un travail attentif des organes d'Etat sous la conduite directe du Comité Central et des comités de district du Parti. Les koulaks furent privés de toutes les formes d'aide dont l'Etat faisait bénéficier la paysannerie et frappés d'impôts encore plus lourds. Il fut décidé qu'en cas de confiscation de leurs biens, un quart en serait distribué gratuitement aux paysans pauvres.

Tout en luttant contre la conciliation avec l'ennemi de classe, le Parti frappa en même temps toutes les manifestations de sectarisme qui engendraient une confusion politique parmi les masses et entravaient leur mobilisation pour la réalisation des tâches politiques et économiques, pour leur participation à une lutte active contre les ennemis. De sévères critiques furent adressées aux comités du Parti qui déformaient sa politique dans la pratique en permettant l'adoption de mesures administratives prématurées pour la liquidation immédiate des koulaks en tant que classe, et à plus forte raison quand ils assimilaient certains paysans moyens aux koulaks. Le Parti était contre toute mesure qui eût conduit à une exacerbation artificielle de la lutte de classes, seuls les ennemis tirant profit de telles mesures.

En luttant pour surmonter les difficultés, en luttant contre les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves, contre l'ennemi intérieur de classe, contre l'opportunisme, le Parti préserva et renforça son unité idéologique et organisationnelle, enrichit son expérience dans le travail de direction politique de l'édification socialiste du pays.

Efforts pour remédier au retard de l'agriculture

L'un des problèmes qui continuaient d'inquiéter le plus le Parti avait trait au retard de l'agriculture, lequel entravait directement le développement des autres branches de l'économie. En dépit de leurs effets positifs, les mesures qui avaient été prises dans les années 1949-1950 ne pouvaient la sortir de son état arriéré. Les rythmes d'expansion de l'agriculture étaient encore lents et la disproportion entre

son développement et celui de l'industrie allait s'accroître. Cet état de choses avait rendu difficile tant la satisfaction des demandes des masses travailleuses en produits agricoles que l'approvisionnement de l'industrie en matières premières. L'utilisation du crédit agricole seulement à 75 pour cent, ainsi que le niveau élevé des prix des articles industriels par rapport à ceux des produits agricoles avaient aussi constitué des obstacles dans ce sens.

Le problème de la lenteur du développement de l'agriculture et des efforts à fournir pour liquider son retard fut examiné par le Plénum du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, qui se tint en avril 1951. Mais le Plénum ne traita ce problème que sous un seul angle, il aboutit à la conclusion erronée que les petites exploitations paysannes avaient épuisé toutes leurs possibilités d'accroître leur production agricole. Partant de la juste conception que la coopération était le moyen principal de tirer l'agriculture de son retard, ce Plénum décida d'en entreprendre la collectivisation massive. C'était cependant une décision prématurée qui risquait en fait de compromettre la collectivisation, les conditions pour la réorganisation socialiste de l'ensemble de l'agriculture n'étant pas encore créées. Le Parti rectifia à temps cette décision hâtive.

Le Plénum du Comité Central, qui se réunit de nouveau en mai, souligna que, compte tenu des conditions concrètes du pays, la tâche essentielle ne consistait pas à étendre la collectivisation des campagnes, mais à renforcer les coopératives agricoles déjà créées et à mettre en valeur toutes les possibilités des petites exploitations rurales pour accroître la production.

Le Parti, faisant une juste appréciation de toutes les conditions, possibilités et moyens existants, arriva à la conclusion que la meilleure voie pour faire progresser l'agriculture dans cette période était le renforcement et le perfectionnement plus poussé des liens économiques entre la ville et la campagne, la réduction de l'écart existant entre le niveau de développement de l'industrie et de l'agriculture.

«Nous ne devons pas perdre de vue, — indiquait le Comité Central, — que l'alliance étroite de la ville et de la campagne ne pourra être assurée que sur des bases économiques... Nous devons construire notre économie de façon harmonieuse. Si nous nous intéressons à la mise sur pied de l'industrie, nous sommes tout aussi intéressés par l'agriculture et nous ne devons pas oublier que le développement de la première dépend de celui de la seconde.» (Résolution du Plénum du CC du PTA, 21 septembre 1951. Documents principaux du PTA, T. II, p. 110.)

En 1951, on accrut l'aide accordée à la campagne. Des mesures furent prises en vue de rectifier les erreurs qui avaient été commises dans le cadastre et la classification des terres. Les quantités de céréales dues au titre des livraisons obligatoires furent réduites de 25 pour cent et les exploitations agricoles individuelles disposant de revenus annuels modestes furent exemptées d'impôts.

Le rapport existant entre les prix respectifs des produits industriels et des produits agricoles étant tel qu'il n'incitait pas la paysannerie à accroître la production et à commercer sur le marché réciproque, le Parti comprit qu'il importait d'abaisser les prix des produits industriels. Une nouvelle baisse des prix des articles industriels fut décrétée en 1951, baisse qui diminua dans une certaine mesure la disproportion existant entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles.

Dans le même temps, l'on œuvra au renforcement et au développement ultérieur du commerce d'Etat et coopératif, en particulier de celui des coopératives d'achat-vente, aidant par là à les transformer en de puissantes organisations de masses, à resserrer les liens économiques entre la campagne et la ville et à inculquer au paysan l'esprit collectiviste.

Les mesures économiques prises pour liquider le retard de l'agriculture furent accompagnées d'un vaste travail politique et organisationnel de la part du Parti. On s'appliqua à améliorer la composition sociale et l'activité des organisations de base du Parti. On ranima également le travail des conseils populaires et des organisations de la jeunesse et des femmes.

4. LE II^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. LES TACHES A REMPLIR POUR TRANSFORMER L'ALBANIE EN UN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL

Le II^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie tint ses assises du 31 mars au 7 avril 1952. Participèrent à ce Congrès 592 délégués avec voix délibérative et 142 avec voix consultative; ils représentaient 44.418 membres et stagiaires. L'effectif du Parti à l'époque de ce Congrès était un peu moins élevé que lors du I^{er} Congrès, surtout en raison du fait qu'au cours du travail de vérification des documents, 8 pour cent des membres du Parti en furent exclus.

Les directives du premier plan quinquennal

Le Congrès estima que le développement économique et culturel du pays conformément à un plan à plus long terme était parfaitement possible et il approuva les directives du premier plan quinquennal pour 1951-1955.

Ces directives, avant d'être approuvées par le Congrès, furent discutées pendant plus de deux mois dans les organisations du Parti et au cours de réunions publiques des travailleurs dans les villes et les campagnes. De nombreuses observations et propositions furent avancées au cours de ces réunions et la plupart d'entre elles furent prises en considération par les organes compétents.

L'élaboration du plan s'appuyait, en premier lieu, sur les propres forces du pays, sur les ressources intérieures, l'expérience acquise et sur les capacités des cadres nationaux. Le plan se fondait également sur l'aide, au premier chef, de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes. L'aide que l'Union Soviétique accordait, à l'époque, à la République Populaire d'Albanie visait principalement à développer les forces productives du pays, afin de permettre à l'économie populaire d'aller de l'avant par ses propres moyens. Le Parti appréciait cette aide comme un facteur extérieur important pour l'édification du socialisme chez nous.

Le premier plan posait comme premières tâches à remplir : **d'accélérer les rythmes de construction de la base économique du socialisme et du développement des forces productives afin que, à l'issue du quinquennat, l'Albanie fût transformée de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel ; de renforcer l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, et d'élever le niveau de vie matériel et culturel des masses travailleuses.**

Le Parti définit comme maillon essentiel de la réalisation de ces tâches la création d'une industrie nouvelle, socialiste. En fait, l'industrialisation du pays avait été amorcée avec le plan biennal, mais ce n'est qu'au II^e Congrès que fut élaboré un grand et vaste programme d'édification des bases de l'industrie socialiste.

Le Parti apprécia à sa juste valeur le principe selon lequel la production des moyens de production joue le rôle décisif dans le développement de l'industrie et de l'économie populaire dans son ensemble. Conformément à ce principe, une grande importance fut accordée au développement et à la création des branches de l'industrie lourde. L'objectif fixé ne prévoyait cependant pas le développement simultané de toutes les branches de cette industrie, et ce, en raison du fait que le pays ne disposait pas des possibilités économiques et techniques pour le mener à bien. L'outillage nécessaire devait être fourni par les pays socialistes au titre des échanges commerciaux et des crédits accordés. On s'attacherait à développer les branches de l'industrie lourde pour la marche desquelles l'Albanie possédait les ressources naturelles requises et qui présentaient de plus grands avantages économiques. Dans les conditions concrètes du pays, l'industrie lourde devait comprendre principalement les mines, l'industrie mécanique, l'industrie électrique et l'industrie des matériaux de construction. Il était prévu en particulier que l'expansion de ces branches devait se faire à des rythmes plus rapides. La première place était dévolue à l'industrie minière, qui devait servir de principal appui au développement des autres branches de l'industrie, et pourvoir aux besoins en matières premières de l'industrie de

transformation. En même temps, l'exportation de ses produits devait permettre d'assurer l'outillage et les équipements nécessaires à l'industrie et à l'agriculture.

L'industrie électrique serait dotée, au cours du quinquennat, de centrales thermiques et hydro-électriques, appelées à créer la base énergétique pour la satisfaction des besoins de l'industrie et de l'ensemble de l'économie populaire. Du fait que le pays éprouvait un grand et pressant besoin d'articles de consommation courante, et dans le but d'en réduire l'importation, le plan affecta une place importante au développement de l'industrie légère et alimentaire, qui devait surtout s'appuyer sur la mise en valeur des matières premières du pays.

Afin d'assurer la croissance rapide de la production industrielle, telle qu'elle était fixée par le plan, les investissements prévus étaient trois fois supérieurs à ceux des années 1946-1950.

Les tâches définies par le II^e Congrès, dans le domaine de l'industrie, pouvaient être menées à bien si l'on réussissait à vaincre deux obstacles principaux: d'abord, la lenteur du développement de l'agriculture, qui était la branche prépondérante de l'économie nationale, puis, la pénurie de cadres techniques et le bas niveau de l'instruction et de la préparation technique des ouvriers. Il fut mis un soin particulier à surmonter ces obstacles.

Alors que le volume global de la production industrielle, en 1950, était quatre fois supérieur à celui de 1938, celui de la production agricole n'avait augmenté pour la même période que de 30 pour cent.

«L'expansion rapide de l'industrie — spécifia le Congrès — ... exige que l'agriculture se développe à un rythme plus rapide que jusqu'à ce jour pour qu'elle puisse faire face aux besoins de l'industrie en matières premières ainsi qu'à ceux de l'Etat et de la population en produits agricoles.»
(Résolution du II^e Congrès du PTA, avril 1952. Documents principaux du PTA, T. II, p. 149.)

La seule voie pour liquider définitivement le retard de l'agriculture était celle de la transformation socialiste de la campagne. Or, dans les conditions concrètes du moment, l'on ne pouvait encore passer à la collectivisation massive, car la grande masse des paysans n'était pas encore pleinement convaincue de la supériorité du système socialiste dans l'agriculture, et la base technique et économique nécessaire faisait défaut. Le II^e Congrès souligna que, dans ces conditions, il était nécessaire, pour accélérer l'essor de l'agriculture, de renforcer les coopératives agricoles, de consolider et d'élargir les entreprises agricoles et d'élevage. Il importait également de resserrer les rapports économiques entre la ville et la campagne par l'extension des Stations de machines et de tracteurs et par la mécanisation de l'agriculture, par l'aide en crédits agraires que l'Etat devait accorder à la paysannerie laborieuse, par l'approvisionnement de la campagne en de plus grandes quantités d'articles industriels et par un ajustement toujours meilleur du rapport entre les prix des articles industriels et des produits agricoles.

L'accroissement de la production agricole devait, selon les prévisions, être obtenu par l'élévation du rendement des cultures agricoles et l'extension des superficiesensemencées. La tâche essentielle fixée pour l'agriculture fut l'accroissement de la production des céréales panifiables. Une autre particularité du développement de l'agriculture au cours du premier quinquennat était l'extension des terres consacrées aux cultures industrielles, exigence première du développement même de l'industrie. Afin d'assurer la réalisation des tâches dans le domaine de l'agriculture, les investissements prévus pour cette période étaient environ deux fois plus élevés que ceux des années 1946-1950.

La solution du problème des cadres techniques et des ouvriers qualifiés exigeait le développement ultérieur et l'accélération de la révolution culturelle. Au cours du premier quinquennat, le réseau de l'enseignement devait s'étendre considérablement, le nombre total des élèves s'accroître de 370 pour cent par rapport à 1938, le nombre des agronomes de plus de cinq fois, et celui des ingénieurs de 18 fois. De même, on devait assurer la formation de plus de 8.500 techniciens moyens et de quelque 54.000 ouvriers qualifiés.

Le Congrès attira l'attention du Parti sur le retard des régions du Nord, notamment de celles de Kukës, Tropojë, Mirditë, Pukë, et d'autres régions, et recommanda de consacrer un soin particulier à leur progrès culturel.

Le plan quinquennal prévoyait la liquidation de l'analphabétisme. L'accroissement de la production industrielle et agricole devait contribuer à augmenter le bien-être des masses travailleuses et créer les conditions permettant d'abolir le système de rationnement.

Les investissements dans le domaine des activités sociales et culturelles devaient être 3,4 fois plus élevés qu'au cours du quinquennat 1946-1950.

Le premier plan quinquennal marquait une nouvelle phase dans le développement économique et culturel accéléré du pays. Sa réalisation devait créer les conditions indispensables pour son acheminement vers la phase définitive de construction de la base économique du socialisme.

Amélioration de la méthode de direction politique du Parti

L'analyse scientifique de l'activité dirigeante du Parti depuis le I^{er} Congrès et la généralisation de l'expérience acquise dans cette période, faites par le camarade Enver Hoxha dans son rapport présenté au Congrès, eurent une grande portée. Cette analyse aida le Congrès à déceler et à critiquer les déformations apparues dans l'application de la ligne politique ainsi que les lacunes des organisations du Parti. Le Congrès critiqua les manifestations d'opportunisme à l'égard des ennemis de classe, le bureaucratisme, l'accaparement par les comités du Parti du travail incombant aux organismes d'Etat, la pratique d'un travail purement verbal, politiquement faible, l'activation insuffisante de l'ensemble des communistes et des organisations de masses, etc. Le camarade Enver Hoxha y stigmatisait la tendance à régler les problèmes par des réunions interminables et des décisions sans nombre, en ces termes :

«On tient réunion sur réunion, qui durent des heures et des jours entiers, mais il n'en reste que fort peu de chose sur le tapis.» (Enver Hoxha, Rapport présenté au II^e Congrès du PTA, 31 mars 1952, Tirana, 1952, p. 42.)

«On prend des décisions, on en prend même beaucoup, mais elles ne sont pas toutes appliquées. Puis on en prend encore tout autant en vue de mettre en application les décisions antérieurement prises. On adopte encore de nouvelles décisions sur des questions dont il a déjà été délibéré, mais qui sont tombées dans l'oubli. Cela revient à se moquer du travail et des décisions, à faire semblant de travailler en enfantant des décisions, mais en réalité à ne rien faire, à piétiner et à entraver le travail.» (Ibid., p. 41.)

Se fondant sur l'expérience acquise, le Congrès définit la condition essentielle pour assurer la réalisation du premier plan quinquennal comme suit :

«Améliorer et renforcer la direction du Parti dans l'économie. Renforcer et améliorer le travail tendant à rattacher étroitement les problèmes économiques au travail politique. Exercer sans relâche un contrôle systématique et rigoureux sur l'application des décisions et des tâches du Parti et de l'Etat. Lutter pour un travail mieux organisé et pour l'élimination du bureaucratisme dans le travail.» (Résolution du II^e Congrès du PTA. Documents principaux du PTA, T. II, p. 135.)

Les organes centraux et locaux ainsi que les organisations du Parti furent chargés de revoir et de corriger leur méthode de travail conformément aux conclusions et aux décisions du Congrès. Il fut estimé indispensable que les principes léninistes de la direction collégiale, de l'obligation pour les organes dirigeants de rendre compte de leur activité devant la masse des communistes qui les avaient élus, de la critique et de l'autocritique, du rôle des masses travailleuses comme bâtisseurs du socialisme et de leurs organisations comme leviers puissants du Parti, de la formation systématique marxiste-léniniste des membres du Parti, ne devaient pas demeurer seulement des formules théoriques admises et propagées par tous, mais être mis en œuvre avec persévérance et de la façon la plus complète.

En même temps, le Congrès recommanda particulièrement aux communistes d'avoir toujours l'œil ouvert, de ne pas oublier un seul instant la menace que la pression des impérialistes et des titistes du dehors, et des koulaks et des autres ennemis de classe du dedans, faisait peser sur le Parti. L'expérience de la lutte du Parti contre ses propres lacunes et contre l'action de ses ennemis de l'intérieur après la Libération, surtout dans l'intervalle entre les deux Congrès, enseignait que le principal danger était constitué par l'opportunisme de droite, en tant que produit de la soumission à la pression impérialiste et révisionniste.

«Que la déviation de droite, l'opportunisme, soit considérée comme le plus grand danger menaçant notre Parti... sans nullement oublier pour autant le danger de la déviation de gauche...

La pression de la bourgeoisie sur notre Parti doit être considérée comme un danger très sérieux qu'il faut combattre constamment avec la plus grande vigueur.» (Résolution du II^e Congrès du PTA. Documents principaux du PTA, T. II, p. 141.)

La pioche dans une main, le fusil dans l'autre

Le Congrès avertit le Parti et le peuple tout entier que leurs efforts et leur lutte pour la réalisation du premier plan quinquennal se heurteraient à de nombreuses difficultés. Pour les surmonter, il fallait une préparation des plus complètes, morale et matérielle, politique et militaire.

Les difficultés étaient de diverses sortes. Les unes, de croissance, étaient dues au retard légué au pays par le passé, au manque d'expérience, à l'insuffisante préparation technique et culturelle des cadres et des ouvriers en général. Ces difficultés seraient surmontées en leur opposant un bon travail d'organisation, la discipline, la confiance des masses en la justesse de la ligne du Parti et la mobilisation de ces dernières.

Dans le même temps, le Parti et le peuple devaient être parfaitement préparés à affronter les difficultés que susciteraient les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves par leur activité hostile, multiforme et incessante, contre la République Populaire d'Albanie. Les ennemis extérieurs échafaudaient de nouveaux plans pour détruire le système de démocratie populaire en Albanie. Le gouvernement yougoslave, de concert avec les gouvernements grec et turc, à l'instigation et avec le concours des impérialistes américains, préparait la conclusion du pacte des Balkans, un pacte agressif dirigé au premier chef contre l'Albanie et la Bulgarie.

Partant de cette situation, le Congrès réaffirma le mot d'ordre du Parti, mot d'ordre qui était devenu la première devise des masses populaires dans leur activité après la Libération : **«Edifions le socialisme, en tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil.»** [Résolution du II^e Congrès du PTA. Documents principaux du PTA, T. II, p. 154.] Le Congrès assigna pour tâche à tous les membres d'aiguiser leur vigilance et d'attacher une très grande importance au renforcement incessant de l'unité du peuple autour du Parti. Il demanda qu'aucun effort ne fût épargné en vue d'accroître la capacité défensive de la Patrie, de perfectionner encore l'Armée populaire, les Garde-frontières et la Sûreté de l'Etat.

Condamnant l'agression des impérialistes des Etats-Unis en Corée et leur politique belliciste et agressive dans son ensemble, le Congrès recommanda de travailler sans relâche à accroître la haine du peuple albanais contre l'impérialisme, surtout contre l'impérialisme américain, à le démasquer totalement. Le Congrès définit la lutte à mener contre l'impérialisme comme la condition essentielle pour la sauvegarde et la consolidation de la paix. De même, il exprima sa solidarité à l'égard de la classe ouvrière internationale et de tous les peuples qui luttèrent pour leur libération du joug de l'impérialisme. Il fixa pour tâche de raffermir encore l'amitié et la coopération avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes et souligna la nécessité de démasquer la clique de Tito comme une officine de l'impérialisme. Le Congrès élut le Comité Central du Parti qui comprenait 27 membres et 12 membres suppléants. Enver Hoxha fut réélu Secrétaire Général.

5. L'ACTION DU PARTI EN VUE DE REDUIRE L'ECART ENTRE LES NIVEAUX DE DEVELOPPEMENT RESPECTIFS DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE ET D'AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION

La mise en œuvre du premier plan quinquennal se heurta à des obstacles qui n'avaient pu être prévus. Le plan de développement de l'économie pour 1951 et 1952 ne fut pas accompli. Le degré escompté d'amélioration du bien-être des travailleurs ne fut pas atteint. Ces obstacles étaient principalement dus au retard de l'agriculture et à son développement à des rythmes plus lents que ceux qui avaient été fixés par le Congrès. Alors que les superficies ensemencées de cultures agricoles avaient été étendues conformément au plan, leurs rendements, surtout ceux des céréales, étaient inférieurs aux indices fixés. On enregistrait un déclin notable dans l'élevage. Il apparut que l'écart entre les niveaux de développement de l'industrie et de l'agriculture au lieu de se réduire, selon les prévisions du plan, s'était encore accentué.

Causes de la disproportion entre le développement respectif de l'industrie et de l'agriculture

Cette situation suscita une vive inquiétude au sein du Comité Central. Il y consacra un examen particulier et détermina les causes qui en étaient à l'origine.

Le retard que l'agriculture avait hérité du passé, le bas niveau d'instruction et de culture des masses paysannes et l'existence de la petite propriété privée dans les campagnes entravaient l'utilisation à grande échelle de la technique et la mise à profit de toutes les possibilités créées par le Parti en vue de l'accroissement de la production agricole. La juste orientation donnée par le II^e Congrès pour accélérer l'essor de l'agriculture et réduire la disproportion entre le développement respectif de l'industrie et de l'agriculture, ne fut pas convenablement observée ni, de ce fait, matérialisée dans les chiffres du plan. Les investissements alloués à l'agriculture ne pouvaient couvrir les dépenses nécessaires pour en assurer le progrès dans les conditions de la petite propriété privée; ces investissements étaient même inférieurs à ceux fixés pour les transports. Cette façon d'agir ne répondait pas à la tâche définie par le Congrès en vue d'accroître la production agricole de 171 pour cent au cours du quinquennat, grâce surtout à l'augmentation des rendements.

Par ailleurs, dans le secteur de l'industrie, le rythme de progression envisagé dépassait les possibilités réelles. La construction de nouveaux ouvrages industriels prit une ampleur outrepassant les forces et les capacités du pays. Le rythme fixé pour l'achèvement de certains ouvrages importants ne pouvait être soutenu. Ces travaux exigeaient une très forte augmentation de main-d'œuvre, estimée en moyenne à 26.000 travailleurs par an. Pour assurer cette force de travail à l'industrie, il fallut que des paysans quittent en grand nombre l'agriculture, sans que pour autant l'indice fixé fût jamais atteint. Ce phénomène devint un obstacle à la fois pour l'agriculture et pour l'exécution du plan dans l'industrie, surtout en ce qui concerne la construction d'ouvrages industriels.

Outre les lacunes dans la planification, les difficultés économiques que connaissait la paysannerie avaient également une influence négative sur le développement de l'agriculture. Les obligations des paysans envers l'Etat au titre du stockage obligatoire étaient élevées, les impôts agricoles étaient encore lourds. Par suite de la sécheresse des années 1950-1952, les paysans furent dans l'impossibilité de s'acquitter des livraisons obligatoires. Ces années-là, le paysan était, en fait, obligé de livrer de 40 à 50 pour cent de sa récolte de maïs, au lieu des 25 pour cent prévus en moyenne par le plan.

La sécheresse causa de grands dommages à l'agriculture et eut pour effet une diminution du cheptel. Le nombre des exploitations agricoles ne disposant pas de bœufs de trait atteignit un tiers des exploitations du pays, en un temps où les superficies ensemencées avaient augmenté, où le volume et la variété des travaux agricoles s'étaient accrus et où l'équipement mécanique dans l'agriculture était encore insuffisant.

Les rendements prévus dans la production céréalière ne furent pas atteints parce que, entre autres raisons, les meilleures terres furent en partie réservées aux cultures industrielles. Les superficies ensemencées de ces cultures furent étendues sans une sérieuse étude préalable, souvent même sans tenir compte de la volonté des paysans ni du volume de la main-d'œuvre nécessaire pour les travaux de ces cultures. En conséquence, les rendements prévus ne furent pas atteints.

En dépit de toutes les mesures prises par le Parti, la disproportion entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels n'était pas entièrement liquidée. Les modestes revenus des paysans leur suffisaient à peine pour s'acheter les instruments agricoles nécessaires, les prix de ceux-ci étant très élevés par rapport aux prix des produits agricoles et d'élevage. En outre, l'équipement des paysans en instruments aratoires fut aussi rendu difficile du fait de la production encore insuffisante de ces outils par l'industrie et l'artisanat.

Les progrès escomptés dans l'agriculture n'ayant pas été réalisés, il en résulta que les tâches fixées dans le domaine de la production des articles de consommation courante ne purent pas non plus être menées à bien. Cet état de choses donnait lieu à des difficultés dans l'approvisionnement de la population et empêchait l'amélioration des conditions de vie des travailleurs des villes et des campagnes.

L'amélioration du bien-être était également entravée par certaines autres circonstances. Afin de s'assurer le maximum de bénéfices, les coopératives de consommation effectuaient les opérations de stockage et d'écoulement des produits agricoles, ainsi que la vente des instruments aratoires, principalement sur le marché libre, sans procurer les marchandises nécessaires au marché garanti et réciproque. Le fort accroissement du nombre des paysans qui quittaient les campagnes pour venir travailler dans les villes rendait nécessaires de nouveaux investissements pour leur assurer, à eux et à leurs familles, les logements nécessaires et les approvisionner en articles rationnés. Par ailleurs, la tentative prématurée de supprimer le petit commerce privé par des mesures administratives, en ignorant l'orientation donnée par le Comité Central à cet égard, avait contribué à faire diminuer encore la quantité de marchandises sur le marché.

A cette époque, le Parti décela encore un autre défaut dans ce domaine. L'extension excessive de l'appareil d'Etat et des organisations de masses constituait une lourde charge pour le budget de l'Etat. Cela était dû au fait que l'expérience des cadres ne correspondait pas aux nouvelles tâches créées par l'extension du secteur étatique de l'économie, et l'on s'imaginait que les difficultés qui surgissaient dans ce sens pouvaient être surmontées par l'extension de l'appareil administratif. Un tel appareil pesait sur l'économie populaire, en affaiblissait la direction et prêtait le flanc au bureaucratisme.

Mesures prises en faveur de l'agriculture et pour le mieux-être des travailleurs

Le Parti ne pouvait permettre que la réalisation du premier plan quinquennal fût mise en péril et que fût affaiblie l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. En mars 1953, le Comité Central décida de faire prendre une série de mesures en vue d'éliminer les obstacles au progrès de l'agriculture et à l'augmentation des diverses productions agricoles. En conséquence, l'aide aux campagnes fut, dans une certaine mesure, accrue, on fit le nécessaire pour assurer l'achèvement des ouvrages de bonification dans les délais prévus, on améliora le travail dans les Stations de machines et de tracteurs, et on accéléra la formation des cadres dans l'agriculture.

Il apparut cependant que ces mesures étaient insuffisantes et qu'elles ne pouvaient résoudre complètement les problèmes existants, du fait qu'elles n'assuraient pas les nouvelles ressources qui auraient permis à l'Etat d'élargir son aide aux campagnes, ce qui était un maillon essentiel des tâches à remplir pour faire progresser l'agriculture. La répartition des investissements, telle qu'elle avait été fixée par le premier plan quinquennal, était demeurée inchangée ; les investissements pour l'agriculture n'avaient pas augmenté. Les livraisons obligatoires et les impôts pesaient encore trop lourdement sur la paysannerie.

De cette expérience, le Parti tira l'enseignement que les directives qu'il avait données en vue du développement de l'agriculture exigeaient, pour être réalisées, que fussent prises des mesures plus radicales et mieux étudiées, que la solution des problèmes ruraux fût considérée correctement par tous comme une grande question politique.

C'est ainsi que, sur l'initiative du Comité Central et sous sa conduite directe, le Conseil des Ministres prit, en 1953, de nouvelles mesures, très importantes, en faveur de l'agriculture, et qui tendaient en même temps à améliorer les conditions de vie des travailleurs citadins et ruraux.

La répartition des investissements du premier plan quinquennal pour les principales branches de l'économie fut revue. Certains ouvrages industriels dont la mise sur pied était prématurée furent rayés du plan. Les rythmes de construction d'autres établissements furent ralentis. La plus grande part des investissements retranchés de l'industrie fut transférée à l'agriculture, le reste étant affecté à l'accroissement de la production d'objets de consommation courante et à la construction de logements.

Les paysans furent exonérés de tous les arriérés au titre des livraisons obligatoires de céréales et autres produits agricoles et d'élevage, pour le compte des années 1949, 1950, 1951 et 1952. Les livraisons obligatoires furent réduites pour toutes les catégories de terres. Les membres des coopératives agricoles et les exploitations individuelles ne possédant pas de bêtes de labour, furent totalement exemptés des impôts qu'ils devaient jusqu'à la fin de 1952, alors que les exploitations qui en possédaient bénéficièrent d'une réduction de 75 pour cent. Peu après, il fut édicté une réduction générale de 25 pour cent des impôts perçus sur les exploitations rurales. Les prix des instruments agricoles de fabrication nationale furent également abaissés et les prix d'achat par l'Etat, des olives, du coton, du tabac et de la betterave sucrière furent relevés.

En même temps, il fut décidé d'accroître dans une mesure notable le crédit agraire et de doter l'agriculture d'un plus grand nombre de tracteurs.

L'appareil de l'administration d'Etat et des organisations de masses fut réduit de 30 pour cent, un certain nombre de cadres de l'administration passèrent à la production, beaucoup d'entre eux gagnèrent les campagnes.

Les ordonnances qui entraînaient l'élimination du petit commerce privé furent abrogées et des mesures prises pour le ranimer quelque peu. En même temps, des dispositions étaient adoptées en vue de renforcer le commerce étatique et coopératif. Poursuivant ses efforts pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, le Parti, tout en ne négligeant pas le développement de l'industrie lourde, attachait une grande importance au développement de l'industrie légère, afin d'accroître la production des articles de consommation courante. On devait atteindre cet objectif à la fois en exploitant à fond les possibilités de l'industrie nationale et en étendant l'industrie locale et l'artisanat local. Afin de satisfaire au mieux les besoins de la campagne en articles industriels, on stimula l'artisanat privé et on travailla à mettre sur pied l'artisanat rural.

Toutes ces mesures attestaient la force du Parti, sa capacité de revoir d'un œil critique et de rectifier à temps ses propres décisions pour les adapter aux conditions concrètes. Le Parti avait clairement conscience que l'on ne pouvait diriger l'édification du socialisme sans procéder à une révision périodique des tâches antérieurement fixées, sans abroger les décisions qui s'étaient avérées inopportunes dans la pratique, sans combler les lacunes qui apparaissaient. V.I. Lénine, en son temps, avait expliqué que le socialisme ne peut être construit :

«sans bien des tâtonnements, sans revenir plusieurs fois sur ses pas, sans contrôler le travail, sans y apporter des corrections particulières, sans méthodes nouvelles». (V. I. Lénine, Œuvres, éd. al., T. 31, p. 572.)

En dépit de leur grande portée, les mesures prises en 1953 par le Parti et le gouvernement demeuraient des mesures venant d'en haut.

Afin de réaliser les progrès souhaités dans le développement de l'économie, et de l'agriculture en particulier, il était nécessaire de procéder à une mobilisation générale de toutes les ressources matérielles et humaines, de porter à un plus haut degré l'essor révolutionnaire et l'initiative créatrice des masses. Cet objectif pourrait être atteint si la directive du II^e Congrès qui recommandait au Parti d'améliorer profondément sa méthode de direction politique dans l'économie était parfaitement mise en œuvre.

«Les cadres du Parti, de l'Etat et de l'économie doivent tous bien comprendre, — prescrivait le Comité Central du PTA, — que la grande tâche qui se pose à nous en vue d'accroître la production industrielle et agricole, la production des articles de consommation courante et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, ne peut être réalisée avec succès si nous n'opérons pas un tournant radical dans le sens de l'amélioration de la méthode de direction des affaires économiques et administratives.» (Résolution du Plénum du CC du PTA, 18 avril 1954. Documents principaux du PTA, T. II, p. 326.)

Afin d'améliorer la méthode de direction, le Parti s'attacha avant tout à résoudre deux contradictions importantes.

La première était celle qui se manifestait entre, d'une part, la préparation technico-professionnelle et l'instruction insuffisantes des cadres et, d'autre part, les exigences sans cesse grandissantes de la gestion de l'économie populaire. Le développement de l'économie populaire dans tous les domaines, la création d'une industrie nouvelle et moderne ainsi que les rythmes de développement de l'agriculture requéraient une élévation du niveau d'instruction et de culture des cadres, l'accroissement de leurs capacités en fonction des besoins des secteurs où ils étaient engagés. Il était indispensable de mettre un terme aux méthodes de direction d'ensemble de l'économie et de la diriger de façon concrète. Le rythme de formation des cadres devait répondre aux exigences d'une direction parfaite des affaires économiques et étatiques.

L'autre contradiction était celle qui existait entre le haut niveau technologique de la production et le niveau technique et professionnel relativement bas des ouvriers et du personnel d'ingénieurs et de techniciens. Une industrie nouvelle, comportant des processus complexes de production et fondée sur une technique moderne, était en voie d'édification dans le pays, alors que la formation des ouvriers, des techniciens et des ingénieurs n'était pas à la hauteur des exigences de cette industrie. En conséquence de quoi, la capacité de l'outillage n'était pas entièrement exploitée, la productivité du travail demeurait basse et le coût de production élevé.

Afin de résoudre ces contradictions, le Comité Central du Parti réexamina le degré de préparation et de qualification des cadres et des ouvriers, critiqua les insuffisances dans ce domaine et prit des mesures pour fonder ce travail sur des bases plus solides. Les mesures adoptées en faveur de l'agriculture et pour élever le niveau de vie des travailleurs stimulèrent l'enthousiasme révolutionnaire et l'initiative créatrice des masses travailleuses. L'émulation socialiste engloba plus de 90 pour cent des ouvriers et s'étendit largement aux campagnes.

Ces mesures ne tardèrent pas à donner des résultats notables et satisfaisants. En 1954, le plan de la production industrielle fut dépassé dans une mesure supérieure à celle de toute autre année antérieure. Les superficies ensemencées ainsi que la récolte des céréales s'accrurent également. Le déclin de l'élevage s'arrêta et le cheptel enregistra un accroissement sensible. En matière de logements, la surface habitable répartie aux travailleurs était de 27 pour cent supérieure à celle de 1953. La circulation générale des marchandises sur le marché augmenta de 13 pour cent en un an. Les échanges entre la ville et la campagne furent étendus. Ces résultats entraînèrent le renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie et préparèrent le terrain pour la réalisation du plan quinquennal dans son ensemble.

6. RENFORCEMENT DU TRAVAIL IDEOLOGIQUE ET ECRASEMENT DES TENTATIVES DE REVISION DE LA LIGNE MARXISTE-LENINISTE DU PARTI

Après le I^{er} Congrès du Parti Communiste d'Albanie et surtout dans les années du premier plan quinquennal, la révolution culturelle et idéologique s'amplifia et s'approfondit dans tous les secteurs. On enregistra une élévation du niveau d'instruction et de culture des travailleurs. L'instruction et la culture étaient véritablement devenues le patrimoine du peuple. Tout le pays était couvert d'un dense réseau d'écoles, de théâtres, de cinémas, de maisons et de foyers de la culture. Les premiers établissements d'enseignement supérieur furent mis sur pied. Un Albanais ou une Albanaise sur sept étudiait dans les écoles de différents degrés. Le patriotisme traditionnel du peuple albanais s'enrichissait d'un contenu nouveau, socialiste. L'union solide des masses travailleuses autour du Parti fut le facteur principal qui permit de surmonter les difficultés exceptionnelles que le pays eut à affronter après le I^{er} Congrès, de réduire à néant les plans et l'activité hostiles des impérialistes et des révisionnistes yougoslaves envers la République Populaire d'Albanie. En toute occasion, les travailleurs albanais avaient manifesté des sentiments hautement internationalistes. Ils se caractérisaient par une amitié sincère et militante pour le peuple soviétique, pour le peuple chinois et les peuples de tous les pays de démocratie populaire, par un sentiment de solidarité révolutionnaire à l'égard des peuples qui luttaient pour s'affranchir du joug colonial et impérialiste et envers la classe ouvrière internationale. De profonds changements s'étaient produits dans leur conscience. Une attitude nouvelle, socialiste, à l'égard du travail et du patrimoine social avait vu le jour, les travailleurs s'étaient dépouillés d'une foule de préjugés arriérés, religieux, bourgeois et petits-bourgeois, la morale communiste se raffermissait en eux.

Néanmoins, le niveau de formation idéologique et culturelle des communistes et de l'ensemble des travailleurs demeurait assez bas. Cette lacune apparaissait dans leur travail et dans leur mode de vie. Les manifestations étrangères à la morale communiste, le peu de soin apporté par chacun à sa propre élévation idéologique, le bas niveau du travail idéologique et politique, le recul devant les difficultés à vaincre pour se doter d'instruction et de culture, étaient autant de facteurs qui entravaient l'édification socialiste du pays.

Elévation du niveau de l'éducation idéologique, politique et culturelle

Le tournant qui avait été amorcé dans le domaine de l'accroissement de la production et de la direction de l'économie, la défense et le développement incessant des conquêtes de la révolution socialiste exigeaient une participation plus active des masses à la vie politique, économique et culturelle du pays, et, en conséquence, la trempe de leur conscience socialiste. La nécessité d'une plus saine éducation idéologique et politique des communistes et des travailleurs était dictée par les circonstances. L'Albanie s'était engagée sur la voie du développement socialiste dans les conditions d'un grand retard économique et culturel, avec une classe ouvrière peu nombreuse, alors que le niveau d'instruction et de culture des travailleurs était encore bas et leur conception du monde foncièrement petite-bourgeoise. Le pays édifiait le socialisme dans les conditions de l'encerclement capitaliste, cependant que l'impérialisme et ses agents exerçaient sur le peuple et le Parti une puissante pression dans tous les domaines, qu'ils menaient une vaste campagne de calomnies et de menaces dans le but de renverser le Pouvoir populaire.

Le Comité Central du Parti, considérant l'éducation idéologique et politique marxiste-léniniste des communistes et des travailleurs comme une tâche fondamentale, examina cette question avec un soin particulier et adopta des mesures pour l'aborder à partir de positions plus militantes et mieux l'organiser.

On critiqua la tendance à substituer les méthodes administratives à la méthode de persuasion dans le travail avec les masses. La conception erronée selon laquelle, lorsqu'il se met à la tête du Pouvoir, le Parti commande et donne des ordres, fut condamnée. On condamna en particulier les comportements de certains communistes dans les campagnes, lesquels, au lieu d'effectuer un travail de persuasion avec

les paysans pour qu'ils remettent leurs livraisons obligatoires de céréales, recouraient de manière expéditive à des actes arbitraires, tels que fermeture des moulins, interdiction aux paysans de rentrer leurs récoltes sans avoir préalablement acquitté leurs livraisons obligatoires, etc.

Les comités du Parti organisèrent un travail plus étendu et plus concret afin d'expliquer la ligne politique du Parti et l'importance de ses décisions. Le travail d'éclaircissement politique fut étroitement rattaché aux problèmes économiques, aux tâches à remplir pour la réalisation de leur plan par les entreprises, les institutions ou les villages. On s'attacha particulièrement à éduquer les travailleurs à avoir une attitude socialiste à l'égard du travail et du patrimoine social. Le Parti aborda plus judicieusement le problème de la lutte de classes en tant que maillon essentiel dans la chaîne des problèmes que posait l'éducation idéologique. Il fit encore mieux ressortir la nécessité de cette lutte et ne permit pas que prît racine dans l'esprit des communistes et des travailleurs l'idée antimarxiste de «l'extinction de la lutte de classes dans la période de l'édification socialiste», idée que propageaient les révisionnistes yougoslaves et que s'étaient mis à appuyer divers idéologues dans certains partis communistes et ouvriers, y compris le Parti Communiste de l'Union Soviétique. La lutte de classes, enseignait le Comité Central, se poursuivra sans interruption durant toute la période d'édification du socialisme. Il en est ainsi parce que les classes exploiteuses, même après avoir perdu le pouvoir, ne renoncent jamais à leurs tentatives de restaurer leur domination et parce que la bourgeoisie internationale a pour objectif essentiel d'empêcher la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, d'écraser les révolutions socialistes là où elles ont triomphé ou là où elles éclatent. Dans ce domaine, le Parti intensifia encore la propagande et l'agitation pour démasquer les desseins des impérialistes et de leurs valets, les nouvelles formes d'action qu'ils utilisaient pour parvenir à leurs fins. Ce travail fit mieux comprendre aux travailleurs les diverses formes que revêtait la lutte de classes, en attirant leur attention sur le fait que l'une de ces formes consistait dans le vol, la détérioration et le gaspillage du patrimoine socialiste.

Des mesures furent prises afin d'améliorer le travail de la presse et de la radio, en tant qu'armes puissantes de mobilisation dans les mains du Parti. Le système d'instruction au sein du Parti fut réorganisé. On donna de l'extension à la publication des écrits marxistes-léninistes. En même temps que les œuvres de Staline, qui avaient commencé à paraître en 1952, il fut décidé d'éditer les œuvres complètes de Lénine, et la publication en fut immédiatement entreprise. En particulier, de gros efforts furent faits en vue d'élever le niveau idéologique, culturel et professionnel des travailleurs des organismes du Parti et des principaux cadres des organismes de l'Etat et de l'économie. Tous les cadres et tous les communistes redoublèrent d'ardeur dans le travail d'éducation idéologique et politique, et l'on réfuta ainsi l'opinion absolument erronée et pernicieuse selon laquelle cette tâche ne devrait incomber qu'aux organes d'agitation et de propagande.

Afin de faire progresser la révolution culturelle, le Parti concentra son attention sur le développement de cette révolution surtout en profondeur, sans négliger pour autant son extension ultérieure. On accorda un soin particulier au raffermissement du contenu scientifique et politico-idéologique de l'école, qui constituait le moyen essentiel pour élever le niveau de culture et d'instruction des masses. Afin d'accélérer l'essor de la culture, des fonds plus importants furent alloués à ce secteur, qui bénéficia en outre d'une augmentation des cadres enseignants.

En même temps que la formation de l'intelligentsia nouvelle et la création de centres scientifiques dans le pays, le Parti posait maintenant la tâche de rattacher plus étroitement la science à la production, de manière que les recherches scientifiques contribuent à résoudre les principaux problèmes de l'économie populaire. Des mesures particulières furent prises afin de stimuler encore davantage les études portant sur l'histoire de l'Albanie, l'histoire de la littérature albanaise et la linguistique.

C'est précisément à cette époque que furent créées une série de nouvelles institutions scientifiques, culturelles et artistiques, telles que l'Institut d'histoire du Parti, l'Institut d'histoire et de linguistique, le Théâtre de l'Opéra et des ballets, etc.

Vigilance du Parti pour prévenir la pénétration du révisionnisme

Au moment où le Comité Central du Parti, à son Plénum tenu en avril 1955, étudiait les moyens de renforcer le travail idéologique et culturel, Tuk Jakova tenta de saisir l'occasion pour frapper la ligne générale du Parti, en avançant ses conceptions révisionnistes.

L'autocritique qu'il avait faite au IX^e Plénum et renouvelée au II^e Congrès se révéla mensongère. En fait, il demeurait en opposition avec la ligne du Parti. Il persistait dans son mécontentement et dans son animosité à l'encontre de la direction du Parti et de la ligne marxiste-léniniste de celui-ci. Il estimait que la lutte du Parti contre l'opportunisme et les mesures prises contre les ennemis de classe étaient inadéquates. Appréciant les événements internationaux des dernières années à partir de positions antimarxistes et révisionnistes, il s'était mis à la tâche pour réviser la ligne du Parti. A cette fin, il s'était rapproché des éléments condamnés par le Parti pour activité antimarxiste.

Tuk Jakova demanda la révision de toute la ligne politique et organisationnelle du Parti sous prétexte qu'elle comportait de grandes déformations auxquelles il fallait porter remède au plus tôt ! Dans un dessein déterminé, afin de frapper la direction du Parti et en particulier le camarade Enver Hoxha, il reprit la thèse hostile bien connue des dirigeants révisionnistes yougoslaves, selon laquelle ce seraient eux qui auraient soi-disant créé le Parti Communiste d'Albanie et rendu possibles toutes les victoires remportées par le peuple albanais dans sa Lutte de Libération Nationale ! Il demanda que fussent révisés tous les jugements portés par le Parti depuis sa fondation sur le travail des groupes communistes, insistant surtout pour que fût minimisée la gravité des fautes du Groupe de Shkodër, dont il avait été, pour un temps, membre de la direction.

Il était opposé à la politique du Parti concernant la lutte de classes. Il soutenait la thèse de l'extinction de la lutte contre l'ennemi de classe et s'employait de diverses manières à faire complètement cesser la lutte contre l'idéologie et les attitudes et tendances antiparti, à faire ainsi admettre la coexistence pacifique avec les conceptions opportunistes au sein même du Parti.

De même, Tuk Jakova avait poussé son hostilité à l'égard du Parti au point d'user, dans la lutte qu'il lui livrait, du mot d'ordre réactionnaire de la division du peuple en «gegë» et en «toskë».

Tuk Jakova demanda ouvertement le renouvellement de la composition du Comité Central du Parti et la désignation à sa tête de personnes condamnées pour fautes graves et activité antimarxiste. En même temps, il se prononçait pour la réhabilitation de tous les éléments antiparti.

Ses visées étaient claires : substituer à la ligne marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie une orientation nouvelle, analogue à celle des révisionnistes yougoslaves, faire en sorte que lui-même, Tuk Jakova, apparaisse comme le «sauveur» de la situation, et un «ardent militant» de cette orientation, comme un homme qui avait tous les mérites pour être placé à la tête du Parti.

Les thèses révisionnistes de Tuk Jakova trouvèrent l'adhésion de Bedri Spahiu. Au long de sa vie de membre du Parti, Bedri Spahiu avait été très fréquemment critiqué pour opportunisme prononcé et pour de graves fautes dans son activité. Mais chaque fois qu'il avait flairé le danger d'être démasqué, il avait «spontanément» demandé à se retirer de la direction du Parti pour pouvoir réparer les fautes à sa charge. Ayant toujours eu un penchant pour le nationalisme bourgeois, il avait soutenu tacitement la voie opportuniste et liquidatrice préconisée par Sejfulla Malëshova et Ymer Dishnica.

Bedri Spahiu, lui aussi, était opposé à la politique du Parti relative aux classes et à la lutte de classes, il avait cédé devant la pression de la bourgeoisie et réclamait l'extinction de la lutte de classes. Tout comme Tuk Jakova, il était pour la révision de la ligne générale du Parti, pour la substitution à sa direction d'une direction antimarxiste, qui aurait dû avoir à sa tête Tuk Jakova et comprendre d'autres éléments hostiles au Parti.

Au II^e Congrès du Parti, Bedri Spahiu ne fut pas réélu membre du Bureau Politique et ce en raison de ses erreurs politiques passées, qui furent pleinement dévoilées au cours de la vérification des documents. Dès lors, sa haine pour le Parti ne fit que s'attiser et il n'attendait que le moment propice pour cracher son fiel contre lui.

Les conceptions et l'activité opportunistes de Tuk Jakova et de Bedri Spahiu furent dénoncées et condamnées sans la moindre hésitation par le Plénum du Comité Central du Parti qui se tint en juin 1955. Tuk Jakova fut exclu du Comité Central puis, plus tard, également du Parti, cependant que Bedri Spahiu, qui observa au Plénum une attitude foncièrement hostile, fut exclu du Comité Central et en même temps radié du Parti.

En prenant cette décision, le Comité Central recommandait :

«... d'intensifier constamment la vigilance révolutionnaire et la lutte contre l'opportunisme et les opportunistes et d'écraser dans l'œuf toute action de leur part, préjudiciable au Parti et au peuple.»
(Décision du Plénum du CC du PTA, 17 juin 1955. Documents principaux du PTA, T. II, p. 419.)

Ainsi l'unité du Parti fut défendue et la pureté de sa ligne générale marxiste-léniniste préservée. Le Comité Central prépara les organisations du Parti et tous les communistes à combattre les conceptions des ennemis qui cherchaient à développer dans le Parti le goût néfaste de la quiétude et la tendance à l'extinction de la lutte de classes.

L'activité révisionniste de Tuk Jakova et de Bedri Spahiu n'avait rien de fortuit. Elle avait ses racines dans la vaste activité de diversion des révisionnistes yougoslaves contre les partis marxistes-léninistes et contre l'unité du camp socialiste. Elle était étroitement liée à la préparation de l'assaut général des révisionnistes modernes contre le marxisme-léninisme et le mouvement communiste international.

Après la mort de Staline en mars 1953, les éléments révisionnistes dans les partis communistes et ouvriers, y compris le Parti Communiste de l'Union Soviétique, commencèrent à développer leur activité, à saper les fondations de leurs partis et à miner l'unité du mouvement communiste international.

Dans les premières années qui suivirent cet événement, ils œuvrèrent à renforcer leurs propres positions et à prendre en main la direction du Parti, en isolant et en écartant de la direction les éléments sains, par des calomnies, des intrigues et des complots. C'est à cette fin que Khrouchtchev déclencha la campagne de lutte contre le prétendu «culte de la personnalité». Le Parti du Travail d'Albanie, tout en condamnant le culte de la personnalité «comme une pratique antimarxiste et pernicieuse», ne donna pas pour autant dans le piège tendu par Khrouchtchev pour réviser la ligne politique du Parti et préparer le terrain en vue d'un changement de la direction. La réponse qu'il lui adressa en cette occasion était formulée comme suit :

«Le Comité Central et les autres instances dirigeantes de notre Parti ont été dominés par l'esprit de collégialité et on y a constamment lutté pour que le travail collégial se renforce de jour en jour. Le Comité Central de notre Parti est uni comme un roc de granit et il guide le Parti à la fois avec sagesse et hardiesse sur la glorieuse voie du socialisme et du communisme. L'unité de notre Parti est comme un bloc d'acier qu'aucune force hostile, intérieure ou extérieure, ne pourra entamer.»
(Rapport du Bureau Politique, approuvé au Plénum du CC du PTA, 12 juillet 1954. ACP.)

Dans les années 1954-1955, les préparatifs des révisionnistes en vue d'un assaut général contre le marxisme-léninisme prirent une grande ampleur. Leur activité se concentra principalement sur trois objectifs : la propagation de l'idée de l'extinction de la lutte de classes ; le rapprochement avec la clique Tito et la réhabilitation de cette dernière ; la substitution de la collaboration avec les chefs de file de l'impérialisme à la lutte des peuples pour la sauvegarde de la paix.

Cette activité eut pour effet qu'en Hongrie et dans certains autres pays européens de démocratie populaire des concessions notables furent faites aux éléments capitalistes des villes et surtout des campagnes, la propagation de l'idéologie et de la culture bourgeoises fut permise. En République Populaire d'Albanie cependant, non seulement il ne fut point fait la moindre concession à l'ennemi de classe, mais la lutte contre celui-ci fut renforcée encore davantage.

Les révisionnistes modernes voyaient dans la voie suivie par les révisionnistes yougoslaves le modèle de leur voie commune ; en la clique de Tito leur allié le plus sûr contre le marxisme-léninisme. C'est à cette époque que Khrouchtchev et, à sa suite, d'autres dirigeants des pays socialistes commencèrent à priser beaucoup la politique extérieure de la Yougoslavie, ainsi que «ses efforts pour assurer la coexistence pacifique et sauvegarder la paix». Khrouchtchev s'employa à démontrer que la politique étrangère de la Yougoslavie ne différait pas de celle des pays socialistes. On exprimait maintenant l'opinion que les questions qui unissaient les partis marxistes-léninistes et les révisionnistes yougoslaves étaient plus nombreuses et plus importantes que celles qui les séparaient. Des efforts furent faits dans tous les domaines pour prouver qu'il était indispensable de réhabiliter la direction révisionniste yougoslave. En mai 1955, Khrouchtchev, sans demander l'approbation des autres partis, décida de rejeter les décisions du Bureau d'Information et les appréciations de tous les partis communistes et ouvriers sur la trahison de la clique de Tito et de se rendre à Belgrade à la tête d'une délégation du Parti et du Gouvernement soviétiques. Khrouchtchev s'efforça d'imposer aussi aux autres partis cette décision unilatérale, injuste et arbitraire. Deux jours seulement avant son départ, il en informa le Parti du Travail d'Albanie comme d'un fait accompli, lui demandant son approbation au rejet de la résolution du Bureau d'Information de novembre 1949 et à la révision de celle de juin 1948, qui mettaient à nu la trahison de la direction yougoslave. Il réclamait en même temps l'approbation du texte d'une «décision» sur cette question, rédigé par lui-même et qui devait paraître avec la signature du Bureau d'Information sans même que celui-ci se fût réuni! En dépit de la grande confiance que le Parti du Travail d'Albanie avait dans le Parti Communiste de l'Union Soviétique, le Comité Central du PTA considéra avec beaucoup de défiance ce geste de Khrouchtchev et, par une lettre en date du 25 mai 1955, adressée au Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, se prononça contre le voyage de Khrouchtchev en Yougoslavie et contre la réhabilitation de la clique de Tito.

«Nous estimons, — était-il dit dans cette lettre, — qu'il y a une assez grande différence entre la teneur de votre lettre du 23 mai 1955 et la thèse principale de la position que nous avons communément observée jusqu'à ce jour envers les Yougoslaves... L'expérience quotidienne de notre Parti dans les relations avec la Yougoslavie, avant la rupture, en 1948, comme par la suite et jusqu'à aujourd'hui, démontre de façon claire et parfaite, avec de nombreux faits concrets à l'appui, que le contenu de principe de toutes les résolutions du Bureau d'Information relatives à la question yougoslave a été parfaitement juste, à quelque exception d'importance tactique près. La procédure qu'il est proposé de suivre, en vue d'approuver l'abrogation de la résolution adoptée en novembre 1949 à la réunion du Bureau d'Information, ne nous semble pas juste... A notre jugement, une décision si hâtive (et précipitée) sur une question de grande importance de principe, sans une profonde analyse préalable faite de concert avec tous les partis intéressés à cette question, et, à plus forte raison, sa publication dans la presse et sa proclamation à l'issue des entretiens de Belgrade, seraient non seulement prématurées, mais causeraient de graves torts à l'orientation générale... Nous sommes convaincus, qu'à quelque exception de second ordre près, cette ligne générale de notre Parti dans les relations avec la Yougoslavie est juste.» (Lettre du CC du PTA adressée au CC du PC de l'US, 25 mai 1955. ACP.)

Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie demandait au Comité Central du Parti Communiste de l'URSS que ces questions fussent examinées au cours d'une réunion des partis membres du Bureau d'Information, à laquelle le PTA serait également invité pour exprimer son point de vue.

Mettant sa décision à exécution, N. Khrouchtchev se rendit en Yougoslavie, reconnut humblement devant Tito que «des erreurs graves avaient été commises à rencontre du Parti Communiste de Yougoslavie et de la direction yougoslave» (!) et le réhabilita effectivement. C'était là un événement sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste international, une violation flagrante des décisions prises en commun par les partis frères, une attitude de dédain à l'égard des autres partis.

Khrouchtchev trouva dans la ligne révisionniste de la clique de Tito la matérialisation de ses désirs de rapprochement avec l'impérialisme américain et de ses efforts dans ce sens. Le discours qu'il prononça à Belgrade fit clairement entendre que c'était bien là son objectif. La politique de collaboration de la Yougoslavie avec les pays de l'Ouest, dit-il, «trouve notre pleine compréhension». Dans un entretien qu'il eut avec des journalistes américains, Khrouchtchev exprima l'idée que la lutte pour la paix est une notion politique qui se situe en dehors de la lutte de classes et que les pays impérialistes, tout comme les pays socialistes, sont intéressés à la garantie de la paix. L'interprétation qu'il donnait ainsi du problème de la paix réfutait en fait la thèse léniniste bien connue selon laquelle l'impérialisme est une source de guerre.

Cherchant à ériger en théorie leur point de vue antimarxiste, les révisionnistes modernes tentèrent de paralyser la lutte active des masses pour la paix contre l'impérialisme et se mirent à prêcher que la principale forme de lutte pour garantir la paix consistait dans les rencontres et les entretiens avec les chefs de file de l'impérialisme. Sous l'influence de ces menées, l'activité des organisations internationales pour la sauvegarde de la paix subit en 1955 un déclin notable. Au lieu de la lutte pour la paix, les révisionnistes mettaient maintenant au premier plan le pacifisme.

Khrouchtchev définit la conférence des chefs de gouvernement des quatre grandes puissances, URSS, Etats-Unis, Angleterre et France, tenue à Genève en juillet 1955, comme une nouvelle étape dans les relations entre les Etats, comme un tournant dans les efforts tendant à assurer la paix, et les chefs des gouvernements impérialistes qui y participèrent, comme des personnes sensées qui s'employaient à garantir la paix. Il parlait partout de «l'esprit de Genève». Cependant, les dirigeants des autres pays participant à la Conférence de Genève, au premier chef ceux des Etats-Unis, mirent à profit cet «esprit de Genève» pour réclamer des concessions de la part de l'Union Soviétique, et notamment son désarmement unilatéral.

Sous l'influence de Khrouchtchev et à son instigation, les éléments révisionnistes s'activèrent aussi dans d'autres pays. En Hongrie, Imre Nagy, se dressant directement contre le développement socialiste des campagnes, contre les principes du centralisme démocratique et le rôle dirigeant du Parti, devint un grand danger pour le Parti des Travailleurs Hongrois et pour le Pouvoir populaire. C'est un rôle analogue que Tuk Jakova et Bedri Spahiu avaient voulu jouer en Albanie.

Défendre le marxisme-léninisme, à l'époque, et ne pas permettre la transformation du révisionnisme en un courant international homogène signifiait préserver la pureté de la ligne marxiste-léniniste, en premier lieu dans son propre parti, l'épurer des éléments révisionnistes et garder son unité intacte.

En excluant de ses rangs Tuk Jakova et Bedri Spahiu et en écrasant l'opportunisme de droite, le Parti du Travail d'Albanie non seulement empêcha que fût frayée la voie au révisionnisme en son sein, mais se prépara à mieux soutenir la lutte à venir contre les manifestations d'opportunisme de droite au sein du mouvement communiste international.

Réalisation du premier plan quinquennal

La lutte du Parti sur le front idéologique fut étroitement rattachée à la lutte pour la réalisation des tâches économiques, pour l'accomplissement du premier plan quinquennal.

Les mesures économiques prises en vue de liquider le retard de l'agriculture furent complétées par le perfectionnement ultérieur de la planification dans cette branche de l'économie. La centralisation prononcée de la planification dans ce secteur bridait l'initiative des exploitations agricoles et avait entravé jusqu'à un certain point le développement de l'agriculture. Selon la nouvelle méthode de planification appliquée en matière agricole, le plan d'Etat pour l'essor de l'agriculture fixait le volume du stockage des produits agricoles et d'élevage au titre des livraisons obligatoires, le volume de l'achat des excédents, des contrats à stipuler et le volume des rémunérations en nature pour le travail des Stations de machines et de tracteurs.

En même temps, chaque exploitation agricole d'Etat, coopérative ou individuelle, de concert avec les organismes de l'agriculture et les Stations de machines et de tracteurs, planifiait directement sa propre production en ayant en vue la mise en valeur la plus parfaite des conditions du sol et du climat dans chaque région. La nouvelle méthode libérait du travail bureaucratique de nombreux spécialistes de l'agriculture et augmentait la responsabilité des cadres d'Etat quant à la direction des activités agricoles dans les districts.

L'année 1955 fut marquée par un important tournant dans la production industrielle et particulièrement dans l'industrie minière, par une amélioration notable de la méthode et de l'organisation du travail dans les lieux de production, de la méthode de direction de l'économie par les organismes économiques, de l'Etat et du Parti.

Le premier plan quinquennal fut accompli avec succès. De 1950 à 1955, le volume global de la production industrielle s'était accru de 179 pour cent. Il était par ailleurs 11,5 fois plus élevé qu'en 1938. Le taux moyen d'expansion était de 22 pour cent par an. Dans certaines branches de l'industrie, telles que l'extraction du minerai de chrome, dans l'industrie mécanique, dans l'industrie du bois, dans l'industrie locale, et dans d'autres branches encore, les tâches fixées par le plan furent sur-accomplies. Les coopératives artisanales réalisèrent le plan quinquennal 10 mois avant terme. Au cours du premier quinquennat, environ 150 nouvelles fabriques et entreprises d'Etat ou coopératives de production industrielle furent construites et mises en service.

D'importants progrès furent réalisés dans l'agriculture. La production des céréales panifiables était en 1955 de 53 pour cent plus élevée qu'en 1950.

L'impétueux essor de l'économie et l'accroissement de la production industrielle et agricole rendirent possibles l'amélioration des conditions de vie matérielle et l'élévation du niveau culturel des travailleurs. De 1950 à 1955, le volume global de la circulation des marchandises s'accrut de 105 pour cent. Le revenu national s'éleva dans la même période d'environ 70 pour cent, le salaire réel des ouvriers et des employés de 30 pour cent, les revenus de la paysannerie de 35 pour cent. A la fin du quinquennat, fut décrétée l'abrogation partielle du système de rationnement.

De grands succès furent enregistrés en ce qui concerne l'essor de la culture et de l'instruction. Le réseau des écoles fut étendu. Le nombre des écoliers et des étudiants s'accrut considérablement. L'analphabétisme fut totalement liquidé dans l'ensemble pour tous les Albanais n'ayant pas dépassé l'âge de 40 ans.

Les tâches principales du premier plan quinquennal pour la transformation de l'Albanie de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel furent, dans l'ensemble, menées à bien. On avait jeté les bases de l'industrie nouvelle, socialiste, élargi le secteur socialiste de l'agriculture, préparé les conditions pour l'accélération des rythmes de collectivisation de l'agriculture et l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme au cours du quinquennat suivant.

Durant le premier quinquennat, le Parti acquit une précieuse expérience de direction de l'Etat et de l'économie en vue de l'édification socialiste du pays. Il accumula aussi une grande expérience dans son activité tendant à la mobilisation des masses et dans la lutte politique et idéologique contre les ennemis de classe à l'extérieur et à l'intérieur du pays, ainsi que contre l'opportunisme de droite.

CHAPITRE V - LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR ACHEVER LA CONSTRUCTION DE LA BASE ECONOMIQUE DU SOCIALISME (1956 — 1960)

1. LE III^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. ORIENTATION DONNEE EN VUE D'ACCELERER LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE

Au mois de décembre 1955, le Comité Central prit la décision de convoquer le III^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie qui devait déterminer les tâches à remplir dans le quinquennat qui suivrait. Il se présentait devant le Parti et le peuple avec un riche bilan de succès à son actif, ayant mené une ferme lutte de principe pour l'application de la ligne marxiste-léniniste, avec de claires perspectives s'ouvrant dans la voie de l'édification socialiste du pays. Au cours de la préparation du nouveau Congrès, le Parti du Travail d'Albanie se trouva placé face aux problèmes aigus que le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique fit surgir devant le mouvement communiste international, et soumis à la pression de la direction soviétique qui cherchait à lui imposer sa propre orientation révisionniste.

L'orientation révisionniste du XX^e Congrès du PCUS

Au XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique qui se tint en février 1956, le groupe de Khrouchtchev, après trois ans de préparatifs, lança une violente attaque contre les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et contre la ligne générale marxiste-léniniste suivie par le Parti Communiste de l'Union Soviétique sous la direction de J.V. Staline.

Le rapport du Comité Central du PCUS, présenté au Congrès par N. Khrouchtchev, avançait un certain nombre de thèses, qualifiées de «nouvelles» qui constituaient un prétendu «développement créateur de la théorie marxiste-léniniste dans les conditions créées par suite de la modification du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme». Ces thèses étaient enrobées de phraséologie marxiste-léniniste afin de duper l'opinion en Union Soviétique comme à l'étranger, alors qu'en fait elles s'écartaient du marxisme-léninisme et représentaient une révision de celui-ci. Khrouchtchev faussa les enseignements léninistes sur la guerre et la paix ; il érigea «la coexistence pacifique entre les deux systèmes» en «ligne générale de la politique extérieure» de l'Union Soviétique et de tous les pays socialistes. Lénine enseignait en effet que le principe fondamental de la politique extérieure d'un pays socialiste et d'un parti communiste ne consiste pas dans la coexistence pacifique, mais dans l'internationalisme prolétarien, dans

«l'alliance avec les révolutionnaires des pays avancés et avec tous les peuples opprimés contre les impérialistes de tout acabit.» (V. I. Lénine, «La politique extérieure de la révolution russe». Œuvres, éd. alb., T. 25, p. 86.)

Khrouchtchev mit en demeure les Etats socialistes, le mouvement ouvrier et communiste international, tous les peuples, de «choisir entre la coexistence pacifique et la guerre la plus destructrice de l'histoire. Il [n'était] pas de troisième voie». Ainsi, dans l'intérêt de la coexistence pacifique à tout prix avec l'impérialisme, la direction soviétique préconisait l'abandon de la lutte de classes à l'échelle mondiale, de la lutte révolutionnaire de libération des peuples contre le joug impérialiste et la cessation de l'aide que les pays socialistes et le mouvement ouvrier et communiste international doivent, par tous les moyens, fournir aux peuples du monde. Elle subordonnait la solution des problèmes de la paix et de la liberté des peuples à «l'établissement de relations amicales entre les deux grandes puissances du monde — Union Soviétique et Etats-Unis d'Amérique». Khrouchtchev déclarait : «Nous voulons être amis avec les Etats-Unis et coopérer avec eux dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples, ainsi que dans les domaines économique et culturel», «notre objectif est d'obtenir une amélioration substantielle des relations soviéto-américaines».

D'une part, il propageait ainsi l'idée mensongère que l'impérialisme américain, le pire et le plus féroce ennemi de la paix et de la liberté, avait renoncé ou pouvait renoncer à ses desseins rapaces et agressifs, que les pays socialistes et les autres pays indépendants seraient garantis à jamais contre l'agression impérialiste; mais pour cela, il était nécessaire d'admettre une coexistence de durée indéterminée du socialisme et du capitalisme, le socialisme devant l'emporter à l'échelle mondiale à travers «la compétition pacifique des deux systèmes, le système capitaliste et le système socialiste» ! D'autre part, le groupe de Khrouchtchev laissait entendre aux impérialistes américains que les positions dominantes économiques et militaires des Etats-Unis dans divers pays ne seraient nullement mises en cause, que les Etats-Unis devaient accepter le partage de la domination du monde entre les deux grandes puissances, que ces puissances dominantes en étroite coopération mutuelle «assureraient la paix» en usant de leur grand potentiel économique et militaire, de tous les moyens de propagande à leur disposition et des organismes internationaux, tels que l'ONU, et autres !

La direction soviétique rattacha la question de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents aux formes du passage au socialisme. Subordonnant le passage au socialisme à la coexistence pacifique, Khrouchtchev mit tout l'accent sur le «passage pacifique» et l'assimila au passage «par la voie parlementaire». Dans les conditions actuelles, déclara-t-il, «la classe ouvrière peut acquérir une majorité stable au parlement et le transformer d'organe de la démocratie bourgeoise en une arme de la volonté authentique du peuple, en un organe de la démocratie véritable, de la démocratie pour les travailleurs» ! En même temps, il qualifiait la voie de la Révolution d'Octobre de «juste seulement dans les conditions historiques d'alors» ! Ces thèses constituaient un reniement de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat. Dans le rapport du Comité Central du PCUS, la Yougoslavie était ouvertement définie comme un «pays socialiste», où «au long du processus de construction du socialisme se créaient des formes originales et concrètes de direction de l'économie et d'édification de l'appareil d'Etat». Ces appréciations mettaient complètement en pièces les résolutions du Bureau d'Information sur la trahison de la direction révisionniste yougoslave et appuyaient la voie yougoslave de destruction du parti marxiste-léniniste et de la dictature du prolétariat, de restauration du capitalisme.

Un coup encore plus dur fut porté au Parti, à la révolution et à la dictature du prolétariat dans le rapport «secret» «Sur le culte de la personnalité et ses séquences», dont Khrouchtchev donna lecture aux délégués au XX^e Congrès. Ce rapport ternissait la voie glorieuse suivie par le Parti Bolchevik depuis la mort de V.I. Lénine, la définissait comme une voie «émaillée d'erreurs, de graves altérations et de crimes monstrueux». La responsabilité de tous ces méfaits était imputée à J. V. Staline, qui avait guidé pendant trente ans de suite le Parti et l'Etat soviétiques avec tant de sagesse et d'habileté vers des victoires de portée historique mondiale, et que l'ensemble du mouvement communiste international reconnaissait comme un grand marxiste-léniniste et un grand révolutionnaire. Recourant aux inventions et aux calomnies les plus viles, étayées sur une interprétation arbitraire des documents et sur les déclarations d'éléments hostiles au socialisme, Khrouchtchev accusa Staline «d'arbitraire féroce», de «rupture avec la vie et la réalité», et le qualifia de «despote», de «terroriste», d'«inculte». En même temps, il proclama la réhabilitation des ennemis du régime socialiste, condamnés comme agents des Etats impérialistes.

L'attaque contre J. V. Staline était une attaque directe contre son œuvre révolutionnaire, un coup porté aux enseignements marxistes-léninistes, au régime socialiste. Cette attaque était lancée dans un dessein bien déterminé : justifier la destruction de la ligne marxiste-léniniste du PCUS élaborée à ses congrès antérieurs, adopter une ligne politique nouvelle, révisionniste, réviser le marxisme-léninisme. Afin de préparer le terrain à la réalisation d'un tel objectif, le groupe de Khrouchtchev avait absolument besoin de répudier Staline, qui avait défendu le marxisme-léninisme avec tant de fermeté et l'avait développé plus avant dans les conditions nouvelles créées dans le monde par la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, par l'édification de la société socialiste en Union Soviétique et la constitution du camp socialiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Afin de camoufler leurs conceptions et leur activité révisionnistes contre-révolutionnaires, Khrouchtchev et ses acolytes prirent comme cible le prétendu «culte de la personnalité de Staline», spéculant ainsi sur le fait que le culte de la personnalité est étranger et odieux au marxisme-léninisme.

J. V. Staline était opposé au culte de la personnalité et il en a souvent fait la critique ; il appréciait correctement le rôle des masses et s'en tint toujours au principe de la collégialité dans la direction du Parti et de l'Etat soviétiques, encore qu'il ne prît pas toutes les mesures voulues pour mettre un frein aux louanges excessives et tout à fait superflues dont la propagande soviétique avait entouré son nom dans les dernières années de sa vie. Le groupe de Khrouchtchev mit à profit cet état de choses à ses propres fins antimarxistes, antisocialistes, en fabriquant le prétendu «culte de la personnalité de Staline», comme une arme essentielle dans la lutte contre le marxisme-léninisme.

Khrouchtchev et son groupe proclamèrent la ligne révisionniste du XX^e Congrès, ligne générale du mouvement communiste international et usèrent de tous les moyens pour l'imposer à tous les partis communistes et ouvriers. Les conclusions du XX^e Congrès devinrent une nourriture idéologique pour les révisionnistes de tous les pays. Elles représentaient une arme très importante mise entre les mains des impérialistes et de tous les réactionnaires pour combattre les pays socialistes, le communisme, le mouvement de libération révolutionnaire. Encouragés par ces conclusions, les ennemis du communisme déclenchèrent une campagne forcenée contre le marxisme-léninisme, surtout contre la révolution et la dictature du prolétariat. En particulier, ils s'attaquèrent au régime socialiste en Union Soviétique et dans les autres pays, ainsi qu'aux partis communistes dans les pays capitalistes. Les révisionnistes yougoslaves, constatant que la ligne du XX^e Congrès coïncidait avec la voie qu'ils avaient eux-mêmes depuis longtemps adoptée, se signalèrent dans ce sens. Une situation tendue se créait au sein du mouvement communiste international.

Echec des tentatives de réviser la ligne du Parti du Travail d'Albanie

Le XX^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique encouragea aussi et mit en branle les éléments hostiles au Parti en Albanie même. Le Congrès fit naître en eux de gros espoirs, ceux de voir modifier la ligne marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie et de regagner leurs positions perdues, autrement dit de voir s'amorcer en Albanie le même processus qui se développait en Union Soviétique et dans certains pays de démocratie populaire. Ces éléments bénéficièrent de l'appui direct de la clique de Tito, en particulier par l'intermédiaire de la légation yougoslave à Tirana. Sous la direction de celle-ci, un mouvement contre-révolutionnaire clandestin commença à s'organiser, qui visait à renverser la situation et à prendre en main les rênes du Parti et du Pouvoir populaire. Ce mouvement engloba aussi un certain nombre de membres du Parti, qui avaient été frappés pour de lourdes fautes commises ou qui étaient des agents camouflés des impérialistes et des révisionnistes yougoslaves. Les éléments hostiles et anti-parti vantaient, plus que quiconque, le XX^e Congrès et s'employaient à créer au sein du Parti une ambiance propice pour faire réviser la ligne politique marxiste-léniniste et réhabiliter Koçi Xoxe, Tuk Jakova, Bedri Spahiu, et nombre d'autres ennemis du Parti et du peuple. Ils cherchaient à ternir les succès politiques et économiques obtenus sous la conduite du Parti, parlaient de l'existence du «culte de la personnalité», de «transgression des normes léninistes», d'«attitude trop rigoureuse à l'égard des koulaks et des autres ennemis de classe», d'«hésitations et d'atermoiements quant à l'amélioration des rapports avec la Yougoslavie». Ils considéraient tout cela comme des «conséquences des conceptions et de la pratique erronées de J. V. Staline» et posaient la nécessité d'écarter cette ligne, de prendre des mesures contre les responsables qui avaient permis l'instauration d'un tel état de choses ! A Tirana, les éléments hostiles au Parti mirent aussi à profit le défaut de vigilance et d'autres faiblesses marquées qui s'étaient fait jour au sein du Comité du Parti de la ville.

Les révisionnistes utilisèrent la Conférence du Parti de la capitale, qui se tint en avril 1956, pour lancer leur attaque contre la ligne et la direction marxistes-léninistes du Parti. Par l'intermédiaire de leurs représentants qui avaient réussi à se faire élire délégués, ils y avancèrent leur plate-forme antimarxiste. En même temps, ils réclamèrent l'ajournement du III^e Congrès, sous prétexte qu'un certain délai était nécessaire pour revoir la ligne et procéder à de nouveaux préparatifs dans l'esprit du XX^e Congrès du PCUS ! Comme il devait apparaître plus tard, toutes ces manœuvres étaient orchestrées dans la coulisse par la légation yougoslave.

Les éléments anti-parti, abusant de la démocratie intérieure du Parti, créèrent ainsi à la Conférence une situation tendue. Les vues révisionnistes furent réfutées par la majorité des délégués, mais certains d'entre eux furent ébranlés par la subtile démagogie révisionniste.

Le Comité Central jugea avec raison la situation extrêmement sérieuse et en conclut qu'il fallait y voir l'action des ennemis du Parti et du socialisme. Il dépêcha à la Conférence le camarade Enver Hoxha, qui y démasqua les desseins des révisionnistes et exposa la ferme attitude du Parti du Travail d'Albanie tendant à préserver la pureté de sa politique et de sa pratique révolutionnaires. Les délégués appuyèrent totalement cette attitude du Parti et dénoncèrent les tentatives des ennemis de l'écartier de la ligne marxiste-léniniste. La Conférence contraignit les éléments antiparti à avouer de leur bouche les buts et la nature de leur activité contre-révolutionnaire. Le complot révisionniste avait échoué.

Tirant de cet incident les enseignements qui s'imposaient, le Comité Central donnait à tout le Parti la directive suivante :

«... En aucune manière, il ne nous est permis de relâcher tant soit peu notre vigilance, il ne nous est permis de céder à un sentiment de suffisance, et de laisser le champ libre à l'action des ennemis.»
(Lettre du CC du PTA adressée à toutes les organisations du Parti, 21 avril 1956. ACP.)

Cet épisode dessilla encore mieux les yeux des communistes, les mobilisa dans une lutte encore plus révolutionnaire pour défendre la ligne du Parti et mener à bien les tâches fixées.

Pendant ce temps, Khrouchtchev, de son côté, pressait le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie de revoir sa ligne générale dans l'esprit des conclusions du XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et d'adopter une ligne nouvelle à son III^e Congrès. Au début, il exerça cette pression à Moscou, par l'intermédiaire de Souslov, membre du groupe révisionniste soviétique. Au nom du Comité Central du PCUS, Souslov demanda, par le truchement de Liri Belishova, à la direction du Parti du Travail d'Albanie, de revoir surtout son attitude touchant les révisionnistes yougoslaves et les sanctions prises contre Koçi Xoxe, Tuk Jakova et autres éléments hostiles au Parti, en prétextant que «des erreurs avaient pu être commises sous l'influence du culte de la personnalité de Staline». Cette exigence fut reprise d'une manière plus ouverte et insistante par le président de la délégation du PCUS, venu à Tirana pour assister au Congrès.

Le Plénum du Comité Central repoussa unanimement et sans aucune hésitation toute tentative de réviser la ligne correcte du Parti et exprima sa détermination à aller sans cesse de l'avant dans la voie suivie jusque-là par le Parti du Travail d'Albanie.

Le 25 mai 1956, à la date préalablement fixée, le III^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie entamait ses travaux qui devaient se poursuivre jusqu'au 3 juin. A ce Congrès participaient 670 délégués à voix délibérative et 121 à voix consultative, qui représentaient 41.372 membres et 7.272 stagiaires.

Le Congrès examina l'activité du Comité Central et du Parti tout entier, adopta certaines modifications aux Statuts du Parti et approuva les directives du deuxième plan quinquennal.

Détermination du Parti à poursuivre la ligne marxiste-léniniste

Dans les conditions de l'attaque générale déclenchée par le révisionnisme international contre le marxisme-léninisme et de la pression exercée par Khrouchtchev sur le Parti du Travail d'Albanie, la question essentielle était celle de savoir quelle devait être la voie dans laquelle le Parti poursuivrait sa marche ? Celle du XX^e Congrès du PCUS ou sa propre voie marxiste-léniniste ?

Contrairement à ce que réclamaient les révisionnistes,

«le III^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, ayant écouté et discuté le rapport d'activité du Comité Central, présenté par le camarade Enver Hoxha, Premier Secrétaire du Comité Central du PTA, a décidé d'approuver totalement la ligne politique et l'activité pratique du Comité Central ainsi que les propositions et les conclusions contenues dans ce rapport. Le Congrès a constaté avec satisfaction que la ligne générale politique, économique et organisationnelle suivie jusqu'à ce jour par le Parti a été juste». (Résolution du III^e Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, T. II, p. 452.)

Le Congrès condamna avec fermeté l'activité des éléments antiparti qui s'était fait jour à la Conférence du Parti de la ville de Tirana et toute tentative de réviser la ligne politique du Parti du Travail d'Albanie. Il estima tout à fait justes les mesures prises par le Parti

«contre tous les groupes et éléments anti-parti et déviationnistes, révisionnistes, trotskistes, opportunistes». (Ibid., p. 481.)

Il aboutit à la conclusion que les normes marxistes-léninistes avaient été appliquées scrupuleusement tant en ce qui concernait les sanctions prises contre les groupes et les éléments hostiles au Parti, que dans toute la vie intérieure du Parti. Les décisions du Parti avaient rencontré la pleine approbation de toutes ses organisations.

Traitant de la question de la lutte de classes, comme d'une des questions les plus importantes sur laquelle se livrait la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, le Congrès définit comme

«une erreur de croire que la lutte de classes s'éteint et que les classes renonceront de leur plein gré à la lutte». (Ibid.)

Le Congrès recommanda aux communistes de ne pas relâcher un seul instant leur vigilance et les avertit qu'il se trouverait des éléments qui

«estimeraient que la modification de la situation [devait] entraîner un changement dans la discipline du Parti, dans la vigilance du Parti, et qu'il [fallait] substituer à toutes les attitudes passées une modération opportuniste, l'extinction de la lutte de classes, que les erreurs et les fautes commises au détriment du Parti et du peuple [devaient] être effacées», que «le moment [était] venu pour, sous le couvert de la démocratie, fouler aux pieds la véritable démocratie...» (Résolution du III^e Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, T. II, p. 482.)

Le Congrès se prémunissait ainsi contre la situation tendue qui se créait dans le mouvement communiste international à la suite du XX^e Congrès du PCUS.

A cet égard, il fut fixé pour tâche de poursuivre une lutte implacable contre les manifestations d'opportunisme, contre le péril du «droitisme» et de préserver comme le bien le plus précieux l'unité et la cohésion des rangs du Parti.

Dans tous les secteurs, le III^e Congrès décida à l'unanimité et sans la moindre hésitation de poursuivre la ligne marxiste-léniniste suivie par le Parti depuis sa fondation.

Toutes les conclusions et les décisions du III^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie étaient pénétrées d'un esprit révolutionnaire marxiste-léniniste, qui était, en son essence, à l'opposé de l'esprit révisionniste dont étaient empreintes les conclusions et les décisions du XX^e Congrès du PCUS.

Néanmoins, le III^e Congrès ne dénonça pas ouvertement les thèses antimarxistes du XX^e Congrès. Le Comité Central du PTA avait fait connaître à la direction soviétique son opposition et ses réserves au sujet d'un certain nombre de thèses et d'actions de celle-ci. En même temps, la presse du Parti du Travail d'Albanie formulait sur ces questions des appréciations différentes, pratiquement opposées à celles du XX^e Congrès. Mais le Parti du Travail d'Albanie ne pouvait exprimer publiquement à son

congrès son opposition aux conclusions du XX^e Congrès du PCUS et ses réserves à leur endroit, pour la bonne raison qu'une telle manière d'agir n'eût profité, à l'époque, qu'aux ennemis du communisme, qui avaient déclenché une furieuse attaque contre l'Union Soviétique, et contre l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. Les communistes albanais ont toujours considéré comme leur haut devoir internationaliste de défendre le premier Etat socialiste créé dans le monde et le camp socialiste tout entier. En outre, on ne connaissait pas encore bien en ce temps-là le véritable objectif que le groupe de Khrouchtchev cherchait à atteindre en avançant ses thèses nouvelles.

L'essentiel était que le Parti du Travail d'Albanie, à la différence de ce qui se produisit dans plusieurs autres partis communistes et ouvriers, ne fit aucune concession de principe face à la pression du groupe de Khrouchtchev et n'adoptât pas comme base de sa propre ligne la ligne révisionniste du XX^e Congrès du PCUS. Il garda intacte sa ligne générale marxiste-léniniste. Les modifications apportées aux Statuts du Parti par le III^e Congrès ne portaient pas atteinte aux principes et aux normes marxistes-léninistes. Les nouveaux Statuts donnaient une meilleure définition des devoirs et des droits des membres du Parti. On y trouvait traduite la grande expérience acquise par le Parti dans les questions organisationnelles et idéologiques et dans la direction politique de l'édification socialiste du pays.

Directives du second plan quinquennal

En même temps qu'il approuvait les directives du second plan quinquennal pour les années 1956-1960, le III^e Congrès définissait comme les tâches principales de celui-ci : **le développement de l'industrie, de l'industrie minière en particulier, principalement grâce à la mise en valeur intégrale des capacités productives en exploitation et à l'utilisation des réserves intérieures ; le rapide essor de l'agriculture, principalement par la voie de la réorganisation socialiste de la production agricole ; l'amélioration de la situation matérielle et l'élévation du niveau culturel de la population.**

A la réalisation de ces tâches devait correspondre, selon les prévisions, un accroissement du volume global de la production industrielle de 92 pour cent, à un rythme annuel moyen non inférieur à 14 pour cent. En particulier, il était prévu une augmentation rapide de la production du pétrole, du minerai de chrome, du charbon et de l'énergie électrique, ainsi que des articles de consommation courante. Le Congrès donna aussi la directive d'accroître notablement la production dans l'agriculture et l'élevage. Toutefois, la tâche essentielle qu'il fixait pour l'agriculture et l'ensemble de l'économie populaire était l'extension de la collectivisation de l'agriculture, afin de mener à terme la construction de la base économique du socialisme dans tout le pays et d'assurer un développement rapide et général des campagnes.

Le Congrès estima entièrement juste et opportune l'orientation donnée par le Plénum du Comité Central de décembre 1955, tendant à accélérer la collectivisation de l'agriculture. Toutes les conditions politiques, organisationnelles et économiques requises étaient créées pour le passage à cette nouvelle étape de la réorganisation socialiste des campagnes. La masse de la paysannerie s'était persuadée des avantages de la grande production collective agricole. On avait assuré la formation de cadres qualifiés et élargi la base des équipements techniques agricoles. Le Parti et l'Etat étaient pleinement en mesure de faire face aux tâches qu'impliquait l'extension de la collectivisation dans l'agriculture. L'existence des conditions nécessaires pour passer à la réorganisation socialiste des campagnes à grande échelle était aussi clairement confirmée par le fait que la tâche assignée par le Comité Central du Parti en décembre 1955, et qui consistait à doubler le nombre des coopératives avant la fin de 1956, avait été accomplie dès la veille du Congrès.

S'appuyant sur ces conditions, le III^e Congrès fixa pour tâche d'achever dans ses grandes lignes la collectivisation de l'agriculture avant la fin du deuxième quinquennat. La collectivisation devait s'étendre en premier lieu aux zones de plaines et en partie aux zones de collines. Dans les zones montagneuses, devaient être surtout créés des collectifs agricoles et des coopératives d'élevage.

Le Congrès recommanda de mettre en œuvre la collectivisation en s'en tenant strictement au principe léniniste du libre consentement du paysan. Il demanda que les organisations du Parti et les organes du Pouvoir n'usent que de la méthode de persuasion, en propageant l'exemple des coopératives agricoles déjà créées. Toute autre méthode de travail qui contreviendrait tant soit peu au principe du libre consentement était considérée comme étrangère à la politique du Parti et, à ce titre, condamnée.

L'Etat devait épauler la collectivisation de l'agriculture en en développant plus avant la mécanisation, en accroissant la superficie des terres nouvellement mises en culture, en étendant les travaux de bonification et en apportant aux coopératives agricoles son appui en tout domaine.

Les directives du plan étaient profondément pénétrées d'un objectif essentiel, l'amélioration continue des conditions de vie et l'élévation du niveau culturel des travailleurs. L'accroissement de la production industrielle et agricole devait permettre la suppression totale du système de rationnement au cours du deuxième quinquennat et une baisse annuelle des prix des articles de consommation courante. Le salaire réel des ouvriers et des employés devait s'élever de 25 pour cent et les revenus de la paysannerie de 35 pour cent.

Les exhortant à accomplir au mieux les tâches du deuxième plan quinquennal, le Congrès appela les communistes et tous les travailleurs à avoir bien en vue que

«la place d'honneur, le front de la lutte pour l'édification du socialisme est sur les lieux où l'on produit les biens matériels, dans les fabriques, sur les chantiers, dans les fermes, dans les stations de machines et de tracteurs, dans les coopératives.» (Résolution du III^e Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, T. II, p. 478.)

Avant de clôturer ses travaux, le Congrès élut le nouveau Comité Central du Parti, dont la composition était accrue et qui comptait maintenant 43 membres et 22 membres suppléants. Enver Hoxha fut réélu Premier Secrétaire. [*Le poste de Secrétaire Général du Parti avait été remplacé par celui de Premier Secrétaire du Comité Central du Parti, par décision du Plénum du CC du PTA, le 12 juillet 1954.*]

Le III^e Congrès soutint la politique révolutionnaire du Parti et, dans l'esprit de cette politique, définit les nouvelles tâches à remplir sur la voie de la construction de la base économique du socialisme, en donnant la priorité à l'achèvement de la collectivisation de l'agriculture.

2. LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE — PRINCIPAL DANGER DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Après son III^e Congrès, le Parti du Travail d'Albanie eut à faire face à une situation inquiétante qui s'était créée dans le mouvement communiste international à la suite de la diffusion et de la recrudescence du révisionnisme moderne.

Recrudescence du révisionnisme dans le mouvement communiste international

Cette situation, qui se fit jour durant le second semestre 1956, était la conséquence du XX^e Congrès du PCUS. Un profond désarroi idéologique s'empara de la majeure partie des partis communistes et ouvriers. Le groupe de Khrouchtchev, se prévalant du grand prestige et de l'autorité du PCUS et de l'Etat soviétique, faisait pression sans répit sur les directions des autres partis pour leur faire substituer à leur ligne marxiste-léniniste antérieure la ligne révisionniste du XX^e Congrès. Il ourdissait des complots pour écarter de la direction des partis quiconque faisait obstacle à la diffusion du révisionnisme. La clique de Tito, de son côté, menait grand tapage sur «le triomphe de la voie yougoslave» et intervenait de mille manières et partout où elle le pouvait pour accélérer la désagrégation des partis marxistes-léninistes et de l'ordre socialiste. Les dirigeants soviétiques et les révisionnistes yougoslaves coopéraient étroitement dans la grande campagne anticommuniste lancée

par le révisionnisme international sur les mots d'ordre de la lutte contre le «stalinisme», contre le «dogmatisme», contre le «culte de la personnalité». Khrouchtchev eut une rencontre avec Tito afin de coordonner avec lui les actions à mener dans cette campagne et de déterminer quels étaient les dirigeants à écarter ou à placer aux postes de direction dans les divers partis.

Dans la situation ainsi créée, au sein des divers partis communistes et ouvriers apparurent les opportunistes qui, avec le soutien direct de la direction soviétique et des titistes, se lancèrent à l'attaque du marxisme-léninisme. Les éléments antiparti dont un grand nombre étaient notoirement connus comme contre-révolutionnaires, furent réhabilités.

Dans les pays capitalistes, les opportunistes italiens, avec à leur tête Palmiro Togliatti, se signalèrent dans la campagne contre le marxisme-léninisme et le régime socialiste. Ils avancèrent la thèse de la dégénérescence du système soviétique et du régime de démocratie populaire et posèrent la nécessité de leur substituer «un régime de démocratie sans limitations». Dans le même temps, ils louaient de plus en plus «l'expérience yougoslave». Sous le couvert de la «lutte contre l'hégémonie d'un parti», ils mirent en cause l'unité et la ligne politique commune du mouvement communiste international, fondées sur le marxisme-léninisme, et échafaudèrent la thèse du «poly-centrisme» — de la création de plusieurs centres dans ce mouvement. Ils lancèrent le mot d'ordre de «la voie italienne vers le socialisme», voie réformiste parlementaire, qui excluait toute insurrection révolutionnaire et toute tentative de détruire le pouvoir bourgeois. Une telle voie était, d'après les révisionnistes italiens, la seule appropriée pour tous les pays capitalistes de l'Occident.

Dans les pays socialistes, le révisionnisme se propagea et se développa en profondeur surtout en Pologne et en Hongrie. Grâce à l'appui du groupe Khrouchtchev, les éléments antimarxistes, condamnés pour leurs vues et leurs activités révisionnistes, antisocialistes, se mirent à la tête des partis ouvriers de ces pays. La dictature du prolétariat fut paralysée. La propagation à grande échelle de l'idéologie et de la culture bourgeoises occidentales fut autorisée. Sous le couvert des «cercles culturels» se créèrent des foyers contre-révolutionnaires dans différentes villes. Les révisionnistes avaient pour objectif de détruire complètement la dictature du prolétariat et le système socialiste.

Les impérialistes mirent à profit cette situation. Ils poussèrent à la contre-révolution, la propagèrent et l'organisèrent dans les pays socialistes où les révisionnistes avaient créé un terrain favorable, et, en coopération directe ou détournée avec eux, ils se mirent à l'œuvre pour anéantir le système socialiste et restaurer le capitalisme. L'impérialisme international et les révisionnistes organisèrent de concert, en juin 1956, la révolte contre-révolutionnaire de Poznan en Pologne, et l'insurrection contre-révolutionnaire de Hongrie en octobre-novembre 1956.

La démocratie populaire hongroise était menacée de se voir détruite totalement. Le Parti des Travailleurs Hongrois fut démantelé. Communistes et travailleurs hongrois, trahis par les révisionnistes, opposaient à cette action une résistance désespérée. La contre-révolution en Hongrie attisa l'hystérie anti-communiste dans le monde entier. Le système socialiste dut affronter une rude épreuve.

Les peuples des pays socialistes et les forces révolutionnaires du monde entier manifestaient une vive inquiétude quant aux destinées du socialisme en Hongrie. Des troupes soviétiques étaient bien stationnées en République Populaire de Hongrie, mais le groupe Khrouchtchev hésitait à les mettre en action pour réprimer la contre-révolution. Ce ne fut que sous l'effet de la grande pression exercée d'en bas et surtout parce qu'il voyait la Hongrie se dégager de sa sphère d'influence, qu'il fut finalement contraint de laisser l'Armée Soviétique aller au secours des défenseurs de la révolution hongroise. La contre-révolution fut ainsi écrasée.

La contre-révolution hongroise était le produit du révisionnisme. Les révisionnistes yougoslaves, qui avaient été les plus ardents tenants des révisionnistes hongrois et qui avaient joué un rôle particulier dans la préparation de la contre-révolution, mirent leur drapeau en berne lorsque celle-ci eut échoué.

Tito la définit comme «une insurrection du peuple tout entier», provoquée par «les lourdes fautes du régime de Rakosi et par les hésitations à le renverser» ! Quant à l'aide de l'Armée Soviétique, il la qualifia d'«intervention féroce et inadmissible». Imre Nagy, chef des contre-révolutionnaires, trouva asile à l'ambassade yougoslave de Budapest.

En même temps, la direction soviétique, qui n'était pas moins responsable que la clique de Tito de la préparation de la contre-révolution, mit tout en œuvre, après la défaite de celle-ci, pour dissimuler les traces de sa lourde culpabilité. Elle sacrifia Imre Nagy, qu'elle avait elle-même placé à la tête de l'Etat hongrois et fut contrainte, à la différence des titistes, de qualifier l'insurrection de «contre-révolutionnaire», ce que celle-ci était effectivement. Toutefois elle en rejetait la responsabilité sur les «dogmatiques» et non pas sur les véritables coupables — les révisionnistes.

La contre-révolution hongroise avait échoué, mais ses racines n'étaient pas détruites. Le révisionnisme en Hongrie n'était pas anéanti, il ne faisait que battre en retraite. Les proches collaborateurs d'Imre Nagy conservèrent des postes clés au pouvoir politique et au sein du parti dirigeant réorganisé.

L'attitude révolutionnaire internationaliste du Parti du Travail d'Albanie

Le Parti du Travail d'Albanie se solidarisa sans la moindre réserve avec les travailleurs révolutionnaires hongrois et souleva tout le peuple pour leur venir en aide par tous les moyens. A travers le «Zëri i Popullit», le Parti déclarait :

«Le peuple albanais dénonce avec indignation les actions sanguinaires des impérialistes et des contre-révolutionnaires fascistes, qui ont pour but de détacher la Hongrie du camp du socialisme, de renverser le pouvoir des ouvriers et des paysans et d'instaurer la féroce dictature du capital.» (Editorial du «Zëri i Popullit», 30 octobre 1956.)

Le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie, dans une déclaration consacrée particulièrement à cette affaire, lançait l'appel suivant :

«Dans les circonstances actuelles, les conquêtes socialistes du peuple hongrois, réalisées au cours des dernières années, doivent être défendues avec fermeté.» (Déclaration du Gouvernement de la RP d'Albanie, 3 novembre 1956. «Zëri i Popullit», 4 novembre 1956.)

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais tout entier saluèrent avec une grande joie la victoire du peuple hongrois comme une victoire de tous les pays socialistes, de tous les peuples épris de liberté.

A la différence de la direction soviétique et de la nouvelle direction hongroise, qui considéraient les prétendus «dogmatiques», «la précédente direction hongroise», comme responsables de la contre-révolution, le Parti du Travail d'Albanie, analysant ce triste événement, indiquait les véritables fautifs, les révisionnistes, et les critiquait pour «les changements successifs et foudroyants opérés dans la direction (en Hongrie — Réd.), changements qui laissaient en fait le Parti et l'Etat sans état-major dirigeant, sans direction forte et dévouée». [Editorial du «Zëri i Popullit», 5 novembre 1956.]

Le Parti du Travail d'Albanie tira des événements de Hongrie d'importants enseignements pour sa propre activité dans le cadre national et international.

«La tragédie du peuple hongrois, — déclarait le camarade Enver Hoxha au lendemain même de l'échec de la contre-révolution, — sera à coup sûr une grande leçon pour tous les honnêtes gens dans le monde, elle sera une leçon pour tous ceux qui s'endorment sur leurs lauriers et qui, face aux phrases des impérialistes et de la réaction, face aux slogans démagogiques, relâchent leur vigilance et lui substituent une attitude opportuniste et dangereusement modérée...

Le Parti et le peuple albanais ne se sont jamais aventurés et ne s'aventureront jamais sur ce terrain périlleux et ils ne se laisseront pas tromper par les slogans du «socialisme populaire», du

«socialisme révolutionnaire» ou par ceux d'une certaine «démocratie» qui ressemble à n'importe quoi sauf à une démocratie prolétarienne...

Aussi, aujourd'hui plus que jamais, notre Parti a-t-il pour tâche de renforcer sa lutte de principe pour préserver la pureté de la théorie marxiste-léniniste, pour consolider ses rangs sur le plan idéologique et organisationnel, pour renforcer la solidarité internationale des travailleurs, et il considère que la lutte pour la défense des principes marxistes-léninistes, la lutte fondée sur ces principes est la seule lutte juste». (Enver Hoxha, Discours à la réunion solennelle du 8 novembre 1956. «Zëri i Popullit», 9 novembre 1956.)

L'aggravation de la situation internationale entraînée par la contre-révolution en Hongrie s'accroît encore davantage à la suite de l'agression anglo-franco-israélienne, déclenchée les 29 et 30 octobre 1956 contre l'Égypte. Cet acte constituait un nouveau maillon de l'offensive générale de l'impérialisme et de la réaction contre les forces éprises de paix et de liberté.

Dans de telles circonstances, le Parti du Travail d'Albanie jugeait indispensable d'élever son état de préparation et celui du peuple albanais afin de résister à la pression redoublée de l'impérialisme et du révisionnisme. Dans le même temps, en tant que détachement du mouvement communiste international, il considérait comme son devoir internationaliste de contribuer lui-même à dénoncer le révisionnisme et à en freiner la propagation.

La situation dans le mouvement communiste international et dans le monde fut examinée à la session plénière du Comité Central qui se tint au mois de février 1957. Le camarade Enver Hoxha y procéda à une analyse marxiste-léniniste approfondie de cette situation et redéfini les tâches qui incombaient au Parti dans sa lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Impérialistes et révisionnistes divers, yougoslaves, hongrois, polonais, italiens et autres, avaient pris pour cible l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. Pour parvenir à rompre cette unité, ils s'employaient à isoler l'Union Soviétique en détachant tous les pays socialistes et en morcelant le mouvement communiste mondial. A cette fin, ils cherchaient à contester l'importance universelle des conquêtes et de l'expérience de la Révolution d'Octobre et de l'édification du socialisme en Union Soviétique. C'est contre ces conquêtes et cette expérience qu'étaient également dirigées les thèses et les décisions révisionnistes du XX^e Congrès du PCUS. La lutte pour la défense de l'Union Soviétique dans ces conditions était une lutte pour la défense du socialisme, pour la défense du marxisme-léninisme. Aussi, le Parti du Travail d'Albanie considérait-il nécessaire

«de défendre et de tremper l'unité des pays socialistes et des partis communistes et ouvriers frères autour de l'Union Soviétique». (Enver Hoxha, Rapport sur la situation internationale et les tâches qui se posent au Parti, présenté au Plénum du CC du PTA, 13 février 1957. Tirana, 1957, p. 37.)

Dans de telles conditions, la lutte contre le révisionnisme, comme l'enseignait le Comité Central, revêtait une importance de premier ordre. Il recommanda aux communistes et à tous les travailleurs d'être profondément conscients de ce que

«dans les conditions actuelles, la lutte dans le domaine idéologique se place au premier plan».
(Ibid., p. 71.)

Le Parti du Travail d'Albanie déclara publiquement qu'il défendrait avec fermeté et esprit de suite les principes fondamentaux du marxisme-léninisme contre les attaques des révisionnistes.

En premier lieu, il était nécessaire de dénoncer les tentatives du révisionnisme international visant à semer le désarroi idéologique quant aux enseignements marxistes-léninistes sur le rôle dirigeant du Parti de la classe ouvrière, sur la dictature du prolétariat et sur la lutte de classes.

L'expérience historique, indiquait le camarade Enver Hoxha, nous enseigne que

«le rôle dirigeant du Parti est une nécessité vitale pour l'accomplissement de la révolution socialiste et pour l'édification du socialisme et du communisme». (Enver Hoxha, Rapport sur la situation internationale et les tâches du Parti, présenté au Plénum du CC du PTA, 13 février 1957. Tirana, 1957, p. 50.)

Renier la direction du parti marxiste-léniniste équivalait à laisser la classe ouvrière sans état-major de direction, la désarmer complètement et perpétuer la domination de la bourgeoisie.

Dénonçant les révisionnistes qui prônaient à cor et à cri la liquidation de la dictature du prolétariat ou sa «libéralisation», le Parti du Travail d'Albanie déclarait qu'il fallait :

«non pas liquider la dictature du prolétariat, mais la renforcer le plus possible, ne pas permettre son affaiblissement, sa «libéralisation», ne pas permettre que la confusion et la désorganisation s'introduisent dans ses rangs, ce qui ferait justement le jeu des ennemis». (Ibid., p. 58.)

Il indiquait que rejeter la dictature du prolétariat c'était rejeter tout le marxisme-léninisme et passer dans le camp des ennemis du communisme.

Le Parti mit en évidence le grand péril que constituaient les efforts des révisionnistes pour désorienter les travailleurs par la diffusion de la «théorie» de la négation de la lutte de classes. La lutte de classes, enseignait-il,

«est une réalité objective qui est liée à l'existence des classes exploiteuses ou de leurs vestiges, à l'existence des agents de l'impérialisme, à l'existence du vaste secteur des petits producteurs, à l'existence des survivances capitalistes dans la conscience des hommes et, enfin, à l'existence de l'impérialisme». (Enver Hoxha, Rapport sur la situation internationale et les tâches du Parti, présenté au Plénum du CC du PTA, 13 février 1957. Tirana, 1957, p. 60.)

Le révisionnisme camouflait sa lutte contre le marxisme-léninisme par trois principaux mots d'ordre démagogiques : «pour le développement créateur du marxisme-léninisme et pour la lutte contre le dogmatisme», «pour l'application créatrice du marxisme-léninisme dans les conditions propres de chaque pays» et «lutte contre le stalinisme» ou «le culte de la personnalité».

Le Parti du Travail d'Albanie faisait ressortir que les révisionnistes ne faisaient rien d'autre que spéculer sur les justes thèses du développement et de l'application créatrice du marxisme-léninisme dans les circonstances nouvelles et dans les conditions particulières de chaque pays. Ils usaient de ces thèses pour nier les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et couvrir leur trahison, pour imposer aux autres «le socialisme spécifique» et «le communisme national».

«Les marxistes-léninistes, — soulignait le camarade Enver Hoxha, — conçoivent le développement créateur du marxisme-léninisme non pas comme la négation de ses fondements, mais comme l'enrichissement de cette théorie par des conclusions nouvelles dégagées de l'expérience de la lutte de la classe ouvrière et du développement des sciences... Le marxisme-léninisme est une science et les lois objectives qu'il a développées sont des vérités absolues... Elles ne peuvent pas vieillir ni devenir caduques... Les questions fondamentales de l'édification du socialisme sont communes à tous les pays, les lois du développement de la société ne connaissent pas de frontières nationales. L'expérience historique indique que ces questions communes sont : la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière sous la conduite du parti marxiste-léniniste, la consolidation par tous les moyens de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et les autres couches de travailleurs, la liquidation de la propriété capitaliste et l'établissement de la propriété sociale des principaux moyens de production, l'organisation socialiste de l'agriculture, le développement planifié de l'économie ; le rôle de guide de la théorie marxiste-léniniste, la défense résolue des acquisitions de la révolution socialiste contre toute atteinte de la part des anciennes classes exploiteuses et des Etats impérialistes». (Enver Hoxha, Rapport sur la situation internationale et les tâches du Parti, présenté au Plénum du CC du PTA, 13 février 1957. Tirana, 1957, pp. 40-41.)

Le Parti du Travail d'Albanie mit une fois de plus en évidence que la lutte contre le «culte de la personnalité de Staline», contre «ses erreurs», contre «le stalinisme» était en fait une lutte contre le marxisme-léninisme, une lutte qui visait à préparer le terrain pour substituer à la ligne révolutionnaire une ligne opportuniste, réformiste, dans tous les partis communistes et ouvriers, et porter les révisionnistes à leur tête.

«Nous ne sommes pas d'accord avec tous ceux qui rejettent totalement l'aspect positif révolutionnaire de l'œuvre de Staline... J. V. Staline, comme on sait, fut un grand marxiste, il a défendu, après Lénine, le marxisme-léninisme contre tous les ennemis et les révisionnistes et a apporté une contribution précieuse au développement ultérieur de cette science». (Enver Hoxha, Rapport sur la situation internationale et les tâches du Parti, présenté au Plénum du CC du PTA, 13 février 1957. Tirana, 1957, p. 43.)

Le Parti, à l'époque, dirigea son fer de lance contre le révisionnisme yougoslave qui portait le drapeau de l'attaque contre le marxisme-léninisme. Il était cependant fort clair que cette lutte était dirigée contre le révisionnisme dans chaque pays et dans chaque parti, que les thèses du rapport du camarade Enver Hoxha étaient à l'opposé des thèses révisionnistes du XX^e Congrès. Le rapport du camarade Enver Hoxha «Sur la situation internationale et les tâches du Parti», approuvé par le Plénum du Comité Central éclaira encore mieux la ferme attitude marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie à l'égard des grands problèmes de principe qui avaient surgi dans le mouvement communiste international après le XX^e Congrès. Il mit entre les mains des communistes une arme puissante pour lutter contre le révisionnisme moderne. La détermination du Parti du Travail d'Albanie de ne pas adopter la ligne du XX^e Congrès, de garder intacte sa propre ligne générale révolutionnaire, suscita de l'inquiétude au sein de la direction du PCUS.

Cette inquiétude, la direction soviétique l'exprima ouvertement en avril 1957, lors du séjour à Moscou de la délégation du Parti du Travail d'Albanie et du Gouvernement de la RP d'Albanie, conduite par les camarades Enver Hoxha et Mehmet Shehu, qui s'y était rendue sur l'invitation du Comité Central du PCUS et du Gouvernement de l'URSS. Au cours des entretiens, comme le camarade Enver Hoxha faisait un exposé de la situation et de la lutte du Parti du Travail d'Albanie dans les conditions d'alors, N. Khrouchtchev, contrarié et fort irrité par les prises de position révolutionnaires du Parti du Travail d'Albanie, intervint en disant : «Apparemment, vous les Albanais, vous cherchez à nous ramener sur la voie de Staline» ! Il définit l'attitude du Parti du Travail d'Albanie à l'égard des révisionnistes yougoslaves comme «une attitude non objective» qui reposait sur «un grossissement des points de désaccord avec ceux-ci» et demanda que «l'on ne s'en fît pas injustement à eux» ! Il n'hésita pas à assumer la défense de certains ennemis du Parti et du peuple albanais, en réclamant leur réhabilitation. Irrité par la fermeté avec laquelle le camarade Enver Hoxha et les autres membres de la délégation défendaient les vues et les actions marxistes-léninistes du Parti du Travail d'Albanie, Khrouchtchev leur dit sur un ton de menace : «Vous Albanais, vous êtes emportés, sectaires, par nature» !! «Nous ne pouvons nous entendre. Mettons fin à nos discussions» !!! Cet épisode constituait le premier affrontement direct entre la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie et la ligne révisionniste du groupe de Khrouchtchev.

En dépit de toutes ses menaces, la direction soviétique n'osa pas rompre les pourparlers. Le groupe de Khrouchtchev comptait bien que le Parti du Travail d'Albanie finirait par renoncer à son «attitude obstinée» et par se soumettre à son diktat. Un des moyens dont il entendait user pour parvenir à ses fins était l'aide économique que l'Union Soviétique prêtait à l'Albanie et sans laquelle, pensait Khrouchtchev, celle-ci ne pouvait faire le moindre pas ! C'est ainsi que l'Union Soviétique exonéra la RP d'Albanie de l'obligation de rembourser les 422 millions de roubles anciens qu'elle lui avait avancés à titre de crédit depuis la Libération jusqu'en 1955. Comme cela devait s'avérer plus tard, la direction soviétique n'était pas guidée dans ce geste par un sentiment d'amitié véritable ou par les principes de l'internationalisme prolétarien. Cependant, le Parti du Travail d'Albanie, le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie et le peuple albanais tout entier ne considérèrent pas cette aide comme une aumône, mais comme une aide fraternelle, internationaliste, prêtée par le peuple soviétique au peuple frère d'un pays socialiste.

Ni les menaces ni les «dons» n'ébranlèrent la direction marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie dans sa détermination de défendre jusqu'au bout sa ligne générale révolutionnaire.

«La défense de la pureté du marxisme-léninisme, la lutte contre le révisionnisme, le renforcement de la vigilance — déclara le camarade Enver Hoxha à Moscou — comptent parmi les tâches essentielles du Parti du Travail d'Albanie. Notre Parti... ira résolument de l'avant dans sa juste voie vers l'heureuse édification du socialisme en Albanie». (Enver Hoxha, Discours prononcé au meeting d'amitié albanos-soviétique à Moscou. «Zëri i Popullit», 17 avril 1957.)

«... Nous ne cesserons pas un seul moment la lutte contre ceux qui cherchent à réviser les idées du marxisme-léninisme, fussent-ils yougoslaves, albanais ou autres» (Enver Hoxha, Discours prononcé au meeting organisé à Tirana. «Zëri i Popullit», 14 mai 1957.),

répéta-t-il à son retour à Tirana.

Le Parti du Travail d'Albanie manifesta encore son attitude révolutionnaire internationaliste à la Conférence des partis communistes et ouvriers qui se tint à Moscou en novembre 1957. A cette Conférence, le groupe de Khrouchtchev tenta de légaliser la ligne révisionniste du XX^e Congrès du PCUS en tant que ligne générale du mouvement communiste international. Il fut soutenu dans ses efforts par un certain nombre d'éléments révisionnistes notoires faisant partie des diverses délégations.

Une lutte acerbe se livra à propos des problèmes de principe du passage du capitalisme au socialisme, de la guerre et de la paix. Les révisionnistes s'employèrent à présenter comme périmés les enseignements du marxisme-léninisme sur les guerres impérialistes, sur l'insurrection armée et la révolution socialiste, sur le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière dans la révolution et dans l'édification socialiste, sur la dictature du prolétariat, etc. Ils n'hésitèrent pas à ternir aussi la Révolution socialiste d'Octobre et le système soviétique. A la rédaction des documents de la réunion, ils insistèrent pour que l'impérialisme américain n'y fût pas défini comme le pire ennemi de la paix et des peuples, et même pour qu'il n'en fût pas du tout fait mention. Ils n'admettaient en aucune manière que le révisionnisme fût déclaré le principal danger dans le mouvement communiste international, bien que les événements des deux dernières années eussent clairement confirmé ce phénomène.

La délégation du Parti du Travail d'Albanie, conduite par le camarade Enver Hoxha, apporta elle aussi une importante contribution à la dénonciation de ces vues antimarxistes. Elle joignit ses efforts à ceux de la délégation du Parti Communiste Chinois et des autres délégations qui défendirent à la Conférence les principes fondamentaux du marxisme-léninisme.

Incapables de tenir tête à la logique de fer de tels arguments scientifiques, les révisionnistes furent contraints de se replier. La déclaration mise au point en commun et adoptée par la Conférence faisait la généralisation de l'expérience du mouvement communiste international, reconnaissait la validité des lois générales de la révolution socialiste et de l'édification socialiste, déterminait les tâches communes incombant aux partis communistes et ouvriers, ainsi que les normes régissant leurs rapports entre eux. La déclaration avait pour fondement une réaffirmation des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme.

La réunion définit le révisionnisme, l'opportunisme de droite, comme le plus grave danger pour le mouvement communiste international. Elle en révéla aussi les sources : à l'intérieur, l'influence des conceptions bourgeoises, à l'extérieur, l'agenouillement face à la pression de l'impérialisme. En même temps qu'elles souscrivaient au contenu révolutionnaire de la déclaration, la délégation du Parti du Travail d'Albanie et celles des autres partis qui défendaient le marxisme-léninisme consentirent qu'il y subsistât une formulation incorrecte qui définissait le XX^e Congrès du PCUS comme inaugurant soi-disant une nouvelle étape dans le mouvement communiste international. Cela constituait en vérité une concession, mais elle était justifiée par la nécessité de défendre l'Union Soviétique contre la furieuse attaque lancée contre elle par les ennemis du communisme et de préserver l'unité au sein du mouvement.

Malgré tout, la Déclaration de Moscou de 1957 s'opposait, dans ses grandes lignes, à la ligne révisionniste du XX^e Congrès. Son adoption était une victoire des forces révolutionnaires marxistes-léninistes. Elle constituait un programme commun de combat des partis communistes et ouvriers dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Le Parti du Travail d'Albanie approuva pleinement l'action de sa délégation à la Conférence des partis communistes et ouvriers, définissant cette action comme une contribution internationaliste. Il se solidarisa avec les thèses révolutionnaires de la déclaration issue de cette Conférence et en fit le fondement de sa lutte pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme.

3. LA LUTTE DU PARTI POUR L'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS SOCIALISTES DANS LES CAMPAGNES ET LA REALISATION DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

Tout en donnant la primauté à la lutte politique et idéologique, le Parti ne négligea pas les tâches économiques et sociales posées par le III^e Congrès. Il considérait au contraire la réalisation de ces tâches avant tout comme un grand problème politique.

Le travail accompli pour la collectivisation massive de l'agriculture

Le Parti du Travail d'Albanie avait porté le meilleur de son attention sur la collectivisation massive de l'agriculture.

En ce domaine, le travail était mené dans deux directions ; l'une, la plus importante, consistait dans la mise sur pied de nouvelles coopératives agricoles, l'autre dans l'adhésion aux coopératives existantes des paysans qui en étaient jusqu'alors demeurés à l'écart. La collectivisation embrassait principalement les zones de plaines et de collines. Les organisations du Parti appuyaient par tous les moyens chaque initiative des paysans pour édifier des coopératives nouvelles et n'attendaient pas nécessairement pour cela que la majorité du village fût convaincue. Les coopératives se constituaient même avec un petit nombre d'exploitations agricoles.

Le Comité Central du Parti chargea spécialement tous ses membres et de nombreux cadres du Parti et de l'Etat de venir en aide aux paysans et aux communistes des campagnes dans l'œuvre de collectivisation. Afin d'assurer la transformation socialiste de l'agriculture, on mit, avant tout, en mouvement, sur une grande échelle, les entreprises agricoles d'Etat, mais aussi les travailleurs des entreprises industrielles et du bâtiment, les établissements culturels, les organisations de ville du Parti.

De pair avec l'extension de la collectivisation, le Parti accomplit un grand travail pour assurer le renforcement économique et organisationnel des coopératives nouvelles et anciennes. L'adoption des nouveaux statuts des coopératives agricoles à leur III^e Congrès, tenu en septembre 1956, revêtit une importance particulière dans ce sens. Les nouveaux statuts perfectionnèrent encore davantage les règles fondamentales régissant la vie intérieure des coopératives, les droits et les devoirs de leurs membres et leur activité économique. Les limites de l'enclos de chaque famille coopératrice furent modifiées et plus justement tracées. L'Etat aidait les coopératives en leur fournissant des moyens mécanisés, des cadres, par le crédit agraire, etc.

Dans le même temps, le Parti combattait avec fermeté les lacunes et les faiblesses qui se manifestaient dans l'œuvre de collectivisation. Il stigmatisa la tendance erronée d'un certain nombre de paysans et de quelques communistes des campagnes qui approuvaient la création des coopératives, dans le seul espoir que l'Etat les approvisionnerait en pain et subviendrait à tous leurs autres besoins. L'autre tendance à conserver des courtils plus étendus que la superficie fixée par les statuts fut également combattue. Les manifestations de méthodes administratives dans la création des coopératives et de violation du principe du libre consentement furent également condamnées.

En particulier, le Parti mobilisa ses forces pour écraser toute tentative des ennemis de classe visant à entraver la collectivisation. Les koulaks, poussés aussi par les agents de diversion envoyés par les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves, tentèrent de perpétrer des actes de sabotage et de provoquer toutes sortes de perturbations. Les ennemis de classe se mirent à lancer des slogans tels que : «ne vous hâtez pas de former les coopératives ; le terme est fixé à 1960», «dans les coopératives vous mourrez de faim», «la collectivisation n'est qu'un moyen de dépouiller les paysans de leur terre», etc. Ils s'employaient en sous main à monter la tête aux paysans pour qu'ils n'adhèrent pas aux coopératives. Quand une coopérative était formée, ils incitaient ses membres à ne pas en appliquer les statuts, alimentaient les mécontentements et essayaient de semer la discorde entre les coopérateurs. Ils cherchaient à saboter la remise des livraisons obligatoires à l'Etat et à contrecarrer l'emploi des moyens mécanisés en agriculture.

Grâce au travail du Parti et à l'élan révolutionnaire des masses paysannes, les tentatives des koulaks et autres ennemis demeurèrent sporadiques et furent écrasées. Koulaks et ennemis furent complètement isolés et démasqués. La collectivisation avança dans la voie et au rythme fixés par le Parti. La lutte pour la collectivisation, en particulier la lutte contre les ennemis de classe, trempa encore davantage la conscience politique de la paysannerie et la lia encore plus solidement au Parti. Le mouvement pour la collectivisation de l'agriculture devint une grande question patriotique.

Toutefois, au cours de la collectivisation massive de l'agriculture, le Parti, dès la première année, nota un phénomène fâcheux dans le secteur de l'élevage. D'une part, un bon nombre de paysans, mus surtout par leur intérêt personnel, hésitaient à vendre à la coopérative leurs bêtes productives superflues. Souvent même, ils abattaient ou vendaient leur bétail avant d'adhérer à la coopérative. Ainsi, la majorité des nouvelles coopératives agricoles possédaient fort peu de bétail collectif. D'autre part, les comités du Parti ne montraient pas pour la collectivisation du bétail le même souci que pour celle des terres. Par suite, alors que la surface des terres arables était collectivisée à 30 pour cent, les vaches ne l'étaient qu'à 6 pour cent et les moutons à 10 pour cent.

Une pareille situation dans l'élevage nuisait à l'économie populaire et à l'organisation socialiste de l'agriculture. Pour y mettre un terme, on arrêta des mesures spéciales tendant à accélérer le rythme de collectivisation du cheptel, en même temps que celui de collectivisation de la terre, à développer et à améliorer l'élevage, en particulier celui des moutons et des bovins.

Le Parti tira aussi d'autres enseignements de l'expérience de la première année de collectivisation à grande échelle de l'agriculture. Il dénonça les manifestations de suffisance qui s'étaient fait jour chez nombre de communistes et recommanda à tous de ne pas se laisser griser par les succès. Des dispositions furent adoptées afin de mieux propager et généraliser l'expérience de la collectivisation. En particulier, l'Etat s'attacha à mieux organiser son aide aux coopératives à travers les Stations de machines et de tracteurs, les entreprises agricoles d'Etat, le crédit agraire, l'approvisionnement en semences sélectionnées et en animaux de race. En 1957, on intensifia la plantation d'arbres fruitiers, de vignes et d'oliviers, afin de renforcer ainsi l'économie coopérative.

Le Comité Central, examinant la question de l'amélioration et de la multiplication rapide des cadres pour l'ensemble de l'économie populaire, consacra un soin particulier à la formation de ceux qui étaient destinés à l'agriculture socialiste. D'autres communistes et spécialistes de l'agriculture employés dans l'administration de l'Etat et dans les appareils du Parti furent envoyés dans les campagnes pour travailler dans les coopératives agricoles.

L'année 1957 marqua un tournant radical dans la collectivisation de l'agriculture. Le pourcentage des surfaces collectivisées atteignit, pour l'ensemble du pays, 58 pour cent des terres des exploitations rurales. De nombreux villages furent entièrement convertis en coopératives. Dans certains districts, la collectivisation embrassa 90 pour cent de la superficie des exploitations agricoles. A Vlorë, Bilisht, Kolonjë, Cërrik, Sarandë, etc. des coopératives agricoles furent mises sur pied dans tous les villages.

Le secteur socialiste devint prépondérant dans l'agriculture. En 1957, la part de ce secteur dans la production globale des céréales panifiables atteignait environ la moitié de cette production, dans celle du coton les 3/4 et dans celle de la betterave sucrière 90 pour cent. La condition économique, sociale et culturelle des campagnes enregistra une amélioration ultérieure. Ces succès constituaient une solide assurance que la collectivisation serait conduite à bonne fin.

La mobilisation des masses pour l'utilisation des réserves intérieures

L'année 1957 marqua un tournant non seulement pour la collectivisation, mais pour l'économie populaire dans son ensemble. Par rapport à 1956, la production industrielle globale s'accrut de 26 pour cent. Le plan fut considérablement dépassé dans les principales branches de l'industrie. La production agricole augmenta de 15 pour cent.

Ces succès rendirent possibles, dès le mois d'octobre 1957, la suppression complète du système de rationnement et une baisse des prix des marchandises. C'était là une grande victoire politique et économique. La suppression complète du système de rationnement et le passage au commerce libre sans restrictions, à des prix unifiés d'Etat, favorisèrent grandement une plus juste répartition du produit social, fondée, conformément au principe socialiste, sur la quantité et la qualité du travail. Les conditions de vie des masses travailleuses s'améliorèrent. Le revenu national s'accrut de 14 pour cent. La circulation des marchandises par habitant enregistra une hausse de 19 pour cent par rapport à 1956. L'enseignement et les services de la santé publique connurent une nouvelle extension. Il fut créé, à Tirana, une université d'Etat, qui devint le plus grand centre d'enseignement et la plus importante institution scientifique du pays.

Le tournant qui s'opéra en 1957 dans le développement de l'économie populaire était dû tout d'abord à l'élan révolutionnaire qui s'était emparé des masses travailleuses, à une meilleure organisation du travail de la part des entreprises économiques, des coopératives et des organismes d'Etat, à une direction plus efficace de l'économie de la part du Parti.

Analysant l'exécution du plan des deux premières années du deuxième quinquennat, le Parti aboutit à la conclusion qu'il existait dans le pays de puissantes réserves inexploitées qu'il fallait déceler et utiliser au profit d'un prompt développement de l'économie et de la culture. Ce problème fut mis en discussion parmi les larges masses travailleuses. En même temps, les organismes d'Etat de planification furent chargés de revoir les indices du plan quinquennal préalablement fixés, en vue de les élever. Le débat populaire permit de découvrir des réserves intérieures d'une ampleur qui dépassait les prévisions de la Commission du Plan d'Etat.

Le Plénum du Comité Central, réuni en février 1958, s'appuyant principalement sur les propositions des travailleurs, prit la décision d'élever tous les indices du deuxième plan quinquennal. Ainsi les chiffres du plan pour le volume global de la production industrielle et agricole, fixés par le III^e Congrès, furent rehaussés de 17 pour cent. Des augmentations sensibles furent surtout apportées aux chiffres des investissements et des grands travaux. Les indices de l'élévation du bien-être et du niveau culturel de la population furent également rehaussés. Ces augmentations des indices prévus du deuxième plan quinquennal avaient principalement pour base les fonds d'accumulation et les réserves intérieures.

Afin de mener jusqu'au bout le tournant amorcé, le Parti mobilisa ses propres forces et les énergies intarissables des travailleurs citadins et ruraux. Le travail de direction, d'organisation et d'éclaircissement des organisations de base et des comités du Parti s'améliora notablement. Leur composition se raffermi par l'admission de nouveaux membres, issus des rangs des ouvriers et des coopérateurs, des rangs des travailleuses, tous aguerris dans l'œuvre d'édification socialiste et dans la lutte contre les ennemis de classe.

Les unions professionnelles veillèrent avec encore plus de soin à l'éducation communiste des travailleurs et à l'application du mot d'ordre : «Tournons nos regards vers la production». Elles amplifièrent leur propagande en faveur de la production et perfectionnèrent leur travail visant à la promotion des travailleurs à la direction et à la gestion de l'économie. Les réunions d'ouvriers consacrées aux problèmes de la production furent vivifiées. On vit naître et se diffuser de nouvelles formes d'émulation et s'accroître l'initiative créatrice des travailleurs. Le mouvement tendant à prolonger la durée de l'outillage, à ménager et à mettre plus parfaitement en valeur les capacités productives, se propagea. De nombreux ouvriers d'élite, au mépris de leur propre intérêt matériel, quittèrent les brigades d'avant-garde et s'incorporèrent dans d'autres brigades pour leur faire rattraper leur retard. Le mouvement 1+2 vit le jour, (chaque ouvrier qualifié s'engageant à en qualifier deux autres).

Dans les campagnes, se propagea le mouvement pour l'accomplissement de 300 journées de travail par an par chaque coopérateur. Les ouvriers des services de mécanisation agricole adoptèrent l'initiative d'avant-garde visant à prolonger la durée des tracteurs et à économiser les carburants.

La mobilisation révolutionnaire des masses travailleuses donna une nouvelle impulsion au développement économique du pays. Le dépassement du plan accru de la production industrielle pour l'année 1958 confirmait le bien-fondé de l'orientation du Parti dans le sens de la détection et de l'exploitation des réserves intérieures.

Achèvement de la collectivisation de l'agriculture dans ses grandes lignes

La collectivisation de l'agriculture se poursuivit à une cadence rapide.

A la fin de 1959, les surfaces collectivisées dépassaient 83 pour cent des exploitations paysannes, alors que l'ensemble du secteur socialiste de l'agriculture embrassait plus de 86 pour cent des terres cultivables du pays. Ainsi la collectivisation de l'agriculture était, dans ses grandes lignes, achevée. Seules les exploitations des très hautes terres ne s'étaient pas encore constituées en coopératives. La directive donnée par le III^e Congrès du Parti fut ainsi mise à exécution un an avant terme.

L'achèvement de la collectivisation de l'agriculture constituait une des plus importantes victoires historiques de la révolution socialiste sur le front économique et social. Il entraîna la création de rapports de production nouveaux, socialistes, dans les campagnes. La collectivisation de l'agriculture **était la seconde révolution, le tournant révolutionnaire le plus radical dans les rapports économiques et sociaux des campagnes.** Elle fraya la voie à un rapide essor des forces productives et à des transformations fondamentales dans la vie socioculturelle rurale.

L'achèvement de la collectivisation de l'agriculture confirma toute la justesse et l'opportunité de l'orientation donnée par le Parti à son III^e Congrès en vue d'accélérer la réorganisation socialiste des campagnes.

En ce qui concerne la collectivisation de l'agriculture, le Parti du Travail d'Albanie a toujours eu en vue les conditions du développement politique et économique du pays. A ces conditions furent également adaptés les formes, les méthodes et les rythmes d'application de la coopération en agriculture.

La collectivisation fut entamée et accomplie dans des conditions marquées par l'existence de la petite propriété privée paysanne du sol. Elle eut lieu à une époque où l'industrie nouvelle, socialiste, n'était pas encore en mesure d'équiper l'agriculture en outillage moderne. Le Parti du Travail d'Albanie était convaincu que la collectivisation ne devait pas être retardée artificiellement en attendant que s'achève l'industrialisation, de même qu'elle ne devait pas être hâtée artificiellement avant que ne fussent créées les conditions politiques, économiques et sociales absolument indispensables. Aussi fut-elle entreprise et menée à terme sans attendre l'achèvement de l'industrialisation du pays.

Néanmoins, dès le début de la collectivisation, les coopératives purent compter sur les moyens mécanisés, concentrés entre les mains de l'Etat, dans les Stations de machines et de tracteurs. On fit venir des pays socialistes, au titre des échanges commerciaux et des crédits que ces pays nous avaient accordés, les moyens mécanisés nécessaires pour mettre en marche la grande production collective dans les campagnes.

La collectivisation de l'agriculture fut entreprise et achevée en ayant pour seule base la coopérative agricole de production du type de l'artel. Cette forme de coopérative se fondait sur la socialisation de la terre, des moyens de production et du travail. La répartition des revenus était faite uniquement en fonction du travail effectué par chaque membre au profit de l'exploitation collective.

Au cours du processus de collectivisation, des tentatives furent faites pour utiliser aussi des formes initiales de coopératives de production, telles que les collectifs agricoles fondés sur la socialisation du seul travail. Toutefois, ces formes d'intégration de la paysannerie dans le mouvement coopératif, qui devaient servir de maillon intermédiaire pour le passage à la coopérative agricole, furent de courte durée et ne connurent pas de sérieuse diffusion dans les campagnes. La paysannerie passa d'emblée à la coopérative agricole, sans user d'autres formes intermédiaires.

Dans les campagnes albanaises, le mouvement coopératif ne possédait aucune tradition. Par suite, les masses rurales adoptèrent la forme de coopération dans la production que le Parti leur indiqua comme étant la plus appropriée. La paysannerie albanaise avait une grande confiance dans le Parti. C'est sous sa conduite qu'elle s'était affranchie du joug des étrangers et des propriétaires fonciers albanais et qu'elle était devenue maîtresse de la terre. La paysannerie était persuadée par expérience que le Parti lui indiquait toujours le droit chemin et qu'il défendait résolument ses intérêts. C'est pour cette raison qu'elle adopta la coopérative agricole du type de l'artel.

Au lendemain de la réforme agraire, il n'existait pas, dans les campagnes albanaises, de forte différenciation économique entre les paysans quant à l'étendue de la terre et à l'équipement agricole. Aussi, leur union dans les coopératives n'engendra pas, entre eux, les importants conflits d'intérêts économiques qui auraient rendu indispensable le recours à des formes intermédiaires de coopération.

La collectivisation massive de l'agriculture ne modifia point la politique du Parti à l'égard des koulaks. Dans cette étape également, la lutte contre eux fut menée conformément à la politique antérieure qui visait à leur limitation économique, à leur isolement politique et à leur liquidation. L'application de cette politique entraîna, de façon générale, la liquidation des koulaks en tant que classe, sans qu'il eût été nécessaire de recourir à leur expropriation en masse. La force et la violence n'étaient utilisées contre les koulaks que lorsqu'ils n'obéissaient pas aux lois et ordonnances du Pouvoir populaire ou qu'ils se rendaient coupables de crimes politiques contre celui-ci.

En 1960, il existait encore quelque 1.500 exploitations de koulaks soit moins de un pour cent du total des exploitations paysannes. Elles avaient maintenant perdu leur ancienne base économique. Chacune d'elles comportait en moyenne moins de 3 hectares de terre, 1 tête de gros bétail et moins de 10 têtes de menu bétail. A l'égard des koulaks qui subsistaient encore, on continua d'appliquer la politique antérieure. Par l'effet de cette politique, le nombre des koulaks alla sans cesse diminuant et leur pouvoir économique ne fit que s'affaiblir. Parallèlement à la politique tendant à les limiter, le Parti attachait de l'importance à leur rééducation, surtout à celle des jeunes gens et des jeunes filles issus de familles de koulaks, sans jamais toutefois relâcher sa vigilance et sans hésiter à sévir sévèrement dans les cas où une telle action était nécessaire.

L'achèvement de la collectivisation en agriculture et le renforcement du commerce socialiste rendirent possible une très forte diminution des éléments capitalistes dans les villes. Les petits commerçants privés s'organisèrent en collectifs commerciaux, dont l'activité fut placée sous le contrôle de l'Etat. La majorité du petit nombre d'artisans exerçant encore leur métier à titre privé adhérèrent aux coopératives artisanales.

Au début du processus de collectivisation, il fut formé dans chaque village, grand ou petit, une coopérative agricole distincte. Pour l'époque, alors qu'elles venaient d'être créées, que leurs moyens étaient restreints et que les cadres manquaient encore d'expérience dans la gestion de l'exploitation collective, leur création à l'échelle du village constituait une phase indispensable.

Lorsque la collectivisation de l'agriculture fut en voie d'achèvement, les petites coopératives commencèrent peu à peu à ne plus répondre aux conditions requises pour leur consolidation économique et organisationnelle et un essor rapide des forces productives dans les campagnes. Ces circonstances rendirent objectivement nécessaires leur agrandissement et leur renforcement. La paysannerie coopératisée elle-même en avait conscience et le réclamait. Aussi, le Parti fixa-t-il pour tâche d'agrandir les coopératives par la voie de leur regroupement, tout en recommandant, cependant, que ce regroupement fût fait à pas mesurés et sur la base du libre consentement et de la pleine conviction des coopérateurs. C'était là une tâche à long terme, aussi ne devait-elle pas être menée hâtivement sous forme de campagne.

Or, au début de 1959, certains districts, se laissant entraîner par l'enthousiasme de la paysannerie, proclamèrent l'union des coopératives problème principal de l'heure, et envisagèrent ce processus d'union comme devant être achevé dans un délai d'un ou deux ans. En conséquence, l'orientation donnée par le Parti se trouvait faussée. Les coopératives unies se créaient sans une sérieuse étude préalable de la question et sans une élaboration convenable des formes et des règles d'organisation de leur activité. Ce processus d'union s'étendait non seulement aux zones de plaines, mais aussi à celles de montagnes. Quelques coopératives unifiées englobèrent de 10 à 15 villages avec une superficie totale atteignant 4.000 ha. Certains cadres pensaient que le problème de la consolidation économique et organisationnelle des coopératives serait ainsi plus rapidement résolu.

Le Comité Central du Parti décela à temps ces erreurs et arrêta les mesures requises pour y remédier. Il souligna le tort que l'union hâtive et prématurée des coopératives pouvait porter à la cause de la collectivisation. Il recommanda d'étudier minutieusement les conditions des coopératives et de ne décider de leur union éventuelle que conformément à ces conditions.

Après quoi, les regroupements de coopératives ne se réalisèrent plus qu'à la suite d'une étude pondérée et uniquement dans les zones de plaines. Au début, les coopératives agrandies n'englobèrent pas plus de 2 ou 3 villages. Dans le même temps, l'Etat élargit l'aide économique qu'il leur accordait en moyens mécanisés, en crédit agricole et en spécialistes. Afin de renforcer la gestion des coopératives unies, le Parti envoya des villes dans les campagnes de nombreux cadres qui furent élus à la tête de ces coopératives.

Le regroupement des petites coopératives en de grandes coopératives créait de nouvelles possibilités pour leur renforcement économique et organisationnel. Les coopératives agrandies, de par leurs dimensions, assuraient une meilleure exploitation de la terre et des moyens mécanisés et une plus grande productivité du travail des coopérateurs. Elles permettaient une meilleure coopération des diverses branches de l'agriculture, une utilisation plus judicieuse des investissements et la réduction des frais de gestion. L'extension des coopératives rendit possible une meilleure mise à profit des avantages qu'apporte le système nouveau, socialiste, en agriculture.

La collectivisation de l'agriculture créa une nouvelle base économique et sociale propre à étayer la formation, chez la paysannerie, d'une conception socialiste du monde. Or cette formation ne pouvait s'accomplir spontanément et instantanément, sans un travail éducatif de la part du Parti et sans l'adoption d'autres mesures économiques et organisationnelles. La paysannerie était accoutumée depuis des siècles à vivre et à travailler en un système d'économie individuelle; aussi était-elle sujette aux sentiments et aux habitudes qu'engendre la propriété privée. Cela se reflétait dans les lacunes et les défauts que l'on relevait en matière d'organisation ainsi que dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété collective.

Dans ces circonstances, le Parti renforça le travail éducatif auprès des coopérateurs pour qu'ils concentrent leurs efforts en vue du développement de l'économie commune, accroissent leur participation à la production et renforcent la discipline dans le travail. En outre, des mesures particulières furent également arrêtées en matière d'organisation, de rémunération du travail et pour l'application des statuts.

La méthode de gestion dans les coopératives commença à s'améliorer. Les coopérateurs montraient un plus grand souci pour l'économie collective. Ils redoublèrent d'efforts dans le travail de défrichement de terres nouvelles. Les rapports économiques entre l'Etat et les coopératives se consolidèrent encore davantage.

La collectivisation de l'agriculture entraîna aussi la modification des conditions de vie matérielles et culturelles dans les campagnes. Rien que dans les années 1956-1960 la paysannerie construisit quelque 30.000 maisons nouvelles. En 1959, il y avait dans les campagnes plus de 2.500 écoles d'enseignement général et environ 1.300 maisons et foyers de la culture. Des centaines de cadres spécialisés pourvus d'instruction secondaire et supérieure y étaient employés.

Accomplissement avant terme du deuxième plan quinquennal

Tout en œuvrant à achever la collectivisation de l'agriculture, le Parti luttait pour assurer l'accomplissement du deuxième plan quinquennal dans toutes les branches de l'économie populaire.

Sans négliger l'application du plan quant au volume de la production, il concentra surtout son attention sur la qualité. Dans les premières années de l'édification socialiste, le niveau fort bas des forces productives, les multiples difficultés que traversait le pays exigeaient nécessairement que le plus gros effort fût surtout porté sur la quantité des produits.

A présent le moment était venu de montrer un plus grand souci pour la qualité, qui était demeurée à la traîne. Le Parti ne regardait pas cette question comme un problème purement économique, mais aussi comme un problème politique et idéologique. La qualité de la production est le véritable indice du progrès économique et culturel d'un pays. Dans les conditions du système socialiste, elle est l'expression du degré d'élévation de la conscience socialiste au travail, elle stimule le patriotisme socialiste et renforce la confiance du peuple en ses propres forces.

En décembre 1959, le Comité Central du Parti lança le mot d'ordre : «Tournons-nous vers la qualité sans tourner le dos à la quantité !» Dans le même temps, il donna la directive de calculer la rémunération des travailleurs non seulement, ou principalement, en fonction de la quantité, comme cela s'était fait jusque-là, mais aussi en fonction de la qualité de la production ou du service. La demande instante d'une élévation de la qualité contribuait aussi directement à inculquer aux travailleurs une attitude socialiste à l'égard du travail.

Afin de mettre en œuvre cette orientation, une série de mesures furent prises qui avaient pour but de perfectionner l'organisation et le mode de rémunération du travail. Il fut procédé à une révision des normes de travail et de la classification des ouvriers. Dans toutes les branches de l'économie, la rémunération du travail fut étroitement rattachée à la qualité du travail fourni. Il fut établi une liaison plus judicieuse entre les stimulants matériels et les stimulants moraux, en partant du principe de la subordination de l'intérêt personnel aux intérêts de la société.

Les organisations du Parti menèrent un vaste travail politique auprès des travailleurs pour éclairer la portée révolutionnaire de ces mesures, pour expliquer le tort que portaient à la cause du socialisme la tendance à courir après l'argent, relevée chez certains, et l'opinion erronée selon laquelle «sans argent, il n'y a pas d'émulation».

Les mesures tendant au perfectionnement de l'organisation et du mode de rémunération du travail furent correctement comprises par les travailleurs. Elles aidèrent à porter l'émulation socialiste à un nouveau degré, plus élevé. En 1960, vit le jour et se diffusa dans tout le pays le mouvement des équipes et des brigades du travail socialiste. Il avait pour devise le mot d'ordre du Parti : «Travaillons, étudions et vivons en socialistes». Ce mouvement devint une grande force stimulante pour l'accroissement de la production, pour l'amélioration de la qualité de la production, pour l'élévation technique et professionnelle et pour le raffermissement de la conscience socialiste des travailleurs. Ce mouvement contribuait à fondre en un tout l'activité productive avec l'étude et le mode socialiste de vie. Le mouvement d'inventions et de rationalisations connut également un nouvel essor.

Le deuxième plan quinquennal fut accompli et dépassé. Les tâches qu'il fixait furent notablement dépassées surtout dans l'industrie, les transports, les investissements et les grands travaux. Le volume de la production industrielle globale prévu par le plan fut réalisé en quatre ans et neuf mois, alors que le niveau de cette production fixé pour 1960 fut atteint en 1959. En 1960, le volume global de la production industrielle était 2,2 fois plus élevé qu'en 1955 et 25 fois plus qu'en 1938. Les taux les plus élevés d'expansion furent obtenus dans l'industrie minière, dans l'industrie électrique, mécanique et dans celle des matériaux de construction. Parallèlement, se développèrent aussi les branches de l'industrie légère et alimentaire. En conséquence, la structure des diverses branches de l'industrie enregistra une amélioration sensible. En 1960, la part de l'industrie dans l'ensemble du revenu national était d'environ 40 pour cent.

Durant le deuxième quinquennat il fut construit environ 250 grands ouvrages de caractère économique ou culturel. De nouveaux gisements de pétrole et de nouvelles mines de ferro-nickel, de chrome, de cuivre et de charbon furent mis en exploitation. La construction de ces ouvrages entraîna la création de cités nouvelles.

Dans l'agriculture, la principale victoire, une victoire d'importance historique, fut l'achèvement de la collectivisation dans ses grandes lignes. En 1960, le secteur socialiste dans l'agriculture couvrait 87 pour cent des terres cultivées. En dépit des mauvaises conditions atmosphériques, surtout au cours des deux dernières années du quinquennat, la production agricole, en 1960, était de 25 pour cent supérieure à celle de 1955. Les superficies des terres cultivées s'accrurent de 13 pour cent. Le blé excepté, les rendements augmentèrent dans toutes les cultures agricoles. On enregistra surtout un accroissement sensible dans la production du tabac, du coton et de la betterave à sucre.

L'augmentation de la production industrielle et agricole, l'accroissement de la productivité du travail et la baisse du prix de revient des produits furent les principaux facteurs qui déterminèrent une élévation sensible du bien-être et du niveau culturel de la population. Par rapport à 1955, le revenu national s'éleva, en 1960, de 48 pour cent, le salaire réel des ouvriers et des employés de 29 pour cent, les revenus réels de la paysannerie augmentant par ailleurs de 35 pour cent. Au long des années du deuxième quinquennat, il fut décrété 6 baisses successives des prix des marchandises de consommation courante, dont la population tira un gain de 7 milliards 200 millions de leks (anciens). Le volume de la circulation des marchandises s'accrut à un rythme 2-3 fois supérieur au taux d'accroissement naturel de la population.

D'importants progrès furent également enregistrés dans le développement de l'instruction et de la culture, ainsi que dans la protection de la santé du peuple. En 1960, une personne sur cinq, en Albanie, allait à l'école. Le nombre des cadres supérieurs tripla par rapport à 1955. La durée moyenne de la vie monta à 62 ans.

L'heureux accomplissement des tâches du deuxième plan quinquennal créa de nouveaux points de départ pour le développement ultérieur de l'économie et de la culture dans la voie de l'édification socialiste du pays.

4. CRITIQUE DES VUES REVISIONNISTES ET DE L'ACTIVITE SCISSIONNISTE DE LA DIRECTION SOVIETIQUE

La Conférence des partis communistes et ouvriers du mois de novembre 1957 ne fit que freiner le révisionnisme pour un temps, sans toutefois en arrêter l'extension ni le développement en profondeur au sein du mouvement communiste international.

Propagation ultérieure du révisionnisme international

Les révisionnistes yougoslaves définirent ouvertement la déclaration de la Conférence comme «un reniement du XX^e Congrès du PCUS», comme «un pas en arrière», «un retour au stalinisme». Ils engagèrent un âpre combat contre son contenu révolutionnaire et ne tardèrent pas à y opposer leur «programme» antimarxiste qu'ils publièrent en 1958 en le présentant comme «un manifeste international».

Cependant, la direction soviétique, Khrouchtchev en tête, sans faire aucun cas des conclusions révolutionnaires de la déclaration commune, continuait au contraire de propager et de mettre en pratique les conclusions révisionnistes du XX^e Congrès. Elle ne laissait échapper aucune occasion de se rapprocher toujours davantage des impérialistes américains et d'établir une collaboration étroite avec eux. Khrouchtchev considérait le président et certaines personnalités dirigeantes des Etats-Unis comme des «hommes sensés», qui «désirent sincèrement la paix et la coopération avec l'Union Soviétique». Il déclara publiquement qu'il considérait comme injuste et inhumaine toute espèce de guerre dans les conditions de l'époque. Il demanda à l'Organisation des Nations Unies de mettre en application «le désarmement général et complet» pour chaque pays et chaque peuple, à l'exclusion d'une police «chargée de maintenir l'ordre public» (!) dans chaque Etat et d'une «force armée internationale» qui devait être formée dans le cadre de l'ONU, bien entendu pour étouffer les luttes et les insurrections populaires. Il propageait l'idée mensongère que dès 1960 on verrait se créer «un monde sans armes, sans armées, sans guerres !»

Mais la politique suivie par le groupe de Khrouchtchev avait un caractère démagogique, éclectique et contradictoire, trait commun à toutes les espèces de révisionnisme.

Par moments, il faisait l'éloge des Etats-Unis et cherchait à collaborer étroitement avec eux, par moments il les injurait, les traitant d'agresseurs et de gendarmes du monde. Tantôt il qualifiait le président des Etats-Unis d'«ami», de «grand homme», de personne «sensée» et «qui aspire à la paix», tantôt il le traitait de «bourreau», d'homme «incapable même de diriger un jardin d'enfants». Parfois on l'entendait porter Tito et l'expérience yougoslave aux nues, parfois il qualifiait le révisionnisme yougoslave de «Cheval de Troie» et reprochait à Tito de «ne pas marcher du même pas que le peloton». De même, il était contraint de dénoncer timidement le programme antimarxiste de la «Ligue des Communistes Yougoslaves» (LCY). Ainsi le groupe de Khrouchtchev avançait dans la voie du révisionnisme en cherchant à désorienter les esprits, oscillant entre l'aventurisme et l'opportunisme et se préparant à porter un coup décisif dans le dos au camp socialiste et au mouvement communiste international.

Le processus d'extension et d'approfondissement du révisionnisme se développait aussi de façon continue dans les partis communistes et ouvriers d'un certain nombre de pays socialistes et capitalistes. La ligne et l'activité des révisionnistes, surtout de ceux de la direction soviétique, avaient accru le désarroi idéologique au sein du mouvement communiste international. Les impérialistes américains, qui voyaient dans la propagation du révisionnisme la formation d'un terrain très favorable à l'impérialisme et à la réaction, tiraient profit de cette situation par tous les moyens. Ils intensifièrent leur activité agressive en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, firent de l'Allemagne Occidentale un dangereux foyer de guerre, étendirent leurs bases militaires et augmentèrent leur potentiel de guerre thermonucléaire.

En même temps, dans leur dessein de détruire le système socialiste mondial, ils adoptèrent comme tactique la voie de la contre-révolution pacifique, encourageant toute action et toute conception des révisionnistes tendant à la libéralisation du pouvoir politique et à la propagation de l'idéologie bourgeoise dans les pays socialistes.

Lutte sans compromis pour dénoncer et écraser le révisionnisme moderne

Le Parti du Travail d'Albanie suivait avec inquiétude la propagation du révisionnisme, en ayant bien conscience du grave danger que celui-ci constituait pour le camp socialiste et le mouvement communiste international. Il considérait la lutte contre le révisionnisme comme une des tâches les plus importantes qui lui incombaient.

La publication du programme de la Ligue des Communistes Yougoslaves lui fournit une occasion opportune pour frapper le révisionnisme international dans tous les secteurs de son activité et de son idéologie antimarxiste. Dénonçant le programme yougoslave comme un ramassis des théories pourries de Proudhon, Bernstein, Kautsky, Trotsky, Boukharine, et autres, revêtues d'un nouveau travesti, le Parti lança le mot d'ordre :

«Lutte sans compromis pour dénoncer et écraser du point de vue théorique et politique le révisionnisme moderne». (Cf. la décision du Plénum du CC du PTA, du 20 juin 1958. ACP et «Zëri i Popullit», 22 juin 1958.)

Faisant allusion à l'attitude opportuniste observée par Khrouchtchev et d'autres révisionnistes dans différents partis communistes et ouvriers, le Parti du Travail d'Albanie soulignait :

«Le rôle que joue le révisionnisme yougoslave au service des impérialistes, il n'y a que ceux qui font exprès de fermer les yeux, qui ne le voient pas.» (Le révisionnisme moderne doit être combattu sans merci jusqu'à son anéantissement théorique et politique total. «Zëri i Popullit», 22 juin 1958.)

Il fit publier une série d'articles qui critiquaient sévèrement les conceptions des révisionnistes, exposaient les altérations apportées par ceux-ci aux enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, défendaient le parti de la classe ouvrière et son rôle dirigeant, la dictature du prolétariat et la voie révolutionnaire de passage au socialisme.

Tout en stigmatisant le révisionnisme international dans les domaines idéologique et politique, la direction du Parti du Travail d'Albanie était attentive à l'attitude et à l'activité de N. Khrouchtchev et de son groupe. Elle les voyait s'écarter de plus en plus des principes marxistes-léninistes, se rapprocher chaque jour davantage des impérialistes américains et des révisionnistes titistes. Le processus consistant à percer à jour le révisionnisme ne cessait de s'accroître. La direction du Parti du Travail d'Albanie sentait croître de plus en plus ses doutes et ses réserves à l'égard de la direction du PCUS ayant à sa tête Khrouchtchev. Cette attitude de défiance aida beaucoup le Parti à éviter tous les pièges que lui tendit Khrouchtchev pour le faire plier et l'entraîner dans la voie révisionniste. La direction révisionniste soviétique nourrit le vain espoir que les choses changeraient après la signature de l'accord prévoyant l'octroi à la République Populaire d'Albanie d'un nouveau crédit pour la réalisation de son troisième plan quinquennal, et surtout à la suite de la visite de Khrouchtchev en Albanie, en mai 1959.

Loin d'agréer la demande instantane de la direction soviétique qui l'engageait à adopter sa ligne révisionniste, le Parti du Travail d'Albanie poursuivit résolument sa voie marxiste-léniniste, intensifia son combat pour la dénonciation du révisionnisme yougoslave et du révisionnisme moderne en général.

D'autre part, le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie protesta auprès du Comité Central du PCUS contre certains actes de Khrouchtchev hostiles à l'Albanie. Une de ces protestations portait sur

l'entrevue que le premier ministre soviétique avait eue avec Vénizélos, homme politique réactionnaire grec, et au cours de laquelle il avait prétendu avoir vu des Grecs à Korçë pendant sa visite dans cette ville, prêtant par ailleurs une oreille complaisante à la demande chauvine grecque d'«autonomie de l'Épire du Nord». Une autre protestation avait été élevée contre le fait que l'ambassadeur soviétique à Belgrade avait toléré les calomnies et les injures proférées, au cours d'un meeting, par le dirigeant révisionniste yougoslave Rankovic, à l'adresse de la République Populaire d'Albanie.

Tous ces faits attestaient bien l'opposition croissante du Parti du Travail d'Albanie à l'attitude antimarxiste du groupe de Khrouchtchev.

Malgré tout, jusqu'à la fin du premier semestre 1960 les divergences idéologiques entre le Parti du Travail d'Albanie et la direction soviétique n'avaient pas été rendues publiques ni étendues au domaine des relations d'Etat à Etat.

Dans le même temps, le Parti du Travail d'Albanie ne relâchait pas un instant sa vigilance pour réduire à néant les plans et les agissements hostiles des impérialistes américains et de la clique de Tito contre la République Populaire d'Albanie. En été 1960, fut découverte et écrasée une organisation clandestine hostile à l'Etat, à laquelle participaient d'anciens agents des services d'espionnage étrangers qui avaient réussi à pénétrer dans les rangs du Parti, dans les organismes d'Etat et dans l'Armée. Ainsi fut déjoué le complot visant à organiser une révolte contre-révolutionnaire soutenue par une intervention armée coordonnée de la VI^e Flotte américaine, des monarcho-fascistes grecs et des révisionnistes yougoslaves. En même temps avortait le plan de la direction révisionniste soviétique, qui était informée de ce complot, qui l'avait soutenu et comptait l'exploiter à ses propres fins.

L'attitude de principe marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie à la Rencontre de Bucarest

Le groupe révisionniste de Khrouchtchev tenta de porter un coup décisif et soudain au camp socialiste et au mouvement communiste international en le poignardant dans le dos à la Rencontre qui eut lieu en juin 1960 à Bucarest, et à laquelle participèrent toutes les délégations des partis communistes et ouvriers ayant assisté au Congrès du Parti Ouvrier roumain.

Aux termes d'un accord préliminaire, cette Rencontre devait avoir pour premier but de discuter et de fixer la date et le lieu d'une conférence des partis communistes et ouvriers du monde entier.

La délégation du Parti du Travail d'Albanie, conduite par le camarade Hysni Kapo, se trouva participer inopinément à une réunion internationale organisée par Khrouchtchev à des fins d'une tout autre nature. Une telle réunion était également inattendue pour la délégation du Parti Communiste Chinois et pour la majorité des représentants des autres partis qui y prirent part. Mais ce qui était encore plus surprenant et particulièrement inquiétant, c'était le fait que la délégation soviétique, quelques heures avant la Rencontre, distribua aux participants une lettre d'information farcie d'attaques et d'accusations calomnieuses contre le Parti Communiste Chinois. Khrouchtchev tenta de faire discuter ces accusations à la réunion, d'obtenir la condamnation du Parti Communiste Chinois et son exclusion du mouvement communiste international.

La réunion vit se créer une situation très grave. Les représentants des divers partis étaient désorientés. La délégation du Parti Communiste Chinois réfuta les accusations calomnieuses formulées à son adresse. Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, mis aussitôt au courant par sa délégation, estima la situation fort préoccupante et conclut à juste titre que le camp socialiste et le mouvement communiste international avaient affaire à un grand complot ourdi par Khrouchtchev. Souscrire aux accusations calomnieuses de la direction soviétique à l'encontre du Parti Communiste Chinois eût entraîné des conséquences désastreuses. Appliquant les directives du Comité Central du Parti, le camarade Hysni Kapo se prononça fermement contre la mise en discussion des prétendues «erreurs» du PCC et contre la condamnation de celui-ci. Il exprima l'opinion que la Rencontre de Bucarest

n'avait pas été préparée comme il se devait et qu'elle contrevenait aux règles organisationnelles devant régir les rapports des partis communistes et ouvriers entre eux. La délégation du Parti du Travail d'Albanie fit ressortir que les divergences entre le PCUS et le PCC ne pouvaient être jugées uniquement sur la base des matériaux présentés par une seule des parties. Pour se prononcer en cette matière, il était indispensable d'écouter aussi la voix des camarades chinois. Ces désaccords devaient être préalablement discutés entre les deux Partis. Au cas où cette discussion n'aboutirait à aucun résultat, il fallait alors soumettre ces divergences à l'examen d'une réunion des partis communistes et ouvriers des pays socialistes. Puis les décisions de celle-ci devaient être examinées à leur tour par une conférence internationale des partis marxistes-léninistes du monde entier, qui serait convoquée conformément aux règles d'organisation généralement admises.

Cette attitude de principe de la délégation du Parti du Travail d'Albanie rencontra l'appui d'un grand nombre de délégations. Khrouchtchev, cependant, définit cette attitude comme un acte de «rébellion» du Parti du Travail d'Albanie et s'en prit violemment à celui-ci. En dépit de ses efforts obstinés, la direction soviétique ne réussit pas, à la Rencontre de Bucarest, à atteindre son but qui était d'exclure le Parti Communiste Chinois du mouvement communiste international. Il y fut décidé de convoquer pour le mois de novembre 1960 une conférence de tous les partis communistes et ouvriers du monde. Une commission spéciale à laquelle participaient les représentants de 26 partis, dont ceux du Parti du Travail d'Albanie, fut chargée de préparer cette réunion.

Le complot international monté par le groupe révisionniste de Khrouchtchev échoua. Ce groupe avait subi à Bucarest sa première défaite. C'était là un échec pour tout le révisionnisme moderne, qui, dès lors, commença à décliner.

Désormais, il était bien clair que la direction du PCUS ayant à sa tête N. Khrouchtchev n'était qu'une clique de traîtres et constituait un grave danger pour le marxisme-léninisme et le socialisme.

Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie jugea que sa délégation à la Rencontre de Bucarest avait observé une attitude de principe marxiste-léniniste. Il mit tout le Parti au courant de la tournure qu'avait prise la Rencontre de Bucarest et du complot qui y avait été ourdi par N. Khrouchtchev. Unanimement, les organisations de base du Parti estimèrent pleinement fondés l'attitude de la délégation du Parti du Travail d'Albanie et les points de vue qu'elle avait soutenus à cette réunion.

Résistance résolue du Parti du Travail d'Albanie aux attaques de la direction soviétique

Au lendemain de la Rencontre de Bucarest, la direction soviétique s'attaqua âprement au Parti du Travail d'Albanie pour l'obliger à fléchir et à se solidariser avec sa ligne révisionniste et son activité scissionniste.

Les attaques furent lancées dans plusieurs directions. Le Comité Central du PTA fut le premier à être pris comme cible. La direction soviétique tenta d'y provoquer une scission, de le soumettre et de l'amener à tout prix à répudier sa position de Bucarest, en prenant des mesures contre les «responsables» de cette attitude. Un tel reniement lui était nécessaire non seulement pour réaliser son dessein de renverser la situation en Albanie, mais aussi pour obtenir à la prochaine Conférence des partis communistes et ouvriers ce qu'elle n'était pas parvenue à s'assurer à Bucarest.

A cette fin le groupe de Khrouchtchev eut recours à Liri Belishova, membre du Bureau Politique du CC du Parti du Travail d'Albanie, pénétrée d'une ambition morbide petite-bourgeoise et d'un sentiment d'arrivisme marqué. Façonnée à Moscou et poussée par ce groupe, elle se mit en opposition avec la ligne du Parti, se faisant le véhicule de la ligne antimarxiste de la direction soviétique. Ses efforts se heurtèrent toutefois à l'unité d'acier du Comité Central, à sa détermination de ne faire aucune concession sur les positions de principe et sur la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste du Parti. Ainsi la tentative du groupe de Khrouchtchev de modifier ou d'ébranler les positions du Comité Central fut annihilée.

La direction soviétique, exploitant l'attachement infini des communistes albanais pour le Parti Bolchevik et l'Union Soviétique, s'employa à semer le désarroi parmi eux et à les faire se dresser contre la direction marxiste-léniniste de leur Parti. Elle utilisa le personnel de son ambassade à Tirana, qui jouissait d'une grande liberté d'action en Albanie, pour prendre contact avec des officiers et des généraux, des cadres du Parti et des organes d'Etat, des travailleurs de l'économie et de la culture. Les agents de Khrouchtchev leur exprimèrent leur «inquiétude» au sujet de «la déviation de la direction du PTA de la ligne marxiste-léniniste» et de «sa trahison de l'amitié soviéto-albanaise». Il leur était posé des questions provocatrices : «Resterez-vous fidèles à l'Union Soviétique ou vous tournerez-vous contre elle, comme le fait votre direction ?» Le groupe de Khrouchtchev avait surtout fondé ses espoirs sur les cadres qui avaient fait leurs études dans les établissements d'enseignement soviétiques. Or tous ces efforts et ces espérances furent réduits à néant. Les communistes albanais, trempés par le Parti et dotés par lui de flair révolutionnaire, surent bien faire la distinction entre l'Union Soviétique et le Parti Communiste de l'Union Soviétique, d'une part, et l'activité antimarxiste, anti-albanaise de la direction soviétique, de l'autre. Les révisionnistes khrouchtchéviens ne trouvèrent ni ne réussirent à créer aucune faille dans les rangs du Parti. Et c'est précisément contre cette unité d'acier du Parti autour de son Comité Central que vinrent se briser leurs plans.

Après Liri Belishova, Koço Tashko, président de la Commission de Contrôle du Parti du Travail d'Albanie, fléchit à son tour. Il avait déjà manifesté de sérieux vacillements et été souvent critiqué pour s'être écarté de la ligne du Parti et pour avoir eu des attitudes opportunistes. L'une et l'autre furent exclus du Parti, en tant qu'ennemis de celui-ci.

La direction soviétique étendit aussi ses attaques aux domaines économique et culturel. Au mépris des conventions conclues entre les gouvernements de la RP d'Albanie et de l'Union Soviétique, elle espaça et, dans certains cas, interrompit tout à fait l'envoi de marchandises et d'équipements industriels en Albanie. Elle repoussa aussi la demande qui lui était faite d'envoyer une certaine quantité de céréales pour assurer à la population albanaise le pain qui manquait par suite de l'exceptionnelle sécheresse de 1960. S'imaginant que la faim contraindrait le peuple albanais à se soulever contre le Parti, le groupe de Khrouchtchev utilisa cette situation comme un moyen de pression pour le soumettre. Il menaça le Parti et le gouvernement de la RP d'Albanie d'interrompre toute aide en armements et en équipements militaires à l'Armée Populaire Albanaise, leur déclarant qu'ils ne feraient plus longtemps partie du Pacte de Varsovie.

En août 1960, la direction soviétique adressa au Comité Central du PTA une lettre demandant que «le Parti du Travail d'Albanie et le Parti Communiste d'Union Soviétique se rendent à la prochaine Conférence du mois de novembre avec une entière unité de vues» ! En d'autres termes, le Parti du Travail d'Albanie devait renoncer à l'attitude de principe qu'il avait observée à Bucarest et à sa ligne marxiste-léniniste. Le groupe de Khrouchtchev menaçait en disant que, dans le cas contraire, «l'étincelle du désaccord» apparue à Bucarest «ferait jaillir la flamme !»

Le Parti du Travail d'Albanie ne pouvait en aucune façon consentir à une pareille «unité» qui ne serait rien d'autre qu'une complicité criminelle contre le Parti Communiste Chinois, et, partant, contre le camp socialiste et le mouvement communiste international. Aussi repoussa-t-il la demande diabolique de la direction révisionniste soviétique.

Entre-temps, la délégation du Parti du Travail d'Albanie à la commission des 26 partis, chargée de mettre au point et de rédiger la déclaration de la Conférence générale des partis communistes et ouvriers du monde entier, s'opposait avec fermeté aux tentatives des révisionnistes de formuler un document d'esprit antimarxiste.

Critiques formulées par le Parti du Travail d'Albanie à l'adresse des révisionnistes khrouchtchéviens à la seconde Conférence de Moscou

La délégation du Parti du Travail d'Albanie à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, qui se tint en novembre 1960 à Moscou, était conduite par le camarade Enver Hoxha.

La délégation appliqua fermement et avec esprit de suite la directive qui lui avait été donnée par le Comité Central de défendre à la Conférence la ligne marxiste-léniniste. Elle rejeta avec mépris les manœuvres de mercanti dont usèrent Khrouchtchev et ses acolytes pour briser la résistance du Parti du Travail d'Albanie par les promesses d'une aide économique considérable et en admettant que «les fonctionnaires soviétiques auraient pu commettre quelque erreur». Elle ne fléchit pas non plus devant les nouvelles menaces de Khrouchtchev, qui déclara que «dorénavant, les relations entre l'Union Soviétique et l'Albanie seraient édifiées sur des bases nouvelles» !

Dans le discours qu'il prononça à la Conférence de Moscou, le camarade Enver Hoxha exposa le point de vue de principe du Parti du Travail d'Albanie sur les principaux problèmes controversés. Il s'arrêta en particulier sur les questions de la guerre et de la paix, sur le problème de la coexistence pacifique ; sur celui des voies de passage au socialisme ; sur la question de Staline ; sur les questions soulevées par le révisionnisme yougoslave et sur le danger que présentait le révisionnisme moderne pour le mouvement communiste international ; sur les rapports entre les partis communistes et ouvriers.

Critiquant directement la direction soviétique et son chef de file Khrouchtchev, de même que les autres révisionnistes qui propageaient des idées mensongères sur un prétendu changement de la nature de l'impérialisme, comme conséquence de la modification du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme, et sur la possibilité de s'entendre et de coopérer avec les impérialistes américains en vue de créer un «monde sans armes, sans armées et sans guerres», le camarade Enver Hoxha déclarait :

«Le Parti du Travail d'Albanie estime que l'impérialisme, et au premier chef l'impérialisme américain, n'a changé ni de peau, ni de nature. Il est agressif, et il demeurera tel, même s'il ne lui reste qu'une seule dent... Il est capable de précipiter le monde dans une guerre. Aussi insistons-nous pour bien faire comprendre aux peuples que la seule garantie absolue contre une guerre mondiale est le triomphe du socialisme dans le monde entier ou pour le moins dans la majeure partie des pays du monde». (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

«Qui ne voit pas cela est aveugle, qui le voit mais le cache est un traître au service de l'impérialisme». (Ibid.)

Jugeant la sauvegarde et le renforcement de la paix comme une tâche très importante, la délégation du Parti du Travail d'Albanie exprimait la conviction que cette tâche ne pouvait être menée à bien par la voie de discussions oiseuses avec les chefs de l'impérialisme, par des flatteries, des cajoleries et des concessions aux impérialistes américains et en capitulant devant leur pression. Cette tâche ne pourrait être accomplie qu'au moyen d'une lutte politique et idéologique résolue pour réduire à néant les plans agressifs impérialistes, qu'au moyen de la croissance continue de la vigilance et de l'élan révolutionnaire des masses et de la dénonciation implacable de toute attitude opportuniste, de tout point de vue et de toute action visant à endormir les peuples, de toute tendance au relâchement moral et à la quiétude. Pour empêcher les impérialistes de déclencher une nouvelle guerre mondiale, il était nécessaire de leur opposer la puissance économique, militaire, morale et politique du camp socialiste, la force de la classe ouvrière internationale, du mouvement de libération nationale et de tous les pays et peuples épris de liberté et de paix.

En un temps où il apparaissait indispensable de porter au plus haut degré la puissance et les dispositions de combat du camp socialiste, le Parti du Travail d'Albanie considérait absolument injustifiée et dénonçait l'obstination du groupe de Khrouchtchev à maintenir le secret de la bombe atomique à l'égard des pays socialistes et à ne pas doter d'armes atomiques les armées de ces pays.

«Pourquoi la Chine n'aurait-elle pas la bombe atomique ? — demandait le camarade Enver Hoxha. — Nous pensons qu'il lui appartient de l'avoir... La bombe atomique nous sert à nous défendre. La crainte est la meilleure gardienne des vignes, dit notre peuple, et il faut que les impérialistes nous craignent, et nous craignent beaucoup». (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

Plus loin, il critiqua les révisionnistes pour la manière opportuniste dont ils conçoivent et appliquent la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents. Il qualifia d'antimarxiste la conception de la direction soviétique qui présentait la coexistence pacifique comme la ligne générale de l'Union Soviétique et de tous les pays socialistes. Le camarade Enver Hoxha exprima le point de vue du Parti du Travail d'Albanie selon lequel la politique de coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents ne constitue qu'un des aspects de la politique extérieure des pays socialistes. Les deux autres aspects les plus importants de cette politique sont: la coopération fraternelle et l'assistance mutuelle entre pays socialistes, l'appui et le soutien sans réserve à la lutte révolutionnaire de libération des masses travailleuses, des peuples opprimés contre l'impérialisme et la réaction.

En poursuivant une politique de coexistence à tout prix, de conciliation et de coopération avec l'impérialisme, le groupe de Khrouchtchev avait effectivement renoncé à la lutte de classes. En pratique, les révisionnistes étendaient aussi la coexistence entre Etats à systèmes sociaux différents aux rapports entre classes exploitées et classes exploiteuses à l'intérieur même des pays capitalistes, ainsi qu'entre les pays dépendants et coloniaux d'une part et les puissances impérialistes de l'autre.

«La coexistence pacifique entre deux systèmes opposés, — fit ressortir le camarade Enver Hoxha, — ne veut pas dire, comme le prétendent les révisionnistes modernes, renonciation à la lutte de classes. Au contraire, la lutte de classes doit se poursuivre ; la lutte politique et idéologique contre l'impérialisme, contre l'idéologie bourgeoise et l'idéologie révisionniste, doit se renforcer toujours davantage. Tout en luttant conséquemment pour l'établissement de la coexistence pacifique léniniste, sans consentir aucune concession de principe à l'impérialisme, il importe de développer plus avant la lutte de classes dans les pays capitalistes, de même que le mouvement de libération nationale des peuples des pays coloniaux et dépendants». (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

La délégation du Parti du Travail d'Albanie estimait que les partis communistes et ouvriers des pays capitalistes devaient avoir pour tâche essentielle de soulever les masses pour la lutte contre l'impérialisme et tous ses valets, à l'intérieur de leur pays, afin de rendre impossible leur existence, d'écraser leurs bases militaires et économiques, de saper leur domination, de détruire le pouvoir politique d'oppression et d'établir un pouvoir nouveau, le pouvoir du peuple. Ce pouvoir devait se renforcer et se développer dans le sens de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'ainsi que pouvait être assuré le passage au socialisme. La question de savoir quelle voie il convient de suivre pour instaurer le pouvoir populaire et passer au socialisme a toujours été claire pour les marxistes-léninistes. Or Khrouchtchev, comme le fit ressortir le camarade Enver Hoxha, avait faussé et compliqué cette question dans le sens souhaité par les opportunistes.

«Jusqu'à présent aucun peuple, aucun prolétariat, aucun parti ne s'est emparé du pouvoir sans violence et sans effusion de sang... En ce qui concerne cette question, notre Parti estime que nous devons nous préparer pour les deux voies, mais surtout pour la prise du pouvoir par la violence, car si nous sommes bien préparés pour cette éventualité nous aurons aussi plus de chances de succès pour l'autre (celle de la voie pacifique. — Réd.)». (Ibid.)

A propos de la question de Staline, le camarade Enver Hoxha critiqua le groupe de Khrouchtchev de ne pas l'avoir posée au XX^e Congrès de façon correcte, objective et marxiste-léniniste, d'avoir injustement condamné Staline et son œuvre. Cette question concernait tout le mouvement communiste international et non pas l'Union Soviétique seulement. Aussi, la condamnation de Staline prononcée au XX^e Congrès, sans consultation préalable avec les autres partis frères, était-elle une décision arbitraire et une erreur grave.

«Le Parti du Travail d'Albanie... n'a pas cru et ne croira jamais au bien-fondé de la condamnation du camarade Staline prononcée de cette manière et sous ces formes. Le Parti du Travail d'Albanie estime qu'il n'est pas juste, concevable, ni conforme au marxisme d'effacer de toute cette époque le nom et la grande œuvre de Staline, comme on le fait. Nous devons tous défendre l'œuvre féconde et impérissable de Staline. Qui ne la défend pas est un opportuniste et un lâche.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

Pour défendre le marxisme-léninisme, préserver l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, le Parti du Travail d'Albanie considérait indispensable de combattre et de dénoncer jusqu'au bout le révisionnisme moderne. Le camarade Enver Hoxha souligna que

«les trois années qui se sont écoulées depuis la Conférence de Moscou, ont pleinement confirmé que les révisionnistes modernes ne sont que des scissionnistes du mouvement communiste et du camp du socialisme, des serviteurs fidèles de l'impérialisme, des ennemis résolus du socialisme et de la classe ouvrière». (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

Il critiqua la direction soviétique pour s'être, au mépris de la Déclaration de Moscou de 1957, non seulement abstenue de dénoncer le groupe révisionniste yougoslave, comme ce document le recommandait, mais pour s'être même réconciliée avec ce groupe et l'avoir réhabilité. Le Parti du Travail d'Albanie exprima fermement son point de vue selon lequel le jugement de J. V. Staline sur les révisionnistes yougoslaves, loin d'avoir été erroné, était au contraire parfaitement juste. Ceux-ci constituaient une très dangereuse officine de l'impérialisme, aussi importait-il de leur livrer une lutte idéologique et politique implacable. Le Parti du Travail d'Albanie était particulièrement en mesure de confirmer la justesse de cette appréciation, car plus que quiconque, il avait éprouvé à ses dépens les menées hostiles des titistes, concertées avec les agissements des impérialistes américains.

Mais le camarade Enver Hoxha indiquait aussi que le révisionnisme ne sévissait pas seulement en Yougoslavie. Il se propageait de façon inquiétante dans d'autres partis également. Aussi, l'appréciation de la Déclaration de Moscou de 1957, qui définissait le révisionnisme moderne comme le plus grave danger, était-elle juste et devait demeurer en vigueur tant que ce danger n'aurait pas été définitivement conjuré. En conséquence, la demande avancée par le groupe de Khrouchtchev de considérer le révisionnisme moderne comme désormais démasqué et mis hors de cause était absolument infondée et avait pour but de couvrir le révisionnisme khrouchtchévien qui était bien plus dangereux que le révisionnisme yougoslave. Le camarade Enver Hoxha, après avoir démontré, faits à l'appui, que la contre-révolution en Hongrie avait été préparée par les révisionnistes hongrois et yougoslaves au su et avec l'appui direct de la direction soviétique, et après avoir fait ressortir que les événements bouleversants survenus en Pologne, dans d'autres pays socialistes et dans nombre de partis communistes et ouvriers, étaient la conséquence de la diffusion du révisionnisme, s'adressa aux participants à la Conférence en ces termes :

«Nous posons la question : pourquoi ces phénomènes se produisent-ils au sein du mouvement communiste international, au sein de notre camp après le XX^e Congrès ? Tout cela adviendrait-il parce que la direction du Parti du Travail d'Albanie serait sectaire, dogmatique, pessimiste ?

Nous devons être extrêmement préoccupés d'un tel état de choses, chercher l'origine du mal et le guérir. Certes, on ne guérit pas le mal en donnant des tapes sur l'épaule au renégat Tito, ni en consignait sur la déclaration que le révisionnisme moderne est définitivement écrasé, comme le prétendent les camarades soviétiques.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

En particulier, le complot ourdi à Bucarest par le groupe de Khrouchtchev contre le Parti Communiste Chinois et l'activité hostile qu'il avait commencé à déployer contre celui-ci et le PTA après la Rencontre ne pouvaient ne pas susciter une vive inquiétude. De tels agissements constituaient un danger menaçant directement l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste. A ce propos, le camarade Enver Hoxha adressa une sévère critique de principe à la direction soviétique.

«Le Parti du Travail d'Albanie est unanime à juger que les camarades soviétiques ont commis une grave erreur à Bucarest, en dénonçant injustement le Parti Communiste Chinois... Il ne faut en aucune manière laisser la Rencontre de Bucarest dans l'oubli, elle doit être sévèrement condamnée comme une tache dans le mouvement communiste international.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

La délégation du Parti du Travail d'Albanie fit ressortir que la direction soviétique avait, en toute conscience, aggravé encore par la suite la lourde erreur qu'elle avait commise à Bucarest. Elle fit connaître à la Conférence des partis communistes et ouvriers la sauvage attaque de type impérialiste que le groupe de Khrouchtchev avait lancée contre le Parti du Travail d'Albanie pour le forcer à suivre sa ligne erronée et à se rallier à lui dans son attitude antimarxiste contre le Parti Communiste Chinois. A cette fin, Khrouchtchev et d'autres dirigeants soviétiques maintinrent leur pression sur la délégation du Parti du Travail d'Albanie à Moscou, se comportant à son égard en véritables mercantis. Dès la première rencontre, ils mirent en demeure la délégation albanaise de choisir entre deux voies : «L'Albanie doit décider si elle se ralliera aux 200 millions (à l'URSS — Réd.) ou aux 650 millions (à la Chine — Réd.)» !!, elle doit «ou bien accepter la coexistence pacifique ou bien s'exposer à être complètement détruite, elle et sa population, par une seule bombe atomique américaine !». Le peuple albanais n'avait jamais été placé devant de telles alternatives ni menacé de la sorte par aucun représentant de l'impérialisme. Les menaces non plus ne donnant aucun résultat, Khrouchtchev déclara à la délégation chinoise : «nous avons perdu l'Albanie et vous l'avez gagnée» !! Puis, dans une longue lettre d'information farcie de calomnies et d'attaques gratuites à l'adresse du Parti Communiste Chinois, lettre que la direction soviétique distribua à toutes les délégations à la veille de la Conférence des partis communistes et ouvriers, le Parti du Travail d'Albanie était également accusé de «déviation du marxisme» et d'«antisoviétisme».

Le camarade Enver Hoxha, faisant part à la Conférence de ces agissements foncièrement antimarxistes du groupe de Khrouchtchev, s'adressait à ce dernier en ces termes :

«Que sont ces accusations monstrueuses, ces comportements de «marchand» à l'égard de notre Parti, de notre peuple et d'un pays socialiste, que l'on perdrait ou gagnerait comme une mise au jeu ?... Vous considérez l'Albanie comme une marchandise négociable... Il fut un temps, il est vrai, où l'Albanie était considérée comme telle, c'était lorsque certains pensaient qu'il dépendait d'eux qu'elle existe ou non, mais ce temps-là est révolu depuis que les idées du marxisme-léninisme ont triomphé dans notre pays... Vous, camarade Khrouchtchev, avez levé la main contre notre petit peuple et le Parti du Travail d'Albanie, mais nous sommes convaincus que le peuple soviétique, qui a versé son sang pour la liberté de notre peuple également, que le grand Parti de Lénine, n'approuveront pas votre action.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

La délégation du Parti du Travail d'Albanie précisa que, dans cette sévère critique de principe qu'elle adressait à la direction soviétique, elle n'était guidée que par le souci de voir préserver l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste. On ne pouvait maintenir l'unité sans mettre en évidence les erreurs et les manifestations pernicieuses, sans les dénoncer et sans les redresser sur des bases marxistes-léninistes. A ceux qui tentaient de bâillonner le Parti du Travail d'Albanie et de le forcer à se soumettre à leur ligne erronée, le camarade Enver Hoxha répliquait :

«... Que personne ne s'imagine que parce que l'Albanie est un petit pays, et le Parti du Travail d'Albanie un petit parti, ils vont suivre les instructions de qui que ce soit, s'ils sont convaincus qu'il est dans l'erreur...

Le droit de dire notre mot nous a été donné par le marxisme-léninisme, et ce droit, personne ne peut nous en priver, que ce soit par des pressions politiques ou économiques, par des menaces, ou en nous gratifiant de certaines épithètes.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960. ACP.)

A la Conférence des partis communistes et ouvriers, se cristallisèrent encore plus clairement les deux lignes opposées dans le mouvement communiste international — la ligne marxiste-léniniste et la ligne révisionniste.

Le conflit entre ces deux lignes était devenu inéluctable. La direction soviétique tenta d'éluder au cours de la Conférence ce conflit qui s'était amorcé à la commission de rédaction. Dans leurs discours, Khrouchtchev et un certain nombre d'autres chefs de délégation ne firent état d'aucune espèce de contradictions ou de divergences au sein du mouvement communiste international, comme s'il n'y existait rien de tel. Les révisionnistes khrouchtchéviens visaient ainsi à camoufler l'existence de deux lignes opposées, à empêcher le Parti Communiste Chinois et le Parti du Travail d'Albanie de donner une réponse légitime aux calomnies que contenait le document soviétique distribué la veille de la Conférence. Ils voulaient ainsi éviter toute critique aux points de vue révisionnistes et à l'activité scissionniste et destructrice du groupe de Khrouchtchev, rejeter la responsabilité des divergences sur le Parti Communiste Chinois et sur le Parti du Travail d'Albanie. Mais leur tactique sur ce point se solda par un échec complet. A la suite des discours des délégations albanaise et chinoise et des franches critiques qui y étaient formulées, la controverse entre les deux lignes dans le mouvement communiste international devint encore plus acerbe. Les représentants de tous les partis furent obligés de prendre position d'une manière ou d'une autre sur les problèmes en discussion. Les révisionnistes s'employèrent alors à écarter des problèmes de principe l'attention des participants à la Conférence et à convertir celle-ci en une tribune de basses attaques contre le Parti Communiste Chinois et le Parti du Travail d'Albanie. Mais cette tentative échoua comme les autres. Nombre de délégations des partis marxistes-léninistes soutinrent le Parti Communiste Chinois et le Parti du Travail d'Albanie dans leur défense de la ligne révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien. Les révisionnistes se virent contraints de battre en retraite.

La Déclaration adoptée par la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers du monde entier est, dans ses grandes lignes, l'expression des principes révolutionnaires marxistes-léninistes. La tentative des révisionnistes khrouchtchéviens d'imposer la ligne révisionniste au mouvement communiste international échoua. La ligne marxiste-léniniste remporta une nouvelle victoire.

La définition que la Conférence des partis communistes et ouvriers de 1957 avait donnée du contenu de notre époque comme «passage du capitalisme au socialisme», fut complétée dans la nouvelle déclaration en ces termes :

«Notre époque, dont le contenu essentiel est constitué par le passage du capitalisme au socialisme, passage qui a été amorcé par la Révolution socialiste d'Octobre, est l'époque de la lutte entre deux systèmes sociaux opposés, l'époque des révolutions socialistes et des révolutions de libération nationale, l'époque de l'effondrement de l'impérialisme, de la liquidation du système colonial, l'époque de l'acheminement des autres peuples sur la voie du socialisme, du triomphe du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale.» (Déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers, novembre 1960.)

Ainsi les révisionnistes furent privés de la possibilité de spéculer sur une définition incomplète du contenu de notre époque et de la présenter comme une époque de coexistence pacifique et de compétition économique sans révolutions et sans luttes de libération.

Nombre de thèses révisionnistes contenues dans le projet de déclaration formulé par la direction soviétique et qu'elle appliquait elle-même dans la pratique furent également rejetées. Telles étaient entre autres les thèses selon lesquelles : «la coexistence pacifique est la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes» ; «les possibilités de passage pacifique au socialisme croissent constamment» ; «à l'époque actuelle il est possible d'empêcher toute guerre» ; etc.

En dépit des réticences des révisionnistes khrouchtchéviens, la Déclaration de la Conférence comportait, clairement définies, les thèses suivantes : — la nature de l'impérialisme n'a pas changé, il demeure la base des guerres agressives ; l'impérialisme américain est la principale force d'agression et

de guerre ; — il est en même temps le bastion de la réaction mondiale et un gendarme international, l'ennemi des peuples du monde entier ; — pour écarter le danger d'une guerre mondiale il est nécessaire que tous les peuples se dressent dans la lutte contre l'impérialisme en dirigeant leur coup principal contre l'impérialisme américain et en formant un front uni anti-impérialiste ; les luttes de libération nationale constituent une force importante pour prévenir une guerre mondiale ; — ces luttes doivent bénéficier du soutien multilatéral des pays socialistes, du mouvement ouvrier et communiste international ; — tous les partis marxistes-léninistes sont indépendants et égaux entre eux ; — ils élaborent par voie de consultations leurs vues communes et coordonnent leurs actions dans la lutte pour les mêmes objectifs ; etc.

Les multiples efforts déployés par les révisionnistes khrouchtchéviens pour ne pas reprendre la formulation de la Déclaration de 1957, qui définissait le révisionnisme comme le plus grave danger, échouèrent également. Cette définition fut maintenue dans la nouvelle Déclaration. En outre, il y était dit que :

«les partis communistes ont condamné unanimement la forme d'opportunisme international de type yougoslave, qui est l'expression concentrée des théories du révisionnisme actuel. Après avoir trahi le marxisme-léninisme... les dirigeants de la Ligue des Communistes de Yougoslavie ont détaché leur pays du camp socialiste, l'ont fait dépendre de la prétendue «aide» des impérialistes américains et des autres impérialistes... La dénonciation ultérieure des dirigeants révisionnistes yougoslaves et la lutte active pour prémunir le mouvement communiste, ainsi que le mouvement ouvrier, contre les idées anti-léninistes des révisionnistes yougoslaves, demeurent un devoir impératif des partis marxistes-léninistes.» (Déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers, novembre 1960.)

Néanmoins, la Déclaration comprenait certaines appréciations incorrectes, telle celle émise sur le XX^e Congrès du PCUS, qui fut laissée dans sa formulation de la Déclaration de 1957, ainsi que d'autres thèses erronées. En ce qui concerne ces appréciations et ces thèses mal fondées, le Parti du Travail d'Albanie avait des opinions tout à fait contraires qu'il exprima ouvertement en cours de réunion. La délégation du Parti du Travail d'Albanie apposa sa signature au bas de la Déclaration en tenant compte du fait que le contenu en était, pour l'essentiel, correct. Si elle fit quelque concession sur certaines appréciations non fondées, ce fut uniquement dans l'intérêt de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international.

Le Plénum du Comité Central approuva unanimement et totalement l'activité de la délégation du Parti du Travail d'Albanie à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers. Il définit l'attitude de la délégation comme ayant été «ferme et de principe», ses interventions et son activité dans l'ensemble comme «très positives et fructueuses».

Rendant compte devant le Parti tout entier de l'attitude et de l'activité de sa délégation à la Conférence, le Comité Central expliquait en même temps les motifs et les objectifs de la sévère critique de principe que sa délégation avait élevée en toute camaraderie contre la direction soviétique en cours de réunion. Par une critique de cette nature le Parti du Travail d'Albanie cherchait à faire mettre un terme à l'activité scissionniste de Khrouchtchev et de ses tenants, à sauvegarder et à renforcer l'unité du mouvement communiste international. Il se proposait de faire cesser l'ingérence de la direction soviétique dans les affaires intérieures du Parti du Travail d'Albanie, d'éliminer les divergences et, par voie de conséquence, de consolider les relations fraternelles entre le Parti du Travail d'Albanie et le Parti Communiste de l'Union Soviétique, entre la RP d'Albanie et l'URSS, de sauvegarder et de renforcer le camp socialiste. Eût-il agi différemment, le Parti du Travail d'Albanie aurait cessé de se considérer comme un parti marxiste-léniniste révolutionnaire, internationaliste. Il a enseigné à ses membres à être toujours justes, attachés aux principes et pleins de hardiesse pour sauvegarder la pureté du marxisme-léninisme, à user de la critique et de l'autocritique comme d'une arme puissante pour éliminer les défauts et faire progresser la cause du socialisme.

La courageuse attitude marxiste-léniniste de principe des délégations albanaises à la Rencontre de Bucarest et à la Seconde Conférence de Moscou, dans les circonstances si complexes que l'activité des révisionnistes khrouchtchéviens avait créées au sein du mouvement communiste international, attesta le haut degré de maturité révolutionnaire du Parti du Travail d'Albanie. Cette attitude fut, pour tous les communistes albanais, un grand exemple, qui les guida dans l'âpre lutte qui avait éclaté entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne. La sympathie des forces marxistes-léninistes révolutionnaires du monde entier pour le Parti du Travail d'Albanie et le soutien qu'elles lui apportent ne firent que s'accroître.

Tout en approuvant l'attitude de sa propre délégation à la Conférence de Moscou et en la prenant pour exemple, le Parti du Travail d'Albanie apprécia aussi la ferme lutte révolutionnaire de principe menée par la délégation du Parti Communiste Chinois comme une contribution décisive à la victoire remportée par le marxisme-léninisme sur le révisionnisme à cette Conférence. La lutte soutenue en commun et les vues révolutionnaires identiques qu'ils avaient sur les grands problèmes de principe du mouvement communiste international raffermirent les liens et la coopération entre les deux Partis.

CHAPITRE VI - LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE DANS LES CONDITIONS DU BLOCUS IMPERIALISTE ET REVISIONNISTE (1960 — 1965)

1. LE IV^e CONGRES DU PARTI. ORIENTATION DONNEE EN VUE DE L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE

Le IV^e Congrès du Parti tint ses assises à Tirana du 13 au 20 février 1961. Participaient au Congrès 754 délégués à voix délibérative et 54 à voix consultative ; ils représentaient 50.802 membres du Parti et 2.857 stagiaires.

Le Congrès dressa le bilan des transformations économiques et sociales accomplies et fixa l'orientation à suivre à la nouvelle étape de l'édification socialiste du pays ; il approuva les directives du troisième plan quinquennal et renforça la position révolutionnaire du PTA dans la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne.

Construction de la base économique du socialisme

La transformation des principaux moyens de production et de circulation — industrie, mines, transports, banques et commerce — en propriété commune sociale, et l'achèvement, dans ses grandes lignes, de la coopération socialiste dans l'agriculture, avaient entraîné, de façon générale, l'élimination de l'économie multiforme, qui fit place à un système unique, socialiste, de l'économie. En 1960, la part du secteur socialiste était respectivement de 99 et de 80 pour cent dans la production industrielle et dans la production agricole ; elle couvrait la totalité du commerce de gros et 90 pour cent du commerce de détail. Près de 90 pour cent du revenu national était assuré par le secteur socialiste. Le IV^e Congrès du Parti, se fondant sur ces transformations économiques et sociales radicales, arriva à la conclusion qu'en **RP d'Albanie, la base économique du socialisme était désormais créée aussi bien à la ville qu'à la campagne.** Le triomphe des rapports socialistes de production s'accompagna de la liquidation des classes exploiteuses, en tant que classes en soi, et de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le trait le plus caractéristique, fondamental, de la structure des classes dans notre pays à l'étape actuelle est l'existence de deux classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopératisée, leur alliance sous la direction de la classe ouvrière et la consolidation, sur cette base, de l'unité morale et politique de tous les travailleurs. (Résolution du IV^e Congrès du PTA. IV^e Congrès du PTA, Tirana, 1961, p. 298.)

Les rapports entre ces deux classes étaient maintenant devenus des rapports de collaboration et d'entraide fraternelles entre travailleurs affranchis de toute exploitation.

En 1960, les ouvriers et leurs familles représentaient 22,5 pour cent de la population totale, la paysannerie laborieuse 62,8 pour cent et l'intelligentsia populaire 13,6 pour cent.

La liquidation de la propriété privée et l'établissement de la propriété sociale des principaux moyens de production, la création du système socialiste de l'économie eurent pour effet d'élargir et de consolider la base matérielle du pouvoir politique, la démocratie socialiste et l'unité du peuple et du Parti.

Les grandes transformations économiques et sociales, le travail d'édification socialiste, l'activité éducative multiforme du Parti entraînèrent une transformation marquante de la figure morale de l'homme travailleur, de sa conscience et de sa conception du travail et de la propriété sociale, de son attitude envers la société et la famille. L'idéologie socialiste devint l'idéologie dominante dans la société. Cette idéologie était une grande force qui devait servir à transformer plus profondément la conscience des hommes et leur vie matérielle.

L'établissement des rapports socialistes de production ouvrit de grandes perspectives au développement impétueux des forces productives et au renforcement de la puissance défensive du pays.

Pour l'édification de la société socialiste intégrale

La base économique du socialisme créée, l'Albanie s'engagea dans une nouvelle phase historique — dans **l'étape de l'édification de la société socialiste intégrale**. Le IV^e Congrès du Parti fixa les directions dans lesquelles le développement du pays devait s'orienter au cours de cette phase.

La tâche fondamentale assignée pour cette étape consistait à achever la construction de la base matérielle et technique du socialisme, en développant et en portant à un degré supérieur les forces productives. En fait, les premiers pas dans la construction de la base matérielle et technique du socialisme avaient été déjà accomplis avec la nationalisation des principaux moyens de production et le développement de l'économie socialiste au cours des précédents quinquennats. Le Congrès donna la directive de mener à terme la construction de cette base matérielle et technique dans les quinquennats à venir, qui devaient voir l'Albanie se transformer de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole.

La poursuite de l'industrialisation du pays fut définie comme le maillon principal de la construction complète de la base matérielle et technique du socialisme. Le Congrès recommanda de maintenir, à l'avenir également, le rôle dirigeant de l'industrie dans l'économie populaire. A cet égard, l'on envisagea de développer encore plus largement, au cours du quinquennat suivant, les diverses branches déjà créées de l'industrie nationale et d'en constituer de nouvelles, notamment celle du traitement des minerais de cuivre, de ferro-nickel, de chrome ; de mettre sur pied une industrie sidérurgique, une industrie chimique pour la production d'engrais azotés et phosphatés, etc. Dans cet effort de développement de l'industrie, le Congrès recommandait d'employer principalement des matières premières fournies par le pays même. Il donnait comme directive de maintenir la priorité de l'industrie lourde, de la production des moyens de production.

Parallèlement à celui de l'industrie, le Congrès appela à accélérer le développement de l'agriculture, en ayant pour objectif d'éliminer la disproportion de développement entre ces deux principales branches de l'économie populaire. Dans l'agriculture, la principale tâche à remplir consistait toujours à accroître la production des céréales pour assurer sur place les besoins du pays. Le Congrès exigeait en même temps une augmentation des autres productions agricoles afin de mieux satisfaire les besoins croissants de la population, les demandes de l'industrie en matières premières, et d'assurer l'essor de nos exportations. La voie principale fixée pour le développement de l'agriculture était celle de l'élévation continue des rendements, sans que fût interrompu pour autant le travail de défrichement de terres nouvelles.

Tout en développant les forces productives et en les portant à un degré supérieur, le Congrès donna la directive d'étendre et de perfectionner les rapports socialistes de production.

Le Congrès assignait aussi la tâche de renforcer et d'élargir encore davantage la propriété sociale — fondement des rapports socialistes. Ce résultat devait être obtenu en accroissant dans la mesure du possible l'accumulation intérieure, en protégeant le patrimoine socialiste contre les dégradations et les abus, en promouvant la coopération des exploitations individuelles paysannes dans les zones montagneuses, le regroupement des petites coopératives en unités plus importantes, le renforcement économique et organisationnel des coopératives agricoles.

Le Congrès donna la directive de perfectionner le système du travail avec normes, de renforcer la coopération et l'entraide entre les diverses branches de la production, entre les entreprises et collectifs de travail, d'améliorer le système de planification, d'organiser la diffusion de l'expérience avancée.

Dans le domaine de la répartition, l'orientation donnée était de perfectionner l'application du principe de la rémunération selon la quantité et la qualité du travail fourni, d'établir et d'appliquer la proportionnalité de la répartition du revenu national (entre le fonds d'accumulation et le fonds d'utilisation), ainsi qu'une juste proportion entre la répartition individuelle et sociale du fonds d'utilisation.

Sur la base du développement ininterrompu des forces productives et des rapports de production, la classe ouvrière devait grandir et se renforcer, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière se tremper encore davantage, et le niveau de vie matérielle et culturelle de la population s'élever constamment.

A cette nouvelle étape de l'édification socialiste, l'éducation communiste des travailleurs revêtait une importance primordiale.

«Le socialisme, — soulignait le camarade Enver Hoxha, — est l'œuvre des masses, et leur participation active à cette œuvre dépend directement du niveau de leur conscience socialiste».
(Enver Hoxha, Rapport d'activité du Comité Central du Parti. IV^e Congrès du PTA, p. 146.)

Le Congrès recommanda que la lutte du Parti pour l'éducation communiste eût pour premier objectif de promouvoir une attitude foncièrement socialiste envers le travail et la propriété sociale, d'éliminer les conceptions et les habitudes bourgeoises et petites-bourgeoises ancrées dans la conscience des hommes, les préjugés religieux, les superstitions et coutumes rétrogrades, d'inculquer aux travailleurs une conception scientifique matérialiste du monde.

Une autre tâche fondamentale demeurait celle de défendre la patrie socialiste, de sauvegarder les conquêtes réalisées et d'assurer de nouvelles victoires dans l'édification socialiste contre toute tentative de porter atteinte à ces conquêtes ou de les réduire à néant, et de restaurer le régime des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

Dans ce cadre, il était désormais clair que la liquidation des classes exploiteuses du pays n'avait pas éteint pour autant la lutte de classes. Cette lutte se développait également avec âpreté au cours de la phase d'édification de la société socialiste intégrale. Les débris des classes exploiteuses, dans les villes comme à la campagne, n'avaient pas renoncé à leurs rêves de regagner leurs positions et privilèges perdus. Mais la lutte de classes à l'intérieur se concentrait principalement sur le front idéologique. Elle fut définie à juste titre comme une lutte à mort entre les idéologies socialiste et bourgeoise, une lutte contre les survivances du passé, contre les coutumes, traditions et conceptions réactionnaires qui ne disparaissent pas d'un coup de la conscience des hommes, contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste. Le Congrès souligna que l'atténuation ou la cessation de la lutte de classes, surtout sur le front idéologique, prépare le terrain à la contre-révolution au-dedans et à l'intervention armée du dehors, partant, à la restauration du capitalisme.

Il était indispensable que la lutte de classes à l'intérieur fût considérée en relation étroite avec la lutte de classes qui se livrait dans l'arène internationale entre le socialisme, les peuples opprimés et le marxisme-léninisme, d'une part, et l'impérialisme, la réaction et le révisionnisme, de l'autre. L'impérialisme et le révisionnisme exerçaient une pression continue sur le PTA et le peuple albanais. Ils n'avaient pas renoncé à leurs visées sur l'Albanie ni cessé leurs tentatives d'y renverser l'ordre socialiste.

Le renforcement ultérieur de la dictature du prolétariat fut défini comme une condition indispensable de l'édification de la société socialiste intégrale et de la défense de l'ordre socialiste.

L'édification de la base économique du socialisme, la liquidation des classes exploiteuses et l'élévation de la conscience socialiste des masses travailleuses avaient entraîné la consolidation et un élargissement considérable de la base socialiste du Pouvoir populaire, sa démocratisation plus poussée.

En conformité avec les nouvelles conditions créées, les fonctions essentielles de l'Etat socialiste connaissaient un nouveau développement.

Les premières de ces fonctions étaient d'ordre économique et organisationnel, culturel et éducatif. Pour que l'Etat pût les remplir au mieux, le Congrès posa la tâche d'améliorer la méthode de direction de l'économie et de la culture par les organes du Pouvoir populaire, de perfectionner les activités de planification et d'organisation de ces organes.

La fonction de défense de la patrie socialiste assumée par l'Etat conservait toute son importance antérieure. En ce domaine, il fut fixé pour tâche d'accroître la puissance défensive du pays, de renforcer l'Armée populaire et toutes les forces armées, d'assurer la préparation militaire systématique du peuple tout entier.

La fonction répressive subsistait même après la liquidation des classes exploiteuses. La répression par la voie administrative était dirigée contre les débris des classes exploiteuses et tous les ennemis de classe, contre les agents de l'impérialisme et du révisionnisme et contre les éléments qui portaient gravement atteinte au patrimoine social et à la morale communiste, qui enfreignaient les lois de l'Etat.

A l'étape de l'édification de la société socialiste intégrale, comme aux étapes précédentes, le Parti du Travail d'Albanie restait le dirigeant et l'organisateur de toute la vie du pays. Pour être à même de remplir ce rôle, il avait pour autre tâche essentielle d'élever encore et constamment ses capacités de direction, d'organisation et d'éducation, de consolider son unité, sa trempe idéologique et sa composition sociale.

L'édification de la base économique du socialisme, la modification de la structure de classe de la société — augmentation numérique de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératisée et de l'intelligentsia populaire — avaient rendu indispensable une modification des articles des Statuts du Parti concernant les conditions d'admission. Le IV^e Congrès abolit la pratique de la différenciation

quant aux conditions requises pour l'admission au Parti, différenciation qui était fondée sur la situation sociale, et établit une règle unique pour tous les postulants. L'abolition de l'ancienne différenciation des conditions requises ne signifiait nullement que le Parti ne se souciait plus de la situation sociale de ses nouveaux membres. Il dirigerait et guiderait, comme toujours, les admissions au Parti, avec le plus grand soin, en grossissant ses rangs des militants les plus révolutionnaires, les plus actifs, les plus attachés aux masses et les plus dévoués à la cause du Parti et du peuple. A l'avenir également, l'immense majorité des nouveaux adhérents se composerait d'hommes occupés dans les secteurs productifs, à la ville et à la campagne, en premier lieu d'ouvriers de l'industrie, des mines et des transports, puis de membres des coopératives agricoles.

Les directives du troisième plan quinquennal

Le Congrès élabora les directives du troisième plan quinquennal (1960-1965) de développement économique et culturel, avec pour orientation générale l'édification de la société socialiste intégrale. Ces directives fixaient les tâches essentielles suivantes : **le troisième quinquennat devait marquer un important pas en avant dans la construction de la base matérielle et technique du socialisme; l'Albanie devait progresser plus rapidement dans la voie de sa transformation de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire ; la production agricole devait augmenter à des rythmes encore plus rapides et, en conséquence, le niveau matériel et culturel des masses travailleuses s'élever davantage.**

L'augmentation du volume global de la production industrielle, prévue pour le quinquennat, était de 52 pour cent, soit un taux annuel moyen de 8,7 pour cent. La production de moyens de production devait augmenter d'environ 54 pour cent, et celle des biens de consommation courante d'au moins 50 pour cent. Un rythme plus rapide de développement devait être atteint en particulier dans la production des pièces de rechange, du ciment, du cuivre Blister, du minerai de ferro-nickel, de l'énergie électrique, de la verrerie, de la bonneterie et des lainages, des chaussures, de certains produits ligneux, des produits alimentaires, etc.

Les directives prévoyaient aussi une augmentation de la production agricole de 72 pour cent, représentant un taux annuel moyen de 15,5 pour cent. Mais c'était surtout la production des céréales, du tabac, du coton, des olives, des légumes, des pommes de terre et des fruits qui devait enregistrer un taux d'accroissement plus élevé.

Afin de mener à bien les tâches fixées par le plan, l'Etat devait augmenter les investissements de 51 pour cent par rapport à ceux du deuxième plan quinquennal, et en affecter 82 pour cent aux secteurs productifs.

Le revenu national devait augmenter de 56 pour cent, le salaire réel des ouvriers et des employés de 30 pour cent, et les revenus des paysans de 35 pour cent. Les crédits alloués aux assurances sociales, aux pensions de retraite, à l'instruction et à la culture, aux jardins d'enfants et aux crèches bénéficieraient d'une augmentation encore plus sensible, et la gratuité de l'assistance médicale devait être étendue à toute la population, y compris la paysannerie.

Le troisième plan quinquennal prévoyait un tournant dans l'organisation de l'enseignement populaire et des activités de recherche afin de rattacher plus étroitement l'école et la science à la pratique de l'édification socialiste, à la vie. Le nombre des cadres sortant des établissements d'enseignement secondaire et supérieur devait plus que doubler par rapport à 1960.

La réalisation du troisième plan quinquennal se fondait principalement sur l'emploi des ressources, des moyens et des forces du pays, sur l'augmentation de la productivité du travail, l'exploitation totale des capacités productives, la découverte et la mise en valeur de toutes les réserves, la réduction des pertes et la suppression des frais superflus, etc. Cette réalisation s'appuyait aussi sur l'aide que les pays

socialistes — l'Union Soviétique, la RP de Chine et les autres pays de démocratie populaire — devaient apporter à l'Albanie, en vertu des accords conclus ou en cours de conclusion.

Sans combattre le révisionnisme, on ne saurait combattre avec succès l'impérialisme, on ne saurait sauvegarder l'unité dans le mouvement communiste international

Le IV^e Congrès tenait ses assises dans des conditions marquées par l'aggravation de la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme au sein du mouvement international. Le révisionnisme était devenu un danger redoutable et direct menaçant les grandes victoires historiques remportées par le prolétariat, le socialisme, le marxisme-léninisme. Au révisionnisme titiste s'étaient joints le révisionnisme khrouchtchévien et d'autres courants. A la différence de l'ancien révisionnisme de Bernstein, Kautsky et autres, qui avait vécu des aumônes de la bourgeoisie dominante, le révisionnisme moderne était un révisionnisme au pouvoir, qui disposait d'une grande puissance économique et militaire. Le pire était que ce révisionnisme était à la tête de l'Union Soviétique, du premier Etat socialiste et du Parti Communiste de Lénine et Staline. Cela constituait la plus grande tragédie qu'eût connue le mouvement communiste international. L'idéologie bourgeoise ainsi que les nombreux intérêts qu'ils avaient en commun avaient rapproché et unissaient toujours plus étroitement les révisionnistes modernes, et les impérialistes, les sociaux-démocrates et tous les laquais de l'impérialisme dans la lutte contre le communisme, contre la révolution. L'impérialisme mondial voyait dans les révisionnistes modernes, principalement dans les khrouchtchéviens, ses alliés les plus sûrs, et, dans cette alliance, le meilleur moyen d'échapper à la grave crise générale et à la défaite totale qui le menaçaient.

Les révisionnistes khrouchtchéviens jetèrent au rebut la Déclaration de la Conférence des partis communistes et ouvriers de novembre 1960, dès le lendemain même de cette réunion. Ils appliquaient dans tous les domaines leur ligne révisionniste et déployaient une activité scissionniste sous des formes et méthodes brutales de pression et d'ingérence dans les affaires intérieures des pays socialistes et des partis frères pour leur imposer leur ligne antimarxiste et organiser un bloc contre les partis marxistes-léninistes qui s'opposaient au révisionnisme.

Dans ces conditions, le PTA considérait comme un devoir primordial de défendre avec vigilance et d'appliquer conséquemment sa ligne générale révolutionnaire, de sauvegarder la pureté du marxisme-léninisme, de défendre et de propager les principes fondamentaux marxistes-léninistes que les révisionnistes avaient pris pour cible.

La lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme se livrait principalement sur les grands problèmes de l'évolution mondiale, qui furent posés et discutés à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers. Le Parti du Travail d'Albanie par la voix de sa délégation à cette Conférence avait clairement exprimé sa position révolutionnaire sur ces problèmes. Le IV^e Congrès sanctionna cette position. Il déclara :

«approuver entièrement l'activité de la délégation du Parti du Travail d'Albanie conduite par le camarade Enver Hoxha à la Conférence de Moscou de novembre 1960, ainsi que les documents historiques qui y furent adoptés... Notre Parti, tout comme il a appliqué la Déclaration de 1957, appliquera fidèlement aussi la Déclaration de 1960 et luttera pour sa mise en œuvre». (Résolution du IV^e Congrès du PTA. Le IV^e Congrès du PTA, p. 316.)

Le Congrès condamna sévèrement les points de vue révisionnistes sur la collaboration et la coexistence des classes à intérêts opposés ainsi que les efforts de tous ceux qui cherchaient à présenter l'époque actuelle comme une époque de tranquillité et d'harmonie générale, où le monde entier passera au socialisme sans révolutions, sans insurrections et sans guerres de libération. Il dénonça les tentatives des révisionnistes modernes de renier les enseignements marxistes-léninistes sur la révolution socialiste et la dictature du prolétariat, et souligna que ces enseignements ont été et demeurent des lois générales pour le passage au socialisme et la construction de la société socialiste.

Mettant en relief le danger que présentaient les efforts des révisionnistes en vue d'anéantir la dictature du prolétariat, le IV^e Congrès du PTA indiquait :

«Pour les partis marxistes-léninistes, il est clair comme le jour que non seulement la liquidation de l'Etat socialiste, mais même le moindre affaiblissement des organes de la dictature du prolétariat, la libéralisation de celle-ci, équivaudraient à un suicide pour nos pays socialistes. Cela a été confirmé une nouvelle fois et on ne peut mieux par la triste expérience de la contre-révolution hongroise». (Enver Hoxha, Rapport au IV^e Congrès du PTA. Le IV^e Congrès du PTA, pp. 155-156.)

Dans des conditions caractérisées par l'activité fébrile, antisocialiste, contre-révolutionnaire et scissionniste des révisionnistes, le PTA considérait comme une tâche très importante des partis communistes et ouvriers et des Etats socialistes de sauvegarder et de renforcer l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international.

«... Notre Parti et notre Gouvernement ont levé encore plus haut le drapeau de l'unité, ils ont été, ils sont et seront toujours prêts à affronter toutes les difficultés et à accomplir jusqu'au bout leur devoir internationaliste...» (Ibid., p. 17.)

«Notre Parti, se fondant sur les principes de la Déclaration de Moscou, ne cessera de lutter pour le renforcement de l'unité du mouvement communiste et ouvrier international, pour le développement de la solidarité internationaliste et des liens avec tous les partis frères.» (Ibid., p. 162.)

Le IV^e Congrès du PTA considérait que, pour défendre le marxisme-léninisme et l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste, il était indispensable de mener une lutte résolue contre le révisionnisme moderne, d'annihiler son activité de scission et de sape. Il condamna les efforts des dirigeants de certains partis communistes et ouvriers pour faire en sorte que le révisionnisme ne soit plus défini comme le principal danger dans le mouvement communiste international, ni le révisionnisme yougoslave dénoncé comme l'expression condensée du révisionnisme moderne, ainsi qu'il en avait été unanimement décidé à la Conférence de Moscou.

«Sans démasquer impitoyablement le révisionnisme... on ne peut démasquer comme il se doit l'impérialisme.» (Enver Hoxha, Rapport au IV^e Congrès du PTA. Le IV^e Congrès du PTA, p. 159.)

Pour toutes ces raisons, le Congrès recommandait :

«que la lutte contre le révisionnisme soit poursuivie et encore intensifiée jusqu'à la destruction idéologique et politique totale de celui-ci. Tout en luttant avec résolution contre le révisionnisme en tant que principal danger, le Parti doit combattre aussi toute manifestation de dogmatisme et de sectarisme.» (Résolution du IV^e Congrès du PTA. Le IV^e Congrès du PTA, p. 315.)

S'il observa une rigoureuse attitude de principe contre le révisionnisme et dénonça les vues révisionnistes, le IV^e Congrès ne critiqua pourtant pas ouvertement la direction soviétique à propos de ces vues, de son activité scissionniste au sein du mouvement communiste et du camp socialiste, ni de ses actes d'ingérence et de ses activités antimarxistes à rencontre du Parti du Travail d'Albanie et de la République Populaire d'Albanie. Cela, le Parti du Travail d'Albanie l'avait déjà fait à la Conférence de Moscou, qui était une assemblée de partis frères, ainsi qu'aux réunions à huis clos de son propre Comité Central et de ses organisations. Il ne désirait pas rendre publiques ses divergences avec le Parti Communiste de l'Union Soviétique et certains autres partis, et respectait rigoureusement le principe du règlement des désaccords entre partis frères par voie de consultations, comme il en avait été décidé à la dernière Conférence de Moscou.

La dénonciation des points de vue antimarxistes des révisionnistes modernes par le IV^e Congrès se heurta à l'opposition directe des représentants de la direction du PCUS et de certains autres partis communistes et ouvriers, qui assistaient au Congrès. Connaissant bien la position marxiste-léniniste et

la lutte résolue que la délégation du Parti du Travail d'Albanie avait soutenue contre le révisionnisme moderne, à la dernière Conférence de Moscou, ces représentants étaient venus au IV^e Congrès du PTA avec la mission spéciale d'exercer une pression sur les délégués au Congrès, de les amener à s'opposer à la ligne marxiste-léniniste militante de leur Parti et à se mettre en opposition avec la direction de celui-ci.

A cette fin, le représentant soviétique et ceux de certains autres partis présentèrent dans leurs interventions des thèses contraires à celles du rapport du CC du Parti du Travail d'Albanie. Recourant au chantage et à la démagogie, il s'efforcèrent d'obliger aussi les représentants des autres partis communistes et ouvriers à modifier le fond de leurs interventions et à se désolidariser de la ligne du Parti du Travail d'Albanie.

Ces actes d'ingérence des révisionnistes modernes causèrent une vive indignation parmi les délégués au Congrès. Ceux-ci y ripostèrent en exprimant leur détermination de poursuivre avec encore plus de rigueur la lutte pour la sauvegarde de la pureté du marxisme-léninisme, pour mettre en œuvre la ligne politique révolutionnaire du Parti du Travail d'Albanie et les décisions du IV^e Congrès, en renforçant encore davantage l'unité du Parti autour du Comité Central ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha.

Avant de clôturer ses travaux, le Congrès élit à l'unanimité le Comité Central du Parti composé de 53 membres et de 29 membres suppléants. Enver Hoxha fut réélu au poste de Premier Secrétaire.

Le IV^e Congrès du PTA est entré dans l'histoire comme le congrès qui ouvrit une nouvelle étape dans le développement du pays, l'étape de l'édification de la société socialiste intégrale, et qui prépara le Parti à lancer une attaque idéologique générale contre le révisionnisme moderne.

A ce Congrès se manifestèrent l'unité monolithique marxiste-léniniste du Parti et sa détermination de sauvegarder et de renforcer cette unité contre toute visée et toute tentative des révisionnistes modernes. Cette détermination s'exprima avec une grande force dans les interventions des délégués, interventions marquées d'un sain contenu idéologique et d'un ardent esprit de combat, dans l'adoption unanime des rapports, de la résolution et des directives relatives au troisième plan quinquennal, ainsi que dans l'élection à l'unanimité des organes directeurs suprêmes du Parti.

Le IV^e Congrès fut en même temps une haute expression du profond esprit internationaliste prolétarien du PTA, de sa solidarité indéfectible envers le mouvement communiste et ouvrier international, envers tous les peuples qui luttent pour le socialisme, l'indépendance nationale, la liberté et la paix.

2. LE PARTI EN LUTTE POUR LA REALISATION DES TACHES DU TROISIEME PLAN QUINQUENNAL. LES VISEES HOSTILES DES REVISIONNISTES CONTRE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE SONT BRISEES

La classe ouvrière, la paysannerie coopératisée et l'intelligentsia populaire souscrivirent immédiatement à ces décisions du IV^e Congrès du Parti et mobilisèrent toutes leurs forces pour les réaliser. Le profond esprit révolutionnaire qui avait pénétré les travaux et les décisions du Congrès suscita un grand enthousiasme parmi les larges masses travailleuses et les soutint dans leur lutte pour surmonter les difficultés et les obstacles qui se dressaient sur leur chemin et pour mener à bien les tâches du troisième plan quinquennal.

L'élaboration et l'exécution des plans de développement économique et culturel ont toujours été considérées par le Parti comme un grand devoir politique. Mais dans les circonstances de l'âpre lutte que se livraient le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne, la réalisation du troisième quinquennat avait une portée politique encore plus grande que celle des quinquennats précédents.

C'est seulement en prenant profondément conscience de l'aspect politique des problèmes économiques que les masses travailleuses pourraient mettre toutes leurs aptitudes, leur pensée créatrice et leur labeur au service de la réalisation de ce plan.

Renforcement du régime d'économies

Pour mener à bien les tâches du troisième plan quinquennal le Parti s'appliqua à assurer la meilleure utilisation possible de toutes les valeurs matérielles et financières, à établir un régime sévère d'épargne dans l'économie nationale et dans toute l'activité étatique et sociale du pays. Le régime d'épargne, en tant que méthode de direction dans l'économie socialiste, procède du mode socialiste de production. La transformation socialiste de l'économie nationale, la création de la propriété socialiste à la ville comme à la campagne avaient permis d'étendre la sphère d'application du régime d'économies, de découvrir des réserves intérieures permanentes et de les transformer en sources complémentaires pour le développement de l'économie et de la culture. D'autre part, la mise en valeur optimale des réserves intérieures aidait directement à surmonter les difficultés qui dérivait de l'encerclement capitaliste-révisionniste du pays.

En outre, la Parti prévoyait qu'à l'avenir le groupe Khrouchtchev et ses tenants intensifieraient leur activité de sape contre la République Populaire d'Albanie. Cela rendait encore plus nécessaire l'utilisation, sur une plus grande échelle et avec encore plus de parcimonie, des ressources, des forcés et des moyens financiers intérieurs.

Le PTA soumit ce problème si important au jugement des masses travailleuses pour solliciter leur pensée créatrice et faire ainsi de cette question un problème du peuple tout entier. La vaste consultation populaire organisée en juin 1961 rassembla tous les collectifs de travailleurs des entreprises. Ceux-ci avancèrent des propositions concrètes très précieuses en vue d'accroître la production sans coût supplémentaire. Dans l'industrie pétrolière, l'organisation du Parti prit l'initiative de faire fonctionner cette industrie trois mois par an uniquement sur les réserves intérieures, sans employer de pièces de rechange ni d'autre matériel importé. Cette initiative fut suivie par les autres organisations du Parti et les travailleurs dans les divers secteurs de l'économie nationale. Il en résulta qu'au cours de 1961, la diminution des coûts de production, des investissements superflus et prématurés, et d'autres mesures devaient permettre de réaliser une économie d'un milliard 700 millions de leks, somme qui représentait plus de 6 pour cent du budget national.

La consultation populaire sur le régime d'économies montra l'élévation à un degré supérieur de la maturité politique et du patriotisme socialiste du peuple albanais et son empressement à répondre aux exigences politiques du moment. Cette consultation montra aussi qu'il était indispensable que les entreprises et les institutions d'Etat soient plus attentives dans l'élaboration des plans économiques afin de mieux détecter et exploiter les possibilités de développement de l'économie populaire.

Le Comité Central du Parti analysa les résultats de cette consultation populaire et en fit la synthèse. Il détermina, sur cette base, les principales orientations du renforcement ultérieur du régime d'économies. Les plus grands soins furent consacrés à ménager l'outillage productif, en en assurant un emploi plus rationnel, à remplacer les matières premières et le matériel coûteux par d'autres meilleur marché, le matériel importé par celui produit dans le pays, sans nuire à la qualité. D'importantes économies devaient être réalisées en assurant un processus ininterrompu de production, l'utilisation la plus complète possible des machines et des installations, l'exploitation rationnelle des heures de travail, la diminution des dépenses dans la sphère improductive, l'augmentation des revenus provenant des exportations.

De grandes possibilités d'économie et de nombreuses réserves existaient aussi dans le domaine des investissements. A cet égard, il était fait un devoir aux institutions étatiques concernées de procéder à des études approfondies pour déterminer exactement la rentabilité économique des nouveaux ouvrages projetés, sans en négliger la portée politique.

Le PTA face à l'assaut farouche de la direction révisionniste soviétique

Le Parti et les masses travailleuses avaient à peine commencé de mettre en œuvre les tâches du troisième plan quinquennal que la direction soviétique déclenchait un assaut général contre la République Populaire d'Albanie sur le front politique et économique, en étendant également les divergences idéologiques au domaine des relations d'Etat à Etat.

La direction soviétique rompit unilatéralement tous les accords régulièrement conclus entre les deux pays. Elle supprima totalement les crédits qu'en vertu de ces accords elle s'était engagée à fournir à l'Albanie de 1961 à 1965, dénonça tous les accords commerciaux, technico-scientifiques et culturels, rappela de façon démonstrative et menaçante tous les spécialistes soviétiques.

Ces agissements antimarxistes, anti-albanais de la direction soviétique furent accompagnés, en avril 1961, d'une lettre du Gouvernement de l'URSS au Gouvernement de la RPA, dans laquelle il était dit, entre autres, que l'Albanie «ne pouvait plus dorénavant espérer recevoir, comme par le passé, de l'Union Soviétique, une aide à laquelle n'ont droit que les vrais amis et frères» (!) ; que «l'Union Soviétique estimait désormais nécessaire d'établir ses relations avec l'Albanie sur une base nouvelle» (!). En d'autres termes, la direction révisionniste soviétique proclamait maintenant publiquement, alors qu'elle le faisait déjà en pratique, qu'elle avait renoncé à entretenir avec l'Albanie des relations fraternelles d'entraide, comme doivent l'être celles des pays socialistes entre eux. Aussitôt après, en mai, elle rompit arbitrairement les accords bilatéraux en vigueur, conclus avec l'Albanie en vertu du Traité de Varsovie, supprimant complètement l'envoi d'armements et d'autres équipements techniques nécessaires à l'Armée Populaire Albanaise. Elle retira à la face du monde tous ses navires de guerre de la base navale de Vlorë et s'appropriâ les 8 sous-marins ainsi que les navires de guerre albanais au radoub à Sébastopol. Ces actions affaiblissaient la puissance défensive de la RPA et du camp socialiste, excitaient vivement les convoitises des impérialistes américains, des monarcho-fascistes grecs et des révisionnistes comploteurs yougoslaves.

Néanmoins, le PTA ne condamna pas publiquement ces actes hostiles de la clique Khrouchtchev. Bien au contraire, le Comité Central du PTA écrivait encore en juillet 1961, au Comité Central du PCUS :

«Il faut éviter d'étendre les divergences idéologiques existant entre nos deux Partis au domaine des relations d'Etat à Etat, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan politique et militaire. Notre Parti et notre Gouvernement n'ont jamais refusé d'avoir des entretiens bilatéraux sur toutes les questions. Mais nous avons déjà souligné et nous soulignons encore qu'il convient, à cette fin, que soient créées les conditions requises, des conditions d'égalité pour les deux parties. » (Lettre du CC du PTA au CC du PCUS, 6 juillet 1961. ACP.)

Mais les révisionnistes khrouchtchéviens n'accueillirent même pas cette demande et ils ne cessèrent pas non plus leurs attaques hostiles contre le Parti et le peuple albanais. Ils annulèrent «l'accord sur l'instruction des citoyens de la RPA dans les établissements d'enseignement de l'Union Soviétique», supprimèrent les bourses de tous les étudiants réguliers albanais, civils et militaires, et les renvoyèrent d'Union Soviétique. Depuis lors, ils avaient exclu en fait la RPA de l'Organisation du Traité de Varsovie, faisant fi de la souveraineté du peuple albanais. C'est dans cet esprit qu'ils dénièrent notamment à la délégation plénipotentiaire du PTA conduite par le camarade Ramiz Alia, secrétaire du Comité Central, le droit de participer à la réunion des représentants des partis communistes et ouvriers des pays membres du Traité de Varsovie, réunion qui se tint en août 1961, à Moscou.

Ainsi la direction soviétique, Khrouchtchev en tête, organisa contre l'Albanie socialiste un dur blocus économique, politique, militaire, qu'elle accompagna d'une activité hostile multiforme, ouverte ou voilée. Elle visait par là à créer en RP d'Albanie une situation d'insécurité, à forcer le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais à fléchir, à s'écarter de la voie marxiste-léniniste, à se soumettre au diktat khrouchtchévien et à embrasser la ligne révisionniste.

Cet objectif des révisionnistes khrouchtchéviens apparut encore plus clairement au XXII^e Congrès du PCUS qui se réunit en octobre 1961. Violant brutalement les Déclarations de Moscou de 1957 et de 1960, et les normes les plus élémentaires des relations entre partis communistes et ouvriers frères, Khrouchtchev et son groupe attaquèrent publiquement le Parti du Travail d'Albanie, lançant contre lui les plus viles calomnies et accusations.

Dans son rapport au Congrès, Khrouchtchev alla jusqu'à qualifier la direction du PTA «d'agent de l'impérialisme», «vendue pour 30 deniers» et à appeler les communistes et le peuple albanais à la contre-révolution.

La direction révisionniste soviétique avait pour objectif de soulever contre le PTA la totalité des délégués au Congrès et des représentants des partis communistes et ouvriers du monde. Mais elle n'atteignit pas son but. Maints représentants des partis frères et un grand nombre de délégués qui prirent la parole à ce Congrès ne se prononcèrent pas en faveur de cette attitude antimarxiste de la direction soviétique. En particulier, la délégation du Parti Communiste Chinois condamnait ouvertement cette méthode de complot. Elle signala dans son intervention que les critiques unilatérales et l'étalage devant l'ennemi des désaccords entre partis frères ne pouvaient être tenus pour une attitude sérieuse, marxiste-léniniste. La plupart des délégations étrangères qui se prononcèrent au Congrès contre le PTA n'étaient pas au courant de l'évolution des relations soviéto-albanaises, et elles ne firent que se soumettre aveuglément au diktat de la direction soviétique. En dévoilant ainsi publiquement et unilatéralement les désaccords et en lançant ouvertement son attaque contre le PTA, le groupe Khrouchtchev fournit des armes aux ennemis, assumant ainsi une responsabilité historique, celle de la scission de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international.

Le PTA en lutte ouverte contre la direction révisionniste soviétique

Dans ces conditions, le PTA ne pouvait pas se taire. Il avait non seulement le droit, mais encore le devoir de faire connaître publiquement son point de vue, de révéler au mouvement communiste et à l'opinion publique internationale la vérité sur les relations entre le PTA et la direction révisionniste soviétique, sur l'activité hostile, anti-albanaise, de cette direction.

Le Comité Central du PTA, répondant aux calomnies et aux attaques antimarxistes du groupe Khrouchtchev, faisait ressortir qu'elles

«ne servent que les ennemis du communisme et de la République Populaire d'Albanie, les divers impérialistes et les révisionnistes yougoslaves... En s'en prenant publiquement au Parti du Travail d'Albanie, N. Khrouchtchev a effectivement entrepris une attaque ouverte contre l'unité du mouvement communiste et ouvrier international, contre l'unité du camp socialiste. La responsabilité de cet acte antimarxiste et de toutes les conséquences qui en découlent retombe entièrement sur N. Khrouchtchev.» (Déclaration du CC du PTA, 20 octobre 1961. «Zëri i Popullit», 21 octobre 1961.)

Le discours prononcé par le camarade Enver Hoxha le 7 novembre 1961, à l'occasion du 20^e anniversaire de la fondation du PTA et du 44^e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre, comportait une analyse marxiste-léniniste approfondie des relations albanos-soviétiques. Le PTA y démontrait clairement que la tension survenue dans ces relations avait pour cause la politique antimarxiste et chauvine de grande puissance poursuivie par Khrouchtchev et son groupe révisionniste. Ce groupe avait trahi le marxisme-léninisme et la politique traditionnelle que le Parti Bolchevik et le gouvernement soviétique avaient pratiquée sans discontinuer sous la direction de Lénine et de Staline.

Au cours de ses 20 années d'existence, le PTA n'avait cessé de lutter pour le renforcement de l'amitié qui unissait le peuple albanais et le peuple soviétique, pour l'établissement des liens les plus étroits entre la RPA et l'URSS. Il avait éduqué les communistes et le peuple albanais dans un esprit de fidélité et d'attachement sans bornes au grand Parti de Lénine et de Staline, et au premier Etat socialiste.

L'expérience du Parti Communiste de l'Union Soviétique avait été, pour la révolution populaire et pour l'édification socialiste, une source d'inspiration et un précieux enseignement. La République Populaire d'Albanie avait reçu de l'Union Soviétique une aide généreuse et multiple. La coopération entre le Parti et l'Etat albanais d'une part et le Parti et l'Etat soviétiques de l'autre, avait suivi, jusqu'à l'été 1960, un cours normal. Exprimant le désir et la détermination du Parti et du peuple albanais tout entier, le camarade Enver Hoxha souligna que leurs sentiments de pure amitié pour les peuples frères de l'Union Soviétique demeurerait immuables. Toutefois, le PTA ne pactiserait en aucune manière avec la ligne révisionniste du groupe Khrouchtchev, il ne consentirait jamais à renier ses vues et ses convictions marxistes-léninistes ni ne se soumettrait au diktat khrouchtchévien.

Le temps avait clairement prouvé que le groupe Khrouchtchev avait usé de la lutte contre «le culte de la personnalité de Staline» comme d'une arme contre le marxisme-léninisme, comme d'un moyen pour atteindre ses buts antimarxistes sur les plans intérieur et international. A ce propos, le PTA exprima une nouvelle fois son point de vue bien connu selon lequel Staline avait été et resterait une des personnalités et un des dirigeants les plus éminents non seulement de l'Union Soviétique, mais encore du mouvement communiste et ouvrier international, un des classiques du marxisme-léninisme.

Le PTA voyait dans la direction soviétique, Khrouchtchev en tête, non seulement son propre ennemi et celui du peuple albanais tout entier, mais avant tout un ennemi du marxisme-léninisme et de l'Union Soviétique elle-même. Il exprima sa conviction que les communistes et le peuple soviétique finiraient par comprendre le danger que représentait la ligne révisionniste des XX^e et XXII^e Congrès pour la cause du socialisme et du communisme en Union Soviétique comme à l'échelle mondiale.

Le camarade Enver Hoxha fit observer que le critère de la fidélité aux enseignements du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, de l'attachement à l'Union Soviétique, ne consiste pas dans l'attitude adoptée à l'égard du XX^e Congrès ou du programme approuvé au XXII^e Congrès du PCUS. Les résolutions des congrès d'un parti ne sont obligatoires que pour ses membres. Les partis communistes et ouvriers sont égaux et indépendants. Ils élaborent leur politique en partant des conditions concrètes de leurs pays et en s'appuyant sur les enseignements du marxisme-léninisme. Les tentatives des révisionnistes khrouchtchéviens de présenter les thèses opportunistes du XX^e Congrès comme des normes internationales obligatoires pour tous les partis communistes et ouvriers n'avaient rien de commun avec les enseignements du marxisme-léninisme et constituaient en outre une violation directe du principe de l'égalité et de l'indépendance des partis marxistes-léninistes.

En même temps, le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie lançait un nouvel appel au Comité Central du PCUS, élu à son XXII^e Congrès, pour qu'il analyse avec objectivité et dans un esprit d'équité léniniste la grave situation créée dans les relations soviéto-albanaises du fait des agissements antimarxistes du groupe Khrouchtchev.

«Profondément préoccupé par l'état actuel regrettable et extrêmement grave des relations albanosoviétiques, état qui a son origine dans les actions brutales et antimarxistes de Khrouchtchev et de son groupe, le Parti du Travail d'Albanie appelle le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique à examiner avec sang-froid la situation créée et à prendre les mesures utiles en vue de la normaliser...». (Lettre du CC du PTA adressée au CC du PCUS, approuvée par le Plénum le 12 octobre 1961 et remise à l'ambassade soviétique à Tirana le 11 novembre 1961. ACP.)

«Notre Parti, au nom de l'unité du mouvement communiste et du camp socialiste, des intérêts de nos pays, a toujours été disposé à aplanir les divergences existantes. Mais il a toujours estimé et estime toujours que ces questions doivent être résolues d'une manière juste et uniquement par la voie marxiste-léniniste dans des conditions d'égalité et non pas de pressions et de diktat. Nous espérons fermement en l'esprit de justice du Parti communiste de l'Union Soviétique». (Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion solennelle consacrée au 20^e anniversaire de la fondation du PTA et au 44^e anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre. Tirana, 1961, éd. alb., p. 79.)

A cette demande faite dans un esprit de franche camaraderie, le groupe révisionniste de Khrouchtchev répondait par un nouvel acte hostile, sans précédent dans les rapports entre pays socialistes, la rupture des relations diplomatiques avec la République Populaire d'Albanie. Pour justifier son action, il lança contre la RPA une attaque gratuite, sous prétexte que «le gouvernement albanais avait déclenché dans son pays une campagne calomnieuse et hostile contre l'URSS», que «ce gouvernement appliquait avec préméditation des mesures tendant à entraver l'activité normale de l'ambassade et de la représentation commerciale de l'URSS en Albanie» etc. Or cette action avait pour véritable motif l'échec des efforts des dirigeants soviétiques pour obliger le PTA à renoncer à la lutte de principe qu'il menait contre leur ligne révisionniste, l'échec de leurs tentatives d'imposer à tout prix cette ligne au PTA et aux autres partis communistes et ouvriers.

En engageant une lutte ouverte contre le révisionnisme khrouchtchévien, le PTA en assumait toutes les responsabilités devant le peuple albanais comme devant le mouvement communiste international. Il engagea cette lutte avec la conviction qu'il en sortirait victorieux car il défendait une cause juste, la cause du marxisme-léninisme, la cause du socialisme, parce que, dans cette lutte, il avait à ses côtés comme compagnons d'armes les communistes et toutes les forces révolutionnaires dans le monde entier. En même temps, afin d'écarter toute idée fallacieuse que l'on aurait pu se faire quant à une victoire facile et rapide, le Comité Central donnait cet avertissement :

«la lutte qui vient d'être imposée à notre Parti et à notre peuple sera longue et ardue. Mais les difficultés ne les ont jamais effrayés». (Déclaration du CC du PTA, 20 octobre 1961. «Zëri i Popullit», 21 octobre 1961.)

L'unité d'acier du peuple autour du Parti en lutte contre les révisionnistes khrouchtchéviens

Les révisionnistes soviétiques comptaient bien que la rupture des relations diplomatiques avec l'Albanie et le blocus économique qu'ils lui imposaient isoleraient complètement celle-ci, et qu'étant un petit Etat, elle ne pourrait résister aux pressions et finirait par s'agenouiller. Selon les révisionnistes soviétiques, deux seules voies s'ouvraient à l'Albanie: soit accepter la ligne antimarxiste des XX^e et XXII^e Congrès et se soumettre à leur diktat, soit se jeter dans les bras de l'impérialisme. Faisant mal leurs calculs, ils espéraient que le peuple albanais, animé par son amour pour l'Union Soviétique, se dresserait contre la direction révolutionnaire de son Parti et de son Etat.

En rompant les relations diplomatiques avec la RP d'Albanie, les révisionnistes khrouchtchéviens visaient également à donner une leçon aux autres pays de démocratie populaire et à leur montrer que la moindre désobéissance à leur diktat entraînerait les mêmes mesures à leur égard.

L'activité hostile du groupe Khrouchtchev, exercée dans tous les domaines, économique, militaire, politique et culturel, causa de graves préjudices au peuple albanais. Les crédits qui devaient être accordés à la République Populaire d'Albanie, en vertu des accords réguliers conclus avec le gouvernement soviétique, étaient appelés à couvrir une part importante des investissements du troisième plan quinquennal. La suspension totale de ces crédits rendait problématique la construction de certains grands ouvrages de ce plan. Le volume des importations et des exportations avec l'Union Soviétique pendant douze années consécutives avait représenté pour la RPA 50 pour cent de ses échanges avec l'étranger. La rupture totale, du fait du gouvernement soviétique, des relations commerciales avec l'Albanie créait d'énormes difficultés pour les exportations de produits albanais et les importations de machines et autres produits industriels, très nécessaires au développement de l'économie populaire. En outre, la suspension de l'aide militaire mettait le gouvernement albanais dans l'obligation d'imposer une lourde charge à l'économie du pays pour renforcer la défense de la Patrie et les frontières du camp socialiste dans cette zone.

Dans cette grave conjoncture, les puissances impérialistes, de leur côté, crurent le moment venu d'attirer la RP d'Albanie dans le camp impérialiste. Dans cette intention, elles ne tardèrent pas à lui offrir des crédits et se montrèrent prêtes à satisfaire à toute sollicitation éventuelle de sa part.

Mais tout comme les révisionnistes khrouchtchéviens, les impérialistes se trompèrent grossièrement dans leurs calculs et virent leurs espoirs déçus. Dans son discours du 7 novembre 1961, le camarade Enver Hoxha avait très clairement exprimé les sentiments du peuple albanais et sa résolution d'aller de l'avant dans la voie du socialisme sans reculer devant les difficultés et les obstacles.

«... Le peuple albanais et son Parti du Travail se nourriront d'herbe s'il le faut, mais ils ne se vendront jamais pour trente deniers, ils préfèrent mourir debout et dans l'honneur plutôt que vivre dans la honte et à genoux». (Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion solennelle consacrée au 20e anniversaire de la fondation du PTA et au 44^e anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre, p. 43.)

A l'appel des révisionnistes khrouchtchéviens à renverser la direction du Parti et de l'Etat, à leurs attaques, pressions et chantages, les communistes albanais et les larges masses des travailleurs ripostèrent en redoublant leurs efforts pour réaliser les tâches du plan, en resserrant encore davantage leurs rangs autour du Parti et du Comité Central. L'unité d'acier du peuple et du Parti fut portée à un degré encore plus haut.

L'année 1961 vit encore s'accroître l'initiative créatrice des larges masses travailleuses et leur aptitude à mettre encore mieux à profit les capacités de l'économie populaire.

En dépit du retrait des spécialistes soviétiques et des autres difficultés créées par la suppression des crédits, la résolution et la mobilisation des cadres, des techniciens et des travailleurs albanais assurèrent, dans l'ensemble, la poursuite des travaux pour l'achèvement des ouvrages en cours de construction, dont une partie furent mis en service dans les délais prévus.

La direction avisée du Parti et le travail plein d'abnégation du peuple assurèrent la réalisation du plan pour 1961. Le volume global de la production industrielle, pour cette année-là, fut dépassé de 5 pour cent. Malgré les conditions atmosphériques défavorables, le volume global de la production agricole augmenta de 22 pour cent par rapport à 1960.

Ces résultats permirent de maintenir, malgré les difficiles conditions du blocus, les conditions de vie de la population à leur niveau antérieur. Conformément aux prévisions du plan, un arrêté du Comité Central du Parti et du Conseil des Ministres prescrivait, en octobre 1961, une baisse des prix de détail des articles industriels, baisse qui apporta à la population un gain annuel de 800 millions de leks (anciens). Le Parti avait maintenant devant lui une autre tâche très importante, celle d'assurer la réalisation des plans des années suivantes du quinquennat. Mais pour y réussir, il lui fallait surmonter de grandes et multiples difficultés.

Ces difficultés s'aggravèrent encore en 1962 à la suite de la suppression des crédits accordés jusque-là à l'Albanie, par les gouvernements de certains pays de démocratie populaire d'Europe, qui suivaient la ligne et l'exemple du gouvernement soviétique. Tout en ne rompant pas complètement, comme l'avait fait le groupe Khrouchtchev, leurs rapports économiques avec la RPA, ces gouvernements, à des fins déterminées, firent longuement traîner la conclusion des accords commerciaux et refusèrent d'échanger leurs produits si nécessaires au développement de l'économie albanaise contre les produits albanais d'exportation.

Dans les conditions créées par le blocus et les pressions de toute sorte imposées à l'Albanie par les révisionnistes modernes, il était de première importance de détecter et d'utiliser au maximum les réserves intérieures et les capacités créatrices des ouvriers et des techniciens. La nécessité de s'appuyer sur ses propres forces prenait maintenant un sens politique encore plus profond. Il apparaissait indispensable de raffermir encore l'optimisme révolutionnaire du peuple, de lui inculquer une confiance inébranlable en ses propres forces, la conviction profonde qu'il est capable de combattre, de travailler et de construire avec succès le socialisme, de remporter la victoire en toutes circonstances, même les plus complexes.

C'est à cette fin que servit la consultation populaire organisée au début de 1962 par le Parti et le Gouvernement. Il y fut présenté par les masses travailleuses plus de 10.500 propositions pour fabriquer de nouveaux articles à partir de matières premières du pays.

Le grand mouvement patriotique tendant à promouvoir la fabrication dans le pays même de machines et d'équipements industriels, de pièces de rechange et autres produits jusqu'alors importés, à prolonger la durée de service des machines et de l'outillage technique, engloba tous les travailleurs. Des fabriques, des ateliers de production industrielle, et des machines de divers types furent conçus et construits avec les moyens et les réserves intérieures du pays. Les spécialistes albanais, encore inexpérimentés, vinrent à bout de tâches très complexes. Ce mouvement était une éclatante manifestation de la haute conscience socialiste des travailleurs et de leur volonté de mettre au service du peuple et du socialisme toutes leurs aptitudes intellectuelles et physiques, de subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général, de défendre la ligne du Parti, d'assurer les rythmes d'édification du socialisme fixés par le IV^e Congrès. Ce mouvement attestait encore que le principe selon lequel on doit s'appuyer sur les forces intérieures était compris de plus en plus profondément par les larges masses travailleuses.

L'optimisme révolutionnaire dans la réalisation des tâches du plan et l'indissoluble unité des larges masses travailleuses autour du Parti et de son Comité Central se manifestèrent une fois de plus, avec toute leur force, aux élections à l'Assemblée Populaire du 3 juin 1962. La participation électorale et les suffrages recueillis par les candidats du Front atteignirent, à peu de chose près, 100 pour cent.

Le problème de la formation, du perfectionnement et de l'éducation communiste des cadres, de l'élévation technique et professionnelle des travailleurs a toujours été un des soucis du Parti. Ce problème fut, entre autres, traité très amplement au IV^e Congrès. Dans les conditions créées par le blocus impérialiste et révisionniste, sa solution revêtait un caractère encore plus pressant. Ce problème si important pour l'édification de la société socialiste intégrale fut spécialement étudié par le Comité Central, qui adopta en cette matière une série de mesures concrètes. Un soin particulier fut consacré à la formation technique et professionnelle des ouvriers, afin de former durant ce quinquennat pas moins de 118.000 ouvriers qualifiés et d'élever leur niveau d'instruction au degré requis par la technique nouvelle avancée.

Considérant les techniciens moyens comme les éléments de transmission de la gestion technologique, comme les principaux rouages de la direction quotidienne du processus de production, le Comité Central attira l'attention des organisations du Parti et des Unions professionnelles, des organismes économiques et de l'Etat, des établissements d'enseignements, sur la nécessité d'une plus saine formation théorique et pratique des techniciens moyens, afin que ces organes et organismes assurent une meilleure et plus large participation des techniciens à la solution des problèmes techniques et économiques de la production.

En vue de renforcer le travail de formation des cadres supérieurs, d'assurer leur qualification plus élevée et leur spécialisation, des mesures furent prises pour mieux rattacher l'enseignement au travail productif ; les établissements d'enseignement supérieur furent plus richement équipés en laboratoires et en moyens didactiques, ainsi qu'en littérature technique et scientifique. On attachait plus d'importance à l'intégration des ouvriers spécialisés au travail de recherche scientifique, aux études géologiques, chimiques, physiques, à l'élaboration des projets, des processus de construction, etc.

En même temps, le travail de trempe idéologique révolutionnaire des cadres et spécialistes des diverses branches fut consolidé, ce qui aida à raffermir chez les intellectuels et les cadres leurs convictions révolutionnaires marxistes-léninistes, à les faire participer plus activement à la lutte contre l'influence de l'idéologie bourgeoise et des théories opportunistes et révisionnistes. Le travail idéologique du Parti exalta chez les spécialistes et les techniciens, comme chez tous les travailleurs, l'esprit de sacrifice et d'abnégation, la détermination révolutionnaire de vaincre les difficultés.

Tout le travail de formation et de perfectionnement des cadres était mené conformément à la directive suivante du Parti :

«Dotons d'une vaste culture nos cadres déjà formés et ceux que nous formerons à l'avenir, dotons-les de connaissances techniques et professionnelles approfondies et surtout formons-les de façon qu'ils s'attachent étroitement au travail, au peuple et au Parti ; ces trois orientations doivent constamment nous guider dans notre travail avec les cadres.» (Enver Hoxha, Discours au Plénum du CC du PTA, juillet 1962. ACP.)

En même temps qu'à la lutte pour la réalisation des tâches économiques du troisième plan quinquennal, le PTA consacra le plus grand soin à l'accroissement de la puissance défensive du pays et à la création de réserves d'Etat, pour mettre le peuple en mesure de faire face à toutes les situations.

L'aide et le soutien fraternels apportés par le Parti Communiste et le Gouvernement de la République Populaire de Chine au Parti et au peuple albanais, en ces années difficiles de lutte, jouèrent un rôle capital pour leur permettre de surmonter les obstacles suscités par l'activité hostile des révisionnistes khrouchtchéviens. La RP de Chine accorda immédiatement à la RP d'Albanie des crédits complémentaires. Cette aide généreuse internationaliste permit de poursuivre la construction de la plupart des ouvrages du troisième quinquennat, l'édification socialiste du pays, conformément aux prévisions du IV^e Congrès du Parti.

3. LES TACHES A REMPLIR EN VUE DU DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE

Le problème des campagnes, de leur développement, demeurait un problème de haute importance. Dans les années qui suivirent la Libération, de grandes transformations s'étaient opérées dans l'agriculture. Naguère encore arriérée, elle était, pour l'essentiel, transformée en agriculture socialiste avancée. Le nombre des tracteurs et des machines agricoles avait augmenté. De nombreux spécialistes travaillaient dans les diverses branches de l'agriculture, y assurant l'application et la diffusion de l'agronomie. En 1961, la production agricole globale avait doublé par rapport à 1938.

Dans la première étape de l'édification socialiste, le PTA pratiqua principalement une politique de développement extensif de l'agriculture. A cette époque, c'était la seule politique possible, car le pays manquait de moyens mécanisés, de système de bonification et d'irrigation, de cadres qualifiés, d'engrais chimiques, etc. Cependant, toutes les possibilités existaient pour étendre les superficiesensemencées. Jusqu'en 1961, l'augmentation générale de la production agricole était due pour 62 pour cent à l'extension des superficies arables et pour 38 pour cent seulement à l'accroissement du rendement des cultures. Par suite de l'insuffisante exploitation de toutes ses possibilités, le rythme de développement de l'agriculture ne répondait pas encore aux exigences dictées par le rapide accroissement de la population, par l'augmentation de son pouvoir d'achat, ainsi que par l'expansion de notre industrie et de nos exportations.

Efforts fournis pour le développement intensif de l'agriculture

La voie à suivre pour assurer un essor plus rapide de l'agriculture était, comme l'avait défini le IV^e Congrès du PTA, celle de son développement intensif. Cette voie, il devenait nécessaire de la concrétiser encore mieux et de mobiliser tout le Parti et les travailleurs en vue de la réalisation des grandes tâches qui se posaient dans le secteur de l'agriculture. Cet important problème fut examiné à la Séance plénière du Comité Central du Parti, en octobre 1962. Le processus du développement intensif de l'agriculture, souligna le Plénum, est un processus multiple. Il nécessite l'augmentation systématique des investissements, l'accroissement des moyens mécanisés, l'extension des superficies bonifiées et du système d'irrigation, un large emploi d'engrais minéraux et organiques, l'élévation continue de la technique agricole en vue d'augmenter la fertilité du sol et d'obtenir des mêmes superficies, et avec le minimum de frais, une plus grande quantité de produits agricoles et d'élevage.

Toutes les possibilités pour le développement intensif de l'agriculture, pour l'accroissement des rendements des cultures agricoles et de la productivité de l'élevage à des rythmes plus rapides que par l'augmentation des superficies en culture et du cheptel, étaient pleinement créées. La collectivisation de l'agriculture, la création de grandes exploitations socialistes (coopératives agricoles et entreprises agricoles d'Etat), leur dotation en puissants moyens mécanisés, l'aménagement de vastes systèmes d'irrigation et de drainage, l'emploi sur une grande échelle de semences sélectionnées, l'augmentation du nombre des cadres spécialisés et le défrichement de terres nouvelles, constituaient, parmi d'autres mesures, les conditions indispensables pour le passage à une agriculture intensive.

Pour réaliser la grande tâche que constituait le développement intensif de l'agriculture, le Comité Central chargeait les organes du Parti et de l'Etat d'exiger instamment l'application d'une technique agricole moderne ainsi que la mobilisation de toutes les réserves intérieures en vue d'assurer un accroissement continu de la production agricole. La promotion des exploitations agricoles retardataires au niveau des exploitations avancées fut définie comme le principal moyen d'obtenir cet accroissement. La participation accrue au travail et l'emploi optimal de la main-d'œuvre tout au long de l'année, l'utilisation la plus complète des moyens financiers, des instruments de travail et du fonds arable, devaient également produire un important effet dans ce sens.

Le passage d'une agriculture extensive à une agriculture intensive marquait un autre grand pas, une nouvelle étape, dans le développement ultérieur, socialiste, de l'agriculture.

Les directives du Comité Central sur le développement intensif de l'agriculture aidèrent à une meilleure compréhension de cette question de la part des organisations du Parti et des travailleurs ruraux. La lutte pour obtenir des rendements supérieurs dans les cultures devint le problème primordial de chaque entreprise agricole d'Etat et de chaque village. On enregistra une augmentation sensible de la main-d'œuvre dans les coopératives agricoles et de la moyenne annuelle des journées de travail accomplies par chaque coopérateur. La réduction des importations d'engrais minéraux, consécutive au blocus révisionniste, rendit encore plus nécessaire l'accumulation d'engrais organiques et leur emploi sur une plus grande échelle. Des milliers d'hectares furent rendus irrigables. Le mouvement tendant à intensifier au maximum la plantation d'arbres fruitiers, de vignes, d'agrumes, d'oliviers et les cultures maraîchères, gagna encore en ampleur.

Cependant, l'Etat poursuivait, en les élargissant, les travaux de bonification, de creusement de nouveaux canaux de drainage et d'irrigation. Surmontant les obstacles créés par le blocus, il ne cessa de renforcer et de développer la mécanisation de l'agriculture, encore que dans une mesure légèrement inférieure à celle prévue par le plan quinquennal. En même temps, le travail de défrichement de terres nouvelles continua surtout dans les zones de collines. Mais les capacités en réserve, en ce domaine, étaient supérieures à celles prévues, et, dans les années 1961-1965, elles ne furent pas exploitées dans la mesure voulue.

Pour une amélioration radicale de la situation économique, sociale et culturelle des campagnes

La transformation socialiste de la campagne requérait non seulement le développement des forces productives dans l'agriculture, l'augmentation de la productivité du travail, mais encore l'amélioration fondamentale de la situation économique, sociale et culturelle des campagnes, le perfectionnement des rapports socialistes de production. Les nouvelles conditions créées à la campagne avaient entraîné des changements dans le mode de vie des paysans. Une évolution s'était produite dans leur alimentation et leur habillement. Le nombre des écoles, des élèves et des institutions sanitaires et culturelles s'était accru, des crèches et des jardins d'enfants avaient été créés. Mais tout cela ne constituait que les premiers pas dans la longue voie à parcourir pour liquider les disparités essentielles entre la campagne et la ville, disparités qui sont fonction du degré de développement des forces productives, de la socialisation des instruments de travail et du travail lui-même, des conditions et du mode de vie, du développement de la culture, de l'instruction, de la santé publique, etc.

Le problème de l'amélioration fondamentale de la situation économique et socio-culturelle du village, de la réduction des disparités entre la campagne et la ville, fut analysé au Plénum du Comité Central du Parti au mois de juin 1963. Ce Plénum définit les voies à suivre en vue d'une élévation plus rapide du niveau de vie matérielle et culturelle de la paysannerie, par l'exploitation optimale et maximale des nombreuses possibilités créées par le système économique socialiste.

«Si le Parti pose aujourd'hui avec une telle force ce problème, c'est parce que sa solution est une nécessité objective, dictée par la nouvelle étape du développement historique de notre pays — l'édification de société socialiste intégrale.» (Enver Hoxha, Rapport «Sur la situation économique, sociale et culturelle du village et les mesures à prendre en vue de son amélioration ultérieure». Tirana, 1963, pp. 8-9.)

L'amélioration du bien-être dans les campagnes devait s'appuyer avant tout sur le développement des forces productives, sur l'augmentation des productions végétales et animales, obtenue principalement à travers l'augmentation des rendements, mettant ainsi en application les orientations données par le IV^e Congrès et les décisions du Plénum du Comité Central sur le développement intensif de l'agriculture.

Cet objectif devait également être poursuivi par une autre voie, celle du perfectionnement des divers aspects des rapports de production, en premier lieu par la détermination de proportions aussi harmonieuses que possible dans la répartition de la production agricole et de l'élevage, de façon à assurer au mieux la reproduction élargie, les besoins généraux de l'Etat ainsi que ceux des consommateurs ruraux eux-mêmes. A cet égard, le Comité Central fixa comme tâche de perfectionner les formes de distribution, de remédier aux insuffisances et d'assurer ainsi une gestion plus avantageuse de la production agricole et des revenus ruraux.

Le Plénum du Comité Central consacra une attention particulière à l'harmonisation du rapport entre le fonds d'accumulation et le fonds de gestion dans les coopératives agricoles. Des directives furent données en vue d'éliminer les tendances erronées qui s'étaient fait jour dans certaines coopératives, telles la fixation du fonds d'accumulation à un niveau inférieur aux possibilités économiques de reproduction élargie ou les dépenses excessives dans les secteurs improductifs. Il était indispensable que le fonds d'accumulation dans les régions rurales fût fixé en fonction de la production réelle et du niveau de vie atteint.

Le Plénum du Comité Central observa que dans un certain nombre de coopératives agricoles des zones montagneuses, les revenus assurés par les exploitations individuelles auxiliaires étaient égaux ou même supérieurs à ceux de l'exploitation collective. Pour éliminer ce phénomène temporaire, les organes du Parti et de l'Etat furent chargés d'étudier particulièrement ce problème et d'arrêter des mesures en vue d'améliorer le rapport entre les revenus des enclos personnels et ceux de l'exploitation collective, à l'avantage de celle-ci. En même temps, il fut recommandé de procéder avec prudence dans ce domaine, toute précipitation pouvant avoir des conséquences néfastes. Aussi fallait-il continuer de veiller avec le même soin à la mise en valeur optimale des enclos individuels des paysans, pour que ceux-ci puissent augmenter leurs revenus et améliorer leur bien-être.

Afin d'accroître les revenus de la paysannerie, il fut également jugé nécessaire de faire participer les paysans aussi largement que possible au travail productif, de limiter au minimum le nombre des journées de travail dans les secteurs improductifs, d'organiser sur une large échelle, dans chaque coopérative agricole, des activités productives auxiliaires apportant aux coopérateurs des revenus d'appoint.

Le Plénum du Comité Central définit la transformation et l'amélioration du mode de vie des villageois comme un très important problème social à résoudre pour assurer le mieux-être des masses rurales. Il constata que le mode de vie au village, malgré l'établissement des rapports socialistes de production, n'était pas au niveau de ces rapports. Cette contradiction avait son origine dans le niveau relativement bas de la production, dans les conceptions surannées héritées du passé et subsistant dans la conscience des hommes, dans le bas niveau culturel des masses rurales.

Pour obtenir ce changement du mode de vie, le Plénum donna comme directive de faire en sorte que les paysans améliorent progressivement mais radicalement, la composition de leur alimentation, la manière de préparer et de prendre leurs repas, qu'ils améliorent leur habillement, qu'ils fassent un plus large usage de meubles et d'objets ménagers, afin de rendre la vie au village aussi hygiénique et cultivée que possible. Il fixa pour tâche de diffuser toujours plus largement les services communaux et d'artisanat dans les campagnes, d'assurer un aménagement planifié des villages, de construire de petites habitations plaisantes, hygiéniques et bon marché, d'installer l'électricité, l'eau potable, d'élargir le réseau des communications et des télécommunications entre les villages et les villes et entre les villages eux-mêmes. Le Plénum recommandait, entre autres, de propager l'éducation sanitaire parmi les masses paysannes, d'étendre le réseau des établissements sanitaires, d'instituer, pour les paysans également, la gratuité de traitement dans ces établissements.

De pair avec l'amélioration du bien-être matériel des masses paysannes, le Plénum examina aussi l'autre aspect du problème, celui de l'enrichissement de l'univers spirituel, de l'élévation du niveau d'instruction et de culture de ces masses. A cet égard, le Plénum fixa pour tâche d'élargir le réseau des écoles de huit ans dans les campagnes, de s'employer à faire fréquenter ces écoles par toute la jeunesse paysanne. Le Comité Central demanda d'élever le rôle de l'école en tant que principal centre de propagation de la culture et du savoir parmi la population rurale. A cette fin, il était nécessaire d'accroître le rôle des instituteurs en tant que militants de la propagation du nouveau au village, de la transformation complète du mode de vie de la paysannerie.

Le Plénum indiqua que la tâche qui consiste à faire de la culture le bien de toute la paysannerie peut être réalisée, si on affranchit celle-ci des préjugés et des survivances du passé, si on l'éduque selon la morale et la conception communistes du monde.

Il définit également comme un devoir particulier de lutter contre les coutumes rétrogrades qui avilissent la femme et l'empêchent de prendre une part active à la vie économique, politique et sociale. L'élévation du rôle et de la personnalité de la femme, en tant que combattante de l'édification de la société socialiste au village, fut considérée par le Plénum comme une condition indispensable pour l'amélioration radicale de la situation économique, sociale et culturelle du village.

Le travail d'éclaircissement politique du Parti devait, entre autres objectifs importants, viser à détruire la mentalité prédominant dans les villages et qui consistait à se contenter de peu. Cette manière de penser constituait une entrave aux efforts de la paysannerie en vue d'améliorer son bien-être, de transformer son mode de vie et de développer les forces productives.

Les décisions des Plénums du Comité Central du PTA d'octobre 1962 et de juin 1963 armèrent le Parti et tous les travailleurs d'un programme de combat pour développer plus avant l'agriculture, améliorer foncièrement la situation économique, sociale et culturelle des campagnes dans la période d'édification de la société socialiste intégrale.

4. RENFORCEMENT DU TRAVAIL ORGANISATIONNEL ET IDEOLOGIQUE DU PARTI POUR L'EDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS. ACCOMPLISSEMENT DES TACHES ECONOMIQUES

Les dures années de lutte qui suivirent le IV^e Congrès confirmèrent encore plus clairement le bien-fondé de la ligne générale du Parti du Travail d'Albanie, montrèrent sa résolution et celle du peuple tout entier d'avancer dans la voie tracée par le Congrès.

Dans le cours de l'édification socialiste, dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, les communistes s'étaient trempés; le Parti avait grossi ses rangs de nouvelles forces, amélioré sa composition sociale et renforcé son rôle dirigeant dans toute la vie du pays, accru son autorité dans l'arène internationale.

Mais pour accomplir avec succès les grandes tâches que posaient l'édification complète de la base matérielle et technique du socialisme et l'éducation communiste des travailleurs, et pour pouvoir surmonter les difficultés, il apparaissait indispensable de renforcer encore davantage le Parti du point de vue tant organisationnel qu'idéologique, d'en renforcer encore plus le rôle dirigeant, de perfectionner le travail d'éducation communiste des travailleurs.

Le Parti porta aux problèmes organisationnels et idéologiques une attention plus soutenue que jamais.

Renforcement organisationnel du Parti

La lutte pour le renforcement organisationnel ultérieur du Parti se développa dans diverses directions. Elle visa à appliquer fidèlement les principes marxistes-léninistes fondamentaux sur l'édification et le rôle du parti révolutionnaire de la classe ouvrière ; à démasquer les thèses révisionnistes sur le Parti ; à lutter contre les violations des règles des Statuts ; à améliorer la composition du Parti et à en grossir les rangs ; à renforcer la direction politique des organes et des organisations de base du Parti ; à élever le niveau idéologique des communistes.

«Toute déviation des principes léninistes, — soulignait le Comité Central, — tout affaiblissement du rôle dirigeant du Parti, créent le grand danger de laisser la classe ouvrière désarmée dans sa lutte. Cela engendre des maux et des manifestations étrangères à notre doctrine au sein du Parti, sa dégénérescence idéologique et organisationnelle, sa décomposition, puis sa liquidation». (Rapport du Bureau Politique «Sur le renforcement ultérieur du Parti» présenté au Plénum du CC du PTA, le 13 décembre 1963. Tirana, 1963, p. 6.)

On en avait une parfaite démonstration dans la dégénérescence de l'ancien Parti Communiste de Yougoslavie en un parti social-chauvin bourgeois. C'est sur cette voie, fit ressortir le Plénum, que les révisionnistes khrouchtchéviens avaient engagé le Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Le Parti du Travail d'Albanie condamna la thèse khrouchtchévienne proclamée au XXII^e Congrès du PCUS, sur la substitution du "parti du peuple tout entier" au "parti du prolétariat", comme étant une thèse foncièrement antimarxiste, une grave atteinte aux enseignements marxistes-léninistes sur le parti du prolétariat. Une pareille thèse de contenu social-démocrate avait été réfutée en son temps par Lénine lui-même. La lutte révolutionnaire du prolétariat et de toutes les masses opprimées avait pleinement démontré le bien-fondé des enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, selon lesquels l'Histoire avait chargé les partis révolutionnaires marxistes-léninistes d'une grande mission, celle de jouer le rôle dirigeant dans la révolution socialiste et à toutes les étapes de la construction de la société socialiste et communiste. C'est seulement lorsque les classes auront complètement disparu et que la société communiste aura été édiflée (compte tenu également des facteurs extérieurs), c'est seulement alors que la présence d'un parti politique de la classe ouvrière ne sera plus nécessaire, que prendra fin le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et de son Parti. [*Rapport du Bureau Politique «Sur le renforcement ultérieur du Parti» présenté au Plénum du CC du PTA, le 13 décembre 1963. Tirana, 1963, p. 7.*]

C'est à affaiblir le rôle dirigeant du Parti dans la vie politique et économique du pays que visait aussi l'autre thèse des révisionnistes khrouchtchéviens sur la substitution de «l'Etat du peuple tout entier» à la dictature du prolétariat.

Les thèses révisionnistes du XXII^e Congrès du PCUS sur le Parti se matérialisèrent plus avant par la réorganisation des organes du Parti sur la seule base de la production, par la liquidation des comités et des bureaux du Parti existants et par l'institution, dans toute l'Union Soviétique, de comités et de bureaux industriels et agricoles. Le Parti du Travail d'Albanie définit cette mesure comme une grave violation du principe fondamental du centralisme démocratique, du principe léniniste connu de l'édification du Parti sur la base aussi bien de la production que du territoire, comme une tentative des révisionnistes khrouchtchéviens pour dépouiller les organes du Parti de leur fonction de direction politique et idéologique et les transformer en de simples organismes économiques. [*Rapport du*

Bureau Politique «Sur le renforcement ultérieur du Parti» présenté au Plénum du CC du PTA, le 13 décembre 1963. Tirana, 1963, p. 11.]

En luttant contre les thèses révisionnistes sur le Parti, le PTA mettait mieux et plus correctement en pratique les enseignements marxistes-léninistes sur le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, enseignements dont s'inspiraient les directives données par le IV^e Congrès en vue de parfaire et d'affermir l'organisation du Parti.

Conformément à ces directives, l'immense majorité des nouveaux membres admis au Parti était constituée d'hommes engagés dans le travail productif, issus des rangs de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Les hommes de la production représentaient la grande majorité des stagiaires dans les cinq années qui suivirent le IV^e Congrès. Au cours de cette période, la composition du Parti, du point de vue de la situation sociale de ses membres, subit des changements : les ouvriers représentaient 33 pour cent du nombre total des membres du Parti, les coopérateurs ruraux 26 pour cent, les employés 37 pour cent, et divers 4 pour cent.

L'accroissement numérique des rangs du Parti et le renforcement de sa composition reflétaient les mutations survenues dans la structure des classes, la croissance en nombre et en qualité de la classe ouvrière, la transformation socialiste du village. Le renforcement du Parti en ouvriers et, plus généralement, en hommes de la production, amena la consolidation de la vie intérieure de ses organisations et permit de porter à un nouveau degré leur rôle dirigeant dans l'économie. Cela attestait également les liens étroits qui unissaient le Parti aux masses travailleuses.

La courbe, en général satisfaisante, de la croissance et de la composition sociale du Parti, témoignait du travail attentif de ses organisations pour lui infuser du sang nouveau. Néanmoins, certains cas révélaient que les recommandations du IV^e Congrès et du Comité Central n'avaient pas été observées partout et pour chaque nouvel adhérent. Le Congrès avait recommandé notamment de prendre comme critère d'admission l'ensemble des qualités que doit posséder tout membre du Parti, de former et d'éduquer les candidats à être dignes de ce haut titre. Or, le fait que 18 pour cent des membres exclus au cours des années 1961-1965 étaient des communistes admis au cours de ce même quinquennat, témoignait que l'on n'avait pas tenu rigoureusement compte de ces recommandations. Le travail peu satisfaisant effectué pour promouvoir l'admission des femmes au Parti constituait aussi un autre défaut. On ne pouvait considérer comme normal le fait que les femmes ne représentaient que 12,5 pour cent du nombre total des communistes et 3 pour cent du total des femmes au service de l'Etat (villes et villages compris), tandis que ce pourcentage pour les hommes atteignait 16 pour cent. Cela indiquait que les organisations du Parti ne répondaient pas comme il se devait à l'élan révolutionnaire des femmes et à leur participation active à tous les domaines de l'édification socialiste.

Le Parti consacra également une attention particulière à la répartition des organisations de base et de ses forces en fonction des tâches de l'édification socialiste. La majorité des organisations de base du Parti créées après le Congrès l'étaient dans les secteurs productifs d'Etat. Cependant, très peu de villages demeurèrent encore privés d'organisations de base du Parti. Toutefois, la répartition des forces du Parti ne pouvait être jugée pleinement établie selon des critères scientifiques. Les villes englobaient 68 pour cent du nombre total des communistes, les campagnes 32 pour cent seulement, bien que la population rurale représentât le double de la population urbaine. On ne pouvait non plus trouver juste que, dans certains districts, les communistes fussent plus nombreux dans les zones de montagne que dans celles de plaines, dans le commerce que dans l'industrie, le bâtiment et les transports.

Le Comité Central attira l'attention des membres sur les problèmes qu'avait fait ressortir l'expérience de la lutte pour le renforcement organisationnel du Parti et demanda que l'on accorde plus de soin à cette question fondamentale.

L'éducation communiste des travailleurs — devoir fondamental du Parti

Sur la base des grandes transformations économique-sociales et du vaste travail politico-éducatif du Parti, la figure morale du travailleur, sa conscience et sa conception du monde, son attitude envers la société, envers le travail et la propriété sociale s'étaient également modifiées. L'établissement des rapports socialistes de production avait rétréci la base de propagation de l'idéologie bourgeoise.

Néanmoins, il subsistait encore, dans une mesure variable, chez les travailleurs, des conceptions héritées du passé, des coutumes, habitudes et mentalités étrangères à notre idéologie, qui se manifestaient dans leur vie et leur travail quotidiens. Ces conceptions et manifestations étrangères d'origine bourgeoise, petite-bourgeoise, voire même féodale ou patriarcale, constituaient le principal danger intérieur pour le socialisme dans la période de son édification intégrale, une base sur laquelle l'ennemi de classe appuyait son action.

La lutte contre les mentalités et manifestations étrangères à l'idéologie socialiste, la lutte pour l'éducation communiste des travailleurs revêtaient, pour le Parti et le pays, une importance plus grande que par le passé, et cela pour deux raisons principales. Premièrement, pour mener à bien l'édification de la société socialiste intégrale, il était indispensable, de pair avec la mise sur pied définitive de la base matérielle et technique du socialisme, de faire acquérir la trempe spirituelle générale de l'homme nouveau, d'inculquer une haute conscience socialiste à tous les travailleurs. Deuxièmement, les conceptions et manifestations, étrangères à l'idéologie socialiste, subsistant chez les hommes étaient rendues encore plus dangereuses du fait de la diversion idéologique impérialisto-révisionniste, qui s'intensifia beaucoup à la suite de la trahison de la direction soviétique et de la propagation du révisionnisme moderne au sein du mouvement communiste international.

Le Comité Central définit comme des points fondamentaux de l'éducation communiste : l'attitude socialiste envers le travail et la propriété sociale, la lutte pour préserver la pureté de la figure morale des communistes et de tous les travailleurs, le raffermissement du sentiment de patriotisme socialiste et d'internationalisme prolétarien, l'éducation des travailleurs dans l'esprit révolutionnaire de classe. *[Le problème de l'éducation communiste des travailleurs fut examiné par le Plénum du CC du PTA, en juillet 1964.]*

L'éducation pour **une attitude socialiste envers le travail** devait avoir pour principal objectif de faire participer activement au travail social utile chaque citoyen qui en a la capacité, d'inculquer dans la conscience de chacun la conception selon laquelle on doit vivre de ses propres efforts et de son labeur et mettre toutes ses aptitudes physiques et intellectuelles au service de l'édification socialiste, de mobiliser l'opinion sociale contre toute manifestation de paresse et de parasitisme.

En même temps, il était indispensable de susciter un amour accru du travail et le respect pour tous les travailleurs, d'éduquer ceux-ci à s'engager avec empressement dans n'importe quel secteur de l'économie et partout où le dictaient les nécessités de l'édification socialiste. Il fallait également s'employer à donner aux travailleurs une profonde formation morale afin qu'ils élèvent le rendement et la qualité de leur travail, dans une discipline et un ordre exemplaires, en exploitant au maximum leur temps d'activité.

Le Comité Central fit ressortir que l'attitude socialiste envers le travail implique avant tout que les travailleurs, dans leur activité pratique, soient mus **non point par leur intérêt particulier et le profit matériel, mais par l'intérêt général**. Cette haute conscience socialiste ne pouvait prendre immédiatement racine chez tous les travailleurs. Aussi était-il indispensable d'allier judicieusement l'intérêt général à l'intérêt matériel particulier.

Le rapport entre les stimulants moraux et les stimulants matériels doit se modifier de pair avec le progrès socialiste du pays. L'élévation du niveau de vie de la population et du degré de conscience socialiste des travailleurs permet aussi d'élever toujours davantage le rôle des stimulants moraux au travail. C'est pourquoi, le Comité Central donna la directive que les dispositions réglant les stimulants matériels fussent périodiquement révisées.

A cet égard, le PTA condamne les points de vue des révisionnistes modernes, qui dénaturent à dessein les enseignements de Lénine sur le rôle des stimulants matériels, accordent la primauté à ceux-ci et les proclament principale force motrice de l'activité productive des travailleurs dans le socialisme.

L'attitude socialiste envers le travail est étroitement liée à **l'attitude socialiste envers la propriété sociale.**

Les attitudes étrangères ou hostiles au socialisme, que pourraient avoir des travailleurs isolés envers la propriété sociale, sont l'expression de la psychologie fondée sur la propriété privée, et enracinée depuis des siècles dans la conscience des hommes. L'impérialisme et tous les éléments réactionnaires s'efforcent d'exploiter largement la psychologie de la propriété privée pour saper la propriété socialiste, la base matérielle de l'ordre socialiste. Aussi, la lutte contre l'appropriation indue et le vol, la dégradation et le gaspillage du patrimoine socialiste, la lutte contre la mauvaise gestion de ce patrimoine, contre l'exploitation incomplète des capacités productives et la dissimulation des réserves, soulignait le Comité Central, était-elle avant tout une lutte pour raffermir la haute conscience socialiste des travailleurs, afin qu'ils conçoivent la propriété socialiste comme la base intangible de l'ordre socialiste, qu'ils la préservent comme la prunelle de leurs yeux, la renforcent et l'élargissent sans cesse.

L'attitude socialiste envers le travail et la propriété sociale constitue l'un des principaux éléments de la morale communiste. Mais ce n'est pas là tout ce qui était demandé aux communistes et aux travailleurs. La société socialiste demande **des hommes purs et moralement riches à tous égards, des hommes dotés de hautes qualités morales et politiques, d'un vaste horizon culturel, des hommes de principe qui soient justes, et combattent résolument toutes les manifestations contraires aux principes et aux normes de la morale communiste.**

Le Parti s'assignait pour tâche de combattre par un travail d'éducation encore plus opiniâtre les tendances qui se manifestaient sous diverses formes chez quelques travailleurs et communistes, à se créer une vie facile, à s'assurer des gains et des privilèges personnels, souvent en abusant de la fonction dont le Parti et le peuple les avaient investis. Une lutte encore plus acharnée devait être également menée contre le bureaucratisme, l'esprit de clan, le favoritisme, les intercessions injustifiées, les gains illicites pour soi-même, ses camarades ou ses proches, etc.

Pour préserver la pureté de la figure morale des communistes et des travailleurs, il était indispensable de se montrer également très rigoureux envers certaines manifestations et notamment envers des dérèglements dans la vie privée ou familiale, envers l'avalissement de la personnalité de la femme, le conservatisme, les préjugés, les croyances religieuses, etc.

L'expérience avait montré qu'un pas seulement sépare la dégénérescence morale de la dégénérescence politique.

Le Comité Central fixa aussi comme autre tâche importante dans le domaine de l'éducation : **de maintenir toujours en éveil le haut patriotisme du peuple albanais, de développer et d'enrichir encore ce patriotisme dans l'œuvre quotidienne d'édification socialiste et de défense de la patrie socialiste.**

L'éducation patriotique des travailleurs devait mieux servir la lutte contre les conceptions étrangères à l'idéologie marxiste dans la conscience des hommes, avant tout de la jeunesse, pour barrer la route au cosmopolitisme bourgeois, combattre toute attitude de dédain envers ce qui est albanais, toute idéalisation et admiration servile de ce qui est étranger, toute sous-estimation des capacités des spécialistes, des cadres, des ouvriers et paysans albanais, toute imitation du mode de vie du monde capitaliste, tout engouement pour l'art, la littérature et la musique de l'Occident. De telles manifestations, bien qu'isolées, pouvaient se propager et se transformer en un véritable danger si l'on ne leur livrait pas une lutte idéologique constante.

Afin de cultiver chez les travailleurs le sentiment du patriotisme socialiste, il était politiquement très important, dans les conditions concrètes de notre pays, de leur faire comprendre plus à fond **le principe selon lequel on doit compter sur ses propres forces.**

«Le principe qui consiste à compter sur ses propres forces est un principe marxiste-léniniste, révolutionnaire et internationaliste. Il émane du fait que la question de la révolution et de l'édification socialistes est, au premier chef, une question intérieure de chaque pays et que les forces intérieures révolutionnaires de chaque peuple constituent le facteur décisif de son succès.» (Rapport du Bureau Politique «Sur le renforcement ultérieur du travail idéologique du Parti pour l'éducation communiste des travailleurs», présenté au Plénum du CC du PTA, juillet 1964, Tirana, 1964, p. 46.)

L'éducation patriotique révolutionnaire des travailleurs devait être, comme toujours, étroitement liée à **l'éducation des masses dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien**, de la solidarité et de l'amitié avec les peuples des pays socialistes, avec la classe ouvrière et avec les peuples et les forces révolutionnaires anti-impérialistes du monde entier.

Pour faire en sorte que le travail d'éducation communiste des travailleurs eût un contenu sain et fécond, il était indispensable de le faire solidement reposer sur **la méthode de l'analyse de classe, la méthode consistant à envisager les divers phénomènes sociaux dans l'optique de classe.** Voir les phénomènes dans l'optique de classe veut dire les voir d'un œil politique, en donnant la primauté aux intérêts de classe du prolétariat, du peuple, du socialisme, les voir de l'œil de quelqu'un qui cherche à découvrir le caractère des événements et des prises de position, en déterminant qui en tire avantage. Cette méthode aide à distinguer la vérité, même lorsque les conceptions antimarxistes, antisocialistes et réactionnaires sont travesties d'une phraséologie pseudo-marxiste, comme elles le sont par les révisionnistes modernes. La méthode de l'analyse de classe était nécessaire à appliquer pour éviter aux communistes et aux travailleurs de tomber dans le piège de la propagande bourgeoise et révisionniste, de verser dans l'opportunisme, elle les aidait à aiguïser leur vigilance révolutionnaire.

Le Comité Central accorda une attention particulière à **l'éducation révolutionnaire de la jeunesse dans un esprit de classe.** La jeunesse n'avait pas connu l'oppression et l'exploitation féroces des gouvernants étrangers et des grands propriétaires fonciers et capitalistes du pays. Elle n'était pas passée à travers le feu de la révolution et, du fait de son manque d'expérience, elle pouvait être plus facilement touchée par l'idéologie bourgeoise et révisionniste. Aussi fut-il recommandé aux organisations du Parti et à celles de l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie de considérer comme leur premier et constant devoir l'éducation de la jeune génération dans un esprit révolutionnaire si ardent qu'elle soit digne de prendre la relève de la génération qui avait fait la révolution populaire et jeté les fondements du socialisme.

Traitant sous tous leurs aspects les questions de l'éducation communiste des travailleurs, le Comité Central soulignait l'importance déterminante que présentait, pour la formation de l'homme nouveau, le **travail éducatif du Parti**, fondé sur le marxisme-léninisme.

«Notre réalité socialiste, les nouvelles conditions socio-économiques engendrent chez les travailleurs une certaine conscience socialiste. Mais ce n'est là qu'un très bas niveau de conscience socialiste. Le socialisme ne peut être édifié en s'appuyant uniquement sur cette sorte de conscience qui naît spontanément sous l'influence directe de la vie quotidienne, des conditions objectives. Cette édification requiert un haut niveau de conscience socialiste, qui ne naît ni ne peut naître spontanément. Cette conscience se forme grâce à l'application des préceptes de la science marxiste-léniniste, elle est inculquée aux masses par le Parti à travers tout son travail éducatif quotidien.» (Rapport du Bureau Politique «Sur le renforcement ultérieur du travail idéologique du Parti pour l'éducation communiste des travailleurs», présenté au Plénum du CC du PTA, juillet 1964, Tirana, 1964, p. 55.)

Mais le travail éducatif du Parti ne pourrait jamais atteindre son but s'il n'était pas rattaché d'une manière organique au processus et à la pratique de la révolution, du travail même d'édification de la société socialiste.

«La formation de l'homme nouveau... ne peut ni ne doit jamais être dissociée du problème du travail, elle ne peut jamais être conçue en dehors du travail.» (Enver Hoxha, Discours de clôture au Plénum du CC du PTA, juillet 1964, Tirana, 1964, pp. 9-10.)

La formation et l'affermissement de la conscience socialiste constituent un long processus d'éducation et de rééducation des hommes. Le Comité Central expliqua une nouvelle fois que dans ce processus la première place devait toujours revenir à la **méthode de la persuasion**, à l'effort inlassable pour faire prendre conscience aux hommes de la justesse de la ligne du Parti, des principes et des normes de la morale communiste, du danger et de la nocivité des préjugés, des conceptions et des manifestations étrangères à la société socialiste.

Le Parti demandait de bien faire la distinction entre deux types de contradictions, celles entre l'idéologie socialiste et les conceptions et manifestations étrangères à cette idéologie dans la conscience des hommes, d'une part, et celles entre l'idéologie socialiste et les porteurs de ces conceptions, de l'autre. Les contradictions entre l'idéologie socialiste et les conceptions et manifestations étrangères dans la conscience des hommes sont des contradictions entre deux idéologies opposées, des contradictions de classes antagonistes. Il fallait donc mener une lutte à outrance' contre ces conceptions. En revanche, les contradictions entre l'idéologie socialiste et les porteurs des conceptions et manifestations étrangères à cette idéologie sont, dans leur immense majorité, des contradictions non antagonistes, des contradictions existant au sein du peuple. Les porteurs de ces conceptions sont, en général, des gens étroitement liés au Pouvoir populaire. Aussi, la lutte de classe ne devait-elle pas être dirigée contre eux, mais contre leurs conceptions et manifestations étrangères à la société socialiste. C'est seulement dans des cas isolés de prises de position hostiles, d'activités relevant de la loi pénale, que la méthode de la persuasion et de l'éducation devait faire place à la méthode de la contrainte, à l'application des lois du Pouvoir populaire.

Dans le travail que mène le Parti pour l'éducation communiste des travailleurs, **la critique et l'autocritique, l'exemple positif et le pouvoir de la collectivité, de l'opinion sociale** devraient, comme toujours, être des armes efficaces. **La diffusion des lois du Pouvoir populaire parmi les travailleurs et la profonde connaissance de ces lois**, qui concrétisent les normes de la morale communiste, la ligne du Parti pour l'édification socialiste, devaient jouer un rôle particulier en ce domaine.

La littérature et les arts pour l'éducation communiste

La littérature et les arts sont de puissants moyens d'éducation de l'homme nouveau selon les idéaux du socialisme et les normes de la morale communiste. Le développement ultérieur des lettres et des arts, le perfectionnement de leur contenu socialiste, l'élévation de leur qualité idéologique et artistique revêtaient une importance encore majeure dans les conditions de l'édification de la société socialiste intégrale, de l'exacerbation de la lutte politique et idéologique contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne à l'échelle mondiale.

Au cours des années de Pouvoir populaire, une littérature nouvelle, une musique, une chorégraphie et un opéra nouveaux, une peinture, une sculpture et une cinématographie nouvelles, etc. avaient vu le jour en Albanie. Ces arts se distinguaient chez nous par leur pureté idéologique, par leur esprit combatif révolutionnaire et leur forme nationale saine.

Le Comité Central du Parti, s'appuyant sur les succès obtenus, indiqua les voies à suivre pour rendre les lettres et les arts plus militants et en faire des moyens plus efficaces au service de l'édification de la société socialiste. Il était exigé d'eux avant tout de refléter plus largement et plus profondément la

lutte, la vie et le travail du peuple, ses idéaux et ses aspirations, les problèmes du moment. Il leur était demandé en particulier de traiter encore plus profondément et plus amplement la Lutte de Libération Nationale et les grandes transformations révolutionnaires réalisées après la Libération.

«Au cœur de la création littéraire et artistique devaient se situer les héros de notre temps, les ouvriers, les paysans, les intellectuels populaires, les hommes nouveaux éduqués par le Parti, ceux qui travaillent et luttent avec abnégation et héroïsme pour l'édification du socialisme, pour la défense et la prospérité de la Patrie». (Rapport du Bureau Politique «Sur l'élévation du rôle de la littérature et des arts», présenté au Plénum du CC du PTA, en octobre 1965. ACP.)

A cette fin, il était nécessaire que les écrivains et les artistes peignent avec plus de véracité la réalité, qu'ils présentent mieux dans leurs œuvres le monde réel dans des circonstances données, et dans son évolution révolutionnaire. L'absence d'esprit de classe et d'esprit communiste de parti, l'humanisme abstrait et l'objectivisme bourgeois, le grossissement des imperfections de la société socialiste et la présentation de ces défauts comme une plaie inguérissable, la peinture de l'homme comme étant mauvais par nature, de l'héroïsme et des sacrifices comme vains, etc. sont autant d'attitudes étrangères à la littérature et aux arts du réalisme socialiste. C'étaient précisément de tels éléments qui, avec l'encouragement et l'appui direct des révisionnistes modernes, s'étaient largement répandus durant la dernière décennie, dans la littérature et les arts, en Union Soviétique et dans certains autres pays socialistes. Les lettres et les arts en RP d'Albanie ne devaient remplir, comme il convenait, leur très importante mission d'éducation révolutionnaire des masses que lorsque aurait été renforcé en eux un sain esprit critique contre toute manifestation rétrograde, réactionnaire, étrangère à la société socialiste et qui en entrave le progrès, contre les phénomènes néfastes dans les divers domaines de la vie. Leur principal objectif devait consister à mettre en relief avec plus de force émotionnelle ce qui dans la vie est socialiste, progressiste, ce à quoi appartient l'avenir, susciter chez les hommes plus d'optimisme et de confiance dans leur lendemain, pour leur faire surmonter les difficultés et remporter la victoire.

Le Comité Central mit en garde contre la menace qui pesait également sur la création artistique albanaise du fait de la grande diffusion de divers courants décadents, antisocialistes, dans les lettres et les arts du monde bourgeois et révisionniste. Afin d'annihiler toute influence de ces courants sur les arts et les lettres en Albanie, il fixait pour première tâche de lutter inlassablement pour sauvegarder leur pureté idéologique. Il était indispensable que les écrivains et les artistes aiguisent leur vigilance, prennent conscience du danger que représentent les conceptions révisionnistes et qu'ils combattent les influences étrangères au réalisme socialiste. A cette fin, il était déterminant que les travailleurs des arts et des lettres se rattachent toujours plus étroitement au peuple, qu'ils acquièrent une connaissance profonde et constante de sa vie, de la réalité, et, parallèlement, une conception marxiste-léniniste des phénomènes et des processus les plus caractéristiques de la société en Albanie.

«C'est au sein du peuple que nous devons puiser notre inspiration, les mélodies de nos chansons, les rythmes de nos danses, la pureté de notre langue, l'élan au travail, l'inspiration de notre création, les exemples d'héroïsme et de sacrifice, les hautes vertus de simplicité et de justice populaires, etc. Dans le domaine des arts et de la culture comme en toute chose, la création doit reposer sur une base populaire». (Enver Hoxha, Discours de clôture au Plénum du CC du PTA, 26 octobre 1965. ACP.)

Afin de renforcer l'éducation esthétique-idéologique des masses, le Parti demandait que les programmes de travail des institutions artistiques et culturelles se fassent l'écho des problèmes politiques, économiques et sociaux du moment. Ces institutions devaient avoir pour premier principe de leur activité: servir les larges masses laborieuses, contribuer à l'éducation révolutionnaire ainsi qu'aux formes de récréation éducative, aux loisirs cultivés des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

Le mouvement artistique amateur devait avoir pour orientation générale : la diffusion sur une plus grande échelle des chants et des danses populaires, des chants révolutionnaires de combat et de travail.

Pour promouvoir un nouvel essor des lettres et des arts, élever leur rôle dans l'éducation communiste, le Comité Central demanda que l'on renforce et perfectionne la direction des comités et des organisations du Parti dans ces secteurs. Le rôle dirigeant du Parti dans les arts et la littérature devait se concentrer avant tout sur l'orientation politico-idéologique de la création et lui assurer un contenu idéologique révolutionnaire et une force artistique éducative. L'éducation idéologique, politique et morale plus poussée des travailleurs des arts et des lettres, leur trempe marxiste-léniniste révolutionnaire, demeurait pour le Parti une tâche importante. Il était nécessaire que les écrivains et les artistes, que tous les travailleurs de la culture connaissent plus à fond la ligne du Parti, qu'ils comprennent mieux l'importance politique de leur tâche. A cet effet, ils devaient étudier constamment les décisions et autres documents du Parti, assimiler le matérialisme dialectique et historique, en le rattachant aux problèmes de leur travail, à la lutte contre le révisionnisme dans ce domaine.

Réalisation du troisième plan quinquennal

Pour exécuter les tâches du troisième plan quinquennal, il fallait en même temps surmonter non seulement les difficultés naturelles de croissance, mais surtout les difficultés créées par le blocus révisionniste-impérialiste, par l'activité hostile, farouche et incessante des révisionnistes khrouchtchéviens, des révisionnistes titistes et des impérialistes. C'est pour cette raison que la lutte pour la réalisation du plan fut organiquement combinée avec la lutte idéologique et politique de principe contre le révisionnisme, avec la lutte contre l'impérialisme, afin d'annihiler leurs plans et activités hostiles.

Tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil, le Parti et le peuple, agissant en commun, brisèrent le blocus et anéantirent les complots. S'appuyant sur leurs propres forces, et bénéficiant aussi de l'aide fraternelle internationaliste de la RP de Chine, ils surmontèrent les difficultés et réalisèrent, dans leurs grandes lignes, les tâches du troisième plan quinquennal. Les principaux objectifs fixés furent atteints.

Le plan de la production industrielle globale fut réalisé à 97 pour cent. Dans l'industrie du chrome et du cuivre, dans l'industrie énergétique et mécanique, le plan fut dépassé dans une mesure satisfaisante. L'industrie pétrolière prit un nouvel essor et il en fut de même de l'industrie de la houille, de celle des matériaux de construction, de l'industrie légère et alimentaire. Les bases de l'industrie chimique furent jetées. En cinq ans, on construisit 430 établissements industriels, agricoles et socio-culturels. En 1965, la production industrielle globale était supérieure de 39 pour cent à celle de 1960 et 34,8 fois supérieure à celle de 1938. La production agricole globale était en 1966, supérieure de 36 pour cent à celle de 1960 et 2,3 fois supérieure à celle de 1938. La production des céréales panifiables augmenta durant le quinquennat de 51 pour cent, les superficies cultivées de 11 pour cent. La capacité d'irrigation s'accrut de 52 pour cent. Le volume des travaux mécanisés augmenta de 82 pour cent. La base nécessaire à l'intensification de l'agriculture fut, dans l'ensemble, renforcée.

Par rapport au deuxième quinquennat, les revenus nationaux augmentèrent de 44 pour cent. La part du revenu national assignée au fonds d'utilisation, la circulation des produits du commerce socialiste, la superficie habitable s'accrurent. Le nombre total d'écoliers et d'étudiants prévu fut dépassé. Le nombre des cadres moyens doubla presque et celui des cadres supérieurs s'accrut de plus du double. Néanmoins, l'amélioration du bien-être des travailleurs n'atteignit pas le niveau prévu. Cela tenait au fait que les tâches du plan en général n'avaient pas été totalement réalisées, par suite, avant tout, des difficultés créées au pays par le blocus impérialiste-révisionniste. A ces motifs, venaient s'ajouter, dans l'agriculture, les graves effets des mauvaises conditions atmosphériques et de certaines insuffisances dans la direction et l'organisation du travail. Sous la contrainte des circonstances créées par le blocus, le Parti apporta certaines modifications aux tâches du troisième plan quinquennal. La norme d'accumulation du revenu national fut élevée au-delà des limites fixées, et le taux des réserves matérielles augmenté. Ces changements furent introduits pour assurer un développement ininterrompu de l'économie et renforcer au plus haut point et sous tous les aspects la puissance défensive de la Patrie.

Mais même dans les difficiles conditions du blocus, le Parti ne permit jamais que le niveau de vie matérielle des travailleurs subît de baisse ou restât en stagnation. La population urbaine et rurale fut régulièrement approvisionnée en principaux biens de consommation courante. Il n'y eut pas de hausse de prix, au contraire, certaines baisses furent édictées. La valeur du lek monta. La durée moyenne de la vie atteignit 65 ans. C'étaient là des succès. Cependant, au cours de la même période, dans presque tous les pays où le révisionnisme régnait en maître, le coût de la vie ne baissa point, mais enregistra même une hausse dans certains d'entre eux.

L'heureuse réalisation des principaux objectifs du troisième plan quinquennal attesta l'esprit révolutionnaire des communistes et de tous les travailleurs albanais, leur grande force et leur supériorité morale et politique sur les révisionnistes et impérialistes. Ce quinquennat prouva la solidité inébranlable de la base sur laquelle l'économie socialiste de l'Albanie était édifiée, et le bien-fondé de la ligne du Parti dans l'édification socialiste du pays. Dans la lutte pour la réalisation du plan, alors que cette lutte se combinait avec l'âpre lutte politique et idéologique menée contre l'impérialisme et le révisionnisme, l'unité du peuple autour du Parti se renforça encore davantage, l'esprit révolutionnaire des masses travailleuses s'éleva à un degré supérieur et leur confiance dans leurs propres forces et aptitudes s'accrut. L'expérience du Parti et du peuple dans les années 1961-1965 confirma que l'édification socialiste du pays pouvait être poursuivie avec succès même dans les conditions difficiles créées par l'encerclement et les pressions impérialistes-révisionnistes.

5. LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE POUR DEMASQUER LA DEMAGOGIE ET LES MANŒUVRES DES REVISIONNISTES KHROUCHTCHEVIENS

La direction révisionniste soviétique, Khrouchtchev en tête, continua d'enfreindre les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et les thèses révolutionnaires des Déclarations de Moscou, de faire concession sur concession aux impérialistes américains, de combattre avec une vigueur accrue les partis communistes et ouvriers qui se maintenaient sur des positions révolutionnaires. L'attaque principale des révisionnistes modernes était dirigée contre le PTA et le PCC, ces deux Partis se trouvant à la pointe de la lutte contre le révisionnisme.

Dans leur lutte contre le marxisme-léninisme, les révisionnistes recouraient à une démagogie effrénée, exploitant en leur faveur la grande autorité internationale que s'était acquise le PCUS sous la direction de Lénine et de Staline et spéculant surtout sur le nom de Lénine pour diffuser leurs thèses et théories antimarxistes, pour duper les masses.

La politique et l'activité opportunistes, contre-révolutionnaires, des révisionnistes khrouchtchéviens approfondissaient toujours davantage la scission au sein du camp socialiste et du mouvement communiste international, sapient le mouvement révolutionnaire des peuples contre l'impérialisme. Les impérialistes américains et la réaction mondiale au complet exploitaient au maximum les faiblesses et les concessions des révisionnistes, leur activité scissionniste.

La lutte pour abattre idéologiquement et politiquement le révisionnisme khrouchtchévien — devoir impérieux dicté par le moment historique

Dans ces circonstances, le Parti du Travail d'Albanie considérait la lutte pour l'anéantissement idéologique et politique du révisionnisme khrouchtchévien comme un devoir impérieux dicté par le moment historique. Pour atteindre ce but, il estimait nécessaire de démasquer en premier lieu la démagogie et les menées du groupe révisionniste khrouchtchévien, et de mettre ainsi à nu la politique contre-révolutionnaire de ce groupe.

L'attaque ouverte de la direction soviétique contre le PTA ne s'inscrivait point dans une polémique de principe sur les problèmes fondamentaux du moment qui avaient engendré de profonds désaccords au sein du mouvement communiste international. Bien au contraire, le groupe Khrouchtchev, ne se

sentant pas de force à affronter un tel débat, évitait de toutes les manières la discussion des problèmes de principe. Il recourait contre le PTA à des calomnies et attaques gratuites, que la propagande révisionniste reproduisait continûment, à des intrigues et complots, à des actions de diversion et autres menées des plus viles. Les congrès des partis communistes et ouvriers de Bulgarie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, d'Italie et de la RD Allemande servirent également de tribunes pour lancer ces calomnies et ces attaques gratuites. Le but des révisionnistes était d'isoler et d'exclure le PTA du mouvement communiste international pour donner «une bonne leçon» à tous ceux qui oseraient s'opposer à leur ligne antimarxiste.

Le PTA ne fit pas le jeu des révisionnistes. Il ne s'arrêta pas aux futilités et aux grossièretés. Il poursuivit la lutte contre les révisionnistes khrouchtchéviens dans le domaine idéologique en démasquant leurs points de vue antimarxistes et en même temps leur manque de sérieux, leur éclectisme, leurs oscillations de l'opportunisme à l'aventurisme, et leurs activités de diversion. Les articles de «Zëri i Popullit», dirigés contre le révisionnisme, qui étaient reproduits sous forme de brochures, traduits en plusieurs langues et diffusés par la radio, servirent d'arme puissante et acérée entre les mains du Parti dans sa lutte de principe pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme.

Ces documents du Parti du Travail d'Albanie et d'autres encore, avec ceux du Parti Communiste Chinois, portèrent des coups écrasants à la démagogie du groupe Khrouchtchev et mirent à nu son vrai visage, celui de traître au marxisme-léninisme, qui bafoue les déclarations communes des partis communistes et ouvriers, et qui cherche à scinder le camp socialiste et le mouvement communiste international.

Le PTA démasqua les tentatives des révisionnistes khrouchtchéviens de laisser dans l'oubli la Déclaration de la Seconde Conférence de Moscou, de la présenter comme un «cliché», comme un «document de compromis qui ne fera pas long feu», et le programme du PCUS (code du révisionnisme approuvé par le XXII^e Congrès) comme un «manifeste mondial du communisme».

La direction révisionniste soviétique s'efforça de légitimer devant l'opinion publique mondiale la réhabilitation arbitraire de la clique Tito, sa propre réconciliation et sa collaboration complète avec celle-ci dans tous les domaines — idéologique, politique et économique, — sous le fallacieux prétexte que les dirigeants yougoslaves «avaient corrigé nombre de leurs erreurs du passé» et «sensiblement modifié leur politique intérieure et extérieure».

Tito et les autres dirigeants révisionnistes yougoslaves déclaraient eux-mêmes de temps à autre qu'ils n'avaient rien changé du tout, ni à leur politique ni à leur programme, et qu'ils n'entendaient point y changer quoi que ce soit à l'avenir. Et le PTA indiquait que les seuls à avoir changé d'attitude étaient les révisionnistes khrouchtchéviens, qui, violant les Déclarations de Moscou, avaient fait cause commune avec la clique Tito et s'efforçaient d'imposer leur ligne de rapprochement et de conciliation avec elle à tout le mouvement communiste international.

Le PTA dévoila le sens véritable du grand bruit que menaient les révisionnistes khrouchtchéviens autour de «la lutte contre le dogmatisme et le sectarisme, en tant que principaux dangers menaçant le mouvement communiste international». Ce n'était là qu'un moyen pour attaquer le PCC, le PTA et les autres partis révolutionnaires marxistes-léninistes, un masque pour camoufler la lutte contre le marxisme-léninisme et légitimer leur rupture d'avec la décision commune de la Conférence de Moscou, qui définissait le révisionnisme comme le danger principal dans le mouvement communiste international. Le slogan de «la lutte contre le dogmatisme» est une vieille tactique bien connue, employée de tout temps par les révisionnistes contre le marxisme-léninisme.

Le PTA poussa plus loin sa dénonciation de l'activité opportuniste et de la soumission de la direction révisionniste soviétique à l'impérialisme américain, il stigmatisa encore plus âprement la manière dont cette direction faisait fi des tâches fixées par la Conférence de Moscou pour la lutte intransigeante à mener contre l'impérialisme. Il démontra clairement que la ligne des révisionnistes khrouchtchéviens

avait pour essence l'amitié et la collusion soviéto-américaines, l'alliance de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique (transformé en nouvel impérialisme) à des fins d'hégémonie mondiale. Ce n'est pas pour rien que les révisionnistes khrouchtchéviens qualifiaient de moins en moins, ou même ne qualifiaient plus du tout l'impérialisme américain de ce qu'il était effectivement : le plus grand ennemi des peuples, le gendarme du monde et le principal danger menaçant la paix mondiale. Ce n'est pas pour rien que c'étaient maintenant les revanchards allemands qu'ils qualifiaient d'ennemis principaux et de plus grave danger. En même temps, ils s'évertuaient de toutes les manières à faire croire que les impérialistes américains avaient réfréné leurs visées agressives envers les pays socialistes et qu'ils y avaient même pratiquement renoncé dans la crainte de voir se déclencher une guerre thermonucléaire! Ce qui devait, selon les révisionnistes, justifier leur propre rapprochement et leur coopération avec l'impérialisme.

Cette politique pro-impérialiste conduisit la direction révisionniste soviétique à s'agenouiller honteusement devant l'impérialisme américain. En 1960, elle donna son acceptation à l'envoi au Congo de prétendues missions et forces internationales (de l'ONU), en fait instrument des Etats-Unis, pour réprimer la lutte de libération du peuple congolais. En 1962, sous la menace américaine, elle retira de Cuba les fusées, les avions et les spécialistes militaires qu'elle y avait envoyés peu auparavant acceptant du même coup le contrôle «international» des Etats-Unis sur les navires soviétiques et le territoire cubain. De même, elle renonça totalement à la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne, à la solution du problème allemand en général, et du problème de Berlin Ouest en particulier, perpétuant ainsi un acte de haute trahison à l'égard du peuple allemand, du camp socialiste, des peuples d'Europe et du monde entier.

Un autre acte de soumission et de grave trahison de la part du groupe Khrouchtchev fut, en août 1963, la signature, avec les chefs de file de l'impérialisme américain et anglais, du traité tristement fameux de Moscou sur l'interdiction partielle des essais d'armes nucléaires. Le PTA dénonça cet acte comme un complot impérialiste-révisionniste visant à la préservation du monopole nucléaire des deux grandes puissances — Etats-Unis et Union Soviétique. Il le qualifia de mystification des peuples, de mesure ne garantissant ni l'interdiction de l'emploi ni la destruction des armes nucléaires. Bien au contraire, ce traité permettait aux impérialistes américains d'accroître leurs arsenaux de ces armes, il encourageait l'agression impérialiste et aggravait le danger des guerres de rapine. Le temps vint pleinement confirmer ces appréciations du PTA.

Le Gouvernement de la RP d'Albanie, dans une déclaration spéciale, dénonça le Traité de Moscou et demanda aux Etats socialistes de le rejeter comme un accord qui était en contradiction directe avec le Traité de Varsovie et la ligne commune des partis communistes et ouvriers, de condamner cet acte de trahison du gouvernement soviétique.

Le PTA démasqua sur tous les fronts les desseins et les tentatives du groupe Khrouchtchev qui tendait à coordonner son action avec l'impérialisme américain pour s'opposer aux pays socialistes, et surtout à la RP de Chine. Les révisionnistes, tout comme les impérialistes, qualifiaient maintenant la Chine de principal ennemi commun. Aussi chacun de leurs actes portait-il également le sceau antichinois. C'est de même contre la Chine révolutionnaire qu'était dirigé le Traité de Moscou, qui avait pour objectif de l'empêcher de devenir une puissance nucléaire. Cherchant à tenir la Chine en échec, la direction soviétique renonça au Traité de paix avec l'Allemagne et insista pour que fût conclu un prétendu «pacte de non-agression entre l'OTAN et le Traité de Varsovie», afin que les troupes américaines puissent se transférer d'Europe dans le Sud-Est asiatique. Par hostilité contre la RP de Chine, les révisionnistes soviétiques se rallièrent publiquement à la réaction indienne dans le conflit sino-indien, déclenché par celle-ci au mois d'octobre 1962, et prêtèrent au gouvernement bourgeois antipopulaire indien un appui moral et matériel illimité, allant même jusqu'à lui fournir des armes.

Le PTA mit à nu les visées rapaces de grande puissance de la direction révisionniste soviétique et le fait qu'elle cherchait à fouler aux pieds l'indépendance économique et la souveraineté nationale des pays socialistes par le moyen du «Conseil d'Entraide Economique» et sous le couvert de «la division

internationale du travail, de la coopération et de la spécialisation». Il démasqua les efforts tendant à créer au sein du Conseil d'Entraide Economique et du Traité de Varsovie des organismes supranationaux, sous l'égide du gouvernement soviétique.

Tout en se rapprochant de l'impérialisme américain, les révisionnistes khrouchtchéviens suivirent aussi, en toute conscience, la ligne du rapprochement avec les sociaux-démocrates et toutes les forces de l'anticommunisme, qu'ils utilisaient comme un pont de liaison avec l'impérialisme. C'était la conséquence logique de leur trahison à l'égard du marxisme-léninisme. Le rapprochement des révisionnistes avec la social-démocratie, avec cette agence chevronnée de la bourgeoisie internationale, avait pour fondement naturel l'idéologie antimarxiste commune aux deux parties. C'est sur cette base que s'accomplissait la fusion totale des révisionnistes modernes avec les sociaux-démocrates en un courant unique, antimarxiste, contre-révolutionnaire.

Ce n'était point par hasard qu'impérialistes, titistes, sociaux-démocrates et autres porte-parole de la bourgeoisie apportaient, sous des formes diverses, leur aide et leur soutien à la ligne de la direction soviétique et tressaient des couronnes à Khrouchtchev, l'exaltant même comme un «coryphée de la paix». Le PTA fit clairement comprendre que l'impérialisme et ses valets ne soutenaient ni ne louaient Khrouchtchev en tant que communiste. S'ils agissaient ainsi, c'est qu'ils voyaient en lui et son groupe le meilleur instrument pour saper l'ordre socialiste et le communisme.

Fixer une bonne fois les limites qui nous séparent du révisionnisme

Devant la trahison ouverte des révisionnistes khrouchtchéviens, le PTA lança le mot d'ordre : «**Fixer une bonne fois les limites qui nous séparent du révisionnisme dans tous les domaines**». [*«Grande trahison à l'égard du marxisme-léninisme», «Zëri i Popullit», 13 octobre 1962.*]

C'était là une nécessité impérieuse si l'on voulait combattre l'impérialisme, sauvegarder et renforcer l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, assurer le triomphe du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale. A la masse des communistes et des travailleurs des pays où les partis communistes et ouvriers avaient vu les révisionnistes se porter à leur tête, incombait une tâche historique ardue, celle d'élever la voix pour dire «Halte !» au révisionnisme et aux révisionnistes et les rappeler à l'ordre le plus vite possible. La révolution et la contre-révolution, l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise, de laquelle le révisionnisme est une variante, ne peuvent coexister longtemps ni dans le cadre d'un même parti, ni dans celui de l'ensemble du mouvement.

La lutte résolue du PTA contre le révisionnisme, lutte pénétrée de la solide logique des principes marxistes-léninistes, de l'authenticité des faits, trouva un large écho dans le monde entier. Le PTA recevait de l'étranger des milliers de lettres de communistes révolutionnaires, d'hommes de progrès, le remerciant pour sa lutte juste, courageuse et de principe contre le révisionnisme khrouchtchévien, et demandant les articles du «Zëri i Popullit» et d'autres documents du Parti. Les révisionnistes faisaient tout leur possible pour empêcher les communistes de leurs pays de prendre connaissance des documents du PTA. Et ils agissaient de même pour les documents du PCC. Des sanctions sévères, allant jusqu'à l'exclusion du parti, étaient prises contre tous ceux qui osaient demander ces documents.

La résistance contre le révisionnisme croissait partout. Un grand nombre de communistes révolutionnaires se détachèrent des dirigeants révisionnistes. Dans nombre de pays (Australie, Ceylan, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Autriche, Angleterre, Pays-Bas, Espagne, Italie, France, etc.) furent formés de nouveaux partis communistes marxistes-léninistes, des groupes et centres révolutionnaires de lutte contre le révisionnisme. Devant la pression de la masse des communistes et des peuples, devant le danger de se voir complètement démasquer, le groupe Khrouchtchev, afin de camoufler son activité scissionniste et contre-révolutionnaire, se mit à manœuvrer et à recourir à de nouvelles formes de démagogie. Il commença par mener grand bruit sur la sauvegarde de l'unité.

A l'époque où il lança son attaque contre le PTA, il définissait la polémique comme «la plus haute manifestation de l'esprit de principe léniniste», tandis qu'en janvier 1963, au Congrès du PSU d'Allemagne, subitement, après avoir distillé tout son fiel sur le PTA et le PCC, il demanda qu'il fût mis un terme à la polémique ! Le PTA dénonça cette tactique de la direction soviétique comme étant pure mystification et hypocrisie.

«Parler d'unité au sein du mouvement communiste et du camp socialiste alors que, sur les questions fondamentales, on viole à chaque pas les conclusions des Déclarations de Moscou et applique une ligne opposée aux intérêts des peuples et du socialisme, comme le fait le groupe révisionniste de Khrouchtchev, signifie tromper les communistes et les peuples et faire de la démagogie, être pour la scission et contre l'unité, ou rechercher une fausse unité, basée sur une plate-forme antimarxiste, révisionniste». («Pour l'unité combattante du mouvement communiste sous le drapeau triomphant du marxisme-léninisme», «Zëri i Popullit», 7 février 1963.)

Le PTA explique clairement qu'il ne peut y avoir d'unité avec les scissionnistes et les renégats du marxisme-léninisme, les titistes, les togliattistes ou les khrouchtchéviens. L'unité au sein du mouvement communiste international ne peut être établie que sur des bases révolutionnaires, sans révisionnistes et dans une lutte intransigeante contre le révisionnisme. L'unité vraie et durable ne peut être édiflée que sur les fondements de l'idéologie prolétarienne. Ce n'était pas la première fois que le mouvement ouvrier et communiste avait à affronter une grave trahison de la nature de celle dont les révisionnistes modernes se rendaient maintenant coupables. Lénine et les léninistes avaient brisé tous les ponts avec les chefs félons de la II^e Internationale et n'étaient parvenus à créer une unité d'acier du mouvement communiste international qu'en chassant les renégats et en luttant hardiment et sans merci contre l'opportunisme et le révisionnisme de tout acabit.

Pour mieux faire ressortir le caractère fallacieux de la demande d'unité, avancée par les révisionnistes, le PTA proposa à la direction soviétique: d'avoir le courage de faire, publiquement, de même qu'elle avait injustement attaqué le PTA, son autocritique et de désavouer toute son activité anti-albanaise ; de rétracter l'appel à la contre-révolution lancé au peuple albanaise, l'appel à renverser la direction du PTA et toutes les calomnies et accusations monstrueuses à l'adresse de l'Albanie ; il proposa que le PTA et le PCUS publient conjointement tous les matériaux et documents officiels relatifs aux désaccords surgis entre les deux Partis afin d'aider les communistes et les travailleurs des deux pays à juger objectivement qui était dans le vrai; que la direction soviétique crée des conditions d'égalité complète en vue de conversations bilatérales éventuelles entre le PTA et le PCUS.

Mais le groupe Khrouchtchev, comme on pouvait s'y attendre, ne répondit même pas à ces propositions, car il n'était réellement ni pour des conversations sur un pied d'égalité, ni pour un juste règlement des désaccords, ni pour une unité basée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien.

Tout en prétendant rechercher «l'unité», il poursuivit furieusement, dans tous les domaines, son activité hostile contre le PTA et la RPA, ainsi que contre les autres partis marxistes-léninistes révolutionnaires. En juillet 1963, la direction soviétique déclencha une attaque pleine de calomnies et de basses injures, dirigée directement contre le PCC et la ligne générale du mouvement communiste international. Cela indiquait une fois de plus quels étaient les véritables scissionnistes sapant l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste, cela attestait qu'en parlant «d'unité» le groupe Khrouchtchev avait pour seul but de voiler sa grande trahison. C'est pourquoi,

«la lutte pour une véritable unité marxiste-léniniste — déclarait le PTA, — est aujourd'hui inséparable de la lutte contre les scissionnistes, contre le révisionnisme moderne, représenté par le groupe Khrouchtchev-Tito, contre leurs conceptions et leurs activités, qui ont mis en danger non seulement la cause de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, mais également les destinées mêmes du socialisme et du communisme dans le monde». («N. Khrouchtchev a déployé le drapeau de la scission et de la trahison», «Zëri i Popullit», 4 octobre 1963.)

Dans cette situation de scission provoquée par la direction révisionniste soviétique au sein du camp socialiste et dans le mouvement communiste international, le PTA jugea opportun de s'adresser, le 5 octobre 1964, par une lettre ouverte, aux membres du PCUS.

«Nous voulons, dans cette lettre, vous parler à cœur ouvert et avec une franchise fraternelle, vous dire cette vérité que N. Khrouchtchev vous a cachée pendant des années. Il vous a trompés et vous trompe toujours...

Le Parti du Travail d'Albanie s'adresse à vous, car il estime que dans la situation actuelle votre responsabilité et votre rôle sont historiques... Vous êtes la seule force qui puisse tirer l'Union Soviétique, la patrie du Grand Octobre et le glorieux Parti des Bolcheviks de l'impasse où les a poussés N. Khrouchtchev, défendre le marxisme-léninisme, l'honneur et la dignité de l'Union Soviétique, lever haut le drapeau révolutionnaire de votre Parti, que Khrouchtchev a honteusement souillé.» (Lettre ouverte du CC du PTA adressée aux membres du PCUS, 5 octobre 1964, «Zëri i Popullit», 6 octobre 1964.)

Dans sa lettre, le CC du PTA dénonçait la tentative de la direction révisionniste soviétique de convoquer une conférence internationale scissionniste ne groupant que ses propres tenants. La réunion que Khrouchtchev voulait faire tenir en décembre 1964 était illégale, car elle était convoquée contrairement aux règles établies conjointement en novembre 1960, à Moscou, par les partis communistes et ouvriers. En convoquant arbitrairement une telle conférence, sans aucune consultation préalable avec nombre d'autres partis, la direction soviétique foulait aux pieds le principe de l'égalité et de l'indépendance des partis communistes et ouvriers, elle tentait de leur imposer sa volonté. Par la convocation hâtive d'une prétendue «conférence internationale des partis communistes et ouvriers», Khrouchtchev visait deux objectifs : condamner les partis communistes (notamment le PCC, le PTA, etc.) qui s'opposaient à sa ligne révisionniste et les «exclure» du camp socialiste et du mouvement communiste ; raffermir les rangs ébranlés du camp révisionniste, mettre tous les révisionnistes sous son contrôle et les assujettir à son bon vouloir.

Le PTA expliqua clairement une nouvelle fois qu'il n'était que pour une réunion des partis communistes et ouvriers convoquée sur la base des principes marxistes-léninistes et des principes révolutionnaires des Déclarations de Moscou, une réunion qui pût servir la véritable unité et non point la scission. Aucune réunion ne pouvait avoir lieu, et aucune unité ne pouvait se réaliser sur la base du révisionnisme. La conjoncture créée ne permettait pas une réunion des partis communistes et ouvriers sur la base du marxisme-léninisme. Si les révisionnistes décidaient de tenir leur réunion séparatiste, soulignait le PTA, cela serait autant de gagné, car ils seraient flétris du sceau de la trahison et de la scission, et la date de cette réunion entrerait dans l'histoire «comme une date marquant leur ruine définitive».

La lettre dénonçait le mensonge du groupe Khrouchtchev, présentant la période écoulée depuis la mort de Staline comme «la période de la marche victorieuse au communisme», comme «le matin de la véritable histoire de l'Union Soviétique». Elle indiquait, faits à l'appui, le tort immense que Khrouchtchev et sa clique avaient causé et continuaient de causer à l'Union Soviétique et au communisme international. Le PTA mettait en évidence que les prétendues «réformes et mesures» successives que le groupe Khrouchtchev appliquait dans l'économie n'étaient rien d'autre que des formes et méthodes de gestion empruntées aux révisionnistes yougoslaves. Ces réformes et mesures étaient une composante de la ligne révisionniste qui menait l'Union Soviétique non pas vers le communisme, comme le prétendaient les révisionnistes khrouchtchéviens, mais vers la restauration du capitalisme.

Le PTA appelait les communistes soviétiques à prendre bien conscience du grave danger qui menaçait l'Union Soviétique et à écraser le complot révisionniste-impérialiste ourdi contre le pays soviétique et le marxisme-léninisme. Il soulignait une nouvelle fois que l'Union Soviétique, création de la Révolution d'Octobre, demeurait chère aux communistes albanais, mais il n'était pas d'accord avec ceux qui soutenaient que «nous devons être toujours au côté de l'Union Soviétique, même sur une fausse voie». Seuls les traîtres peuvent raisonner ainsi. Le Parti du Travail d'Albanie considérait

comme son devoir internationaliste de lutter jusqu'au bout pour écraser le complot révisionniste-impérialiste, défendre l'Union Soviétique, faire échec au groupe Khrouchtchev qui avait usurpé la direction du PCUS, et défendre le marxisme-léninisme.

Aucune illusion sur les nouveaux dirigeants soviétiques. Lutte outrance contre le révisionnisme khrouchtchévien

La lutte résolue de principe du PCC, du PTA et des autres à partis et forces révolutionnaires marxistes-léninistes mit à nu la ligne révisionniste, l'activité opportuniste et aventureuse de Khrouchtchev et de son groupe.

Le révisionnisme se heurta à la résistance insurmontable des révolutionnaires du monde entier. Dans tous les domaines — politique, économique et idéologique, sur les plans international et national, — il subit une série de défaites. En outre, au sein même des révisionnistes, des querelles et désaccords éclatèrent, la scission se produisit. Cela apparut clairement dans le «testament» de Togliatti, qui demandait que les partis communistes et ouvriers s'affranchissent de la tutelle du groupe Khrouchtchev et lui substituent le polycentrisme. En même temps, il se prononçait pour une libéralisation plus profonde et plus rapide du pouvoir soviétique. Cela apparut clairement aussi dans l'attitude réservée de certains dirigeants révisionnistes quant à la réunion internationale fractionnelle des partis, que Khrouchtchev s'employait à organiser. Le révisionnisme khrouchtchévien était en crise.

Pour éviter la défaite complète de leur ligne antimarxiste, les révisionnistes soviétiques se virent contraints, au mois d'octobre 1964, d'éliminer de la scène politique leur chef de file, Khrouchtchev, l'artisan de la ligne révisionniste du XX^e Congrès et du programme antimarxiste du XXII^e Congrès du PCUS. La chute de Khrouchtchev constituait un coup sévère pour l'ensemble du révisionnisme moderne et une grande victoire pour le marxisme-léninisme et toutes les forces révolutionnaires du monde. Cet événement confirmait le bien-fondé de la ligne marxiste-léniniste du PTA et de sa lutte de principe contre le révisionnisme khrouchtchévien.

La nouvelle direction soviétique, avec Brejnev, Kossyguine et consorts, chercha à faire passer la destitution de Khrouchtchev pour une mesure empreinte d'un «haut esprit de principe léniniste» et à créer l'illusion qu'elle corrigeait tous les «excès», l'«arbitraire» et le «subjectivisme intolérable» de l'action du chef de file de triste renom. Toutefois, elle ne formula aucune critique publique à rencontre de Khrouchtchev et déclara même qu'elle suivrait, sans hésitation, la ligne des XX^e, XXI^e et XXII^e Congrès du PCUS ainsi que le programme approuvé au XXII^e Congrès, ligne et programme élaborés par Khrouchtchev en commun avec Brejnev, Kossyguine et d'autres chefs de file révisionnistes.

Même après l'éloignement de Khrouchtchev de la scène politique, le PTA ne nourrit pas le moindre espoir de voir la nouvelle direction soviétique corriger ses erreurs et adopter une ligne marxiste-léniniste.

«La destitution de Khrouchtchev, — indiquait le camarade Enver Hoxha, — est une grande victoire, mais elle ne signifie pas pour autant la fin du révisionnisme khrouchtchévien ni du révisionnisme moderne en général... En le liquidant (Khrouchtchev — Réd.) on n'a pas liquidé la ligne, la politique, les racines socio-économiques du révisionnisme, le révisionnisme khrouchtchévien lui-même... C'est pourquoi, le Parti du Travail, comme du reste tous les vrais révolutionnaires, ne doit nourrir et ne nourrira aucune illusion en ce sens». (Enver Hoxha, 20 ans d'Albanie socialiste. Discours consacré au 20^e anniversaire de la libération de la Patrie, 28 novembre 1964, Tirana, 1964, p. 47.)

Ce tournant ne pouvait se produire que si la plate-forme idéologique et politique du révisionnisme, la ligne khrouchtchévienne du XX^e et XXII^e Congrès du PCUS, étaient annihilées, si l'on réparait tous les maux que les révisionnistes khrouchtchéviens avaient causés au camp socialiste et au communisme international.

En premier lieu, il fallait rectifier l'attitude envers la question de Staline, le réhabiliter totalement, le reconnaître comme un grand marxiste-léniniste, indépendamment de quelque légère erreur sans conséquence qu'il avait pu commettre. Pour pouvoir restaurer l'unité dans le camp socialiste, la direction soviétique devait renoncer à sa politique et à ses pratiques chauvines, à ses actes d'ingérence dans les affaires des autres Etats socialistes et à ses pressions sur eux, à sa tendance à assumer le commandement au sein de ce camp. Le gouvernement soviétique devait reconnaître publiquement ses erreurs et les torts matériels qu'il avait causés à la République Populaire d'Albanie par ses actes unilatéraux antimarxistes et anti-albanais. La reconstitution de l'unité du camp socialiste sur la base de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, de l'entraide fraternelle, devait servir de pivot au rétablissement de l'unité dans le mouvement communiste international. En outre, il ne pouvait y avoir d'unité au sein du mouvement communiste tant que les dirigeants soviétiques seraient enclins à y jouer le rôle de «chef d'orchestre», tant qu'ils demanderaient aux partis communistes et ouvriers de suivre aveuglément leur ligne qui n'était celle que d'un seul parti.

«Notre Parti estime que les communistes ont pour seul guide le marxisme-léninisme, c'est lui qui les dirige, c'est lui et les principes de l'internationalisme prolétarien qui les unissent dans leur grande lutte». (Enver Hoxha, 20 ans d'Albanie socialiste. Discours consacré au 20^e anniversaire de la libération de la Patrie, 28 novembre 1964, Tirana, 1964, p. 71.)

Il ne pouvait y avoir non plus de véritable unité tant que les nouveaux dirigeants soviétiques suivraient obstinément la ligne khrouchtchévienne de collaboration et de fraternisation avec la clique Tito, cette agence éprouvée de l'impérialisme américain. La véritable unité du camp socialiste et du mouvement communiste international ne serait réalisée qu'à travers la lutte résolue de principe des marxistes-léninistes contre le révisionnisme moderne.

«Notre Parti a lutté et continuera de lutter d'une manière conséquente contre le révisionnisme moderne, khrouchtchévien ou titiste, jusqu'à son écrasement complet, contre ce révisionnisme en tant que ligne régressive et antimarxiste, en tant qu'idéologie et politique qui ont trouvé leur expression concrète dans les décisions révisionnistes des XX^e, XXI^e et XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique». (Enver Hoxha, 20 ans d'Albanie socialiste. Discours consacré au 20^e anniversaire de la libération de la Patrie, 28 novembre 1964, Tirana, 1964, p. 48.)

Après la chute de Khrouchtchev, les révisionnistes soviétiques et leurs tenants recoururent à une autre tactique, qui différait de celle de leur chef de file. Ils renoncèrent aux déclarations retentissantes, à la publicité, aux éclats démonstratifs dont usait Khrouchtchev. Ils cessèrent «la polémique» ouverte, tout en poursuivant, avec moins de bruit, mais avec persévérance, la ligne révisionniste khrouchtchévienne, leur coopération ouverte ou camouflée avec l'impérialisme américain dans tous les domaines, leur activité hostile contre la RP de Chine et la RP d'Albanie. Ils recoururent à une démagogie encore plus intense et plus raffinée pour duper les masses, désarmer et neutraliser les hésitants. Ils commencèrent à parler plus haut de «l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste», à souligner que «les désaccords ne touchent pas les questions essentielles de principe», que «ce qui nous unit est plus important et plus fort que ce qui nous sépare». On trouvait alors fréquemment dans les discours des nouveaux dirigeants soviétiques et dans la propagande révisionniste, des déclarations sur «le soutien à apporter à la lutte de libération nationale des peuples», sur un «front commun anti-impérialiste», sur «la condamnation des actes d'agression de l'impérialisme américain». Mais bien entendu, tout cela était fait avec beaucoup de mesure, et avec le souci de ne pas offenser les chefs de file de l'impérialisme.

Le PTA dénonça la démagogie des nouveaux dirigeants khrouchtchéviens, condamna leurs menées mystificatrices et mit en garde contre le danger que présentait leur nouvelle tactique. Il démontra, avec des faits irréfutables à l'appui, qu'ils n'étaient pour l'unité qu'en paroles, mais que c'étaient des scissionnistes par leurs actes ; qu'ils ne soutenaient les luttes de libération nationale qu'en paroles, mais qu'ils les minaient par leurs actes ; qu'ils n'étaient anti-impérialistes qu'en paroles, mais pro-impérialistes par leurs actes.

En janvier 1965, les révisionnistes khrouchtchéviens, par le truchement du gouvernement de la RP de Pologne, eurent le front d'inviter la RP d'Albanie à participer à une réunion du Comité Politique du Traité de Varsovie, sans penser un moment à la situation qu'ils avaient eux-mêmes créée pour l'Albanie au sein même de l'organisation de ce Traité, mais comme s'il ne s'était rien passé, comme s'ils n'avaient pas brutalement foulé aux pieds sa souveraineté. En outre, en la convoquant à une telle réunion, les révisionnistes voulaient se faire de la RPA une complice dans l'exécution de leur plan de rapprochement avec l'impérialisme américain.

Il était bien naturel que le gouvernement albanais refusât de participer à la réunion du Comité Politique Consultatif du Traité de Varsovie tant que la République Populaire d'Albanie, en tant que membre de ce Traité, ne se voyait pas créer des conditions d'égalité et que ses droits souverains étaient violés. Il expliqua clairement que la RPA ne prendrait part à la réunion du Traité de Varsovie que lorsque tous les droits stipulés par ce Traité lui auraient été garantis ; que toutes les violations de ce Traité par la direction soviétique auraient été condamnées, que le gouvernement soviétique aurait indemnisé tous les dommages matériels qu'il avait causés à la République Populaire d'Albanie ; que tous les gouvernements des Etats membres du Traité auraient arrêté des mesures pour normaliser les relations diplomatiques avec la République Populaire d'Albanie ; que les copies de toutes les décisions et de tous les protocoles de caractère politique, économique et militaire, souscrits par les pays membres du Traité de Varsovie en l'absence du gouvernement albanais, lui auraient été remises.

Dans le même temps, le gouvernement albanais estimait de son devoir d'exprimer son opinion sur la question à l'ordre du jour de cette réunion, qui avait soi-disant pour but de faire obstacle à l'équipement de l'Allemagne Occidentale en armes nucléaires.

La République Populaire d'Albanie estimait que, pour arrêter effectivement l'équipement des revanchards allemands en armes nucléaires et freiner leurs visées d'agression, il était nécessaire, avant tout, que la direction soviétique et les gouvernements des pays socialistes qui poursuivaient la même politique qu'elle cessent de collaborer avec les impérialistes américains et de comploter avec eux. Sans l'aide et le soutien de l'impérialisme américain, l'Allemagne Occidentale ne pouvait être dotée d'armes nucléaires ni n'oserait déclencher une attaque contre ses voisins. Le gouvernement albanais jugeait indispensable de dénoncer sans délai le Traité de Moscou de triste renom, qui avait encouragé l'impérialisme américain et les revanchards allemands à poursuivre leurs actes d'agression et de diversion. Il demandait qu'au sein du Traité de Varsovie, la politique de soumission, qui y avait été imposée par les révisionnistes khrouchtchéviens, fût remplacée par une politique révolutionnaire commune qui eût comme objectif de neutraliser la politique d'agression des impérialistes américains et des revanchards allemands. Le gouvernement albanais jugeait la signature du traité de paix avec la République Démocratique Allemande de la plus grande urgence et rejetait sur le gouvernement soviétique la lourde responsabilité d'avoir fait traîner la signature de ce traité, pour finalement y renoncer. Il proposait que l'Organisation du Traité de Varsovie déclarât publiquement qu'elle équiperait et qu'elle équipât effectivement d'armes nucléaires tous les pays socialistes, au cas où les Etats-Unis doteraient de telles armes la République Fédérale Allemande.

Les révisionnistes khrouchtchéviens ne pouvaient naturellement accepter aucune de ces propositions de la République Populaire d'Albanie comme ils ne pouvaient renoncer à leur politique de collusion avec l'impérialisme américain, la soumission à son égard, car cette politique, ils l'avaient eux-mêmes délibérément arrêtée.

L'hypocrisie des révisionnistes sur la question de l'unité fut dévoilée lorsque, conformément à un plan élaboré par Khrouchtchev, ils organisèrent, à des fins de scission, une réunion qui devait se tenir en mars 1965. C'est par pure démagogie que les successeurs de Khrouchtchev ne l'appelèrent pas «Conférence», mais «Rencontre consultative» des partis communistes et ouvriers; par ailleurs ils ne manifestèrent pas, à cette «Rencontre», leurs intentions hostiles avec la brutalité qu'ils avaient projeté de le faire. Sept partis, sur les 26 invités par les révisionnistes, refusèrent de participer à la réunion, entre autres le PTA et le PCC.

Le PTA condamna aussitôt cette réunion comme étant absolument illégale, car elle avait été convoquée arbitrairement, sans consultation préalable de nombreux partis et au mépris de leur opposition. Les travaux de la réunion scissionniste de mars avaient un contenu pro-impérialiste, en dépit de certains propos, bien modérés, qui y furent tenus par démagogie contre l'impérialisme. Aucune des actions pro-impérialistes du gouvernement soviétique ne fut condamnée. Au contraire, il y fut exprimé la résolution de suivre encore plus obstinément la ligne générale de coexistence pacifique et de coopération avec les Etats-Unis, en ignorant le fait que trois semaines auparavant, les impérialistes américains avaient, par des bombardements de pirates, entrepris leur agression contre un pays socialiste — la RD du Viêt-Nam.

L'attitude contradictoire et à double face de la direction soviétique et des autres révisionnistes à l'égard de l'agression américaine au Viêt-Nam : en paroles — soutien au peuple vietnamien ; par les actes — collusion avec les agresseurs américains contre le peuple vietnamien et contre la RP de Chine, illustre clairement leur grande trahison envers le mouvement révolutionnaire mondial.

Le PTA démasqua le tapage assourdissant mené autour de «l'aide soviétique» au Viêt-Nam. C'était là une aide misérable pour un peuple héroïque, pour un pays socialiste frère, une aide minime quant au montant, en regard des immenses ressources de l'Union Soviétique, et tout à fait inadéquate quant à la qualité. Par cette aide, les dirigeants soviétiques avaient pour premier objectif d'acquiescer le «droit» de s'ingérer dans la question du Viêt-Nam, de se livrer à des marchandages avec les agresseurs américains pour étouffer la lutte héroïque du peuple vietnamien et des autres peuples dans le Sud-Est asiatique, sans porter atteinte aux intérêts des Etats-Unis, et pour entourer la Chine d'un cercle de feu impérialiste-révisionniste.

C'est ce même but que visaient les khrouchtchéviens dans leurs efforts incessants pour aboutir à un «règlement pacifique» de la guerre du Viêt-Nam, en faisant pression sur la République Démocratique du Viêt-Nam et sur le Front National de Libération du Sud Viêt-Nam, pour qu'ils acceptent les conditions présentées par les envahisseurs américains.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais tout entier considérèrent aussitôt l'agression criminelle américaine contre le peuple vietnamien frère comme une agression contre leur propre pays, contre le camp socialiste et tous les peuples épris de liberté dans le monde. Ils exprimèrent leur solidarité totale avec le peuple vietnamien, du Sud comme du Nord, en lui prêtant sans réserve toute l'aide et tout le soutien possibles.

Le PTA dévoila le vrai visage des révisionnistes khrouchtchéviens, ennemis de tous les peuples qui mènent une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme.

Le Parti regardait la lutte de principe et sans compromis pour la victoire totale sur le révisionnisme, comme une lutte pour la victoire du socialisme.

«Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais ont la légitime fierté d'avoir toujours porté sans fléchir le grand drapeau du marxisme-léninisme et d'avoir lutté et de lutter toujours, l'arme à la main, contre les traîtres révisionnistes modernes». (Enver Hoxha, Discours prononcé à une rencontre avec les électeurs de sa circonscription, le 8 juillet 1966 «Zëri i Popullit», 9 juillet 1966.)

CHAPITRE VII - LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE POUR SA REVOLUTIONNARISATION ULTERIEURE ET CELLE DE TOUTE LA VIE DU PAYS

1. L'APPROFONDISSEMENT DE LA LIGNE DE MASSE

Le solide appui sur les masses a constitué le principal facteur de toutes les victoires du Parti. C'est précisément à ce fait que le Parti doit d'avoir pu lutter avec tant de succès contre le révisionnisme khrouchtchévien, d'avoir tenu tête au blocus impérialiste-révisionniste et assuré la réalisation du troisième plan quinquennal.

En œuvrant à l'accomplissement des tâches économiques, culturelles, idéologiques et politiques, en luttant contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne durant la période du troisième quinquennat, le Parti du Travail d'Albanie a considérablement enrichi son expérience de la direction politique, de l'organisation et de l'éducation des masses.

La pratique de la lutte quotidienne du Parti et des masses fit apparaître la nécessité de recourir à de nouvelles formes, plus souples, à une méthode et à un style plus révolutionnaires dans le travail du Parti et des organes d'Etat. Cela était indispensable pour assurer une meilleure utilisation des immenses capacités créatrices du peuple au profit de l'édification socialiste, une participation plus active et plus directe des masses travailleuses à la direction et au développement de l'économie et de la culture, au gouvernement du pays.

C'est précisément ce but que visait l'appel du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie et du Conseil des Ministres, adressé, en octobre 1965, à la population, pour qu'elle prenne une part active et directe à l'élaboration du quatrième plan quinquennal. A la différence du processus suivi pour les débats organisés précédemment parmi les masses populaires pour l'élaboration des plans quinquennaux, celles-ci discutèrent le nouveau plan quinquennal sans qu'il leur fût soumis de chiffres détaillés fixés par les organismes supérieurs compétents mais seulement quelques chiffres globaux à titre d'orientation.

Répondant à l'appel du Parti, les masses populaires discutèrent des chiffres du plan avec une ardeur, un esprit créateur et un sens profond et révolutionnaire de leurs responsabilités sans précédent. Dans le plan qu'elles proposèrent au Parti et au gouvernement, nombre d'indices dépassaient les prévisions les plus optimistes des organes d'Etat et des organismes économiques. Les propositions faites par les masses créaient de grandes possibilités d'augmenter la production industrielle et agricole, et particulièrement, en ce qui concerne l'agriculture, les récoltes de céréales et de pommes de terre, etc. Ainsi furent jetées les bases d'un plan quinquennal, révolutionnaire et mobilisateur. Le débat sur l'élaboration du quatrième plan quinquennal fut extrêmement instructif pour les organisations du Parti, pour les organes de l'Etat et pour les masses travailleuses.

Le haut esprit révolutionnaire qui anima le débat populaire aida le Parti à déceler encore mieux les insuffisances et les défauts de son action et de celle des organes de l'Etat, à analyser d'un œil critique l'activité déployée jusqu'alors et à tirer des enseignements importants qui devaient lui permettre de prendre toute une série de mesures essentielles dans le sens de l'amélioration de son travail, de sa propre révolutionnarisation ultérieure et de celle de toute la vie du pays.

La lutte contre le bureaucratisme, pour une méthode et un style de travail révolutionnaires

Pour assurer la révolutionnarisation ultérieure du Parti, de l'appareil d'Etat et de toute la vie du pays, il était indispensable, avant tout, d'extirper le bureaucratisme.

Le Parti a toujours considéré le bureaucratisme comme le pire des maux pour ses propres structures et les organes de l'Etat, et il l'a combattu en tant que tel. Le bureaucratisme mène à la rupture des attaches avec les masses, étouffe leur initiative et leur esprit créateur, entrave leur participation active et directe à la gestion de l'économie et au gouvernement du pays. Il supprime ainsi la démocratie, cependant qu'il transforme l'appareil d'Etat en une machine pesante, encombrante, qu'il finit par corrompre.

Aussi, le Parti ne pouvait-il tolérer les déformations bureaucratiques, la dangereuse maladie du bureaucratisme, qui s'était installée dans les organismes de l'Etat, de l'économie et du Parti et y avait exercé une action malfaisante.

Certains travailleurs des rouages centraux et provinciaux du Pouvoir ainsi que des organes économiques se fiaient davantage aux mesures administratives, aux papiers, aux règlements et aux lois qu'au travail politique vivant et de persuasion auprès des gens. Souvent, dans la pratique, on n'accordait pas la primauté à la politique prolétarienne du Parti, mais on regardait et jugeait les questions d'un œil de technocrate, de fonctionnaire, de spécialiste apolitique. Le fétichisme des mesures administratives, la manie de multiplier à l'excès les actes écrits, les règlements et les ordonnances, les statistiques et les formalités, de surcharger les lois et les codes de nombreux articles inutiles, avaient entraîné le gonflement des organismes étatiques et économiques, le détachement des fonctionnaires de la vie pratique. Ces méthodes de travail avaient causé d'intolérables lenteurs, une diminution du rôle des conseils populaires ainsi que l'affaiblissement de la participation directe des masses à la direction de l'économie et au gouvernement du pays. Les déformations bureaucratiques étaient en contradiction formelle avec la ligne révolutionnaire du Parti, avec l'essence même, foncièrement démocratique, de l'Etat socialiste, où tout le pouvoir appartient aux travailleurs des villes et des campagnes.

Les déformations et manifestations bureaucratiques avaient pour racines: les survivances de la méthode et du style de travail propres à l'appareil bourgeois, méthode et style qui avaient pénétré dans le nouvel appareil d'Etat à travers les fonctionnaires de l'ancienne administration, que le Parti avait maintenus en fonction, en leur qualité d'honnêtes gens, de patriotes dévoués au Pouvoir populaire; les vestiges des conceptions bourgeoises et petites-bourgeoises subsistant encore dans la conscience des fonctionnaires et même des communistes; le fréquent recours à l'expérience étrangère sans une soigneuse étude préalable, sans un examen critique et sans l'adapter aux conditions concrètes du pays; et, enfin, dans la pratique, la sous-estimation par les organes de l'Etat et du Parti de la dangereuse maladie du bureaucratisme. C'étaient là autant de formes sous lesquelles se manifestait la pression de l'ennemi de classe et de son idéologie sur le Parti et l'appareil de l'Etat.

Les comportements et les actes bureaucratiques créaient une ambiance propice à la formation d'une couche privilégiée de fonctionnaires et de travailleurs intellectuels, à l'apparition du révisionnisme, et, en conséquence, ouvraient la voie à la restauration du capitalisme. Le Parti prévint ce danger et, sur l'initiative directe du camarade Enver Hoxha, engagea contre le bureaucratisme une lutte sans merci pour l'extirper totalement.

Le Comité Central donna la directive de rejeter comme une pratique néfaste, le recours immodéré aux écritures administratives, aux ordonnances et règlements, aux formalités et notations superflues, en n'en conservant que le strict nécessaire, de renoncer aux trop longues et trop fréquentes réunions, d'effectuer l'essentiel du travail non point par lettres et décisions écrites, mais par une action vivante auprès des gens. Il recommanda d'éliminer la tutelle bureaucratique des instances supérieures de l'Etat et du Parti sur les instances inférieures, de s'employer à ce que les conseils populaires et leurs organes exécutifs usent de tous les droits qui leur sont conférés par la loi, et les comités locaux du Parti de toutes les attributions que leur reconnaissent les Statuts. Il fallait, en outre, étudier l'extension éventuelle des attributions des organes locaux du Pouvoir et du Parti. Chaque organe du Parti ou de l'Etat, chaque cadre, devait assumer l'entière responsabilité des tâches qui lui étaient confiées, faire preuve d'initiative et de hardiesse pour la solution des problèmes, en donnant la primauté à la politique prolétarienne. La direction du Parti demanda que l'on bannît sans hésitation de la pratique des organes

du Pouvoir et du Parti les méthodes autoritaires, les attitudes arrogantes et indifférentes envers les travailleurs, le mépris de la critique et l'étouffement de la voix des masses. Elle recommanda de renoncer au contrôle bureaucratique et de lui substituer un contrôle qui vérifie non seulement l'exécution minutieuse des décisions prises et des tâches assignées, mais encore leur bien-fondé et leur adaptation à l'élan de la vie, de la pratique révolutionnaire. Le contrôle d'en haut est fécond, il corrige et mobilise lorsqu'il a pour fondement le contrôle sévère et quotidien des masses travailleuses d'en bas sur les organes et les rouages de l'Etat, sur les fonctionnaires de toutes les catégories.

Dans les conditions du renforcement de la dictature du prolétariat à tous ses maillons, la direction du Parti jugeait nécessaire de réorganiser le système de direction, en laissant un plus vaste champ d'action à la base, en encourageant son initiative et en la renforçant avec des cadres qualifiés dépêchés du centre.

La lutte engagée par le Parti en vue d'extirper le bureaucratisme nécessita rapidement une plus juste redistribution des cadres, une réduction et une simplification des états du personnel. La réalisation de cette tâche fut considérée par le Comité Central comme un problème concernant tous les communistes, tous les travailleurs, et que l'on devait résoudre non point essentiellement par des mesures administratives, mais en prenant pour base leur libre consentement, leur haut patriotisme socialiste. Les cadres et les travailleurs de l'administration publique répondirent en masse à l'appel du Parti à aller travailler sur le front principal, le front de la production. On vit ainsi se renouveler la glorieuse tradition de la Lutte de Libération Nationale et des mouvements de travail bénévole de la jeunesse des premières années qui suivirent la libération du pays. Le Parti soutint de toutes ses forces cette initiative révolutionnaire, en laquelle il voyait un exemple de patriotisme et de morale communiste, de subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt de la Patrie et du socialisme.

Le Comité Central recommanda de revoir d'un œil critique toutes les principales lois et ordonnances. Mais pour cela, il fallait consulter les masses et, avec leur large participation, réélaborer les lois de façon à en éliminer les dispositions inutiles, tout ce qui y était suranné, superflu et étranger au marxisme-léninisme, en supprimer les formulations compliquées, et les rendre aussi simples, compréhensibles et éducatives que possible. D'autres mesures d'une très grande portée révolutionnaire, arrêtées par le Comité Central du Parti, prescrivaient l'ajustement du rapport entre les hauts salaires et les moyens et bas salaires, le rétablissement de la fonction de commissaire politique et la création des comités du Parti dans l'armée, ainsi que l'abolition des grades militaires.

L'ajustement du rapport entre les rémunérations du travail toucha seulement les traitements élevés de certains travailleurs de l'appareil de l'Etat et du Parti, des secteurs scientifiques et culturels, sans réduire les moyens et bas salaires. Dans la République Populaire d'Albanie, la disparité entre les hauts et les bas salaires n'avait jamais été très marquée, car le Parti n'avait jamais toléré que s'instaurât un tel état de choses. Cette différence n'était nullement comparable au profond fossé qui sépare, dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir, les rémunérations des ouvriers et des employés des catégories inférieures d'une part, et celles des fonctionnaires, des cadres et de l'intelligentsia des échelons supérieurs et même moyens, d'autre part. Néanmoins, le Parti estima indispensable de réduire encore davantage la différence entre les hauts et les bas salaires. Cette mesure était dictée par la nécessité de rapprocher le plus possible le niveau de vie des cadres dirigeants et des travailleurs culturels et scientifiques des catégories supérieures, de celui de tous les travailleurs du pays. Elle fut prise dans l'intention de détruire tous les ponts et chemins qui mènent au détachement d'avec les masses populaires, qui tendent à faire indûment préférer le travail de bureau et engendrent des attitudes de dédain envers le travail dans les secteurs productifs. Cette mesure barrait la route aux tendances à la mollesse et au goût du gain, qui entraînent l'abandon de l'esprit révolutionnaire, créent un terrain propice aux tendances petites-bourgeoises et à la propagation des conceptions révisionnistes. Le Parti veilla en même temps à empêcher que l'on ne glisse à quelque forme d'égalitarisme et que cette idée erronée et néfaste ne se propage au stade de la société socialiste. Le travail de direction et le travail qualifié continueraient d'être appréciés à l'avenir, mais toujours en fonction des conditions réelles du pays.

La décision de rétablir la fonction de commissaire politique, de créer des comités du Parti et de supprimer les grades dans l'armée, fut prise dans l'intention de raffermir encore davantage les liens unissant les forces armées de la République et le peuple, de resserrer encore davantage les attaches des cadres militaires avec la masse des soldats, d'élever et de perfectionner encore leur formation politico-idéologique, ainsi que leurs aptitudes et leur état de préparation au combat, de porter à un niveau supérieur la direction du Parti dans l'armée.

Ces mesures représentaient un renouveau de la tradition de l'Armée de Libération Nationale, dont la direction avait été conjointement assurée à travers les comités du Parti, par les commandants et les commissaires politiques, qui ne portaient pas de grades ni d'autres signes distinctifs les différenciant des simples soldats. L'institution des grades par le Congrès Antifasciste de Permet, en mai 1944, et l'unification du commandement dans les détachements et unités militaires dans la période qui suivit la Libération, jouèrent un rôle important pour conférer à l'Armée Populaire le caractère d'une armée moderne, parfaitement régulière, dotée d'un haut degré d'organisation et d'une discipline rigoureuse. De même que d'autres mesures prises à la veille de la libération du pays, la décision d'instituer des grades dans l'armée avait également été dictée par des facteurs extérieurs. Le but poursuivi à travers cette mesure était de donner au nouvel Etat albanais issu de la Révolution populaire une image des plus parfaites du point de vue de la forme également, celle d'un Etat investi de tous les droits légaux pour représenter le peuple albanais dans l'arène internationale. Cette mesure, à l'époque, était un rude coup porté à la réaction impérialiste mondiale, qui cherchait à faire passer l'Etat albanais de démocratie populaire pour un Etat «illégal» et l'Armée de Libération Nationale pour un «rassemblement de bandes de bachi-bouzouks».

Toutefois, dans la conjoncture nouvelle, le maintien des grades et des commandements unifiés, en dépit des grands avantages qu'ils avaient présentés en leur temps, aurait entraîné des conséquences néfastes. Il entravait l'établissement d'étroits rapports de camaraderie entre les cadres et les soldats, entretenait la présomption et l'arrogance petites-bourgeoises, freinait l'essor des initiatives créatrices, et comportait donc le danger de voir les officiers se couper des masses. Par contre, les nouvelles décisions du Comité Central relatives à l'armée écartaient ce danger, ouvraient la voie à une plus haute préparation politique et militaire des forces armées, à leur révolutionnarisation, au renforcement de la puissance défensive de la Patrie. Le Comité Central prit ces décisions après avoir consulté les communistes et les militaires de tout rang, depuis les soldats jusqu'aux généraux, et organisé un vivant débat avec eux.

La lettre ouverte du Comité Central et l'élan révolutionnaire pour la mise en pratique des enseignements du Parti

Au mois de mars 1966, le Comité Central du Parti décida d'adresser aux communistes, aux travailleurs, aux soldats et officiers, une lettre ouverte leur faisant part des mesures révolutionnaires radicales qu'ils avaient arrêtées au cours des derniers mois et les appelant à lutter de toutes leurs forces pour réaliser les tâches dictées par ces mesures. La lettre comportait une synthèse marxiste-léniniste de l'activité et de l'expérience du Parti au cours des dernières années, années de travail et de lutte révolutionnaire intenses. Tout en évoquant les victoires et les succès remportés, le Parti, comme toujours, parlait au peuple franchement de ses propres erreurs et de ses lacunes.

Pour qu'ils puissent réaliser dignement les tâches qui se posaient à eux, le Comité Central demandait que tous les communistes et les travailleurs se guident dans leur travail et dans leur vie quotidienne sur le principe de la primauté de la politique prolétarienne, autrement dit :

«qu'avant tout, chaque communiste, chaque travailleur doit toujours penser politiquement: chaque problème, fût-il économique, administratif ou technique, public ou autre, doit être considéré en fonction des intérêts du peuple, de la Patrie, du socialisme.» (Lettre ouverte du CC du PTA, 4 mars 1966. Tirana, 1966, p. 20.)

Une autre garantie de la révolutionnarisation ultérieure de la vie du pays consistait dans l'application continue et persévérante par le Parti de la ligne de masse dans tous les domaines de la vie, dans l'ensemble de son activité et de celle du Pouvoir populaire. Pour ce faire, il allait falloir, comme toujours, s'appuyer fortement sur les masses populaires. Le Parti demandait de prêter une oreille plus attentive à la voix des masses, de développer harmonieusement leur esprit d'initiative et de création, d'assurer plus largement leur participation directe et active à la gestion de l'économie et au gouvernement du pays, à la lutte contre les déformations bureaucratiques, contre toute action irresponsable qui pourrait être relevée dans l'activité de divers travailleurs du Pouvoir et du Parti.

«Le peuple au-dessus de tout. C'est le principe fondamental qui a guidé et guide le Parti et les organes du Pouvoir populaire dans toutes leurs activités. Le Pouvoir populaire et ses organes sont une arme entre les mains du peuple lui-même et lui servent à faire victorieusement avancer la cause de l'édification socialiste. Dans cet esprit, tout employé ou fonctionnaire de notre appareil d'Etat, quel que soit le poste qu'il occupe, n'est qu'un serviteur du peuple». (Lettre ouverte du CC du PTA, 4 mars 1966. Tirana, 1966, p. 14.)

Le Comité Central exprimait dans cette lettre sa conviction que les mesures que prenait le Parti, seraient correctement comprises par tous les travailleurs, et, en premier lieu, par les communistes, comme des mesures visant à développer continuellement la révolution, à accélérer les rythmes de l'édification socialiste, à raffermir la défense de la Patrie pour la rendre invincible. Ces mesures se rattachaient directement à l'éducation communiste, à la trempe révolutionnaire de classe des travailleurs.

«L'édification de la société socialiste intégrale exige que tout communiste et tout travailleur, chaque jour et à toute heure, quel que soit son travail, quelle que soit la fonction qu'il assume, travaille et pense en révolutionnaire, qu'il se sente toujours le serviteur du peuple, attaché à la vie à la mort aux ouvriers, aux paysans ou aux soldats, toujours prêt à sacrifier jusqu'à sa vie pour le peuple, la Patrie, la révolution, le communisme... Cela est essentiel pour le présent, mais aussi pour l'avenir de notre Patrie socialiste, c'est là un devoir qui incombe à tous les communistes et à tous les travailleurs, mais cela est vital en particulier pour la jeune génération, pour ceux qui prendront demain la relève de la révolution.» (Ibid., p. 5.)

Les mesures tendant à extirper le bureaucratisme et à révolutionnariser la vie du pays portaient un coup écrasant aux impérialistes et aux révisionnistes, aux débris des classes exploiteuses renversées. Ces mesures privaient les ennemis de classe de champ d'action, déjouaient leurs plans pour renverser l'ordre socialiste et restaurer le capitalisme. Aussi, le Comité Central prévenait-il les masses que les ennemis tenteraient de présenter ces mesures sous un jour entièrement faux et qu'en l'occurrence ils calomnieraient le Pouvoir en attribuant la prise de ces dispositions à la faiblesse du Pouvoir populaire, qu'ils lanceraient de nouvelles attaques contre le Parti du Travail d'Albanie pour ébranler la confiance que lui témoignaient les travailleurs.

«C'est pourquoi, parallèlement à un vaste travail d'éducation et de persuasion auprès des masses, il était indispensable de faire preuve d'une vigilance et d'une détermination accrues dans la lutte contre les ennemis de classe.» (Lettre ouverte du CC du PTA, 4 mars 1966. Tirana, 1966, p. 36.)

La ferme lutte de principe que le Parti menait contre le révisionnisme moderne lui fut d'un grand secours pour l'adoption de ces mesures révolutionnaires radicales. Cette lutte lui fit saisir encore plus à fond les causes intérieures de l'apparition et de l'implantation du révisionnisme en Union Soviétique et dans plusieurs autres pays socialistes. Le bureaucratisme qui étouffait le Parti Communiste de l'Union Soviétique avait aidé les révisionnistes khrouchtchéviens à s'emparer du pouvoir. La couche privilégiée qui s'y était créée, et qui était formée de fonctionnaires bureaucrates du Parti et de l'administration, de dirigeants de l'économie, de gens de l'art, de la science et de la culture, aux traitements «princiers» et au niveau de vie très supérieur à celui des masses travailleuses, constitua une base sociale effective pour la floraison des conceptions révisionnistes, une base solide sur laquelle s'appuyèrent les groupes révisionnistes pour renverser le pouvoir et engager leur pays dans la voie de la restauration graduelle du capitalisme. De la mise à nu de ces causes qui sont les racines mêmes du

révisionnisme, le Parti du Travail d'Albanie tira de grands enseignements pour arracher lui-même toutes les racines de cette espèce et empêcher que n'advienne en Albanie ce qui s'était produit en Union Soviétique et dans plusieurs autres pays socialistes.

Les mesures courageuses prises en vue d'extirper le bureaucratisme et de révolutionnariser la vie du pays n'inversaient ni ne modifiaient la ligne générale du Parti pour l'édification de la société socialiste. Elles constituaient un nouveau développement créateur des décisions et des directives du Parti en vue de l'approfondissement de la révolution socialiste. Elles témoignaient de sa grande force. De telles mesures radicales ne peuvent être prises que par un Parti de la classe ouvrière qui applique fidèlement le marxisme-léninisme, qui poursuit constamment une politique révolutionnaire, qui est doté d'une unité monolithique et est étroitement lié au peuple.

La lettre ouverte du Comité Central devint une arme solide entre les mains des communistes et de tous les travailleurs. Les mesures radicales prises par le Parti reçurent une approbation unanime et suscitèrent un vif enthousiasme révolutionnaire dans tout le pays. Le Parti et le peuple tout entiers se dressèrent pour les mettre pleinement en œuvre.

En un temps record, l'appareil de l'Etat et celui du Parti, au centre et dans les différents districts, furent réorganisés sur des bases révolutionnaires plus solides. Les administrations des entreprises d'Etat et des coopératives agricoles furent également réorganisées et simplifiées. Le nombre des ministères fut réduit ; des directions et des départements superflus furent supprimés ou fusionnèrent. Le personnel de l'administration centrale de l'Etat fut réduit de moitié. Près de 15.000 cadres de l'administration passèrent à des activités productives, surtout dans les campagnes. Un bon nombre de cadres, et parmi eux, des cadres supérieurs du Parti et de l'Etat, furent mutés des organes centraux à la base. La simplification de l'appareil administratif s'accompagna d'une réduction sensible de la correspondance administrative, et ainsi les écritures inutiles furent remplacées par le travail vivant auprès des gens. Des réductions et des simplifications furent également opérées dans le système de la comptabilité et de la planification. De nombreuses attributions dans le domaine de la planification et de la fixation des prix, appartenant jusque-là au Conseil des Ministres, furent transférées aux ministères compétents et aux comités exécutifs des conseils populaires de district, en s'en tenant toujours au principe du centralisme démocratique.

Dans le domaine de la production, le mouvement pour l'application des enseignements du Parti et la réalisation des tâches qu'il avait fixées connut un élan sans précédent. La culture de la pomme de terre et le défrichage de terres nouvelles prirent le caractère de grandes actions de masse, économiques et politiques, qui furent menées à terme avec un grand succès. L'Armée Populaire montra l'exemple de façon éclatante. Des rendements supérieurs à ceux des années précédentes furent obtenus dans la majorité des cultures agricoles, surtout pour les céréales panifiables. En 1966, de nombreuses coopératives agricoles de montagne produisirent pour la première fois une quantité de céréales suffisante à subvenir à leurs besoins en pain. Le plan de la production industrielle prévu pour 1966 fut également dépassé.

Un grand mouvement en vue de rattacher le travail intellectuel au travail manuel, à la production, fut lancé.

Bénévolement, des travailleurs intellectuels se rendirent en masse dans les campagnes pour prêter main-forte aux paysans dans les travaux agricoles. En application de la décision du Comité Central relative à l'organisation, sur des bases plus solides, de l'activité des intellectuels dans les secteurs directement productifs, tous les fonctionnaires et travailleurs des secteurs scientifiques et culturels étaient engagés un mois par an dans la production, principalement dans les campagnes. En outre, des dizaines de milliers de jeunes des écoles secondaires et supérieures prirent part aux actions bénévoles de masse dans la construction et la production.

En particulier, la préparation militaire et physique de la population fut encore intensifiée. Les masses comprenaient de mieux en mieux et toujours plus à fond l'importance de cette question. Elles y voyaient un impératif absolu pour perfectionner leur état de préparation en vue de la défense de la Patrie et de l'édification socialiste du pays.

Les élections à l'Assemblée Populaire de la RP d'Albanie, qui eurent lieu le 10 juillet 1966, apportèrent un magnifique témoignage de ce nouvel élan révolutionnaire, de cette unité d'acier du peuple autour du Parti. La quasi totalité des électeurs votèrent pour les candidats du Front Démocratique.

A l'occasion de ces élections, l'organisation du Front Démocratique, suivant les recommandations du Parti, se vivifia encore davantage. Les autres organisations de masse portèrent à un plus haut degré leurs activités d'éducation communiste des travailleurs.

Des efforts furent déployés pour trouver de nouvelles formes de propagande et d'agitation, des formes plus adéquates, plus compréhensibles pour les masses, plus mobilisatrices. Une lutte systématique fut engagée en vue d'éliminer le formalisme et le schématisme dans le travail politique et éducatif et, en ce qui concerne les sciences sociales, de les rattacher aussi étroitement que possible à la vie pratique.

Le bureaucratisme essuya aussi un coup sévère et un tournant révolutionnaire s'amorça dans la manière de penser, de vivre et d'agir des travailleurs.

Toutefois, le Parti considérait les mesures qu'il avait prises en 1966 pour sa propre révolutionnarisation ultérieure et celle de toute la vie du pays, comme les premiers pas d'un long processus révolutionnaire qui devait être approfondi toujours davantage et maintenu en ascension constante.

Le Parti avait conscience que ce processus ne se développerait point sans obstacles et sans heurts. La lutte contre le bureaucratisme et pour la révolutionnarisation continue de la vie du pays était une lutte de classe contre les habitudes, les coutumes, les conceptions conservatrices et bourgeoises, une lutte entre l'action révolutionnaire et l'action contre-révolutionnaire.

Dans cette lutte, l'immense majorité des travailleurs marchaient hardiment de l'avant dans la voie de la révolution ininterrompue, en surmontant tous les obstacles et toutes les difficultés. Mais il y avait aussi des gens qui étaient à la traîne ou qui s'arrêtaient à mi-chemin, parce qu'ils ne trouvaient pas la force suffisante pour vaincre les vieilles habitudes, coutumes et conceptions, ou que, sous l'influence néfaste de l'idéologie bourgeoise-révisionniste, ils cédaient à la pression des ennemis. Et il y avait même quelques communistes parmi eux. Le Parti réduisait ces inévitables contradictions non antagonistes au sein du peuple par un travail inlassable d'éducation et de persuasion, en tendant une main aux retardataires et aux hésitants, pour les entraîner et les faire avancer du même pas révolutionnaire que la masse des travailleurs.

La pratique a démontré que ce qui empêche les gens de mettre en œuvre les idées, les formes et les méthodes de travail révolutionnaires nouvelles, ce qui les embarrasse dans ce sens, c'est la routine, les conceptions, les habitudes et les coutumes surannées, ancrées dans leur esprit depuis de longues années. C'était également là la raison des faiblesses relevées dans la méthode et le style de travail des comités et des organisations de base du Parti, des rouages de l'Etat et des organismes économiques. C'était là aussi l'origine des actes bureaucratiques que l'on voyait poindre de temps en temps, d'une certaine hésitation de la part de nombreux travailleurs intellectuels à rattacher plus étroitement et organiquement leur travail à la vie pratique, aux activités productives, à s'appuyer davantage sur les masses.

Pour surmonter les obstacles et les difficultés, pour empêcher que les formes et méthodes de travail, les habitudes et les conceptions surannées deviennent dangereuses, pour assurer un élan révolutionnaire continu et toujours ascendant, le camarade Enver Hoxha indiquait :

«il faut du travail, des sacrifices, de l'abnégation, une maturité politique et idéologique, une capacité organisationnelle et technique, et par-dessus tout une volonté de fer et une haute conscience socialiste. Ce sont précisément toutes ces vertus que doivent posséder en premier lieu les communistes...

... Nous avons devant nous des tâches immenses, exaltantes, ardues, mais des tâches sacrées. Mettons-nous donc à l'œuvre, car ni le travail, ni la lutte, ni les sacrifices, si lourds soient-ils, ne nous ont jamais effrayés, et ils ne nous effrayeront jamais.» (Enver Hoxha, Discours prononcé à la 17^e session plénière du CC du PTA, 13 juillet 1966. ACP.)

2. LE V^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. LES TACHES A ACCOMPLIR POUR POUSSER PLUS AVANT LA REVOLUTIONNARISATION DU PARTI ET DE TOUTE LA VIE DU PAYS

Les travaux du V^e Congrès du Parti se déroulèrent à Tirana du 1^{er} au 8 novembre 1966. Participaient à ce Congrès 791 délégués avec voix délibérative et 43 délégués avec voix consultative; ils représentaient 63.013 membres du Parti et 3,314 stagiaires. Le Congrès dressa le bilan de l'activité du Parti et synthétisa, à un stade plus élevé, l'expérience révolutionnaire du Parti et des masses populaires surtout au cours des dernières années. Il fixa les tâches que posaient le développement et l'approfondissement de la révolution socialiste dans tous les domaines ainsi que la lutte contre le front uni impérialiste-révisionniste, apporta quelques modifications aux Statuts du Parti et approuva les directives du quatrième plan quinquennal.

Développer la révolution socialiste sans interruption et l'approfondir dans tous les domaines

Les travaux du V^e Congrès furent axés sur la question du développement continu de la révolution et de son approfondissement dans tous les domaines. Pour assurer la poursuite ininterrompue de la révolution, le Congrès définit comme tâche primordiale du Parti de **mener la lutte de classe «avec vigueur et sans défaillance jusqu'à la victoire finale»**. [Enver Hoxha, *Rapport d'activité du CC du PTA présenté au Ve Congrès du PTA, le 1^{er} novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 172.*]

Les révisionnistes n'admettent pas que la lutte de classes, en régime socialiste à l'intérieur d'un pays donné, soit un phénomène objectif et inévitable. En fait, ils combattent par tous les moyens la classe ouvrière et la paysannerie dans le but d'anéantir la dictature du prolétariat, de protéger les intérêts de classe de la nouvelle bourgeoisie, qui est apparue en Union Soviétique et dans certains autres pays socialistes. Par ailleurs, ils n'acceptent la lutte contre la bourgeoisie dans les pays capitalistes et la lutte contre l'impérialisme qu'en paroles, alors qu'en pratique ils ne mènent pas la lutte de classe, mais collaborent avec les classes antagonistes, aussi bien à l'intérieur de chaque pays capitaliste que dans l'arène internationale.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours appliqué correctement les enseignements marxistes-léninistes sur la lutte de classes. Néanmoins, le Congrès jugea indispensable que le Parti inculque aux communistes et à tous les travailleurs une plus juste et plus profonde conception de la lutte de classes en régime socialiste et, ce qui est l'essentiel, que cette lutte soit menée par tous, avec fermeté, dans tous les domaines de la vie, et principalement dans celui de l'idéologie et de la culture. Avant tout, le Congrès expliqua clairement que, à l'opposé des points de vue révisionnistes qui estiment la lutte de classes dans le socialisme dépassée, le Parti du Travail d'Albanie

«juge que la lutte de classes, même après la liquidation des classes exploiteuses, demeure une des principales forces motrices de la société.» (Enver Hoxha, *Rapport d'activité du CC du PTA présenté le 1er novembre 1966 au V^e Congrès du PTA. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 171.*)

Le camarade Enver Hoxha attira notamment l'attention sur le fait que l'on rencontre parfois dans la pratique une conception étroite de la lutte de classes et des ennemis de classe. Une fois la base économique du socialisme édiflée à la ville et à la campagne, souvent la propagande amoindrissait l'importance de la lutte de classe à mener à l'intérieur du pays. L'effort principal de cette lutte, prétendait-on, s'était maintenant déplacé pour se concentrer dans l'arène internationale. La pratique a démontré que même après la liquidation des classes exploiteuses, en tant que classes en soi, la lutte de classes à l'intérieur du pays se poursuit avec âpreté, par vagues, et qu'elle s'entrelace avec la lutte de classes sur le front extérieur. En outre, la lutte de classes n'est pas uniquement dirigée contre les ennemis intérieurs et extérieurs, mais elle se développe aussi au sein même du peuple et du Parti contre l'idéologie bourgeoise, contre les manifestations étrangères à l'idéologie socialiste, contre les mentalités, habitudes et coutumes patriarcales, féodales et bourgeoises, qui subsistent dans la conscience et le comportement des travailleurs. Une lutte acharnée entre les idéologies socialiste et bourgeoise se livre dans la conscience de chaque travailleur. L'ordre socialiste n'est pas menacé seulement par les débris des classes exploiteuses et par l'agression armée impérialiste, mais encore par la dégénérescence intérieure bourgeoise-révisionniste de cet ordre à travers une évolution pacifique. Soulignant que la lutte contre les ennemis de classe demeurait, pour l'avenir également, une des tâches primordiales du Parti, de l'Etat et de tous les travailleurs, le Congrès donna la directive de concevoir la lutte de classes plus largement.

«Cette lutte doit être menée dans tous les domaines, elle est actuellement avant tout une lutte idéologique, une lutte pour la conquête des esprits et des cœurs des masses, une lutte contre la dégénérescence bourgeoise et révisionniste, contre toutes les survivances et manifestations étrangères à notre idéologie..., une lutte pour le triomphe de notre idéologie et de notre morale communistes.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au Ve Congrès du PTA, le 1^{er} novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 173.)

Ainsi, le Parti, pour mener la révolution socialiste jusqu'au bout dans tous les domaines, définit comme maillon essentiel de ce processus la révolution idéologique, la lutte de classe pour l'anéantissement total de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, pour le triomphe définitif de l'idéologie prolétarienne. La révolution idéologique, en tant que maillon principal du processus de la révolution socialiste, front principal de la lutte de classes dans les nouvelles conditions créées dans le pays, était dictée par maints facteurs, objectifs et subjectifs. L'expérience mondiale et nationale de l'édification socialiste avait pleinement démontré que

«tant que la victoire complète de la révolution socialiste n'est pas assurée dans le domaine de l'idéologie et de la culture, les victoires de la révolution socialiste dans le domaine politique et économique ne peuvent non plus être assurées et garanties.» (Ibid., p. 170.)

Avec l'établissement des rapports socialistes de production, la lutte pour balayer toute trace de l'ancienne société dans le domaine tant idéologique que culturel devenait une nécessité impérieuse. Il fallait donc rejeter une foule de coutumes, de conceptions et d'habitudes héritées du passé. La réalisation des tâches ardues et considérables que comporte l'édification de la société socialiste intégrale, l'âpre lutte de classes à l'échelle nationale et internationale, exigeaient des hommes ayant une haute conscience socialiste, affranchis des conceptions et coutumes patriarcales, féodales et bourgeoises, ainsi que de tout préjugé religieux, des hommes façonnés selon l'idéologie prolétarienne et dotés d'une trempe et d'une ferme détermination révolutionnaires. La révolution idéologique devait servir au Parti et à la classe ouvrière d'arme puissante pour révolutionnariser toute la superstructure de la société. Elle allégerait la dictature du prolétariat et toutes les institutions politiques, économiques et sociales d'un bon nombre de normes juridiques, de formes et de méthodes de travail, appropriées, certes, à la première étape de l'édification socialiste du pays, mais désormais périmées et muées en entraves à la marche impétueuse en avant. La révolution idéologique devait balayer de la superstructure tout élément étranger au socialisme qui s'y était infiltré, et éclairer la voie pour découvrir et appliquer des normes, des formes et méthodes de travail nouvelles, plus révolutionnaires, permettant de mieux mettre en œuvre le rôle dirigeant de la classe ouvrière et la participation directe de toutes les masses travailleuses au gouvernement du pays et à la direction de l'économie.

L'approfondissement de la révolution idéologique devait promouvoir le rôle transformateur des idées révolutionnaires marxistes-léninistes dans le développement de toute la société. L'assimilation de l'idéologie prolétarienne par les larges masses travailleuses stimulerait encore davantage le perfectionnement des rapports de production, le renforcement de la base de la société, ainsi que le développement des forces productives et de la révolution technique et scientifique.

Le développement victorieux de la révolution dans le domaine idéologique préviendrait l'accession au pouvoir du révisionnisme et la restauration du capitalisme, ces phénomènes survenus en Union Soviétique et dans plusieurs autres pays socialistes, garantirait par là l'édification de la société socialiste intégrale et le passage au communisme. La tragédie de l'Union Soviétique fut un précieux enseignement pour le Parti du Travail d'Albanie. Elle lui permit de mieux comprendre la nécessité impérieuse de la révolution idéologique et de réaliser cette révolution encore plus en profondeur.

La révolution idéologique devait embrasser tous les travailleurs, les écoliers et étudiants, toute la vie du pays. L'éducation révolutionnaire de classe des cadres et de toute l'intelligentsia revêtait une importance considérable. L'immense majorité des cadres, des employés, et de l'intelligentsia des secteurs techniques et artistiques sont issus du sein des travailleurs, ils sont dévoués au Parti, à la cause de la classe ouvrière et du socialisme, ils ont fait preuve d'une haute conscience socialiste, ils sont étroitement attachés au peuple.

«Mais ces traits, — soulignait le camarade Enver Hoxha, — ne doivent pas du tout nous faire sous-estimer le danger de voir les cadres, employés et intellectuels contaminés par l'idéologie bourgeoise et surtout par les points de vue révisionnistes. Ce danger n'est pas une création de l'esprit, il a une base réelle. Il se rattache à la nature même et aux conditions de vie et de travail des intellectuels...» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1^{er} novembre 1966. Tirana, 1967, 2^e éd. fr., pp. 180-181.)

Les cadres et tous les intellectuels devaient faire leur éducation révolutionnaire de classe à travers la lutte de classe, à travers le travail révolutionnaire quotidien, en se fondant avec les ouvriers et les paysans.

«Notre intelligentsia doit resserrer aussi étroitement que possible ses liens avec le peuple, elle doit travailler et vivre avec les ouvriers et les paysans, se fondre et ne faire qu'un avec eux. Elle doit s'affranchir de la conception bourgeoise héritée du passé et profondément ancrée dans son esprit, selon laquelle l'intellectuel sait tout, que lui seul est en état de diriger, de guider, d'instruire et d'éclairer les autres, ce qui revient en fait à renier le rôle des masses. Il doit être clair que le rôle décisif dans tous les domaines de la vie... n'appartient pas à des individus particuliers, quels que soient leurs mérites, mais aux larges masses populaires.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au Ve Congrès du PTA, le 1^{er} novembre 1966. Tirana, 1967, 2^e éd. fr., p. 180.)

Le Parti considérait une pareille trempe révolutionnaire continue des cadres et de l'intelligentsia dans son ensemble, comme une condition indispensable pour les protéger des maux dangereux du bureaucratisme, de l'individualisme, de l'arrivisme, de la présomption, du souci de sa propre quiétude, de l'intellectualisme et du technocratisme, pour maintenir toujours vivants et affermir en eux la simplicité prolétarienne, le dévouement à la cause du prolétariat et du socialisme. La fusion des cadres et de tous les travailleurs intellectuels avec les ouvriers et les paysans, leur trempe révolutionnaire continue, indiquait le Parti, empêchent la création de couches privilégiées qui s'élèvent peu à peu au-dessus de la classe ouvrière et de son Parti. La couche bourgeoise qui a arraché le pouvoir des mains de la classe ouvrière en Union Soviétique fut précisément formée de cadres bureaucratisés, coupés des masses, de la classe ouvrière et de sa direction. L'instruction et la culture dont ils furent dotés ne s'accompagnèrent pas d'une trempe révolutionnaire continue. Au contraire, l'élévation de leur niveau d'instruction et de culture, associée aux multiples privilèges et aux traitements élevés dont ils bénéficiaient en tant que cadres, le fait qu'ils furent investis de grands pouvoirs sans que l'exercice de ces pouvoirs fût soumis à un véritable contrôle des masses travailleuses, les corrompirent et les dépouillèrent de leurs vertus prolétariennes.

Un des moyens essentiels d'assurer la trempe révolutionnaire des cadres, des employés, des ingénieurs et techniciens, des travailleurs des secteurs scientifique et culturel, des écoliers et des étudiants, indiqua le V^e Congrès, est de les faire participer au travail directement productif. Cette forme d'action fut définie comme la principale voie pour éliminer toute dépréciation et tout dédain du travail physique, comme le meilleur moyen pour faire en sorte que les travailleurs intellectuels se lient étroitement aux ouvriers et aux paysans, qu'ils apprennent à connaître à fond la vie du pays et se soustraient à l'influence de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. La participation directe des intellectuels au travail productif servait aussi de puissant moyen pour atténuer le contraste entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Outre l'intégration, dans des proportions fixées, des cadres et de tous les travailleurs intellectuels au travail directement productif, le Parti devait recourir aussi à d'autres moyens et formes d'action pour mener à bien leur éducation révolutionnaire de classe et réaliser ainsi leur fusion totale avec la classe ouvrière et les autres masses travailleuses.

Considérant la révolution idéologique comme le principal front de combat, le Congrès fixa comme premier objectif de l'ensemble du travail idéologique, la formation et la trempe révolutionnaires, l'éducation communiste des hommes sous le mot d'ordre : **"Penser, travailler et vivre en révolutionnaires !"**

Afin que cette tâche fût correctement accomplie, le Congrès fit un devoir aux organisations du Parti de liquider le retard qui se manifestait dans le travail de propagande et d'agitation, d'améliorer radicalement la méthode et le style du travail éducatif. Ce travail devait répondre pleinement à l'élan révolutionnaire du Parti et des masses travailleuses. La directive donnée était de poursuivre avec encore plus de persévérance la lutte pour extirper le dogmatisme et le schématisme dans le domaine de la propagande et des sciences sociales, de bannir tout style pesant et fastidieux, les phrases superflues et les formules confuses. Il fut fixé pour tâche de développer avec hardiesse et fermeté la pensée créatrice dans ce domaine également.

Le grand travail révolutionnaire d'édification socialiste du pays, l'âpre lutte de principe contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, les efforts gigantesques pour surmonter les nombreuses difficultés constituaient pour le Parti et le peuple une grande école marxiste-léniniste. A cette époque, mieux que jamais, le Parti dégagea des synthèses scientifiques de son expérience révolutionnaire et de celle des masses populaires. Ces synthèses étaient exposées dans les discours et les rapports du camarade Enver Hoxha, dans la lettre ouverte du CC du PTA et dans les autres documents et matériaux du Parti.

Elles eurent pour résultat de développer plus avant bon nombre de questions théoriques d'une haute importance de principe et pratique.

Mais les très riches matériaux fournis par la réalité vivante des dernières années n'avaient pas été pleinement élaborés. Ces matériaux devaient, certes, encore s'enrichir au cours des années à venir. Le Congrès fixa pour tâche de les élaborer et d'en élever l'étude à un niveau scientifique, en procédant à des synthèses théoriques, fondées surtout sur la pratique albanaise.

Dans le même temps, on critiqua un autre défaut sérieux, l'empirisme et le pragmatisme, la dissociation de la pratique et de la théorie, que l'on observait surtout dans l'activité quotidienne des organisations du Parti, des organismes étatiques et économiques. Le Congrès posa avec force la nécessité pour les cadres dirigeants, les communistes, les techniciens et tous les travailleurs, de s'instruire à la fois dans la vie et à l'école, tant de la pratique que de la théorie, au travail manuel et dans les livres, d'étudier et d'assimiler le marxisme-léninisme le plus profondément possible.

Pour faire en sorte que tous les communistes et les travailleurs assimilent le marxisme-léninisme, et que les larges masses participent à la révolution idéologique, le Congrès demanda qu'il fût livré

«une lutte acharnée à la conception intellectualiste bourgeoise et réactionnaire suivant laquelle la théorie, la philosophie, la science et l'art sont difficiles et ne peuvent être entendus que par les cadres et l'intelligentsia... Le marxisme-léninisme n'est pas un privilège ni le monopole d'un cercle restreint de personnes, de quelques «grands cerveaux», seuls capables de le comprendre. Il est l'idéologie scientifique de la classe ouvrière et des masses travailleuses et c'est seulement quand ses idées sont assimilées par les larges masses travailleuses, qu'il cesse de demeurer quelque chose d'abstrait et devient une grande force matérielle pour la transformation révolutionnaire du monde». (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au Ve Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 200.)

La révolution culturelle, qui se développait en unité et en liaison organique avec la révolution idéologique, la servait directement.

«Tout le travail culturel, d'enseignement et artistique doit nous servir en premier lieu à atteindre notre but essentiel : l'éducation des communistes et de tous les travailleurs dans un haut esprit révolutionnaire de classe marxiste-léniniste. C'est justement dans cette optique que notre Parti, aujourd'hui, pose également les problèmes de l'élargissement et de l'approfondissement ultérieurs de la révolution culturelle». (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1^{er} novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 185.)

Le Congrès recommanda que l'art et la culture aient de profondes racines nationales, qu'ils émanent du peuple et soient entièrement à son service. Le Parti du Travail d'Albanie, comme toujours, observait fidèlement le principe léniniste de l'esprit de parti prolétarien dans les arts, les lettres et dans toute la vie spirituelle de la société. La culture et l'art bourgeois décadents, le cosmopolitisme sont étrangers au socialisme. Dans l'héritage culturel et artistique albanais, les intellectuels et les artistes continueraient de ne puiser que ce qui était progressiste, patriotique, démocratique. Le peuple albanais s'est créé à travers les siècles un riche trésor de vie spirituelle d'un solide contenu progressiste, qui constitue à la fois une source et un terrain d'action infinis pour les arts, la littérature et, en général, la culture nouvelle, socialiste. Le Congrès souligna que les arts et la culture en Albanie socialiste avaient profité et profiteraient également de l'expérience de l'art et de la culture progressistes universels, mais qu'ils ne deviendraient jamais leurs esclaves et que rien n'y serait puisé sans une analyse approfondie, sans une appréciation critique préalable, faites dans l'esprit de classe. Les ouvrages de l'art et de la culture universels, si parfaits soient-ils, ne peuvent servir dans leur intégralité de modèles absolus pour tous les temps.

En ce qui concerne l'école, sa révolutionnarisation ultérieure devait embrasser le système d'enseignement lui-même, le contenu et les méthodes d'enseignement et d'éducation. Le problème primordial de la révolutionnarisation de l'école demeurait celui de la trempe révolutionnaire idéologique et politique de la jeunesse, de sa préparation encore plus directe à la vie et au travail, de la combinaison de l'enseignement avec la production, de l'éducation communiste de la jeunesse par le travail. Pour que la révolutionnarisation de l'école fût menée à bien, le Congrès fixa comme première tâche de révolutionnariser les enseignants eux-mêmes. Le Parti demandait à l'enseignant d'être non seulement un maître dans sa profession, mais avant tout un homme politiquement formé, de lutter avec dévouement et inlassablement pour la ligne du Parti et le communisme, d'être un exemple d'attitude et de comportement communistes au travail et dans la vie.

Tout en définissant le domaine idéologique comme le front principal de la lutte de classes, le V^e Congrès indiqua clairement que cette lutte, en régime socialiste également, se livre en définitive pour le pouvoir politique. La classe ouvrière, entraînant avec elle ses alliés, vise à sauvegarder et à consolider la dictature du prolétariat, comme principale arme pour l'édification de la société socialiste et de la société communiste intégrales. De leur côté, les débris des classes renversées et les nouveaux éléments bourgeois à l'intérieur d'un pays socialiste donné, soutenus par la bourgeoisie internationale, s'évertuent à abattre la dictature du prolétariat et à restaurer le pouvoir politique et l'ordre économique et social capitaliste.

L'amère expérience de l'Union Soviétique et de certains autres pays de l'Europe Orientale avait démontré que les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs, cherchent à atteindre cet objectif en préparant le terrain pour la contre-révolution politique et sociale à travers la contre-révolution dans le domaine idéologique et culturel. Pour cette raison, le Congrès demanda que la révolution dans le domaine idéologique et culturel se développe en liaison étroite avec la révolution dans le domaine politique, économique et social, et qu'elle serve directement son approfondissement dans ces domaines.

Pour assurer l'approfondissement de la révolution dans le domaine politique, le renforcement et le perfectionnement de la dictature du prolétariat demeurait une tâche fondamentale. La réalisation de cette tâche exigeait la poursuite de la grande lutte contre le bureaucratisme, comme l'une des principales directions dans lesquelles devait se développer la lutte de classe. Cette lutte devait être bien comprise de tous comme

«une lutte pour le rapprochement du Pouvoir et de son appareil avec le peuple, avec les larges masses ouvrières et paysannes, avec la base, pour le développement ultérieur multiforme de leur initiative créatrice.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1986. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 160.)

A cette fin, il fallait combattre en premier lieu les formes de pensée bureaucratiques, perfectionner constamment le travail de l'appareil d'Etat, empêcher le retour aux anciennes formes d'organisation et de direction, en particulier le gonflement de cet appareil, élargir la démocratie prolétarienne et assurer une participation plus active et plus directe des masses au gouvernement du pays. Ainsi devait être écarté tout danger de dégénérescence bourgeoise-révissionniste du Pouvoir populaire.

Une autre orientation essentielle en vue de la consolidation de la dictature du prolétariat demeurait comme toujours celle du renforcement et du perfectionnement continu de l'Armée Populaire, des organes de la Sûreté et des autres forces armées, en assurant leur étroite liaison avec les masses populaires, leur trempe politique et idéologique, leur aptitude et leur empressement à défendre à tout moment les conquêtes de la révolution et la patrie socialiste. En même temps, l'accent fut mis sur la nécessité de renforcer l'entraînement physique du peuple tout entier et d'élever son état de préparation au combat.

En matière économique et sociale, le Congrès demanda que la révolution s'approfondît en suivant avec persévérance la voie tracée pour transformer l'Albanie de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire, puis, en pays industriel doté d'une agriculture avancée, et pour perfectionner sans arrêt les rapports socialistes de production. Le Parti restait fidèle à la ligne du développement simultané de l'industrie et de l'agriculture, car, pour être forte et indépendante, l'économie nationale doit solidement s'appuyer sur ses deux jambes : l'industrie et l'agriculture.

L'industrialisation restait une tâche d'importance vitale «sans l'accomplissement de laquelle la révolution socialiste sur le front économique ne pouvait aller de l'avant.» [*Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 59.*]

De pair avec le développement intensif de l'agriculture considéré comme voie principale, il fut fixé pour tâche de suivre également la voie du défrichement des terres nouvelles. Le Congrès lança le mot d'ordre : «**Attaquons-nous aux collines et aux montagnes pour les embellir et en faire des terres aussi fertiles que les plaines.**» [*Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au Ve Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 83.*]L'exécution de cette directive devait non seulement avoir pour effet d'assurer une source importante d'accroissement de la quantité des céréales panifiables et des autres produits agricoles, mais constituer aussi un excellent moyen de développer les zones de montagnes sur les bases de l'agriculture socialiste, et de propager la culture, le progrès et la prospérité dans ces zones.

Une importance particulière devait être accordée à la réduction progressive des disparités entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre l'industrie et l'agriculture. Le Parti avait déjà condamné comme une voie erronée le surpeuplement artificiel des villes et le dépeuplement des régions rurales qu'entraînait l'exode spontané des campagnards vers les centres urbains et il avait pris des mesures pour les freiner. La réduction des disparités entre la ville et la campagne devait être obtenue par la voie révolutionnaire, sur la base de conditions objectives et subjectives préalablement réunies, en assurant le progrès général du village par un développement accéléré des forces productives, par l'extension et surtout le renforcement des rapports socialistes de production, par la propagation de l'instruction et de la culture, par l'amélioration des conditions de vie et par la formation chez l'homme d'une conception communiste du monde. Le renforcement continu de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, l'aide fraternelle la plus large de la ville à la campagne et des coopératives des zones de plaines à celles des zones montagneuses devaient jouer un rôle important dans ce sens.

Le Congrès souligna que le Parti, prenant appui sur le développement de l'économie populaire, devait lutter comme il l'avait toujours fait, pour améliorer le bien-être des masses travailleuses, en considérant ce problème comme inhérent à sa politique et à son activité révolutionnaires.

«Le Parti a lutté et luttera pour que, dans le cadre de nos possibilités et des conditions qui sont les nôtres, le bien-être du peuple s'améliore sans cesse, et il s'inspirera toujours en cela d'une juste conception révolutionnaire du bien-être dans le socialisme... » (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 93.)

A la différence des révisionnistes modernes, le Parti du Travail d'Albanie concevait le mieux-être non pas comme la satisfaction de caprices petits-bourgeois, ni comme une vie de luxe assurée à une certaine couche ou à des groupes particuliers de la population, mais comme la satisfaction des besoins matériels, culturels et spirituels du peuple tout entier, et ce non seulement pour le présent, mais également pour l'avenir. La satisfaction de ces besoins devait être assurée en fonction du niveau général du développement économique du pays, des exigences de la reproduction élargie et de la défense. Pour assurer l'accroissement ininterrompu des forces productives et l'amélioration systématique du bien-être du peuple, le Parti donna la directive qu'à l'avenir également

«le fonds d'accumulation s'accroisse toujours plus vite que le fonds de consommation, que les intérêts sociaux priment les intérêts particuliers, que les intérêts immédiats soient subordonnés à ceux à long terme». (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 93.)

Pour promouvoir la révolution socialiste dans le domaine économique et social, il est déterminant d'appliquer le principe marxiste-léniniste de la direction planifiée et centralisée de l'économie. Le Congrès dénonça les points de vue des révisionnistes modernes et leurs tentatives de substituer la décentralisation anarchique à la direction centralisée de l'économie. En pratiquant la décentralisation dans la direction de l'économie, ceux-ci ouvraient la voie à l'action des lois économiques du capitalisme et à la transformation de l'économie socialiste en économie capitaliste. Le Congrès exprima la détermination du PTA à pratiquer avec esprit de suite une direction centralisée de l'économie sur la base d'un plan d'Etat, unique et général. Il recommanda en même temps de veiller à ce que cette direction centralisée assurée par l'Etat soit foncièrement démocratique, coordonnée avec une large participation, directe et organisée, des masses, ainsi qu'avec l'extension des droits et des fonctions des organismes étatiques et économiques à tous les niveaux. Le Parti continuerait de combattre vigoureusement toute tendance à substituer le centralisme bureaucratique au centralisme démocratique dans la direction de l'économie.

Le Congrès recommanda de poursuivre les efforts afin que chaque entreprise obtienne le maximum de résultats avec le minimum de frais, qu'elle couvre ses dépenses par ses revenus et qu'elle assure l'accroissement continu de l'accumulation intérieure socialiste. A cette fin, il était nécessaire d'utiliser

correctement et de renforcer les leviers économiques qui règlent l'activité des entreprises à autonomie financière, en accordant plus d'importance à la notion de coût de production, de bénéfices, de prix, etc. Mais à la différence des révisionnistes qui ont proclamé le profit comme le but unique et absolu des entreprises économiques, les organismes d'Etat et les entreprises économiques de la RP d'Albanie, dans toute leur activité économique, devraient toujours accorder la primauté à la politique du Parti, aux intérêts de l'édification de la société socialiste et de la défense de la Patrie.

Renforcer davantage le Parti et son rôle dirigeant

Le renforcement et la trempe du Parti, en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière, l'accroissement de son rôle dirigeant dans toute la vie du pays, furent définis par le V^e Congrès comme la condition première pour développer la révolution socialiste et la conduire à son accomplissement.

Il convenait de bien mettre à profit la triste expérience de l'Union Soviétique, où le Parti Communiste avait été peu à peu submergé par le bureaucratisme, la routine, le formalisme et l'indolence, qui le dépouillèrent de son esprit révolutionnaire et le rendirent incapable d'empêcher les révisionnistes de s'emparer du pouvoir et d'engager le pays dans la voie de la restauration du capitalisme. La nouvelle couche bourgeoise, formée en Union Soviétique par les cadres bureaucratisés, réduisit à néant la direction de la classe ouvrière et établit sa domination sur elle et sur son Parti. Tirant les leçons qui s'imposaient de cette expérience, le camarade Enver Hoxha soulignait :

«... Pas un seul instant et en aucun domaine nous ne devons permettre que notre Parti désarme, qu'il se grise de ses succès, qu'il tombe dans l'indolence, qu'il soit étouffé par la poussière, la routine, le bureaucratisme.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 116.)

A cet effet, le Congrès accorda une haute importance à l'amélioration continue de la composition du Parti. Il recommanda que cette amélioration se fit principalement à travers de nouvelles admissions, en s'en tenant, comme auparavant, à l'orientation selon laquelle la majorité des nouveaux membres du Parti devaient être des hommes provenant de la production, de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Il rappela qu'il importait de veiller particulièrement à accroître le nombre des admissions de femmes et de jeunes, et à combattre les mentalités et attitudes sectaires et conservatrices en ce domaine.

Pour assurer au Parti de nouveaux membres bien préparés, il fut décidé de prolonger le stage des postulants, d'un an à 2 ou même à 3 ans, et exigé un travail encore plus solide de formation des stagiaires pour les rendre dignes du titre élevé de membre du Parti. A cette fin,

«le stage de candidat, surtout pour les employés, d'origine ou de leur état, issus de familles d'intellectuels, ou l'étant eux-mêmes, doit être fait en un lieu désigné par l'organisation de base ou le comité du Parti, principalement sur un front de travail difficile correspondant à la profession de l'intéressé ou simplement pour faire un travail manuel, que ce soit près ou loin de l'endroit où il est domicilié. Le stage du candidat doit servir son éducation idéologique intensive et multilatérale, il faut donc que celui-ci soit placé sous l'entière direction de l'organisation de base et du collectif où il travaille, et que tous sachent qu'il se prépare à être admis au Parti.» (Statuts du PTA, et modifications approuvées au V^e Congrès du PTA.)

De pair avec le travail à mener pour infuser constamment du sang nouveau au Parti grâce à de nouvelles admissions fondées sur un sain critère marxiste-léniniste, le Congrès souligna que la trempe révolutionnaire idéologique ininterrompue des communistes était d'une importance décisive pour maintenir la pureté des rangs du Parti.

La lutte de classes rejaillit également sur la vie intérieure du Parti. Les communistes aussi sont porteurs de survivances étrangères à l'idéologie marxiste. Eux aussi, au même titre que tous les travailleurs, sont sujets à la pression de l'ennemi de classe, surtout de son idéologie. C'est là qu'il faut

voir la cause principale de la dégénérescence de divers éléments dans les rangs du Parti et de leur passage à des positions anti-parti. Les ennemis ont toujours eu pour objectif la dégénérescence des membres du Parti en tant qu'important moyen pour parvenir à désagréger le Parti tout entier.

Pour que les membres du Parti se protègent de la dégénérescence bourgeoise, le Congrès exigea qu'ils prennent profondément et correctement conscience de la lutte de classes, de son caractère objectif, et qu'ils livrent cette lutte chaque jour et dans tous les domaines de la vie. Le Congrès fit ressortir que le communiste doit mener cette lutte avant tout en lui-même, surtout ne jamais croire qu'il est prémuni contre tout défaut et qu'il n'a rien à combattre en lui, que les communistes ont pour devoir permanent de déceler les contradictions au sein du Parti et de les réduire par la critique et l'autocritique, de ne pas sous-estimer ni estomper les conceptions et manifestations étrangères à l'idéologie socialiste, mais de mettre nettement en évidence leur caractère de classe et le danger qu'elles présentent pour la société, de mener contre elles une lutte de principe.

« Cette lutte ne doit pas être couverte par le prétendu souci de préserver l'unité, mais elle doit être livrée et menée jusqu'au bout, afin que soient affermis ainsi la véritable unité du Parti, son esprit révolutionnaire, sa combativité, la dictature du prolétariat. » (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au Ve Congrès du PTA, le 1^{er} novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 174.)

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours considéré l'unité et la trempe révolutionnaire des communistes comme des objectifs qui ne peuvent être réalisés une fois pour toutes. L'unité et la trempe révolutionnaire se créent au combat, elles se sauvegardent et se consolident par la lutte de classe continue en dehors et au sein même du Parti.

Afin de révolutionnariser constamment le Parti et toute la vie du pays, le camarade Enver Hoxha estima indispensable que chaque communiste cultive et raffermisse en lui les qualités qui doivent caractériser tout membre du PTA :

« Les membres de notre Parti révolutionnaire doivent être fidèles aux principes du marxisme-léninisme, à notre Parti et à notre peuple. Cela signifie qu'ils doivent toujours être des révolutionnaires, des combattants inflexibles pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme, déterminés jusqu'à la mort à servir à tout moment, en toutes circonstances, le Parti et le peuple, prêts à tout sacrifice qui peut leur être demandé au nom des intérêts de la révolution et du socialisme.

Les communistes doivent être dotés d'une discipline consciente et d'acier, d'une volonté de fer, pour l'application de la ligne du Parti, des lois de l'Etat, pour le respect des bonnes coutumes de notre peuple. Mais cela ne veut pas dire qu'ils doivent être des exécutants mécaniques de ces directives. Le communiste, dans son travail, doit être créateur, il doit se pénétrer profondément de l'essence idéologique, politique et concrète des décisions du Parti, des lois de l'Etat, et, en conformité avec les conditions dans lesquelles il opère, organiser son travail de telle façon que ces décisions et ces lois soient appliquées avec succès.

Les membres de notre Parti marxiste-léniniste doivent être conscients du fait que l'appartenance au Parti ne leur confère ni ne peut leur conférer le moindre privilège personnel. Elle ne leur apporte que de grandes tâches, ardues et pleines de responsabilités. Celui qui pense différemment, qui s'efforce par sa carte de membre du Parti de se procurer pour lui, les siens ou quiconque, des privilèges matériels et moraux, ne mérite point le grand honneur d'être membre du Parti.

Un communiste doit être étroitement attaché aux masses, il doit écouter avec respect et attention leur voix, il doit vivre et travailler avec elles, sentir battre leur pouls et connaître leurs soucis, se mettre à leur tête et les diriger. Il doit être un ennemi intransigeant de la présomption, de l'arrogance, de l'esprit de commandement, du favoritisme, du népotisme, de tout dédain et de toute sous-estimation des masses et de leur travail, il doit lutter avec courage contre quiconque manifeste de telles tendances au détriment des intérêts des travailleurs, du Parti et de notre Etat socialiste.

Un membre, méritant et conséquent, de notre Parti ne doit jamais perdre de vue la lutte de classes, mais la poursuivre hardiment aussi bien en dehors qu'à l'intérieur des rangs du Parti, en s'appuyant

puissamment sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de la ligne du Parti. Il doit être en mesure de distinguer à l'issue d'une juste analyse dialectique, le bien du mal, ce qui est dangereux de ce qui l'est moins, il doit savoir mettre en œuvre les méthodes les plus appropriées d'éducation et de persuasion et, à la fin seulement, celle de répression. Un membre révolutionnaire du Parti, digne de ce nom, doit, par son travail et son comportement, se gagner la confiance et l'amour de ceux qui l'entourent, éduquer et ramener sur le droit chemin ceux qui se sont fourvoyés, et frapper sans pitié et avec la plus grande haine les éléments incorrigibles et socialement dangereux, les ennemis du peuple et du Parti.

Tout communiste doit se doter d'une vigilance véritablement révolutionnaire pour la défense de la ligne du Parti et la pureté de ses idéaux. Le membre du Parti doit se caractériser par l'esprit de justice le plus pur, par une conscience sans tache et des actes irréprochables; il doit être un homme de principe qui ne dissimule jamais ses défauts et ses erreurs mais qui les critique au contraire lui-même sans attendre d'être blâmé par les autres. C'est seulement ainsi qu'il sera en mesure de mieux critiquer les défauts des camarades, de maintenir sa vigilance en éveil et de corriger les autres par son exemple et la netteté de sa conduite, par sa juste lutte.

Le communiste révolutionnaire doit travailler avec une haute conscience là où le Parti l'a désigné et a besoin de lui, en mettant toujours l'intérêt général au-dessus de tout. Il ne doit jamais pactiser avec une situation malsaine causée par les conclusions ou les décisions injustes de quelque instance du Parti ou du Pouvoir, ni avec les erreurs ou l'arbitraire de quelque fonctionnaire.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., pp. 125-127.)

Le Congrès réaffirma que c'est à l'organisation de base du Parti qu'incombe en premier la tâche de faire en sorte que les communistes travaillent et vivent en infatigables révolutionnaires. Cette organisation remplirait ce rôle comme il se doit, lorsque la pensée créatrice marxiste-léniniste y dominerait, lorsque le travail collectif y serait constamment renforcé, lorsque tous les communistes, sans exception, s'activeraient à des tâches concrètes du Parti et que l'application intégrale des décisions prises de manière collégiale serait rigoureusement exigée et contrôlée.

Afin de renforcer encore la ligne de masse, le Congrès recommanda au Parti d'utiliser encore mieux ses puissants leviers — les organisations de masse, en les vivifiant encore davantage.

Le Congrès demanda de bannir toute sous-estimation de l'organisation du Front Démocratique et de s'appuyer encore mieux sur celle-ci, en tant que maillon principal de la consolidation de l'unité morale et politique du peuple autour du Parti, en tant que grande tribune d'éducation politique des masses.

Les unions professionnelles se virent assigner pour tâche d'améliorer leur activité dans son ensemble, mais surtout leur travail d'éducation communiste et d'intégration des travailleurs à la gestion de la production et au gouvernement du pays.

En ce qui concerne la jeunesse, le Congrès recommanda de veiller surtout à faire d'elle une combattante conséquente contre toute influence de l'idéologie bourgeoise et révisionniste et à la tremper dans l'esprit révolutionnaire de classe, en lui faisant connaître le passé, en l'éduquant selon les enseignements du marxisme-léninisme et, particulièrement, en l'engageant dans la construction de grands ouvrages et dans de grandes actions de masse.

Le Congrès s'arrêta en particulier sur la question de l'émancipation complète de la femme. Définissant ce problème comme «l'un des plus importants de l'édification socialiste, une grande question politique, idéologique et sociale», il prescrivit de mener une lutte acharnée contre les conceptions qui soutiennent l'asservissement de la femme et de s'employer avec encore plus de persévérance à relever sa personnalité, et à lui assurer la place qui lui revient dans tous les domaines de la société socialiste.

Toutes les questions ayant trait au renforcement ultérieur du Parti et de son rôle dirigeant furent cristallisées dans les Statuts du Parti, auxquels le Congrès apporta les amendements appropriés.

Les directives du quatrième plan quinquennal

Le Congrès élabora les directives du quatrième plan quinquennal dans un esprit d'approfondissement de la révolution dans tous les domaines. Les tâches principales du quinquennat étaient définies comme suit : **accélérer l'édification complète de la base matérielle et technique du socialisme, tout en poursuivant l'industrialisation socialiste et en augmentant la production industrielle par une utilisation plus complète des capacités productives en exploitation et par la construction de nouveaux ouvrages, en faisant tous les efforts pour activer le développement de la production agricole, surtout céréalière, en premier lieu par le développement intensif de l'agriculture. Elever le niveau de vie matérielle et culturelle du peuple et accroître la puissance défensive de la Patrie. Perfectionner encore davantage et par la voie révolutionnaire les rapports socialistes de production, réduire graduellement les disparités entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre l'industrie et l'agriculture et entre le travail intellectuel et le travail manuel.**

Le taux d'accroissement annuel moyen de la production industrielle et agricole, prise globalement, fut fixé, pour le quinquennat à venir, à près de 10 pour cent, contre 6,7 pour cent, pour le quinquennat précédent.

En 1970, la production industrielle annuelle devait s'être accrue de 50-54 pour cent par rapport à 1965, soit un accroissement moyen de 8,7 pour cent par an. La production des moyens de production devait augmenter durant la même période de 65 à 69 pour cent et celle des biens de consommation courante de 33 à 38 pour cent. Les industries chimique, mécanique, celles de l'énergie électrique, du cuivre, du ferro-nickel, du pétrole, du verre et de la céramique devaient en particulier connaître un essor plus rapide. Pour la première fois, on produirait en Albanie des métaux laminés, des engrais azotés et phosphatés, du papier de diverse qualité, des ampoules électriques et nombre d'autres articles. Le quatrième quinquennat inaugurerait une nouvelle phase d'industrialisation du pays, celle du développement de l'industrie lourde de traitement. La mise sur pied de cette industrie devait entraîner l'amélioration de la structure de la production industrielle, renforcer l'industrie et l'économie populaire dans son ensemble, en consolider l'indépendance, promouvoir considérablement le développement de l'agriculture.

Le développement de l'agriculture fut défini par le Congrès comme étant le maillon essentiel de la réalisation des principales tâches économiques du quatrième plan quinquennal. L'industrie devait, plus que jamais, être mise au service de l'agriculture. La production agricole, qui augmenterait à un taux moyen de 11,5 pour cent par an, devait, selon les prévisions, être en 1970, de 71 à 76 pour cent supérieure à celle de 1965. En assurant un rythme d'accroissement de la production agricole plus rapide que celui de la production industrielle, le Parti visait à atténuer la disproportion existant entre l'agriculture et l'industrie, à réduire encore les disparités entre la ville et la campagne. Pour le nouveau quinquennat, l'agriculture avait pour tâche fondamentale d'accroître avant tout la production des céréales panifiables, de la pomme de terre, du riz et des matières grasses alimentaires. Dans l'agriculture, le premier mot d'ordre lancé par le Parti était : **«Assurer le pain dans le pays même»**. Le Congrès recommanda de considérer la solution de ce problème au premier chef comme une question d'une grande portée politique pour le socialisme. Ce problème devait être résolu, avant tout, en assurant un accroissement sensible des rendements des cultures agricoles. Un autre facteur appelé à influencer favorablement à cette fin était le défrichement, au cours du quinquennat, de 115.000 hectares de terres nouvelles, soit près du double de la superficie défrichée au cours du troisième quinquennat. En même temps, le Congrès donna la directive que le Parti et l'Etat aident toutes les exploitations agricoles encore non collectivisées, et qui représentaient près de 10 pour cent des terres de la paysannerie, à se grouper en coopératives.

Pour réaliser les tâches du quatrième quinquennat, le Congrès décida d'augmenter les investissements de capitaux de 34 pour cent, par rapport au quinquennat précédent, en affectant 80 pour cent aux secteurs productifs.

Le revenu national devait s'élever de 45 à 50 pour cent. Il fut décidé que 28,2 pour cent de cette augmentation serviraient au fonds d'accumulation et 71,8 pour cent seraient absorbés par la consommation sociale et individuelle. Les revenus réels par ouvrier et employé s'accroîtraient de 9 à 11 pour cent et ceux de la paysannerie de 20 à 25 pour cent. Cela rendait indispensable une hausse de 25 à 27 pour cent de la circulation des marchandises.

En ce qui concerne l'instruction publique, le Congrès décida que, parallèlement à la tâche primordiale de la révolutionnarisation ultérieure de l'enseignement, le nombre des élèves et des étudiants dans toutes les catégories d'écoles devait augmenter de 27 pour cent et celui des cadres supérieurs et moyens de 67 à 68 pour cent.

La réalisation du quatrième plan quinquennal, tout comme celle des plans antérieurs, s'appuyait en premier lieu sur les ressources, les forces, les réserves et les moyens intérieurs. Toutefois, le volume global de l'accumulation interne était insuffisant pour couvrir entièrement les investissements d'équipements et de grands travaux, prévus par le plan. Ce décalage était cependant comblé par l'aide généreuse internationaliste de la République Populaire de Chine, aide qui devait être principalement affectée au développement des forces productives, à celui de l'industrie, en particulier de l'industrie lourde, et à la mécanisation ultérieure de l'agriculture.

Les tâches du quatrième plan quinquennal étaient grandioses, mais ardues. Pour les réaliser dignement, le Parti appela la classe ouvrière, la paysannerie coopératisée, l'intelligentsia populaire à travailler et à lutter de toutes leurs forces, avec toutes leurs capacités et tout leur savoir, et à surmonter avec abnégation tous les obstacles et toutes les difficultés. L'enthousiasme et l'esprit de mobilisation révolutionnaire avec lesquels les larges masses travailleuses s'étaient mises à la tâche pour la réalisation du plan de la première année du nouveau plan quinquennal, qui, plus que tous les précédents, était le fruit du travail créateur des masses elles-mêmes, renforçaient la conviction du Parti qu'il ne serait pas déçu dans son attente.

Intensifier la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne

Le V^e Congrès procéda à une analyse approfondie, marxiste-léniniste, de la situation internationale. Il tira de cette analyse la conclusion capitale que la lutte sans compromis contre l'impérialisme avec à sa tête l'impérialisme américain, et contre le révisionnisme moderne, conduit par le révisionnisme soviétique, était un devoir d'une portée décisive pour les destinées de la liberté et de l'indépendance, pour les destinées du socialisme, à l'échelle nationale et internationale.

L'un des traits fondamentaux de la situation internationale était la cristallisation d'une nouvelle alliance entre l'impérialisme américain et l'impérialisme révisionniste soviétique.

Cette alliance avait pour fondements les intérêts et les objectifs stratégiques immédiats communs des deux grandes puissances qui visaient à se partager les zones d'influence et à établir leur hégémonie dans le monde. Pour atteindre ce but, les impérialistes américains comme les dirigeants soviétiques s'étaient fixé pour tâche de combattre le marxisme-léninisme, la théorie scientifique de la révolution socialiste et de la construction du socialisme, de lui substituer les théories modernes bourgeoises et opportunistes ; — de démanteler les partis marxistes-léninistes, surtout en les faisant dégénérer et en les transformant en partis réformistes contre-révolutionnaires de type social-démocrate ; — de liquider l'ordre socialiste et la dictature du prolétariat en les corrompant ou, là où cela leur serait impossible, par l'intervention armée ; — de saper le système socialiste mondial et le mouvement communiste international. L'impérialisme américain et l'impérialisme révisionniste soviétique avaient pour principaux ennemis communs les pays socialistes qui se tenaient sur des positions révolutionnaires, et toutes les forces révolutionnaires qui combattaient pour la liberté, l'indépendance et le socialisme. Leur plus grand ennemi, l'obstacle insurmontable à la réalisation des desseins d'hégémonie des capitalistes américains et des révisionnistes modernes, était la RP de Chine. Aussi est-ce contre elle qu'ils dirigeaient leurs coups principaux.

Les dirigeants révisionnistes soviétiques s'efforçaient par tous les moyens de camoufler la nouvelle alliance soviéto-américaine en usant notamment d'une phraséologie démagogique «anti-impérialiste». Mais leurs efforts étaient vains, toute leur politique extérieure et leur activité pratique dans l'arène internationale étant dominées par leur amitié et leur collusion avec les impérialistes américains. L'alliance soviéto-américaine se matérialisait chaque jour davantage et se développait dans tous les domaines, par des traités et accords divers, ouverts ou secrets.

Mais l'alliance entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique n'était pas pour autant exempte de heurts ni de contradictions.

«Dans le même temps — faisait observer le camarade Enver Hoxha — chacune de ces deux grandes puissances déploie ses efforts pour assurer sa propre suprématie, pour renforcer les groupements d'amis autour d'elle, pour combattre les groupements dominés par l'autre partie, afin de lui enlever ses alliés, d'étendre la sphère de sa propre influence aux dépens de son partenaire.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 21.)

L'impérialisme américain avait accepté la coexistence pacifique et la coopération avec l'Union Soviétique dans le seul but de freiner la révolution mondiale, d'empêcher la propagation des idées du marxisme-léninisme, de faire obstacle à la RP de Chine, de réprimer les luttes de libération des peuples, en particulier la lutte du peuple vietnamien. Les Etats-Unis ne pourraient jamais renoncer à leur ultime objectif : l'hégémonie mondiale sans partage.

Les visées des Etats-Unis à la domination mondiale ainsi que l'action de la loi du développement inégal des pays capitalistes avaient suscité de profondes divergences entre l'impérialisme et les autres peuples du monde, et même entre l'impérialisme américain et ses alliés — les autres puissances impérialistes — particulièrement avec la France, mais aussi avec l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, le Japon, etc. Ces contradictions avaient causé au sein du camp impérialiste mondial de graves fissures qui affaiblissaient la puissance de l'impérialisme américain.

Des contradictions du même caractère que celles qui rongeaient le front impérialiste déchiraient aussi le front révisionniste mondial.

«Le front révisionniste est actuellement miné dans ses fondements, il ressemble à une meute de loups affamés, prêts à s'entre-dévoré. L'orchestre révisionniste n'obéit plus au complet à la baguette de son chef. Les tendances centrifuges et polycentristes s'accroissent, le chauvinisme de grande puissance a engendré comme réaction inévitable l'étroit nationalisme local, les différentes variantes du révisionnisme se combattent pour s'assurer des zones d'influence, elles s'efforcent de s'affranchir de l'emprise du rouble pour se mettre sous la dépendance du dollar. Chaque pays révisionniste cherche à défendre ses propres intérêts économiques, politiques et militaires, et à les faire prévaloir sur ceux des autres.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 230.)

L'aggravation irrésistible des contradictions existant au sein du front impérialiste et du front révisionniste, des divergences entre les impérialistes américains et les révisionnistes de l'Union Soviétique (de pair avec les profondes contradictions antagonistes qui se manifestaient à l'intérieur même des pays impérialistes et des pays où les révisionnistes étaient au pouvoir) témoignaient de la faiblesse croissante de ces deux fronts. Le Congrès fit cependant observer que ce fait devait être compris correctement, qu'il ne fallait pas surestimer l'importance des divergences entre les ennemis. Ils avaient beau se disputer et s'entre-dévoré pour un temps, ils s'unissaient toujours quand il s'agissait de frapper la révolution, le socialisme. Le plus grand danger pour l'humanité provenait surtout de l'alliance soviéto-américaine. Pour faire face à ce danger, renforcer la lutte révolutionnaire, augmenter la confiance des peuples dans l'issue victorieuse de cette lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, il était nécessaire de mettre à profit ces contradictions dans les rangs ennemis.

Le V^e Congrès souligna une nouvelle fois la conviction du PTA que

«par la lutte résolue et commune des peuples du monde entier, des forces révolutionnaires de notre temps — du socialisme, des mouvements de libération nationale et du mouvement communiste et ouvrier international — on peut briser les desseins d'agression et d'oppression de l'impérialisme, ayant à sa tête les Etats-Unis, conjurer une nouvelle guerre mondiale, faire progresser la révolution et obtenir la libération des peuples et la victoire du socialisme et du communisme.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 15.)

Le Congrès fit bien comprendre que cette lutte n'était pas facile et que la victoire ne serait point rapide. Il apparaissait indispensable que les peuples se préparent à une âpre lutte, longue et ardue, qui exigerait des sacrifices et du sang, de l'héroïsme et une fermeté inébranlable. Cette lutte connaîtrait des hauts et des bas, des flux et des reflux, des succès et des revers temporaires, jusqu'à la victoire finale. La révolution progresse irrésistiblement sur un chemin semé d'obstacles et de difficultés. L'impérialisme était battu en brèche partout dans le monde. L'ouragan révolutionnaire avait surtout embrassé l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Par sa lutte héroïque contre l'impérialisme américain, le vaillant peuple vietnamien était devenu un grand exemple exaltant pour toutes les forces révolutionnaires anti-impérialistes et éprises de liberté dans le monde.

L'impérialisme, le révisionnisme et toutes les forces de la réaction mondiale, si faibles qu'ils soient, ne meurent pas d'eux-mêmes. Plus ils approchent de leur fin, plus ils deviennent féroces et agressifs.

Pour détruire tous les plans d'agression de l'impérialisme américain, du révisionnisme khrouchtchévien et de toute la réaction mondiale, pour les combattre avec plus de succès et remporter la victoire finale, le V^e Congrès définit comme une nécessité objective de haute portée internationale

«l'union des peuples dans un large front mondial anti-impérialiste, dirigé au premier chef contre le principal ennemi de la liberté des peuples — l'impérialisme américain... les pays socialistes qui se maintiennent sur des positions révolutionnaires et le prolétariat mondial constituent le noyau de ce front, tandis que leur alliance avec les nations et les peuples opprimés, qui représentent à eux tous l'immense majorité de la population du monde, lui sert de base. Le front uni et révolutionnaire des peuples du monde entier doit s'opposer aujourd'hui au front commun impérialiste révisionniste...» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 35.)

Pour que ce front eût un caractère véritablement anti-impérialiste, il était parfaitement naturel qu'il groupât tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, observaient une attitude anti-impérialiste dans leurs actes et pas seulement en paroles, qui luttèrent, dans quelque mesure que ce fût, contre l'impérialisme, particulièrement contre l'impérialisme américain.

«Par l'ensemble de leur politique et de leur action, soulignait le Congrès, les révisionnistes khrouchtchéviens se sont exclus du front anti-impérialiste. Les admettre dans ce front serait y admettre une «cinquième colonne», «un cheval de Troie», et le miner de l'intérieur.» (Ibid., p. 244.)

A son V^e Congrès, le Parti du Travail d'Albanie exprima une fois de plus, avec fermeté, son refus d'accepter n'importe quelle forme d'unité d'action avec les révisionnistes khrouchtchéviens. Toute autre attitude eût signifié pour lui trahir son peuple, trahir le socialisme, le marxisme-léninisme. Le révisionnisme moderne, ayant pour centre la direction soviétique, constituait désormais non seulement un des dangers principaux pour le mouvement communiste et ouvrier international, mais encore **un de ses principaux ennemis**.

Le Congrès fit encore ressortir que le mot d'ordre de l'«unité d'action» employé par les révisionnistes prétendument au nom de «la lutte contre l'impérialisme» était une pure manœuvre démagogique mystificatrice.

Il critiqua sévèrement, à partir de positions de principe, tous ceux qui ne combattaient pas le révisionnisme même, mais son ombre, qui fermaient les yeux devant la réalité, feignaient de ne pas voir la trahison de la direction révisionniste, recherchaient la réconciliation et l'unité avec les révisionnistes, et adoptaient une attitude centrée.

Dans la lutte contre le révisionnisme, soulignait le PTA,

«il ne peut y avoir de ligne intermédiaire. La ligne du «juste milieu» est la ligne de la conciliation des contraires, de tout ce qui est irrémédiablement inconciliable. Cette ligne intermédiaire ne saurait servir non plus à camoufler les déviations des principes marxistes-léninistes, car la lutte contre le révisionnisme, si elle ne s'inspire pas de motifs idéologiques, mais uniquement de quelques contradictions économiques et politiques, si elle ne s'appuie que sur des bases nationalistes et chauvines, se réduit à un bluff qui ne fera pas long feu. Quiconque s'en tient à cette ligne dans la lutte contre les renégats du marxisme-léninisme risque de glisser lui-même, tôt ou tard, sur les positions de ces derniers...

A notre avis, le problème à l'ordre du jour qui se pose aujourd'hui avec force comme un problème actuel de grande acuité, n'est pas la réconciliation et l'unité avec les révisionnistes, mais bien la rupture et la séparation définitive d'avec eux.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., pp. 249-250.)

«Le Parti du Travail d'Albanie estime que la lutte contre le révisionnisme en général et contre le révisionnisme khrouchtchévien et titiste en particulier doit être portée à un nouveau stade, plus élevé.» (Ibid., p. 236.)

Le Congrès salua la création d'une série de nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes dans divers pays du monde, y compris dans certains pays dominés par les révisionnistes. Il exprima encore une fois la disposition du PTA à aider dans toute la mesure du possible les nouvelles forces marxistes-léninistes, tous ceux qui luttèrent contre l'impérialisme et le révisionnisme.

«Nous considérons ce soutien à donner comme un noble devoir internationaliste, car nous voyons dans la croissance et le développement de ces nouvelles forces révolutionnaires l'unique voie juste qui mène au triomphe du marxisme-léninisme et à l'anéantissement du révisionnisme.» (Ibid.)

La création de nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes était la conséquence du processus de différenciation qui s'était amorcé entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme et qui ne cessait de s'accroître. C'était là un processus naturel de lutte entre deux idéologies opposées, qui ne peuvent jamais coexister au sein d'un parti marxiste-léniniste en particulier, ni au sein du mouvement communiste international en général. L'opportunisme et le révisionnisme ont toujours été et demeurent aujourd'hui encore les principaux responsables de la scission entre les partis de la classe ouvrière et au sein du mouvement communiste et ouvrier international.

«L'histoire du mouvement communiste international prouve que celui-ci est passé tantôt de l'unité à la scission et tantôt de la scission à une unité nouvelle, sur une base nouvelle et plus élevée.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 207.)

Le Parti du Travail d'Albanie avait précisément en vue cette loi objective, lorsqu'il déclarait fermement que :

«l'unité dans le mouvement communiste et dans le camp socialiste serait rétablie, mais qu'elle le serait par les marxistes-léninistes, sans révisionnistes et sans traîtres, et dans une lutte résolue contre eux.» (Ibid., p. 243.)

Pour écraser le front impérialiste-révisionniste, pour renforcer l'esprit révolutionnaire et combatif du communisme international, le V^e Congrès jugea indispensable et urgent d'établir des liens d'étroite collaboration entre les partis et toutes les forces marxistes-léninistes des divers pays, de renforcer leur

unité idéologique et leur unité d'action sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Ayant en vue le rôle immense de la République Populaire de Chine et du Parti Communiste Chinois, conduits par l'éminent marxiste-léniniste Mao Tsétoung, dans le mouvement communiste et de libération mondiale, le PTA estimait

«que tous les partis et toutes les forces marxistes-léninistes, sur un pied d'égalité et en toute indépendance, doivent s'unir étroitement au Parti Communiste Chinois et à la République Populaire de Chine et former avec eux un bloc d'acier, sur lequel viendront se briser tous nos ennemis.» (Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA, présenté au V^e Congrès du PTA, le 1er novembre 1966. Tirana, 1967, 2e éd. fr., p. 254.)

Avant de clôturer ses travaux, le V^e Congrès élut à l'unanimité le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, composé de 61 membres et de 36 membres suppléants, ainsi que la Commission Centrale de Contrôle et de Vérification. Furent élus membres du Bureau Politique du Comité Central : Enver Hoxha, Adil Çarçani, Beqir Balluku, Gogo Nushi, Haki Toska, Hysni Kapo, Manush Myftiu, Mehmet Shehu, Ramiz Alia, Rita Marko, Spiro Koleka ; membres suppléants : Abdyl Këllezi, Kadri Hazbiu, Koço Theodosi, Pétrit Dume, Pilo Peristeri. Enver Hoxha fut réélu au poste de Premier secrétaire du CC du PTA.

Le Congrès était une haute expression de l'unité monolithique, de la maturité marxiste-léniniste et de la force invincible du Parti, de sa résolution à mener la révolution socialiste jusqu'à son accomplissement. Synthétisant la grande expérience de la lutte révolutionnaire des cinq dernières années, il enrichit et développa plus avant la ligne politique marxiste-léniniste du Parti pour l'édification de la société socialiste intégrale.

Le Congrès exprima la détermination du Parti du Travail d'Albanie de se tenir, comme toujours, en première ligne de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, de mener cette lutte jusqu'à la victoire totale de la révolution et du socialisme à l'échelle mondiale.

Le Congrès était une éclatante manifestation de la solidarité internationaliste du PTA avec toutes les forces marxistes-léninistes révolutionnaires du monde. D'autre part, les représentants des partis et des groupes révolutionnaires marxistes-léninistes qui participèrent aux travaux du Congrès, se firent les interprètes du respect, de l'affection et de la grande autorité que le Parti du Travail d'Albanie s'était acquis dans l'arène internationale par sa lutte résolue pour le socialisme et la sauvegarde de la pureté du marxisme-léninisme.

La participation des représentants des nouveaux partis et groupes révolutionnaires marxistes-léninistes au V^e Congrès du PTA constituait un événement important pour le mouvement communiste international.

3. UN NOUVEAU BOND QUALITATIF EN AVANT DANS LA REVOLUTION IDEOLOGIQUE ET CULTURELLE

L'analyse scientifique approfondie des grands problèmes d'ordre national et international du moment, à laquelle procéda le Congrès, et les orientations qu'il donna, ouvrirent des horizons nouveaux dans la voie de l'édification de la société socialiste intégrale. Les tâches qu'il assigna servirent de fondements au travail dans tous les domaines de la vie du pays.

Deux maillons principaux : l'application des principes et des normes révolutionnaires du Parti et la lutte politique et idéologique contre le bureaucratisme

Le Parti tout entier et ses leviers se mobilisèrent pour expliquer au peuple le plus clairement possible les orientations et les tâches définies par le Congrès, pour les mettre en œuvre le plus largement et le plus profondément possible. Le discours du camarade Enver Hoxha «Sur la révolutionnarisation

ultérieure du Parti et du Pouvoir», prononce le 6 février 1967, à la réunion commune de certaines organisations de base du Parti de Tirana, remplit un rôle particulier dans ce sens.

Le camarade Enver Hoxha s'arrêta sur deux maillons principaux du processus de révolutionnarisation ultérieure du Parti et du Pouvoir : la connaissance approfondie du sens philosophique des principes et des normes révolutionnaires du Parti et leur application révolutionnaire ; la poursuite incessante et opiniâtre de la lutte contre le bureaucratisme.

La ferme et constante mise en pratique des principes et des normes marxistes-léninistes a été l'un des principaux facteurs des grandes victoires remportées par le Parti du Travail d'Albanie. Mais dans des circonstances caractérisées par l'exacerbation de la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme à l'échelle internationale, dans les conditions du nouvel élan révolutionnaire qui s'était déclenché dans toute l'Albanie, il était exigé que ces principes et ces normes, qui se matérialisaient dans la ligne et dans les Statuts du Parti, trouvent une plus profonde compréhension de leur sens idéologique et politique et une application plus révolutionnaire. L'expérience de la dégénérescence du Parti Communiste de l'Union Soviétique montrait clairement que la renonciation à la compréhension idéologique des normes marxistes-léninistes et à leur application révolutionnaire constituait, pour un parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière, le plus grand des maux, un très grave danger, celui de se voir désagrèger et transformer en un parti révisionniste. Il était donc nécessaire que beaucoup d'organisations du Parti et de communistes se libèrent d'un certain sentiment d'autosatisfaction engendré par les victoires remportées et qui les empêchait de discerner leurs défauts et leurs erreurs. Ce sentiment risquait de donner naissance à la conception idéaliste, non révolutionnaire, non dialectique, selon laquelle les organes et les fonctionnaires du Parti et de l'Etat, les dirigeants des entreprises d'Etat et coopératives sont infaillibles, à l'abri de toute critique. Il était à l'origine du fait que dans de nombreux cas la critique et l'autocritique dans les organisations du Parti, ainsi que la critique des masses à l'égard des organes et des cadres dirigeants, étaient superficielles et purement formelles. Ainsi, bien des défauts et des erreurs demeuraient cachés, n'étaient pas sévèrement combattus et corrigés à temps, et certains bureaucrates étaient encore maintenus à leur poste au détriment de la bonne marche du travail.

Le camarade Enver Hoxha critiqua sévèrement les organisations du Parti et les communistes qui fermaient les yeux devant les défauts et ne luttaient pas de façon révolutionnaire pour l'application des lois et des normes du Parti relatives à la ligne de masse, au développement de la lutte de classes, à la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général, à la lutte contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, à l'émancipation complète de la femme, etc. :

«... On ne doit rien tolérer qui contrevienne aux lois et aux normes du Parti et du peuple, rien ne doit échapper à l'œil vigilant du Parti et du peuple, nul ne doit pouvoir se soustraire à l'obligation de rendre compte de son activité au Parti et au peuple ni éviter de recevoir d'eux ce qu'il mérite.

La critique trop fermée, superficielle et purement formelle dans les organisations de base doit prendre fin.» (Enver Hoxha, La révolutionnarisation ultérieure du Parti et du Pouvoir, 6 février 1967. Tirana, 1967, pp. 40-41.)

Le camarade Enver Hoxha demandait de tous les communistes qu'ils connaissent à fond et appliquent scrupuleusement les Statuts du Parti. Il leur faisait un devoir de participer activement à la discussion des problèmes, d'être plus exigeants envers eux-mêmes, envers tous leurs camarades et envers les élus aux organes dirigeants du Parti.

Il insista en particulier sur la très grande importance que revêt l'apport de sang nouveau dans les rangs du Parti pour sa révolutionnarisation et son existence même. Il jugea absolument intolérables et dangereuses les lenteurs observées dans les admissions au Parti. Il expliqua que les orientations données par le V^e Congrès, pour se montrer plus exigeant quant aux critères d'admission au Parti, ne devaient pas être comprises à tort comme une recommandation de fermer les portes du Parti.

Afin d'éliminer le formalisme, l'application superficielle, voire même la violation des normes et des principes du Parti, le camarade Enver Hoxha estima nécessaire que tous les communistes participent activement et continûment à l'activité révolutionnaire et, parallèlement, qu'ils étudient inlassablement la théorie marxiste-léniniste. L'étude des documents et des matériaux du Parti depuis sa fondation, devenait, pour l'éducation marxiste-léniniste des communistes, plus importante que jamais. Ces documents et matériaux représentent en soi une grande école révolutionnaire.

La juste application de la ligne, des principes et des normes révolutionnaires du Parti, indiquait le camarade Enver Hoxha, ne serait obtenue qu'en combattant le bureaucratisme et ses porteurs. Cette lutte ne devait pas se ralentir et elle devait d'autant moins cesser après la grande campagne qui fut menée avec tant de fougue à la fin de 1965 et dans le courant de 1966. La lutte contre le bureaucratisme ne s'éteint pas tant qu'existent les classes et la lutte de classes. En outre, elle ne consiste pas seulement, comme d'aucuns le pensent, dans la simple adoption de certaines mesures techniques et administratives. La réduction et la simplification des états de personnel surchargés des divers rouages de l'administration, de l'économie et de la culture, la réduction des écritures administratives, une plus juste délimitation des attributions des organes et institutions de l'Etat et du système coopératif à tous les niveaux étaient autant de mesures indispensables, qui devaient jouer un rôle important dans la lutte contre le bureaucratisme. Mais celles-ci ne constituaient que l'aspect technique et administratif de ce grand problème. Le bureaucratisme procède d'une certaine vision du monde, d'une forme de pensée et d'action opposée aux intérêts du peuple. Les conceptions qui le composent sont idéalistes, antimarxistes, réactionnaires. Aussi, pour liquider le bureaucratisme et les bureaucrates, était-il nécessaire avant tout de mener une âpre lutte politique et idéologique contre eux. Cette lutte, soulignait le camarade Enver Hoxha, devait être livrée directement par les masses. Le Parti avait pour devoir de faire en sorte que la voix des masses soit entendue dans toute sa force, que leurs critiques frappent fort et juste les défauts et les lacunes, les conceptions et les déformations bureaucratiques, les bureaucrates, sans égard au degré de l'instance ou à la fonction de l'intéressé. Le Parti ne craignait pas la voix des masses, leurs critiques.

«Comment un parti marxiste-léniniste peut-il craindre les masses, leur voix, leurs critiques ? Le parti qui les craint ne peut pas se considérer un parti marxiste-léniniste. Ce n'est jamais le Parti qui a peur des masses, ce sont certains individus, certains membres du Parti, certains fonctionnaires de l'Etat, ce sont les bureaucrates qui les craignent, ce sont eux qui se couvrent de l'autorité du Parti et du Pouvoir pour étouffer la voix des masses. Il nous faut écraser ces éléments et cela doit être fait de manière révolutionnaire à la fois par le Parti et par les masses». (Enver Hoxha, La révolutionnarisation ultérieure du Parti et du Pouvoir, 6 février 1967. Tirana, 1967, pp. 39-40.)

Les décisions du V^e Congrès et le discours du 6 février 1967 du camarade Enver Hoxha donnèrent une nouvelle et puissante impulsion à la révolutionnarisation du Parti et de toute la vie du pays.

La discussion des problèmes, la critique et l'autocritique de principe au sein des organisations du Parti devinrent plus animées que jamais. Dans leur activité et dans leur comportement, les communistes firent preuve d'un esprit combatif accru, leur rôle d'avant-garde dans tous les domaines devint plus marqué, plus tangible.

Une nouvelle et puissante vague révolutionnaire déferla sur tout le pays. L'activité créatrice des masses pour la réalisation des tâches du quatrième plan quinquennal s'intensifia. Jeunes et anciens se levèrent pour pratiquer courageusement l'autocritique et la critique, pour combattre les défauts et les erreurs dans le travail, jeter au feu les mentalités et manifestations étrangères à l'idéologie marxiste-léniniste — survivances du passé, — extirper les mauvaises herbes du sein de la société socialiste. A cet égard, les affiches-éclair, en tant que nouvelle forme de combat de la critique sociale de masse qu'engendra ce flot révolutionnaire, jouèrent un rôle important. Les masses elles-mêmes firent des propositions et prirent de magnifiques initiatives en vue de promouvoir la production, d'extirper l'idéologie étrangère au socialisme et d'assurer la trempe idéologique révolutionnaire des travailleurs, de consolider et de démocratiser plus avant le Pouvoir populaire, d'accroître la puissance défensive de la Patrie. Ces initiatives qui se traduisirent par un grand nombre d'actions d'un profond contenu

politique, idéologique, économique et social, se transformèrent en de grands mouvements révolutionnaires. Tels étaient les mouvements tendant à subordonner toujours et partout l'intérêt particulier à l'intérêt général ; le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades ; le mouvement pour l'émancipation complète de la femme, etc.

Les nouveaux mouvements révolutionnaires qui se déclenchèrent avec un élan et une ampleur sans précédent n'étaient pas nés fortuitement. Ils avaient été préparés par le développement ininterrompu et en ascension constante de la révolution socialiste. Ils étaient la conséquence de la juste ligne marxiste-léniniste qu'avait toujours suivie le Parti, de la grande expérience révolutionnaire que celui-ci et les masses travailleuses avaient accumulée. Ces mouvements constituaient un bond qualitatif en avant dans la révolution idéologique et culturelle.

A l'avant-garde de ces mouvements révolutionnaires se tenait, comme toujours, la classe ouvrière, qui, par son idéologie prolétarienne, son esprit et sa détermination révolutionnaires, donnait l'exemple à tous les autres travailleurs.

Ces mouvements donnèrent le jour à de nouveaux héros du travail socialiste et à des milliers de combattants d'avant-garde, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, particulièrement parmi les jeunes. Un bon nombre de ces combattants, ayant fait leurs preuves au travail et dans la lutte en tant que révolutionnaires résolus, furent admis au Parti.

Le mouvement pour établir partout la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier

Le mouvement en vue de promouvoir la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, engloba tous les travailleurs, la classe ouvrière, la paysannerie, l'intelligentsia.

Il se traduisit sous des formes diverses et suivit différentes directions.

La classe ouvrière prit un grand nombre d'initiatives pour atteindre deux ou trois ans avant terme les principaux indices économiques planifiés pour 1970, réaliser et dépasser les tâches économiques fixées sans toucher aux réserves de l'Etat et sans une utilisation de matières premières et d'articles importés, etc., supérieure aux limites fixées par le plan. Il en résulta un rythme plus soutenu dans l'exécution des plans économiques, qui furent dépassés dans tous les secteurs : industrie, travaux de prospection géologique, construction, transports, circulation des marchandises. Avec les seuls moyens du pays, de nouvelles fabriques, de nouveaux ateliers et chaînes de fabrication furent mis sur pied et Ton produisit nombre de nouveaux articles qui remplacèrent des marchandises jusque-là importées. Les cas d'attitudes étrangères à l'idéologie socialiste envers le travail et le patrimoine socialiste diminuèrent. Dès travailleurs d'avant-garde passèrent dans des brigades retardataires pour les hisser au niveau des brigades avancées. La plupart du petit nombre d'ouvriers qui, pour s'assurer un gain supplémentaire, travaillaient pour le compte de particuliers après leur journée de travail à la fabrique, renoncèrent à cette pratique néfaste pour la conscience socialiste.

La paysannerie fit preuve d'un haut esprit patriotique dans la réalisation des tâches qui lui avaient été assignées par le V^e Congrès du Parti. Une de celles fixées pour le quinquennat en cours, l'achèvement de la collectivisation rurale jusque dans les villages des zones montagneuses, fut menée à terme dans l'espace de trois mois. C'est ainsi qu'au mois de mars 1967 la collectivisation intégrale de l'agriculture dans tout le pays était accomplie. Les paysans coopérateurs prirent maintes initiatives pour défricher le plus de terres nouvelles possible, pour renforcer l'exploitation commune et le travail en commun, etc.

La plus importante initiative révolutionnaire prise dans les campagnes fut celle de la réduction des enclos personnels des coopérateurs. Cette initiative, qui vit le jour dans les coopératives «Joseph Staline» (district de Lushnjë) et «Enver Hoxha» (district de Fier), se propagea rapidement dans l'ensemble du pays. Dans toutes les coopératives, les parcelles individuelles furent réduites de 50 à 66 pour cent, et le nombre des têtes de bétail possédées à titre personnel par les coopérateurs fut diminué

de moitié. Dans les coopératives des zones de plaines, cette réduction fut encore plus accentuée. La diminution de la superficie des enclos personnels fit encore mieux apparaître les avantages naturels de l'exploitation collective sur les enclos des coopérateurs. Cette mesure, adoptée librement par ceux-ci, répondait à la directive du V^e Congrès du Parti sur la réduction progressive des enclos des coopérateurs en fonction de l'accroissement des possibilités de l'exploitation collective, et sur la satisfaction des besoins vitaux des familles de coopérateurs. Le Congrès avait fait observer que mieux les besoins des coopérateurs seraient satisfaits, moins leurs enclos leur seraient nécessaires. Toutefois, le mouvement pour la réduction de ces enclos prit un essor si rapide, qu'il dépassa même les prévisions du Congrès.

La réduction de la superficie des enclos des coopérateurs concourut grandement à extirper de la conscience des paysans la psychologie de petit propriétaire, à mieux les attacher à la propriété collective, à leur inculquer une compréhension profonde, socialiste, de cette forme de propriété.

En même temps, dans tout le pays, se propagea et fut mise en œuvre l'initiative des travailleurs de l'Entreprise Agricole d'Etat «Georges Dimitrov» du district de Tirana, lesquels, prêchant d'exemple, proposaient l'abandon des enclos individuels par leurs camarades des Entreprises Agricoles d'Etat.

L'élan du mouvement tendant à établir la prééminence absolue de l'intérêt général donna naissance à des initiatives qui visaient à étendre la participation des cadres et de toute l'intelligentsia à la production. Au nombre des plus importantes d'entre elles se rangeait celle des cadres et des travailleurs de l'administration de l'usine «Enver» de Tirana, qui s'engageaient à consacrer le tiers de leur temps de travail à des activités directement productives, celle des cadres dirigeants et des travailleurs de l'administration de la coopérative de Troshan dans le district de Lezhë, qui prirent l'engagement d'accomplir 100 journées de travail directement productif par an. Ces initiatives furent adoptées et appliquées dans toutes les entreprises d'Etat, dans les établissements artisanaux et les coopératives agricoles. Pour certaines catégories d'employés de l'administration des centres de production, ainsi que pour les cadres des entreprises et des petites coopératives, il fut même décidé d'augmenter la mesure de leur participation au travail directement productif. De même, les travailleurs des organes de l'Etat et du Parti, les militaires, les travailleurs de l'enseignement, des arts et de la culture, devaient être détachés 30 jours par an (et les femmes, 15 jours) au travail productif. La participation des cadres dirigeants et des employés des administrations au travail directement productif eut pour effet de renforcer leurs liens avec les masses, de leur faire connaître de plus près les problèmes économiques et sociaux et la vie pratique elle-même, d'accentuer leur trempe révolutionnaire ; elle entraîna aussi une diminution toujours croissante des manifestations et des déformations bureaucratiques, l'amélioration de leur méthode et style de travail et de direction. Cela marquait un pas en avant dans le sens de l'atténuation progressive du contraste entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Les initiatives prises par les ouvriers et les intellectuels de renoncer aux rémunérations supplémentaires et à nombre d'autres gratifications s'ajoutant à leur traitement de base, celle de faire don à l'Etat des obligations souscrites de l'emprunt public, furent autant de magnifiques manifestations de patriotisme socialiste, de la primauté accordée à l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

Les grandes actions de masse de la jeunesse à l'échelle nationale et locale, comme la construction de la voie ferrée Rogozhine-Fier, la construction de la route de Malesia e Madhe, et de nombreuses autres actions de masse, devinrent de grandes écoles d'éducation révolutionnaire et des manifestations de la prééminence reconnue à l'intérêt général sur l'intérêt particulier. Des dizaines de milliers de jeunes volontaires, garçons et filles, écoliers et étudiants, ouvriers et paysans, travaillant dans ces chantiers avec un esprit élevé révolutionnaire, apprirent à aimer encore davantage le travail, à être encore plus attachés à leurs camarades, à mener une lutte plus efficace pour éliminer tout ce qui est suranné et inculquer le nouveau, à servir encore mieux la Patrie et le socialisme.

Les brillants résultats du mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier ne furent pas obtenus sans difficultés, sans d'âpres affrontements entre le nouveau et le progressiste, d'une

part, et le suranné et le réactionnaire, de l'autre. Les initiatives révolutionnaires des masses se heurtèrent aux conceptions de la propriété privée, de l'intérêt particulier, qui ont poussé de profondes racines au cours des siècles et sont alimentées par l'idéologie et la propagande bourgeoise et révisionniste. Ces conceptions étaient encore solidement ancrées dans l'esprit de nombreux travailleurs. Un certain nombre de paysans, toujours sous l'emprise de la psychologie du petit propriétaire, hésitaient, ne pouvaient se résoudre immédiatement à suivre l'exemple de la majorité de leurs camarades, à collectiviser leurs terres et leur bétail, à réduire la surface de leurs enclos. Il y avait parmi les cadres dirigeants des entreprises et des coopératives, parmi les travailleurs de l'administration, des éléments qui se laissaient entraîner par leur intérêt personnel, qui n'étaient pas disposés à accomplir chaque année le nombre de journées de travail productif suggéré par les initiatives avancées. Il se trouva même des parents qui empêchèrent leurs filles de se rendre comme volontaires aux actions de masse de la jeunesse, etc.

Grâce à la force du collectif, à la lutte idéologique du Parti, à son travail de persuasion, les obstacles et les difficultés rencontrés furent surmontés.

Le Parti appuya de toutes ses forces les initiatives révolutionnaires et fit en sorte qu'elles se propagent dans tout le pays et se développent plus avant. Il accomplit un travail considérable pour que la lutte contre la primauté de l'intérêt particulier sur l'intérêt général fût conçue comme un grand problème de portée idéologique et sociale, comme une lutte pour détruire à leur source l'indifférentisme, l'égoïsme, les attitudes non socialistes envers le travail et le patrimoine socialiste, pour bloquer tout accès à la propagation du révisionnisme et à la restauration du capitalisme. Le Parti sévit en temps utile contre les violations isolées du principe du libre consentement et de la persuasion dans l'adoption de ces initiatives révolutionnaires et élimina toute déformation en ce sens. Il fit clairement comprendre que la lutte menée ne visait pas à nier ou à supprimer l'intérêt particulier, mais à le combiner harmonieusement avec l'intérêt général, à subordonner celui-là à celui-ci.

La Déclaration du CC du PTA et du Conseil des Ministres de la RPA, du 29 avril 1967, contribua particulièrement à développer et à approfondir davantage le mouvement pour la primauté en tout domaine de l'intérêt général sur l'intérêt particulier. La Déclaration synthétisait et consacrait les initiatives révolutionnaires. En même temps, le Comité Central du Parti et le Conseil des Ministres, s'appuyant sur ces initiatives, annoncèrent l'adoption de toute une série de mesures de caractère économique et social, qui devaient encore mieux étayer la prise de conscience idéologique des travailleurs afin d'approfondir le mouvement pour la primauté absolue de l'intérêt général.

Conformément aux recommandations de la Déclaration, il fut procédé à un perfectionnement de l'organisation socialiste du travail et des salaires. Dans l'industrie, dans la construction, dans l'agriculture et dans d'autres secteurs, aux normes individuelles se substituèrent de plus en plus les normes collectives, en tant que stade plus avancé de l'organisation socialiste du travail. Partant du fait qu'au cours du processus d'édification socialiste, les stimulants moraux prennent de plus en plus le dessus sur les stimulants matériels, le Comité Central du Parti et le Conseil des Ministres arrêtèrent des mesures pour éliminer du système de rémunération du travail les primes de stimulation. La quasi totalité des stimulants matériels furent supprimés. On procéda à une nouvelle réduction des salaires élevés. Toutes les économies dérivant de ces mesures furent restituées aux travailleurs par la voie de l'ajustement des salaires et de l'augmentation des investissements de l'Etat en faveur des jardins d'enfants, crèches, etc. L'impôt sur les revenus des travailleurs fut aboli. Ces mesures avantageaient surtout les travailleurs aux revenus annuels les plus modestes.

Les mesures visant au perfectionnement ultérieur de l'organisation du travail et des salaires furent mises en œuvre en conformité constante avec le principe fondamental du socialisme, celui de la répartition selon le travail fourni. Ces mesures, d'une haute portée de principe, servirent de moyen pour barrer la route à l'individualisme, à l'égoïsme et aux autres maux pouvant menacer la société socialiste.

La collectivisation intégrale des exploitations agricoles des zones montagneuses, la réduction de la superficie des enclos personnels, ainsi que la tâche particulière fixée par le V^e Congrès qui consistait à accroître l'aide apportée aux zones montagneuses, posèrent toute une série de problèmes devant le Parti, le Pouvoir et les masses populaires. Pour les résoudre, le Parti et le gouvernement décidèrent d'arrêter des mesures spéciales en vue de venir en aide aux coopératives agricoles, surtout à celles récemment créées dans les zones de montagne, afin qu'elles puissent surmonter les difficultés qui se dressaient sur leur chemin et aller de l'avant dans la voie tracée par le Congrès. Ces mesures prévoyaient notamment: l'abolition complète de l'impôt sur les revenus des enclos personnels, l'abolition de l'impôt sur les revenus des nouvelles coopératives agricoles constituées dans les hautes régions, etc., l'élévation du prix de la viande stockée au titre des livraisons obligatoires au niveau fixé pour les excédents ; l'octroi par l'Etat d'une aide accrue et sous forme de crédit exempt d'intérêts bancaires aux coopératives agricoles nouvellement créées ; l'augmentation des investissements de l'Etat affectés aux travaux de bonification et d'irrigation dans les zones de montagnes et de collines, etc. Sur la recommandation du Comité Central du Parti et du Conseil des Ministres, les terres et le bétail rendus disponibles à la suite de la réduction des enclos personnels servirent, en totalité ou en partie, à subvenir aux besoins en produits agricoles des familles de coopérateurs. Afin de venir directement en aide aux coopératives des zones montagneuses, le Parti, entre autres mesures, envoya y travailler pendant quelques années ou à titre permanent nombre de communistes, de membres de l'Union de la Jeunesse, de cadres et spécialistes divers. Toutes ces mesures concoururent à renforcer l'économie agricole collective et assurèrent une élévation accélérée du niveau de vie matériel et culturel et une amélioration de la situation sociale des villages, surtout dans les zones de montagne.

A la suite de la collectivisation intégrale des zones montagneuses, le travail organisationnel et idéologique du Parti dans ces zones fut sensiblement perfectionné.

Le mouvement tendant à établir en tout domaine la primauté de l'intérêt général, raffermi la conscience socialiste des travailleurs dans les villes et les campagnes. Plus ce mouvement s'étendait et s'approfondissait, plus les initiatives des ouvriers et des paysans gagnaient en hardiesse et en esprit révolutionnaire. De même, plus le travail de direction effectué par les cadres du Parti, ceux du Pouvoir et de l'économie se révolutionnarisaient en profondeur, et plus fructueuses étaient les leçons que ces cadres tiraient de l'expérience révolutionnaire des masses au profit de l'édification de la société socialiste intégrale.

La révolutionnarisation ultérieure de l'esprit des hommes, armé de la ligne marxiste-léniniste du Parti, libéra des énergies et des forces nouvelles dont il n'avait pas été jusqu'alors tenu compte dans l'élaboration des plans économiques à long terme.

Les initiatives des travailleurs pour atteindre, voire même dépasser, deux ou trois ans avant terme, les indices prévus de la production et de la productivité du travail, se propagèrent dans le pays tout entier, dans l'industrie et dans l'agriculture, et dans toutes les autres branches de l'économie nationale. La reconstruction, en 25 jours, de plus de 6.300 maisons d'habitation et édifices publics, entièrement détruits ou gravement endommagés par le tremblement de terre du mois de novembre 1967 qui frappa les districts de Dibër et de Librazhd, fournit dans ce sens une expérience magnifique et sans précédent.

Cette situation posa devant les organes du Parti et de l'Etat la nécessité impérieuse de revoir les plans afin de répondre à l'élan révolutionnaire des masses. Le Plénum du Comité Central du Parti décida qu'il devait être obtenu pour 1968 une augmentation de la production industrielle supérieure à celle prévue par le quatrième plan quinquennal et que, dans l'agriculture, les rendements antérieurement fixés pour les diverses cultures devaient être dépassés. Une autre décision de portée historique était celle d'achever l'électrification intégrale des villages du pays à la date du 8 novembre 1971, trentième anniversaire de la fondation du PTA, soit 14 ans avant le terme prévu par le plan d'Etat.

Le mouvement tendant à établir partout la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier exalta le patriotisme socialiste du peuple.

Le travailleur qui donnait sa vie à son poste pour l'édification socialiste ou pour la défense du pays était aussitôt relevé par ses parents, ses proches et des centaines d'autres, qui manifestaient ainsi un patriotisme élevé d'un profond contenu socialiste. Des milliers de jeunes gens et de jeunes filles affluèrent des quatre coins du pays pour remplacer Shkurte Pal Vata, la jeune communiste de Dukagjin, âgée de 15 ans, qui tomba à son poste de travail, au chantier de la voie ferrée Rogozhinë-Fier.

Le patriotisme élevé des masses se manifesta aussi par l'entraide fraternelle socialiste. C'est un concours de cette nature que les travailleurs des divers districts de l'Albanie prêtèrent à leurs frères des districts de Dibër et de Librazhd, pour qu'ils puissent effacer les conséquences du tremblement de terre.

L'adoption de l'initiative de la coopérative regroupée de Tragjas et Radhimë, dans le district de Vlorë, qui engageait les coopératives agricoles les mieux pourvues et les entreprises d'Etat à faire don d'un grand nombre de têtes de gros et de menu bétail aux coopératives de montagne, fut en particulier d'une haute signification révolutionnaire. Cette initiative élargissait dans l'esprit des coopérateurs les limites de la propriété de groupe. Elle leur montrait que le progrès et le bien-être de chaque coopérative du pays sont inséparables du progrès et du bien-être de toute la paysannerie, de toutes les coopératives du pays, aussi bien dans les plaines que dans les montagnes. Cette initiative représentait un perfectionnement, par une nouvelle voie révolutionnaire, des rapports économiques et sociaux dans les campagnes, qui leur permettrait d'accéder à un stade plus élevé.

Le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours mené une lutte systématique contre la religion, en tant qu'idéologie réactionnaire, en tant qu'opium du peuple.

Le Parti a considéré la lutte contre la religion, contre les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades directement ou indirectement liés à celle-ci, comme un moyen indispensable pour assurer la libération sociale des travailleurs, l'essor et le renforcement de l'économie et de la culture socialistes, la trempe idéologique révolutionnaire des masses populaires, l'édification de la société socialiste. D'autre part, le Parti a regardé la lutte pour supprimer l'oppression et l'exploitation économique et sociale comme la première condition à remplir pour l'affranchissement des travailleurs de l'esclavage spirituel de la religion. C'est pourquoi, le Parti a toujours rattaché la lutte contre la religion à la lutte contre l'oppression et l'exploitation, à la lutte pour l'édification de la société socialiste. Pour combattre la religion et les coutumes rétrogrades, il a usé de méthodes et de formes d'action judicieuses qui ont été modifiées selon les conditions historiques et l'état effectif des croyances religieuses dans le pays, selon les étapes de la révolution et le degré de conscience socialiste des travailleurs. Dans cette lutte, il s'est toujours guidé sur le principe de la liberté de conscience, en visant à ce que les gens se convainquent, par leur propre expérience, de l'inanité de la religion et du préjudice qu'elle cause à la société socialiste. Les décisions et les mesures adoptées par le Parti du Travail d'Albanie et le Gouvernement de la RP d'Albanie, pour ce qui concerne la religion et les coutumes rétrogrades, n'ont cessé de traduire les aspirations de la majorité de la population, ses intérêts et ceux du socialisme.

Les oppresseurs étrangers et les anciens gouvernants du pays se sont toujours appuyés sur la diversité des cultes en Albanie pour diviser et asservir le peuple. Les différentes confessions ont toujours été utilisées comme une arme idéologique par les occupants successifs. Aussi, la lutte séculaire menée par les Albanais contre la domination et l'oppression étrangères a-t-elle également été dirigée contre le clergé réactionnaire, qui était en fait leur instrument. D'où, contrairement à ce qui se produisait dans maints autres pays, la relative précarité de l'attachement du peuple albanais aux divers cultes, le fait qu'il n'était guère fanatique, et la faible influence du clergé sur les masses populaires. Ces particularités n'ont pas été sans faciliter la lutte du Parti contre l'idéologie religieuse et contre le clergé réactionnaire.

Pendant la Lutte de Libération Nationale, le Parti avait annihilé tous les efforts des occupants italiens et allemands, et des traîtres au pays pour diviser le peuple albanais en musulmans et chrétiens. Il avait dénoncé et réduit à néant toutes les tentatives du haut clergé, surtout catholique, de détacher les masses populaires du Parti et du Front de Libération Nationale.

De même, après la Libération, on vit échouer tous les efforts du clergé réactionnaire et des autres ennemis de classe pour entraver la construction socialiste du pays en invoquant la «parole de Dieu». Ces efforts ne trouvèrent aucun appui auprès des masses. Le peuple n'écoutait et n'appliquait que la parole du Parti.

Dès l'instauration de la République Populaire, la Constitution proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que la laïcisation de l'enseignement. Il fut interdit d'utiliser l'Eglise et la religion à des fins politiques, de créer des organisations politiques sur des bases religieuses. La majeure partie des terres et autres biens des institutions religieuses furent expropriés par la voie législative. La loi interdit la publication de toute littérature religieuse, limita, puis supprima toutes les possibilités de formation de cadres religieux. Cependant, le Parti et le gouvernement n'interdirent point les croyances, les communautés religieuses, l'exercice des cultes. Et ils ne pouvaient non plus prohiber les usages qui s'inspiraient de la religion et qui, bien que réactionnaires dans leur essence, ne constituaient pas une violation directe des lois de l'Etat. Le Parti ne pouvait pas blesser les sentiments d'une grande partie des travailleurs, surtout ruraux, qui, tout en étant étroitement liés au Parti et au Pouvoir populaire, n'en continuaient pas moins à pratiquer un des cultes, encore que sans fanatisme excessif. La conception religieuse du monde ne devait être extirpée que comme l'aboutissement d'un processus de persuasion idéologique des masses.

La Lutte de Libération Nationale et l'édification du pays constituèrent aussi en soi une grande école pour l'éducation athéiste des travailleurs. Elles apprirent aux gens que la liberté et l'indépendance, le progrès et la prospérité, ne s'obtiennent pas par les prières, que ces biens ne sont pas un don de «Dieu», mais qu'ils se conquièrent par la lutte et les efforts des hommes eux-mêmes, qu'ils sont l'œuvre des masses populaires. Pour affranchir les hommes de l'emprise des croyances religieuses et des coutumes rétrogrades, le Parti mena en même temps une vaste propagande athéiste-scientifique, en organisant des lectures collectives et des causeries, et par la presse, la radio, l'édition et le cinéma, mais surtout par la voie de l'enseignement, en propageant la culture, l'instruction, le savoir scientifique.

Toutes ces mesures créèrent les conditions voulues pour intensifier la lutte contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades. A la suite du V^e Congrès et du discours du camarade Enver Hoxha du 6 février 1967, cette lutte se déploya sur un large front et prit le caractère d'un vaste mouvement pénétré d'un profond contenu idéologique. Elle embrassa toutes les couches de la population, y compris les gens les plus âgés. Elle fut dirigée en menant des actions concrètes non seulement contre la conception religieuse réactionnaire du monde, mais encore contre toute base matérielle qui maintenait en vie et entretenait la religion et les coutumes rétrogrades.

Dans les villes et les campagnes, les masses se dressèrent pour demander la fermeture des églises, mosquées, «teqe», et autres «édifices sacrés» ; elles appelèrent les prêtres des différents cultes à renoncer à la vie de parasite qu'ils avaient menée jusqu'alors pour devenir des travailleurs, vivant, comme tout le monde, du fruit de leur labeur. Dans des réunions et des assemblées populaires, organisées par le Front Démocratique et l'Union de la Jeunesse, et où avaient lieu des débats très animés, les masses dénonçaient le rôle antinational et antipopulaire de la religion, du clergé réactionnaire, et des usages religieux, décidaient de supprimer tous les foyers de religion pour en faire des foyers de culture et autres, de renoncer à tout exercice des cultes, de bannir les coutumes rétrogrades, de balayer de chaque demeure livres de religion, icônes et autres symboles d'inspiration religieuse.

Ces initiatives populaires furent solidement appuyées par les organisations du Parti et par les organes du Pouvoir populaire.

La suppression des foyers religieux signifiait la liquidation de bases importantes d'intoxication de la conscience des hommes et aussi l'anéantissement de nids d'activités hostiles.

Tout en soutenant le mouvement populaire de lutte contre la religion, contre les préjugés religieux et les coutumes arriérées, le Parti dirigeait cette lutte avec beaucoup de circonspection. Il ne tolérait point les déformations et il dénonça en temps voulu toute action précipitée et inconsidérée tendant à infléchir la volonté de la masse de la population. Il engagea le peuple à substituer aux fêtes et autres usages d'inspiration religieuse, des fêtes et usages nouveaux, de contenu socialiste. Les actions de masse tendant à détruire les bases de la religion furent accompagnées d'un intense travail explicatif de conception athéiste et scientifique, de la part du Parti.

Le Comité Central engagea les organisations du Parti à combattre toute conception étriquée du problème de la lutte contre la religion, toute manifestation d'autosatisfaction suscitée par les excellents résultats obtenus si rapidement dans l'élimination des foyers religieux. La suppression des églises et des mosquées n'avait pas entraîné la disparition de la religion en tant que conception du monde. La religion a poussé de très profondes racines.

Elle s'entrelace, se rattache par une infinité de liens aux coutumes rétrogrades dont l'origine se perd dans la nuit des siècles et qui restent vivaces et agissantes pendant un très long temps. Les usages religieux et le droit coutumier, tels qu'ils sont notamment codifiés dans le coutumier de Lek Dukagjin, recueil d'us et coutumes médiévaux, avaient régi la société albanaise avec une extrême rigueur. Leur dure influence récemment encore s'était maintenue puissante. Des pratiques religieuses et des usages rétrogrades se sont introduits aussi dans la vie des incroyants, qui les appliquent inconsciemment, sans en comprendre la signification. Il était donc nécessaire de dévoiler la source des coutumes rétrogrades, des pratiques et des dogmes religieux, leur base philosophique, idéaliste, réactionnaire, et de lutter pour la détruire.

«Nous devons nous montrer réalistes — déclarait le camarade Enver Hoxha —, la lutte contre les vieilles coutumes, traditions et normes, contre les conceptions religieuses du monde... n'est pas terminée. C'est une longue lutte, complexe et ardue. Aussi notre travail d'éducation et de persuasion, notre propagande athéiste, doivent-ils se poursuivre sans interruption pour consolider les succès obtenus, pour tenir les engagements pris dans les réunions et les assemblées populaires, pour promouvoir constamment la lutte contre tout ce qui est étranger et néfaste à notre cause, pour inculquer à nos hommes notre nouvelle conception du monde, une conception révolutionnaire, marxiste-léniniste, les habitudes, les coutumes et les normes nouvelles, socialistes.» (Enver Hoxha, Rapport sur le rôle et les tâches du Front Démocratique dans la lutte pour le triomphe complet du socialisme en Albanie, présenté au IV^e Congrès du FDA, 14 septembre 1967. Tirana, 1967, p. 70.)

Afin de mener jusqu'au bout la lutte contre la religion, les préjugés et les coutumes rétrogrades, le Comité Central du Parti recommanda d'exploiter au mieux le terrain très propice créé par une telle lutte, en suivant toujours la ligne de masse et en effectuant un travail différencié, en fonction de la diversité des cultes, des couches de la population, des régions, des villages et des quartiers, voire même des familles.

Le mouvement pour l'émancipation complète la femme

La lutte contre les coutumes et les conceptions rétrogrades de réactionnaires qui avilissent la femme, le mouvement tendant à son émancipation complète, à promouvoir une parfaite égalité des droits de la femme et de l'homme dans la société socialiste se déclenchèrent avec une vigueur particulière. L'appel à ce mouvement grandiose fut lancé par le camarade Enver Hoxha, le 6 février 1967 :

«Le Parti et le pays tout entiers doivent se dresser, pour écraser quiconque foule aux pieds la loi sacrée du Parti pour la défense des droits des femmes et des jeunes filles.» (Enver Hoxha, La révolutionnarisation ultérieure du Parti et du Pouvoir, p. 5.)

Les organisations du Parti et, sous leur direction, celles de l'Union des Femmes, du Front Démocratique, des Unions professionnelles, de l'Union de la Jeunesse, se mobilisèrent pour exécuter les directives du Parti en vue de l'émancipation complète de la femme. La jeune génération était à l'avant-garde de ce mouvement. Mais celui-ci était si puissant qu'il engloba même les couches sociales qui s'étaient montrées jusqu'alors indifférentes ou qui avaient observé une attitude conservatrice quant au problème de l'émancipation de la femme. Dans de larges réunions et assemblées organisées dans tout le pays, hommes et femmes, jeunes gens et jeunes filles, vieillards même, dénonçaient hardiment les coutumes et les conceptions conservatrices, patriarcales, féodales et bourgeoises, les croyances religieuses, les coutumiers moyenâgeux, qui avaient servi d'instruments pour opprimer la femme albanaise dans le passé. Dans des réunions et assemblées populaires, les participants s'engageaient unanimement devant le Parti à balayer à jamais les survivances des usages et des coutumiers barbares. On y discutait passionnément des moyens d'éliminer totalement la mentalité et les pratiques qui plaçaient la femme dans une condition d'infériorité vis-à-vis de l'homme, de la manière de promouvoir une participation plus vivante de la femme à l'ensemble de la vie politique et sociale, sa participation plus large et plus active aux activités productives, d'élever son niveau de culture et d'instruction et sa formation technique et professionnelle, de l'affranchir de l'esclavage des travaux domestiques, etc. Ce qui était d'une importance exceptionnelle dans ce mouvement, c'était la participation active, à un degré jamais connu, des femmes elles-mêmes à la lutte pour leur émancipation complète. Pour la première fois, les femmes et les jeunes filles des zones montagneuses et de toutes les régions où le lourd fardeau des anciens usages, des coutumiers, et des préjugés religieux, avait cruellement pesé sur leur dos, se dressaient avec une telle force pour prendre part à cette lutte. Ce qui était aussi particulièrement important c'est que le mouvement pour l'émancipation complète de la femme, pour une égalité absolue de l'homme et de la femme, des garçons et des filles, commença à se développer au sein même des familles. Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme, qui s'était déclenché, était la conséquence directe et naturelle de la lutte et du grand travail que le Parti n'avait cessé de mener depuis sa fondation. Le Parti avait montré aux femmes albanaises que la seule voie conduisant à leur émancipation était celle de leur concours aussi large et vivant que possible à la lutte du peuple pour sa libération nationale et sociale, pour la suppression de toute forme d'oppression et d'exploitation, celle de leur participation à la vie politique et sociale, à l'œuvre d'édification socialiste du pays.

Mettant en pratique les enseignements du Parti, la femme albanaise avait pris une part active à la Lutte de Libération Nationale et conquis au prix de son sang l'égalité des droits avec les hommes. Ces droits furent consacrés dans la Déclaration du Conseil Antifasciste sur les Droits des Citoyens, promulguée en octobre 1944, puis dans la Constitution et dans d'autres actes législatifs de la RP d'Albanie.

Sous la direction du Parti, la femme albanaise, à présent affranchie, comme tous les autres travailleurs, de l'oppression et de l'exploitation de classe, devint une grande force dans tous les secteurs de l'édification de la société socialiste. Si l'on tenait compte qu'à peine vingt ans auparavant, les femmes, dans leur immense majorité, étaient encore de véritables esclaves, les progrès qu'elles avaient réalisés au cours de cette période dans la voie de leur émancipation complète étaient gigantesques. Les femmes représentaient 18 pour cent des députés à l'Assemblée Populaire et 36 pour cent des élus aux conseils et aux tribunaux populaires. Des dizaines de milliers de femmes et de jeunes filles étaient élues dans les organismes dirigeants des organisations de masses. On enregistrait un changement radical dans le niveau de la participation féminine à la production sociale. En 1967, les femmes représentaient 42 pour cent du total des travailleurs des villes et des campagnes; dans les industries textile et alimentaire, ainsi que dans la santé publique et certains autres secteurs, elles étaient en majorité. En ce qui concerne l'instruction et la culture, et la formation technique et professionnelle, la situation lamentable d'avant la guerre, avec plus de 90 pour cent de femmes illettrées était complètement transformée ; la totalité des filles étaient scolarisées dans l'enseignement élémentaire et de huit ans ; dans le secondaire et le supérieur, leur nombre approchait de très près celui des jeunes gens ; des milliers de femmes dotées d'une instruction secondaire et supérieure travaillaient et occupaient des postes de direction

dans les diverses branches de l'économie et de la culture; le nombre des femmes ingénieurs était cinq fois plus élevé que celui de tous les ingénieurs d'avant la guerre et celui des femmes-médecins deux fois et demie supérieur à la totalité des médecins de l'ancienne Albanie.

En dépit de ces grands progrès, le Parti était conscient qu'il restait encore beaucoup à faire dans le sens de l'émancipation complète de la femme. Il subsistait des obstacles venant des hommes, des hésitations de la part des femmes, qui empêchaient une participation féminine totale et plus vivante à la vie politique et sociale. Le rôle que la femme devait jouer dans la production ne s'était pas encore élevé au degré souhaité. Le niveau de culture et d'instruction de la femme restait en général assez bas. On n'était pas encore parvenu, surtout dans les campagnes, à faire reconnaître à la femme une place égale à celle de l'homme dans la famille. Les coutumes et mentalités rétrogrades héritées du passé, en particulier les usages du droit coutumier dans les zones montagneuses, conservaient une grande influence et constituaient le principal obstacle à la réalisation d'une véritable égalité entre l'homme et la femme. C'est précisément à modifier cette situation que visait le grand mouvement pour l'émancipation complète de la femme, mouvement qui avait embrassé le pays tout entier.

Considérant l'émancipation complète de la femme comme un problème social extrêmement important et sans le règlement duquel «on ne pouvait concevoir la liberté du peuple et de chacun, on ne pouvait envisager le progrès du pays et la réalisation de nos objectifs» [*Déclaration du CC du PTA et du Conseil des Ministres de la RPA du 29 avril 1967, p. 9.*], le Plénum du Comité Central du Parti examina ce problème dans une réunion spéciale tenue en juin 1967.

Le Plénum définit les orientations en vue de l'approfondissement ultérieur du mouvement pour l'émancipation complète de la femme et pour le relèvement de son rôle dans la société socialiste.

Le Comité Central du Parti réaffirma que la voie principale pour assurer l'émancipation complète de la femme était son intégration aussi large que possible aux activités productives et à la vie politique, sociale et culturelle.

Il prescrivit de supprimer tout obstacle et toute limitation à la participation féminine à tous les secteurs de l'économie et de la culture, à toutes les activités politiques, sociales, culturelles, au travail du Parti et de l'administration publique. Il demanda en particulier de modifier l'ancienne attitude à l'égard de ce problème et de nommer des femmes à des postes de responsabilité afin d'assurer une participation féminine plus large et plus élevée à l'organisation et à la direction de la production, des activités politiques, sociales et culturelles.

Le Comité Central attachait une grande importance au renforcement du Parti par l'admission de femmes dans ses rangs, en tant que condition pour animer davantage ses organisations et élever leurs capacités de combat.

Pour atteindre ces objectifs, le Comité Central du Parti considérait indispensable, en premier lieu, de lutter avec plus de persévérance, de rigueur, et de façon plus systématique, contre les conceptions sur la femme qui sont étrangères à l'idéologie socialiste et ont poussé de profondes racines dans la conscience des gens, principalement chez les hommes, mais chez les femmes également.

Parallèlement à cette lutte, il était nécessaire d'œuvrer encore davantage pour élever le niveau d'instruction et de culture des femmes, et leur formation technique et professionnelle. Le Comité Central chargea à cette fin les organes du Parti et du Pouvoir de veiller à ce que toutes les jeunes filles terminent le cycle d'études de huit ans, dans le cadre de la loi sur l'instruction obligatoire ; d'admettre en priorité des jeunes filles dans les écoles professionnelles et supérieures. Il donna la directive de s'employer en même temps à assurer une fréquentation plus large et plus massive des femmes aux cours du soir, à organiser un plus grand nombre de cours pour leur qualification.

La participation totale de la femme à la production et à la vie politique et sociale, souligna le Plénum, dépend, dans une large mesure, du développement des rapports socialistes au sein de la famille ainsi que de la libération progressive de la femme du lourd fardeau des travaux domestiques.

L'affranchissement des travailleurs de l'oppression et de l'exploitation de classe, la liquidation de la propriété privée et l'établissement de la propriété sociale des moyens de production, ainsi que les droits particuliers que la femme albanaise avait conquis sous l'égide du Parti, constituaient le coup le plus rude porté aux anciens rapports au sein de la famille, qui avaient maintenu la femme en servitude ; ces facteurs créaient les conditions requises pour l'édification de la nouvelle famille socialiste. Mais le sentiment de la propriété privée n'avait pas disparu et nombre d'anciennes traditions et coutumes rétrogrades, qui étaient autant d'obstacles à l'établissement de nouveaux rapports au sein de la famille, subsistaient.

«Aussi, — indiquait le Comité Central, — pour réaliser les changements souhaitables dans le domaine des relations familiales, pour créer des rapports nouveaux, socialistes, il [était] nécessaire de mener une longue lutte, opiniâtre et multilatérale, dans un domaine complexe et ardu, contre l'idéologie, la psychologie, la morale et les coutumes léguées par l'ancienne société.» (Rapport du Bureau Politique présenté au II^e Plénum du CC du PTA, 15 juin 1967, p. 39.)

Le Comité Central indiqua que la principale orientation à suivre pour créer et consolider la famille nouvelle, socialiste, était la liquidation des anciennes formes de conclusion du mariage et des rapports conjugaux d'ancien type; l'établissement de rapports conjugaux d'un type nouveau, ainsi que de justes relations entre les conjoints eux-mêmes et entre la femme et les autres membres de la famille, de relations exemptes de tout attachement à la propriété privée, soustraites à l'empire des règles religieuses, des coutumes et mentalités arriérées. Afin que soient renforcés les rapports socialistes au sein de la famille, le Comité Central recommanda de revoir certaines normes juridiques surannées qui régissaient encore les relations familiales, et de leur substituer des normes nouvelles, répondant aux conditions de la nouvelle étape du développement de la révolution socialiste.

Une autre voie fort importante pour réaliser pratiquement l'égalité complète de la femme avec l'homme devait être la lutte pour l'affranchir de la servitude des travaux ménagers. Comme l'ont prévu les classiques du marxisme-léninisme, cela ne peut être pleinement atteint qu'en socialisant l'économie domestique, en la transformant en plusieurs branches de la production sociale. Mais c'est là une tâche complexe, qui requiert, pour être menée à bien, une base matérielle et technique correspondant à un stade très évolué du socialisme, des moyens matériels et financiers si considérables que l'Etat socialiste n'est pas en mesure, pour un long temps, de les assurer entièrement. Sans attendre que la socialisation de l'économie domestique fût pleinement achevée, il fallait, pour affranchir la femme du lourd fardeau des travaux ménagers, œuvrer avec une encore plus grande fermeté dans deux directions principales. D'abord, il fut exigé que les hommes, au même titre que les femmes, vaquent aux soins du ménage, afin d'alléger le fardeau qu'elles avaient toujours été seules à porter. Le jugement selon lequel les travaux domestiques ne doivent pas être une charge exclusive de la femme, mais une obligation des hommes également, de tous les membres de la famille, devait se généraliser, cette question devait être bien comprise par tous les hommes et être inculquée aux enfants dès leur plus jeune âge. Aucune distinction ne devait être faite entre garçons et filles dans la famille, ou à l'école, quant à leur participation aux travaux ménagers et plus généralement à toute l'économie domestique. En deuxième lieu, le Parti posait comme tâche de mieux exploiter le réseau des services sociaux et d'en accélérer le développement. Il recommandait d'augmenter les capacités des crèches et jardins d'enfants au-delà des objectifs préalablement fixés, de créer des cantines, des blanchisseries, etc., de produire et de mettre sur le marché un plus grand nombre d'objets facilitant les travaux ménagers.

La réalisation des tâches que le Plénum du Comité Central avait fixées en vue d'approfondir le mouvement d'émancipation complète de la femme eut pour effet de prévenir tout relâchement de ce mouvement et concourut à faire mieux comprendre que c'était là un problème d'une importance décisive pour l'édification de la société socialiste intégrale, et que ce grand problème du Parti concernait la société tout entière.

Le mouvement pour la révolutionnarisation de l'école

La tâche posée par le V^e Con- grès en vue de la révolutionnarisation ultérieure de l'école eut un très grand retentissement.

Afin de réaliser cette tâche, écoliers, étudiants et enseignants prirent de nombreuses initiatives, engagèrent diverses actions de caractères politique et idéologique.

Dans de nombreuses écoles, l'étude des documents fondamentaux du Parti et des œuvres du camarade Enver Hoxha fut proclamée action de masse particulière. La masse de la jeunesse scolaire et des enseignants entra en guerre contre la religion, contre les mentalités étrangères à l'idéologie marxiste, et contre les coutumes rétrogrades, non seulement dans l'enceinte même de l'école, mais aussi en dehors de ses murs. S'inspirant des actes héroïques de Shkurte Pal Vata et d'autres héros du travail socialiste, écoliers et étudiants se montraient prêts à se dévouer au travail en bravant toutes les difficultés et en consentant tous les sacrifices, partout où l'exigeaient les intérêts de la Patrie et du socialisme.

Dans le cadre du grand mouvement des masses populaires pour la primauté de l'intérêt général en tout domaine, on vit naître des initiatives visant à combattre le scepticisme rétrograde et individualiste quant à la nécessité de poursuivre ses études, ainsi que l'action de masse qui avait pour objectif d'assurer le maximum de progrès des élèves et étudiants et leur accès à cent pour cent aux classes supérieures.

En même temps que ces efforts pour le progrès rapide et soutenu des élèves, la lutte s'engagea aussi pour révolutionnariser le contenu des matières. Des suggestions hardies furent avancées pour apporter des modifications et des améliorations radicales aux programmes et aux manuels scolaires, introduire des méthodes nouvelles et plus fécondes d'enseignement et d'éducation. Dans nombre d'écoles on entreprit des expériences pour une meilleure organisation des cours, en rejetant, en matière de méthode, les schémas et recettes de la pédagogie traditionnelle bourgeoise.

D'importantes initiatives furent prises pour rattacher étroitement l'école à la production. Les mouvements nationaux et locaux de la jeunesse devaient remplir un rôle très important dans ce sens, mais de pair avec ces mouvements, d'autres initiatives virent le jour en vue de relier directement l'enseignement à la production. Des ateliers industriels de production furent mis sur pied dans maintes écoles urbaines. En même temps, on resserra les liens entre les écoles des villes et les entreprises industrielles et du bâtiment. En travaillant à la fois à l'école et dans une entreprise, les élèves étaient mis en mesure de mieux acquérir les aptitudes propres au travail productif et les rudiments de certaines professions. Des écoles des zones rurales se mirent à la tâche pour rattacher organiquement l'enseignement aux processus de production dans l'agriculture et l'élevage. De nombreuses écoles professionnelles secondaires furent converties en écoles-usines, en écoles-chantiers, en écoles-fermes, en écoles-exploitations forestières. En outre, un certain nombre d'écoles et de cours professionnels furent mis sur pied auprès des entreprises industrielles et du bâtiment, des fermes et des coopératives agricoles, l'organisation et la direction de ces écoles et de ces cours étant assurées par les propres cadres des entreprises, fermes ou coopératives. Les travailleurs les fréquentaient sans quitter leur emploi, mettant en pratique la devise : Travailler tout en étudiant et étudier tout en travaillant !

Parmi les nombreuses initiatives prises, les mouvements en vue de rattacher l'instruction et l'éducation des jeunes à leur entraînement physique et à leur préparation militaire pour la défense de la Patrie revêtaient une importance particulière.

Les initiatives tendant à la révolutionnarisation de l'école étaient pénétrées d'un esprit de critique révolutionnaire à l'égard des normes surannées conservatrices et réactionnaires propres à la pédagogie classique bourgeoise, de l'esprit officiel qui prédominait dans les rapports entre enseignants et élèves.

De pair avec les actions de masse pour la révolutionnarisation de l'enseignement, maîtres et élèves prirent toute une série d'initiatives en vue de déployer des activités hors de l'école. Telle était notamment l'initiative des enseignants de Mirditë et de Kolonje, consistant à pénétrer plus profondément au sein des masses paysannes, à se lier plus étroitement à elles, et à devenir les véhicules de la ligne politique du Parti auprès de ces masses. Ce mouvement se propagea dans tout le pays. Des enseignants des campagnes assumèrent bénévolement la direction des maisons et des foyers de la culture des coopératives agricoles. Enseignants et élèves organisèrent des campagnes de propreté et d'hygiène, etc. L'activité politico-idéologique et culturelle des enseignants et des élèves parmi les masses influait directement sur la révolutionnarisation de l'école elle-même.

La révolutionnarisation de l'école avait pris le caractère d'un mouvement de grande ampleur. Le Parti la considérait comme une très importante composante de la révolution idéologique et culturelle et, en même temps, comme une arme servant à promouvoir la révolution technique et scientifique. L'école est la pépinière de la nouvelle génération. A celle-ci le Parti a toujours prodigué tous ses soins pour qu'elle soit digne de porter plus avant le flambeau de la révolution et puisse servir avec abnégation et capacité la cause du peuple et du socialisme.

Au cours des 25 années de Pouvoir populaire, l'école avait connu des transformations radicales par rapport à l'ancienne école bourgeoise en ce qui concerne à la fois son contenu idéologique, son développement et son perfectionnement. Elle s'était transformée en un berceau de culture, en un creuset de formation de cadres pour les diverses branches de l'économie et de la culture, en un foyer d'éducation de la jeunesse selon les enseignements du marxisme-léninisme et la politique du Parti. L'instruction était devenue le bien des larges masses populaires.

Néanmoins, l'école ne s'était pas totalement affranchie de l'influence de la pédagogie et de l'école bourgeoises ni des influences étrangères révisionnistes. L'enseignement et l'éducation étaient en général encore détachés de la vie, du travail, de la production. Les méthodes d'enseignement n'étaient pas dénuées de formalisme et de conservatisme, d'esprit officiel dans les rapports entre enseignants et élèves, elles entraînaient un certain étouffement de la personnalité de l'élève. Tout cela était le legs de l'ancienne école, à laquelle nous avons été obligés de faire beaucoup d'emprunts. L'école soviétique, également, était, en partie, à l'origine de ces défauts. L'expérience de cette école avait été d'un réel secours pour l'instruction publique albanaise, mais il apparut qu'elle aussi conservait certains traits de la pédagogie bourgeoise, qu'elle présentait donc certains aspects négatifs.

Les mutations survenues en Albanie dans la structure économique et sociale imposaient à notre école également, cette importante composante de la superstructure, de s'affranchir des faiblesses et des défauts qui en freinaient l'évolution, de connaître des transformations révolutionnaires correspondant aux mutations survenues à la base de la société, aux conditions objectives et aux nécessités de l'édification de la société socialiste intégrale et du passage au communisme. Ces transformations devaient marquer un bond qualitatif en avant pour l'école albanaise.

Les transformations révolutionnaires dans le domaine de l'enseignement ne pouvaient se réaliser que si l'on se fondait sur la grande expérience accumulée dans le pays même en matière d'enseignement et après avoir procédé à une analyse critique marxiste-léniniste de cette expérience.

Les directives du Parti en vue de la révolutionnarisation ultérieure de l'enseignement furent données par le camarade Enver Hoxha à la réunion du Bureau Politique du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, le 7 mars 1968. Son discours «Sur la révolutionnarisation ultérieure de notre école» constituait un grand programme de travail. Ce programme était précisément édifié sur la base de l'analyse et de la synthèse scientifiques de l'expérience de l'école albanaise nouvelle, de l'expérience du mouvement déjà amorcé pour la révolutionnarisation de l'école, ainsi que sur la base de la ligne générale du Parti relative à l'édification de la société socialiste intégrale.

Le Parti demandait avant tout que l'école renforce et perfectionne le travail de façonnement de l'homme nouveau, révolutionnaire, forgé selon la conception marxiste-léniniste du monde.

A cet effet, il était indispensable que, tout au long du processus de scolarisation, élèves et étudiants étudient le marxisme-léninisme.

«Le Parti, indiquait le camarade Enver Hoxha, doit enseigner à tous, élèves, instituteurs et professeurs, ouvriers et paysans, petits et grands, au peuple tout entier, par tous les moyens et sous toutes les formes, avant tout le marxisme-léninisme, la science qui illumine la voie de toutes les sciences.» (Enver Hoxha, Sur la révolutionnarisation ultérieure de notre école, 7 mars 1968. Tirana, 1968, pp. 23-24.)

L'étude du marxisme-léninisme devait être poursuivie à travers certaines matières, comme le matérialisme dialectique et historique, l'histoire du Parti du Travail d'Albanie, l'économie politique, etc. En même temps, il devait être enseigné par le truchement de toutes les autres matières, qui devaient être pénétrées de bout en bout de la philosophie marxiste-léniniste, de la politique prolétarienne du Parti.

Cependant, la trempe révolutionnaire des élèves, leur façonnement selon la conception marxiste-léniniste du monde ne pouvaient être obtenus par la seule étude de la théorie marxiste-léniniste. Cet objectif devait également être atteint à travers l'action révolutionnaire, à travers une liaison étroite de l'enseignement avec la vie pratique, de l'école avec le travail productif, avec l'œuvre d'édification socialiste du pays et la défense de la Patrie, à travers la participation la plus active des pionniers et des jeunes au travail social, aux problèmes politiques et économiques, à la lutte de classes.

Chaque écolier ou étudiant devait se pénétrer profondément de l'idée que l'instruction n'est pas un but en soi, mais un moyen d'acquérir le maximum de capacités politiques et morales, techniques et scientifiques, pour les mettre au service de la société, du socialisme, du peuple.

«La pénétration organique de l'enseignement et de l'éducation par l'idéologie et la politique de notre Parti — indiquait le camarade Enver Hoxha — doit se réaliser en même temps que l'application du principe marxiste-léniniste de la liaison de l'étude avec le travail et de la poly-technisation de l'école.» (Enver Hoxha, Sur la révolutionnarisation ultérieure de notre école, 7 mars 1968. Tirana, 1968, p. 43.)

L'union étroite de l'étude et du travail, la poly-technisation de l'école ne constituent pas seulement un problème idéologique, mais aussi un problème économique et social, technique et scientifique. Aussi, sur le plan pratique, ce problème devait-il être résolu en fonction des tâches à accomplir pour approfondir la révolution dans le domaine économique et social et développer plus avant la révolution technique et scientifique.

La liaison de l'école et de la production constituait un important moyen d'atténuer le contraste existant entre le travail intellectuel et le travail manuel. Pour atteindre ces objectifs, il devenait nécessaire de revoir les moyens de perfectionner et d'étendre le système d'enseignement.

«Le passage à un stade d'instruction et de culture et à un stade technique et économique plus avancés, passage qui entraînera à son tour des transformations radicales dans les écoles, doit toujours répondre aux exigences du temps et du moment et servir les situations données.» (Ibid., p. 21.)

«... D'étape en étape notre école, comme toute chose, connaîtra des changements dans sa forme, dans sa structure, dans son contenu. Il n'est qu'une seule chose qui n'y changera jamais : son épine dorsale, qui la guidera dans chacune de ses orientations et dans chacune de ses transformations, la philosophie matérialiste marxiste-léniniste.» (Ibid., p. 21.)

C'est cette orientation qui devait guider tout le travail de perfectionnement ultérieur du système d'enseignement. Les conditions nouvelles demandaient en particulier une révision du système d'enseignement secondaire et supérieur dans son ensemble. Les nouvelles catégories et les nouveaux types d'écoles devaient mieux satisfaire aux besoins en cadres moyens et supérieurs des diverses branches de l'économie, de la culture, de la santé publique, etc.

Au même titre que le perfectionnement du système d'enseignement, la révision et la refonte des programmes et manuels pour toutes les catégories d'écoles revêtaient une grande importance. Les nouveaux programmes devaient établir un rapport plus judicieux entre les diverses matières, déterminer plus correctement et plus clairement le degré de savoir à acquérir et l'objectif à atteindre au terme de chaque classe et de tous les types et de toutes les catégories d'écoles ou de cours. Les manuels devaient être épurés de toute donnée superflue ou inutile, de toute phraséologie ou formulation compliquée, être des plus clairs et des plus accessibles aux élèves et étudiants et, avant tout, avoir un contenu idéologique marxiste-léniniste des plus sains.

«Les manuels scolaires doivent être considérés comme un domaine important où se concrétisent la ligne du Parti, sa politique, ses objectifs et ses programmes immédiats de même que la préparation de l'avenir. Nous ne devons pas concevoir l'école socialiste nouvelle comme pouvant abriter toutes sortes de textes où se côtoient la conception idéaliste bourgeoise et la conception marxiste-léniniste du monde. Nous ne devons faire aucune concession à la philosophie idéaliste bourgeoise et pas la moindre concession à la théologie.» (Enver Hoxha, Sur la révolutionnarisation ultérieure de notre école, 7 mars 1968. Tirana, 1968, p. 24.)

Une autre des exigences fondamentales de la révolutionnarisation ultérieure de l'école était le perfectionnement des méthodes d'enseignement et d'éducation.

«Notre école socialiste — indiquait le camarade Enver Hoxha — requiert de la part des enseignants une méthode et un style de travail nouveaux, révolutionnaires.» (Ibid., p. 44.)

Pour répondre à cette exigence, il était indispensable que les enseignants rejettent la conception métaphysique selon laquelle les méthodes classiques d'enseignement avaient atteint la perfection et devaient servir de modèle en tout temps. Les nouvelles méthodes révolutionnaires d'enseignement et d'éducation ne pouvaient être perfectionnées qu'à travers une âpre lutte contre les formes de travail et le contenu surannés de la pédagogie bourgeoise, contre le formalisme, la stéréotypie et le dogmatisme, contre la phraséologie creuse qui caractérisent cette pédagogie.

L'amélioration des méthodes d'enseignement et du style de travail à l'école ne pouvait être assurée sans un tournant radical dans les relations entre maîtres et élèves. Le Parti demandait de supprimer les attitudes officielles et la tutelle bureaucratique dans ces relations, de développer l'esprit de démocratie révolutionnaire à l'école, une conception révolutionnaire de la discipline et de l'autorité de l'enseignant, de stimuler l'indépendance de la pensée et d'assurer la participation active des élèves et des étudiants, de concert avec les instituteurs et les professeurs, à la solution des problèmes de l'enseignement et de l'éducation. Les enseignants devaient prendre part en même temps que les élèves au travail directement productif, aux excursions, jeux sportifs, fêtes, etc.

Enfin, pour révolutionnariser les méthodes d'enseignement, il était nécessaire que les enseignants eux-mêmes soient des révolutionnaires, qu'ils s'éduquent sans cesse en suivant les leçons du Parti, qu'ils connaissent à fond sa politique, qu'ils assimilent le marxisme-léninisme. Il fallait en outre qu'ils s'appliquent inlassablement à étendre leurs connaissances scientifiques et à perfectionner leurs capacités professionnelles. Aux yeux du Parti, le travail de révolutionnarisation ultérieure de l'enseignement devait, pour être mené à bien, ne pas être confiné à l'intérieur des murs de l'école. Le Parti fit de ce problème son propre problème, le problème du Pouvoir et du peuple tout entier. La révolutionnarisation ultérieure de l'école, sur la base des thèses formulées et des orientations données par le camarade Enver Hoxha, fut l'objet d'un vaste débat populaire dans tout le pays.

Le Comité Central du Parti institua sous ses propres auspices une commission spéciale, présidée par le camarade Mehmet Shehu et ayant pour mission d'organiser et de suivre ces débats populaires et tout le travail de révolutionnarisation ultérieure de l'école. Toute l'activité déployée pour mener à bonne fin le mouvement de révolutionnarisation de l'école devait se guider sur la méthode de travail suivante, indiquée par le Parti :

«Tout en soutenant de toutes ses forces la plus large application de la ligne de masse dans le développement de l'instruction et dans le travail à l'école, en stimulant de toutes ses forces, dans ce cadre, les initiatives des écoles et des instituteurs de la base..., il faut faire en sorte que toutes ces initiatives aient constamment pour fondement la politique de l'enseignement telle qu'elle est définie par notre Parti conformément au principe du centralisme démocratique. » (Enver Hoxha, Sur la révolutionnarisation ultérieure de notre école, 7 mars 1968. Tirana, 1968, p. 47.)

La juste ligne tracée par le Parti pour la construction de la nouvelle école socialiste rendait encore plus claire la perspective de l'essor continu du pays vers le communisme, satisfaisait aux naturelles aspirations spirituelles de la jeune génération et lui ouvrait de larges horizons d'action révolutionnaire pour l'édification de la société socialiste intégrale.

4. L'UNITE D'ACIER DU PEUPLE AUTOUR DU PARTI, GARANTIE DE NOUVELLES VICTOIRES

L'union d'acier des larges masses du peuple autour du Parti est le résultat direct de la politique et de l'activité révolutionnaires marxistes-léninistes menées sans interruption par le Parti dès sa fondation. Cette union, incarnée dans le Front Démocratique, a joué un rôle déterminant pour l'obtention des grands succès enregistrés par le peuple albanais dans l'édification socialiste et la défense du pays, tout comme elle a rempli un rôle décisif pour assurer la victoire historique remportée dans la Lutte de Libération Nationale.

Le Parti n'a jamais considéré le problème de l'union du peuple autour de lui comme définitivement résolu. Il a regardé la sauvegarde et la consolidation de cette union comme un processus continu qui se rattache aux étapes et aux conditions historiques concrètes de la révolution, à un juste règlement des contradictions sociales. La base politique de l'union des larges masses populaires, base jetée durant la Lutte de Libération Nationale, est allée se consolidant chaque jour davantage dans la lutte pour l'édification du socialisme, dans la lutte contre les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs. C'est dans cette lutte que n'a cessé de se cimenter l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse, fondement de l'union politique du peuple autour du Parti. Après la libération du pays, cette union politique s'est aussi enrichie d'une base économique et sociale qui lui est propre — la propriété sociale des moyens de production —, ainsi que d'une base idéologique — le marxisme-léninisme. En conséquence, dans le feu même de la lutte pour l'édification du socialisme et la défense de la Patrie, de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, cette union s'est trempée et transformée en une unité d'acier des masses travailleuses socialistes, de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératisée et de l'intelligentsia socialiste.

Les voies menant à la consolidation ultérieure de l'unité du peuple autour du Parti, dans les conditions de l'édification de la société socialiste intégrale et de la révolutionnarisation ultérieure de la vie du pays, furent élaborées par le camarade Enver Hoxha et présentées au IV^e Congrès du Front Démocratique, qui tint ses assises au mois de septembre 1967. L'unité devait être trempée encore davantage grâce à un vaste travail d'explication et de persuasion auprès des masses pour leur faire comprendre plus à fond le contenu politique et idéologique de la ligne et des directives du Parti, grâce à la mobilisation du peuple pour la mise en pratique de cette ligne et de ces directions. L'unité devait se cimenter avant tout dans le combat pour le renforcement continu du Pouvoir populaire, pour sa démocratisation ultérieure, à travers une lutte politique et idéologique constante contre le bureaucratisme, en assurant une participation plus vivante des masses au gouvernement du pays.

L'unité devait être encore renforcée dans la lutte pour l'heureuse réalisation des grandes tâches posées pour le développement de l'industrie, de l'agriculture, des autres branches de l'économie ainsi que de la culture.

L'unité devait être particulièrement raffermie en inculquant toujours plus profondément dans le cœur et l'esprit des masses des sentiments d'amour et de dévouement pour la patrie socialiste, en maintenant vivaces et en développant plus avant les traditions patriotiques et révolutionnaires du peuple albanais, en attisant constamment la haine contre les ennemis de classe, contre les impérialistes et les révisionnistes, en élevant au plus haut point le degré de préparation morale, politique et militaire du peuple, pour la défense du pays.

Mais le maillon principal du renforcement ultérieur de l'unité du peuple autour du Parti devait être «la lutte pour inculquer l'idéologie prolétarienne dans la conscience de tous les travailleurs et assurer le triomphe total de cette idéologie». [*Enver Hoxha, Rapport au IV^e Congrès du Front Démocratique d'Albanie, p. 36.*] Dans les conditions concrètes du pays, le renforcement de la base idéologique de l'unité du peuple entraînait directement le renforcement de sa base politique, économique et sociale, assurait la réalisation des tâches du Parti dans les domaines politique, économique et social, comme dans ceux de la culture et de la défense.

Le raffermissement ultérieur de l'unité, indiquait le camarade Enver Hoxha, devait être obtenu à travers la lutte de classe, le juste règlement révolutionnaire des contradictions dans la société socialiste.

«Considérer la question de l'unité en dehors de la lutte de classes, nier prétendument dans l'intérêt de cette unité, la lutte de classes et les contradictions non antagonistes de la société socialiste, revient à endormir la vigilance politique et idéologique du Parti et des travailleurs, miner l'unité même et la cause du socialisme.» (Enver Hoxha, Rapport au IV^e Congrès du Front Démocratique d'Albanie, pp. 33-34.)

Par ailleurs, il fallait avoir soin de bien distinguer les contradictions entre le peuple et les ennemis d'une part, et les contradictions au sein du peuple d'autre part, afin de ne pas confondre avec les ennemis ceux qui, tout en abritant encore dans leur conscience des conceptions étrangères à notre idéologie, n'en sont pas moins dévoués au Parti et au socialisme. Agir différemment eût porté préjudice à l'unité et affaibli les liens du Parti avec les masses. Le Front Démocratique demeurait toujours l'incarnation de l'unité du peuple autour du Parti. Le quart de siècle d'expérience de cette organisation avait démontré l'importance de son rôle pour créer, sauvegarder et raffermir constamment les liens d'acier qui unissaient le Parti et les masses, pour mobiliser celles-ci à mettre en œuvre le programme du Parti, pour surmonter les difficultés, vaincre les ennemis et remporter la victoire.

Le Parti fixait pour tâche de renforcer le Front Démocratique sur le plan de l'organisation, d'élever l'esprit de combat et d'initiative de ses organisations et d'améliorer leur méthode et leur style de travail. L'animation et le renforcement ultérieurs du Front Démocratique devaient constituer le principal moyen d'approfondir la ligne de masse, de faire participer plus largement et plus activement celles-ci au gouvernement du pays. Le Front Démocratique continuerait d'être une arme puissante entre les mains du Parti pour la sauvegarde et la consolidation de l'unité du peuple autour de lui, pour la révolutionnarisation ultérieure de la vie du pays et l'édification de la société socialiste intégrale.

Le rassemblement du peuple uni comme un seul homme autour du Parti du Travail d'Albanie dans le Front Démocratique constituait une barrière infranchissable pour les ennemis intérieurs et extérieurs, une garantie de nouvelles victoires dans la voie du socialisme et du communisme.

«N'épargnons aucun effort — a recommandé le camarade Enver Hoxha — pour préserver comme la prunelle de nos yeux et cimenter encore davantage l'unité monolithique de notre peuple autour du Parti, unité qui a été et qui reste toujours la condition déterminante de notre marche victorieuse en avant.» (Enver Hoxha, Rapport au IV^e Congrès du Front Démocratique d'Albanie, p. 77.)

CONCLUSIONS GENERALES

L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie constitue un trésor de la grande expérience acquise dans la lutte pour l'application créatrice et résolue du marxisme-léninisme, dans les conditions d'un pays asservi, afin d'obtenir la liberté, l'indépendance nationale et d'instaurer le pouvoir populaire, dans les conditions d'un pays arriéré semi-féodal, géographiquement encerclé par des Etats ennemis, afin d'édifier le socialisme.

De la synthèse de cette expérience, découlent les principales conclusions générales suivantes :

1. — Le Parti du Travail d'Albanie a été fondé par les communistes albanais ayant à leur tête le camarade Enver Hoxha, sur la base du mouvement ouvrier et communiste. Sa naissance constituait une nécessité historique impérieuse pour assurer la conduite de la lutte de libération nationale et sociale du peuple.

Le Parti du Travail d'Albanie a été créé par la fusion des groupes communistes albanais en un parti révolutionnaire de la classe ouvrière de type nouveau sur des fondements organisationnels et idéologiques marxistes-léninistes. La fusion a été réalisée dans la lutte commune des communistes des divers groupes contre les ennemis du peuple, contre les courants et les organisations politiques pseudo-marxistes, contre les conceptions étrangères au marxisme au sein des groupes eux-mêmes, et en subordonnant les intérêts étroits des groupes à l'intérêt général du mouvement communiste. La fusion a été cimentée par l'élaboration et l'adoption d'une ligne générale unique, édifiée sur des fondements scientifiques marxistes-léninistes.

Le Parti du Travail d'Albanie a été formé dans des conditions qui étaient celles d'un pays agraire arriéré. La création du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière albanaise ne fut pas empêchée par le fait que cette classe était peu nombreuse, éparse, non constituée en tant que prolétariat industriel, et qu'elle n'avait pas acquis une haute maturité organisationnelle et politique. Dans ces conditions, la formation du Parti bénéficia, en même temps que de l'appui du mouvement ouvrier, d'un puissant soutien, celui du mouvement de la jeunesse scolaire. La jeunesse de nos établissements d'enseignement secondaire et la majorité des étudiants albanais furent parmi les premiers à embrasser les idées communistes et ils se tenaient à l'avant-garde du mouvement démocratique antifasciste. Sous la direction des communistes et encouragés et inspirés par la classe ouvrière, ils devinrent les véhicules des idées marxistes-léninistes et du patriotisme combattant parmi les masses populaires, jouant ainsi un rôle important dans la fondation du Parti et dans la propagation de sa ligne révolutionnaire.

Le Parti du Travail d'Albanie fut le premier parti de la classe ouvrière albanaise et il en est toujours demeuré l'unique parti.

2. — La victoire de la révolution populaire et l'édification de la base économique du socialisme ont été assurées sous la conduite de la classe ouvrière. C'est encore sous sa conduite que s'accomplit l'édification intégrale de la société socialiste.

Le rôle de direction assumé par la classe ouvrière permet de réaliser la conquête de la complète indépendance nationale du peuple albanais, l'abolition de la dépendance économique du pays à l'égard des puissances étrangères, le développement continu de la révolution dans les domaines politique, économique et social, et la défense des conquêtes de cette révolution.

La classe ouvrière albanaise s'acquitta de cette mission historique grâce au rôle dirigeant du Parti du Travail d'Albanie, parti révolutionnaire prolétarien par la théorie qui l'éclaira, par les principes organisationnels sur lesquels il est édifié, par son programme politique.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours gardé intact son caractère prolétarien et fidèlement traduit dans les faits le rôle de direction de la classe ouvrière à toutes les étapes et dans tous les domaines de la vie du pays.

Le Parti a éduqué les cadres dirigeants et tous les communistes, même ceux non issus de la classe ouvrière, dans l'idéologie prolétarienne, dans l'esprit de fidélité à la cause du prolétariat et du socialisme, dans le sentiment de la lutte implacable à mener contre les ennemis de classe. Ils ont acquis leur trempe révolutionnaire prolétarienne dans la lutte contre les occupants fascistes, contre les classes exploiteuses du pays, contre l'impérialisme et le révisionnisme, dans l'action révolutionnaire pour la libération nationale et sociale, pour l'édification socialiste et la défense de la Patrie.

Le Parti ne s'est jamais laissé bureaucratiser, gagner par l'indolence et la routine, ni, en conséquence, dépouiller de son esprit révolutionnaire prolétarien. Le Parti du Travail d'Albanie a considéré la lutte systématique contre la bureaucratiation des cadres dirigeants, des organes de direction et des appareils du Parti, comme une condition déterminante pour éviter la création d'une couche d'éléments embourgeoisés, qui viseraient, au nom du «marxisme-léninisme» et du «Parti», à réduire à néant le rôle de direction de la classe ouvrière et à établir leur domination sur elle et sur son Parti.

Grâce à son propre Parti, la classe ouvrière albanaise a réussi à surmonter tous les obstacles qui s'opposaient à son rôle de direction, obstacles qui dérivait de la situation arriérée agraire et semi-féodale du pays, de son développement incomplet en tant que classe, de son degré d'organisation limité, de son bas niveau idéologique, technique et culturel, dans la période de la Lutte de Libération Nationale et dans les premières années qui suivirent la Libération du pays.

Dans la période d'édification du socialisme, elle a grandi en nombre, elle s'est constituée en jeune classe ouvrière industrielle, développée sous l'aspect technique et culturel, elle s'est solidement trempée, a acquis une grande maturité politique et idéologique et atteint un niveau élevé d'organisation. Ce développement a renforcé encore davantage son rôle de dirigeante de toute la vie du pays et d'organisatrice de l'édification du socialisme et du communisme.

En même temps que se transformait radicalement la structure des classes, que croissait et se trempait la classe ouvrière, le Parti a grandi et s'est renforcé par l'afflux de membres provenant des rangs des meilleurs éléments de cette classe.

3. — Si le Parti du Travail d'Albanie a été en mesure de jouer son rôle de direction dans la révolution et dans l'édification socialiste du pays, c'est qu'il a élaboré et appliqué avec esprit de suite une ligne générale révolutionnaire. Cette ligne a répondu en toute occasion aux exigences politiques, économiques, sociales et culturelles des masses, aux intérêts fondamentaux du peuple et de la Patrie, aux intérêts du socialisme à l'échelle nationale et internationale.

Dans l'élaboration de sa ligne politique, le Parti du Travail d'Albanie s'est appuyé: sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme; sur l'analyse scientifique des conditions intérieures et extérieures, et du rapport des forces de classe dans le pays et à l'échelle internationale ; sur l'expérience révolutionnaire accumulée à l'intérieur du pays; sur l'expérience du mouvement communiste international. C'est sur cette base qu'il a pu découvrir et apprécier correctement les contradictions fondamentales aux diverses étapes historiques de la révolution et déterminer judicieusement les objectifs et les tâches qui constituent son programme.

Dans l'élaboration de sa ligne politique, le Parti a toujours avancé d'un pas mesuré, il n'a jamais agi avec précipitation ou retard dans l'adoption de ses décisions, il ne s'est pas enfermé dans la coquille des particularités nationales du pays et n'a pas non plus copié ni appliqué mécaniquement l'expérience révolutionnaire extérieure. Il a toujours eu clairement conscience que les principes marxistes-léninistes et l'expérience révolutionnaire des autres partis communistes frères ne peuvent à eux seuls fournir une ligne politique toute prête et parfaite. Pour réussir à définir cette ligne, il importe que le parti de la

classe ouvrière ait lui-même accumulé une riche expérience, qui s'acquiert dans la pratique révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle le Parti du Travail d'Albanie, au début de chaque étape historique, a été en mesure de jeter les fondements de sa propre ligne générale, puis de l'enrichir et de la compléter dans la pratique de la révolution et de l'édification socialiste.

C'est également dans la pratique révolutionnaire que s'est vérifiée la justesse de la ligne politique du Parti. Afin que cette ligne demeure toujours juste et révolutionnaire, le Parti du Travail d'Albanie n'a jamais hésité à y apporter des rectifications et modifications toutes les fois qu'ont changé les conditions objectives nationales et internationales, quand des décisions particulières n'ont pas vu leur justesse confirmée par les faits, quand la pratique a démontré que les formes et les méthodes empruntées à l'extérieur étaient inappropriées à notre réalité nationale, ou étrangères au marxisme-léninisme. Il n'a jamais dissimulé ses erreurs et ses faiblesses, il a toujours observé une attitude critique à leur égard, les a corrigées à temps, ne les a pas laissées grossir et devenir irréparables, et n'a pas permis que des courants anti-parti se développent en son sein.

La tactique suivie par le Parti du Travail d'Albanie à ses diverses étapes n'a pas connu de reculs ou de zigzags marqués. Cela est dû au fait que la révolution n'a pas connu de profonds reflux provoqués par des conditions objectives, et aussi à ce que le Parti n'a pas commis de graves erreurs de principe.

Plus le Parti du Travail d'Albanie a accumulé d'expérience par sa propre pratique révolutionnaire et par celle des masses laborieuses, plus il s'est assimilé, dans le cours de cette pratique, les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et en a approfondi la connaissance, et mieux il a été en mesure de faire la généralisation théorique de son expérience et de celle du peuple, d'élaborer minutieusement et judicieusement sa propre ligne politique, mieux il a pu s'orienter dans les situations complexes, moins et plus rarement il a commis d'erreurs et plus vite il les a rectifiées.

4. — La ligne générale du Parti a été appliquée avec succès en premier lieu parce qu'elle a été embrassée par les larges masses populaires, parce qu'elle est devenue leur propre ligne et que les masses, de concert avec le Parti et sous la conduite de celui-ci, ont lutté de toutes leurs forces pour la mise en œuvre de cette ligne. Le Parti s'est gagné les masses et il les a entraînées à sa suite en les persuadant de la justesse de sa ligne politique, en leur faisant prendre conscience des objectifs de la lutte, des difficultés et des obstacles, des sacrifices à consentir pour l'obtention de la victoire. Le Parti n'a cessé d'attacher une importance primordiale à ses liens avec les masses.

Les liens étroits du Parti avec les masses, leur conviction de la justesse de la ligne politique du Parti, la conversion de la ligne du Parti en ligne de masse, sont devenus une réalité non seulement parce que cette ligne a répondu aux exigences et aux intérêts du peuple et du socialisme, mais aussi parce que le Parti, pour l'application de cette ligne, n'a cessé de déployer une activité pratique révolutionnaire.

Afin de persuader les masses populaires, de nouer avec elles de solides liens, et de les mobiliser dans la lutte et le travail, le Parti s'est servi de l'arme puissante que constituent une agitation et une propagande liées à la réalité, concrètes, claires, combattantes, un travail politique et idéologique ample et différencié, revêtant des formes multiples, pour l'éducation communiste et patriotique des masses.

Parallèlement au travail d'agitation et de propagande, le Parti, dans sa propre pratique révolutionnaire, s'en est toujours tenu au principe selon lequel les actes doivent correspondre aux paroles. Le travail éducatif du Parti s'est toujours accompagné d'actions, de l'exemple personnel des communistes, de leur présence à la pointe de la lutte et du travail. Il en a résulté que les masses se sont également convaincues de la justesse de la ligne politique du Parti par leur propre expérience.

Pour chacune des décisions qu'il a prises et pour chaque pas qu'il a accompli dans son action, le Parti s'est consulté avec les masses, il a encouragé la critique et la libre expression des opinions des masses, il a prêté une oreille attentive à leurs requêtes et à leurs propositions, il a toujours tenu compte des

grandes valeurs morales et politiques du peuple. Il n'a cessé de tirer des enseignements de la riche expérience révolutionnaire des masses et il les a instruites.

Les liens qui unissent le Parti aux masses sont édifiés sur de solides bases organisationnelles. Seuls les liens avec les masses organisées sont des liens véritables et stables. Le Parti du Travail d'Albanie a créé diverses organisations politiques et économiques de masse, en tant que maillons reliant le Parti aux masses, comme de puissants leviers pour mettre en pratique la ligne politique du Parti. Les programmes et l'activité de ces organisations ont toujours eu comme fondements la politique du Parti.

Un aspect très important de la pratique révolutionnaire du Parti, par laquelle il tend à maintenir et à renforcer ses liens avec les masses et à se garder lui-même d'être sapé par les coups des ennemis de classe, est constitué par ses inflexibles prises de positions révolutionnaires face aux nombreuses difficultés auxquelles il s'est heurté sur son chemin. Le Parti s'est toujours préparé lui-même et il a préparé les masses populaires à affronter les situations les plus difficiles et complexes qui se créent inévitablement sur la voie de la révolution. En conséquence, il n'a jamais été pris au dépourvu par les graves situations créées par les ennemis. Dans ces situations, le Parti ne s'est pas égaré, il n'a pas été pris de panique et ne s'est pas non plus laissé aller au pessimisme ou à l'inaction, il n'a pas perdu confiance en ses propres forces ni en celles du peuple. Il ne s'est jamais découragé devant les pertes subies sous les coups des ennemis. A tous les moments critiques, le Parti a agi avec sagesse, maturité et courage, il a révélé aux masses la véritable situation, il s'est adressé à elles, s'est puissamment appuyé sur elles et a toujours triomphé.

Dans les situations difficiles, le Parti a manœuvré avec souplesse, sans toutefois jamais perdre de vue l'objectif essentiel ni s'écarter des principes du marxisme-léninisme.

Les situations difficiles ont éprouvé la solidité des liens qui unissent le Parti et le peuple, et ont cimenté ces liens encore davantage.

5. — Un autre principe marxiste-léniniste que le Parti du Travail d'Albanie a appliqué dans son activité révolutionnaire est d'avoir donné constamment la primauté à sa politique prolétarienne pour résoudre tout problème politique, économique, culturel, technique, militaire, etc. Il a apprécié toutes ses actions et ses attitudes, tous les divers phénomènes et événements à partir de positions de classe, en fonction des avantages qu'ils apportent au peuple, à la révolution, au socialisme à l'échelle nationale et internationale, pour le présent et surtout pour l'avenir.

Cela a permis au Parti de saisir plus aisément le maillon essentiel dans l'infinité des questions à résoudre, de mieux s'orienter dans les circonstances les plus complexes. Cela l'a empêché de tomber dans de graves erreurs de principe, l'a aidé à corriger à temps ses défauts et ses faiblesses et à aller toujours de l'avant sur la juste voie marxiste-léniniste.

Au principe de la primauté de la politique prolétarienne se rattache le principe qui consiste à compter sur ses propres forces, principe que le Parti a, dès sa fondation, appliqué avec constance et opiniâtreté.

Le peuple albanais, sous la conduite du Parti, n'a pas quémanté la liberté aux dominateurs impérialistes ni à ceux de l'intérieur, il n'a pas attendu que d'autres lui apportent la liberté et l'indépendance de l'étranger. Il n'a jamais non plus fait dépendre l'édification de la société socialiste, le développement de l'économie et de la culture, ni la défense des conquêtes de la révolution, exclusivement de l'aide étrangère.

Le principe qui consiste à s'appuyer sur ses propres forces se traduit au cours de la Lutte de Libération Nationale dans le mot d'ordre du Parti : «La liberté ne se reçoit pas en don, elle se conquiert par le sang et les sacrifices». Après la guerre, ce principe a pris corps dans la détermination et l'empressement révolutionnaire du peuple à construire le socialisme en toute circonstance et à tout prix, en mobilisant toutes les ressources intérieures — humaines, matérielles et financières.

6. — Le Parti du Travail d'Albanie a assuré le développement continu de la révolution.

Cette révolution a traversé trois étapes principales : l'étape anti-impérialiste, démocratique, de la conquête de l'indépendance nationale et de l'instauration du Pouvoir populaire ; l'étape de l'édification de la base économique du socialisme ; l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste, étape actuellement en cours. Ces trois étapes sont les parties constitutives d'une seule et même révolution.

Ces trois étapes non seulement se sont développées sans discontinuité, mais elles sont imbriquées, une étape ayant préparé les prémisses de la suivante.

Dans la première étape, l'accomplissement des tâches de caractère anti-impérialiste démocratique s'est accompagné de l'abolition de la domination politique de la bourgeoisie, abolition qui constituait une tâche de caractère socialiste. La deuxième étape, en même temps que les tâches de caractère socialiste, voyait réaliser les tâches économiques et sociales de caractère démocratique qui ne pouvaient être menées à bien dans la première.

Dans les deuxième et troisième étapes, l'instauration et le perfectionnement des rapports socialistes s'accompagnaient de l'apparition des jeunes pousses des rapports communistes.

Tout en assumant de multiples tâches de caractère politique, économique, social et idéologique, la révolution, à chacune de ses étapes, a été principalement dominée par la réalisation d'une tâche fondamentale de caractère déterminé: à la première étape — d'une tâche d'ordre politique; à la deuxième — d'une tâche d'ordre économique et social dans le domaine de la propriété des moyens de production ; à la troisième — d'une tâche d'ordre idéologique et culturel.

Et tant que la victoire ne sera pas également remportée dans le domaine de l'idéologie et de la culture, les conquêtes de la révolution dans le domaine politique et dans le domaine économique et social ne seront garanties, ni le péril de restauration du capitalisme ne sera conjuré. La révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture a pour but de détruire l'idéologie bourgeoise, d'établir partout et en tout domaine la morale communiste, d'écartier toute possibilité d'accession au pouvoir du révisionnisme et de restauration du capitalisme. Parallèlement à son développement dans le domaine idéologique et culturel, la révolution se poursuit également dans le domaine politique et dans le domaine économique et social. Seul le développement continu de la révolution socialiste dans tous les domaines, à la base et dans la superstructure, conduit à l'édification de la société communiste.

Le développement continu et victorieux de la révolution en Albanie a été assuré par les principaux facteurs suivants : la direction indivisible exercée par le parti révolutionnaire de la classe ouvrière à toutes les étapes de la révolution, et la fidèle application, par le Parti, des lois générales de la révolution conformément aux conditions concrètes objectives et subjectives créées dans le processus de développement de cette révolution.

Le Parti du Travail d'Albanie a assuré la victoire de la révolution en premier lieu à travers la réalisation révolutionnaire de trois tâches clés: l'union des masses populaires en un front unique autour du Parti ; l'organisation de l'insurrection armée en vue de renverser l'ancien pouvoir, la création de forces armées populaires et la préparation générale du peuple pour la défense de ses conquêtes; l'instauration de la dictature du prolétariat et son perfectionnement continu.

7. — Le Front Démocratique (continuation directe du Front de Libération Nationale) a été, à chacune de ces étapes, une arme puissante dans les mains du Parti du Travail d'Albanie en vue de l'union politique des larges masses populaires autour de lui, de leur mobilisation dans la lutte et au travail, pour assurer la victoire.

Dans le Front, le Parti a réussi à unir, en une seule grande organisation politique, les classes, les couches ainsi que les groupes et éléments particuliers — alliés de la classe ouvrière aux diverses

étapes de la révolution. Par le Front, il a été possible de ne laisser en dehors de l'influence de la politique prolétarienne du Parti aucun de ces alliés, en particulier ceux qui n'étaient pas intégrés dans les rangs des autres organisations de masse, telles l'Union de la Jeunesse, l'Union des Femmes, les Unions professionnelles. A travers le Front, le Parti a été en mesure de créer et de renforcer ses liens avec les masses les plus larges de la population, et de mieux exercer sa direction prolétarienne dans tous les domaines

Le Front a été le plus large soutien politique du Parti et du Pouvoir populaire. Il incarne l'unité morale-politique du peuple autour du Parti.

Le Front Démocratique a été créé en tant qu'union volontaire des masses populaires en partant d'en bas et non pas comme une coalition de partis politiques, et il a toujours conservé ce caractère.

A toutes les étapes, il a eu à sa base l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse sous la conduite de la classe ouvrière, la plus large part de cette base étant constituée par la paysannerie laborieuse.

Le Parti du Travail d'Albanie n'a cessé d'être la seule force dirigeante du Front et le seul parti politique en son sein.

Il n'a jamais existé en Albanie de véritables partis politiques bourgeois et il ne s'en est pas formé non plus après la fondation du Parti Communiste d'Albanie. Le Parti du Travail d'Albanie n'eût pas été contraire à la création d'autres partis antifascistes ni à la coopération avec eux sur la question de l'organisation de la lutte contre les occupants, si de semblables partis s'étaient formés.

Toutefois, il combattit et démantela les organisations politiques telles que le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti», créées par les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire à l'instigation et avec le soutien des occupants italiens et allemands, organisations qui s'employaient à détruire le Parti et le Front et à faire obstacle au triomphe de la révolution populaire. Le Parti réduisit également à néant les tentatives faites après la guerre par les éléments grands terriens et bourgeois, à l'incitation et avec l'appui des impérialistes américains et anglais, en vue de créer des partis politiques réactionnaires devant leur servir d'armes pour renverser le Pouvoir populaire.

Le fait historiquement déterminant qu'il n'existait pas dans le pays de partis politiques en dehors du Parti du Travail d'Albanie, a constitué en soi un phénomène très bénéfique pour la classe ouvrière, pour le peuple, pour la révolution et le socialisme en Albanie. Cette circonstance a aidé le parti de la classe ouvrière à remplir mieux et plus aisément sa mission de dirigeant de la révolution à chacune de ses étapes.

L'existence du Parti du Travail d'Albanie en tant qu'unique parti politique dans le pays a contribué à ce que la démocratie socialiste s'exerce dans de meilleures conditions pour les masses travailleuses après le triomphe de la révolution populaire.

Le Parti du Travail d'Albanie a exprimé et défendu non seulement les intérêts de la classe ouvrière mais aussi ceux de la paysannerie laborieuse, de tout le peuple albanais uni dans le Front Démocratique, en regardant ces intérêts sous l'angle du socialisme.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours considéré l'union du peuple dans le Front comme une union de classes, de couches et d'hommes que n'opposent pas des contradictions antagonistes, qui sont liés par des intérêts et des objectifs communs pour une ou plusieurs étapes historiques données. Cette union a été créée et renforcée dans la lutte pour la liberté, l'indépendance nationale et le socialisme, dans la lutte intransigeante contre les ennemis de classe, du dedans et du dehors.

D'une part, le Parti a combattu les manifestations de sectarisme — telles que le fait de confondre les gens du peuple avec les ennemis, de considérer les contradictions non-antagonistes au sein du peuple comme antagonistes, de ne pas faire preuve de patience dans le travail avec les gens du peuple aux vues politiques confuses, etc. — D'autre part, il a lutté contre les manifestations d'opportunisme — les cas de défaut de vigilance envers les ennemis de classe ou d'atténuation de la lutte de classes au sein du Front, — contre les tendances des éléments opportunistes à ne pas sauvegarder la pleine indépendance idéologique, politique et organisationnelle du Parti au sein du Front, ainsi que son rôle de dirigeant unique de celui-ci.

Cette lutte a été indispensable pour sauvegarder et renforcer constamment l'union du peuple dans le Front.

8. — La Révolution l'a emporté en Albanie à travers l'insurrection armée.

Par les conditions concrètes dans lesquelles elle devait avoir lieu, cette insurrection ne pouvait être une action unique et immédiate. Le développement de l'insurrection constituait tout un processus, qui débuta par des manifestations antifascistes et de petites actions armées pour croître graduellement jusqu'à devenir une insurrection générale populaire.

L'organisation de l'insurrection armée exigeait à tout prix la préparation d'une armée populaire de libération nationale, qui fût en mesure de mettre en déroute les forces armées de l'ennemi, de détruire son appareil d'Etat, de chasser du pays les occupants, d'assurer l'instauration du pouvoir populaire et de devenir le défenseur de ce pouvoir. Afin de mener à bien ces tâches, il était indispensable que cette armée populaire s'organisât en tant qu'armée régulière du peuple et du nouvel Etat albanais.

L'insurrection armée et la création des forces armées populaires traversèrent trois phases principales :

Dans la première phase, furent jetés les fondements pour l'insurrection générale armée et pour l'organisation de l'armée régulière de Libération Nationale. C'est au cours de cette phase que furent créés les sections de guérillas, les guérillas et bataillons réguliers de partisans, les détachements volontaires territoriaux d'auto-défense et que se fit la préparation générale, morale et politique, des masses populaires pour l'insurrection armée. Les unités de partisans libèrent de la botte de l'occupant des zones entières, qui se transformèrent en de solides bases de la lutte des partisans.

Dans la deuxième phase, la lutte se convertit en une insurrection générale populaire, les détachements et bataillons de partisans furent organisés en armée centralisée de Libération Nationale ayant à sa tête un Etat-major général. C'est au cours de cette phase que furent formés les brigades et les groupes de partisans. C'est alors également que fut mis sur pied le pouvoir militaire de l'arrière. Ainsi fut créée l'armée régulière populaire.

Dans la troisième phase, l'insurrection générale populaire conduisit à l'expulsion des occupants et à la libération complète du pays, à l'anéantissement des organisations et des forces armées réactionnaires, instruments des occupants, à la destruction complète de l'appareil d'Etat des occupants et des traîtres. Durant cette phase, l'Armée de Libération Nationale se convertit tout entière en armée régulière du peuple et de l'Etat albanais de démocratie populaire.

L'insurrection trouva son inspiration dans les villes et c'est dans celles-ci qu'elle s'amorça. En même temps qu'elle s'étendait et se renforçait, son centre de gravité se déplaça vers les campagnes. Les campagnes devinrent la principale base de l'insurrection, et la paysannerie sa force principale. Dans le même temps, l'insurrection alla s'élargissant et s'approfondissant dans les villes également. Les premières à être libérées furent les campagnes, qui servirent de point de départ pour la libération des centres urbains et du pays tout entier. Néanmoins, la ville demeura jusqu'au bout l'inspiratrice et la dirigeante de toute l'insurrection.

La forme principale de la lutte armée était la guerre de partisans. Les actions armées des partisans avaient pour traits distinctifs leur constant caractère offensif, des manœuvres habiles faites de mouvements rapides et renouvelés, des attaques surprises, une grande initiative des commandements à tous les échelons, une utilisation parfaite du terrain. L'application magistrale de la tactique de la guerre de partisans, le moral élevé des combattants, l'appui et la participation directe des masses populaires à la lutte permettaient de neutraliser la supériorité numérique et surtout technique de l'ennemi et de l'emporter sur elle, d'assurer la conservation des forces de l'armée populaire et d'éprouver lourdement ou d'anéantir l'adversaire.

Les forces armées populaires qui assurèrent la victoire de la révolution servirent d'appui puissant et irremplaçable pour son développement continu et victorieux dans tous les domaines, afin de préserver ses conquêtes contre les visées et les agissements hostiles des forces intérieures réactionnaires, des impérialistes et des révisionnistes modernes. L'armée populaire est l'une des principales armes de la dictature du prolétariat. Les organes de la Sécurité de l'Etat sont l'œil vigilant de cette dictature.

En même temps que se renforçait et se perfectionnait le Pouvoir politique et que se développait le processus d'édification socialiste du pays, les forces armées perfectionnèrent l'organisation, l'armement et la technique militaire, leur préparation et leurs capacités politiques et militaires. L'Etat socialiste et le peuple n'ont épargné aucun effort pour la modernisation et le renforcement incessants des forces armées populaires.

Le Parti du Travail d'Albanie a eu le souci constant de sauvegarder et de renforcer le caractère foncièrement populaire des forces armées, leurs liens avec le peuple, leur trempe politique et idéologique, la direction exercée sur elles par le Parti.

Les forces armées permanentes ne sont pas seules à défendre les conquêtes de la révolution; le peuple armé tout entier est à leurs côtés. Le Parti du Travail d'Albanie a parfaitement appliqué le principe marxiste-léniniste de l'armement du peuple, de sa préparation militaire systématique et de sa disposition à combattre en tout domaine pour la défense de la patrie socialiste. Ce principe a trouvé son expression dans le mot d'ordre du Parti : «Construisons le socialisme la pioche dans une main, le fusil dans l'autre !»

9. — Le Pouvoir populaire a vu le jour en Albanie dans la lutte pour la libération nationale en tant que dictature des forces démocratiques révolutionnaires. Il a été instauré en détruisant de fond en comble le pouvoir politique des occupants, des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire. Avant même la libération complète du pays, le problème du pouvoir était résolu à l'avantage des forces révolutionnaires. Au lendemain même de la Libération, ce pouvoir commença à exercer les fonctions de la dictature du prolétariat sous la forme de l'Etat de démocratie populaire.

Le Parti, considérant la question du pouvoir politique comme le problème fondamental de la révolution, a étroitement rattaché la Lutte de Libération Nationale à la prise du pouvoir par les masses populaires révolutionnaires. Aussi, en même temps que s'élargissait et se renforçait la lutte armée, croissait et se consolidait également le Pouvoir populaire sur les ruines de l'ancien pouvoir. De son côté, le nouveau Pouvoir servait de solide appui à l'insurrection armée populaire.

En lançant le mot d'ordre : «Les Conseils de Libération Nationale, seul pouvoir du peuple en Albanie», le Parti prépara les masses à détruire le pouvoir des occupants et des traîtres et à ne pas permettre la restauration de l'ancien pouvoir des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Ainsi était également assurée sa direction indivisible au sein du nouveau Pouvoir qu'il avait lui-même créé. Dès que les conditions requises furent remplies, le Parti organisa immédiatement la formation du gouvernement démocratique révolutionnaire en tant que seul gouvernement du peuple albanais, sans attendre la libération préalable du pays tout entier.

En utilisant ses deux armes puissantes, le Front et l'Armée de Libération Nationale, et sans oublier un seul instant la perspective du développement de la révolution et la poursuite de l'objectif final, le Parti n'a jamais partagé le pouvoir avec la bourgeoisie et il a maintenu intacte la direction de la classe ouvrière dans le nouveau Pouvoir politique. Il vint à bout victorieusement de la pression exercée au cours de la Lutte et dans les premières années qui suivirent la Libération, par la réaction intérieure et les impérialistes américains et anglais, pour amener à la direction du Pouvoir populaire des représentants des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie réactionnaire. Il a aussi triomphé, dans sa propre direction, des positions traîtresses adoptées par des éléments opportunistes, qui avaient cédé à la pression ennemie et accepté de partager le pouvoir avec la bourgeoisie.

Le Pouvoir a pour base politique les conseils populaires, continuateurs directs des conseils de libération nationale.

La dictature du prolétariat sert et sert d'arme décisive pour le développement continu de la révolution socialiste dans tous les domaines et pour la défense de ses conquêtes. A travers cette dictature, se réalise la démocratie socialiste, qui est allée constamment s'élargissant et se renforçant. A travers elle, a été assurée la large et vivante participation des masses travailleuses au gouvernement du pays.

Le fondement de la dictature du prolétariat est l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière. La paysannerie albanaise a toujours considéré la dictature du prolétariat comme son propre pouvoir, car celui-ci est le premier et le seul pouvoir qui ait exaucé ses vœux et réalisé ses rêves séculaires, qui lui ait assuré la liberté et la terre, qui l'ait sortie de la misère et de son état arriéré et lui ait garanti un progrès rapide dans tous les domaines sur la voie du socialisme.

Le Parti du Travail d'Albanie a combattu avec constance toute manifestation et tendance des éléments opportunistes à libéraliser le Pouvoir, à le convertir en une «démocratie pour tous», il a de même combattu la maladie du bureaucratisme.

Cette lutte a été indispensable pour préserver le caractère prolétarien du Pouvoir populaire, pour éviter qu'il ne se détache des masses populaires, pour parer à la dégénérescence bourgeoise et révisionniste de la dictature du prolétariat.

Le Parti du Travail d'Albanie considère la lutte contre le bureaucratisme comme un aspect de la lutte de classes. En tant que telle, elle se poursuivra tant que durera la lutte de classes.

La dictature du prolétariat est également une arme décisive dans les mains du Parti, dans les mains de la classe ouvrière, pour l'édification intégrale de la société socialiste et communiste. Le Parti du Travail d'Albanie s'en tient à la ligne de la sauvegarde et du perfectionnement continu de la dictature du prolétariat jusqu'à ce que les classes aient été complètement liquidées, jusqu'à ce que l'édification intégrale de la société socialiste soit achevée et qu'ait été éliminé tout danger extérieur pour cette dictature.

10. — Dans le domaine économique, la révolution a accompli deux tâches essentielles. En premier lieu, elle a anéanti la base économique des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie, elle a aboli la propriété privée et instauré la propriété sociale socialiste des moyens de production à la ville comme à la campagne. En second lieu, elle a comblé le retard économique et supprimé la structure unilatérale de l'économie, où prévalait la petite production agricole, elle a mis sur pied la structure économique nouvelle et à branches multiples, que constitue la grande production industrielle et agricole qui s'appuie principalement sur l'application de la technique moderne.

Pour établir les rapports socialistes de production, le Parti n'a pas attendu que les forces productives demeurées en retard se développent à un haut niveau. Il a construit ces rapports (d'abord dans les villes puis dans les campagnes) avant que la base adéquate matérielle et technique du socialisme ne soit

entièrement édifiée, tâche qui sera accomplie dans l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste. Une pareille édification des rapports socialistes de production a servi de solide appui et de puissante impulsion au développement à un rythme accéléré des forces productives.

Les vestiges des rapports féodaux furent anéantis par l'application de la réforme agraire qui expropria sans indemnité les grands propriétaires terriens et remit la terre aux paysans pauvres, en en prohibant cependant l'aliénation. Cette réforme, du fait qu'elle fut accomplie dans les conditions du développement de la révolution socialiste, toucha également les rapports capitalistes dans les campagnes.

Les nationalisations supprimèrent la grande et la moyenne propriété capitaliste dans les villes et lui substituèrent la propriété sociale socialiste. On n'eut pas recours à la forme du capitalisme d'Etat. Les nationalisations s'accomplirent à un rythme rapide et par une voie foncièrement révolutionnaire sur la base de l'expropriation sans indemnité.

La propriété privée des petits producteurs dans les villes fut convertie en propriété socialiste par la voie de l'union librement consentie de ces producteurs dans des coopératives artisanales.

La propriété privée des petits producteurs dans les campagnes se convertit en propriété sociale coopérative par la voie de la collectivisation de l'agriculture. La collectivisation fut entamée et achevée sans nationalisation préalable de la terre que détenaient les petits producteurs et sans attendre que le pays soit préalablement industrialisé, mais de pair avec l'édification et le développement de la nouvelle industrie socialiste. Le processus de collectivisation de l'agriculture et de développement de l'industrie s'accompagnait de la création de la base matérielle et technique de la grande production socialiste dans les régions rurales.

La collectivisation de l'agriculture s'est accomplie sur la base de la conviction qu'avait la paysannerie de la supériorité du système socialiste dans l'agriculture. Cette conviction, elle l'a acquise avec l'aide du Parti et par sa propre expérience. Le Parti n'a cessé de mettre strictement en pratique le principe léniniste du libre consentement des paysans pour leur union en coopératives. La paysannerie moyenne, tout comme la paysannerie pauvre, a embrassé la voie de la collectivisation et adhéré en masse aux coopératives.

La seule forme à laquelle on a eu recours pour la collectivisation était la coopérative agricole de production, reposant sur la propriété sociale des moyens de production, sur le travail en commun et la répartition du produit uniquement en fonction du travail accompli par chaque membre de la coopérative.

L'industrialisation socialiste du pays a servi de clé de voûte au développement des forces productives et à l'édification d'une économie multiforme. L'industrialisation a créé des possibilités réelles pour la constitution et le développement de nouvelles branches de l'économie, pour la mise sur pied d'une agriculture avancée à branches multiples, et pour son développement intensif.

Dans l'industrialisation socialiste du pays, la priorité a été accordée en toute circonstance à l'implantation et au développement de l'industrie lourde. En conséquence, la part relative de la production des moyens de production est allée sans cesse croissant. Une importance particulière a été en même temps accordée au développement accéléré de l'industrie légère. Le Parti s'est attaché aussi à assurer un développement harmonieux de l'industrie et de l'agriculture. C'est seulement en l'appuyant sur ses deux jambes — industrie et agriculture — que l'on peut assurer l'édification d'une économie puissante, solide et indépendante, ainsi que son développement rapide et continu.

La direction de l'économie et de l'édification socialiste a été une direction centralisée, démocratique, reposant sur un plan unique et général d'Etat.

La création et le développement de la nouvelle industrie socialiste ainsi que la construction de la base matérielle et technique nécessaire à un développement intensif de l'agriculture ont été menés à bien en ayant avant tout pour appui les forces, les ressources et les moyens intérieurs. Dans ce domaine, l'aide internationaliste, à titre de réciprocité, des pays socialistes, a rempli et remplit toujours un rôle déterminé.

Ainsi, par la dictature du prolétariat, le Parti du Travail d'Albanie a assuré : le passage direct de l'état arriéré semi-féodal au socialisme, en sautant la phase du capitalisme évolué ; l'indépendance de l'économie populaire ; son développement à des rythmes accélérés sur la voie du socialisme.

11. — Dans l'élaboration de sa ligne politique et dans toute son activité, le Parti du Travail d'Albanie s'est guidé sur le principe selon lequel la lutte de classes est la principale force motrice pour la victoire de la révolution, pour l'édification de la société socialiste et pour le passage au communisme. La lutte de classes est un phénomène objectif et, en tant que tel, elle est inéluctable, elle se développe en zigzags, elle a des hauts et des bas, tantôt elle s'intensifie, tantôt elle s'atténue, mais ne s'interrompt ni ne s'éteint jamais. Elle embrasse tous les domaines — politique, économique-social, idéologique et culturel.

La lutte de classe est: la lutte contre les impérialistes fascistes et contre les principales classes exploiteuses du pays en vue d'anéantir leur domination politique ; la lutte contre les classes exploiteuses, en vue de les exproprier, d'annihiler leur résistance et leur activité hostile, de détruire ces classes elles-mêmes ; la lutte contre les débris des classes exploiteuses ; la lutte contre les nouveaux éléments capitalistes et les éléments dégénérés antiparti, capitulards et opportunistes ; la lutte contre les conceptions, mentalités, usages et habitudes, étrangers à l'esprit de notre doctrine, qu'ils soient patriarcaux, féodaux, petits-bourgeois ou bourgeois, ainsi que contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste dans son ensemble ; la lutte contre la pression et l'activité hostile des impérialistes et des autres ennemis du dehors pour réduire à néant leurs visées et leurs tentatives agressives et rapaces contre la République Populaire d'Albanie.

La lutte de classes s'est livrée sur le front intérieur en étant constamment entrelacée avec la lutte de classes sur le front extérieur.

Le principal ennemi de classe dans la période de la Lutte de Libération Nationale était représenté par les fascistes italiens et allemands ; aussi est-ce contre eux que cette lutte dirigeait son fer de lance. En appliquant la ligne de l'union du peuple tout entier dans le Front de Libération Nationale sans distinction de classes ni de convictions politiques, le Parti s'est beaucoup employé à empêcher que la contradiction entre les masses populaires d'une part, et les gros propriétaires terriens et la bourgeoisie de l'autre, ne se convertisse en contradiction essentielle et antagoniste. Or les gros propriétaires terriens, la bourgeoisie réactionnaire et leurs organisations politiques — le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti» — regardaient, quant à eux, le Parti Communiste et le Front de Libération Nationale comme leur principal ennemi. Ils engagèrent une lutte armée contre le Parti et le Front et s'efforcèrent de les détruire en s'unissant en un seul front avec les occupants. Dans ces circonstances, le Parti et le Front furent contraints de combattre et d'anéantir complètement les organisations et les forces armées de la réaction intérieure, en dénonçant leur politique et leur activité antinationale et en recourant à la violence révolutionnaire. Ainsi, la lutte contre les occupants fut alliée à la lutte contre les principales classes exploiteuses du pays, instruments des asservisseurs fascistes italiens et nazis allemands. Il s'ensuivit que la Lutte de Libération Nationale allait non seulement conduire à la libération de la Patrie par l'expulsion des envahisseurs étrangers, mais encore renverser et dépouiller du pouvoir politique les principales classes exploiteuses du pays.

Après la Libération, les principaux ennemis de classe furent : à l'intérieur — les classes exploiteuses renversées et, après leur disparition, les débris de ces classes ; à l'extérieur — l'impérialisme avec à sa tête l'impérialisme américain. Dans cette période également, les ennemis de l'intérieur ont toujours agi en liaison avec les ennemis de l'extérieur, voire à leur instigation et suivant leurs instructions. C'est la

raison pour laquelle la lutte contre les ennemis intérieurs de classe a été étroitement liée à la lutte contre les impérialistes et leurs instruments à l'extérieur.

Le Parti du Travail d'Albanie a considéré l'impérialisme américain comme le principal ennemi et le plus grand péril menaçant l'ordre socialiste en Albanie, la révolution socialiste mondiale, la liberté et l'indépendance nationale de tous les peuples, la paix mondiale. Aussi est-ce contre cet ennemi qu'il a dirigé le fer de lance de la lutte de classe dans l'arène internationale. Il n'en a pas moins lutté simultanément contre d'autres ennemis extérieurs, collaborateurs ou instruments des impérialistes américains, ennemis non seulement de l'Albanie socialiste, mais aussi des autres peuples et du socialisme en général.

Le Parti du Travail d'Albanie a combattu avec une particulière rigueur le révisionnisme moderne, produit et agence de l'impérialisme. La lutte de principe implacable qu'il a menée dès le début contre les révisionnistes yougoslaves l'a pourvu d'une grande expérience et perspicacité révolutionnaire, qui lui ont permis de mieux connaître et de combattre plus résolument les révisionnistes khrouchtchéviens ainsi que les autres courants du révisionnisme. Le révisionnisme moderne international ayant pour centre le révisionnisme soviétique constitue un grand ennemi de classe et le principal danger pour le mouvement ouvrier et communiste international. Le Parti du Travail d'Albanie considère la lutte contre le révisionnisme dans le domaine politique et idéologique comme une condition indispensable pour mener victorieusement la lutte contre l'impérialisme, pour assurer la victoire définitive de la révolution socialiste en Albanie et à l'échelle mondiale.

S'appuyant sur le patriotisme du peuple et sur son esprit élevé de mobilisation pour la défense de la patrie socialiste, ainsi que sur le puissant mouvement mondial des forces révolutionnaires anti-impérialistes, le Parti du Travail d'Albanie n'a jamais surestimé la puissance de l'impérialisme et du révisionnisme moderne au point de vue stratégique, il n'a été intimidé ni ne s'est incliné devant leur pression et leurs chantages. En aucune circonstance et sur aucun problème, il ne leur a fait de concessions de principe et il s'est toujours refusé à tout marchandage sur les principes révolutionnaires. Dans le même temps, du point de vue tactique, le Parti n'a pas sous-estimé le grand danger que présentent les forces impérialistes et révisionnistes. Il a préparé, dans tous les domaines, les masses populaires à faire face à toute pression venant de l'impérialisme et du révisionnisme, et à réduire à néant tout plan et toute tentative hostile de leur part.

La lutte de classes se poursuit avec âpreté même après la destruction des classes exploiteuses. Sur le plan intérieur, elle se livre contre les débris de ces classes ainsi que contre les éléments dégénérés qui apparaissent, mais elle se concentre surtout dans le domaine de l'idéologie et de la culture, contre les conceptions et les manifestations de contenu patriarcal, féodal et bourgeois, étrangères à notre idéologie. De semblables conceptions et manifestations, vestiges du passé, ont des racines profondes et subsistent longtemps dans la conscience des hommes. Avec la pression politique et idéologique, impérialiste et révisionniste de l'extérieur, elles constituent une base réelle pour l'apparition et l'avènement du révisionnisme, pour la restauration du capitalisme. Une pareille base demeure tant que le communisme n'a pas été édifié dans le pays même et que le capitalisme n'a pas été détruit à l'échelle mondiale. Aussi la lutte de classe dans le domaine de l'idéologie et de la culture — contre les conceptions et les attitudes étrangères à notre idéologie envers le travail et le patrimoine socialiste, contre les coutumes rétrogrades, l'égoïsme et l'individualisme, la mentalité et les manifestations bureaucratiques, les croyances et les dogmes religieux, les conceptions et les coutumes qui restreignent et étouffent la personnalité de la femme, contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste dans son ensemble — est-elle une condition indispensable pour prévenir l'avènement du révisionnisme et la restauration du capitalisme, pour édifier intégralement la société socialiste et passer au communisme.

Sur le plan extérieur, la lutte de classes se poursuit avec acharnement, dans le domaine politique comme dans le domaine idéologique, contre l'impérialisme ayant à sa tête l'impérialisme américain et contre le révisionnisme moderne ayant pour centre le révisionnisme soviétique. Et cette lutte se poursuivra jusqu'à leur destruction définitive.

En livrant et en dirigeant correctement la lutte de classe, à toutes les étapes de la révolution, contre les ennemis du peuple et du socialisme au dedans et au dehors, le Parti du Travail d'Albanie s'est en même temps hautement trempé dans cette lutte, en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

12. — Le Parti du Travail d'Albanie a toujours lutté et œuvré en tant que détachement du mouvement ouvrier et communiste international. En assurant la victoire de la révolution et l'heureuse édification du socialisme dans son propre pays, il a en même temps rempli son devoir internationaliste fondamental envers la classe ouvrière et la révolution prolétarienne mondiale.

Dans la lutte pour la libération nationale et sociale et pour l'édification socialiste du pays, le Parti du Travail d'Albanie ne s'est jamais dissocié du mouvement révolutionnaire mondial. Au contraire, il a toujours senti le besoin du puissant soutien de ce mouvement, il a apprécié à sa juste valeur l'importance de ce soutien et il a en toute occasion compté sur l'aide des partis communistes et ouvriers frères, du mouvement de libération des peuples, en premier lieu sur l'aide des pays socialistes, tant dans la lutte pour la libération nationale que pour la construction du socialisme.

Le Parti du Travail d'Albanie a éduqué les communistes et tout le peuple albanais dans un profond esprit d'internationalisme prolétarien.

La grande Révolution socialiste d'Octobre a toujours été très chère au Parti du Travail et aux travailleurs d'Albanie. Sa riche expérience et celle de la construction du socialisme en Union Soviétique sous la conduite de V.I. Lénine et J.V. Staline ont une valeur universelle. Les enseignements immortels de la Révolution d'Octobre et l'expérience du Parti Bolchevik dans son ensemble ont éclairé la voie pour le Parti du Travail d'Albanie et les travailleurs albanais, ils les ont inspirés dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance et le socialisme.

Le Parti du Travail d'Albanie a ancré dans le cœur des communistes et du peuple tout entier un sentiment d'amour pur et ardent pour les prolétaires, les peuples et les forces révolutionnaires du monde entier.

Le Parti et le peuple albanais ont témoigné un attachement et une fidélité sans bornes au premier Etat socialiste, issu de la Révolution d'Octobre et créé par Lénine et Staline. Cet attachement et cette fidélité reposent toujours sur les principes du marxisme-léninisme. Lorsque les révisionnistes khrouchtchéviens, qui trahirent le marxisme-léninisme et la Révolution d'Octobre, accédèrent à la direction du Parti Communiste et de l'Etat soviétique, le Parti du Travail d'Albanie fit aussitôt une distinction entre le peuple d'une part et la direction révisionniste soviétique de l'autre. Il prit la défense de la glorieuse voie du Parti Bolchevik et de l'Etat soviétique, la défense de Staline et des enseignements de la Révolution d'Octobre, foulés aux pieds par les révisionnistes, en considérant cette défense comme un devoir internationaliste qui lui incombait.

Le Parti du Travail d'Albanie a apprécié la victoire de la Grande Révolution chinoise comme la plus grande victoire de la classe ouvrière internationale et de la révolution prolétarienne mondiale après celle de la Grande Révolution socialiste d'Octobre. La Révolution chinoise conduite par le Parti Communiste Chinois ayant à sa tête le camarade Mao Tsétoung a donné naissance à la République Populaire de Chine, citadelle du socialisme, puissante base de la révolution mondiale.

Le Parti du Travail et les travailleurs d'Albanie ont toujours considéré les victoires des peuples des pays socialistes et de tous les peuples et forces révolutionnaires du monde entier, comme leurs propres victoires.

Dans ses rapports avec les partis communistes et ouvriers et avec les Etats socialistes, le Parti du Travail d'Albanie a toujours pratiqué une politique tendant à établir avec eux des liens fraternels de coopération sincère et d'entraide sur la base du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte contre le révisionnisme, et a œuvré à consolider ces liens.

Le Parti a toujours manifesté sa solidarité à l'égard des peuples et des forces révolutionnaires qui luttent pour leur liberté et leur indépendance nationale, pour la démocratie populaire et le socialisme. Il a soutenu sans réserve leur lutte libératrice contre l'impérialisme et la réaction. Il a également appuyé la lutte de la classe ouvrière internationale contre l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Le Parti du Travail d'Albanie s'est aussi acquitté d'un grand devoir internationaliste en menant une lutte de principe conséquente contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne. A travers cette lutte il s'est employé : à défendre le camp socialiste et le mouvement communiste international contre les tentatives de destruction dont ils étaient l'objet de la part des impérialistes et des révisionnistes, à sauvegarder et à renforcer l'unité de ce camp et de ce mouvement, à rétablir cette unité, après la scission provoquée par les révisionnistes khrouchtchéviens, sur des bases révolutionnaires, sans révisionnistes ni traîtres, et en menant une lutte résolue contre eux.

Dans le même temps, le Parti du Travail d'Albanie a poursuivi une politique de coopération et pour l'avantage mutuel entre le jeune Etat albanais et les Etats non-socialistes, indépendamment de leur système politique et social. Dans ses rapports avec tous les Etats, socialistes et non-socialistes, le Parti du Travail d'Albanie a appliqué le principe révolutionnaire de l'égalité et du respect de la souveraineté nationale, et il n'a jamais toléré aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures politiques, économiques et militaires du peuple albanais.

13. — L'application fidèle et de façon révolutionnaire des principes fondamentaux de l'édification d'un parti de type nouveau et des normes marxistes-léninistes dans les questions organisationnelles a joué un rôle décisif pour la mise en œuvre de la ligne générale du Parti. Sa juste ligne politique et sa saine organisation sur des bases marxistes-léninistes ont fait la force invincible du Parti du Travail d'Albanie.

Le principe de base sur lequel est édifié le Parti a toujours été le centralisme démocratique. La vie intérieure du Parti du Travail d'Albanie a été caractérisée par une discipline de Parti d'une fermeté d'airain, identique pour tous les membres, et par une critique et une autocritique de principe. Le Parti a lutté pour que la critique et l'autocritique soient utilisées comme une arme servant à l'éducation communiste des membres, pour les empêcher de tomber dans l'erreur et corriger ceux qui se sont fourvoyés.

Les décisions, directives et instructions du Parti sont le fruit de la direction collégiale, et cela depuis les organes les plus élevés jusqu'aux organisations de base. . L'un des plus importants éléments de la force du Parti a consisté dans l'application rigoureuse des règles léninistes d'admission de ses membres. Pour le renforcement de ses rangs, le Parti a toujours eu pour objectif la qualité et non la quantité. Les principales caractéristiques exigées pour l'admission de nouveaux membres ont été: la fidélité à la cause du peuple et du communisme, l'aptitude à donner l'exemple comme combattant d'avant-garde dans tous les domaines, l'appartenance, par l'origine et la situation sociale, principalement à la classe ouvrière ou à la paysannerie pauvre et coopératisée.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours exigé de ses membres qu'ils pensent, qu'ils travaillent et qu'ils vivent en révolutionnaires conséquents et résolus.

14. — L'un des traits les plus distinctifs du Parti du Travail d'Albanie a été son unité monolithique organisationnelle et idéologique. Cette unité, il l'a forgée et sauvegardée dans une lutte de principe intransigeante contre l'opportunisme et le sectarisme, contre les tendances fractionnelles, contre tous les ennemis intérieurs du Parti. Après l'anéantissement du courant trotskiste liquidateur dans les premiers mois de son existence, les points de vue et les agissements des groupes et des éléments antiparti n'ont jamais réussi à se transformer en courants idéologiques antimarxistes au sein du Parti. Cela est dû au fait que ces points de vue et agissements ont été dévoilés et combattus à temps et aussi à la fidélité des communistes envers le marxisme-léninisme et la ligne du Parti.

Durant toute son existence, le Parti du Travail d'Albanie, soucieux de préserver l'unité et la justesse de sa ligne générale, a mené le combat sur deux fronts, contre l'opportunisme de droite et contre le sectarisme et le dogmatisme. Jusqu'au printemps 1943, le principal péril qui menaçait le Parti du Travail d'Albanie était représenté par le sectarisme. Ce danger avait pour racines : l'esprit de sectarisme prononcé qui caractérisait l'activité des groupes communistes et qui, avec leur union, pénétra dans les rangs du Parti ; la difficulté pour les anciens membres des groupes de comprendre la ligne générale du Parti concernant la Lutte de Libération Nationale.

A partir du printemps 1943 jusqu'à la fin de la Lutte de Libération Nationale, de même que durant toute la période qui suivit la Libération, le principal danger pour le Parti du Travail d'Albanie fut constitué par l'opportunisme de droite.

Au cours de la Lutte de Libération Nationale, l'opportunisme de droite avait pour racines : la pression exercée sur le Parti par la bourgeoisie réactionnaire en dehors du Front et par la moyenne bourgeoisie à l'intérieur du Front; la pression de la réaction impérialiste anglo-américaine qui visait à faire obstacle à la victoire des forces révolutionnaires guidées par le Parti.

Après la Libération, l'opportunisme a eu pour racines : la pression exercée sur le Parti par les débris des classes renversées et les koulaks en dehors du Front ; la pression de la petite bourgeoisie, et en premier lieu de la masse de la paysannerie à l'intérieur du Front, à propos de quelques-unes des questions de la politique économique du Parti dans les campagnes ; la pression impérialiste, surtout américaine, tendant à renverser le Pouvoir populaire ; la pression de l'idéologie bourgeoise, des usages et d'une mentalité de contenu réactionnaire, des préjugés religieux ; la pression du révisionnisme moderne.

Une autre source de danger venant de l'opportunisme tout au long de l'existence du Parti a résidé dans l'origine petite-bourgeoise de beaucoup de ses membres et dans l'insuffisante préparation idéologique d'un grand nombre de communistes.

Après la Libération, bien que le sectarisme et le dogmatisme n'aient pas constitué un grand danger pour la ligne du Parti, on en a constaté des manifestations dans l'activité de communistes ayant trait à divers problèmes de caractère économique et politique. De telles manifestations, si on les avait sous-estimées, auraient sérieusement entravé l'application de la ligne générale du Parti.

Les manifestations de sectarisme ont surtout eu pour origine l'étroitesse des points de vue et la présomption d'un certain nombre de communistes d'origine petite-bourgeoise, paysanne et artisanale. Les manifestations de dogmatisme ont eu leur source : dans l'emprunt à l'expérience d'autres pays sans l'adapter aux conditions intérieures et sans la considérer d'un œil critique ; dans l'insuffisante préparation théorique et dans le bas niveau d'instruction d'un bon nombre de communistes.

La lutte qu'a menée le Parti du Travail d'Albanie contre l'opportunisme, le sectarisme, le dogmatisme, contre toutes les manifestations étrangères au marxisme-léninisme, contre les groupes et les éléments antiparti n'a jamais cessé d'être essentiellement une lutte de principe, pénétrée de l'esprit de parti marxiste-léniniste. Dans cette lutte, le Parti s'est montré compréhensif et pondéré envers les communistes qui ont reconnu leurs erreurs. Dans le même temps, il a été sévère et impitoyable à rencontre des ennemis du marxisme-léninisme, des déserteurs et des scissionnistes.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours considéré la lutte contre l'opportunisme, le sectarisme et contre toutes les manifestations étrangères en son sein, comme un aspect, une répercussion de la lutte de classes qui se déroule dans le pays. Le Parti considère la lutte de principe intransigeante à mener contre l'opportunisme et le sectarisme, et surtout contre le révisionnisme à l'intérieur de ses rangs, comme une loi pour préserver son caractère prolétarien et construire avec succès la société socialiste et communiste.

Cette lutte se poursuivra tant que vivra le Parti, car pour toute la période de passage du socialisme au communisme et tant que le capitalisme ne sera pas détruit à l'échelle mondiale, la tendance au révisionnisme et le danger de son apparition subsistent objectivement.

15. — Le Parti du Travail d'Albanie, depuis sa fondation, s'est toujours montré extrêmement soucieux de l'unité de sa propre direction sur des bases marxistes-léninistes, en jugeant cette unité comme la condition première et indispensable pour assurer l'unité idéologique et organisationnelle du Parti tout entier, pour élaborer et mettre en œuvre une juste ligne révolutionnaire.

Dans leurs efforts en vue d'anéantir le Parti du Travail d'Albanie ou de le transformer en un parti bourgeois révisionniste, les ennemis de classe ont toujours entamé leur travail de sape par des tentatives de créer des courants contraires et de semer la scission dans sa direction. Mais ces efforts ont finalement toujours échoué par suite de la lutte de principe conséquente au sein du Comité Central et dans le Parti tout entier contre le fractionnisme et la conciliation de points de vue opposés, contre l'opportunisme et le sectarisme. Chaque fois que divers dirigeants ont enfreint les normes et les principes du Parti, celui-ci les a aidés patiemment à se corriger et à revenir sur le droit chemin. Mais toutes les fois qu'il s'est avéré que tel ou tel dirigeant avait plié devant les difficultés ou sous la pression des ennemis de classe et qu'il s'était écarté du marxisme-léninisme, ou, qui pis est, qu'il s'était mué en agent de la bourgeoisie, des révisionnistes yougoslaves ou khrouchtchéviens, alors le Parti l'a exclu sans hésitation de la direction, sans tenir compte de ses mérites antérieurs.

L'unité d'airain du Comité Central est également assurée par l'application rigoureuse du principe de collégialité dans l'adoption des décisions. Le rôle des dirigeants du Parti et de l'Etat pour l'obtention des victoires dans la révolution populaire et dans l'édification socialiste a été considérable. Ces dirigeants sont issus du sein du peuple, ils ont été préparés et trempés comme dirigeants politiques et organisateurs des masses dans la lutte révolutionnaire. Par leur sagesse, leur esprit d'abnégation et leur fidélité conséquente à l'égard de la cause du peuple et du communisme, avec l'aide et le soutien du Parti et des masses populaires, ils se sont acquis une haute autorité, une grande expérience politique de direction, l'affection et le respect du peuple.

Le camarade Enver Hoxha occupe une place éminente parmi les dirigeants. Il est le fondateur du Parti du Travail d'Albanie et il l'a guidé, depuis sa création, à toutes les étapes historiques de la révolution. C'est à lui que le Parti doit l'apport le plus important à l'élaboration de sa ligne révolutionnaire marxiste-léniniste. Par sa sagesse, sa détermination, sa clairvoyance et son courage révolutionnaire, le camarade Enver Hoxha a assuré l'application conséquente révolutionnaire des normes marxistes-léninistes du Parti, il ne l'a jamais laissé s'engager dans une impasse et l'a tiré victorieusement de toutes les situations difficiles et complexes. Le camarade Enver Hoxha a fait, dans ses œuvres, la synthèse théorique marxiste-léniniste de l'expérience révolutionnaire du Parti du Travail d'Albanie, apportant ainsi une précieuse contribution à l'enrichissement du marxisme-léninisme.

Enver Hoxha est l'éducateur et le dirigeant le plus cher au peuple albanais tout entier, uni en une unité morale et politique d'acier autour du Parti et de son Comité Central.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie est l'illustration de la liaison de la théorie marxiste-léniniste avec la pratique de la lutte révolutionnaire du Parti de la classe ouvrière et des masses travailleuses albanaises, ainsi que de l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste par cette pratique. Elle atteste la gigantesque force inspiratrice, motrice et transformatrice que possède le marxisme-léninisme lorsqu'il est appliqué fidèlement et de façon créatrice par un parti révolutionnaire de la classe ouvrière. La grande expérience, la trempe et la maturité que s'est acquises le Parti du Travail d'Albanie au long de sa voie glorieuse l'aideront à appliquer, à l'avenir également, une juste ligne révolutionnaire marxiste-léniniste et à conduire le peuple albanais à la victoire définitive du socialisme et du communisme.